



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**17<sup>e</sup> Législature — 1<sup>re</sup> session**

**Vol. 2 – Séances du 29 février au 22 mars 1928**

**1928**

**Texte établi par Josée Levasseur**

---

**Orateur : l'honorable Hector Laferté**







# **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**17<sup>e</sup> Législature – 1<sup>re</sup> session**

**Vol. 2 - Séances du 29 février au 22 mars 1928**

**1928**



Séance du mercredi 29 février 1928

**Présidence de l'honorable H. Laferté**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 141 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat & Power Company.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 128 constituant en corporation The Montreal Terminals ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

**Questions et réponses:**

**Commission  
du Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de temps a fonctionné la Commission du Lac-Saint-Jean?

2. Combien de jugements a-t-elle rendus?

3. Combien a-t-elle coûté: *a.* Pour salaires? *b.* Pour dépenses?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. Du 3 mai 1927 au 5 novembre 1927.

2. 50.

3. *a.* \$10,500; *b.* \$7,667.07.

**Dépenses de la  
Commission des liqueurs**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle dépensé pour le compte du gouvernement depuis qu'elle existe?

2. Pour quels travaux, constructions, etc., ces sommes ont-elles été dépensées, et combien dans chaque cas?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1. \$2,035,808.80.

2. Entrepôt de Montréal: \$1,269,683.40; entrepôt de Québec: \$784,125.40.

**Prison de Bordeaux**

**M. Renaud (Laval):** 1. L'intérieur de l'aile C de la prison de Bordeaux est-il terminé?

2. Si oui, depuis quand?

3. Combien ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de la prison de Bordeaux?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1, 2 et 3. Voir *Journaux de l'Assemblée législative*, session 1927, page 177 du volume LXI.

**Pouvoirs d'eau dans  
le comté de Soulanges**

**M. Farand (Soulanges):** Je fais motion pour obtenir une copie de toute correspondance et de tous documents entre le gouvernement de cette province et le gouvernement du Canada, au sujet des pouvoirs hydrauliques en voie de développement dans le comté de Soulanges.

Depuis deux jours que nous siégeons au comité des bills privés, nous nous occupons de cette question des forces hydrauliques. J'ai combattu ce matin, au comité, un projet de loi, celui de la Beauharnois Light, Heat & Power Company. Elle a été résolue ce midi par le comité, et vous vous êtes rendu compte que je n'ai pas été un heureux gagnant dans mon opposition au bill de la compagnie de Beauharnois. Mais je suis aussi un bon perdant. Il se dit satisfait.

Je n'insisterai pas et je n'ai rien à ajouter sur l'objet de la motion que j'ai présentée et dont l'objet était de discuter sur ce qui nous a occupés au comité des bills privés.

Il retire sa motion.

**Code de procédure civile,  
article 599**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Ville de Racine

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 constituant en corporation la ville de Shipshaw soit maintenant lu une troisième fois et que le titre soit: "Loi constituant en corporation la ville de Racine".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill est une mesure extraordinaire, le troisième du genre présenté à la Législature depuis quelques années, et les principes du Code municipal y sont complètement méconnus.

Par ce bill, l'Alcoa Power veut organiser en ville un territoire non occupé. Il est un principe bien établi. C'est que la première condition de l'incorporation d'une ville, selon la loi des cités et villes, est que le territoire que l'on veut incorporer soit peuplé et ait une population de tant de personnes requise par la loi. Dans le présent bill de la ville de Racine, on ne tient nullement compte et on veut faire table rase des principes de la législation. On déclare même dans ce bill qu'un des motifs de sa présentation est justement ce manque de population.

C'est enfreindre une disposition essentielle de notre droit municipal qui exige une population déterminée, pour l'érection d'une ville. Ceux qui ont fait la loi des cités et villes avaient un but. Ils exigeaient que le territoire que l'on voulait incorporer eût une population déterminée; le législateur voulait qu'une ville fût incorporée pour les besoins, les bénéfices et les avantages d'une population, tandis que le bill que l'on nous présente demande que la ville soit incorporée non pas pour servir une population, mais pour servir les intérêts privés d'une compagnie. On ne respecte plus la population, on respecte la compagnie et le capital.

Le premier ministre a cité une parole d'un auteur fameux qui disait: "Donnez-moi de bonnes finances et je vous donnerai une bonne législation"<sup>1</sup>. Ce principe est d'un matérialisme dangereux. Ce qu'il faut, c'est une bonne législation conforme aux droits du peuple. Nous ne sommes pas opposés aux capitaux et nous sommes prêts à en recevoir dans la province de Québec, mais nous ne sommes pas prêts à leur sacrifier les droits du peuple. Sans doute nous sommes prêts à accorder une large protection aux capitaux, pourvu que les intérêts primordiaux du peuple ne soient pas lésés. Quand on remplace la législation par des considérations comme celles

contenues dans le bill, on sacrifie les intérêts des individus à ceux des capitalistes. Le bill de Racine va à l'inverse de cette saine politique.

Par ce bill, on veut assujettir la population aux biens, aux choses, à la fortune, et on fait preuve d'un souci manifeste pour les gros intérêts. On se dit en faveur d'accorder des privilèges exorbitants pour l'avenir à une compagnie. Par ce projet de loi, la compagnie Alcoa Power, qui développe la Chute-à-Caron, demande une exemption de taxes pour ses propriétés. J'ai déjà dit ici ce que je pense des exemptions de taxes accordées aux grosses compagnies. J'ai déjà dit qu'il n'est pas juste d'accorder aux gros des privilèges, qu'ils soient exemptés de taxes aux dépens des petits. Ce sont ceux qui devraient être payés qui paient. Or, dans le bill 99, on dit que les biens de la compagnie seront absolument et pour toujours exemptés d'impôts publics. Cette politique reflète l'opinion de la compagnie, pas celle du public.

Le bill dit encore que le conseil municipal de la ville de Racine sera élu non pas par le peuple, mais par la compagnie. Il est un principe sacré qui nous a coûté des luttes héroïques, sanglantes même, c'est celui du droit d'être représentés, pour les payeurs de taxes, sur les corps publics chargés d'administrer ces argents. On ne s'occupe plus et on met de côté ce principe: "Pas de taxes quand on n'a pas de représentants." Mais, dans le cas présent, c'est l'inverse: ceux qui paieront des taxes n'auront pas le droit de voter. Je sais bien que ce principe n'est pas du tout conforme aux vues du gouvernement qui laisse trois sièges vides dans cette Chambre. C'est là un principe subversif.

On a aussi parlé de l'autonomie des municipalités et, pour cela, on a accordé des exemptions de taxes demandées par les conseils. Quand le conseil demande une chose qui n'est pas juste, est-ce que le gouvernement doit légaliser cette injustice? Cela ne serait pas enfreindre l'autonomie des municipalités que de refuser au conseil le droit de violer la loi. Au contraire, ce serait plutôt l'aider à respecter cette autonomie.

Le gouvernement a passé une loi pour défendre les exemptions de taxes en 1922. De deux choses l'une, ou le gouvernement était sincère ou il ne l'était pas. Je ne veux pas lui faire l'injure de croire qu'il n'était pas sincère, mais pourtant, lorsqu'il accorde encore aujourd'hui des exemptions de taxes, je ne peux m'empêcher de constater que le gouvernement viole ses propres lois. Il (M. Duplessis) proteste contre ce qu'il décrit comme une violation flagrante de la loi des cités et villes et



une atteinte aux institutions britanniques. Le gouvernement ne peut pas impunément enfreindre cette loi. Cette politique est dangereuse pour la paix sociale et elle sape le principe de l'autorité dans la province.

Dans le bill actuel, l'on va encore plus loin. Dans ce projet de loi extraordinaire qu'est le bill de Racine, qu'on veut faire adopter aujourd'hui, on dit qu'il n'est pas nécessaire d'être citoyen britannique pour faire partie du conseil de la nouvelle ville et pour être gérant de cette ville. Ce sont des mesures blâmables. On fait une autre brèche profonde à nos lois civiles et à notre législation. La loi des cités et villes exige que les maires et conseillers des municipalités soient des sujets britanniques.

L'honorable premier ministre nous dit souvent qu'il tient à maintenir le lien britannique. Il a proclamé le loyalisme de la province de Québec. Il a déclaré, à New York et à Toronto, son attachement aux traditions britanniques. Il a même fait une déclaration assez étrange, au commencement de la session, dans le discours du trône, et pourtant, selon les termes de cette loi qui sera sanctionnée par le gouvernement, il ne sera pas nécessaire d'être sujet britannique pour occuper les charges municipales de la ville de Racine.

Au contraire, ces postes seront attribués, par le bill même, à des aubains (sic). On augmente les pouvoirs du gérant de la ville de Racine, mais on diminue la protection de la province contre l'infiltration américaine. La législation du gouvernement fait disparaître les qualifications essentielles et nécessaires pour occuper les charges de maire ou de conseiller et maintenir chez nous le respect que nous devons à la couronne britannique. On sacrifie tous ces droits aux intérêts américains. C'est dire jusqu'à quel point les intérêts américains contrôlent cette province. N'avons-nous pas, dans ce bill, la preuve de l'influence américaine dans notre province?

Le comité des bills privés a bien fait de faire perdre à la ville son nom sauvage de Shipshaw. On a donné à cette ville embryonnaire le nom d'un évêque respecté, d'un grand patriote et d'un grand homme, Mgr Racine, le premier évêque de Chicoutimi, mais je maintiens que ce nom est trop grand, trop noble, qu'il est lié à trop de traditions pour l'associer à un projet aussi extraordinaire. Dans une ville qui porte un si beau nom, on doit respecter les principes du droit. Notre Législature est supposée représenter les vues de la population et, pour cela, on s'attend qu'elle tienne à conserver nos droits et nos traditions. Je demande donc au gouvernement, au nom de la

réputation de la province, de suivre le sentier de la justice et des traditions. Dans les circonstances, je crois que la Chambre devrait refuser d'adopter ce projet, afin de ne pas faire un troisième pas dans cette voie dangereuse, et tuer ce bill néfaste.

(Applaudissements à gauche)

**M. Delisle (Chicoutimi):** Dans un cas ordinaire, d'après la loi, on ne peut incorporer une ville que lorsqu'elle a une population suffisante, mais le cas qui se présente est un cas extraordinaire. Il ne peut exister de population stable dans la ville de Racine que dans un certain nombre d'années difficile à prévoir. Voilà pourquoi la compagnie qui veut bâtir cette ville doit avoir des pouvoirs extraordinaires. Si elle demande cette incorporation, c'est afin d'exercer un meilleur contrôle sur les travaux, une surveillance plus effective sur la population flottante qui y demeurera temporairement et qui sera composée d'éléments hétéroclites. D'ici là, la compagnie Alcoa Power aura des milliers d'ouvriers dans les limites de la ville qu'elle veut constituer. Il est vrai que la province accorde à la compagnie des pouvoirs extraordinaires, mais ces pouvoirs sont nécessaires pour organiser la ville. L'Alcoa Power Company demande des pouvoirs moins considérables que ceux qui ont été accordés auparavant à d'autres compagnies en cette province pour les mêmes fins.

Les droits de Racine ne sont pas éternels, comme le prétend le député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Si, lorsque ce nombre d'années sera écoulé, la compagnie n'a pas la population requise pour être constituée en ville, ses droits et privilèges seront périmés. De plus, le bill dit que l'exemption de taxes ne s'étendra qu'à une période de 10 années, donc jusqu'au moment où la ville sera habitée par une population stable. En 1938, lorsque la ville de Racine aura une population stable, les autorités municipales pourront collecter des taxes. Alors un conseil municipal choisi par une population résidentielle gouvernera la ville. Sans abuser, il faut accorder au capital ce qu'il a besoin pour s'établir en cette province, surtout durant la période d'organisation des travaux entrepris. Je crois que refuser l'incorporation de la ville de Racine serait travailler contre les intérêts de la province.

Si le député de Trois-Rivières veut que la province de Québec se développe, si l'on veut que les citoyens vivent heureux dans cette province, il ne faut pas entraver le capital qui veut venir s'établir chez nous. Il faut protéger les capitalistes qui viennent développer nos ressources naturelles. Ce serait entraver sérieusement le développement de

cette partie de territoire que de refuser à l'Alcoa ce qu'elle demande. Il faut lui donner les moyens de s'organiser une police pour contrôler la population instable qui viendra travailler pour elle. On ne peut pas non plus exiger des officiers de la compagnie qui seront les officiers de la ville qu'ils soient des sujets britanniques, parce que ces compagnies ont une façon à elles de procéder et que ce sont elles qui ont la connaissance directe du genre de travaux qu'elles veulent exécuter.

L'opposition n'est pas sérieuse. Le bill a été étudié au comité des bills privés. Il devrait être adopté avec les quelques amendements qu'on lui a fait subir.

Quant au nom donné à la ville, il se dit assuré que Sa Grandeur Mgr Racine n'aurait pas eu à rougir de voir son nom porté par une ville qui va contribuer à développer le territoire qu'il aimait tant. On ne pouvait choisir un plus beau nom pour la nouvelle ville qui sera construite. Cette charte spéciale est nécessaire et doit être approuvée par la Chambre. J'espère que la Chambre appuiera le projet. Je remercie l'honorable député de Trois-Rivières de l'éloge qu'il a fait de Mgr Racine, qui fut un grand apôtre dans notre région. Je suis sûr que notre premier évêque doit se réjouir là-haut de voir les merveilleux développements de la région à laquelle il a donné le meilleur de son intelligence et de son cœur.

(Applaudissements à droite)

**M. Blain (Montréal-Dorion)** approuve l'attitude du député de Trois-Rivières et endosse toutes les remarques faites par ce dernier. Il remercie le député de Chicoutimi d'avoir admis que la province accorde des pouvoirs extraordinaires à l'Alcoa Power. Il reproche au gouvernement de faire fi de la loi des cités et villes et d'accorder le gouvernement de Racine à des officiers d'une compagnie filiale de l'Aluminum Company of Canada, qui est elle-même une filiale de l'Aluminum Company of America, dont le siège social est à Pittsburgh aux États-Unis. La compagnie viole la loi des aubains (sic) et elle n'est même pas obligée par son bill à engager des Canadiens à travailler pour elle.

Le bill est la conséquence logique d'actes posés antérieurement par le gouvernement et on ne devrait pas continuer dans cette voie dangereuse. La ville de Racine sera presque un État dans l'État. Il est vrai qu'au bout d'un certain temps les pouvoirs de la compagnie seront périmés. Mais, quand le conseil reprendra l'administration de la ville, il devra rembourser la compagnie des travaux qu'elle aura faits. Ces travaux n'auront donc servi qu'à favoriser

des intérêts personnels. Le développement que les grandes compagnies nous annoncent ne vient pas vite.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les travaux projetés par la ville intéressée ont une ampleur considérable. Il serait difficile de créer une industrie si on s'en tenait exclusivement au Code municipal. Notre Code municipal n'est pas organisé pour favoriser le développement des villes et pour favoriser l'établissement d'industries aussi vastes que celle de l'Alcoa Power. Il en est de même de la loi des cités et des villes. Dans le projet de loi actuel, le comité des bills privés a ajouté au projet de loi des clauses qui protègent les droits municipaux. D'ailleurs, la compagnie s'établit dans cette partie du pays avec le consentement des conseils municipaux environnants qui seront indemnisés. La Législature a bien fait de permettre à la compagnie de développer cette partie de notre province en lui donnant des privilèges temporaires.

On devrait faire ici ce que les États-Unis ont fait. Il faut savoir faire face aux exigences des conditions nouvelles et actuelles, et il faut donner des facilités nouvelles à ces développements nouveaux. Lorsqu'on construira les usines de Racine, il y aura nécessairement là une population flottante. Supposons qu'il y ait 400, 500, 2,000, voire même 200,000 âmes à Racine et que ces citoyens appartiennent à toutes sortes de races.

Or, le conseil de ville n'a pas même un homme de police. Est-ce qu'un simple conseil municipal avec peu ou pas de police pourra réussir à maintenir l'ordre au sein de la cité, d'une population tellement mêlée? Je crois que nous agissons sagement en permettant à la compagnie de faire sa propre police. Seulement, pour faire la police dans les limites des travaux, il faut déjà faire une exception, et c'est dans l'objet de protéger les ouvriers comme de permettre à la compagnie d'effectuer ses travaux que le projet de loi a été déposé et doit être adopté. La Chambre a raison de permettre à la compagnie de se protéger.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Montréal**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que cet ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender en y insérant l'article suivant après l'article 59:

"59a. Nonobstant toute loi ou résolution du conseil de la cité de Montréal à ce contraire, le coût de la construction, de la réfection et du pavage du chemin de la Côte-des-Neiges, entre le boulevard Westmount et la rue Saint-Pascal, restera à la charge de la cité de Montréal seule."

L'amendement est adopté sur division.

#### En comité:

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** fait l'historique de cette affaire de pavage. Une partie du chemin de la Côte-des-Neiges traverse des terres en culture. La cité de Montréal est obligée de payer ce pavage en vertu d'un contrat d'annexion. J'ai voulu à plusieurs reprises obliger la cité à respecter ce contrat, mais je n'ai jamais réussi. Cette partie du chemin se trouve dans les anciennes limites du village de la Côte-des-Neiges, et le contrat d'annexion prévoit que la cité doit ouvrir le chemin, ce qui veut dire s'occuper du pavage et préparer le chemin à la circulation.

**L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri):** Je m'oppose à l'amendement. Les propriétaires de ces terres, les cultivateurs de la Côte-des-Neiges, devraient s'entendre avec la cité de Montréal pour le paiement de ce pavage, pour que la ville n'ait pas tout à sa charge dans ces travaux. Nous ne pouvons mettre pareil fardeau sur la cité.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Le but de l'amendement est de faire respecter un contrat passé avec la ville de Montréal. La cité de Montréal doit respecter ses contrats.

**Des voix:** Très bien, très bien.

**M. Smart (Westmount):** Je partage absolument l'avis de l'honorable député de Saint-Louis et je crois que nous devons obliger Montréal à respecter ce contrat. La cité de Montréal a pris un tel engagement vis-à-vis des contribuables de la Côte-des-Neiges.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis heureux, dit-il, de seconder la proposition de

l'honorable député de Saint-Louis (M. Bercovitch). Il veut garder la même attitude qu'il a prise chaque fois que cette mesure a été présentée à la Chambre. Les faits exposés à la Chambre cet après-midi sont exacts.

Les cultivateurs de la Côte-des-Neiges sont des citoyens utiles à la cité de Montréal et ils doivent être mieux traités qu'ils ne l'ont été dans le passé. Ils paient de \$18,000 à \$24,000<sup>2</sup> pour ce chemin et pourtant, il sert surtout aux étrangers ou aux citoyens de la ville de Montréal. Il n'est pas raisonnable de faire payer aux fermiers échelonnés le long de ce chemin le coût de ce pavage dont bénéficieraient surtout les citadins et les touristes.

Ces producteurs maraîchers ont assez de difficultés comme cela, ils n'ont pas besoin qu'on leur impose en plus le fardeau de ce pavage. Montréal s'est déjà engagée à se charger du coût de ce pavage et elle doit respecter son engagement. J'espère que le Conseil législatif ne tuera pas cet amendement ou tout autre amendement que proposera l'Assemblée. Le Conseil législatif devrait abandonner son procédé de toujours tuer les amendements obligeant Montréal à respecter ses engagements.

**L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri)** s'oppose à ce que l'amendement soit adopté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Saint-Henri oublie que les cultivateurs qui se servent de ce chemin font une culture nécessaire à Montréal, ils approvisionnent la ville de plusieurs produits que l'on achète en quantité trop grande à l'étranger. La culture en serre est délicate, difficile et coûteuse, et cette culture maraîchère doit être de plus en plus protégée. Ce n'est pas en traitant ainsi les cultivateurs maraîchers qu'on pourra prétendre les protéger.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je crois que nous devrions laisser le conseil de ville de la cité de Montréal régler la question. Le conseil connaît les faits mieux que nous et il sait s'il est opportun d'appuyer une pareille clause.

**M. Renaud (Laval):** Les cultivateurs méritent plus d'attention que cela. Ils ont besoin de ce chemin-là.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Une terre vaut davantage lorsqu'il y a un beau pavage à côté, au lieu de la poussière.

**M. Renaud (Laval):** Les cultivateurs riverains de cette partie de la région de la Côte-des-Neiges ne peuvent pas payer de pareilles taxes. Si on leur laisse ce fardeau sur les épaules, ils sont aussi bien de dire à la ville de Montréal: Prenez nos terres. Ils font mieux de faire tout de suite cadeau de leur ferme à la ville. Si Montréal veut avoir de beaux boulevards, des pavages sur la Côte-des-Neiges, qu'elle les paie.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Je veux bien faire respecter les contrats, mais, dans celui-ci, la ville de Montréal ne s'est engagée qu'à confectionner le chemin. Il n'est pas question de pavage.

**M. Thériault (L'Islet):** Je n'interprète pas le contrat comme l'honorable député de Dorion (M. Blain)...

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je n'ai rien dit du contrat.

**M. Thériault (L'Islet):** ... Pardon, je voulais dire l'honorable député de Laurier (M. Poulin). Je suis un pauvre député de la campagne et j'ai fait erreur. Je crois que nous devons adopter l'amendement et l'envoyer au Conseil législatif, où l'honorable ministre de l'Agriculture, qui a déjà recommandé pareil amendement dans l'intérêt des cultivateurs de Côte-des-Neiges, pourra expliquer la mesure à ses collègues.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** se déclare opposé à l'amendement.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose de nouveau que le bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que le bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier avec instruction de l'amender en y insérant l'article suivant, après l'article 6:

"6a. L'article 105 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 4 Édouard VII, chapitre 49, section 3; 1 George V (1911), chapitre 60, section 7; 15 George V, chapitre 92, section 9, et 16 George V, chapitre 71, section 5 est de nouveau remplacé par le suivant:

"105. Six jours au moins avant la votation, le greffier de la cité doit donner avis public, en la manière prévue par la charte de la date de l'élection.

"Cet avis doit indiquer les noms, domiciles et occupations des personnes mises en candidature dans l'ordre dans lequel ils sont ou seront imprimés sur les bulletins qui doivent servir à la votation, et cet ordre doit être alphabétique.

"L'officier-rapporteur doit en même temps publier des copies imprimées des instructions qui doivent servir à guider les électeurs sur la manière de voter.

"Le greffier de la cité doit, entre le 15 janvier et le 15 mars 1929, et ensuite, tous les huit ans, entre le 15 février et le 15 mars, ouvrir dans chaque quartier de ladite cité, un bureau où les électeurs qui désirent exercer leur droit de suffrage aux élections municipales doivent aller se faire photographier et se procurer une carte contenant telle photographie, leur signature, leurs nom de famille et prénoms, leur occupation, l'adresse de leur résidence, leur âge, leur nationalité, leur allégeance et la date de leur naturalisation, s'il y a lieu, ainsi que les armes de la ville, et, dans les cas des veuves et des femmes séparées de corps et de biens, le nom de leur mari, vivant ou défunt, ainsi que tous autres renseignements que la cité pourrait, à l'avenir, juger à propos d'ajouter, le tout dûment attesté sous serment; une copie de cette carte, avec tous les renseignements qu'elle contient, devant rester entre les mains dudit greffier de la cité.

"Le greffier de la cité doit aussi, dans les mêmes délais, faire parvenir, en duplicata, aux électeurs ne résidant pas dans les limites de l'île de Montréal une carte que lesdits électeurs doivent signer après en avoir rempli les blancs, après avoir attesté sous serment que les renseignements qu'elle contient sont exacts et y avoir collé leur photographie, et dont ils doivent, dans les délais ci-dessus mentionnés, retourner un double audit greffier.

"Dans le cas où la carte d'un électeur aurait été détruite ou égarée, cet électeur pourra, pendant les dix jours précédant celui de la nomination, ce jour-là, et les cinq jours suivants, se présenter ou écrire, suivant qu'il réside ou non dans les limites de l'île de Montréal, au bureau du greffier de la cité et y signer ou transmettre, suivant le cas, un affidavit attestant que la carte en question a été détruite ou égarée, et le greffier de la cité, doit, sur la foi de cet affidavit, remettre audit électeur ou lui faire parvenir, suivant le cas, un duplicata de ladite carte.

"Les fonctionnaires du bureau du greffier de la cité ainsi que les personnes que ce dernier chargera de tenir les bureaux où les électeurs doivent

se procurer une carte, tel que ci-dessus indiqué, seront, pendant le temps où la chose sera rendue nécessaire par les dispositions du présent article, autorisés à recevoir les affidavits.

"Ces cartes seront remplacées tous les huit ans, et le greffier de la cité devra publier tous les ans, en temps opportun, et de la manière prévue par la charte, un avis contenant la liste et l'adresse des bureaux où les électeurs pourront se procurer lesdites cartes et tous autres renseignements nécessaires sur la manière dont telles cartes seront remises ou transmises aux électeurs, suivant le cas, ou seront remplacées, s'il y a lieu.

"L'officier-rapporteur doit, entre le jour de la nomination et le jour de l'élection, tenir, dans chaque quartier, un bureau de renseignements pour les électeurs et envoyer à ces derniers des cartes ou lettres leur indiquant l'endroit où ils doivent voter. Ces cartes ou lettres sont envoyées à l'adresse mentionnée sur la liste électorale ou à tout autre endroit où, dans l'opinion de l'officier-rapporteur, l'électeur peut plus sûrement être atteint. Mais toute erreur ou omission commise par le greffier ou ses représentants relativement à l'envoi de ces avis ne peut en aucune façon invalider l'élection d'un candidat, ni donner lieu à aucun recours soit contre la cité ou contre le greffier de la cité ou ses représentants, le tout à la charge de la cité."

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Pourquoi attendre huit ans?

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je suis prêt à enlever cela.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande des explications.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** dit que son amendement a pour but de prévenir les fraudes électorales et ces fraudes électorales seraient rendues impossibles si le gouvernement adoptait la carte d'identité. Il demande au gouvernement de prendre une bonne mesure en obligeant les électeurs à se pourvoir d'une carte d'identification qu'ils présenteraient avant de voter.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** soulève une objection en citant le cas d'un électeur qui ne vote pas lors d'une élection et se voit obligé d'attendre à quatre ans plus tard avant de pouvoir se procurer la carte exigée. Par ce système, on va défranchiser l'électeur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je suis opposé à ce système de carte d'électeur, car je le crois impraticable à Montréal. Le nombre de jours pendant lesquels les électeurs pourront se procurer ces cartes est très restreint et avec une forte population comme celle de la métropole, il y aura certainement un inconvénient pour ceux qui se presseront aux endroits où on remettra ces cartes. Quant aux photographies, l'honorable député de Dorion veut obliger 180,000 électeurs à aller se faire photographier dans l'espace de deux mois. Voyez-vous les ateliers de photographie assaillis par 180,000 citoyens?

Je crois qu'avec cet amendement on va défranchiser les deux tiers<sup>3</sup> des électeurs de Montréal et je crois que l'honorable député de Dorion ne devrait pas insister avec son amendement. Laissons aux autorités municipales de Montréal le soin de régler la question.

Il appuie l'objection soulevée par le secrétaire provincial. Le comité a laissé au conseil municipal le droit d'organiser le système sans cependant l'obliger à procéder immédiatement.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** fait la même remarque que le premier ministre et ajoute que le conseil de ville de Montréal a le droit, pour les élections de 1930, d'exiger l'identification des élections suivant un système qu'il voudra bien adopter. Le conseil de Montréal a approuvé, à sa dernière séance, cet amendement que le comité des bills privés a ajouté à sa charte.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cette carte d'identification a été demandée par la saine population et le conseil municipal de Montréal parce qu'elle est considérée comme une tentative désirable de mettre fin à une infâme et formidable organisation qui vole les élections au moyen de substitution de personnes. C'est reconnu. Le conseil de Montréal a en conséquence inscrit cette carte dans un amendement à sa charte. Il a demandé au comité des bills privés de voter cet amendement. Nous l'avons voté. Mais, évidemment, le premier ministre n'en voulait pas, le système proposé ne lui plaisait pas. Et, avec une habilité exercée, il a conseillé aux délégués du conseil de reconsidérer cet amendement durant la nuit.

Le lendemain, le président de l'exécutif était heureux d'apprendre au premier ministre qu'il consentait à modifier considérablement cet amendement. Le premier ministre était content parce qu'il ne veut pas du tout de cet amendement, parce

qu'il sait que si l'on adopte cette carte d'identification pour les élections municipales, la saine population de Montréal exigera cette carte pour les élections parlementaires. Le gouvernement a peur de cette carte et c'est pour cela qu'il n'en veut pas même pour les élections municipales. Je vais être franc.

Le gouvernement est contre la carte d'identification. Il entrevoit que ces bons effets de cette carte le forceront à adopter ce système pour la province qui s'impose, si nous voulons faire disparaître les abus dans les élections.

Nous respectons la volonté de Montréal, la volonté pas influencée. Si cette carte ne donne pas de bons résultats, il sera toujours temps de modifier la charte.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et le rejette.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose de nouveau que le bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que le bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier avec instruction de l'amender en y insérant l'article suivant, après l'article 46:

"46a. Nonobstant toute loi, convention, acte, règlement ou autre disposition à ce contraire, lorsqu'un bâtiment sera construit à l'angle des avenues Sicard, Leclaire, Théodore, Saint-Clément et Viau dans les limites du quartier Maisonneuve, les restrictions quant à la ligne de construction ne s'appliqueront qu'au front du terrain tel que cadastré."

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit au député de Maisonneuve (M. Tremblay) de présenter l'amendement au Conseil législatif.

Sur la motion du représentant de Maisonneuve (M. Tremblay) et du consentement unanime de la Chambre, il est ordonné que l'amendement soit retiré.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose de nouveau que le bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Dépôt de documents:

### Commission des liqueurs

**L'honorable M. Nicol (Compton)** dépose sur le bureau de la Chambre le sixième rapport annuel de la Commission des liqueurs de Québec, 1926-1927. (Document de la session no 31)

### Accidents du travail

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) dont elle a été saisie le mardi 28 février courant: Que le bill 38 relatif aux accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'appartiens au Parti libéral, mais je ne connais pas de règle de discipline qui empêche un député de voter, sur des questions dont l'ampleur dépasse de beaucoup l'intérêt pur et simple du parti suivant ce que je crois être l'intérêt supérieur du pays.

Qu'on ne s'étonne pas si, depuis trois ans, j'ai donné une attention toute spéciale à la législation actuellement soumise à la Chambre. Je suis fils d'ouvrier, j'ai travaillé moi-même dans les cordonneries de ma ville et j'en suis fier. À mon père ouvrier, je dois l'instruction qui m'a permis d'être quelqu'un dans la foule de mon petit chez nous, et à ses amis les travailleurs de l'usine et aux ouvriers des champs, je dois d'avoir été quelque chose dans la vie publique de ma province.

Ayant connu la classe ouvrière surtout par les aspects de la vie dont elle souffre et l'ayant aimée, malgré ses soubresauts capricieux qui la font frapper parfois au cœur ceux qui lui sont le plus utiles, je m'y suis attaché par des liens dont la force dépasse la résistance de toutes ces ficelles qui pourraient me lier aux conventions ordinaires de la pratique des groupements de parti.

Je ne suis pas un "vertueux" dans le sens que donne à ce mot un de nos aimables ministres qui ne siège pas dans cette Chambre, mais, après avoir étudié la loi tel que je l'ai fait, si je prenais une attitude autre que celle que j'ai décidée de suivre, je serais un cynique et je ne veux pas l'être. Je ne veux pas non plus faire de capital politique; n'ayant pas l'intention de me faire du capital avec la politique. Le capital politique ne m'intéresse pas.

Je suis satisfait de mes chefs; ils ont été justes, même généreux pour moi. Je les remercie et, si je diffère d'opinion avec eux aujourd'hui, nul ne le regrette plus que moi. Je constate cependant que nous nous accordons sur la question de la commission, et nous différions en 1926 et 1927 sur cette question plus encore que nous sommes éloignés sur la question des indemnités et du mode d'assurance.

Malgré le faible appui que mes idées suscitent auprès de la Législature actuellement, je suis convaincu qu'avec encore quelques mois, elles seront mieux partagées. La grande masse se rapprochera encore de la petite, comme elle s'est rapprochée dans le Manitoba, où l'on a essayé une loi comme celle que l'on nous demande de voter aujourd'hui, loi qu'on a été obligé d'abandonner après deux années d'essais des plus ennuyeux, et pour le gouvernement et pour les ouvriers.

On me permettra de commencer mon allocution en faisant quelques remarques rapides sur ce qui a été dit en cette Chambre par les partisans de la loi.

Il y a deux projets de loi et on les a confondus dans la discussion parce qu'ils sont intimement liés l'un à l'autre: la loi des accidents du travail qui est actuellement soumise à la Chambre et la loi créant la commission, qui le sera incessamment. Comme ceux qui m'ont précédé, je ferai allusion à la seconde, sachant que la Chambre sera aussi tolérante sur la question des règlements de procédure qu'elle l'a été pour ceux qui m'ont précédé.

On a dit que la loi de 1926 nous laissait en face d'un grand point d'interrogation, quant à ce que les assurances exigeraient des manufacturiers. La loi de 1926 n'a pas été mise en vigueur parce que les taux des compagnies d'assurances sont trop élevés. Aujourd'hui, avec des taux d'assurance aussi élevés, nous sommes en face d'un point d'interrogation aussi troublant qu'en 1927. Nous ne connaissons pas les taux qui seront faits à l'industrie en vertu de la loi qui nous est proposée.

On a fait une comparaison avec la loi de 1909, mais on aurait dû faire la comparaison avec la loi de 1926. Depuis deux ans, on a promis certains avantages à l'ouvrier, et il sera intéressant de savoir si nous maintenons ce que nous leur avons promis.

On a diminué dans toutes les clauses de quelque importance les indemnités qu'on leur avait offertes<sup>4</sup>.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

## Reprise de la séance à 10 h 30<sup>5</sup>

### Accidents du travail

La Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) dont elle a été saisie ce jour: Que le bill 38 relatif aux accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On a dit que notre loi était la plus généreuse de toutes celles existant dans le pays. Une comparaison faite avec la province d'Ontario, province qui nous ressemble le plus sous le rapport industriel, démontre que l'ouvrier de Québec recevra à peine 50 % de ce que reçoivent depuis plusieurs années ses camarades de la province voisine. Il y a eu une baisse des indemnités, comparativement à ce que prévoyait la loi de 1926. Il est vrai qu'on donne à la veuve 30 % du salaire de l'accidenté, tandis que, par la loi de 1926, elle ne recevait que 20 %. Mais on ne donne que 30 % aux enfants qui pouvaient en recevoir 40 % par la loi de 1926. Le maximum de la rente payable à la veuve est baissé de \$1,200 à \$930.

Dans la nouvelle loi, on a remplacé les rentes viagères par des rentes un peu plus élevées mais temporaires. Un homme qui perd un bras recevra 66 % de son salaire pendant un certain nombre de semaines. Autrefois, il retirait 50 % toute sa vie. Les changements faits aux indemnités vont être très agréables aux compagnies d'assurances. Il compare les indemnités que Québec offre à l'ouvrier avec celles que l'Ontario lui donne. L'Ontario paie davantage à l'ouvrier<sup>6</sup>.

On a dit que le gouvernement avait reculé devant les risques qu'entraîne l'assurance collective, et cependant le gouvernement, en s'engageant à contrôler la solvabilité des assureurs, prend des risques tout aussi volumineux.

On laisse entendre que les réserves des fonds de rentes sont insuffisantes, mais on ne le prouve pas. Le gouvernement garantira-t-il qu'il n'y aura pas de faillite chez les assureurs? La Manufacturers Liability Company of New Jersey vient de faillir; c'était une mutuelle organisée pour porter les risques des accidents du travail. Le système de commission protégerait les travailleurs, car les risques seraient assumés par des groupes plutôt que par des employeurs de manière individuelle, qui n'auraient donc aucun intérêt à tenter de ramener les montants à un niveau minimum.

Il y a risque également que des compagnies refusent d'assurer certains employeurs, ce qui, avec quelques autres facteurs, mérite d'être considéré en regard du sort du petit employeur qui pourrait se retrouver dans une situation grave au royaume des compagnies d'assurances.

La Chambre a le droit d'avoir plus d'information sur ce bill. C'est bien beau de venir nous parler ici des probabilités et des possibilités futures de la loi et de son administration, mais pareilles déclarations n'ont pas valeur de faits établis.

L'assurance collective n'est plus aussi en faveur qu'elle l'était autrefois, cette assertion c'est de la propagande faite par des compagnies intéressées à détruire l'assurance collective. Personne ne se plaint aux États-Unis dans les États où on a l'assurance collective, et aucun État ne l'a abandonnée.

On a dit aussi que les patrons préfèrent assurer leurs risques dans les compagnies privées. Comment se fait-il que ces mêmes patrons ont demandé et demandent encore l'assurance collective dans cette province? Dans l'Ontario, c'est l'Association des manufacturiers canadiens qui a demandé et obtenu l'assurance collective.

On a dit aussi qu'avec l'assurance collective on ne s'occupait pas de protéger la vie de l'ouvrier. En 1926, la Commission d'Ontario dépensait \$107,972.55 pour aider à la prévention des accidents industriels. Il y a des taux de préférence dans presque toutes les assurances collectives, pour ceux qui protègent leurs ouvriers, et des taux additionnels pour ceux qui négligent de les protéger. Il y avait la Meritt Clause dans la loi.

Puisque sous la nouvelle loi les compagnies d'assurances n'engageront qu'un seul actuaire pour déterminer les taux, le système ouvert d'assurances pourrait aussi bien être considéré selon lui comme un monopole entre les mains des compagnies d'assurances elles-mêmes. Il préfère un monopole d'État, sur lequel la Législature aurait du moins un contrôle.

Il est injuste de demander aux employeurs de Québec de compétitionner avec ceux d'Ontario sur une base commerciale ou manufacturière, vu l'écart important qu'il y aurait dans les taux d'assurances. La Builders' Exchange de Montréal, très intéressée aux questions de compensation, a tenu une assemblée à Montréal et a tranché en faveur d'un système d'assurance collective. En appui à cette position, des raisons ont été avancées; tout d'abord, que les taux seraient presque aussi élevés sous la loi proposée qu'ils étaient sous la loi de 1926. Et on a

pris exemple sur la résolution de l'Exchange, qui a été envoyée au gouvernement. Comment les manufacturiers de Québec pourraient-ils compétitionner avec ceux d'Ontario, alors que les taux de la province voisine sont si en deçà de ce qui serait appliqué ici? Une fois la Législature prorogée, les taux nous seront annoncés et il sera alors trop tard pour prendre quelque action que ce soit.

On a affirmé que les taux d'administration sont montés de 2 % à près de 5 %; anciennement, le gouvernement contribuait à l'administration, aujourd'hui il ne contribue plus, les employeurs ayant consenti à se charger de la différence, c'est ce qui fait que les taux sont montés de 2 à 4. Ils ont toujours été sensiblement égaux; en 1925, ils étaient de 4.84; en 1926, ils ont diminué à 4.77. Il explique de quelle façon l'assurance collective est avantageuse, puis il donne ensuite un tableau synoptique des désavantages de la loi des accidents de travail.

Il souligne le danger d'autoriser l'entente entre employé et assureur, aussi longtemps que prévaut l'assurance ouverte, et déplore que les bills fixent à 10 ans la limite du paiement des indemnités pour invalidité totale permanente.

Nous sommes intéressés, dit-il, nous, les municipalités de la province, qui devons soutenir l'invalidé à l'échéance de sa période de paiement. Cela se traduira simplement par une surtaxe sur les institutions de bienfaisance. Et je crois qu'il est juste de maintenir que, si l'industrie blesse un homme, alors il faut que ce soit l'industrie et non la municipalité qui le soutienne pour le restant de ses jours.

Il dit que les taux fixés par les diverses compagnies d'assurances seront établis par un actuaire et qu'ainsi se constituera un monopole de divers intérêts du domaine des assurances. Il insiste aussi pour que soit accepté le système de commission en vigueur en Ontario et dans quelques autres provinces canadiennes, ainsi que dans certains États américains, comme le plus sûr moyen de garantir l'indemnité, à la fois au nom de l'employeur et de l'ouvrier.

Les compagnies d'assurances privées qui font affaire dans la province de Québec auraient toutes les mêmes taux, puisqu'ils seraient établis par un seul actuaire. Si ce n'est pas là un monopole, je me demande ce qu'est un monopole. À choisir, je préférerais un monopole d'État à un monopole constitué de plusieurs compagnies. S'il faut qu'il y ait un monopole des assurances, alors je préfère que ce soit un monopole d'État, qui serait en tout temps assujéti au contrôle de cette Chambre.



Tant que les compagnies d'assurances contrôleront le marché, il sera naturel que les taux soient les plus élevés possible et les rentes aux travailleurs les plus basses possible. Les taux pourront être élevés au point qu'il sera impossible pour le petit employeur de prendre une assurance, même si la loi l'oblige à le faire. On rencontre de tels cas dans certains États où ce sont les compagnies qui assument le risque. Le petit employeur est alors forcé de fermer et l'accidenté ne reçoit rien.

On fait des déductions et des insinuations, mais on ne nous donne pas les éléments qui nous permettraient d'établir une base à une telle affirmation.

Dans l'éventualité où une compagnie d'assurances soit en défaut de paiement ou soit insolvable, les employeurs ayant payé leurs primes de protection devront déboursier les indemnités. La loi oblige un employeur à prendre une assurance, mais supposons qu'un employeur ne puisse pas en obtenir une; la loi n'oblige pas les compagnies d'assurances à accepter les demandes des entreprises. Dans le cas où un employeur ne pourra garantir l'assurance, celui-ci devra fermer son entreprise.

La loi est défavorable à l'ouvrier parce que les indemnités prévues sont trop basses; elles sont, en fait, plus basses dans la province de Québec qu'en Ontario. Il cite des chiffres. La nouvelle loi permet aux assureurs de faire du marchandage au détriment de l'ouvrier. Les maximums de rentes prévus par la loi exposent l'accidenté à la misère et détruisent le principe de la rente viagère. L'ouvrier n'est jamais assuré, aux termes de la loi, d'être payé et la loi ne protège pas du tout les chefs de famille.

D'un autre côté, d'après la nouvelle loi, les patrons paieront des taux d'assurance plus élevés qu'ils ne le devraient, et ils ne savent pas encore combien la protection qu'ils réclament leur coûtera. De plus, la loi donne la préférence aux gros employeurs en leur octroyant pratiquement les avantages du fonds d'État; les petits employeurs, eux, paieront plus que leur juste part des frais généraux de l'assurance.

De toute façon, le patron sera exposé à payer les indemnités après avoir payé de l'assurance, ou encore il sera exposé à la faillite, par la faillite de la compagnie d'assurances. Pour les employeurs, la loi est discriminatoire en faveur des grosses compagnies qui assument leurs propres risques et qui jouissent ainsi des bénéfices d'un système dont il souhaiterait qu'il profite à tous les employeurs.

La société n'est pas non plus favorisée par la nouvelle loi à cause des limitations de temps. À

cause de cela, les accidentés et leurs dépendants retomberont vite sous la dépendance de la charité publique ou privée. De plus, cette loi est bien propre à décourager les familles nombreuses, car le patron aura plus d'intérêt à employer un célibataire, un homme marié sans enfant ou un autre dont la famille est peu nombreuse qu'un père de famille. S'il veut réduire les indemnités et, conséquemment, les taux. Est-ce une façon juste de traiter les familles canadiennes-françaises nombreuses, tenues en si haute estime dans cette province?

Il termine avec un compliment à l'endroit des membres des délégations de travailleurs qui, plus tôt dans la soirée, ont si bien exposé leur situation au gouvernement. Ils ont étudié la question en profondeur, et cela a permis de présenter la meilleure loi. Ils méritent les remerciements de la Chambre.

Cette loi est la plus importante à être présentée devant cette Chambre depuis le début de cette législature et elle aura des répercussions dans tous les foyers de la province. La province de Québec n'est pas assez riche pour permettre les intermédiaires sur cette question. Si nous ne forçons pas l'industrie à assurer, les compagnies d'assurances continueront de régner sur le marché.

Deux parties seulement sont intéressées à la loi des accidents du travail: l'ouvrier et le patron. Ce sont ces deux groupes qui demandent l'assurance collective. Cette assurance collective que l'on demande n'est pas du tout du socialisme révolutionnaire et, au lieu de nuire au gouvernement, elle ne pourrait que lui aider.

Tout dans la loi est propre à favoriser les compagnies d'assurances. Il n'y aura sûrement que les actionnaires de ces dernières qui seront satisfaits de la loi de compensation du gouvernement. Ni les ouvriers ni les patrons ne peuvent approuver cette loi qui ne les dégrève en aucune façon. Si cette loi passe, les compagnies d'assurances auront mieux réussi auprès du gouvernement que les deux seuls intéressés à une loi des accidents du travail, c'est-à-dire les ouvriers et les patrons.

Je regrette d'avoir à me séparer de mes chefs sur cette question, mais je ne vois pas qu'en votant contre une loi que je comprends comme je viens de l'expliquer, je ne conforme pas ma conduite à la grande idée qui a présidé à la naissance du Parti libéral, le relèvement des classes populaires par la défense de leurs intérêts.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. Nicol), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est de nouveau ajourné.

La séance est levée à minuit et cinq minutes.

---

## NOTES

1. En fait, il s'agit de cette maxime: "Faites-nous de bonnes politiques et je vous ferai de bonnes finances." Cette maxime est attribuée au baron Joseph Dominique Louis (1755-1837), ministre des Finances en 1814-1815 et 1818-1819. Il contribua au redressement financier de la France au début de la Restauration et fut aussi ministre des Finances au début de la monarchie de Juillet (1831-1832). L'origine de la maxime se trouve dans les mémoires de François Pierre Guillaume Guizot (1787-1874), homme politique et historien français, qui la rapporte comme lui ayant été adressée en 1830, lors d'une réunion du Conseil des ministres.

2. Chiffre du *Devoir* du 1<sup>er</sup> mars 1928, à la page 2: \$23,000. Chiffre de *La Presse* du 1<sup>er</sup> mars 1928, à la page 27: \$25,000.

3. Dans *La Patrie* du 1<sup>er</sup> mars 1928, à la page 8, on parle des trois quarts de la population.

4. Selon *La Patrie* du 1<sup>er</sup> mars 1928, à la page 8, le discours de M. Bouchard s'arrête ici et sera repris dans la soirée.

5. *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> mars 1928, à la page 1, rapporte que la reprise de la séance n'a eu lieu qu'à 10 h 30 à cause d'une délégation "très nombreuse, représentant tous les ouvriers syndiqués, catholiques ou internationaux", qu'ont rencontrée le premier ministre et ses ministres pour discuter la loi des accidents du travail.

6. Dans *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> mars 1928, à la page 2, on dit que cela fait une demi-heure que M. Bouchard parle.

Séance du jeudi 1<sup>er</sup> mars 1928

**Présidence de l'honorable H. Laferté**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 114 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 9 mars, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 9 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 65 modifiant l'article 72a du Code de procédure civile.

Adopté.

**Testament de Zéphir Duval**

**M. Roy (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch),

que tous les règlements se rapportant aux avis, à l'introduction de bills privés, sauf ceux qui se rapportent aux droits à payer, soient suspendus, afin de lui permettre de présenter la pétition de Evans Duval, fils de Zéphir Duval, de Mont-Laurier, demandant qu'il lui soit permis de vendre et hypothéquer les biens dont il est le dernier des appelés, en vertu du testament de son grand-père, feu Louis Duval, passé à Saint-Nicolas, comté de Lévis, le 1<sup>er</sup> février 1906, et ce, pour les raisons qui seront énumérées dans ladite requête.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence la pétition de Evans Duval, fils de Zéphir Duval, de Mont-Laurier, demandant qu'il lui soit permis de vendre et hypothéquer les biens dont il est le dernier des appelés, en vertu du testament de son grand-père, feu Louis Duval, passé à Saint-Nicolas, comté de Lévis, le 1<sup>er</sup> février 1906, et ce, pour les raisons qui seront énumérées dans ladite requête, est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

**Loi de  
l'instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 71 modifiant la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Écoles techniques  
ou professionnelles**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 36 modifiant la loi des écoles techniques ou professionnelles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ordre du  
mérite scolaire**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 69 concernant l'Ordre du mérite scolaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** demande la permission de présenter le bill 164 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des licences**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** demande la permission de présenter le bill 163 modifiant la loi des licences.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Saisine de certains bénéficiaires**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** demande la permission de présenter le bill 162 modifiant la loi de la saisine de certains bénéficiaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi de l'hygiène publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 58 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits;
- bill 14 modifiant la loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles;
- bill 32 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies;
- bill 46 concernant une certaine subvention aux écoles ménagères provinciales;
- bill 51 modifiant l'article 44 du Code civil;
- bill 59 modifiant la loi de la gazoline;

- bill 119 modifiant la charte de The Yukon Loan & Trust Company;

- bill 120 exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois;

- bill 135 permettant à Mario-Émile Lattoni, B.A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 97 modifiant la charte de la ville LaSalle;

- bill 111 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;

- bill 115 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour accorder une commutation de taxes à la compagnie Canadian International Paper Company;

- bill 134 ratifiant le règlement numéro 44 de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz;

- bill 139 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie.

### **Charte de LaSalle**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 97 modifiant la charte de la ville LaSalle. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

### **Charte de Saint-Hyacinthe**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Taxes de la Canadian International Paper Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour accorder une commutation de taxes à la compagnie Canadian International Paper Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Montreal Light, Heat & Power Consolidated**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 ratifiant le règlement numéro 44 de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Hôpital Saint-Luc**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 139 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Écoles techniques ou professionnelles**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Mégantic (l'honorable M. Lapierre), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution

relative au bill 36 modifiant la loi des écoles techniques ou professionnelles.

Adopté.

### **Loi des licences**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 163 modifiant la loi des licences.

Adopté.

### **Loi des accidents du travail**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 29 février, sur la motion du représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) dont elle a été saisie le mardi 28 février courant: Que le bill 38 relatif aux accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La Chambre a entendu hier un long plaidoyer de la part du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) sur la loi des accidents du travail. Les arguments apportés par le député de Saint-Hyacinthe, contre cette loi et en faveur d'un système semblable à celui de l'Ontario, ne sont pas nouveaux. Il s'en est déjà servi ici et ailleurs. Il n'est pas d'accord pour que seules les compagnies d'assurances profitent de la législation qui est devant la Chambre. Si celui-ci aime les ouvriers, le gouvernement de son côté a montré par sa législation passée l'intérêt et l'amour qu'il porte à la classe ouvrière. Cette loi en est la preuve. Il ne faut pas oublier que le gouvernement, en préparant cette loi des accidents du travail, a mis tout le soin possible et a pris le temps voulu pour bien l'étudier. Il est convaincu que les grandes lignes de cette loi, perfectible comme toutes les lois humaines, sont dans l'intérêt des ouvriers et de la population de cette province.

Le gouvernement n'a pris une décision au sujet de la question à l'étude qu'après mûre considération. La loi des accidents du travail constitue un net progrès comparativement à l'ancienne et, dans quelques cas, fournit une meilleure protection pour les travailleurs que celle accordée dans les

autres provinces. Nous ne prétendons pas que c'est une loi parfaite. Certes, la loi est perfectible. Ce sera à la Chambre de la modifier, s'il y a lieu. Le gouvernement a l'intention de l'étudier jusqu'à ce que les intéressés en soient satisfaits.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a déclaré qu'il ne voulait pas faire de capital politique. Il me permettra d'en douter. D'après lui, les manufacturiers et les ouvriers n'aiment pas notre loi. Il a dit hier que seules les compagnies d'assurances profiteront de la nouvelle loi. Il a surtout fait des comparaisons avec la loi du travail de l'Ontario. Il est bon quelquefois de regarder ce qui se passe chez le voisin, mais il ne faut pas oublier que la loi que nous faisons est une loi pour la province de Québec et non pour la province d'Ontario, une loi qui doit être en rapport avec notre situation économique. Les conditions quant à la main-d'œuvre et aux conditions sociales chez nous ne sont pas les mêmes que dans l'Ontario. Avant de faire une comparaison avec l'Ontario, il faut d'abord considérer les conditions économiques des deux provinces.

Je veux revenir un peu sur le passé, afin de marquer les progrès qui ont été enregistrés. On l'a dit, avant 1909, nous n'avions pas de loi des accidents du travail. Les ouvriers n'avaient que peu de chances d'obtenir justice. Depuis, nous avons reconnu que l'ouvrier a droit à une compensation. Cette loi a été maintes fois modifiée. La loi de 1909 a reconnu le droit d'une indemnité de \$3,000 à l'ouvrier avec \$50 pour les frais funéraires, mais elle n'accorde pas de frais d'hospitalisation, de médecins. Ces frais doivent être payés par l'ouvrier. La nouvelle loi fait payer ces frais par les patrons. Il n'y a pas d'assurance obligatoire dans cette loi de 1909, actuellement en vigueur. La nouvelle en fait une condition essentielle.

Le député de Saint-Hyacinthe n'avait pas raison de comparer la loi de 1928 à la loi de 1926-1927 qui n'a jamais été mise en force. C'est avec la loi de 1909 et ses amendements qu'il faut comparer la nouvelle loi pour constater les avantages qu'elle offre. Les propositions actuelles indiquent un pas en avant marqué. Ce qui a empêché l'application de la loi de 1926, c'est la crainte de détruire la petite industrie incapable de supporter les taux que les compagnies d'assurances demandaient alors et qui étaient trop élevés. L'assurance était obligatoire, les indemnités indéfinies et les taux auraient été trop lourds pour l'industriel.

Il (l'honorable M. Perrault) cite le cas d'une compagnie qui n'a même pas été capable de garantir les taux des compagnies en vertu de la loi de 1926.

La loi doit être la plus généreuse possible à l'ouvrier. Mais à quoi servirait d'assurer une bonne indemnité à l'ouvrier si la loi met l'industrie en danger et si elle doit souffrir de ce système? Le gouvernement n'a pas songé qu'à l'ouvrier, en faisant une loi des accidents, il faut protéger l'industriel et, par réflexe, le consommateur et l'agriculteur. En somme, si l'industriel est appelé à payer, c'est le consommateur qui en souffrira le plus, en définitive, et qui paiera les indemnités. Voilà un point de vue qu'il ne faut pas oublier. Voilà pourquoi le gouvernement n'a pas mis cette loi à exécution.

(Applaudissements)

Une bonne loi ouvrière doit favoriser un système de protection contre les accidents. Elle doit être, je l'ai dit, généreuse pour l'ouvrier et doit voir à ce qu'il reçoive le plein montant de l'indemnité à laquelle il a droit. Elle doit rendre facile la détermination de l'indemnité. Elle doit faciliter la procédure, faire disparaître les intermédiaires et diminuer les frais d'administration qui doivent être faibles. L'application de la loi doit être très simple et rapide; la prévention des accidents doit être assurée efficacement. La loi qui est devant nous contient tous ces principes. La Commission des accidents du travail a le pouvoir de faire cette prévention des accidents et peut faire enquête dans tous les établissements industriels. Notre loi est généreuse parce qu'elle - l'honorable député de Saint-Hyacinthe a ignoré cela - augmente considérablement les indemnités que l'ouvrier recevra, en comparaison avec la loi de 1909. La loi de 1909 n'accordait que \$3,000 de maximum en cas de mort. La nouvelle loi, plus sage, comporte une rente annuelle dont le capital est élevé jusqu'à \$6,000, soit le double.

En cas d'incapacité partielle permanente, la nouvelle loi comporte une rente dont le capital va jusqu'à \$5,000 et, s'il s'agit d'incapacité totale permanente, le capital de la rente va jusqu'à \$10,000.

Ce sont les tribunaux qui sont chargés de l'administration de la loi de 1909. Le système actuel sera préférable à l'ancien parce qu'il supprime le recours aux tribunaux; tout se fera devant la commission qui ne chargera rien aux ouvriers qui comparaitront devant elle. La nouvelle loi, créant une commission, fait disparaître les appels, les frais judiciaires, les délais dans le paiement des indemnités. L'ouvrier recevra le montant entier de son indemnité. Je disais que l'indemnité doit être payée rapidement. Elle le sera avec le système actuel, car il n'y aura pas besoin d'intermédiaire entre la commission et l'accidenté. De plus, nous avons mis à la charge des patrons les frais d'hôpital et de médecin.

Un autre avantage de la loi de 1928, c'est l'assurance obligatoire pour tous les industriels qui tombent sous le coup de la loi, et ils sont plus nombreux que sous l'ancienne loi; ils devront porter l'assurance dans des compagnies autorisées. Voilà les grandes lignes des changements qui améliorent le sort de l'ouvrier.

Au sujet des taux de l'assurance, le gouvernement s'est assuré des taux qui seront établis. L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) nous dit que les industriels ne pourront pas s'assurer. Je dirai que nous avons la certitude de la Canadian Underwriters que les taux, en vertu de la loi actuelle, ne seront pas exorbitants et pas plus élevés que ceux sur la loi de 1909. Ces taux ne seront supérieurs que de 2 % à ceux qui sont en vigueur d'après la loi de 1909. Ce qui coûte \$100 actuellement en coûtera \$102 sous la nouvelle loi. C'est une augmentation insignifiante et loin d'être exorbitante comme on l'a affirmé. Tous les patrons pourront donc s'assurer sans danger pour leur industrie.

On nous dit: "Pourquoi limiter vos indemnités?" Si on n'admet pas le principe de l'assurance d'État, il faut nécessairement limiter les indemnités qui seront payées aux accidentés dans l'intérêt de l'ouvrier et de l'industriel. Dans les trois quarts des législations en matière d'accidents, les indemnités sont limitées. Et c'est juste. L'expérience montre que le plus grand nombre d'accidents ne sont pas mortels. Quels sont les accidents les plus ordinaires? La perte d'une main, d'un pied, d'un bras ou d'un doigt. Ces gens-là, quand ils sont guéris, sont en état de retourner au travail. Quelle expérience avons-nous? Pendant 19 ans, j'ai été l'avocat d'associations ouvrières de Thetford Mines. Très souvent, les accidentés retournaient au travail après avoir reçu une indemnité et gagnaient plus cher après leur accident qu'avant.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi plus cher?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est un fait que je vous cite. C'est probablement parce que les patrons voulaient les encourager et les protéger. Il ne serait pas juste qu'un ouvrier retire une rente jusqu'à la fin de ses jours quand il est retourné au travail et perçoit son ancien salaire. D'ailleurs, c'est un bon principe de législation de limiter les indemnités, afin d'aider les ouvriers à rentrer dans la grande armée des travailleurs quand ils sont guéris. Il incite l'accidenté à se remettre au travail au lieu de

passer le reste de sa vie à ne rien faire. La nouvelle loi assure à l'ouvrier blessé une compensation juste, non seulement pour la période où il ne peut travailler, mais elle lui aide aussi à se réhabiliter. Serait-ce une législation saine si on faisait payer une rente viagère à ceux qui peuvent encore travailler et subvenir aux besoins de leur famille? Ce serait une mauvaise politique d'accorder une rente qui favoriserait chez l'ouvrier l'esprit de paresse.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe nous a dit hier que lorsque les accidentés ne toucheront plus de rente, après 10 ans, ils retomberont à la charge de la charité publique ou des municipalités. Pourquoi? Avant 1909, quel était le sort des ouvriers victimes d'accidents? Depuis cette date, en a-t-on vu beaucoup à la charge des municipalités? Mais est-ce que le fait d'augmenter les indemnités va réduire l'ouvrier à avoir recours à la charité privée ou à tomber à la charge de la charité publique? C'est un argument qui n'est pas logique. Le côté social de la question est loin d'être ce que l'honorable député de Saint-Hyacinthe a tenté de nous présenter.

Avant la loi de 1909, alors qu'il n'y avait pas de rente, il n'y avait pas d'ouvriers à la charge de la charité privée. De même, avec la loi de 1909, nous versions jusqu'à \$3,000, et il n'y a pas eu d'ouvriers à la charge de la charité. Avec les indemnités qui seront payées à l'accidenté sous l'empire de la nouvelle loi, personne, après expiration des versements auxquels il aura droit, ne tombera à la charge des municipalités ou de la charité publique ou privée. Il n'est pas souhaitable qu'une pension permanente soit payée à un jeune homme qui serait normalement apte à réorienter sa vie ou même à un homme d'un certain âge ou assez vieux pour compter sur l'aide de ses enfants, après la période prescrite de paiement des indemnités.

Si un homme de 50 ans est blessé, rendu totalement incapable, il recevra ses \$10,000 distribués sur une période de 15 ans. Ainsi l'homme d'un certain âge aura, après avoir reçu sa rente pendant environ 15 ans, ses parents et ses enfants, qui auront grandi, pour l'aider, tandis que le jeune homme pourra, comme maintenant, se faire instruire avec sa rente et obtenir une nouvelle position conforme à son état. Dans un grand nombre de cas, l'ouvrier qui subit une incapacité partielle permanente trouve moyen de se procurer un emploi, parfois même de s'instruire et de s'assurer une position avantageuse.

Faisant allusion aux taux d'assurance chargés en Ontario sous le système d'assurance collective, il cite quelques exemples qui montrent que ces taux ne

sont pas si favorables qu'on le prétend en les comparant avec ceux de Québec. La province voisine ne tient pas compte du salaire qu'un ouvrier gagne. Prenons un exemple. Un ouvrier a perdu l'ouïe d'une oreille, à Montréal. Son salaire, avant l'accident, était de \$1,000. Nos tribunaux lui ont accordé \$2,232<sup>1</sup>. Savez-vous ce que cet ouvrier aurait reçu dans l'Ontario, en vertu de la loi fameuse qu'on nous vante? Dans l'Ontario, il aurait reçu \$232, soit \$2,000 de moins que dans Québec. Un nouvel exemple. Un ouvrier qui se fait couper un pied reçoit, dans l'Ontario, 30 % d'incapacité et, dans Québec, 38 %. Nos ouvriers, avec la loi de 1909, reçoivent déjà plus que dans l'Ontario et, avec notre nouvelle loi, des ouvriers de Québec recevront trois fois plus qu'avec notre loi de 1909.

Chez nous, l'indemnité est basée sur l'incapacité théorique de l'accidenté, tandis qu'en l'Ontario on tient compte du salaire que ce même accidenté reçoit après son accident. Le système de Québec est préférable à celui de nos voisins. Il (l'honorable M. Perrault) cite le rapport annuel de la Commission d'Ontario. En moyenne, nos indemnités sont plus généreuses qu'en l'Ontario et il en est de même du taux de l'incapacité, malgré l'assurance collective établie dans cette province. Il y a un très grand nombre d'accidents où les blessés de la province de Québec recevront plus que ceux d'Ontario. Un ouvrier qui passe devant un juge, sous la loi de 1909, retire un plus grand avantage de cette loi qu'un homme de l'Ontario dans les mêmes circonstances. Cet exemple n'illustre pas les avantages décrits avec tant d'éloquence par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

**M. Smart (Westmount):** L'avantage accordé dans l'exemple cité dans l'amendement ontarien permet au travailleur de l'Ontario de jouir de sa rente pour le reste de ses jours tandis que, en vertu de l'annexe et des dispositions de la présente loi, il existe une limite à cette jouissance dans la province de Québec.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** On nous a dit également: "Vous auriez dû adopter le système d'assurance collective comme en l'Ontario." Plusieurs provinces du dominion ont ce système. Dans notre province, nous avons cru sage de laisser les industriels libres de porter leurs risques eux-mêmes ou de s'assurer dans des compagnies privées. Cette assurance collective n'est pas très vieille, elle date d'une quinzaine d'années. L'assurance collective n'est pas le meilleur système. Que constatons-nous

en étudiant ce qui se passe chez les voisins et les pays où de nouvelles lois d'accidents du travail ont été adoptées? Nous constatons que plus l'assurance collective est en vigueur, plus elle est en déshonneur et de moins en moins populaire depuis un certain nombre d'années.

Dans les États de la république voisine, dans les sept États où il y a l'assurance collective, six ont adopté ce système avant 1915. Depuis cette date, un seul État sur 11, qui ont adopté des lois d'accidents du travail, a appliqué le système d'assurance collective. Neuf autres font la concurrence aux assureurs privés et, dans 26 États, l'assurance est laissée aux compagnies et aux sociétés mutuelles. Vingt États ne veulent pas d'assurance collective dans la grande république américaine. En Angleterre<sup>2</sup>, une enquête parlementaire s'est terminée par un rapport défavorable à l'unanimité au principe de l'assurance collective, après que des experts eurent été entendus. Le système a été rejeté en Grande-Bretagne, mais en Angleterre, l'État a un contrôle absolu sur les taux d'assurances, une espèce de nationalisation des assurances en cas d'accidents, qui équivaut pratiquement à l'assurance collective.

La Chambre me permettra de lui citer des témoignages. Le président de la Commission des accidents du travail du Massachusetts déclarait que l'État n'avait pas les hommes compétents que les compagnies ont pour les assurances. New York a fait une enquête qui a révélé des dangers de l'assurance d'État. Une enquête faite par le Sénat à Washington a permis de constater que très nombreux sont les experts opposés au monopole d'État sur l'assurance. Au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, les assurances d'État sont pratiquement en faillite. Les caisses sont en déficit et on est obligé de faire appel aux industriels pour combler les déficits.

On nous dit que l'ouvrier préfère l'assurance d'État. Pourquoi? Je crois que les ouvriers ne tiennent pas plus à l'assurance d'État qu'à l'assurance privée. Ce qui importe à l'ouvrier, c'est de recevoir son indemnité, qu'elle vienne de Pierre, de Jean, de Jacques, d'une compagnie privée ou d'une assurance d'État. C'est même pour cela que nous avons mis l'assurance obligatoire.

Mon honorable ami de Saint-Hyacinthe nous dit: "Les compagnies peuvent faire faillite et l'ouvrier perdra tout." Mais que mon honorable ami me cite donc le nom d'une compagnie qui a pris des assurances sur la loi des accidents et qui a fait faillite dans Québec. Les assurances collectives peuvent faire faillite aussi bien que les compagnies d'assurances privées. Il n'y a pas d'exemple qu'une



compagnie d'assurances ait fait faillite dans la province de Québec. Et quel est l'ouvrier qui n'a pas été payé? Je n'en connais pas d'exemple. L'assurance obligatoire donne à l'ouvrier la garantie qu'il recevra son indemnité.

Dans le passé, sous la loi de 1909, jamais un ouvrier n'a manqué d'être payé quand son patron était assuré. Or, la nouvelle loi, par l'assurance obligatoire, donne une nouvelle garantie. Toutes les compagnies d'assurances qui prendront des risques en vertu de la nouvelle loi devront être approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il devra savoir d'abord si la compagnie est bonne ou non et verra à ce que celles qui assureront les ouvriers soient solvables. Par conséquent, nous serons en contact direct et continu avec elles, et nous saurons si elles offrent les garanties nécessaires. Ces compagnies devront faire rapport chaque année au gouvernement qui se réserve le droit de leur enlever leur licence.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Supposons qu'un patron ne s'assure pas et fait faillite un jour.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le patron devra et est obligé de s'assurer par la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais s'il ne veut pas?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ce sera à la commission de voir à régler de pareils cas. Elle le forcera à s'assurer, l'assurance étant obligatoire. Nous connaissons l'histoire des sociétés mutuelles. Elles ont assuré des gens à bon marché pendant 20 ans. Nous entrons dans ces sociétés en disant: Comme ça coûte bon marché! Un jour, nous nous sommes aperçus que si nous étions morts, nos héritiers n'auraient rien reçu. Il a fallu augmenter les taux, car les sociétés mutuelles étaient au bord de la faillite.

Mon honorable ami de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) disait hier que l'assurance collective ne pourra faire faillite. Pourquoi? Mais aurions-nous plus de garanties avec l'assurance collective? La Commission des accidents, avec l'assurance d'État, ne serait-elle pas aussi exposée à une faillite qu'une compagnie d'assurances ordinaire? Dans l'État de New York, où les deux systèmes d'assurance existent, 90 % des patrons ont choisi le système de l'assurance privée bien que l'assurance collective offre un escompte de 27 %. Le député de Saint-Hyacinthe pourrait objecter que l'assurance d'État comporte seulement les pires risques, mais la

réponse est la suivante: Pourquoi l'assurance d'État ne comporte-t-elle pas les meilleurs risques?

L'honorable député de Saint-Hyacinthe a dit que les patrons étaient pour l'assurance collective. Il mentionne M. Casavant et le Builder's Exchange de Montréal. Ce n'est pas là une opinion générale. Est-ce que cela veut dire que tous les patrons sont en faveur? Au contraire. Les patrons dans la province de Québec se sont prononcés contre l'assurance collective, et donc, ils n'en veulent pas, comme on l'a prétendu. Des patrons sont venus voir les membres du gouvernement pour s'opposer à l'adoption du système d'assurance collective.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels sont les corps publics qui se sont présentés devant le gouvernement pour s'opposer à l'assurance collective?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je sais que les manufacturiers favorisent les compagnies privées. L'Association des manufacturiers canadiens de la province de Québec est un de ces corps qui ont toujours été opposés à l'assurance collective.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce que l'Association des manufacturiers n'est pas venue ici, le printemps dernier, demander exactement le contraire? Est-ce que cette Association n'était pas favorable à l'assurance collective?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il a coulé bien de l'eau dans la rivière depuis le printemps dernier.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, certains ont réussi à les faire changer d'idée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a eu des influences.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si ce sont les manufacturiers qui mènent le gouvernement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le système actuel, qui ne change à peu près rien dans les taux, ne déterminera pas les patrons à n'employer que des célibataires au lieu de gens mariés. Le nombre des enfants devant bénéficier de la loi était limité et, de cette façon, le patron n'aura aucune hésitation à employer des pères de famille comme dans le passé. Avec l'assurance d'État couvrant tous les enfants, le patron aurait certainement intérêt à n'employer que des célibataires.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** déplore que la loi permette à l'ouvrier de régler directement avec son patron.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** On a parlé de l'avis à l'employeur. Est-ce que le patron est un ennemi? Le patron et l'ouvrier ne sont pas des ennemis. Et, s'il survient un accident dans une usine, est-ce que le patron ne doit pas être le premier intéressé à recevoir un avis de l'accident? La Commission l'est immédiatement après. Nous ne pouvons pas enlever le droit à l'ouvrier de régler avec son patron. Le système d'arrangements entre patrons et ouvriers n'est pas condamnable et la présente loi voit à ce que ces arrangements se fassent dans l'esprit de la loi, la Commission devant les approuver. Ainsi, l'ouvrier recevra tout ce qu'il doit recevoir. L'objet d'une loi des accidents du travail est d'éviter les conflits entre patrons et employés. L'avis que la loi oblige l'ouvrier blessé de donner à son patron contribuera à maintenir le contact entre les deux parties intéressées dans l'application de la loi.

Je regrette d'avoir été aussi long, mais je voulais répondre aux objections qui ont été faites à notre loi. Cette loi n'est pas parfaite, cette loi est perfectible. Cependant, elle accorde une protection plus grande à l'ouvrier que celle de 1909, et nous verrons à ne pas nuire à l'industrie. Nous voulons que notre classe ouvrière soit satisfaite en même temps que toutes les classes de la société, en considérant les droits et devoirs de toutes les classes.

Nous allons mettre notre loi en vigueur. S'il y a lieu de l'améliorer, ses résultats nous montreront ce qu'il nous faudra changer. Elle pourra être amendée au cours des sessions à venir. Nous n'hésiterons pas à rendre justice à toute la province comme la chose fut faite dans le passé.

(Applaudissements)

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je regrette que cette loi n'ait pas été présentée en même temps que la loi créant la Commission des accidents du travail. Nous pourrions les discuter ensemble. Je me demande ce que je puis bien dire après les exposés que viennent de nous faire l'honorable député d'Arthabaska (M. Perrault) et l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). L'honorable député de Saint-Hyacinthe a couvert le terrain d'une manière complète en opposition au projet de bill actuellement devant nous, et l'honorable député d'Arthabaska a soutenu la thèse contraire et a déclaré que le bill actuellement devant nous est la loi la plus généreuse et la plus large que nous ayons jamais eue.

L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Perrault) a dit que nous étions dans la province de Québec et que c'était une loi pour la province de Québec que nous voulions élaborer. Cela est vrai et il est bon de se rappeler que c'est une loi française qui est dans nos Statuts, ayant été calquée sur la loi française de 1894. Après l'essor industriel qui a suivi l'année 1865, on constata la multiplication des accidents.

Une enquête eut lieu en France, en 1893, et voici quelles en furent les conclusions: 68 % des accidents étaient dus à un fait inconnu (cas fortuit ou majeur); 12 % dus à la faute du patron; 20 % la faute de l'ouvrier. Il n'est pas mentionné que ces accidents étaient dus à la faute inexcusable du patron ou de l'ouvrier; l'enquête avait simplement constaté les faits. Cette enquête finit par agiter l'opinion publique et l'on établit la loi de 1894.

Dix ans plus tard, Sir Horace Archambeault<sup>3</sup>, ancien député de cette Chambre, déposa à l'Assemblée législative un projet de loi, lequel fut référé à un comité d'études dont l'honorable juge en chef de la Cour d'appel actuel faisait partie. Ce comité d'études fit rapport à la Chambre et, en 1909, l'honorable premier ministre actuel, alors ministre des Travaux publics et du Travail, déposa la loi qui est actuellement dans nos Statuts et connue sous le nom de la loi de 1909.

Dans son exposé, l'honorable député de Bellechasse (M. Galipeault) nous a détaillé les avantages du projet de loi actuellement à l'étude, mais il a pris bien soin de dire qu'il ne faisait pas de démagogie et qu'il ne voulait pas se faire de capital politique avec cette loi. En prenant l'inverse, cela veut dire que ceux qui attaqueront la loi feront du capital politique. Je dois vous dire, M. l'Orateur, que ce n'est pas là non plus mon intention et que nous n'avons pas le droit, tous tant que nous sommes, de faire du capital politique avec la loi la plus importante de la session. Je représente une brave population ouvrière et, si je prends la parole, ce n'est qu'animé du désir de servir leurs intérêts. Nous demandons justice pour l'ouvrier qui bâtit les villes et a droit à la protection du gouvernement.

Voici les avantages que nous signale l'honorable ministre du Travail (M. Galipeault): suppression des frais, suppression des délais, suppression des appels, suppression des frais médicaux et d'hospitalisation, augmentation des rentes, augmentation du capital; une commission pour administrer la loi et sans assurance d'État ou collective. Nous allons examiner si tous ces avantages sont réellement contenus dans la loi.

Tout d'abord, M. l'Orateur, permettez-moi, même au risque d'être désagréable, de protester sur la manière dont cette loi nous a été présentée. Elle aurait dû contenir en même temps la loi de la commission, afin que nous puissions faire une étude comparée tant de la loi des accidents du travail que de la loi de la Commission du travail.

J'ai le droit, il me semble, de parler sur cette question et de faire valoir les revendications ouvrières, parce que je représente un comté non pas exclusivement ouvrier, mais composé de bourgeois et d'ouvriers. Ces ouvriers sont venus s'établir dans cette partie de la ville de Montréal appelée le boulevard Saint-Denis depuis 20, 25 ou 30 ans. Plusieurs d'entre eux ont amassé un petit pécule, se sont acquis une propriété dans laquelle ils vivent et où ils comptent mourir. Ils sont respectueux des lois et soucieux du bon ordre public. C'est mon devoir de parler en leur nom.

L'on a prétendu dans tous les journaux et sur tous les tons que cette loi était la plus généreuse et la plus large jamais présentée dans la Législature.

Comparons donc le paragraphe 9 de l'article 3 avec l'article premier de la loi de 1909, et l'on verra que tout le principe de la loi actuellement devant nous, c'est que l'on applique le proverbe qu'il faut que la main gauche ignore ce que fait la droite; on donne d'une main et l'on retranche de l'autre.

L'article premier de la loi de 1909 disait que la loi s'appliquait aux employés dans un établissement où l'on faisait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme et des animaux et la loi actuelle restreint la portée de cet article aux seuls accidents causés par la machine.

L'on sait bien que la jurisprudence, tant française que canadienne, a étendu la portée de cet article à tous les accidents survenus dans pareils établissements.

De même le paragraphe 10 du même article étend l'application de la loi aux établissements commerciaux, mais à la condition qu'il y ait une machine mue par force autre que celle de l'homme et des animaux, pourvu que l'accident soit dû à l'ascenseur de l'établissement ou à cette dite machine.

Et l'on prétend que la loi est plus large, plus généreuse.

Si la droite continue et si la session dure encore quelques semaines, la droite épuisera tous les mots du dictionnaire qui se terminent en "isme" à notre endroit. Mais j'ai été élu par une division ouvrière et pour remplir un mandat; ce mandat, je l'accomplirai ne craignant point les injures que l'on voudra bien me lancer.

Dans l'état et avec le progrès actuel de l'industrie, M. l'Orateur, les métiers se multiplient et il y a des ouvriers qui exercent des métiers inconnus il y a 10 ans.

Les savants se spécialisent dans les différentes branches du savoir humain et nous avons des spécialistes de ces branches que nous ne connaissions pas il y a 10 ans. Dans l'industrie, il y a des métiers nouveaux. Certains ouvriers travaillent continuellement dans le cuivre, dans le zinc ou dans le plomb. Au bout de quelques années, ils contractent des maladies inhérentes à l'exercice de ce métier, et je soumets qu'ils doivent être protégés comme les autres.

À l'article 10, on fait disparaître les dommages provenant de la faute inexcusable du patron, mais on laisse subsister la faute intentionnelle de l'ouvrier, et on lui enlève tout recours au cas où il est manifestement en état d'ivresse.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** proteste contre la tentative du député de Montréal-Dorion (M. Blain) de critiquer le bill clause par clause. Il n'y a que le principe qui soit en cause, à la seconde lecture, et les discussions plus approfondies devraient être réservées au comité plénier.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** C'est justement là ce qu'on a fait depuis trois jours.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dit qu'il n'insiste pas.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je désire protester fortement contre cette clause qui fait disparaître un avantage accordé aux ouvriers par la loi de 1909. Comment fera-t-on la preuve de l'état d'ivresse d'un ouvrier? Suffira-t-il à l'assureur, pour s'éviter le paiement des rentes, de prétendre que l'ouvrier était en état d'ivresse et suffira-t-il à l'ouvrier d'avoir un moment de faiblesse pour passer comme étant en ébriété? L'on voit tous les jours des gens enfermés dans des cellules, que l'on trouve morts le lendemain, parce que les constables qui les ont enfermés les ont pris pour des gens en état d'ivresse, alors qu'ils étaient malades. Et, si la faute inexcusable du patron est disparue, est-ce que ce dernier aura intérêt à protéger l'ouvrier lorsque l'ouvrier sera occupé à une besogne dangereuse, le patron n'ayant pas à payer plus cher?

S'il est vrai que les colons et les cultivateurs ont agrandi la province en reculant ses frontières fertiles, il est vrai aussi que les ouvriers ont construit les villes. Malgré les exigences répétées des

organisations ouvrières, il n'y a rien qui parle d'aucune manière des maladies professionnelles dans les deux bills qui constituent la législation des accidents du travail, et pourtant, ce sont des questions d'une importance considérable.

On interdit aussi dans cette loi, M. l'Orateur, à un citoyen de cette province, ayant signé un contrat dans cette province, le droit de se servir des tribunaux de cette province, s'il subit un accident quand il va travailler ailleurs que dans la province.

Cet article 11 biffe tout simplement un article du Code de procédure civile, qui donne juridiction au tribunal du lieu où le contrat a été passé. L'on prétend que cette loi est la plus généreuse, plus généreuse par l'augmentation des rentes sur la loi de 1909.

L'on constate à l'article 12 que, dans le cas d'incapacité partielle permanente, signalé par l'honorable député d'Arthabaska (M. Perrault) comme étant un grand progrès sur la loi de 1909, cet article limite les rentes à 1 % pour quatre semaines, c'est-à-dire qu'un ouvrier gagnant \$1,200 par an, si son incapacité permanente est de 10 %, recevra les deux tiers de son salaire pendant 40 semaines, ce qui fait \$640. La conclusion, c'est que c'est une rente non permanente pour une incapacité permanente. Sous l'ancienne loi, il aurait reçu une rente viagère sa vie durant.

D'autre part, l'article 15 n'est ni plus ni moins qu'une prime aux célibataires; il ne protège pas suffisamment la femme et les enfants en cas de mort du mari.

L'honorable ministre de la Colonisation (M. Perrault) n'a pas répondu à la question que lui posait l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) quand il lui était demandé ce qu'il arriverait au cas où un patron ne serait pas assuré. L'honorable ministre a simplement répondu: "Il devra s'assurer." Mais ce n'est pas là une réponse. Supposons qu'un accident mortel arrive dans un établissement où le patron n'est pas assuré. Le seul recours prévu par la loi est de lui faire payer une amende de \$500; cette amende va à la couronne et il n'y a rien pour l'accidenté et sa famille.

En outre, les compromis ou accords pourront être faits entre l'assureur, le patron et l'employé, contrairement à la loi actuelle. La clause qui prévoit qu'une entente intervenue entre l'employeur et le travailleur, quant à l'indemnité, demeure valable, à moins que la commission n'intervienne en l'espace de quelques jours, peut mener à des abus. Un juge de Montréal souligne maintenant qu'en cas d'entente, le travailleur blessé comparaitra en audience publique

afin que lui, le juge, puisse lui demander s'il est satisfait de cette entente avant que la cour ne statue sur cette même entente.

Il (M. Blain) craint qu'en vertu de la clause mentionnée, les travailleurs ne subissent un préjudice, puisque cette clause stipule que les ententes conclues prendront effet à moins que la commission n'intervienne, ce qui constitue un principe contraire à la pratique habituelle. Pensez-vous qu'un ouvrier accidenté demeurant dans le comté de Matane va venir à Québec expliquer sa position à la commission? La commission n'aura qu'à ratifier l'accord. Et si, comme question de fait, l'ouvrier a droit à un plus fort montant, c'est l'ouvrier qui en subira les conséquences, et l'assurance aura sauvé une certaine somme de ce qu'elle était appelée à payer.

L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Perrault) a mentionné le fait que les compagnies d'assurances ne chargeraient que 2 % de plus que les taux actuels. Je soumets que l'unique raison de cette petite augmentation, c'est le peu d'augmentation dans les sommes qu'elles seront appelées à payer.

Je ne suis pas étatiste et je n'aime pas l'ingérence de l'État dans tous les domaines et à chaque occasion, mais il y a un devoir à remplir pour l'État, c'est la protection des droits de ses administrés.

Les délégués qui sont venus hier, qui présentent un fond uni, qui ne partagent pas tous la même religion, se sont prononcés en faveur de l'assurance collective. Je crois qu'on doit prendre leur demande en sérieuse considération. Les ouvriers ont droit à l'indemnité et, par la présente loi, ces indemnités ne sont pas sûrement protégées. Je soumets que c'est le devoir de l'État de les protéger en établissant l'assurance obligatoire collective. Il y a des artistes dont les métiers sont très dangereux et ils ne sont pas plus protégés. Nous sommes en faveur de l'assurance collective et du monopole d'État dans ce domaine afin de mieux garantir le paiement des rentes aux ouvriers.

Cette assurance existe ailleurs; elle existe en Allemagne. Il n'est pas nécessaire de dire que cette assurance d'État ne fonctionne pas parfaitement partout où elle existe, nous le savons. La législation ouvrière et sociale n'est pour ainsi dire que dans son enfance en Amérique. Il y a à peine 20 ans que la première loi du genre a été établie en cette province, et c'était la première loi du genre dans tout le dominion. Nous avons pris les devants dans Québec, mais, depuis, nous nous sommes laissés damer le pion.

Est-ce de la démagogie, M. l'Orateur, de protéger plus faible que soi? Je ne crois pas, M. l'Orateur, que ce soit de la démagogie, du socialisme ou du bolchevisme que de vouloir protéger un tiers de notre population et de réclamer une législation sociale.

Et je vais vous donner un extrait des paroles d'un homme, lesquelles, si je les avais prononcées dans cette Chambre, sans dire d'où elles viennent, je suis sûr que la droite aurait protesté de toutes ses forces.

Voici ces paroles: "Ce qui est honteux et inhumain, c'est d'user l'homme comme d'un vain instrument de lucre, de ne l'estimer qu'en proportion de la vigueur de ses bras." Est-ce de la démagogie, cela, M. l'Orateur? Ce sont pourtant les paroles de Léon XIII<sup>4</sup> dans son encyclique *Rerum Novarum*.

Et maintenant voici une autre thèse inscrite dans un document officiel: "Le travail ne veut pas être considéré simplement comme une marchandise ou un article de commerce." Vœux inscrits dans le traité de Versailles, après la Grande Guerre.

En terminant, je crois que c'est faire bonne œuvre, œuvre utile que de protéger les ouvriers et de vouloir que la législation ouvrière ouvre plus libre, plus large et plus belle la route de la paix sociale et nous fasse parvenir en même temps au plus beau et au plus grand de tous les progrès, le progrès social.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est de nouveau ajourné.

#### **Code municipal, article 413**

**M. Philps (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 modifiant l'article 413 du Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Philps (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Verdun**

La Chambre, selon l'ordre du jour, prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 modifiant la charte de la cité de Verdun.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois.

Adopté.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Travaux municipaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi concernant certains travaux municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Division d'enregistrement de Laval**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Log Supply Company Ltd. et World Match Corporation Ltd.**

**M. Bastien (Berthier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et Log Supply Company Limited et World Match Corporation Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 44 modifiant la loi de la voirie;
- bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;
- bill 147 constituant en corporation The Bell Telephone Pension Fund Corporation.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 82 changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup;
- bill 138 validant le règlement no 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau;
- bill 140 autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante;
- bill 143 concernant la succession de feu Omer Lorrain.

**Chef-lieu  
de Rivière-du-Loup**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Paroisse de Pont-Viau,  
règlement no 9**

La Chambre prend en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 validant le règlement no 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Église et sacristie  
de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire  
de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Succession  
Omer Lorrain**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 143 concernant la succession de feu Omer Lorrain. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Vente et installation  
de paratonnerres**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 28 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Que toute personne qui demande l'émission de la licence requise par l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour la vente ou l'installation de paratonnerres, doive payer

au ministre des Travaux publics et du Travail, au préalable, un droit de cinquante dollars par licence.

2. Que la personne à qui la licence aura été émise doive, sur réception d'un avis à cet effet du bureau des examinateurs électriciens, payer au ministre, en sus du droit mentionné dans la résolution précédente, un honoraire équivalant à quatre-vingts centins par cent dollars exigés par cette personne pour la vente ou l'installation des paratonnerres.

3. Que, si le porteur d'une licence emploie un ou des agents dans cette province, une licence supplémentaire doive être obtenue pour chaque agent, sur paiement d'un droit de trois dollars, payable au ministre des Travaux publics et du Travail, à condition que tel agent soit domicilié dans la province de Québec.

4. Que les traitements des employés ainsi que les dépenses pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient payés à même le fonds consolidé du revenu.

5. Que le produit des droits et des honoraires provenant de la loi qui accompagne les présentes résolutions doive être remis par le ministre, avec un état détaillé, au trésorier de la province, pour faire partie du fonds consolidé du revenu de la province.

La loi a pour but de rendre service aux gens des campagnes en forçant ceux qui posent des paratonnerres à avoir des certificats de compétence. Cette licence va permettre au gouvernement de contrôler l'installation des paratonnerres et d'empêcher l'exploitation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) de présenter cette loi, mais déclare que l'opposition en a un peu de mérite, car il y a longtemps que la gauche réclame la protection des cultivateurs contre les compagnies qui vendent des paratonnerres. L'honorable député d'Yamaska (M. Laperrière) a cependant mal représenté notre politique, au cours des dernières élections. Il avait dénoncé l'opposition pour avoir suggéré une pareille mesure qui, d'après lui, devait nuire au commerce. Quand un membre de cette Chambre, traité injustement par la majorité, voit que sa politique est adoptée par cette même majorité, il a droit de s'en réjouir. Je félicite de nouveau le ministre et, lorsqu'il présentera des projets de loi comme celui-là, il aura l'appui de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais connaître l'opinion de l'honorable député d'Yamaska sur la question.

**M. Laperrière (Yamaska):** C'est dans le comté d'Yamaska qu'il y a le plus grand nombre de poseurs de paratonnerres. Ces gens-là lisaient les journaux et, un jour, après avoir pris connaissance de la motion du chef de l'opposition qui les attaquait, ils sont venus me voir et m'ont demandé: "Voulez-vous bien nous dire ce que nous avons pu faire à M. Sauvé?" Je leur ai répondu: "Je ne le sais pas. Arrangez-vous avec."

(Rires et applaudissements)

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 28 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Questions et réponses:

#### Argent exigé des corporations scolaires

**M. Renaud (Laval):** Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires autorisées à faire des emprunts en 1926-

1927 jusqu'à concurrence de \$2,036,493.20, tel qu'il apparaît à la page 258 de *l'Annuaire statistique de Québec, 1927*?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Abitibi: Landrienne, \$25; La Reine, \$25; Beauce: Metgermette, \$10; Sacré-Cœur-de-Jésus, \$35; Saint-Côme, \$10; Champlain: Grand'Mère, \$204; La Tuque, \$34.85; Parent, \$35; Charlevoix: Pointe-au-Pic, \$80; Chicoutimi: Bagotville, \$60; Chicoutimi, \$100.50; Grande-Baie, \$22.50; Jonquière, \$255; Kénogami, \$193; Port-Alfred, \$140.04; Compton: Bury, \$10; Saint-Isidore-d'Auckland, \$10; Drummond: Drummondville, 167.50; Gaspé: Anse Pleureuse, \$10; Rivière-au-Renard, \$10; Hochelaga: Outremont, \$72.50; Iberville: Iberville, \$37.50; Jacques-Cartier: Côte-Saint-Laurent No 1, \$10; LaSalle, \$35; Mont-Royal, \$70; Saint-Pierre-aux-Liens, \$173.50; Très-Saint-Sacrement, \$15; Joliette: Grand Rang de Sainte-Mélanie, \$10; Saint-Félix-de-Valois, \$10.10; Saint-Félix-de-Valois, \$10; Labelle: Cantons-Unis, \$10; Lac-Saint-Jean: La Barre, \$10; Péribonka, \$10; Saint-Félicien, \$20; Saint-Joseph-d'Alma, \$37.50; Laprairie: Laprairie, \$70; Delson, \$20; Laval: Laval-des-Rapides, \$80; Lévis: Charny, \$10; Chaudière, \$46; Lévis, \$36.35; Lotbinière: Deschailions, \$10; Sainte-Philomène-de-Fortierville, \$30; Matane: Sainte-Angèle-de-Mérici, \$20; Saint-Rémi-de-Métis, \$10; Matapédia: Saint-Benoît-Labre, \$10; Sainte-Florence, \$10; Saint-Raphaël-d'Alberville, \$10; Saint-Vianney, \$10; Val-Brillant, \$45; Montmorency: Saint-Tite-des-Caps, \$10; Portneuf: Montauban-les-Mines, \$10; Québec: Montmorency, \$25; Québec-Ouest, \$20; Richelieu: Filiatrault, \$20; Richmond: Asbestos, \$50; Windsor, \$10; Saguenay: Les Escoumins, \$35; Shefford: Roxton Pond, \$10; Sainte-Anne-de-Stukely, \$10; Stanstead: Stanstead, \$35; Saint-Jean: Lacolle, \$10; Saint-Valentin, \$10; Saint-Maurice: Shawinigan Falls, \$100; Trois-Rivières, \$236.75; Témiscouata: Fraserville, \$68.75; Saint-Dominique-du-Lac, \$20.30; Terrebonne: Saint-Faustin, \$10.15.

À 6 heures<sup>5</sup>, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 7 h 30**

**Beauharnois Light, Heat & Power Company**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au premier ministre de remettre à la prochaine séance, la

discussion sur le bill 141 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat & Power Company. Il a encore quelques renseignements à obtenir et il veut connaître à fond toute l'histoire qui se rattache à certaines clauses du bill.

**Division d'enregistrement  
de Laval**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose: Que le régistrateur de la division d'enregistrement de Laval ait droit à l'honoraire fixé par l'item 9 du tarif des régistrateurs pour les transcriptions prévues par les articles 1 et 2 de la loi qui a accompagné cette résolution et à celui fixé par l'item 5 dudit tarif pour la transcription exigée par l'article 4 de ladite loi, et que ces honoraires soient payés par le trésorier de la province à même les deniers affectés à l'inspection des bureaux d'enregistrement, sur approbation du procureur général.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 50 concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval.

**Consolidation et disposition  
de certains revenus**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 concernant la



consolidation et la disposition de certains revenus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Prévention des incendies

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 33 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, en sus des officiers et employés mentionnés dans l'article 3 de la loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1925, chapitre 180), un ingénieur civil, et de pourvoir à sa rémunération.

Adopté.

2. Que, conformément à la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le commissaire des incendies fasse partie du service civil intérieur et reçoive le traitement que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

Adopté.

3. Que, si le ministre des Travaux publics et du Travail l'y autorise par écrit, le commissaire puisse, dans ses enquêtes, faire prendre les dépositions des témoins au moyen de la sténographie.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 33 modifiant la loi de la prévention des incendies.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des Statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, article 464, et chapitre 134, article 5, tel que modifié par la loi 17 George V, chapitre 40, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "high schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, section 17, tel que modifié par la loi 17 George V, chapitre 45, section 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le développement de l'industrie dans cette province a permis d'employer les techniciens. Ainsi, les ingénieurs ne sont plus obligés de rechercher de l'emploi aux États-Unis, ils peuvent trouver cet emploi dans notre province.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec

et de Montréal et cours professionnels, Statuts refondus, 1925, chapitre 136, article 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Guertin (Hull)** parle de l'École technique de Hull.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le coût considérable de la construction de cette école, dit-il, force le gouvernement à exiger une contribution supplémentaire de la cité de Hull, pour l'entretien de l'édifice.

**M. Guertin (Hull)** attire l'attention sur la grande difficulté éprouvée dans la région de Hull pour le placement des diplômés de cette institution. Les industriels de la région devraient donner la préférence aux jeunes gens qui ont suivi les cours de cette institution plutôt que d'employer des étrangers. Il suggère que le département s'occupe plus activement de cette question, puisque cette institution coûte si cher à la province.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** tente de démontrer que la situation n'est pas aussi sérieuse que le prétend le député de Hull. Il l'assure que le problème n'est pas nouveau et que son département s'en occupe. Il y a une éducation à faire dans cette province et tout vient à point à qui sait attendre.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliqué tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, paiement sujet à un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-neuf mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets et des aveugles:

institutions catholiques pour garçons, Montréal, \$25,000; institutions catholiques pour filles, Montréal, \$25,000; Institut Nazareth, Montréal, \$25,000; Institut Mackay, Montréal, \$3,600; Montreal Ass'n for the Blind, \$8,000; Quebec Ass'n for the Blind, \$2,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, telles qu'approuvées par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les académies commerciales sont les grands déracineurs de la terre. Je ne me suis pas gêné pour le dire.

Mais je parlais des académies commerciales au pluriel et de celles qui sont établies dans les campagnes. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

16. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'école normale, pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** pose une question.

**L'honorable M. David (Terrebonne):**

L'enseignement du dessin n'est pas organisé comme il devrait l'être et n'a pas donné tous les résultats qu'on en attendait.

J'attribue ce fait à la perte du directeur du dessin, et j'attends encore un an pour placer à la tête de cet enseignement un élève diplômé de l'École des beaux-arts de Montréal ou de Québec.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

18. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, article 542, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour rapport du département, annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujette au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires, \$325,000), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Académie de musique de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 139, article 2: Bourses aux étudiants pour compléter leurs études musicales en Europe (paiement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**L'honorable M. David (Terrebonne)**<sup>6</sup>: La ville de Hull est trop modeste. Si une demande régulière en est faite, la cité de Hull pourra jouir d'un octroi tout comme les autres villes de la province.

**M. Guertin (Hull)** promet qu'il va s'en occuper.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
32. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument National, Montréal, sous le contrôle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiement sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel no 187 du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des

beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 45, section 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Le nombre des élèves qui veulent fréquenter ces écoles est si considérable qu'il faudra doubler la capacité de ces maisons.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
36. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des statistiques de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 18, articles 30-37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Questions et réponses:

**Régistrateur  
à Roberval**

**M. Tremblay (Maisonneuve)**: 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un registrateur à Roberval en remplacement de M. Louis Lindsay, décédé en 1923?

2. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de remplir cette vacance?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**:

1. Oui.

2. Sous considération.

La séance est levée à 11 h 25.

## NOTES

1. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 2 mars 1928, à la page 1. Chiffre du *Soleil* du 2 mars 1928, à la page 3: \$2,300; chiffre de *L'Action catholique* du 2 mars 1928, à la page 1, et du *Canada* du 2 mars 1928, à la page 4: \$2,322.

2. Nous ne sommes pas certains quant à savoir si ces propos sont ceux du député ou du journaliste.

3. Horace Archambeault (1857-1918), nommé conseiller législatif de la division de Repentigny le 6 juin 1888. Appuya le Parti libéral. Procureur général dans les cabinets Marchand et Parent du 26 mai 1897 au 23 mars 1905. Orateur du Conseil législatif du 19 juin 1897 jusqu'à sa démission, le 17 septembre 1908.

4. Léon XIII (1810-1903), 254<sup>e</sup> pape (1878-1903), son encyclique la plus connue, *Rerum Novarum*, traite de la condition des travailleurs dans le monde en identifiant les devoirs des employeurs et des travailleurs. Il préconisa un catholicisme social et la pénétration religieuse du monde ouvrier. Il a été surnommé "le pape des ouvriers".

5. *The Chronicle Telegraph* du 2 mars 1928, à la page 3, rapporte que M. Sauvé fut invité à un dîner par les membres de la galerie de la presse.

6. Selon *Le Droit* du 2 mars 1928, à la page 6, cette intervention de M. David a eu lieu après une série de questions et de réponses concernant les cours du soir pour les ouvrières dans la cité de Hull.



## Séance du vendredi 2 mars 1928

## Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 10.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte  
de Québec

**M. Samson (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Québec demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec, et que ce bill soit maintenant lu une première et une deuxième fois.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Samson (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Samson (Québec-Centre)** propose que le bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 61 modifiant la loi concernant certains travaux municipaux;

- bill 178 concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer.

Et, avec amendements, le bill 50 concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval.

Le bill 182 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile a été rejeté.

Renvois à la  
Cour du banc du roi

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 56 modifiant la loi des renvois à la Cour du banc du roi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

Droits de coupe de Harvey  
& Cie, de Métabetchouan

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien le gouvernement a-t-il perçu en droits de coupe pour le bois fait sur les limites de Harvey & Cie, de Métabetchouan, depuis 1922 à date?

2. Combien lui reste-t-il à percevoir pour la même période?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** 1. et 2. Il n'y a aucune concession forestière au nom de Harvey & Cie, de Métabetchouan.

Révision de la table  
de mesurement des billots

**M. Guertin (Hull):** 1. Le gouvernement a-t-il fini d'étudier la question de réviser la table de mesurement des billots actuellement en usage dans la province?

2. Dans l'affirmative, à quelle conclusion en est-il venu, et quelle décision a-t-il prise?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** 1. Non.

2. Répondu par le numéro 1.

**Demandes de documents:****Pêche dans le lac  
des Deux Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, requêtes, etc., depuis 1925, au sujet de la prohibition de la pêche avec filets, verveux, etc. ou autres engins destructeurs, dans le lac des Deux Montagnes, entre Carillon et Oka.

Des personnes ayant des licences de pêche commettent des abus, au point que les résidents d'été, qui y ont construit des chalets, en souffrent de graves préjudices. C'est injuste envers les pêcheurs de l'endroit. Les personnes qui habitent les rives de ce lac se plaignent de la rareté du poisson. Je demande au gouvernement, dit-il, de prohiber l'utilisation des engins pour fins de pêche dans les eaux du lac.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mon ministère a déjà réduit le nombre de licences afin de prévenir les abus. Les gardes-chasse ont reçu ordre d'être plus sévères. Nous sommes à préparer un projet pour réduire au minimum les licences de pêche, dans le but de prévenir les abus. Je sais qu'il y a eu des plaintes, et tout ce qu'il nous sera possible de faire pour réprimer les abus, nous le ferons. Mon devoir est de protéger la pêche commerciale, jusqu'à un certain point, et je ne peux la prohiber.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Depuis Sorel jusqu'au lac Saint-François, il y a une population considérable, mais il y a aussi une autre population...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si mon honorable ami veut parler seulement d'une façon générale, je lui demanderai de remettre ce débat à un autre jour.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** L'honorable chef de l'opposition a parfaitement raison. Je dirai simplement que, si on restreint la pêche commerciale sur le lac des Deux Montagnes, il faudra la restreindre sur le lac Saint-Louis, sur lac Saint-François, etc., ce qui ne sera pas dans l'intérêt du peuple en général. Pour ma part, je demeure sur le lac Saint-Louis, mais je ne suis pas un grand pêcheur...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Écoutez, écoutez.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

... Mais je sais qu'il se fait encore de la pêche non seulement comme sport, mais au point de vue commercial. Je vis la vie de ceux qui font la pêche sur les lacs. À maintes reprises, j'ai accompagné des pêcheurs. Avec cette expérience, je ne puis admettre qu'il n'y a plus de pêche sur ces lacs. J'ai déjà invité l'honorable chef de l'opposition à venir faire la pêche avec moi sur ces lacs, en lui disant qu'il serait conduit dans des endroits où il pourrait trouver du doré et de l'achigan en abondance. Il y a eu malentendu et il n'est pas venu. Nous n'avons pu nous rencontrer encore, mais j'espère que nous en aurons l'occasion. Je suis de ceux qui croient que la pêche de sport et la pêche commerciale peuvent être faites sur nos lacs. La pêche a été prohibée de 1900 à 1914 sur tous ces lacs près de Montréal. On a dit qu'il y a moins de poissons dans ces lacs parce qu'il y a moins d'eau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** De quoi est-ce que ça dépend?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Après cette période, il n'y avait pas plus de poissons qu'en d'autres temps. Si la pêche est plus difficile aujourd'hui qu'autrefois, si le poisson semble plus rare, c'est que les conditions sont changées, les conditions ne sont plus les mêmes qu'autrefois. Les poissons ne vivent plus aux mêmes endroits. Quand des dragues travaillent continuellement dans une partie d'un lac ou d'une rivière, les poissons vont ailleurs. Si le niveau baisse, est-ce que cela n'est pas suffisant pour faire émigrer le poisson? La population a augmenté, les pêcheurs sont plus nombreux. Sur ma propriété, j'ai un quai. Il y a toujours trois ou quatre pêcheurs. Quelquefois, l'un d'eux attrape un petit crapet, et il rentre chez lui tout joyeux, comme un Parisien qui a sorti un goujon des eaux de la Seine.

(Rires)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas étonnant que le ministre passe pour un bon pêcheur au milieu de ces pêcheurs-là.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je plaide coupable. J'étais un de ceux qui avaient la plus grande part de responsabilité dans la disparition de la prohibition qui existait avant 1914, et je n'ai pas lieu de m'en repentir. Je connais des amis de mon honorable ami qui passent l'été sur les bords du lac Saint-Louis. Ils vont à la pêche et font des pêches



superbes. Il ne faut pas oublier qu'il y a de braves gens qui vivent de la pêche sur le Saint-Laurent. Ils sont peu nombreux, mais ils méritent notre protection. Prohiber l'emploi de ces engins, dit-il, serait leur causer un tort considérable, ce que je ne veux pas faire. Je suis persuadé qu'en allant faire une excursion de pêche avec un homme qui connaît son métier, on trouvera du poisson en abondance dans nos lacs. En réalité, le poisson n'est pas si rare que le chef de l'opposition le dit. De bons pêcheurs trouvent toujours des endroits où le poisson abonde.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** À Saint-Hyacinthe, nous sommes pratiquement rendus comme en France. Lorsqu'on prend un poisson de deux pouces, c'est presque un miracle et c'est tout un émoi. L'an dernier, des pêcheurs sont allés à l'endroit où la rivière Yamaska se jette dans le Saint-Laurent. Ils y ont trouvé 2,000 verveux et ils en ont conclu que ce sont peut-être ces engins qui empêchent le poisson de remonter la rivière. Voilà un fait que je désirais signaler à l'attention de la Chambre.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ferai remarquer à l'honorable chef de l'opposition que le ministère ne donne pas de licences pour les verveux sur la rivière Yamaska. S'il y en a sur le lac des Deux Montagnes, ce serait sur la seigneurie des Sulpiciens, qui sont propriétaires des eaux sur lesquelles nous n'avons pas de contrôle. Quant à la rivière Yamaska, je déclare au député de Saint-Hyacinthe que les verveux ne sont pas permis...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis bien content d'apprendre cela.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** ... et je vais y voir tout de suite.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce débat démontre que l'opposition mérite la considération de la Chambre. L'honorable ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) m'invite à aller faire la pêche - pas sur un quai - sur le lac Saint-Louis, et il dit qu'il me conduira à des endroits où il y a du poisson. Moi aussi, je puis lui en montrer du poisson. Mais qu'il vienne sur le lac des Deux Montagnes au cours de l'été prochain. Je l'invite devant témoins. Nous ferons la pêche selon les règlements et il constatera que les résidents d'été ont de sérieux griefs. Il ne trouvera pas de poisson nulle part.

Il ne pêchera pas avec de la dynamite, comme certains Montréalais qui se vantent d'avoir fait de

belles pêches. Nous pêcherons à la ligne et il verra que nous avons raison de nous plaindre. L'honorable M. Lacombe, un ancien collègue de l'honorable ministre des Terres (M. Mercier fils), habite sur les bords du lac des Deux Montagnes.

C'est un excellent pêcheur et il est un de ceux qui se plaignent. Il ne me fera pas croire que tous ceux qui habitent le long du lac des Deux Montagnes ne savent pas faire la pêche. Un grand nombre de citoyens viennent passer leurs fins de semaine au lac des Deux Montagnes et la pêche est un de leurs divertissements. Je demande tout simplement au gouvernement de protéger notre population et de voir à ce que les abus soient réprimés.

**M. l'Orateur:** La motion est adoptée.

#### **Beauharnois Light, Heat & Power Company**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat & Power Company.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demanderais que le bill soit remis à la semaine prochaine, car je ne veux pas que l'on dise que nous n'avons pas étudié soigneusement ce gros projet. Au comité, plusieurs députés ont voté contre le bill en disant qu'ils n'étaient pas suffisamment renseignés. On nous a dit que l'exécutif avait de nombreux renseignements. Nous ne les avons pas eus. De plus, j'attendais moi-même plusieurs informations importantes et nécessaires que je n'ai pas reçues. Je ne puis procéder ni aborder un pareil débat avant de savoir s'il n'y a rien qui cloche dans ce projet.

Le projet de loi est trop important et a une portée si considérable pour être étudié à une séance du vendredi, alors qu'un trop grand nombre de députés, et particulièrement la plupart des députés libéraux qui étaient opposés à ce bill, sont partis de Québec, appelés dans leur comté ou partis dans leur foyer. Nous ne devrions pas le discuter devant une Chambre qui forme à peine le quorum aujourd'hui et le passer à la vapeur.

Depuis quelques jours, je reçois un grand nombre de lettres, et des personnages influents m'ont demandé de ne pas laisser prendre de mesures avant une très sérieuse considération de la question en Chambre. Je crois donc que l'étude du projet devrait être remise à la semaine prochaine, à mardi ou mercredi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je regrette infiniment de ne pouvoir me rendre à la demande de l'honorable chef de l'opposition. Il y a longtemps que vous me faites remettre l'étude de ce bill. J'ai appelé ce bill quand la Chambre était au grand complet. Si le bill n'a pas été discuté hier, c'est à la demande de l'honorable chef de l'opposition qui m'a demandé de le remettre. Vous me l'avez fait renvoyer à aujourd'hui, la session est avancée et nous avons beaucoup à faire encore.

Au comité des bills privés, les promoteurs et les adversaires du projet de loi ont été entendus longuement. Ils ont donné toutes les explications sur le projet. Et l'étude du bill au comité fut suivie par presque tous les députés de la Chambre. Lorsque le vote fut pris, 61 députés exprimèrent leur opinion. Il a été adopté. Les délibérations ont donc été suivies avec attention par les membres de la députation au début de la semaine. Il y a déjà longtemps que le bill est sur l'ordre du jour et qu'on en parle dans les journaux.

C'est donc très curieux d'entendre le chef de l'opposition affirmer qu'il est peu renseigné sur le sujet à ce moment des travaux de la Chambre. Aussi, j'insiste pour que le bill soit discuté aujourd'hui. Si nous le retardons, ça prendra 15 jours pour qu'il soit adopté au Conseil législatif, et la session en sera retardée. Nous avons plus que le quorum, aujourd'hui. Nous sommes 33 députés et je crois que c'est suffisant pour étudier le bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi cette hâte? Pourquoi procéder à la vapeur? Il s'agit de bâtir un canal et ça ne presse pas. La Chambre ne saurait jamais trop prendre de précautions quand il s'agit d'un bill de cette importance. Les conséquences de cette mesure pourraient être très graves. Il se fait actuellement, dans tous les journaux, une campagne sérieuse contre ce projet. Je ne veux pas changer d'opinion<sup>1</sup>, mais rien ne presse. On dit qu'il est trop tard. Nous ne sommes pas ici pour précipiter les choses, mais pour étudier et diriger la bonne législation. S'il faut siéger trois ou quatre mois pour étudier les bills et ne les adopter qu'en pleine connaissance de cause, l'opposition est prête à le faire, pourvu que la Chambre adopte des mesures justes pour les contribuables.

J'admets, dit-il, la sincérité de ceux qui font partie du comité des bills privés. Au comité, nous avons demandé à entendre les ingénieurs de la Commission des eaux courantes. Nous ne les avons pas entendus. Au comité, nous sommes obligés d'écouter les adversaires, nous sommes gênés dans

notre travail par les bruits de la salle. Ici, nous pouvons étudier les mesures dans le plus grand calme. Les députés n'ont pas la même latitude qu'en Chambre et ils ne peuvent aussi bien se renseigner.

Nous avons des bills de la plus haute importance qui sont déposés depuis le 20 janvier et qui ne sont pas encore venus devant nous. J'admets que le gouvernement peut présenter des mesures dans l'intérêt de la province tout entière. Il est de l'intérêt de la mesure elle-même, du gouvernement, de la province et de toute la Législature que nous retardions l'étude du bill, pour que la mesure soit bien discutée et de ne pas laisser croire au peuple que nous procédons à l'aveugle. Mais pourquoi tant de hâte le vendredi, alors que la majorité de la Chambre est absente? Pour toutes ces raisons, je demanderais de renvoyer l'étude de ce bill à la semaine prochaine.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

L'honorable chef de l'opposition m'a demandé hier de remettre ce bill à aujourd'hui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai dit que j'attendais par la poste des documents et je ne les ai pas reçus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre dit que nous sommes une Chambre de 33 députés actuellement. C'est vrai, mais nous sommes une Chambre qui se compose de 85 membres, et je comprends que le gouvernement désire avoir des fauteuils vides. Cependant, je ne m'explique pas la hâte du gouvernement. Même si la session doit être retardée, pourquoi ne pas prendre le temps d'étudier cet important projet avec soin? Il est bon que la province sache que nous ne passons pas à la vapeur des bills de cette envergure et si gros de conséquences.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération ledit bill.

**M. l'Orateur:** Êtes-vous prêts pour l'étude de ce bill? La motion sera-t-elle adoptée?

**Des voix:** Oui... Non...

**M. l'Orateur:** Dans mon opinion, les oui l'emportent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande le vote.

La Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Authier, Bédard, Bouchard, Cantin, Côté, David, Dillon, Dufour, Dugas, Frigon, Gagnon (Maskinongé), Gagnon (Kamouraska), Galipeault, Gauthier, Grant, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Nicol, Ouellet, Paquet, Perrault, Plante, Power, Roy, Samson, Taschereau, Thériault, Thurber, Vautrin, 31.

**Contre:** MM. Blain, Duplessis, Guertin, Sauvé, Tremblay, 5.

La motion est ainsi adoptée.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que nous pourrions avoir les rapports des ingénieurs?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ils les avaient au comité, mais ils les ont emportés avec eux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce qu'il y a un rapport des ingénieurs de la Commission des eaux courantes? Il doit y avoir un rapport de l'officier en loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous auriez dû le demander hier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne veux pas que l'honorable premier ministre me prête des sentiments que je n'ai pas. J'ai mes responsabilités à prendre. J'ai les mêmes responsabilités que le premier ministre, devant l'opinion publique. Je n'ai pas les mêmes informations que lui ni les mêmes facilités qu'ont les membres du ministère pour se renseigner sur les mesures qui sont soumises à la Chambre. Il (M. Sauvé) reproche au gouvernement de ne pas aider l'opposition, quand le parti ministériel a toutes les informations nécessaires et que l'opposition attend d'autres renseignements. L'opposition est obligée de se renseigner comme elle peut.

Dans le passé, il m'est déjà arrivé de voter en toute bonne foi en faveur de mesures semblables que j'ai regrettées quelques mois plus tard, lorsque j'ai su que quelques personnes étaient en arrière des projets de loi que j'avais approuvés par mon vote. Je fus blâmé par des gens influents de Montréal qui me reprochaient d'avoir approuvé des choses opposées à l'intérêt public et d'avoir voté pour des monstruosité. Prenez garde.

Je ne veux pas retomber dans ces erreurs aujourd'hui. Je veux être d'autant plus prudent que plusieurs prétendent que nous n'avons pas le droit d'aliéner notre richesse nationale et de vendre à l'Ontario de l'électricité qui sera ensuite exportée aux États-Unis, et c'est ce qui semble devoir arriver dans le cas actuel. Il est étrange que le bill passe si facilement, alors que tant de politiciens ont des intérêts dans la Shawinigan Water and Power.

Tant d'intérêts sont mis en jeu par le projet de la Beauharnois, tant d'opinions diverses ont été exprimées par les journaux. Des dépêches arrivent tous les jours, disant que le bill devrait être mieux considéré. Aujourd'hui, des journaux qui sont partisans du gouvernement demandent au premier ministre de ne pas adopter ce projet. *L'Événement* de Québec du 2 mars publiait ce matin une dépêche d'Ottawa qui est inquiétante et qui dit que Sifton aurait des intérêts dans le projet Beauharnois.

Il porte l'attention de la Chambre sur le premier ministre Taschereau, très occupé à lire un journal, et en déduit que le premier ministre a attrapé à la hâte une copie de *L'Événement* de ce matin et qu'il est en train de lire la dépêche d'Ottawa dont on discute.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** lève ses yeux du journal et sourit au chef de l'opposition (M. Sauvé), mais refuse de divulguer la nature de sa lecture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La chose est dénoncée dans *L'Événement* qui est dans des milieux que le premier ministre ne méprise pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les méprisez-vous, vous?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je répondrai pour moi quand ce sera le temps. Ce qui importe, c'est que des nouvelles d'Ottawa insinuent même que le comité des bills privés n'a pas été sérieux lorsque ce bill s'est présenté, qu'il n'a pas apporté l'attention voulue dans l'étude du bill et qu'il n'a pas exigé les renseignements nécessaires. On a dit que ce projet avait été adopté trop vite, sans qu'on nous donne les informations suffisantes. On a dit que de gros intérêts étaient en rivalité. On prétend que derrière de l'opposition à ce bill se trouvent certains intérêts monopolistiques. C'est peut-être vrai, peut-être pas, mais personnellement, la question ne me concerne pas puisque je n'ai pas de pareils intérêts. Je ne suis peut-être pas autant que le cabinet au

courant de la question des gros intérêts. On a parlé de la Banque de Montréal, de la Banque Royale, de la Shawinigan.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous avez l'air d'en savoir plus long que nous.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je raconte ce que j'ai entendu à travers les branches. L'honorable ministre des Terres (M. Mercier fils) rit. C'est probablement parce qu'il en sait plus long que moi. Le gouvernement veut tenter de rire avec une question qui est pourtant grave, mais qu'il sache que je ne suis pas ici pour servir et défendre les intérêts de la Shawinigan ou de certains politiciens. Une preuve que le bill est extraordinaire, incompréhensible, et que le cas actuel est d'autant plus étrange, c'est que des grands amis, qui touchent de près au premier ministre, des hommes qui lui sont très attachés, cabalaient féroceement contre le bill, sur lequel le premier ministre a travaillé, dans le corridor du comité des bills privés pendant son étude au comité. Tout cela démontre que nous ne devrions pas aller trop vite. On ne saurait prendre trop de précautions.

Si on me démontre qu'il est dans l'intérêt national de voter pour le bill, peut-être que, la semaine prochaine, je ne ferai aucune opposition et que je le voterai. Mais, avant, je veux connaître le fond de l'histoire. Cela dépendra des renseignements que j'attends. On nous dit que les promoteurs veulent nous attirer des industries. J'en suis. Je suis en faveur de l'industrie. Mais, si pour créer un centre industriel nous exposons et mettons en danger les intérêts de la province, ce n'est pas de la bonne politique, et je crois que nous devons faire passer l'intérêt général avant l'intérêt local.

Il s'est passé tant de choses sur de tels sujets que c'est un devoir pour moi d'être prudent et de surveiller ceux qui viennent ici pour prendre nos intérêts et aller les revendre ailleurs. Le premier ministre traite mal l'opposition. L'honorable premier ministre devrait traiter l'opposition autrement. Si l'honorable premier ministre était de ce côté-ci de la Chambre, il parlerait autrement que je parle.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'espère bien.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! je sais que l'honorable premier ministre est plus éloquent que moi. M. le premier ministre ne me laisse pas finir. Je veux dire, connaissant son caractère irritable comme je le connais, il aurait parlé autrement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne parle jamais pour tuer le temps.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais l'honorable premier ministre a peut-être parlé contre l'intérêt de la province. Il tente de détourner l'attention de la Chambre, mais ce n'est pas une façon d'étudier une question aussi grave, surtout quand ses propres amis travaillent contre le bill. J'ai le droit de demander d'agir avec prudence.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cela ne signifie pas qu'ils ont raison.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non, mais cela me porte à hésiter, principalement quand nous avons vu de ces choses dans le passé. Nous avons voté des mesures qui n'avaient pour but que d'édifier des fortunes considérables de certains politiciens. Voilà ce que m'a démontré mon expérience parlementaire. J'ai raison et c'est mon devoir de demander au gouvernement de donner à la Chambre toute la latitude possible, de ne pas précipiter la discussion de ce bill et de le remettre à la semaine prochaine. Il n'y a donc aucune farce dans ma demande de retarder l'étude du bill en comité plénier, en ce moment où plusieurs députés qui ne font pas partie du comité des bills privés ne sont pas en Chambre en ce moment.

L'honorable député de Lotbinière (M. Francoeur) a déclaré lui-même au comité qu'il n'était pas assez renseigné pour prendre la responsabilité devant la province de voter ce projet. Il a voté contre le bill. Des députés du parti ont même voté contre ce projet, parce qu'ils voulaient connaître toute l'histoire. En face de cette situation, nous allons laisser passer le bill à la hâte?

En considération du fait que la presse la plus sympathique au gouvernement et qui paraît connaître les dessous de l'affaire dit au premier ministre: "Ne faites pas cela", je demande qu'on attende. Le même journal dit: "En vendant de l'électricité à l'Ontario, vous allez en vendre indirectement aux États-Unis." C'est ça que *L'Événement* dit depuis quelques jours. D'autres prétendent que ce projet va nous entraîner dans le projet de canalisation du Saint-Laurent. Et nous laisserions passer le bill sans prendre tous les renseignements voulus? Cette opinion est peut-être inexacte, mais je demande qu'on nous donne le temps d'y voir.

**M. Thériault (L'Islet):** Si le chef de l'opposition avait assisté à toutes les réunions du comité des bills

privés et s'il avait été présent à la dernière séance, la plus importante du comité, il aurait vu que le projet n'est pas aussi compliqué qu'il le dit. Il aurait pu se renseigner suffisamment. Il s'agit de modifier une charte et tout simplement de changer le tracé du canal.

L'on veut, en certains quartiers, donner au bill une plus grande importance qu'il n'en a. Le but du bill n'est que de faire des changements sans importance. Le bill est simple et signifie très peu en soi. On en a parlé de façon exhaustive, dans le comité. Il ne confère aucun pouvoir nouveau à la Beauharnois Power. La compagnie ne demande rien ou, du moins, rien de nouveau, et il n'y a pas péril en la demeure.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, M. Lafleur et M. Montgomery ont trompé le comité en disant que le projet était extrêmement dangereux. Il lui demande s'ils n'étaient pas sérieux devant le comité des bills privés.

**M. Thériault (L'Islet):** M. Geoffrion a sommé M. Lafleur et M. Montgomery de prouver que le bill comportait autre chose qu'un changement du tracé du canal. Il a répondu à leurs arguments. Si la compagnie Beauharnois Light, Heat & Power avait voulu agir sans s'adresser à la Législature, elle aurait pu le faire en vertu de ses pouvoirs qui lui furent donnés par sa charte, en 1902, amendée en 1910. La compagnie a déjà les pouvoirs nécessaires pour construire le canal qu'elle projette, mais il lui en aurait coûté plus cher. Elle voudrait pouvoir le faire à meilleur marché.

Cette fois, la compagnie demande à la Législature simplement de lui permettre de changer le site de l'entrée du canal et le site de la sortie de ce canal du lac Saint-Louis. Elle veut éviter de graves inconvénients pour la ville de Beauharnois, dont une partie serait démolie si elle construisait le canal suivant les premiers plans. Le conseil qui est en faveur du bill a répondu aux arguments de celui qui s'y opposait et le comité a donné sa décision. Soit le bill est bon, soit il est mauvais; c'est sur cette base qu'il doit être considéré.

Je ne suis pas intéressé dans l'affaire de la Beauharnois, mais je ne vois aucune raison de m'opposer au bill proposé. Je présente cette motion parce que je crois qu'elle est dans l'intérêt public. Si le chef de l'opposition n'était pas présent à la séance du comité des bills privés, où le vote fut enregistré, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) était présent.

On parle des prétentions des journaux. Le chef de la Beauharnois et l'honorable chef de l'opposition nous disent que la presse est contre. Quelle presse? Les quotidiens montréalais ne s'opposent pas au développement de la Beauharnois. *Le Soleil*, *L'Action catholique*, *La Presse*, le *Star*, et *La Patrie* ne sont pas contre le projet. Il n'y a que *L'Événement* qui combat le projet, opinion que je respecte, mais avec laquelle j'ai l'honneur d'être en désaccord. C'est son affaire, mais *L'Événement* n'est pas toute la presse et sauf lui, je ne sache pas que de grands journaux quotidiens se soient prononcés contre le bill.

Depuis quand *L'Événement* est-il le porte-parole de la presse de toute la province, du pays? L'honorable chef de l'opposition n'a pas l'habitude de donner tant d'importance à *L'Événement*. Ce journal dit que M. Sifton est en arrière du bill. C'est là un mot magique. Mais même si c'était le cas et que le développement était considéré comme une bonne chose en soi, est-ce que ce serait une raison logique pour s'y opposer? Est-ce là une raison pour tuer un bon bill? Qu'est-ce que ça fait?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ils pourraient bien vous emplier.

**M. Thériault (L'Islet):** Il s'agit simplement de savoir si la mesure est bonne ou mauvaise. La compagnie Beauharnois avait le droit de bâtir son canal. Elle nous a demandé d'en changer le tracé. Devons-nous refuser parce que *L'Événement* est contre?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'est-ce que les autres journaux ont dit?

**M. Thériault (L'Islet):** Ils n'ont rien dit. Qui en dit mot consent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai parlé d'une certaine presse. Puisque *L'Événement*, qui est généralement très sympathique au premier ministre, a dénoncé ce projet, je dis que c'est un projet qui est à étudier avec soin.

**M. Thériault (L'Islet):** Je ne comprends pas la logique du discours de l'honorable chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est très possible. Ça ne me surprend pas, mais ça peut ne pas dépendre de moi.

**M. Thériault (L'Islet):** Il aurait dû assister aux séances du comité. Pourquoi restait-il dans le corridor? Tout le discours qu'il vient de faire est à côté de la question. Si l'honorable chef de l'opposition n'était pas demeuré dans le corridor lors de la discussion du bill à la deuxième séance du comité...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je m'étais absenté une fois parce que j'avais été appelé au téléphone par "un longue distance". Je n'étais pas dans le corridor.

**M. Thériault (L'Islet):** Je suis prêt à admettre que l'honorable chef de l'opposition n'était pas dans le corridor et qu'il est allé au téléphone. Il rappelle que 61 députés se sont prononcés sur ce bill lors de son étude au comité des bills privés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Enfin, voilà un mot qu'il comprend.  
(Rires)

**M. Guertin (Hull):** Il a été déclaré au comité que la compagnie voulait élargir son canal de 1,000 à 4,000 pieds. Un canal de 4,000 pieds serait suffisant pour détourner les eaux du Saint-Laurent et il pourrait être à la base du projet de canalisation du Saint-Laurent.

**M. Thériault (L'Islet):** Il n'y a rien de tel dans le bill. L'honorable député de Hull peut-il nous citer un endroit du bill où il est question d'un canal de 4,000 pieds?

**M. Guertin (Hull):** Il en a été question devant le comité. Les avocats de la compagnie nous l'ont dit et personne ne les a démentis. M. Geoffrion a même admis que la compagnie Beauharnois avait flirté avec la Shawinigan<sup>3</sup> pour nous garantir que cela ne se terminera pas par un mariage immédiat. Ce flirt pourrait bien finir par un mariage. La raison principale apportée en faveur du bill est le besoin de concurrence pour faire baisser les taux dans Montréal. Si ces deux compagnies s'allient, les taux resteront donc les mêmes.

J'ai eu, dans mon comté, l'expérience d'un développement hydraulique. On nous a donné une nouvelle compagnie et les taux n'ont pas été affectés. Je crains les monopoles. Je suis comme l'honorable chef de l'opposition, je manque de renseignements sur la question. Je sais que ce pouvoir sera, en partie, exporté dans Ontario. Supposons que nous en ayons

un jour besoin. Pourrions-nous alors le rappeler sans nous exposer à des conflits interprovinciaux? Si nous avions l'assurance du gouvernement qu'il n'y aurait pas de nouvelle exportation d'énergie électrique en Ontario, mon attitude changerait peut-être. L'Ontario a de nombreux pouvoirs et les garde en réserve. En attendant, l'Ontario achète tout ce qu'elle peut.

Un gouvernement qui a mis un embargo sur l'exportation de pouvoir électrique vers les États-Unis manque de cohérence en autorisant un nouveau développement dont au moins la moitié de la production totale sera envoyée en Ontario. Pendant ce temps, l'usine de Cedars exporte vers les États-Unis un pouvoir électrique dont la province de Québec a besoin. Il examine en détail les statistiques des exportations de pouvoir électrique de Québec et d'Ontario vers les États en 1921. Il s'oppose au bill, car il n'y voit aucune perspective de concurrence ou de concurrence réelle des taux d'électricité.

Je ne suis pas contre le développement de nos pouvoirs d'eau, mais nous avons déjà de nombreuses compagnies qui ont du pouvoir électrique à vendre. Avant d'exploiter tous nos pouvoirs électriques, il importe que nous ayons des besoins en conséquence. À l'heure actuelle, y a-t-il un marché pour du nouveau pouvoir? Si nous avions vraiment besoin d'énergie, pourquoi ne rappellerions-nous pas celle que nous exportons et qui fait la prospérité des États-Unis? On dit que le pouvoir, là où il est développé, attire son propre marché en créant un centre industriel. Cela n'est pas prouvé. Le pouvoir développé chez nous, à Hull, ne nous a pas attiré une seule industrie.

On dit: "Pourquoi laisser couler les rivières éternellement et ne pas les exploiter?" Cela me fait penser à un homme qui, ayant une ferme trop vaste pour lui-même, en donnerait une partie à ses voisins. Déjà des compagnies telles que celles des Rapides des Cèdres, de Napierville et de Sherbrooke exportent de l'énergie aux États-Unis. Nous n'avons pas le droit de passer nos richesses naturelles aux pays étrangers ou aux provinces étrangères. Dans 25 ans, nous regretterons peut-être ce que nous faisons aujourd'hui. Nos enfants nous demanderont compte de l'héritage de nos aïeux. (Rires) Le gouvernement est léger. Je défie le gouvernement, dit-il, d'aller discuter cette question avec moi dans mon comté.

J'espère qu'on traitera cette affaire sérieusement. On n'oserait pas rire devant le public. Il appuie le chef de l'opposition qui a déjà été qualifié de ministre de la sécurité publique. J'ai le droit et le devoir, dit-il, de connaître quelles sont les intentions du gouvernement, avant de jouer les

intérêts de la province, surtout lorsqu'il est question de céder à une compagnie un gros morceau de notre domaine national. Si on s'était rendu à la demande de l'honorable chef de l'opposition, nous aurions pu nous renseigner davantage. Nous ne sommes pas préjugés sur la question. Je répète que nous n'avons pas assez de renseignements.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Pourquoi avez-vous voté contre le bill, si vous n'étiez pas suffisamment renseigné pour vous former une opinion juste?

**M. Guertin (Hull):** Parce que sans renseignements suffisants, je ne pouvais l'appuyer. Le gouvernement ne devrait pas agir si promptement sur une question d'une si grande importance. Notre avenir économique est en jeu et nous ne devons pas vendre ce qui est appelé à devenir la plus grande richesse de notre province. Le gouvernement devra prendre les responsabilités et le blâme d'une pareille décision trop précipitée. Nous aurons la consolation de le lui avoir dit. L'opposition n'aura rien à se reprocher parce qu'on ne lui aura pas donné le temps de discuter la question. C'est aujourd'hui qu'il faut être prudent, et non le jour où la Chambre regrettera d'avoir agi dans la précipitation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, je veux d'abord répondre à la dernière question de l'honorable premier ministre. Au comité, les députés votent pour que le bill soit envoyé à la Chambre, afin de l'étudier davantage. Le fait d'avoir voté pour ou contre le bill au comité des bills privés n'engage personne en Chambre. Cela ne veut pas dire qu'ils approuvent la mesure. Il est humain de se tromper et il est diabolique de persévérer, dit le proverbe.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

(Souriant) Vous perséverez en ce moment.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une qualité pour l'opposition de persévérer dans le bien, comme c'est un défaut pour le gouvernement de persévérer dans le mal. Au comité des bills privés, les raisons qui ont été apportées ne m'ont pas convaincu de la nécessité de voter contre le bill. Je m'étais prononcé en faveur du bill. Je persiste dans mon opinion de voter en faveur du bill. Aujourd'hui, je commence à avoir des doutes sérieux de la valeur de ce projet, qui augmentent de plus en plus en voyant que le gouvernement se hâte tant à voir passer le bill en dernière lecture, quand il y a d'autres bills

beaucoup plus importants, tels la loi des accidents du travail que le gouvernement laisse traîner sur l'ordre du jour. Le bill est un des plus importants de la présente session. Ne serait-il pas à propos de proposer des amendements?

Le député de L'Islet (M. Thériault) disait tout à l'heure: "Nous ne demandons rien." Il s'agit là d'une mesure sans importance, de rien du tout, qui ne change rien à la situation actuelle. Si la mesure n'offre aucune importance, pourquoi ne pas en remettre l'étude à la semaine prochaine, comme le désire l'opposition? Je ne m'explique pas qu'un bill qui ne demande rien ait soulevé un pareil intérêt dans le public, un débat aussi considérable au comité des bills privés et ait nécessité une séance du comité exécutif. Au comité, l'honorable premier ministre nous a dit que les intéressés avaient comparu et déposé devant l'exécutif des projets de contrat.

Pourtant, ces projets, nous les ignorons. Ils n'ont jamais été soumis en Chambre et nous ne les connaissons pas. C'est probablement pour cela que le représentant de Lotbinière (M. Francoeur) a demandé si le conseil avait tout décidé d'avance. Ces intéressés ont-ils dit quelque chose ou non? La question est tellement importante que c'est la première fois que nous voyons un si grand nombre de représentants de compagnies venir au Parlement, au Conseil des ministres, pour empêcher une décision qui pourrait avoir des conséquences désastreuses. Il y a pourtant déplacement substantiel de la prise d'eau et de la décharge du canal.

Mais le gouvernement semble tellement pressé dans l'étude de cette question que nous sommes à nous demander s'il n'agit pas ainsi de crainte de changer sa propre idée. Je ne m'explique pas la précipitation du gouvernement. Elle me fait penser que le bill est peut-être dangereux. Il serait nécessaire de connaître les clauses du contrat proposées à l'exécutif par la compagnie Beauharnois. Je crois que le gouvernement devrait nous faire connaître les projets de contrat, documents d'une portée considérable. Il s'agit d'une question importante dont les conséquences sont des plus graves pour l'avenir. Et même si je suis célibataire, ma position matrimoniale ne m'empêche pas de penser à l'effet qu'aura cette loi sur les générations futures, afin de les protéger contre le projet des trusts.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

(Souriant) L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) n'a pas le droit de se faire toute cette publicité et de proclamer ainsi son état de célibataire. (Rires)

**M. Francoeur (Lotbinière):** Je suis également célibataire. Je pense que l'honorable député devrait nous parler de ses intentions matrimoniales. Où en est-il rendu? Que veut-il dire?

(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai voulu dire mon état de célibataire. (Rires)

**M. Francoeur (Lotbinière):** (Souriant) Je me demandais si l'honorable député nous avait lâchés.

(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes rendus bien loin du canal. L'honorable député de L'Islet (M. Thériault), avec l'éloquence qu'on lui connaît, dit qu'il n'y a presque pas de changement dans ce canal de la compagnie Beauharnois, qu'il s'agit de déplacer l'embouchure et la décharge du canal. S'il demande un déplacement, c'est très grave. Certains déplacements peuvent avoir des conséquences plutôt sérieuses. Au comité, j'ai voté en faveur du bill. Mais, comme je l'ai dit, je commence à avoir des doutes. Je ne comprends pas, dit-il, la hâte du gouvernement à vouloir le passer en comité plénier. Pareille tactique m'amène à me demander ce qu'il peut bien y avoir derrière tout cela.

Des journaux nous donnent des rumeurs. Il ne faut pas toujours les croire, mais il y en a qui peuvent nous rendre prudents. On nous dit que des capitalistes américains sont derrière ce projet. Nous ne reprochons pas aux Américains de venir exploiter raisonnablement nos ressources. Du moment que notre droit d'aïnesse sera respecté. C'est une raison de plus de prendre des mesures additionnelles pour la protection de nos intérêts. Le gouvernement a eu des mois pour étudier l'affaire. Les membres de la droite possèdent d'avance des renseignements que ceux de la gauche n'ont pas. Cela est parfaitement correct.

Si le gouvernement prend soin d'étudier plusieurs semaines à l'avance certaines mesures, peut-on reprocher à l'opposition de demander quelques jours de délai pour obtenir les renseignements que les ministres possèdent déjà depuis des mois et pour rendre une décision saine dans les meilleurs intérêts de la province? Voyons ce que dit la charte de cette compagnie.

**M. Francoeur (Lotbinière):** De quelle année est la charte?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** De 1902, l'année que l'honorable député de Lotbinière était candidat contre le candidat du gouvernement.

**M. Francoeur (Lotbinière):** Mon honorable ami ne se trompe que de deux ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** lit, dans le Statut de 1902, les articles de la charte de la compagnie Beauharnois Light, Heat & Power. Il explique ce que veulent dire les mots "Light", "Heat" et "Power". Les promoteurs de la compagnie Beauharnois étaient, d'après ce que dit la charte, des MM. Robert. On nous a dit, au comité, que quelques-uns des promoteurs étaient morts. Il serait important de connaître quels sont les promoteurs du bill de 1902 qui sont morts aujourd'hui et quels sont ceux qui les ont remplacés. Les morts peuvent être utiles en temps d'élection. On ne nous a pas dit quels étaient les promoteurs du bill qui est devant nous.

La charte dit que le siège social de la compagnie sera dans la ville de Beauharnois. Chose extraordinaire, car le canal au début devait inonder la ville de Beauharnois. Je ne comprends pas que les premiers directeurs de la compagnie aient voulu commencer par inonder la ville où était situé leur bureau-chef. C'est assez étrange. La charte dit que tout changement dans l'organisation de la compagnie ne devra pas être décidé que par la majorité des actionnaires. Voilà un avertissement au gouvernement. Comment pouvons-nous changer cette charte quand la majorité des députés ne sont pas présents?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Êtes-vous en faveur du projet de loi ou est-ce que le plaidoyer actuel de l'honorable député de Trois-Rivières est de nature à faire oublier le vote qu'il a donné au comité, l'autre jour?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Trois-Rivières sera toujours heureux de pouvoir demander à ceux qui s'occupent d'instruction. Je ne suis pas un membre du cabinet et je n'ai pas les renseignements voulus pour juger ici de l'affaire...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Est-ce que l'honorable député n'a pas voté pour le bill, au comité?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'ai dit au commencement de mes remarques. Si l'honorable secrétaire provincial (M. David) veut que je lui dise ce qu'on nous a appris au comité.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Lisez tout le volume que vous avez en main et je saurai quelque chose après.



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a la coutume de passer des projets de loi sans intérêt.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ce n'est pas un reproche que vous vous faites là? Il demande de nouveau s'il est en faveur ou non du projet de loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** ne répond pas et recommence la lecture du statut. Une autre interruption et je devrai recommencer tout depuis le début. Je continue... pour que le secrétaire provincial puisse bien suivre le fil de mon argumentation.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'honorable député veut-il nous annoncer qu'il a changé d'idée?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit au commencement de mes remarques que nous devions étudier un projet à toutes les phases de son adoption. Il lit et relit un même article de la charte de la compagnie. Je ne suis pas convaincu que le projet de loi soit mauvais, mais... À chaque phase, il peut survenir des renseignements, des événements qui peuvent faire changer d'opinion même au gouvernement.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Est-ce que l'honorable député prétend qu'il a donné un mauvais vote?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit qu'au comité le premier ministre et le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) nous avaient dit qu'il existait des projets de contrat dans lesquels les droits de la province étaient très bien protégés.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Nous n'avons jamais dit cela. L'honorable député peut parler contre le temps de la Chambre, mais il ne doit pas nous prêter des paroles que nous n'avons pas prononcées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On nous a parlé de projets de contrat. On nous a parlé de dépôt de \$500,000 en garantie. On nous a dit tout cela au comité. Nous voudrions connaître ces projets de contrat. Ayant fait cette digression à la demande des honorables ministres, je continue. Je suis au paragraphe 9, qui a son importance, car si nous avions un gouvernement neuf, la province gagnerait. Je demande qu'on m'écoute comme j'ai écouté

l'honorable ministre des Terres (M. Mercier fils) nous parler des poissons du lac Saint-Louis et du lac de Deux Montagnes.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le Saint-Maurice a ses petits poissons.  
(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans le paragraphe 9, il est question du canal, qui devait avoir 1,000 pieds de largeur et en aura 4,000 maintenant.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Est-ce que l'honorable député de Trois-Rivières va nous dire d'ici à 6 heures s'il est pour ou contre le bill?  
(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'espère qu'on ne demandera pas au député de Trois-Rivières de recommencer sa courte allocution.  
(Rires)

Jusqu'ici, je crois n'avoir rien dit qui puisse laisser croire que je sois pour ou contre. Le canal, à son origine, passait par Sainte-Cécile. Voilà qui est important, car sainte Cécile est la patronne de la musique.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** On s'en aperçoit depuis une heure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le canal doit donc passer par Sainte-Cécile.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Continuez, continuez, mais, je vous avertis, lisez pas tout, gardez-en pour demain.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (Souriant) Nous comprenons l'insinuation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au cas où l'honorable premier ministre n'aurait pas compris, je recommencerai bien.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ne gêtez donc pas la jolie réputation de parlementaire que vous vous êtes faite. Je vous le dis sincèrement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remercie l'honorable premier ministre du compliment, mais j'ai toujours pensé que les roses sans épines n'étaient pas naturelles. Sainte Cécile, je le disais, était la

patronne de la musique. Elle nous conseille donc l'harmonie... Il relit le statut.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est 6 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends qu'il est 6 heures.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Comme le temps a passé vite!

**L'honorable M. David (Terrebonne):**  
L'honorable député a tort d'arrêter son argumentation. Il ne pourra peut-être pas en reprendre le fil.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 30<sup>4</sup>**

##### **Beauharnois Light, Heat & Power Company**

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 141 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat & Power Company.

Adopté.

#### **En comité<sup>5</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reprend la lecture de la charte de la Beauharnois Light, Heat & Power Company pour l'instruction des ministres. Il conclut en rendant hommage à la science légale et l'expérience parlementaire du premier ministre, mais en demandant à ce dernier de soumettre à la Chambre les documents qu'il possède. Il rappelle qu'il est dans l'intérêt des promoteurs du bill et dans celui du gouvernement de donner les renseignements nécessaires qui expliquent les raisons de passer ce bill immédiatement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Quand l'honorable député fera une discussion sérieuse, je la considérerai.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre appartient à une famille de magistrats distingués et j'ai entendu dire qu'il montera sur le banc prochainement. Si ses jugements sont comme ceux qu'il vient de rendre...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Je n'irai pas sur le banc. Je vais rester ici.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis heureux d'apprendre cela.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Tant que vous resterez dans l'opposition, nous resterons ici encore 30 ans.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est l'esprit du gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
J'en connais qui vont partir avant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas retenir davantage le temps de cette Chambre, étant donné que le premier ministre a hâte d'entendre les autres et qu'il est impatient que je termine.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Vous pouvez continuer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, je vais continuer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Mais je ne vous prierais plus ardemment d'arrêter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève un point d'ordre pour faire voir jusqu'à quel point le gouvernement est injustifiable de ne pas nous donner de renseignements.

Un député a droit de demander l'ajournement du débat, lorsque la Chambre a discuté sans résultat un bill privé pendant une heure. Me basant sur l'article 490 du Règlement de la Chambre, je crois que le préambule du bill de la Beauharnois n'est pas suffisamment explicite.

Le préambule du bill doit contenir les motifs allégués par les proposeurs pour obtenir les pouvoirs demandés qui justifient l'adoption du bill. Il n'y a rien de tel dans le préambule du bill de la Beauharnois. Je demande donc de retarder l'adoption du préambule, afin d'avoir plus d'explications dans le préambule.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La Chambre a voté la deuxième lecture du bill. Ce dernier est allé devant le comité. Je ne vois pas en quoi le point d'ordre de l'honorable chef de l'opposition pourrait être maintenu.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** appuie les prétentions de son chef et cite de nombreuses opinions d'auteurs de droit parlementaire à l'appui du point d'ordre.

**M. Francoeur (Lotbinière):** S'il y a illégalité, vous l'avez ratifiée en votant le bill au comité des bills privés.

**M. le président:** Je suis obligé de rejeter le point d'ordre en me basant sur l'article 514 du Règlement. Le comité des règlements de la Chambre s'est prononcé depuis longtemps déjà sur la légalité du bill qu'il a approuvé et la Chambre a adopté ce rapport du comité des règlements. Le bill est légal, puisque le comité a fait rapport dans ce sens, ce qui est conforme aux règles de la Chambre.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je ne devais pas parler ce soir, mais, vu l'importance de la question qui est en jeu, je considère qu'il est de mon devoir de prendre part à la discussion. J'ai voté pour le bill, au comité des bills privés, parce que je désire la concurrence, parce que je fus assuré qu'il n'y aurait pas d'exportation d'électricité aux États-Unis, et parce qu'on a dit que l'exécution du projet aurait pour effet de réduire les taux de l'éclairage et que l'énergie exportée en Ontario ne dépasserait pas 250,000 chevaux-vapeur. Le doute s'est emparé de moi aussi.

**M. Francoeur (Lotbinière):** L'honorable député est-il pour ou contre le bill?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député de Lotbinière n'a pas le droit d'agir ainsi. Que l'honorable député de Lotbinière attende.

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai posé une question au député de Dorion, avec sa permission. Il a le droit et peut refuser de me répondre. Je ne m'adresse pas au chef de l'opposition et ce n'est pas à lui de me répondre. En le faisant, il viole les règlements et manque d'égards à son collègue.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Tout le monde désire la concurrence dans les services d'éclairage à Montréal. Nous n'avons que des promesses à ce sujet, car dans le bill il n'en est pas question.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ferai remarquer à l'honorable premier ministre que ça fait une heure que nous considérons un bill privé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, mais nous n'avons pas d'autre chose à faire ce soir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En vertu de l'article 106 du Règlement, la Chambre doit consacrer seulement une heure à délibérer sur les bills privés. Après une heure de discussion sur un bill privé, en comité plénier, tous les jours de la semaine, le lundi excepté, à la séance du soir, un député peut se lever et attirer l'attention de la Chambre sur ce fait, faire ajourner la discussion, et, alors, ce bill est renvoyé à une séance suivante. Bourinot devrait être encore notre guide. Je soulève donc un point d'ordre. Nous devons cesser de discuter ce projet de loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous n'avons pas autre chose sur l'ordre du jour.

**M. le président:** L'article 110 dit que, s'il n'y a rien autre chose à faire, on peut revenir à l'étude du même projet. Comme il n'y a rien autre chose sur l'ordre du jour, je suis obligé de rejeter le point d'ordre. Le débat devrait être poursuivi, étant donné que l'ordre du jour est épuisé.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je vais donc continuer. Des journaux prétendent que le projet est le commencement de la canalisation du Saint-Laurent. On a dit, de plus, que le canal allait être tellement élargi, par le projet de loi qui est devant nous, que le niveau du Saint-Laurent en serait affecté.

On a dit encore que le projet allait nuire à la navigation des navires de la Canada Steamship Lines. Est-il bien vrai que c'est le commencement du canal? Dans *L'Événement* du 28 février, on dit: M. Taschereau a laissé ses collègues libres sur cette mesure et il ne veut rien brusquer<sup>6</sup>.

Il (M. Blain) lit l'article du 28 février. C'est une opinion que *L'Événement* exprime. Je suis comme l'honorable chef de l'opposition, je ne suis pas suffisamment renseigné. Nous devons y aller avec prudence à chaque étape de l'étude de ce projet. Nous pouvons même changer d'opinion. La Chambre a déjà adopté des lois que le gouvernement n'a pas voulu mettre en vigueur. Dans ce cas-ci, peut-être approuverons-nous le projet, mais nous voulons savoir tout ce qu'il veut dire.

Un autre renseignement de journal que je connais: la Commission Hydro Électric d'Ontario a passé un contrat avec la Buffalo Electric Corporation pour exporter 100,000 chevaux-vapeur aux États-Unis. L'honorable premier ministre a dit au comité que 250,000 chevaux-vapeur du pouvoir de Beauharnois seront vendus à l'Hydro Électric d'Ontario. Indirectement, la politique du premier ministre ne serait donc pas mise à exécution et notre pouvoir irait aux États-Unis.

Voilà des renseignements que je ne connais pas. Dans ces conditions, il me semble que l'honorable premier ministre aurait dû accorder les quatre jours de délai que le chef de l'opposition lui a demandés. Il étudie la charte de la compagnie Beauharnois, celle amendée par la loi 1 George V, 1910.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose que le débat soit ajourné.

La motion est rejetée.

**M. le président (M. Fortier, Beauce)**<sup>7</sup>: La clause sera-t-elle adoptée?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Adopté.

**M. Fortier (Beauce)**: Adopté.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que le bill 141 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat & Power Company soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots: "mardi prochain le 6 mars".

**M. l'Orateur**: La question est sur l'amendement.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour**: MM. Blain, Duplessis, Guertin, Sauvé, Tremblay, 5.

**Contre**: MM. Authier, Bédard, Bergeron, Bernard, Bouchard, Cantin, Côté, David, Dillon, Dufour, Dugas, Fortier, Francoeur, Gagnon (Kamouraska), Galipeault, Gauthier, Grant, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Mercier fils, Nicol, Ouellet, Roy, Smart, Taschereau, Thériault, 26.

L'amendement est ainsi rejeté<sup>8</sup>.

**M. l'Orateur**: Est-ce le désir de la Chambre de voter la troisième lecture?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Même division.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Vote.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour**: MM. Authier, Bédard, Bergeron, Bernard, Cantin, Côté, David, Dillon, Dufour, Dugas, Fortier, Gagnon (Kamouraska), Galipeault, Gauthier, Grant, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Mercier fils, Nicol, Ouellet, Roy, Samson, Taschereau, Thériault, 24.

**Contre**: MM. Blain, Bouchard, Duplessis, Francoeur, Guertin, Sauvé, 6.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut intervenir.

**Des voix de la droite** insistent pour qu'il respecte la coutume qui interdit de parler pendant un vote, à moins de porter un chapeau.

**M. l'Orateur** demande au député de Maisonneuve de donner son vote en faveur ou contre le projet.

**M. Tremblay (Maisonneuve)**: J'ai déclaré au début que je n'étais pas ici pour jouer.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** se lève pour répondre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: M. l'Orateur, j'attire votre attention sur le fait que l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) est à son siège et n'a pas voté.

**M. Tremblay (Maisonneuve)**: Je désire m'expliquer.

**Des voix à droite:** À l'ordre, chapeau<sup>9</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** intervient.

**Des voix à droite** réclament à haute voix.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Je n'ai pas changé d'opinion. J'admets que j'ai voté dans l'affirmative au comité des bills privés, mais je trouve que nous n'avons pas eu justice dans cette Chambre, et c'est pour cette raison que je me révolte. Il fait allusion à son inexpérience parlementaire. Je maintiens l'attitude que j'ai prise au comité, mais...

**Des voix:** Oui ou non?

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Ayant voté dans l'affirmative au comité des bills privés, je me crois engagé, dans les circonstances, à conserver la même attitude.

**Des voix à droite:** À l'ordre, chapeau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur<sup>10</sup>...

**Des voix:** À l'ordre, chapeau<sup>11</sup>.  
(Rires)<sup>12</sup>

**M. l'Orateur:** En vertu du Règlement de cette Chambre, les députés présents sont obligés de voter. Dois-je comprendre que l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) a voté? Il lui demande s'il veut voter ou quitter la Chambre.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Oui.

**M. l'Orateur:** Je comprends que l'honorable député a voté...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande de quel côté il inscrit le député de Maisonneuve. Comment a-t-il voté?

**M. le greffier (M. Geoffrion):** Le député de Maisonneuve a dit oui et, par conséquent, je l'inscris avec les protagonistes du bill. Il a voté pour.  
(Applaudissements)

Ainsi la motion est adoptée par 25 voix contre 6<sup>13</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Soixante-trois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais, M. l'Orateur, il n'y a rien d'autre sur l'ordre du jour.  
(Rires)

### **Charte de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 modifiant la charte de la cité de Lévis soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code de procédure civile, article 72a**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 65 modifiant l'article 72a du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Pouvoirs spéciaux de certaines corporations**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

### Dettes et emprunts des municipalités

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 15.

### NOTES

1. *L'Événement* du 3 mars 1928, à la page 1, rapporte qu'il a voté pour au comité.
2. *L'Action catholique* du 3 mars 1928, à la page 3, indique que M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) est au fauteuil.
3. *The Montreal Daily Star* du 3 mars 1928, à la page 4, nomme plutôt Montreal Light, Heat & Power Company.
4. *La Presse* du 3 mars 1928, à la page 85, indique 9 heures.
5. C'est M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) qui assume la présidence du comité.
6. Il semblerait que M. Sauvé lit cet article de *L'Événement* du 28 février qui se lit comme suit: C'est aujourd'hui que s'ouvre au comité des bills privés l'étude des problèmes graves et multiples soulevés par la demande de la Beauharnois Heat, Light & Power Company. Il est possible de savoir si

le gouvernement usera de son influence pour imposer cette mesure à la Législature, ou si on laissera nos législateurs libres de voter comme bon leur semblera. Que la partie qui se joue soit importante, on en jugera par le fait que le privilège réclamé par cette compagnie représente l'exploitation d'un pouvoir d'eau d'un potentiel de deux millions de forces. C'est plus que le Niagara et le Lac-Saint-Jean ne produiront jamais d'électricité. Melocheville est ultimement destinée à voir se réaliser cette gloire d'être le centre du plus vaste développement hydraulique du continent nord-américain. Mais il s'agit de savoir si le temps est venu d'affermir cette mine inépuisable ou si son avenir économique réclame qu'on remette cette entreprise à plus tard. Les intérêts de Sifton & Company sont en conflit avec ceux de la population de cette province, prétendons-nous. Ces messieurs deviendront multimillionnaires du jour au lendemain, si cette concession leur est consentie. D'autre part, si le marché industriel de la province de Québec n'est pas en état d'absorber bientôt cette énorme production d'électricité, elle sera vendue à nos concurrents ontariens, et sans espoir de retour. C'est un axiome économique admis: on ne détourne plus un courant électrique, lorsqu'il anime toute une ville ou toute une région. Nous avons essayé, avec nos faibles moyens, de mettre l'opinion publique et le gouvernement en garde contre les risques à assumer dans une aventure comme celle que nous proposent les promoteurs du bill de la Beauharnois Heat, Light & Power Company. Le gouvernement pourra retirer de cette concession un revenu annuel d'au moins \$500,000, revenu pouvant augmenter jusqu'à un million ou deux millions de dollars. Mais, si cette entreprise doit favoriser le progrès industriel de l'Ontario, au détriment de l'influence de la population québécoise dans la Confédération, n'avons-nous pas raison de dire qu'il convient de repousser ce plat de lentilles? En 1867, la représentation de Québec était égale à 36 % de la députation fédérale; elle n'est actuellement que de 25 %. Chaque force électrique que nous cédon à nos voisins vaut le rendement industriel et l'influence politique de 35 travailleurs. Multiplions ce quotient par des centaines de mille forces, et nous saurons quel avantage nous pouvons consentir aveuglément à nos rivaux, c'est-à-dire quelle régression nationale nous en pourrions souffrir. Si le projet de Sifton & Company se réalise, nous aurons bientôt contribué à grossir de 82 à 100 la représentation ontarienne à la Chambre des communes. Nous ne croyons pas que M. Taschereau favorise jamais une telle défaite. Ce serait la contradiction de toute son œuvre économique et politique.

7. Selon *L'Événement* du 3 mars 1928, à la page 23, il semblerait que ce soit maintenant M. Fortier (Beauce) qui est le président du comité.

8. *Le Devoir* du 3 mars 1928, à la page 3, rapporte que c'est la première fois, au dire des plus vieux parlementaires, qu'un vote est ainsi pris, pour savoir si un projet de loi sera étudié, malgré l'opposition de la gauche.

9. D'après *L'Événement* du 3 mars 1928, à la page 23, "chapeau" est une allusion à une vieille coutume qui veut que lorsqu'un député veut prendre la parole avant la fin d'un vote, il doit parler, assis mais son chapeau sur la tête.

10. Selon *The Chronicle Telegraph* du 3 mars 1928, à la page 1, on dit que le premier ministre utilise une feuille de papier en guise de chapeau et qu'il en donne une au député de Maisonneuve.

11. *L'Événement* du 3 mars 1928, à la page 23, rapporte que l'on voit M. Léon Gauthier, secrétaire du chef de l'opposition, qui s'est glissé derrière le fauteuil du président et veut faire passer un chapeau à M. Sauvé. Un petit page court en chercher un pour le premier ministre, mais les huissiers ne laissent pas passer les chapeaux.

12. *Le Devoir* du 3 mars 1928, à la page 3, journal plutôt d'opposition, écrit qu'un député, pour se donner un semblant de permission de crier plus fort, s'est mis un crachoir sur la tête.

13. Dans *Le Devoir* du 3 mars 1928, à la page 3, on rapporte que M. Francoeur et M. Bouchard ont maintenu l'attitude qu'ils avaient prise au comité des bills privés, tandis que M. Duplessis et M. Blain l'ont changée, après en avoir donné les raisons dans leurs discours.





Séance du mardi 6 mars 1928

**Présidence de l'honorable H. Laferté**

La séance est ouverte à 3 h 20<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 48 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 181 modifiant la loi des colporteurs.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 150 ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et Log Supply Company Limited et World Match Corporation Limited.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec.

#### **Abolition des ponts et chemins de péage**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 161 modifiant la loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des ingénieurs forestiers**

**M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 179 modifiant la loi des ingénieurs forestiers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Curateurs pour les incapables**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 199 modifiant le Code civil relativement aux incapables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Code civil, article 953a**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 165 modifiant l'article 953a du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

#### **Fermes de démonstration**

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour les fermes de démonstration pendant les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. Combien pour champs de démonstration de toutes sortes?

3. Combien pour vergers de démonstration?

4. Combien pour l'industrie des conserves alimentaires?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**  
1. \$27,699.26.

2. \$9,292.13.

3. \$461.34.

4. \$5,872.21.

#### **Dépenses agricoles, 1928**

**M. Renaud (Laval):** Quelle somme a été dépensée pour fins agricoles dans la province de Québec, dans les six premiers mois de l'exercice en cours?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**  
\$1,275,903.66.

### **Division d'enregistrement de Laval**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 50 concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Travaux municipaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 61 modifiant la loi concernant certains travaux municipaux.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Avant de vous expliquer le projet de loi qui est devant nous, M. le président, la Chambre me permettra de la remercier pour les belles fleurs qui m'ont été offertes. Chaque année, une rose s'ajoute et je suis obligé de m'en apercevoir. Je remercie de nouveau la députation.

Il explique brièvement son projet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, je me joins aux amis de l'honorable premier ministre pour lui offrir mes plus sincères félicitations. Je représente la cité de Laviolette et, si l'honorable premier ministre craint de voir trop de roses devant lui, on pourrait peut-être les remplacer par des violettes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous vous offrirons des roses quand vous nous offrirez des violettes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un journal a dit que l'honorable premier ministre était un modèle de travail. C'est juste et je lui souhaite que le peuple

l'envoie un jour se reposer dans l'opposition. Encore une fois, je prie l'honorable leader de cette Chambre d'accepter mes meilleurs vœux.

(Applaudissements)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Accidents du travail**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 1<sup>er</sup> mars, sur la motion du représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) dont elle a été saisie le mardi 28 février dernier: Que le bill 38 relatif aux accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** (Applaudissements de la droite) M. l'Orateur, je dois d'abord offrir mes félicitations à l'honorable premier ministre à l'occasion du 61<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance. C'est le vœu sincère des membres de la droite qu'il demeure encore longtemps à la tête du Parti libéral et de notre province, dont il dirige les destinées de façon si brillante. (Applaudissements)

Il félicite le député de Dorion (M. Blain) pour la modération avec laquelle il a discuté la nouvelle loi ouvrière présentée par l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault). Je représente une des plus importantes populations ouvrières de Montréal.

L'honorable ministre de la Colonisation (M. Perrault) nous a dit que les primes d'assurance, en vertu de la nouvelle loi, ne seront élevées que de 2 %. L'honorable député de Dorion en a conclu que les ouvriers ne recevraient pas beaucoup plus que sous la loi de 1909. C'est une prétention erronée. Je ne suis pas de cette opinion, car ces avantages sont nombreux. Tout d'abord, les ouvriers n'auront plus de frais à payer. Tous les frais de maladies et d'hôpitaux seront à la charge du patron. En outre, il n'y aura plus de délais coûteux, ni de frais judiciaires, ni d'appels judiciaires. Les indemnités seront payées rapidement.

J'en ai quelque expérience, dans ma profession, et je sais combien de temps il a fallu attendre pour que les accidentés fussent payés. Un ouvrier qui perd un bras recevra \$20 par semaine pendant 162 semaines, et cela, tout de suite après l'accident. Il cite une décision rendue à Montréal après un délai de 18 mois, pour démontrer que quand l'ouvrier blessé a reçu son indemnité, payé son avocat, les frais légaux et le médecin, il ne lui reste pas grand-chose, tandis qu'en vertu de la nouvelle loi, il recevra le double de ce qu'il obtenait et n'aura pas à payer l'avocat ou le médecin.

Les députés de Dorion (M. Blain) et de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) nous ont dit que sous la nouvelle loi, les célibataires seraient plus favorisés que les hommes mariés. Les statistiques nous font voir qu'en Ontario, 66 % des célibataires ont bénéficié de la loi. La moyenne sera beaucoup moins élevée dans Québec. J'ai été maintes fois en contact avec les ouvriers de ma ville et j'ai pu constater que dans la loi de 1909, ce qui était le plus préjudiciable à leurs intérêts, c'étaient les délais inévitables. Ils étaient souvent obligés d'attendre jusqu'à un an ou deux ans avant d'être payés. Il en donne un exemple en expliquant qu'en vertu de la présente loi une victime d'accident a demandé une indemnité et que les procédures judiciaires ont duré un an et demi.

Aujourd'hui, l'honorable ministre du Travail (M. Galipeault) nous présente une loi qui fait disparaître tous ces inconvénients. Qui plus est, il n'y aura plus de retards judiciaires. L'ouvrier ne sera plus obligé d'attendre pour que sa cause soit réglée, le paiement de ses indemnités aura débuté immédiatement et, avant que la période d'un an et demi soit terminée, il aura reçu plus que ce qu'il aurait reçu comme montant forfaitaire en vertu de l'ancienne loi. Il ne sera plus exposé à se faire exploiter.

Une importante délégation d'ouvriers syndiqués s'est présentée ces jours derniers devant les ministres. On y remarquait M. J. T. Foster, M. Pierre Beaulé<sup>2</sup>, M. l'abbé Fortin, etc. Cette délégation a soumis un mémoire au gouvernement. Dans le préambule, on remarque que les ouvriers reconnaissent que la nouvelle loi leur offre beaucoup plus d'avantages. MM. Foster, Beaulé et M. l'abbé Fortin ont eux-mêmes déclaré que le projet de loi du gouvernement améliore considérablement la loi de 1909 en vigueur actuellement. Cette grande délégation de 70,000 ouvriers syndiqués ne demandait que des changements de détails dans les clauses moins importantes. Dans l'ensemble, ils ont été satisfaits. Il n'a pas été question du système en vigueur en Ohio. Les ouvriers ont été satisfaits des tentatives du gouvernement, afin d'améliorer leurs conditions de travail.

Il compare la loi Galipeault (ou des accidents de travail) aux lois d'Ohio et d'Ontario. La législation présentée à la Chambre est beaucoup plus avantageuse pour la classe ouvrière. La loi des accidents du travail, telle que suggérée pour cette province, est de loin supérieure à celle qui est présentement en vigueur en Ontario. Dans un certain cas d'accident, par exemple, un homme, en Ontario, aura droit à une rente viagère de \$1.10<sup>3</sup> par semaine. Dans Québec, ce même homme retirerait un capital de \$640 réparti en 40 semaines, soit \$16 par semaine durant plus de trois ans. Ce cas n'est-il pas préférable? Ce capital lui permettra de se réhabiliter, alors que la petite rente viagère payée en Ontario ne peut aider d'une façon efficace l'accidenté.

La nouvelle loi des accidents du travail offre aux ouvriers de précieux avantages qui leur donnent l'assurance que, s'ils sont victimes du travail, ils ne laisseront pas leur famille sans secours. Faisant une comparaison avec la loi en vigueur dans l'État de l'Ohio, il affirme qu'en cas de mort la veuve de la victime reçoit \$18 par semaine jusqu'à une limite de \$6,000; dans Québec, la loi accordera \$20 jusqu'à une limite de \$6,000. En cas d'incapacité permanente partielle, on accorde en Ohio un capital de \$3,000; dans Québec, on donnera un capital de \$6,900. La nouvelle loi des accidents du travail paie à l'ouvrier 66 %, soit les deux tiers du salaire, à l'accidenté qui souffre d'une incapacité permanente totale, et le capital va jusqu'à \$10,000.

Pour ce qui est du montant maximum de \$10,000 payé pour les cas d'incapacité permanente, il suggère qu'en faisant des comparaisons à cet égard avec l'Ontario, on devrait d'abord constater comment le système de l'Ontario a réussi en pratique. Certains ouvriers louent en même temps la loi d'Ontario et de l'Ohio. Or, la Commission des accidents du travail en Ontario, dans une circulaire, critique justement la loi d'Ontario. La loi de l'Ohio fut aussi trouvée défectueuse par la Commission d'Ontario.

D'après les statistiques de la province voisine, en 1924, 49,000 personnes ont subi des accidents en un an. Sur ce nombre, 1,000 ouvriers n'ont pas reçu d'indemnités, 20,000 accidentés<sup>4</sup> n'ont pas eu d'indemnités, seuls les soins médicaux ont été payés. 27,000 autres ont été payés seulement pour quelques semaines et 2,000 ont reçu de vraies indemnités à cause d'incapacités temporaires, permanentes, partielles ou totales; 2,191 ont été victimes d'accidents les rendant partiellement incapables, ont reçu des indemnités, et, sur ce nombre, une simple poignée, 20 seulement, ont été victimes d'accidents les rendant totalement

incapables, de sorte que même si la loi de la province voisine touchant les incapacités totales était meilleure que la nôtre, peu de nos ouvriers auront à se plaindre.

Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) recommande fortement que le système de l'Ontario soit utilisé ici. Il est vrai que, dans la province de l'Ontario, le système d'assurance collective est adopté, mais, dans notre pays, les distances ne comptent pas, et chaque province fait la législation qui lui convient. La province d'Ontario est plus industrielle que la nôtre et les employeurs peuvent avoir, de ce fait, de meilleurs taux d'assurance que la nôtre. Système pour système, les taux des compagnies d'assurances devraient être plus élevés dans Québec que dans Ontario, qui possède 52 % de l'industrie manufacturière du Canada, alors que Québec n'en possède que 28 %. C'est dire qu'il y a deux fois plus d'ouvriers dans la province voisine, avec le double des salaires et le double de la production.

Le chiffre de la production en Ontario pour les produits manufacturés est de \$1,527,000,000 contre \$820,000,000 dans Québec. Il est injuste de faire une comparaison entre l'Ontario et le Québec, parce que le volume de l'industrie est considérable dans l'Ontario et que les taux de l'assurance augmentent en autant que le volume diminue. Les taux sont basés sur le volume que représentent le capital et la valeur de l'industrie. Or, en Ontario, les industries, les salaires qui y sont payés sont beaucoup plus élevés que dans le Québec. Si l'Ontario avait le système que nous allons mettre sur pied au Québec, il s'ensuivrait que les taux d'assurance de cette province seraient plus élevés que ceux du Québec.

Il (M. Vautrin) ne pense pas grand-chose de la comparaison avec l'Ohio. L'Ohio, de son côté, paie \$940,000,000 en salaires par année et couvre un petit territoire à côté de Québec et d'Ontario. Dans le même ordre d'idées et suivant le même principe reconnu, nous serons appelés à payer de plus hauts taux ici que dans l'Ontario, les taux dans Ontario seront plus élevés que dans Ohio et les taux d'assurance dans cet État seront plus élevés dans New York.

J'ai l'intention de relever une partie du discours de l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), qui nous a dit que les membres du Builders' Exchange de Montréal étaient favorables à l'assurance d'État. J'ai pris des informations au sujet du Builders' Exchange. J'ai rencontré le président, dit-il, qui m'a déclaré que la réunion au cours de

laquelle la résolution a été adoptée, en faveur de l'assurance d'État, avait été convoquée de toute urgence et que seulement 40 à 50 membres sur plusieurs centaines étaient présents. La résolution avait été rédigée d'avance.

Bien que l'Exchange ait approuvé l'assurance d'État l'automne dernier, les directeurs se sont réunis d'urgence lundi dernier. Le Builders' Exchange a adopté une résolution qui débute par ces mots: "Attendu que la loi accorde des compensations plus élevées aux ouvriers". Par conséquent, les constructeurs reconnaissent que les compensations sont plus élevées et que la nouvelle loi accorde de nouveaux avantages aux ouvriers. Voilà une clause que le député de Saint-Hyacinthe n'a pas lue.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est une déclaration que je rejette. Je vous demande pardon. Je l'ai lue au complet et en anglais. Ce n'est pas ma faute si l'honorable député de Saint-Jacques ne comprend pas l'anglais.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** La résolution adoptée par le Builders' Exchange était basée, dans ses autres parties, sur une déclaration d'un contracteur général, qui ne donnait pas une idée exacte de la situation. À cette réunion, il a été déclaré que l'entrepreneur informé a dit à ses confrères que, dans l'avenir, il allait payer 6 % de taux d'assurance au lieu de 4 % dans le passé. J'ai assez d'expérience dans la construction, étant architecte, pour savoir qu'un entrepreneur de grandes constructions, qui fait 20 % à 25 % de profit, peut payer 6 % pour assurer la vie de ses ouvriers. Cet entrepreneur a ajouté qu'il payait 4 % aux assurances dans Québec, tandis que, dans Ontario, le taux est de 1.60 %. Cet entrepreneur a déformé la vérité. C'est là une fausseté, car les statistiques officielles nous révèlent que les taux de l'Ontario sont de 3.60 % pour les constructions élevées<sup>5</sup> et de 1.60 % pour les constructions ordinaires et pour les petits édifices.

Il y a effectivement un taux de \$1.60 en Ontario, mais c'est pour une des neuf sortes de constructions. Ce taux s'applique aux petits édifices, les maisons d'habitations à un ou deux étages qu'on construit beaucoup en Ontario. Mais ce taux de \$1.60 ne s'applique pas aux édifices de 10 étages en Ontario, où le taux grimpe à \$4 par \$100 de salaires payés. L'Exchange a été trompé. Il se réfère au tableau de taux de l'Ontario qui montre un taux de \$1.60 ainsi qu'un taux de \$3.60 en 1926, pour les édifices élevés, et la même chose en 1927. Il dit qu'il a récemment démoli une église, ce qui est une

procédure risquée, et le taux d'assurance qui s'y appliquait était de \$3.75. Il est donc inutile de dire que le taux est supposé être de \$6 pour les petits édifices au Québec. En Ontario, le taux pour un peintre est de \$1.25 dans quelques cas, mais, quand ce dernier travaille sur un édifice élevé, un taux de \$5 est exigé dans cette province.

De plus, on voit dans le rapport de la commission de l'Ontario qu'il y a eu des dépenses dans les métiers de la construction pour un total de \$460,000 couvrant l'administration, les frais médicaux et les indemnités, et la commission a perçu seulement la moitié de ce montant de l'industrie de la construction. Il est vrai que la commission de l'Ontario peut augmenter les taux l'année prochaine, mais avec des taux de \$1.60 et de \$3.60, elle n'a obtenu en un an que la moitié de ce qu'elle avait dépensé dans ce but. Il n'y a donc pas tant de différence avec Québec où l'on paie 4 % sur la même construction.

L'opposition est pour l'assurance d'État. On a dit que le système d'assurance d'État devait être adopté parce qu'il avait originé en Allemagne. C'est vrai que l'Allemagne a l'assurance d'État pour les accidents, la maladie, la vieillesse, ce qui permet au grand chancelier d'exercer un contrôle plus efficace sur son pays. Mais, en France, on n'a jamais voulu suivre l'Allemagne dans ces mesures. L'Angleterre et l'Italie ont l'assurance particulière.

Les États-Unis ont aussi refusé, au cours des quelque douze dernières années, d'adopter le principe de l'assurance d'État, qui existe là-bas seulement dans quelques États, les compagnies d'assurances s'occupant des risques dans la plupart des États. Dans ce cas, il est aisé de comprendre que le gouvernement de Québec hésite à se servir d'un système qui n'a comme garantie que la façon dont il a réussi en Ontario.

Il (M. Vautrin) est en faveur de la loi parce que les avantages qu'elle offre sont de beaucoup plus nombreux que ceux de la loi de 1909. Les accidentés sont les créanciers de la société et celle-ci leur doit protection. Dans le Québec, par cette nouvelle loi, les accidentés sont protégés avec justice, avec largesse. En terminant, je dois dire que c'est sans hésitation que je voterai pour la deuxième lecture du bill, parce que je crois qu'il est dans l'intérêt des citoyens les plus intéressés, les travailleurs blessés. Je suis convaincu que lorsque je retournerai devant une assemblée d'ouvriers, que je leur dirai les avantages que la nouvelle loi leur offre, ils seront satisfaits. La Législature de Québec a été bien inspirée en aidant ceux qui méritent notre première attention, puisqu'ils

n'ont que la puissance de leur travail et la force de leurs bras.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi qui nous est soumise est probablement la plus importante loi non seulement de la présente session, mais de toute l'histoire du Parlement. J'ai écouté avec attention le beau discours de l'honorable député de Saint-Jacques (M. Vautrin), et je prie la Chambre de m'excuser si je prends part à ce débat avec une voix éraillée par une mauvaise grippe.

Je n'ai pas l'intention de faire un long discours, mais simplement de jeter quelques remarques dans la discussion, parce que le bill sera étudié clause par clause. Il est consolant de constater combien la vérité apparaît quand nous juxtaposons les différents débats qui se sont élevés dans cette Chambre depuis le début de la session.

L'honorable député de Saint-Jacques nous a donné une des raisons pour lesquelles la loi d'Ontario donnerait plus d'avantages que celle de Québec. Il vient de dire que nous payons des taux plus élevés que dans l'Ontario parce que les salaires dans la province voisine sont meilleurs et plus élevés que ceux des nôtres. Il confirme donc ce que nous avons toujours dit.

De son côté, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) a dit, en parlant de la loi des accidents du travail, qu'en définitive c'est toujours le consommateur qui paie. L'opposition a toujours prétendu cela; elle a toujours dit qu'en définitive, c'est le consommateur qui paie les taxes du gouvernement.

Le ministre de la Colonisation a encore dit que la loi actuelle, si elle demeure perfectible, apporte des améliorations à la loi de 1909. Si la loi de 1909 avait besoin d'être amendée, pourquoi le gouvernement est-il resté les bras croisés devant une situation pénible faite à l'ouvrier? Pourquoi n'a-t-il pas amendé sa loi plus tôt, d'une façon plus satisfaisante?

Depuis 1909, le monde a marché, le travail s'est industrialisé, les machines ont remplacé l'ouvrier, les ouvriers de l'industrie courent plus de risques d'accidents. Cependant, le gouvernement est resté les bras croisés de 1909 à 1926<sup>6</sup>. Pourquoi le gouvernement s'est-il croisé les bras depuis 1909? On a eu amplement le temps de faire du bon travail, mais personne n'a pu remarquer de tels gestes de la part du gouvernement. C'est encore là une manifestation de la négligence du gouvernement à remédier aux besoins du peuple.

Autre preuve de la négligence du gouvernement à remédier aux besoins du peuple. Je suis prêt à admettre que la présente loi apporte à certains points de vue quelques améliorations à la loi de 1909, mais je dis, par exemple, qu'elle ne répond pas et qu'elle ne correspond pas aux exigences de la population ouvrière de notre époque. Le premier remède serait de créer un ministère particulier pour les ouvriers. Le premier ministre a dit que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) a donné à l'étude de cette loi des accidents le meilleur de lui-même. S'il est vrai, cela revient à dire qu'il a attendu près de 20 ans pour agir ainsi.

De son côté, le ministre des Travaux publics a dit que le premier ministre a été le plus grand ministre du Travail que la province ait eu. On pourrait appeler cette façon de procéder de la part des membres du cabinet, la "réciprocité des produits domestiques", comme dirait le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) s'il siégeait encore dans cette Chambre. Pourtant, depuis 1909, le ministre des Travaux publics, tout en donnant "le meilleur de lui-même" à la préparation de cette loi, n'a pas réussi à nous donner une meilleure loi. Il serait temps que le cabinet divisât les ministères et donnât le portefeuille du travail à un représentant de la classe ouvrière, puisque le ministre des Travaux publics semble épuisé, et afin que les opinions des ouvriers soient appréciées de façon adéquate.

La loi actuelle est fondée sur un principe qui n'est pas conforme aux droits des parties intéressées. Avant de faire une loi des accidents du travail, il faut considérer trois choses: l'ouvrier, le patron et la société. Je félicite le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) du magnifique discours sur la loi des accidents du travail qu'il a prononcé en Chambre l'autre jour. Le député de Saint-Hyacinthe a déjà exprimé des opinions qui n'étaient pas d'accord avec celles de l'opposition, mais sur la question de la loi des accidents du travail, il a exprimé ses vues comme l'opposition l'aurait fait dans un travail qui est tout à l'honneur de son esprit, de son intelligence et de son amour des ouvriers. Il a donné à la Chambre et à la province une manifestation d'indépendance politique qu'il serait bon de voir plus fréquemment imitée.

Une des principales lacunes de la nouvelle loi des accidents de travail, c'est que, telle qu'écrite, elle a surtout pour but de protéger et de favoriser les compagnies d'assurances plutôt que les ouvriers et le capital. On a dit déjà que le capital est du travail cristallisé et que le travail est du capital liquidé. Les deux valent donc d'être protégés. Mais, dans le cas actuel, les compagnies d'assurances ont trop de

privileges et les ouvriers et les patrons, pas assez. Les ouvriers n'obtiennent pas assez de protection. Je le prouve. Les agents d'assurances peuvent, avec leur expérience, aller faire des arrangements avec les ouvriers qui, eux, n'ont personne pour les conseiller, ou passer *ex parte* avec des accidentés et faire des règlements absolument injustes. On devrait mieux protéger l'ouvrier sous ce rapport dans la loi.

On a jeté la pierre aux avocats. Il est vrai que dans tous les métiers il y a des gens qui ne sont pas à la hauteur de leur situation, mais c'est l'exception et ce n'est pas là qu'il faut chercher le mal. On prétend que la présente loi est faite pour hâter le règlement des contestations, alors c'est tourner dans un cercle vicieux. Le gouvernement va nommer une commission de trois membres. Trois commissaires dans une paroisse vaste comme la nôtre ne sont pas suffisants pour régler tous les cas sans qu'il y ait congestion. Les commissaires auront trop de travail s'ils accomplissent tous leurs devoirs comme je ne doute pas qu'ils le feront. Ils ne pourront pas suffire à la besogne.

Autre lacune, l'ouvrier devrait avoir plus de temps pour avertir son patron de l'accident qui lui est arrivé. On ne devrait pas obliger l'ouvrier à donner un avis dans les 10 jours. Cette période n'est pas assez longue. La loi dit bien qu'il peut faire sa réclamation dans un délai d'une année, mais cette clause est annulée par la première. On devrait aussi faire disparaître du projet de loi la clause qui dit qu'un ouvrier en état d'ivresse ne peut réclamer d'indemnité. Elle semble avoir été mise dans la loi exprès pour indosier le travailleur. Je citerai aussi l'article 10 qui enlève au patron la responsabilité de la faute inexcusable et met la présomption contre l'ouvrier. Où est la justice?

La loi prévoit aussi que l'ouvrier ne retirera qu'une rente en cas d'incapacité totale et qu'il n'aura pas la jouissance du capital. Ce changement apporté à l'ancienne loi n'est pas à l'avantage de l'ouvrier. La clause qui a trait aux degrés d'incapacité est aussi injuste parce que bien que les ouvriers se soient prononcés en faveur du système de la rente, ce système ne peut être appliqué de la même façon dans tous les cas. Il est des cas où il serait mieux que l'ouvrier ne retirât qu'une rente comme il en est d'autres où il serait mieux qu'il retirât le capital. Je suis opposé, dit-il, à ce que l'incapacité soit fixée d'une façon déterminée, tout en admettant qu'on puisse fixer un maximum ou un minimum. Le degré d'incapacité souffert par un ouvrier devrait être jugé au mérite, et cette clause devrait être inscrite dans le projet de loi pour remplacer l'autre. L'incapacité est

quelque chose d'individuel. Dans la fixation du taux de l'incapacité, nous voyons une nouvelle preuve de la prévenance du gouvernement pour les compagnies d'assurances.

La nouvelle loi détermine des indemnités suivant le nombre d'enfants dans une famille, et cela, en vue de protéger les familles nombreuses. Je suis surpris que l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) ait approuvé l'article de loi qui fait une distinction entre le père de famille nombreuse et le célibataire. Il encourage les patrons à employer des célibataires aux dépens des pères de famille nombreuse qui en souffriront.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Où l'honorable député a-t-il vu cet article qui fait une distinction semblable? Il n'y a pas d'article à ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement dit qu'il a voulu protéger l'ouvrier. Le meilleur moyen d'agir ainsi, c'est de lui assurer une indemnité. Si un patron ne veut pas s'assurer et fait faillite, où est la garantie de l'ouvrier? L'honorable ministre de la Colonisation (M. Perrault) nous dit: "Le patron est obligé de s'assurer." S'il ne veut pas agir ainsi, le gouvernement lui fera payer l'amende ou l'enverra en prison, mais où sera la protection de l'ouvrier?

Nous aurons l'occasion de discuter de nouveau la loi, en comité plénier, mais, pour le présent, je dois dire que la loi ne constitue pas une amélioration, mais une aggravation des maux de l'ouvrier, au bénéfice des compagnies d'assurances. Il (M. Duplessis) est en faveur de l'assurance collective obligatoire.

**L'honorable M. Lapierre (Mégantic):** Mon premier devoir est de féliciter l'honorable premier ministre et de souhaiter que la gerbe qui a été déposée devant lui s'augmente de nombreuses roses et qu'il continue de faire profiter la province de ses talents et de ses qualités administratives.

(Applaudissements)

Les ouvriers exigent sans doute de moi quelques explications, puisque je les représente dans le Conseil exécutif. Il n'est pas étonnant qu'une mesure aussi importante que celle de la loi des accidents suscite des discussions. Je ne suis pas surpris des critiques de la gauche. C'est une loi compliquée et ce n'est qu'à la suite d'autres lois et du très attentif travail que l'honorable ministre du Travail (M. Galipeault) et les membres du gouvernement ont soumis le projet de loi actuel. Je suis heureux de me joindre aux orateurs qui m'ont

précédé pour féliciter mon collègue, l'honorable ministre du Travail, pour la pièce de législation qu'il nous a présentée.

Je vous rappelle le mouvement d'opinion qui a décidé le gouvernement à nommer une commission d'enquête. Une commission spéciale a fait une étude sérieuse de la loi. Le gouvernement a envoyé des enquêteurs dans les provinces voisines et aux États-Unis. La Chambre elle-même a étudié un projet de loi sur le même sujet depuis 1925. Le ministre du Travail et ses collègues, après avoir étudié toutes les lois et avoir considéré toutes les recommandations, ont finalement préparé la nouvelle loi que la Législature est appelée maintenant à adopter.

En 1925, la Conférence internationale du travail à Genève, où j'ai été comme délégué de la province de Québec, où j'ai étudié les conditions du travail dans le monde entier et où 142 délégués représentaient 44 pays, adopta un projet de législation qui ressemble beaucoup à la nouvelle loi des accidents du travail. Je suis heureux de dire que les principes contenus dans le projet de loi de l'honorable ministre du Travail sont ceux que l'on essaie de faire triompher à Genève, dans l'intérêt de la classe ouvrière. Notre province sera encore la première à fournir une législation ouvrière procurant aux ouvriers la plus grande somme d'avantages.

Il est certains principes fondamentaux dont on ne peut dévier, si l'on veut faire donner à ces lois d'accidents du travail leur plein degré d'efficacité. Au nombre de ces principes, il en est deux particulièrement essentiels au point de vue ouvrier, l'un assurant aux accidentés et à leurs ayants droit la réparation à laquelle ils ont droit avec diligence et sans frais, l'autre facilitant la mise en opération de la loi par un organisme spécial aussi simple que possible. Or, ces deux grands principes se trouvent dans cette nouvelle loi actuellement soumise.

Comme il fallait préparer une loi basée sur la responsabilité individuelle, le proposeur (l'honorable M. Galipeault) a-t-il réussi dans cette tâche difficile? Disons tout de suite oui, car, si l'on compare la loi actuelle à celle de 1909, c'est un progrès immense, c'est un pas de géant en avant, et il faut être dénué de tout esprit de justice ou d'intelligence pour affirmer le contraire. Le projet de loi est de beaucoup plus favorable aux ouvriers. La loi n'est pas parfaite et personne n'en doute, mais mettons-la en force et, s'il y a lieu de l'améliorer, nous l'améliorerons au fur et à mesure que les circonstances l'exigeront, d'autant plus qu'il y aura à l'avenir un organisme tout désigné pour recommander ces réformes avec preuves à l'appui.

Même si l'ouvrier ne gagnait par cette loi que ce seul point de la création d'une commission, il aurait en elle, à portée de la main, un organisme devant lequel il a encore remporté une victoire signalée, parce qu'il aura par elle, à portée de la main, un organisme devant lequel il pourra porter ses plaintes et lui faire toucher du doigt ce qu'il y a de défectueux dans la loi, et obtenir sa coopération pour l'améliorer. Qu'on se rappelle les efforts, l'énergie et le travail qu'il a fallu déployer pour obtenir chacun des amendements qui ont été apportés successivement à la loi de 1909, et ce, en dépit de l'opposition formidable des patrons et du parti pris de bien des personnalités manquantes. Depuis des années, l'ouvrier se plaignait de la lenteur des décisions dans le règlement des cas d'accidents, des frais énormes que cela nécessitait parfois, du sans-gêne avec lequel certaines compagnies d'assurances traitaient l'accidenté ou ses dépendants, de cette lutte continuelle du pot de terre contre le pot de fer. C'était la principale objection à la loi de 1909. Le seul recours que l'ouvrier avait, c'était de s'adresser aux tribunaux ou d'accepter ce qui lui était offert. Tout cela disparaît de par la loi 1928, l'ouvrier pourra lutter sur un pied d'égalité à l'avenir.

On me dira: "Tout dépendra de la composition de la Commission des accidents du travail." Jusqu'à un certain point, c'est vrai, mais le gouvernement n'a aucun intérêt à confier ces délicates fonctions à des incapables ou à des timorés. Alors, pourquoi chercher à discréditer d'avance cette commission comme on a cherché à le faire en certains milieux? Concernant la question des indemnités, il y a là encore une grande amélioration. Commençant par les indemnités dans les cas d'incapacité temporaire, elles sont portées de 50 % à 66.66 %, et ce, pendant une période n'excédant pas six mois, ce qui est une augmentation considérable, car ce sont ces cas-là qui sont les plus nombreux. Dans les cas d'incapacité partielle permanente, l'indemnité est également portée non pas à 50 % de la différence dans le pouvoir de gain avant et après l'accident, mais à 66.66 % du salaire annuel pendant une période déterminée correspondant à 4 semaines pour chaque 1 % d'incapacité.

C'est un système absolument nouveau et qui n'existe pour ainsi dire dans aucune loi, car généralement ce n'est que 66.66 % dans la différence de pouvoir de gain. C'est un principe moderne qui simplifie de beaucoup le calcul de la rente et qui corrige des abus nombreux et quasi insurmontables. Il n'y a que l'expérience qui prouvera l'importance de ce point. Pour l'incapacité absolue et permanente,

l'indemnité sera une rente égale aux deux tiers du salaire annuel, mais le total des sommes ainsi payées ne doit pas excéder \$10,000. Cette compensation, à raison de \$20 par semaine, durerait 500 semaines, soit près de 10 ans.

Il est vrai qu'il eût été préférable que cette compensation soit payée pendant la vie entière, mais il faut se rappeler qu'avec la loi actuelle de 1909, amendée, la même incapacité totale ne donne droit qu'à \$3,000 dont l'accidenté touche rarement le plein montant une fois tous les frais déduits. Il reste les cas fatals, donnant droit à une somme de \$6,000 répartie en versements mensuels de 30 % du salaire à la veuve et 10 % pour chaque enfant avec un maximum de 60 %. Le nombre de mois est déterminé par le montant touché chaque mois, c'est-à-dire que plus la somme est élevée, plus la période des paiements est courte.

L'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) nous a déclaré que la loi ne valait rien sans l'assurance collective. L'honorable chef de l'opposition n'est pas allé aussi loin et il a dit qu'il appuierait certaines clauses. L'honorable député de Trois-Rivières, par contre, est allé beaucoup plus loin et a dit que la présente loi était une aggravation des maux de l'ouvrier. Comment peut-il dire cela après avoir lu les diverses clauses de la loi? On y a apporté le plus grand soin et un plus grand nombre d'ouvriers sont protégés par la loi; les frais médicaux et l'hospitalisation sont à la charge des patrons. Les indemnités sont plus considérables; les délais et les frais judiciaires disparaissent.

C'est une grande amélioration, car plus l'accidenté sera soigné vite, plus on diminue la période et la gravité de l'incapacité. Tous les ouvriers, quel que soit leur salaire, tomberont à l'avenir sous l'application de cette loi, mais pour ceux qui gagnent plus de \$1,560 par an, leur salaire ne sera pris en considération que jusqu'à ce montant, soit \$30 par semaine. Voilà les principales réformes que procure cette nouvelle loi.

Les ouvriers ne sont pas ingrats. Ils ont reconnu dans le passé ce que le gouvernement a fait pour eux et ils continueront d'agir ainsi. Le gouvernement continuera de prendre les bonnes mesures sans son intérêt. Ils apprécient actuellement ce que l'on fait pour eux. Ils réalisent avec les gens sérieux que le gouvernement, tout en leur accordant les plus grands avantages, doit protéger aussi l'industrie qui donne à l'ouvrier l'assurance de sa subsistance. À quoi servirait-il de passer des lois qui seraient inapplicables et dont les ouvriers eux-mêmes auraient à souffrir? Il paraît qu'en Ontario tout



marche à merveille. Une loi est souvent plus belle de loin que de près. Je ne veux pas critiquer celle de la province voisine, mais je sais que la loi d'Ontario ne protège pas et ne rend pas justice à tous les ouvriers aussi rapidement et aussi largement qu'on le prétend.

Il me semble que l'ouvrier de cette province obtient cette année ce qu'il réclame depuis longtemps: une commission pour entendre les témoignages d'accidents et un règlement rapide des demandes d'indemnités. Je me rappelle qu'il y a 10 ans, je demandais une commission en cette Chambre. Des abus s'étaient glissés de la part de certains avocats sans scrupules, et aucun avocat ne saurait blâmer l'ouvrier de chercher à améliorer son sort. Les ouvriers n'auront plus besoin d'intermédiaires pour obtenir des compensations. Il ne sera dorénavant plus question de frais judiciaires élevés et d'avocats dispendieux dont le ministre a donné l'exemple dans sa propre circonscription. Il (l'honorable M. Lapierre) cite un cas qu'il connaît personnellement où l'on voit qu'un pauvre père de famille, à la charge de son fils, ne retira rien à la mort de celui-ci, tué dans un accident en Ontario. Dans mon comté, un ouvrier ayant plaidé avec son patron gagna \$1,200; son avocat garda \$800 pour les frais et lui envoya \$400 pour son indemnité.

**M. Francoeur (Lotbinière):** Honte, honte.

**Des voix:** Honte, honte.

**L'honorable M. Lapierre (Mégantic):** C'est ce qui a décidé le gouvernement à supprimer les intermédiaires. Ceux qui réclament l'assurance d'État travaillent plus pour les patrons que pour les ouvriers.

Je félicite, dit-il, le gouvernement du beau geste qu'il accomplit en créant le système de commission, système qui rendra de grands services à la classe ouvrière. Quant à la question de l'assurance collective, elle n'est pas nécessaire pour la protection de l'ouvrier. L'ouvrier assuré de recevoir son indemnité est peu intéressé dans l'assurance collective, ni à la source d'où vient cette indemnité, quand il a la garantie de recevoir son indemnité.

L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) prétend que trois commissaires ne seront pas suffisants pour administrer la nouvelle loi. Comment se fait-il que trois commissaires suffisent en Ontario où les ouvriers sont deux fois plus nombreux et où existe de plus le système d'assurance d'État? Je me demande si certains critiques n'auraient pas intérêt à faire retarder l'application de

la loi, si certains politiciens ne chercheraient pas à créer inutilement des ennuis au gouvernement. L'ouvrier a besoin d'autre chose que de grands discours. Un récent article du *Financial Post*, dit-il, affirme que la loi proposée est la meilleure en Amérique. Le *Times* est du même avis d'une façon générale. L'opposition critique, mais elle appartient à un parti qui n'a jamais rien donné aux ouvriers. Aussi, il faut croire que sa critique n'a d'autre but qu'un objet politique. Mais les ouvriers, aux dernières élections, ont rendu témoignage au gouvernement et, au nom de ceux-ci, je demande à la Chambre d'adopter la loi soumise dont l'application dira la valeur. Il termine par un appel en faveur de la loi.

(Applaudissements)

**M. Cantin (Saint-Sauveur):** Mon soutien, dit-il, ne provient pas de la ligne de parti, mais parce que je suis le représentant d'un comté ouvrier. Je me prononce en faveur du bill parce que je crois que la nouvelle loi est dans l'intérêt de cette province et de la classe ouvrière qui forme la majorité de mon quartier. Le principe de la loi est à l'effet de savoir si l'ouvrier a besoin d'une loi comme celle qu'on nous présente cette année. Il peut y avoir des imperfections dans la loi. Jamais le Parti libéral n'a prétendu à l'infailibilité, mais il a voulu toujours donner à la population de bonnes lois. Si la loi n'est pas parfaite, elle offre de grands avantages aux ouvriers. Les ouvriers de la province ont montré par leur dernier vote qu'ils ont confiance dans le gouvernement et c'est pour mériter encore cette confiance que celui-ci vient de nouveau offrir aux ouvriers une loi généreuse. Le peuple de mon comté a confiance dans le gouvernement. Je me rappelle que le premier ministre actuel fut l'auteur de la première loi des accidents du travail en ce pays. Il a eu le courage de donner tout d'abord à l'ouvrier une loi qui protège ses intérêts.

Je tiens à protester au nom de mes électeurs contre une insinuation qu'on a lancée, la semaine dernière, à l'adresse du premier ministre au comité des bills privés, au moment de l'entrevue des ouvriers avec les honorables premier ministre et ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault).

À la suite de cette entrevue des ministres avec les chefs ouvriers, l'autre soir, un personnage a affirmé que, si l'honorable premier ministre est opposé à l'assurance collective, c'est parce qu'il est intéressé et parce qu'il est un des directeurs de la Sun Life, compagnie d'assurances. Mes électeurs protestent contre cette injure qui les a offensés. Je la repousse en leur nom, avec mépris.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ajouterai ceci. La compagnie d'assurances Sun Life, à laquelle j'appartiens, n'a jamais accepté un risque d'assurance dans le passé sur les accidents du travail, elle n'en prend pas et n'en acceptera jamais dans l'avenir. Je dirai à celui qui, l'autre soir, a dit dans un corridor ce que l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Cantin) vient de répéter, qu'il était dans l'erreur. S'il ne respecte pas la robe qu'il porte, il devrait au moins respecter la vérité.

(Applaudissements à droite)

**M. Cantin (Saint-Sauveur)** félicite le gouvernement d'avoir adopté le système de la commission qui fait disparaître les frais judiciaires, les délais, et parfois, l'exploitation. L'assurance collective, malgré les attraits qu'elle présente, offre un grave danger d'ingérence politique. L'exemple de ce qui est arrivé en Californie montre ce danger. Le président de la Commission du travail n'a-t-il pas déclaré récemment qu'il a souffert de l'ingérence politique? Dans cette province, peu préparée par notre situation économique, l'assurance collective serait dangereuse.

La Chambre doit approuver la nouvelle loi ouvrière, qui pourra être améliorée dans l'avenir, mais qui est bonne pour les besoins présents. Adoptée, elle devrait demeurer à cause des fonds versés; si, d'autre part, la loi actuelle mise en application ne donnait pas les résultats attendus, le gouvernement, soucieux d'accorder toute la protection nécessaire aux ouvriers, n'hésiterait pas à la modifier. La nouvelle loi offre de grands avantages à la classe ouvrière, et celle-ci verra par l'application de cette loi les précieux secours qu'elle lui apporte, toute la bienfaisance qui s'y trouve pour elle.

Je sais qu'il y a des gens qui se font de l'ouvrier un piédestal pour souffleter le pouvoir. Je n'ai pas confiance dans ces gens qui exploitent l'ouvrier. Et j'approuve cette loi qui est destinée à aider des ouvriers et les patrons, liés ensemble. Je ne suis pas impressionné par le débat et je fais remarquer que des députés semblent n'avoir que de vagues notions des lois sur les accidents du travail, qu'elles soient du Québec ou de l'Ontario. Je crains que quelques députés n'obtiennent des emplois d'actuaire. L'éloquence du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), jeudi dernier, a failli me convaincre des avantages de l'assurance collective, mais j'ai ensuite étudié la question et en suis revenu à l'assurance privée. Le système d'assurance collective n'est pas le bon système pour le Québec et il s'est

avéré être un échec partout ailleurs. Si jamais nous en venons à la conclusion que l'assurance collective est plus avantageuse que l'autre, nous n'hésiterons pas un seul instant à l'adopter. Il ne faut pas glisser dans le socialisme. L'ouvrier de cette province sera satisfait de la loi qui lui sera donnée.

(Applaudissements)

**M. Smart (Westmount):** M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit de nouveau ajourné à la présente séance.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### **Reprise de la séance à 8 heures<sup>7</sup>**

#### **Renvois à la Cour du banc du roi**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant la loi des renvois à la Cour du banc du roi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Vente de billets par les compagnies de chemins de fer**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Hôpital Saint-Luc**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que, vu que le bill 139 modifiant la charte de

l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et de charité, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### **Mutations de propriété**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriété soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour greffier de la couronne en chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Alexandra Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de

Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Joseph du Bon-Pasteur, 1730 Fullum, (antérieurement hospice Saint-Joseph du Bon-Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors' Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph, Sœurs grises, rue Cathédrale, de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Dispensary, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors' Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites Sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners' Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union Nationale Française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'association des dames charitables de l'orphelinat catholique de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Club des marins catholiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la maternité, sous les soins des sœurs du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir des sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le patronage Laval, 40, avenue Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Quebec Seamen's Institute, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Salvation Army, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de Beauceville, (Beauceville), comté Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Valleyfield (Valleyfield), comté Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield (Valleyfield), Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, (Longueuil), comté Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, (Baie-Saint-Paul), comté Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Youville de Saint-Benoît, comté Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Drummondville Hospital, (Drummondville), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur de Hull, (Hull), comté Hull, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Eusèbe, (Joliette), comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le jardin de l'enfance Saint-Joseph, (Joliette), comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence Sainte-Élisabeth, Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, (Saint-André), comté Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André-Avellin, (Saint-André-Avellin), comté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Laprairie, comté Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, (L'Assomption), comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, (Saint-Henri-de-Mascouche), comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, (Saint-Lin), comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de la Providence, (Saint-Vincent-de-Paul), comté Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Guay, (Lauzon), comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-

Joseph de la Délivrance (section orphelinat), comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Édouard, comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, (Saint-Jean-Deschaillons), comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule, comté Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph, (Thetford Mines), comté Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, (antérieurement Children's Hospital), (Saint-Louis, Black Lake), comté Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Élisabeth-de-Farnham, (Farnham), comté Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin, comté Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu (Nicolet), comté Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir, (Saint-Casimir), comté Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité (Rimouski), comté Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog, (Magog), comté Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer Rest, (Sainte-Agathe-des-Monts), comté Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Drapeau, (Sainte-Thérèse-de-Blainville), comté Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert pour l'hospice des dominicains du Rosaire, comté Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Victor, (Belœil), comté Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec, aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour officier spécial, Côte-Nord du Saint-Laurent, traitement et dépenses de voyage, (arrêté ministériel no 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le docteur S.-P. Robins, principal, retraité de l'école normale McGill, allocation annuelle en vertu de l'arrêté ministériel no 800 du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, impression, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1929, 3 % par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, Conseil législatif, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 13 (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-neuf mille neuf cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille sept cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, Statuts refondus, 1925, chapitre 10, article 36, tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 14, section 16 (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour juges de la Cour des sessions de la paix, Québec et Montréal, constables et messagers à Québec et à Montréal, Statuts refondus, 1925, chapitre 145, article 219, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille sept cent deux dollars soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien des

bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'assurance aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et loi des établissements industriels, Statuts refondus, 1925, chapitre 182, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

98. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour registraire des conseils de conciliation et d'arbitrage, en vertu des Statuts refondus, 1925, chapitre 97, article 6, loi des différends ouvriers de Québec, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Accidents du travail

La Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) dont elle a été saisie ce jour: Que le bill 38 relatif aux accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Smart (Westmount):** Le système d'assurance d'État de l'Ontario qui est présentement en vigueur est le meilleur en usage et le meilleur pour les employeurs et les employés du Québec, et il devrait être adopté dans notre province.

Comme les compagnies d'assurances n'ont pas soumis les taux qu'elles avaient proposé de demander en vertu de la nouvelle loi du Québec, la Chambre ne peut s'y fier. Il conteste les taux donnés pour la construction en Ontario. Il n'est pas du même avis que le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) qui a remis en question les taux établis pour la construction quand le sujet était à l'étude à la rencontre du Builders' Exchange. Il ne peut

reconnaître que les chiffres cités par le député de Montréal-Saint-Jacques étaient justifiés. Il remet en question le tableau des taux présenté par le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), déclarant que le bilan des taux pour 1927 pour l'Ontario, dont il produit une copie, n'appuie pas l'avis du député de Montréal-Saint-Jacques sur la situation. Les chiffres produits par le député de Montréal-Saint-Jacques sont faux.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Les taux de l'Ontario qu'il tient en main paraissent clairs et montrent un taux de \$1.60 seulement pour les petits édifices et un taux de \$3.60 pour les édifices élevés. Le taux ontarien de \$1.60 s'applique seulement aux petits édifices; pour la construction d'édifices élevés, le taux est de \$3.60.

**M. Smart (Westmount)** ne trouve pas de motifs à de telles opinions dans le livre des taux de la Commission de l'Ontario pour 1927 qu'il vient juste de recevoir. De plus, on ne peut se baser sur rien, puisque les compagnies d'assurances n'ont pas soumis les taux en vertu de la législation québécoise proposée. On peut difficilement s'attendre à ce qu'elles le fassent, puisque la législation n'a pas encore été adoptée. Si les taux ontariens sont si insatisfaisants, pourquoi le gouvernement fédéral, les compagnies de chemins de fer, les compagnies de messagerie express, les services publics et les autres compagnies préfèrent-ils assurer leurs travailleurs avec la commission de l'Ontario plutôt que de faire assumer leurs risques par des compagnies d'assurances? Le projet de loi québécois qu'on propose ne va pas assez loin et, dans quelques années, le Québec devra suivre l'exemple de l'Ontario.

Il dit qu'il n'a pas l'intention de faire de la politique avec cette affaire et qu'il n'a aucun sentiment personnel sur le sujet, mais que l'intérêt de la Chambre est d'adopter la meilleure législation pour les buts à atteindre. Sa plainte est à l'effet que le bill ne va pas assez loin et il s'aventure jusqu'à dire que, dans quelques années, cette province devra adopter la loi de l'Ontario, dont il est convaincu qu'elle est la meilleure des textes de loi. Il n'est pas au courant des lois en vigueur aux États-Unis, mais il croit que celle de l'Ontario fonctionne de façon satisfaisante. Il espère que, quand le bill passera en comité, le gouvernement verra clairement la voie à suivre, afin de rendre le bill meilleur qu'il ne l'est aujourd'hui. Tôt ou tard - et le plus tôt sera le mieux - la province de Québec devra adopter le



système de l'Ontario d'ici les prochaines élections. Tout en admettant que le bill constitue une amélioration des conditions déjà existantes, il (M. Smart) exprime en terminant le souhait que le gouvernement jugera bon d'améliorer le bill. Le système actuellement en vigueur dans l'Ontario devrait être mis en force dans la province de Québec.

**M. Dugas (Joliette):** Une loi de compensation doit renfermer quatre éléments: 1° une échelle d'indemnités assurant la subsistance de l'accidenté et de ses dépendants; 2° un organisme pour appliquer la loi rapidement et sans frais; 3° une garantie du paiement des indemnités; 4° un système de prévention des accidents. C'est exprimer autrement la conclusion des délibérations de la Conférence internationale de Genève. Il était évident que, d'après les résolutions adoptées par les délégués des unions ouvrières, on voulait une mesure plus définie sur certains points. Il est sûr que le projet de loi actuel contribue à faciliter ces procédures.

C'est aussi l'opinion exprimée dans *Le Monde ouvrier*, interprète fidèle des ouvriers de Montréal. Une série d'articles du *Monde ouvrier* expliquent que la loi québécoise de 1909 est la réplique de la loi française, mais le Québec a oublié de contrôler les taux d'assurance et de fournir les outils pour mettre la loi en application de façon rapide, comme on a fait en France. Le présent projet de loi remédie à ces carences de la loi de 1909. Les travailleurs québécois, tout comme ceux d'ailleurs, veulent des indemnités raisonnables et le paiement rapide de ces dernières, et il croit que le gouvernement répond maintenant à de telles demandes. La principale demande des travailleurs était une rapide compensation pour les accidents et la loi proposée répond à cette demande.

Notre loi renferme ces éléments: l'échelle des indemnités est acceptable, en tout cas plus généreuse que dans la plupart des États américains, et la commission qui va être créée est le système rêvé par tous ceux qui se sont intéressés à la solution de ce problème. Il y a plus de controverses sur le troisième élément de la loi, savoir un système assurant à l'ouvrier le paiement intégral de l'indemnité à laquelle il a droit. Les uns voient dans l'assurance collective administrée par l'État un système sans défaut et qu'il faut adopter; d'autres repoussent ce système et lui préfèrent l'assurance par des compagnies privées.

Les principaux arguments des partisans de l'assurance collective sont-ils aussi convaincants qu'on le dit? On a prétendu que la meilleure manière

d'assurer des rentes aux travailleurs était l'assurance d'État. J'avais d'abord favorisé cette façon de voir, dit-il, et je croyais que c'était le meilleur système pour la province de Québec. J'ai cependant étudié les lois du travail des États-Unis et d'ailleurs, et ai changé d'idée.

1° On a soulevé l'argument que les taux chargés où il y a une assurance collective sont bien moins élevés qu'ailleurs. Cet argument est le plus sérieux parce qu'il est vrai en partie. Les taux de l'Ontario étaient plus bas pour les employeurs - et il est prêt à admettre ce fait tout de suite quant à certaines industries - mais une étude comparée des taux a démontré que tel n'était pas toujours le cas. La moyenne des taux est inférieure dans Ontario à ce qu'elle est ici, mais il ne faut pas oublier que, dans plusieurs cas, le patron ontarien payait plus cher au fonds d'État en 1926 que le patron du Québec exploitant une industrie semblable.

C'est ainsi que le manufacturier de boutons payait, en Ontario, \$0.70 par \$1,000 de salaire, tandis que, dans Québec, il payait \$0.50 sans service médical et \$0.70 avec ce service; l'industrie des bottes et des chaussures au Québec paie 25 cents par \$100 ici, et 30 cents en Ontario; le manufacturier de boîtes de cartouches payait \$2<sup>8</sup> en Ontario et, dans Québec, il ne payait que \$1.21, \$1.24<sup>9</sup>, et avec service médical, \$1.61. Le propriétaire de fonderies payait en Ontario \$1.70 tandis que, dans Québec, il ne devait payer aux assureurs privés que \$1.24 sans service médical et \$1.61 avec ce service. Les exemples pourraient être multipliés, ceux-là suffisent pour montrer la faiblesse de l'argument. Il pourrait citer plusieurs autres exemples même s'il admet qu'en général les taux de l'Ontario sont plus bas.

Il ne faut pas dédaigner non plus l'opinion de ceux chez qui ce système merveilleux existe. Aux États-Unis, où les patrons ont le choix entre l'assurance collective ou l'assurance privée, la grande majorité des patrons préfèrent cette dernière. Je cite des chiffres de 1925: au Maryland, 9.9 % des primes sont payées au fonds d'État tandis que 91.1 % vont aux assurances privées; il en est de même au Minnesota. Au Michigan, la proportion est de 65 % à l'assurance d'État et 94.5 % aux assurances privées. L'État de New York offre des chiffres non moins éloquentes. Ici, 91.9 % des primes sont perçues par les assurances privées tandis que 8.9 % vont aux fonds de l'État. Si les patrons, là où ils ont le choix entre les deux systèmes, préfèrent l'assurance privée, c'est, n'en doutons pas, qu'ils la jugent plus avantageuse. Pour ma part, j'aime mieux l'opinion de ceux qui vivent là où le système est appliqué et qui sont

témoins de ses bienfaits ou de ses méfaits que l'opinion appuyée sur des théories et des raisonnements d'hommes qui vivent sous une autre loi.

2° Les indemnités sont plus généreuses où l'assurance collective existe. Ce deuxième argument n'est pas sérieux. Dans bien des cas, l'indemnité promise à Québec est plus généreuse qu'en Ontario. On l'a démontré devant cette Chambre et je puis ajouter que notre loi est beaucoup plus généreuse que les lois en vigueur dans les États de la république voisine. J'ai un tableau comparatif des indemnités accordées dans 17 États des États-Unis, je puis affirmer qu'au point de vue générosité, notre loi n'est inférieure à aucune. Je cite des chiffres. Dans la plupart des États, les indemnités sont limitées à des montants inférieurs à ceux fixés par notre loi, et presque partout, la période maximum durant laquelle l'indemnité est payée est moins longue que sous notre loi.

3° On tire un grand argument du fait que la loi de l'Ontario a donné satisfaction. À cela il faut répondre qu'il n'y a pas qu'en Ontario que ce système a été appliqué ou étudié. En Angleterre, des experts nommés pour étudier la situation en sont venus à la conclusion que l'assurance collective n'était pas recommandable. Au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, ce système ne donne pas satisfaction et, aux États-Unis où la question a été maintes fois étudiée, les rapports des comités d'études ont toujours été contre l'assurance collective.

La plupart des États-Unis retirent le maximum en cas de décès, et ces taux varient pour la plupart de \$3,000 à \$6,000. L'État du Minnesota a un maximum de \$10,000, la même chose que propose maintenant le gouvernement du Québec. Une enquête a été faite dans l'État du Michigan pour savoir si on devait garder le double système d'assurance, et on l'a gardé. Au Wisconsin, il y a eu un référendum et la majorité de la population a voté contre l'assurance d'État. En 1921, le Minnesota a étudié les systèmes en vigueur et a conclu contre l'assurance collective. En 1924, le Michigan a étudié le système de l'Ohio et l'a jugé inférieur. En 1926, le Missouri et, en 1926 et 1927, New York et le Missouri ont créé des commissions d'études qui ont conclu nettement contre toute forme de monopole d'État dans les assurances indemnisation. Le système qu'on propose au Québec donnera aux employeurs un incitatif à la protection au travail.

En présence de toutes ces opinions, je crois que le gouvernement était justifiable de ne pas

accepter le système d'assurance collective et d'adopter le système qu'il nous propose par sa loi. Les ouvriers sont satisfaits de la loi actuelle et ils ne désirent pas l'assurance collective.

Le dernier élément de la loi a pour titre: Prévention des accidents. Je soumets que le meilleur moyen d'obtenir ce but est d'intéresser le patron directement à cette œuvre. C'est par l'adoption de l'assurance privée que ce but est le plus facilement atteint. Les assurances privées varient leurs taux selon que les usines sont plus ou moins munies d'appareils protecteurs pouvant éloigner les dangers d'accidents. Le patron sous ce système est donc intéressé, pour faire réduire les taux d'assurance qu'il paie, à protéger ses ouvriers. Je prétends que jamais aucun octroi ne pourra remplacer avantageusement l'initiative du patron aiguillonnée par l'intérêt. Ni les lois, ni les dépenses, ni les recommandations d'une commission ne seront aussi puissantes pour faire agir le patron que son intérêt personnel.

En résumé, je me sens à l'aise pour voter en faveur du projet de loi qui nous est soumis. Je ne doute pas que les ouvriers de mon comté comme de ma province apprécieront cette loi comme une autre générosité du gouvernement à leur égard.

**M. Bastien (Berthier)** propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Gagnon), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée.

## NOTES

1. *L'Événement* du 7 mars 1928, à la page 1, rapporte que, dès que les portes sont ouvertes, un petit page apporte une gerbe de 61 roses rouges au premier ministre qui célèbre son 61<sup>e</sup> anniversaire. La Chambre lui fait une ovation.

2. Pierre Beaulé (1872-1957), syndicaliste, ouvrier de la chaussure, de la ville de Québec, premier président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) en 1921. Il

représente la CTCC à quelques reprises aux conférences que l'Organisation internationale du travail tient à Genève.

3. Chiffre du *Soleil* du 7 mars 1928, à la page 3. Celui du *Canada* du 7 mars 1928, à la page 1, est de \$1.20 par semaine.

4. Dans *The Gazette* du 7 mars 1928, à la page 13, on parle de 28,000.

5. Bien que *L'Événement* du 7 mars 1928, à la page 1, attribue le \$3.60 aux petites constructions, il s'agit, selon les autres journaux, de grosses constructions, de constructions élevées.

6. *The Montreal Daily Star* du 7 mars 1928, à la page 5, parle de 1928.

7. *La Presse* du 7 mars 1928, à la page 19, et *The Chronicle Telegraph* du 7 mars 1928, à la page 3, soulignent qu'entre les deux séances, le lieutenant-gouverneur a invité les courriéristes parlementaires à dîner à Spencer Wood.

8. Chiffre de *The Gazette* du 7 mars 1928, à la page 13. Dans *The Herald* du 7 mars 1928, à la page 3, on rapporte \$3.

9. Chiffre de *The Gazette* du 7 mars 1928, à la page 13. Dans *The Herald* du 7 mars 1928, à la page 3, on rapporte \$1.34.



Séance du mercredi 7 mars 1928

### Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 30.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 56 modifiant la loi des renvois à la Cour du banc du roi;
- bill 60 modifiant la loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales;
- bill 67 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Et, avec des amendements, le bill 118 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

**M. Ouellet (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est de nouveau réuni ce matin sous la présidence de M. Ouellet, et en réponse à une résolution passée à une séance précédente, M. le président Ouellet fait part au comité d'une lettre reçue de M. J.-H. Grisdale, le sous-ministre fédéral de l'Agriculture, relativement à la tuberculisation des animaux aux frontières de la province; et il est résolu de remettre à une prochaine séance l'étude de cette lettre.

### The Hebrew Loan Syndicate

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), que les dispositions du Règlement qui ont trait à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la présentation des bills privés, sauf celles qui concernent le paiement des droits, soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 constituant en corporation The Hebrew Loan Syndicate.

Adopté.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 146 constituant en corporation The Hebrew Loan Syndicate.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Inondation autour du lac Saint-Jean

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel chiffre le gouvernement admet-il officiellement comme nombre d'acres affectées par l'inondation autour du lac Saint-Jean?

2. Combien d'acres inondées?

3. Combien d'acres rendues incultes par l'infiltration?

4. Combien d'acres rendues inaccessibles ou d'accès difficile parce qu'isolées par des zones affectées?

#### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1, 2, 3, 4. Le gouvernement n'est pas en état de répondre actuellement aux questions telles que posées.

#### Traverse des lignes

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Quel est le nombre d'automobiles de touristes qui ont traversé les lignes dans différents endroits de la province en 1927?

2. Quel est le nombre de résidents de la province de Québec qui ont traversé les lignes dans différents endroits de la province: *a.* En 1926? *b.* En 1927, pour émigrer aux États-Unis?

3. Quel est le nombre d'anciens résidents de la province de Québec qui ont traversé les lignes dans différents endroits de la province: *a.* En 1926? *b.* En 1927, pour revenir demeurer dans cette province?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement ne possède pas de statistiques pour répondre à la question telle que posée.

#### Valeur des terres exploitées

**M. Renaud (Laval):** Quelle a été la valeur moyenne par acre des terres en exploitation de la province de Québec, en 1927?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** \$57 (Statistiques publiées par le Bureau fédéral de la statistique, le 23 février 1928).

**Compagnie Duke-Price  
et relèvement des eaux du lac Saint-Jean**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Quel est le nombre d'acres de terres de la couronne cédées à la Compagnie Duke-Price pour les besoins du relèvement des eaux du lac Saint-Jean?

2. Quelle indemnité la province a-t-elle reçue pour ces terres?

3. À quelle date cette indemnité a-t-elle été payée?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Aucune acre de terre de la couronne n'a été cédée par le gouvernement à la Compagnie Duke-Price, pour le relèvement des eaux du lac Saint-Jean. Cependant, par la suite du droit accordé à la compagnie de maintenir les eaux du lac Saint-Jean au niveau du printemps, les grèves, sur le pourtour du lac, ont été affectées dans des proportions différentes, selon leur inclinaison.

2. La province n'a pas reçu d'indemnité puisqu'elle n'a pas cédé de terre, mais elle reçoit, pour le droit d'emmagasinement accordé, une redevance annuelle de 50 cents par cheval-vapeur produit au-dessus de 200,000 chevaux-vapeur.

3. Les redevances ont été acquittées en quatre paiements trimestriels pour l'année 1927, au total de \$31,586.16, aux dates suivantes:

9 avril 1927, 1 <sup>er</sup> janvier 1927 au	
31 mars 1927.....	\$ 5,134.00
14 juillet 1927, 1 <sup>er</sup> avril 1927 au	
1 <sup>er</sup> juillet 1927.....	\$ 4,641.19
19 octobre 1927, 1 <sup>er</sup> juillet 1927 au	
1 <sup>er</sup> octobre 1927.....	\$ 8,187.97
11 janvier 1928, 1 <sup>er</sup> octobre 1927 au	
1 <sup>er</sup> janvier 1928.....	<u>\$13,623.00</u>
Total.....	\$31,586.16

**Ancienne prison  
à Sainte-Scholastique**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-ce l'intention du gouvernement d'utiliser l'emplacement et l'édifice de l'ancienne prison du district de Terrebonne, à Sainte-Scholastique?

2. Si oui, pour quelles fins et quand?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Oui.

2. Quand il pourra l'utiliser avec avantage.

**Dettes consolidées  
de la province, 1927**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle était la dette consolidée de la province, le 31 décembre 1927?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** \$76,199,759.61, moins fonds d'amortissement et paiements différés s'élevant à \$20,449,404.25.

**Recettes et paiements  
ordinaires et extraordinaires**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. À quels chiffres se sont élevés la recette ordinaire et les paiements ordinaires et extraordinaires pour les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. À quels chiffres se sont élevés les recettes et les paiements de toutes sortes pour la même période?

**L'honorable M. Nicol (Compton):**

1. Recettes ordinaires, six mois	
au 31 décembre 1927.....	\$17,691,900.85
Paiements ordinaires et	
extraordinaires, six mois,	
au 31 décembre 1927.....	\$19,692,401.59
2. Recettes totales, six mois, au	
31 décembre 1927.....	\$19,225,797.97
Total des paiements, six mois	
au 31 décembre 1927.....	\$32,250,003.19

**Passif et actif  
disponible, 1927**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels étaient le passif et l'actif disponible de la province, le 31 décembre 1927?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** (Voir le tableau à la page suivante)

**Passif**  
**au 31 décembre 1927**

Dette consolidée due .....		\$76,199,759.61
<i>Moins:</i>		
Fonds d'amortissement .....	\$5,281,866.58	
Montant additionnel mis de côté en vertu de l'arrêté ministériel no 1103 du 22 juin 1927 .....	688,687.50	
Paievements différés <i>re</i> obligations émises à la banque d'Hochelaga En vertu de la loi de la Législature de Québec, 14 George V, chapitre 3, payable par versements annuels de \$124,172.40 .....	<u>\$14,478,850.17</u>	
	<u>\$20,449,404.25</u>	
		\$55,750,355.36
Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre, 1902.....		1,473,609.63
Puissance du Canada- Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. Ry .....		25,000.00
Prêts de la puissance du Canada, <i>re</i> logements ouvriers .....		7,334,017.72
Dépôts en fidéicommiss .....		2,579,671.62
Mandats non payés.....		827,850.93
Fonds de l'assistance publique.....		616,808.61
Emprunts à Londres pour payer l'emprunt de 1888 .....		3,012,466.66
Avances de la banque.....		<u>8,186,025.33</u>
		\$79,805,805.86

**Actif**  
**au 31 décembre 1927**

Puissance du Canada: Part de Québec au fonds des écoles communes .....	\$1,185,559.36
Argent en banques.....	144,690.87
Diverses avances par la province de Québec.....	107,437.29
Emmagasinage des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	2,574,953.27
Emmagasinage des eaux de la rivière Saint-François.....	792,735.68
Emmagasinage des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane .....	285,713.69
Emmagasinage des eaux du lac Kénogami.....	4,633,983.91
Emmagasinage des eaux de la rivière Mitis.....	269,810.98
Emmagasinage des eaux de la rivière du Nord.....	26,747.71
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts: agrandissement: avances autorisées par la loi 9 George V, chapitre 4 .....	180,000.00
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal: avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 4 .....	4,935,449.91
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec: avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 3 .....	1,100,497.87
Nouvelle prison, district de Montréal: avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36.....	4,034,752.07

**Actif**  
**au 31 décembre 1927 (suite)**

Palais de justice et prison, district de Montcalm: avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8 .....	80,117.24
Palais de justice et prison, district de Roberval: avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6 .....	29,800.70
Construction d'un palais de justice et prison, district d'Abitibi: avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 13 .....	96,231.71
Construction d'un palais de justice et prison à Saint-Jérôme: avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 21 .....	166,973.17
Construction d'un palais de justice et d'une prison à Campbell's Bay: avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 16 .....	160,916.89
Construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie: avances autorisées par la loi 17 George V, chapitre 7 .....	5,729.45
Construction d'un musée d'histoire naturelle à Québec: avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 3. ....	150,000.00
Achat de propriété pour l'agrandissement de l'École des hautes études commerciales, Montréal .....	45,000.00
Construction et équipement de L'École des gardes-forestiers: avances autorisées par R.S. 1925, chapitre 48 .....	6,511.30
Installation et équipement de l'École destinée à l'enseignement de la papeterie: avances par S.R. 1925, chapitre 48 .....	7,541.95
Achat de propriété cadastre 89a, quartier est, Montréal, pour les fins de la morgue, autorisé par arrêté ministériel no 711, du 30 avril 1925 .....	55,000.00
Construction de ponts sur l'Île Perrot: avances autorisées par la loi 11 George v, chapitre 9 .....	731,793.77
Pont sur la rivière Batiscan à Batiscan: avances autorisées par la loi 10 George, chapitre 5 .....	446,522.03
Prêts aux municipalités, re logements aux ouvriers .....	7,334,017.72
Palais de justice et prison à Rouyn (construction) .....	1,000.00
	<u>\$29,589,488.54</u>
Excédent du passif sur l'actif au 31 décembre 1927 .....	<u>\$50,216,317.32</u>

**Chemins de colonisation,  
comté de Lotbinière**

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien de milles de chemins de colonisation MM. Soucy et Carrette ont-ils faits dans le comté de Lotbinière, depuis 1919 jusqu'à date?

2. Les contrats pour ces chemins ont-ils été accordés à MM. Soucy et Carrette par soumissions ou par pourcentage?

3. Si ces contrats ont été accordés par soumissions, MM. Soucy et Carrette étaient-ils les plus bas soumissionnaires dans chaque cas?

4. Dans la négative, pourquoi les contrats leur ont-ils été accordés?

5. Si ces chemins ont été faits au pourcentage, quel a été le pourcentage octroyé à MM. Soucy et Carrette?

6. Qu'ont coûté ces chemins au gouvernement?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Ils ont construit les chemins suivants: chemin de front des rangs 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18 et 19 de la seigneurie de Deschaillons; route Villeroy-Fortierville; route entre les seigneuries de Lotbinière et Deschaillons; route entre les comtés de Nicolet et Lotbinière; cinq



milles en 1919, huit en 1920, sept en 1921, dix en 1922, huit en 1923, cinq en 1924, quatre en 1925, deux en 1926 et deux en 1927, 51 milles en tout.

2. et 3. Au pourcentage, en 1920; pendant les autres années, les contrats ont été accordés sans soumissions.

4. Parce que les prix étaient fort raisonnables et que les entrepreneurs, qui avaient de l'expérience dans la construction de ces chemins, offraient toutes les garanties nécessaires pour la bonne exécution des travaux.

5. 5 % en 1920.

6. \$211,076.

#### **Chemins de gravier dans l'Abitibi**

**M. Renaud (Laval):** 1. MM. Soucy et Carrette ont-ils fait des chemins de gravier dans l'Abitibi en 1927?

2. Dans l'affirmative, dans quel canton?

3. Combien de milles?

4. À quel prix au mille?

5. Combien a-t-il été payé de la verge pour le transport du gravier?

6. Quelle était la distance à parcourir?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Dans le Témiscamingue, mais non dans l'Abitibi.

2. Dans le canton de Desandrouins.

3. Six milles.

4. Le prix est à la verge.

5. 0.25 par demi-mille.

6. De 0 à 6 milles.

#### **Terresensemencées dans la province de Québec, 1927**

**M. Renaud (Laval):** Combien d'acres de terre ont été ensemencées dans la province de Québec, en 1927?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 6,877,900 acres (statistiques publiées dans un bulletin du Bureau fédéral de la statistique, le 25 janvier 1928).

#### **Demandes de documents:**

##### **État des recettes et dépenses**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes

(M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre l'état des recettes et dépenses du 1<sup>er</sup> juillet 1927 au 1<sup>er</sup> décembre 1927.

Adopté.

#### **Loi des ingénieurs forestiers**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant la loi des ingénieurs forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Accidents du travail**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 6 mars, sur la motion du représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) dont elle a été saisie le mardi 28 février dernier: Que le bill 38 relatif aux accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bastien (Berthier):** Après les discours éloquents que nous avons entendus depuis le début du débat sur le même point, il est difficile d'apporter de nouveaux arguments. D'ailleurs, pour ma part, je suis convaincu que cette nouvelle loi, telle que préparée, donnera pleine et entière satisfaction aux ouvriers de notre province et fera cesser toutes les plaintes.

Il (M. Bastien) compare la loi de 1909 avec la nouvelle, passe en revue les principales clauses de la loi et tente d'en faire ressortir les avantages les plus marquants que les ouvriers en retireront. Dans le cas d'incapacité temporaire, comme d'incapacité permanente, l'ouvrier aura pour lui tous les avantages que peut nécessiter sa condition. Les frais de soins médicaux, de pharmacie, les frais de médecins, les frais d'hospitalisation et de transport ne lui seront plus occasionnés comme dans le passé.

C'est un grand point de gagné. J'insiste particulièrement sur la question des frais de transport, car un cas s'est présenté, dans mon comté, où un homme blessé à 100 milles de l'hôpital a dû dépenser un joli montant pour lequel il a reçu une indemnité nulle. Le point le plus essentiel et avantageux pour moi, c'est la disparition de tous les intermédiaires, entre autres les avocats auxquels l'ouvrier avait auparavant à payer des honoraires assez élevés, et d'une procédure trop longue. Augmentation des indemnités, disparition des frais

judiciaires, des frais d'avocats et des intermédiaires, telles sont quelques-unes des opportunités que la loi nouvelle contient.

Réfutant les affirmations de ceux qui prétendent que le gouvernement veut protéger les compagnies d'assurances en repoussant l'assurance collective, il (M. Bastien) se demande si l'assurance patronale est une affaire si payante que d'aucuns seraient portés à le dire. Quelques compagnies ont fait de l'argent, dit-il, mais beaucoup d'autres ont eu à supporter des pertes considérables, parce que l'assurance patronale faisait courir de trop grands risques. Elles paient de gros montants aux ouvriers, en cas d'accident.

On a aussi apporté comme objection que, si le même patron voit 10 ou 12 de ses hommes être tués d'un même accident, les compagnies assument de lourdes pertes. Il est confiant qu'il y aura suffisamment de concurrence, et ne croit pas non plus qu'il y ait danger d'insolvabilité de leur part, puisque les compagnies canadiennes sont florissantes. Toutes les compagnies d'assurances canadiennes sur les accidents ne sont pas florissantes.

De plus, la pratique consiste en un partage des risques, chaque compagnie n'assumant pas plus de \$10,000 d'un risque. Le partage des risques entre les compagnies est une mesure de sécurité. Ces compagnies se protègent entre elles. Il faut toujours envisager la question de prévention des accidents, avant de parler d'indemnisation en cas d'accident. Ce n'est donc pas protéger les compagnies que de les laisser prendre les risques, au lieu de les faire assumer par le gouvernement.

Le député de Maisonneuve (M. Tremblay) nous a dit que le gouvernement n'était pas sérieux avec sa loi, qu'il n'était pas sérieux parce qu'il ne donnait pas l'assurance collective. Est-ce qu'on n'est pas sérieux en France? Est-ce qu'on n'est pas sérieux en Angleterre? Est-ce qu'on n'est pas sérieux aux États-Unis? L'assurance collective fut laissée de côté en France, en Angleterre et dans plusieurs États des États-Unis parce qu'on ne la trouvait pas recommandable.

Les ouvriers reçoivent cependant des indemnités. Et les compagnies d'assurances sont celles qui peuvent faire le plus efficacement la prévention des accidents. Allons-nous nous hasarder dans un système aussi défavorisé ailleurs? D'une comparaison ensuite entre les rentes payées aux États-Unis et celles qui seront assurées par la nouvelle loi de Québec, seul l'État du Minnesota paie une rente aussi élevée qu'ici.

Il (M. Bastien) parle des rentes et des rentes viagères. Le projet de loi soumis est supérieur à la loi appliquée dans 30 États de la république voisine. Chez nos voisins d'outre-frontières, huit États, sur un total de 46, ont payé des rentes viagères à leurs employés. En Ontario, la commission fixe un taux pour chaque industrie, comme par exemple un taux de \$2.10 pour un moulin de pulpe à papier, sans tenir compte de la classification des emplois ni du degré de risque, alors que, dans la province de Québec, les compagnies d'assurances classifient le risque sur les moulins, selon le danger que représente chaque classe d'ouvriers.

La moyenne des moulins de Québec pour les diverses classifications est de \$1.60. Quoi qu'on puisse dire en faveur du système de commission d'Ontario, il soutient que les taux de la province de Québec sont examinés de beaucoup plus près et qu'ils sont appliqués sur une base de classification. Il parle des taux d'assurance et fait des comparaisons entre notre loi de 1928 et les lois en vigueur ailleurs. Celle de la province de Québec est une des plus généreuses, sinon la plus généreuse du continent américain.

Le système d'assurance collective ne fait pas fureur partout. Il (M. Bastien) cite un article du *Monde ouvrier*, de Montréal, qui dit que l'assurance collective avait donné lieu à de graves ennuis dans d'autres provinces. En certains cas, ce système est bien vu, mais on a souvent eu des plaintes au sujet de l'administration de cette assurance, du paiement des primes, et l'on n'a pas tardé à rejeter cette méthode pour revenir à l'assurance privée. L'assurance collective a été un fiasco complet dans deux provinces. Nous aurions encore moins de succès ici, et ceci doit être attribuable pour une large part à ce que nous n'avons pas encore dans cette province le volume d'affaires, le volume de primes suffisant pour appliquer une loi d'assurance collective et pour permettre à une telle assurance de fonctionner.

Notre province n'est pas prête pour un tel discours. Elle n'est pas préparée à recevoir l'assurance collective maintenant. De plus, ce système ne semble pas conforme à la mentalité de la province de Québec. Il faut tenir compte des mentalités propres aux deux provinces, lorsqu'on fait des comparaisons. La mentalité latine ne se prête pas à une commission étatique d'assurance collective; il croit qu'un tel système est propice à l'influence politique.

Pour toutes ces raisons, je voterai en faveur du présent projet. La classe ouvrière en retirera de précieux avantages. Je suis convaincu que cette loi

donnera satisfaction aux ouvriers. En outre, la requête du gouvernement à la délégation ouvrière, demandant qu'on donne sa chance à cette mesure, devrait être accordée en conséquence. Je considère que nous devrions faire un loyal essai de cette loi. De plus, nous avons la parole du gouvernement qui nous a promis de l'amender dans la suite, si elle ne rend pas justice et si elle ne donne pas satisfaction aux ouvriers. La loi est perfectible. Les députés ne seront pas liés à cette loi.

Mais, comme suggestion, je demanderais au ministère de penser aussi, dans son projet de loi, aux buralistes, aux petits salariés qui ne tombent pas sous la protection de cette loi, de même qu'aux cultivateurs, aux instituteurs et autres fonctionnaires qui s'usent dans des positions sédentaires et qui ne bénéficient pas de cette loi des accidents. Il faut se rappeler que l'instituteur qui s'épuise à enseigner aux fils d'ouvrier ne bénéficie d'aucune loi de compensation.

Je demande instamment, dit-il, à la province de penser à eux, en étudiant la loi présentée par le ministre des Travaux public et du Travail (l'honorable M. Galipeault), loi qu'il a préparée sans ménager ses efforts et son temps. Les ouvriers tiendront compte à l'honorable ministre du Travail des efforts qu'il a faits pour leur rendre justice, et ils verront qu'ils peuvent avoir confiance au Parti libéral qui ne les a jamais trompés. Il n'a jamais manqué aux promesses qu'il a faites à l'ouvrier.

(Applaudissements)

**M. Casgrain (Témiscouata):** Je n'ai pas besoin de dire que je suis sympathique à cette loi parce qu'elle a pour effet de venir en aide à la vaillante classe ouvrière. On a dit que cette loi n'intéressait que le patron et l'ouvrier. Elle a une plus grande portée sociale et elle constitue le plus grand avantage pour la classe ouvrière. La nouvelle loi intéresse non seulement les patrons et les ouvriers, mais toute la population.

Ses bons effets auront une répercussion sur toutes les classes de la province. Je ne crois pas, dit-il, que la compensation aux ouvriers pourrait aller plus loin que ne le fait la loi actuelle, du point de vue de l'aide aux ouvriers.

Les lois de compensation, dit-il, doivent leur résistance au développement merveilleux de l'industrie et de la science moderne qui ont créé de nouveaux dangers qu'on ne pouvait prévoir jusqu'ici. L'ouvrier a besoin d'être protégé. Par conséquent, l'ouvrier ne doit pas courir tous ces risques et les lois de compensation sont venues à son secours lorsqu'il

est blessé. Il a le droit de gagner sa vie en n'encourant pas seul des risques qui seront causes des souffrances de sa famille après les accidents.

Aucune loi de compensation ne doit aller trop loin, et cela, dans l'intérêt de l'ouvrier. La loi de compensation doit protéger l'ouvrier, mais ne doit pas lui enlever son initiative. Une loi de compensation doit surtout permettre à l'accidenté de se réhabiliter. Il faut être sage, afin de ne pas créer une loi qui serait un encouragement à la paresse, et apprendre à l'ouvrier à tout faire retomber sur les épaules de ses patrons. Elle ne doit pas être une loi d'assistance publique et ne doit pas renverser l'équilibre économique.

La loi de compensation doit aider l'ouvrier, mais ne pas nuire à l'industrie, dont l'insuccès serait ressenti par les ouvriers. Le projet de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail rencontre toutes ces exigences, et il restera comme un des plus beaux monuments à sa gloire, qui témoignera de son dévouement pour la classe ouvrière et le bien général de la province. Il faut également songer aux cultivateurs. Ils utilisent de l'outillage sur leur ferme et coupent du bois de chauffage, mais, lorsqu'ils subissent un accident, ils doivent se débrouiller seuls. Une fois que les indemnités prévues dans la loi actuelle ont été payées, le rôle du patron est terminé et celui des enfants commence.

(Applaudissements)

Il (M. Casgrain) cite quelques exemples pour mieux illustrer les avantages de cette importante législation. Dans le passé, dit-il, les ouvriers ont perdu leurs indemnités à cause de sous-contracteurs. L'ouvrier n'avait aucune garantie. Par la nouvelle loi, le contracteur et le sous-contracteur sont conjointement et solidairement responsables. À l'avenir, le patron sera obligé de s'assurer. Ayant étudié le projet de loi, ce dernier, dit-il, constitue une loi de compensation juste, qui protège l'ouvrier sans opprimer le patron. La classe ouvrière retirera de grands avantages de cette loi dont l'application fera réaliser toute la valeur. Nous avons une classe ouvrière saine et laborieuse dont nous sommes fiers. Nous voulons garder nos ouvriers tels qu'ils sont.

Il ne faut pas leur apprendre seulement à réclamer, mais aussi à reconnaître les bienfaits qu'on peut leur faire. Nous voulons leur montrer que la route est ouverte, que les sommets peuvent être atteints par les plus humbles parce qu'ils n'appartiennent pas plus à une caste qu'à l'autre. Nous voulons instruire nos ouvriers, nous voulons, selon le mot d'un grand penseur, non pas que l'élite descende dans la foule, mais que le peuple monte vers l'élite.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Très bien. M. l'Orateur, j'ai été agréablement surpris de voir que notre projet et les quelques éclaircissements que j'avais donnés, à une séance antérieure, avaient provoqué ce qu'on appelle un "full-dress debate". Je ne m'attendais pas à ce que cette loi soit étudiée jusqu'à ses moindres détails alors qu'elle n'était pas encore présentée en deuxième lecture<sup>1</sup>. Cela n'est pas dans la tradition parlementaire, mais je ne m'en plains pas. Il est bien curieux que, sur la question de principe d'un bill, on ait discuté toutes les clauses, au lieu de laisser la chose au comité plénier de la Chambre.

La discussion a porté bien plus sur les détails au projet de loi que sur le principe même de celui-ci. Et l'opposition qui a critiqué la loi proposée n'a pas osé présenter un amendement demandant le renvoi à six mois de cette mesure. Je croyais que quelqu'un, afin d'être conséquent avec lui-même, se lèverait pour demander que le bill ne soit pas adopté, aurait présenté une motion demandant le rejet du bill.

Mais il reste encore du temps pour quelqu'un de montrer le courage de ses convictions. Je m'attendais à entendre de plus sévères critiques, après tout ce que l'on nous avait annoncé. Ce projet de loi a suscité certains commentaires, mais c'est tout naturel que les choses se passent ainsi quand il s'agit d'une affaire qui intéresse toute une collectivité, et parce qu'il faut prendre toutes les mesures, vu qu'au-dessus de l'ouvrier et du patron il reste encore le consommateur qui ne veut pas se voir obligé de payer les pots cassés. Quelques-uns des consommateurs sont intéressés dans cette affaire, vu qu'après tout ils doivent payer les dommages. J'en conclus que ce bill doit avoir beaucoup de bon.

Si on se rappelle, lorsque nous avons proposé notre première loi des accidents de travail en 1909, il y eut de longues discussions. Elle avait soulevé un très vif intérêt. Il est tout naturel que l'on appréhende un désastre pour ce bill, car c'est ce qui s'est aussi produit lors de la présentation de la première loi, en 1909. Ce fut même une véritable panique chez les patrons et les ouvriers qui exprimaient des craintes, faisaient entendre des représentations. Les délégations se succédaient sans interruption. On prétendait qu'à la fois ouvriers et patrons en seraient les victimes.

Les patrons criaient à la mort de l'industrie, c'était la fin des industriels, pendant que, d'un autre côté, les ouvriers ne cessaient de réclamer. Ils disaient qu'ils laissaient le certain pour l'incertain. Les temps ont passé, et ont passé très vite. La loi a été mise à l'épreuve et les patrons sont venus nous

demander d'étendre les pouvoirs de la loi en rapport avec la condition ouvrière. Ils protestaient que, dans leur cas, les dispositions du Code civil étaient plus avantageuses, qu'elles leur permettaient de plaider devant la cour et de recevoir la totalité de ce qui leur était dû. Quelques années plus tard, ils trouvaient la loi bienfaisante.

Les ouvriers, à leur tour, sont venus nous demander de rendre la loi applicable à un plus grand nombre d'entre eux. Patrons et ouvriers étaient satisfaits de la situation et du nouveau système qui leur avait été fait. Il n'est pas étonnant que la chose se répète maintenant. Depuis le temps que nous bataillons en cette Chambre, nous sommes devenus un peu philosophes. Il faut noter cependant que, à la suite d'une série d'amendements présentés pratiquement à chaque session subséquente, cette loi a été améliorée.

Après chaque session depuis 1909, la loi a été changée, et maintenant elle est élargie, et la commission demandée depuis longtemps par les ouvriers est accordée. La présente loi englobe tous les ouvriers, quelque élevé que soit leur salaire, tandis qu'auparavant ceux qui gagnaient plus de \$1,500 ne tombaient pas sous le coup de la loi.

En 1926, lorsque nous avons proposé d'améliorer la loi, les patrons ont eu l'air indifférents, ils n'ont pas manifesté beaucoup. Les ouvriers disaient que la loi devait être plus généreuse. Ils ont demandé une plus grande protection et que les indemnités soient augmentées, malgré les avantages qu'elle contenait. Seulement, le gouvernement n'a pu mettre la loi de 1926 en vigueur parce qu'elle aurait ruiné la petite et la moyenne industrie. L'ancienne loi proposée aurait eu pour effet de placer nos industries dans une position inférieure à celle des industries des autres provinces. Notre industrie eût été frustrée. Le projet de loi a une portée plus grande que la loi précédente, comme le demandaient les ouvriers, et protège de plus en plus d'industries, à la demande des patrons et des ouvriers.

Il (l'honorable M. Galipeault) constate une grande prudence dans la conduite du gouvernement, la preuve en est dans son hésitation. C'est en s'inspirant d'un tel esprit de prudence que le gouvernement apporte la nouvelle loi. Le gouvernement s'attendait à la critique sur une question aussi importante. Nous savions qu'on nous ferait une lutte sans merci. Plusieurs politiciens, à l'intérieur et à l'extérieur de la Chambre, ont exprimé les plus vives craintes à l'égard de cette mesure. Nos craintes furent confirmées. Jamais on ne pourra satisfaire tout le monde.

La loi actuelle nous a attiré des injustices de certains quartiers. On a critiqué avant même de connaître la loi, avant que le bill fût imprimé pour le cabinet, avant même que les principales clauses de la nouvelle loi eussent été préparées, et avant même que le projet fût remis aux députés. Un rédacteur d'un journal de cette ville est entré en campagne. Ce prétendu chef ouvrier, qui s'expose tous les jours aux accidents du travail dans un cabinet d'une salle de rédaction écrivait dans un article d'un journal de Québec<sup>2</sup>: "La loi ne nous donne pas satisfaction, ne sera pas acceptable pour les ouvriers et apportera de nouveaux désappointements aux ouvriers, alors que nous voulions lui donner toute la protection possible". Ces injustices sont toujours déprimantes, elles ne servent même pas la cause de ceux qui prétendent servir les intérêts des ouvriers.

Il (l'honorable M. Galipeault) dit que, s'il tombait sous le coup de la présente loi, il demanderait au ciel de le préserver de ses "prétendus amis". Les ouvriers doivent penser: "De pareils amis, délivrez-nous, Seigneur!" Ce rédacteur, ce chef ouvrier n'a pas changé de ligne de conduite. Cette année, il vient de nouveau faire les mêmes critiques. Avant que cette loi fût connue, j'ai même échangé des lettres avec ce chef, M. Thomas Poulin. Aussitôt qu'il entendit parler de notre nouvelle loi et avant qu'il ne songeât à s'informer quelle protection nous accorderions aux ouvriers, il s'est empressé de demander qui ferait partie du personnel de la Commission des accidents du travail.

De plus, il voulait savoir si quelques-uns des membres de son association ouvrière<sup>3</sup> avaient une chance de faire partie de la Commission des accidents du travail. Il y aura des naïfs qui croiront que, si nous avons laissé entendre que oui, si nous avons fait des compliments à celui qui nous écrivait ou si j'avais dit à M. Poulin: "Vous êtes éminemment qualifié pour faire partie de la commission", ses articles contre la loi auraient été moins virulents et il n'aurait pas trouvé les clauses de la nouvelle loi aussi mauvaises que cela.

Il (l'honorable M. Galipeault) relève quelques-unes des critiques de détail qui ont été faites. C'est le député de Maisonneuve (M. Tremblay) qui a dit que notre projet de loi n'était pas sérieux; pourtant, même les adversaires du bill admettent qu'il l'est.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** J'ai dit que les ministres n'étaient pas sérieux!

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Mais la remarque s'appliquait nécessairement au projet de loi. Le député de Maisonneuve a dû revenir

de cette impression. S'il a lu la grande presse du pays, il a dû se rendre compte que notre projet a été trouvé très sérieux et qu'on lui a fait un excellent accueil. Tous les journaux l'ont approuvé en toute réserve. De plus, le député de Maisonneuve a dit qu'il n'avait pas confiance aux intellectuels pour comprendre les besoins des ouvriers et que le travail de préparation de la loi n'aurait pas dû être confié à des intellectuels ni à des professionnels, mais à des ouvriers.

Il a ridiculisé l'idée que des professionnels aient pu faire quoi que ce soit pour les travailleurs ou pour lui. Je lui demanderais de considérer et de relever les grandes réformes qui ont été accomplies en matière de législation ouvrière dans le monde entier et de me dire par qui elles ont été préparées. Il verra que toutes les grandes réformes qui ont révolutionné la condition du travailleur dans le monde, on les doit à des intellectuels et à des professionnels qui ont introduit de grandes améliorations dans les conditions sociales et industrielles des travailleurs, et très rarement à des chefs ouvriers ou à des soi-disant chefs ouvriers.

Contrairement à la prétention du député de Maisonneuve, dans tous les pays, les intellectuels ont donné à l'ouvrier les plus grandes preuves d'attention et d'intérêt. Elles ont été préparées en Europe, en Italie, en Allemagne et en France tout particulièrement. Quels sont ceux qui ont fait la législation ouvrière en France? Jaurès<sup>4</sup>, Briand<sup>5</sup>, Painlevé<sup>6</sup>, Poincaré<sup>7</sup>, Herriot<sup>8</sup>, Journault<sup>9</sup>, etc., des intellectuels. Quels sont ceux qui ont donné au Canada des lois ouvrières? Laurier, Mullock, Lemieux, Mackenzie King, Gouin, Taschereau.

(Applaudissements)

Ce n'est pas parce que ces hommes sont des libéraux que je dois ignorer ce qu'ils ont fait pour les travailleurs. Jamais les prétendus chefs ouvriers n'ont donné à notre pays une législation ouvrière quelconque. Ce n'est pas en soulevant l'ouvrier de cette manière qu'on prend ses véritables intérêts. Dire ceci, c'est prêter de mauvaises intentions à l'ouvrier et lui dire: "Ne compte pas sur les professionnels ni sur les intellectuels, ils ne peuvent être tes amis", ce n'est pas le bon moyen d'éduquer le peuple et de lui montrer que, s'il a des droits, il a aussi des responsabilités. C'est un mauvais système de vouloir faire croire au peuple que la classe ouvrière est maltraitée. La lutte des classes est un terrible danger. Des remarques comme celles du député de Maisonneuve ne dénotent pas une manière adéquate de mener une discussion de cette nature; ce n'est pas une façon de prêcher.

L'honorable chef de l'opposition s'est prononcé en faveur de l'assurance d'État, alors qu'il parle depuis toujours contre l'"étatisme" du gouvernement et son "absolutisme". Le chef de l'opposition se plaint depuis plusieurs années que le gouvernement lui vole son programme, mais, cette fois, ce serait lui qui nous volerait le nôtre. J'ai ici une petite brochure électorale de l'honorable chef de l'opposition où on nous accuse d'étatisme et de vouloir tout contrôler. Il (l'honorable M. Galipeault) lit un passage du discours du chef de l'opposition, aux dernières élections, où le gouvernement est accusé d'étatisme et de faire disparaître l'initiative privée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) C'est peut-être la meilleure partie du discours de l'honorable ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) C'est avec des discours comme celui-là que vous avez perdu vos élections.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** invite le député de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) à poursuivre sa lecture pour l'édification des membres de la Chambre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** L'honorable chef de l'opposition nous reprochait donc exactement ce que nous ne voulions pas faire. C'est l'opposition qui veut aujourd'hui faire disparaître cette initiative. Contradiction intéressante. Pour laisser disparaître l'initiative privée, il faut se rendre bien compte d'abord qu'elle ne peut faire face aux conditions de la vie. Dans ce cas-ci, cependant, il n'en est pas ainsi, et ce ne doit être que pour des raisons sérieuses que le gouvernement s'empare d'une entreprise privée, la chose ne devrait être faite que dans le cas où une entreprise privée ne peut accomplir sa tâche.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que je félicite parce qu'il a bien parlé, a fait un grand effort et un beau travail, mais je dois lui dire qu'il a été injuste envers le gouvernement, ceux qui ont présenté le projet de loi, et envers notre loi. Ses préjugés n'ont pas été bons. Ses idées n'ont pas prévalu; on ne peut pas toujours avoir raison seul contre tout le monde. Le député de Saint-Hyacinthe a été injuste quand il a dit que la nouvelle loi est un leurre, qu'elle est injuste pour l'ouvrier et injuste pour le patron, qu'elle est une menace pour le père de famille et qu'elle constitue

une menace pour les municipalités. Il s'est apitoyé tantôt sur le sort de l'ouvrier, tantôt sur le sort du patron. Mon honorable ami n'a pas été juste quand il a été jusqu'à dire que l'ouvrier de la province de Québec recevrait en indemnité 50 % de ce que reçoit son camarade ouvrier d'Ontario.

Je lie contestation avec l'honorable député de Saint-Hyacinthe sur ce point. Je nie tout ceci, car on ne peut citer un cas où se produira ce fait, dans les clauses qui concernent l'incapacité totale, partielle ou temporaire ou la mortalité. Comment peut-on s'exprimer ainsi quand on considère et étudie les clauses de la nouvelle loi? Je n'arrive pas à comprendre, dit-il, comment le député de Saint-Hyacinthe a pu faire une telle affirmation. Ce qu'il a dit ne s'applique pas à l'incapacité temporaire, ni à des cas temporaires permanents, ni à l'incapacité totale et permanente, pas plus qu'à des cas d'accidents mortels.

Le député de Saint-Hyacinthe s'est trompé, et l'ouvrier de Québec sera mieux protégé par la loi que son compagnon ontarien. La loi que nous soumettons est bien supérieure à celle de l'Ontario. Elle tend à donner à l'accidenté qui souffre d'une incapacité partielle permanente - c'est le plus grand nombre d'accidents - l'aide dont il a besoin et au moment où il a le plus besoin de protection, lorsqu'il viendra de subir un accident, pour soutenir sa famille et pour se réhabiliter. Une loi vraiment généreuse doit venir au secours de l'ouvrier pendant la période de désarroi. C'est pour remonter le moral de l'accidenté qu'une distribution de rentes doit se faire.

Comme question de fait, dans le cas d'une incapacité permanente partielle, la loi de Québec sera jugée meilleure que celle d'Ontario, donnant plus de protection à l'ouvrier. Dans l'Ontario, on attend des mois avant de recevoir une indemnité raisonnable, alors qu'ici l'ouvrier recevra les deux tiers de son salaire aussitôt après l'accident, au moment où son foyer est agité et bouleversé par l'accident. L'ouvrier d'Ontario ne recevra que de petites indemnités: \$1 ou \$2 par semaine.

Notre loi prévoit à ce que l'accidenté soit indemnisé sans délai. Elle assure à l'ouvrier des indemnités fixes et précises. L'indemnité qui lui est accordée sera plus généreuse que celle accordée à l'ouvrier de la province voisine. La commission est obligée d'appliquer la loi telle que faite et adoptée. La loi de Québec signifie que la commission choisie aura des instructions précises à suivre, contrairement à ce qui se passe en Ontario, où la commission jouit de pouvoirs discrétionnaires, n'est pas tenue aux clauses de la loi, tout en possédant des pouvoirs de

jugement absolu. La loi ontarienne fait une obligation à la commission de prendre en considération, en fixant les indemnités, non seulement les pertes subies, mais encore la capacité qui reste à l'accidenté pour faire d'autres genres de travail, des aptitudes de l'accidenté à se créer une nouvelle situation, ce qui met l'ouvrier ontarien de plus en plus à la merci du jugement de la commission. C'est pour cela que bien des fois l'accidenté reçoit beaucoup moins que les indemnités déterminées.

Sur quoi s'est basé le député de Saint-Hyacinthe pour déclarer que l'ouvrier de la province de Québec obtenait seulement 50 % de ce qu'on donnait aux travailleurs de l'Ontario? Nous pouvons faire des lois qui semblent bonnes et se lisent bien et qui ne le sont pas, mais la meilleure loi est celle qui s'appuie sur des faits. Dans celle-ci, nous disons simplement à l'ouvrier: "Vous avez souffert, vous recevrez telle indemnité et il n'y aura pas de cour d'appel pour faire rejeter les décisions de la commission." Nous ne pouvons comparer notre loi avec celle de l'Ontario, car chez nous, les frais d'hospitalisation, de transport et de médecins seront payés par le patron ou l'assurance. De plus, l'accidenté sera libre de dire quel est le médecin qu'il veut avoir à sa disposition et dans quelle langue il préfère recevoir ses services, ce que la loi d'Ontario ne permet pas, si j'ai bonne souvenance.

De plus, si le patron n'est pas satisfait, il n'y aura pas d'appel. La commission parlera *ex cathedra*. Pour plusieurs, la loi est un leurre. Le gouvernement a pris soin d'insérer dans la loi toutes ces prescriptions nécessaires pour que la commission ne prête pas à l'arbitraire. Je n'avais pas confiance à un tribunal arbitraire, dont les décisions seraient finales et sans appel et qui pourrait interpréter la loi selon son bon plaisir et rendre des décisions absolument finales. Nous avons voulu, dit-il, montrer à l'ouvrier que nous veillons sur lui.

Nous nous sommes même rendus à son désir, et nous lui avons donné la commission qu'il réclamait. Puisse la Providence faire que les ouvriers n'aient pas à regretter que le soin de rendre des jugements n'ait pas été laissé aux tribunaux. Nous avons confiance dans nos tribunaux qui protègent le peuple et qui, même avec les inconvénients des frais judiciaires, ont donné justice aux ouvriers. Je ne suis pas sûr que le changement que nous apportons au mode d'administration sera pour le mieux. J'espère que nous ne le regretterons pas et que la commission leur donnera pleine et entière satisfaction. Ce que nous avons fait là, nous l'avons fait pour rendre service à l'ouvrier.

Du moment que le principe de l'assurance collective n'est pas accepté, il faut limiter le capital de la rente si l'on veut rendre pratique et applicable la nouvelle loi. Ce capital de la rente a été augmenté au point qu'il est plus élevé, dans la plupart des cas, que celui fixé aux États-Unis.

Il (l'honorable M. Galipeault) produit un tableau démontrant que, dans les États les plus riches comme New York, les limites sont inférieures à celles fixées par le gouvernement. Il montre un document qui contient, dit-il, un résumé de la législation européenne, américaine et canadienne sur les compensations ouvrières; un document que tout le monde pourra consulter. Les États-Unis sont plus riches que le Canada et s'occupent aussi de leurs ouvriers, ce qui n'empêche que l'analyse de la loi américaine révèle qu'il y a une base maximum et que celle-ci est plus basse que celle établie dans la province de Québec.

On a critiqué notre loi parce que nous fixions une limite au capital de la rente. Il est vrai que la loi présente parle de maximum. Il fallait bien fixer une limite, mais celles que nous avons fixées, \$10,000 pour une incapacité totale permanente, \$5,000 pour une incapacité partielle permanente et \$6,000 pour un accident mortel, en pratique, ne constituent pas à proprement parler des maxima. Est-ce que ce n'est pas suffisant? Ailleurs, la limite de l'indemnité, dans la plupart des cas, est bien inférieure à ce que nous avons fixé.

Il déclare, à l'aide de statistiques, que les maxima d'indemnités fixés par les autres lois sont au-dessous de ceux de notre loi. N'est-il pas vrai que l'accident est souvent dû à l'ouvrier et que ce dernier recevra \$5,000, alors qu'en vertu de l'ancienne loi de 1909, il ne pouvait s'attendre à recevoir plus de \$3,000? Et le nombre des ouvriers qui bénéficieront de cette loi est plus élevé. En Ontario, les statistiques démontrent que l'on paie pour une incapacité totale permanente une moyenne de \$3,670, pour une incapacité partielle permanente, \$1,039, tandis qu'en cas de mort, la veuve retire une moyenne de \$4,796, et dans les cas d'accidents tués et non mariés, \$3,671.

Que les ouvriers soient venus réclamer en délégation pour demander au gouvernement d'apporter certains changements à la loi, c'est tout juste. Si nous avions été à leur place, nous serions probablement venus en délégation. On dira toujours: "Vous avez fait beaucoup, mais donnez-nous encore plus." Comment peut-on dire que notre législation n'offre pas de plus grands avantages à la classe ouvrière? Les ouvriers eux-mêmes l'ont reconnu, la

semaine dernière, dans un mémoire qu'ils nous ont adressé. Ils nous disent qu'ils sont heureux que le gouvernement apporte un grand nombre de réformes. La loi convient tellement aux ouvriers qu'ils nous ont avoué, par la bouche de leurs représentants, que la loi apporte, sur plusieurs points, des améliorations considérables à la loi de 1909 et que la majorité des clauses leur sont favorables. Sur certains détails, ils ne s'accordent pas avec nous. Tout de même, le gouvernement a fait un grand pas.

Quant à l'opinion des patrons, il faudrait nécessairement faire une enquête sérieuse, car elle est partagée. On a dit que les patrons n'approuvent pas notre projet et qu'ils seraient ruinés par cette loi. Mais, au contraire, nous avons reçu un grand nombre de lettres d'industriels qui nous approuvent. J'ai ici des résolutions adoptées de presque toutes les branches de l'Association des manufacturiers de la province qui se déclarent satisfaits. La compagnie s'oppose à l'assurance collective et les patrons qui auront les primes à payer approuvent la loi. Ils m'ont envoyé des lettres d'approbation. Les compagnies d'assurances, par la voix de la Canadian Underwriters<sup>10</sup>, ont fait la même chose et elle vient de m'écrire que l'application de la nouvelle loi augmentera seulement de 2 % le montant de la prime, tel que payé sous l'ancienne loi.

Ne reculant pas devant notre devoir et notre responsabilité, et ne voulant pas non plus flatter les passions populaires, nous reconnaissons que l'on donne à notre population une loi saine et humanitaire, une loi en conformité avec nos besoins primordiaux. Mon opinion - et elle est partagée par bien d'autres - est que, si nous avions la loi d'Ontario chez nous, l'industriel serait trop affecté. Même avec l'assurance collective comme Ontario, on paierait des taux d'assurance plus élevés parce que la province voisine est plus industrielle que la nôtre et que les taux seraient répartis sur un plus grand nombre de patrons. La différence est voulue par la différence dans le volume des primes et le volume de l'industrie dans les deux provinces.

D'ailleurs, il serait difficile de faire une comparaison juste entre le Québec et l'Ontario, parce que la situation n'est pas la même dans les deux provinces. Pour comparer une industrie à une autre, il faut avoir une bonne intelligence de la situation. La comparaison ne peut être faite entre Ontario et Québec sous le rapport des compensations ouvrières, vu que la situation n'est pas la même. Est-ce que dans les provinces d'Ontario, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick, où le système d'assurance collective est en opération, il n'y a pas de grandes

différences dans les taux? Je regrette d'avoir à le dire, si l'industrie de la province de Québec a fait beaucoup de progrès depuis quelques années, elle est encore en arrière avec la province-sœur dans certaines branches de l'industrie, notamment dans ce qu'on appelle la petite industrie établie dans les districts ruraux, qui, chez nous, n'est pas encore à la page. L'Ontario compte beaucoup plus de petites industries.

Et on demandera à un petit industriel dans Québec, qui a une industrie délabrée, des taux peut-être plus cher que ceux de la petite industrie ontarienne, dont les établissements sont parfois mieux équipés, et ce, que l'assurance soit selon le système ouvert ou d'État. De plus, on ne peut pas les comparer puisque les deux systèmes ne sont pas les mêmes. Dans l'Ontario, on taxe suivant la liste de paie, mais dans la province de Québec, les taux sont sur les listes de paie selon l'occupation. Dans Ontario, l'ouvrier ne reçoit que 51 % de ce qui est perçu des patrons, et il faudrait s'y prendre de bonne heure pour prouver que le travailleur ontarien, en règle générale, est satisfait de la loi.

Il (l'honorable M. Galipeault) signale le cas du désastre des mines Hollinger et demande ce que cette catastrophe allait signifier l'an prochain en fait d'augmentation des taux. Il se peut que, dans certaines catégories d'industries, le patron ontarien soit satisfait de son sort, mais la règle est loin d'être générale. On prétend que le système d'assurance collective coûte moins cher. C'est vrai. Mais on oublie d'ajouter qu'en Ontario, depuis 1915, le gouvernement a payé \$1,500,000 à la commission. Qui paie, en définitive? C'est Baptiste.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) nous a dit que nous faisons encourir des risques aux compagnies d'assurances avec cette loi, mais elles sont surveillées par le gouvernement, elles se surveillent et partagent les risques entre elles. Depuis 1909, y a-t-il une seule compagnie d'assurances qui a fait faillite? Les patrons se sont assurés dans les compagnies d'assurances et pas un ouvrier qui, travaillant pour un patron assuré, fut blessé, n'a perdu son indemnité parce qu'une compagnie d'assurances aurait failli. Ces compagnies ont fait la même chose qu'elles feront maintenant et aucune n'a failli.

Il aura, dit-il, de la difficulté à réconcilier les prétentions des opposants au bill, qui craignent les risques d'insolvabilité de la part des compagnies d'assurances. D'autre part, quelques-uns ont même prétendu que les compagnies feraient des profits considérables. S'il en est ainsi, pourquoi feraient-



elles faillite? Où serait le danger de faillite? Un chef ouvrier a prétendu que les commissions ne pouvaient faire faillite. Qui peut garantir la solvabilité d'une commission? Il cite l'exemple des difficultés éprouvées par les commissions dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick où les patrons s'étaient tournés contre les commissions contre lesquelles ils luttait même devant les tribunaux.

Que fait-on de l'ouvrier pendant ce temps? L'ouvrier de la province de Québec aurait encore un lien de privilège sur la propriété de son patron au cas où la compagnie d'assurances ne paierait pas comme aujourd'hui. Le système de l'assurance collective n'est donc pas aussi bon que cela. Les patrons, comme on le voit, peuvent faire la grève, refuser de payer, faire des procès, etc. Quelle serait la garantie de l'ouvrier pendant ce temps-là?

Il cite le témoignage de M. J. T. Foster, rapporté dans *Le Devoir*, à l'effet que l'ouvrier avait piètre opinion des commissions de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. M. Foster dit que la commission est la panacée à tous les maux. Sur trois provinces qui ont l'assurance collective, deux, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, ont des déficits dans leurs caisses. Une compagnie d'assurances aurait offert de la protection dans le cas des désastres qui ont démoli les fonds de la commission de la Nouvelle-Écosse.

Tandis qu'une compagnie peut se garer des mauvaises années en retardant les dividendes, une commission, elle, irait à la banqueroute. M. Foster explique le déficit du système de l'assurance collective dans la province du Nouveau-Brunswick à cause des marchands de bois qui ne voulurent pas payer les primes d'assurance. Ce n'est pas aussi fameux que cela. Adopter le système d'assurance collective, c'est prendre un risque d'avoir un jour à combler des déficits et, en ne prenant pas ce risque, je crois que nous avons agi sagement. Le gouvernement sait prendre ses responsabilités. Le gouvernement de Québec ne veut pas créer une situation semblable dans la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Une compagnie d'assurances pourra-t-elle refuser d'assurer un patron<sup>11</sup>?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui, mais nous n'avons pas objection à mettre comme condition de l'admission des compagnies d'assurances dans cette province l'obligation de prendre tous les risques. C'est un mauvais principe, celui que l'on prêche et qui veut empêcher l'ouvrier blessé de donner avis à son patron. Pourquoi toujours

vouloir éloigner deux classes de la société? Pourquoi vouloir toujours diminuer les moyens de contact?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le patron fait faillite?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** L'ouvrier a toujours deux recours, la compagnie d'assurances et le patron. Les compagnies d'assurances qui voudront faire affaire dans la province de Québec devront prendre tous les risques d'accidents, même les mauvais, sous peine de perdre leur permis. Celles qui préféreront assumer tel risque plutôt que tel autre ne seront pas autorisées à faire affaire dans la province.

Nous sommes prêts à dire aux compagnies d'assurances qu'elles ne pourront faire affaire dans la province si elles refusent de s'assurer. Si elles trouvent qu'elles assument trop de risques pour leur capacité, elles n'auront qu'à s'assurer entre elles. Selon le système de commission de la province de Québec, l'ouvrier peut être assuré qu'une supervision raisonnable et sécuritaire est faite de toute entente survenue entre lui et l'assureur. Même le système de commission ontarien ne peut prétendre cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'est-ce qu'il adviendra si le patron ne consent pas à s'assurer ici?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Dans ce cas, la responsabilité du patron demeurera la même. Avec la loi de 1909, le patron n'était pas obligé de s'assurer, et cependant, il le fit. Mais je ne serais pas opposé, si l'on veut, à mettre un privilège sur les biens de ce patron.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce possible que des compagnies privées refusent d'assurer un patron?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui, car la commission ne peut dire à une compagnie de ne plus faire d'affaire dans la province.

On a parlé de marchandage. On nous a reproché d'avoir permis à l'ouvrier de pouvoir s'entendre avec son patron. Le patron volera l'ouvrier, a-t-on dit. Je respecte le patron plus que cela et je n'aurais jamais voulu lui enlever le droit d'entente avec ses ouvriers. Entendons-nous bien sur ce point. Est-ce un marchandage que de permettre au patron, qui a presque la responsabilité d'un père de famille, de ne pas approcher l'ouvrier? Je m'insurge contre le principe d'insérer dans la loi une clause

représentant le patron comme un voleur désireux d'écraser toujours l'ouvrier, un ennemi de l'ouvrier et défendant à ce dernier de lui donner des avis. Faut-il que la loi stipule qu'un patron cherche *ipso facto* à nuire à son employé, et donc qu'il ne doit pas lui être permis de s'entendre avec lui? Le patron n'est pas par le fait même un ennemi de l'ouvrier, et la commission est toujours là pour approuver les ententes. De plus, doit-on croire qu'en Ontario la commission s'occupe personnellement de toutes les réclamations?

Il (l'honorable M. Galipeault) traite ensuite de la cause concernant les accidents intentionnels ou les accidents causés par l'ivresse. On nous a fait un grand crime d'avoir dit que l'ouvrier en état d'ivresse n'aura pas droit à son indemnité. J'espère que cela est de nature à protéger l'ouvrier. Si c'est le désir de la Chambre de faire disparaître cette clause, je m'inclinerai volontiers, mais je ne crois pas qu'elle constitue une injustice. Le gouvernement de Québec n'a pas l'intention de rappeler cette clause et ceux qui vantent la loi d'Ontario feraient bien de songer que leur favorite contient aussi une clause semblable au sujet des accidents intentionnels.

Quant à l'assurance collective, elle est basée sur un mauvais principe, un principe entièrement faux qui aurait des effets regrettables si on le poussait à l'extrême, malgré ce qu'ait pu dire M. l'abbé Fortin. Ce système prévient la coopération entre l'ouvrier et le patron, et celui-ci n'a aucun intérêt à améliorer les conditions dans ses usines ou ateliers. Ce système empêche le patron de protéger l'ouvrier qui a été blessé. C'est M. l'abbé Fortin, je crois, qui nous a dit qu'il lui avait pris 10 ans pour comprendre le principe de l'assurance collective. Il a déclaré: "C'est bien simple, quand un accident arrive, ce n'est pas la faute de l'ouvrier ni celle du patron, mais celle de l'industrie et de la machine."

Je ne suis pas surpris que l'abbé Fortin ait pris 10 ans pour comprendre cela. Nous ne sommes pas habitués à des théories comme celle-là. Dans la plupart des cas, les choses ne se passent pas comme on l'a prétendu. Je crois plutôt qu'il est rare que ce soit la faute de la machine. Et l'abbé Fortin concluait: "Il faut l'assurance collective." Je n'y crois pas à l'assurance collective. D'abord - et l'honorable chef de l'opposition l'admettra - c'est une taxe. Dans cette province, on n'est pas très favorable aux taxes.

Et je crois que cette assurance collective pèserait sur tout le monde. L'abbé Fortin, d'après *L'Événement* de ce matin, disait aux ouvriers: Ce que vous devriez avoir, c'est 100 % de compensation en cas d'accident. Si on l'applique pour les accidents, pourquoi ne pas le faire pour l'assurance sur la vie,

pour les boulangeries, etc.? La loi des liqueurs n'est pas basée sur le même principe. C'est une loi de tempérance et une loi de police. On a dit du gouvernement qu'il avait consenti à faire un monopole du commerce des liqueurs et qu'il avait refusé de le faire pour l'assurance. Mais le commerce des liqueurs par la régie gouvernementale est dans le but de réunir des profits, et la loi des liqueurs est une question de sécurité publique, autant que de profit.

Le commerce a toujours été entouré de restrictions et de précautions sévères. En Ontario, quand les employeurs paient la commission, c'est une question de taxation. Je suis surpris et j'hésite à croire que M. l'abbé Fortin a dit cela, car, au moment où on discute la loi, je dis que prêcher une pareille doctrine est antisocial, selon moi, et ce n'est pas une bonne manière de discuter ce projet. Une telle disposition n'existe nulle part dans le monde.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) est pour l'assurance collective. Il n'a pas toujours été favorable à l'assurance collective. Il a dû évoluer, car il a voté contre, en cette Chambre. Les procès-verbaux de 1927 sont là pour le dire et montrent que le chef de l'opposition avait voté avec le gouvernement contre un amendement de l'opposition qui demandait le système en question.

M. l'Orateur, je termine. Celui que nous devons protéger et prendre en considération, c'est spécialement l'homme au petit salaire et au salaire moyen, soit le plus grand nombre, afin de donner justice à tous. Dans notre loi, ils recevront des indemnités qui leur donneront satisfaction. J'ai confiance que notre loi atteindra ce but, qu'elle protégera l'ouvrier, qu'elle ne chargera pas trop les patrons, qu'elle ne pèsera pas trop lourdement sur l'industrie et sur les épaules du consommateur, du contribuable et encore moins sur l'ouvrier.

(Applaudissements)

**M. l'Orateur:** La motion sera-t-elle adoptée?

**Des voix:** Vote, vote. Oui... Non... Adopté... Adopté... Rejeté...

**M. l'Orateur:** Dans mon opinion, les oui l'emportent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le vote<sup>12</sup>.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bergeron, Bernard, Blain, Bouthillier, Cantin, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Crépeau, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dugas, Farand, Fortier, Frigon, Gagnon (Maskinongé), Gagnon (Kamouraska), Galipeault, Gault, Gauthier, Grant, Guertin, Lafleur, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Oliver, Ouellet, Papineau, Perrault, Phaneuf, Piché, Philips, Pilon, Plante, Poulin, Power, Reed, Rochette, Saurette, Sauvé<sup>13</sup>, Savoie, Smart, Taschereau, Tremblay, Vautrin, 64.

**Contre:** MM. Bouchard, Duplessis, Marchand, Renaud, 4.

La motion est ainsi adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

(Bruyants applaudissements)

Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité<sup>14</sup>.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

#### **Écoles protestantes de Montréal et de ses environs**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 144 modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Curateurs pour les incapables**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 modifiant le Code civil relativement aux incapables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code civil, article 953a**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 modifiant l'article 953a du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Don de S.-D. Joubert à ses enfants**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 45**

#### **Questions et réponses:**

##### **École technique de Hull**

**M. Guertin (Hull):** 1. À quelle date l'École technique de Hull a-t-elle été ouverte à l'enseignement?

2. Quelle était l'entente entre la cité de Hull et le gouvernement au sujet de la répartition du coût d'entretien de cette école?

3. La part de la cité de Hull pour le coût d'entretien de cette école a-t-elle été augmentée?

4. Dans l'affirmative: *a.* Quand? *b.* De combien? *c.* Pour quelle raison?

5. La cité de Hull a-t-elle fait difficulté pour payer ce montant supplémentaire?

6. Dans l'affirmative, à quelle date la cité de Hull a-t-elle fait des objections: *a.* verbales; *b.* écrites?

7. Ce montant supplémentaire a-t-il été payé?

8. Dans la négative, qu'entend faire le gouvernement pour obtenir le paiement de cette somme?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. 3 novembre 1924.

2. 9 George V, chapitre 42, section 8.

3. Oui.

4. *a.* 16 George V, chapitre 49, section 10; *b.* \$5,000; *c.* Pour rencontrer les besoins de l'école.

5. Oui.

6. À plusieurs reprises depuis l'année 1926.

7. Non.

8. La loi 16 George V, chapitre 49, suivra son cours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 109 modifiant la charte du Crédit Général du Canada.

#### **Crédit Général du Canada**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 modifiant la charte du Crédit Général du Canada. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Commission des accidents du travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant la Commission des accidents du travail.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Que la Commission des accidents du travail qui sera créée par la loi qui accompagne les

présentes résolutions soit composée de trois membres, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont l'un comme président recevra un traitement annuel de \$10,000 et les deux autres chacun un traitement de \$8,000 par année.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un secrétaire de la commission avec un traitement annuel de \$5,000.

**Des députés** demandent des explications.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

La commission aura trois membres: un président, \$10,000 de traitement, deux commissaires, \$8,000 de traitement, et un secrétaire, \$5,000 de traitement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Trois commissaires ne constitueront pas un tribunal pouvant expédier toutes les requêtes avec assez de diligence. Actuellement, 12 juges s'occupent de la loi des accidents et ils ne réussissent pas à expédier toute la besogne.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

La commission d'Ontario n'a que trois membres pour s'en occuper.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La situation dans l'Ontario n'est pas la même que dans la province de Québec. Si la situation dans Québec est différente, il faut une loi différente. Cette comparaison entre les administrations de Québec et d'Ontario est injuste, puisque les orateurs du gouvernement, y compris le ministre, l'ont déclaré cet après-midi au cours de la discussion sur la loi. Quelles sont les personnes nommées ou auxquelles songe le gouvernement pour ces trois nominations sur la commission?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Bien franchement, ces nominations n'ont pas encore été prises en considération par le gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En Angleterre, le gouvernement nomme indifféremment libéraux ou tories aux fonctions publiques, et il devrait en être de même ici. Le système qui a cours de l'autre côté de l'océan sert à nommer des hommes de qualité et efficaces, sans égard aux alliances partisans. Il souhaite que ce soit le cas pour l'instance dont il est question. De plus, ma ville étant une des plus industrielles de la province, un des commissaires devrait être choisi dans le comté que je représente.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** De mon côté, je considère que trois personnes sont un nombre suffisant.

Il (M. Bouchard) félicite le gouvernement d'avoir adopté le système d'une commission. Il vote avec plaisir le principe de ce projet de loi qu'il a défendu deux ans auparavant. Il se réjouit, en tout cas, du fait que le gouvernement ait accédé au désir des organisations ouvrières de la province de Québec.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** demande si le gouvernement estime qu'il pourrait être assuré d'obtenir les services d'un avocat compétent comme secrétaire de la commission, à \$5,000 par année.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Ce ne pourrait être qu'un salaire de départ. C'est l'intention du gouvernement de nommer comme secrétaire de la commission un avocat compétent et expérimenté.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** prend la parole.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le secrétaire devra donner tout son temps au travail de la commission.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 3. Que la commission soit assistée d'un personnel nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixera le traitement de chacun des membres de ce personnel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crois que le lieutenant-gouverneur en conseil ne devrait rien avoir à faire avec ces nominations. Il suggère que le personnel soit nommé par les commissaires. Le gouvernement prétend qu'il ne veut pas d'ingérence politique et, avec ce système, il risque d'en avoir.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le gouvernement a tout intérêt à nommer des compétences, parce que sa responsabilité sera en jeu devant le peuple. Lorsque la commission aura opéré quelques années et qu'elle aura fait ses preuves, alors ce sera le temps de l'amender comme le suggère le député de Trois-Rivières. Pour l'instant, il est question de nommer un nouveau tribunal et de faire en sorte qu'il agisse le plus efficacement possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On partirait du bon pied si la commission était libre de toute influence politique. Cela revient donc à dire que les employés seront les instruments du lieutenant-gouverneur en conseil. Les commissaires seront en fonction tant qu'il plaira au gouvernement de les y garder. Les trois commissaires seront de simples serveurs du gouvernement. J'y vois un danger. La commission devrait nommer le personnel et fixer les salaires.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** La nomination par le gouvernement assure une sauvegarde à la population. L'influence du lieutenant-gouverneur en conseil garantit la nomination d'employés efficaces.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande que le personnel soit nommé par les commissaires. À son avis, tout comme la Commission des liqueurs de Québec nomme ses propres employés, la Commission des accidents du travail devrait avoir la même liberté d'action.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** appuie le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) et le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

**M. Tremblay (Maisonneuve)** appuie le député de Trois-Rivières et le député de Deux-Montagnes. Si le gouvernement nomme des bons commissaires, dit-il, je ne vois pas d'objection à leur confier la tâche de nommer le personnel de la commission.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** prend la parole.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le bill prévoit qu'une partie des coûts de la commission sera assumée par les compagnies d'assurances, et que l'autre partie le sera par les patrons, qui auront leur propre assurance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au ministère si le gouvernement a l'intention de donner une pension aux commissaires<sup>15</sup>.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose, par voie d'amendement, qu'il soit spécifié dans la loi que les commissaires soient nommés pour une période déterminée, comme c'est le cas pour le président de la Commission des services publics de Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il se pourrait qu'un membre soit dans l'incapacité de remplir ses devoirs pour cause de maladie; il serait alors nécessaire de le remplacer.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**

dit la même chose que le premier ministre.

L'amendement est rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**

insiste pour qu'il soit spécifié dans la loi que les commissaires resteront en fonction durant bonne conduite et qu'ils ne pourront être destitués que pour cause.

L'amendement est rejeté.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**

propose: 4. Que le traitement des commissaires ainsi que les dépenses de logement et d'ameublement de la commission soient à la charge du gouvernement de la province et payés à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

5. Que lesdites dépenses de logement et d'ameublement soient payées après approbation par le ministre des Travaux publics et du Travail.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**

s'objecte à la clause 5. Il y a encore un danger d'ingérence politique dans le fait que les dépenses de logement et d'ameublement seraient payées après approbation par le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault).

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Si nous payons, c'est bien le moins que nous approuvions.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**

demande au gouvernement de juger au mérite le degré d'incapacité de l'accidenté et la forme de paiement de l'indemnité accordée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**

demande la même chose que le député de Saint-Hyacinthe.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**

propose: 6. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à

avancer à la commission, à même le fonds consolidé du revenu, telle somme qu'il déterminera pour défrayer les autres dépenses auxquelles il n'aura pas encore été pourvu en la manière prévue par l'article 10 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et que la commission soit comptable de l'avance ainsi faite.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 49 concernant la Commission des accidents du travail.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 concernant la Commission des accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>16</sup>:**

Le comité étudie l'article 1.

L'article 1 du chapitre 275 remplacé par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 2 du chapitre 275 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"[[2. Il est établi une commission appelée "Commission des accidents du travail", avec son bureau principal en la cité de Québec, composée de trois membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont l'un comme président reçoit un traitement annuel de dix mille dollars (\$10,000) et les deux autres chacun un traitement de huit mille dollars (\$8,000) par année.]]"

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**

propose un amendement qui décrète que les commissaires devront s'occuper exclusivement des devoirs de leur office.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"[[2. Il est établi une commission appelée "Commission des accidents du travail", avec son bureau principal en la cité de Québec, composée de trois membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont l'un comme président reçoit un traitement annuel de dix mille dollars (\$10,000) et les deux autres chacun un traitement de huit mille dollars (\$8,000) par année.]]

"2a. Les commissaires doivent s'occuper exclusivement du travail de la commission et des devoirs de leur office; ils ne doivent exercer aucun autre emploi, commerce, industrie ou profession."

L'amendement est adopté.

L'article 2 du chapitre 275 remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** soumet un amendement qui a pour objet de statuer que les commissaires seront nommés pour un temps fixe, comme c'est le cas pour le président de la Commission des services publics de Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La chose n'est pas possible. Il vaut mieux qu'ils soient en fonction durant le bon plaisir du gouvernement<sup>17</sup>. Il peut arriver que les commissaires ou un d'eux deviennent malades ou incapables de siéger. Le gouvernement ne pourrait pas les remplacer. Il est plus pratique de les faire nommer au bon plaisir du lieutenant-gouverneur en conseil.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**

donne les mêmes raisonnements que le premier ministre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce qui est dangereux, c'est que, sous la future loi, la commission pourra être complètement dissoute au bon caprice du gouvernement dans l'espace de quelques mois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La période pour laquelle est nommée la Commission des eaux courantes de Québec, qui existe depuis de nombreuses années maintenant, dépend de la volonté du gouvernement.

L'amendement est rejeté.

Les articles 3 à 21 du chapitre 275, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 22 du chapitre 275 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"22. S'il intervient une entente entre l'assureur et l'employeur, d'une part, et la victime ou ses ayants droit, selon le cas, d'autre part, cette entente, pour valoir, doit être faite par écrit, signée et attestée, et transmise à la commission, le tout en la manière déterminée par les règles spéciales. Sur quoi la commission, si elle est satisfaite que cette entente exprime la volonté des parties et est conforme à la loi, peut l'approuver par une décision, qui est le jugement final dans l'affaire.

"Si la commission, dans les dix jours de la réception de l'entente écrite qui lui a été transmise, n'a pas exprimé sa désapprobation, cette entente est réputée approuvée par elle.

"Toute telle entente faite avant l'expiration de dix jours après la date de l'accident ou toute entente qui n'a pas été transmise à la commission comme susdit, est annulable à la demande de l'ouvrier ou de ses ayants droit, selon le cas."

**M. Guertin (Hull)** suggère que ce délai soit porté à trois semaines.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**

change le délai de 10 jours en un délai de 15 jours. Il se dit persuadé que la commission préférera le système de pension plutôt que de payer des montants forfaitaires en indemnités. On fait un compromis pour un délai de 15 jours. Il explique que la commission a le pouvoir de rouvrir les clauses à la demande des intéressés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** s'oppose à ces ententes, craignant les influences. Il avait demandé que soit clarifié le fait que, dans le bill, l'expression "dans les limites de la loi" renvoie à la loi des accidents du travail de 1928, ce qui a été fait. Ensuite, il a signifié son inquiétude quant à l'autorisation d'une entente entre l'assureur et l'assuré.

Selon lui, c'est à la commission qu'il devrait revenir de fixer le montant de l'entente. Tous les cas de capitalisation de pensions devraient se retrouver sous le contrôle de la commission. Il suggère de suivre le système d'Ontario en ce qui a trait aux indemnités, lorsque le pourcentage est de moins de 10 %.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** partage ce point de vue.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

L'expérience démontre que, lorsque le capital est

versé à l'ouvrier, celui-ci se trouve bientôt sans argent dans la plupart des cas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** est favorable à un droit d'appel des décisions de la commission, même devant un juge de la Cour supérieure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**: La nouvelle loi fait disparaître les frais. La suggestion du député de Trois-Rivières, si elle était adoptée, occasionnerait de nouveaux frais pour les ouvriers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** n'insiste pas.

**M. Cantin (Saint-Sauveur), M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et M. Duplessis (Trois-Rivières)** sont d'avis qu'il serait plus sage de ne pas autoriser une entente possible entre l'assureur et l'accidenté, ou l'employeur et celui-ci.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**: De telles ententes sont toujours soumises à l'approbation de la commission qui peut faire toute enquête nécessaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: C'est spécialement dans l'intérêt des ouvriers éloignés, et ces ententes devront être approuvées par la commission qui a même le pouvoir de revenir sur sa décision si elle réalisait qu'une des parties fut trompée lors d'une entente.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"22. S'il intervient une entente entre l'assureur et l'employeur, d'une part, et la victime ou ses ayants droit, selon le cas, d'autre part, cette entente, pour valoir, doit être faite par écrit, signée et attestée, et transmise à la commission, le tout en la manière déterminée par les règles spéciales. Sur quoi la commission, si elle est satisfaite que cette entente exprime la volonté des parties et est conforme à la loi des accidents du travail, peut l'approuver par une décision, qui est le jugement final dans l'affaire.

"Si la commission, dans les quinze jours de la réception de l'entente écrite qui lui a été transmise, n'a pas exprimé sa désapprobation, cette entente est réputée approuvée par elle.

"Toute telle entente faite avant l'expiration de quinze jours après la date de l'accident ou toute entente qui n'a pas été transmise à la commission comme susdit, est annulable à la demande de l'ouvrier ou de ses ayants droit, selon le cas."

L'amendement est adopté.

L'article 22 du chapitre 275 remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 23 et 24 du chapitre 275 remplacé par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 25 du chapitre 275 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"25. Si la décision de la commission a été rendue après enquête par un des commissaires, l'une des parties intéressées peut, dans un délai de quinze jours après la date à laquelle cette décision a été rendue, demander à la commission de reconsidérer sa décision. La commission procède alors à un nouvel examen de la preuve au dossier et entend les parties, si elle le croit nécessaire, et peut alors confirmer, modifier ou annuler la décision rendue en premier lieu."

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** consent à allouer 30 jours pour faire appel.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"25. Si la décision de la commission a été rendue après enquête par un des commissaires, l'une des parties intéressées peut, dans un délai de trente jours après la date à laquelle cette décision a été rendue, demander à la commission de reconsidérer sa décision. La commission procède alors à un nouvel examen de la preuve au dossier et entend les parties, si elle le croit nécessaire, et peut alors confirmer, modifier ou annuler la décision rendue en premier lieu."

L'amendement est adopté.

L'article 25 du chapitre 275 remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 26 du chapitre 275 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"26. À la demande des parties intéressées ou de sa propre initiative, la commission peut, dans les deux ans qui suivent la première décision, dans le cas d'aggravation ou d'atténuation de l'infirmité de la victime, ou de son décès par suite des conséquences de l'accident, réviser l'indemnité accordée."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande que la période soit augmentée à quatre ans.

L'amendement est rejeté.



**Un député** propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"26. À la demande des parties intéressées ou de sa propre initiative, la commission peut, dans les deux ans qui suivent la première décision ou l'entente intervenue suivant l'article 22, dans le cas d'aggravation ou d'atténuation de l'infirmité de la victime, ou de son décès par suite des conséquences de l'accident, réviser l'indemnité accordée."

L'amendement est adopté.

L'article 26 du chapitre 275 remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

L'article 27 du chapitre 275 remplacé par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 28 du chapitre 275, remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"28. 1. Sur dépôt, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district où se trouve le domicile de l'employeur, d'une copie authentique d'une décision de la commission, la cour peut, sur requête sommaire de la commission ou de toute partie intéressée, homologuer la décision, laquelle devient exécutoire comme tout autre jugement. Durant les vacances judiciaires ou hors de terme, le juge de la Cour supérieure a la même juridiction que la cour pour les fins du présent article.

"2. La décision de la commission est exécutoire contre l'employeur, quinze jours après la date à laquelle elle a été homologuée, et contre l'assureur trente jours après ladite date s'il n'y a pas été satisfait plus tôt; mais l'exécution contre l'assureur doit dans tous les cas être précédée d'un avis de dix jours à la commission."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"28. 1. Sur dépôt, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district où se trouve le domicile de l'employeur, d'une copie authentique d'une décision de la commission, la cour peut, sur requête sommaire de la commission ou de toute partie intéressée, homologuer la décision, laquelle devient exécutoire comme tout autre jugement. Durant les vacances judiciaires ou hors de terme, le juge de la Cour supérieure a la même juridiction que la cour pour les fins du présent article.

"2. La décision de la commission est exécutoire contre l'employeur et contre l'assureur, quinze jours après la date à laquelle elle a été homologuée, mais l'exécution contre l'assureur doit dans tous les cas être précédée d'un avis de cinq jours à la commission."

L'amendement est adopté.

L'article 28 du chapitre 275, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 29 à 32 du chapitre 275, remplacé par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

#### **Log Supply Company Ltd. et World Match Corporation Ltd.**

**M. Bastien (Berthier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et Log Supply Company Limited et World Match Corporation Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bastien (Berthier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 11 h 15<sup>18</sup>.

#### **NOTES**

1. *La Presse* du 8 mars 1928, à la page 24, rapporte plutôt: "Je savais que le débat sur la deuxième lecture de ce bill allait prendre cette ampleur."

2. *Le Devoir* du 8 mars 1928, à la page 1, parle de "premier-Québec".

3. *Le Devoir* du 8 mars 1928, à la page 1, parle de plusieurs associations ouvrières.

4. Jean Jaurès (1859-1914), homme politique, philosophe et historien. Adhéra au parti ouvrier français et lutta pour l'unité du mouvement socialiste. En tant que parlementaire, il mena une grande bataille pour l'adoption de lois ouvrières.

5. Aristide Briand (1862-1932), homme politique français, avocat et journaliste. Membre et puis secrétaire général du Parti socialiste français. Prix Nobel en 1926. Il fut plus de vingt fois ministre, dont les Affaires étrangères, et 11 fois président du Conseil.

6. Paul Painlevé (1863-1933), mathématicien et homme politique français. Il fut tour à tour ministre de l'Instruction publique et de la Guerre, puis président du Conseil et président de la Chambre.

7. Raymond Poincaré (1860-1934), homme d'État français, sénateur, ministre de l'Instruction publique, des Finances, président du Conseil.

8. Édouard Herriot (1872-1957), écrivain et homme politique français, sénateur, ministre des Travaux publics et de l'Instruction publique, président du Conseil, ministre d'État, président de la Chambre des députés, président de l'Assemblée nationale.

9. Louis-Geneviève-Léon Journault (1827-1892), homme politique français, député de l'Assemblée nationale, membre actif de la gauche républicaine. Élu au Sénat.

10. *L'Événement* du 8 mars 1928, à la page 8, attribue cette affirmation au président de la Canadian Casualty Co.

11. Dans *La Tribune* du 8 mars 1928, à la page 3, on parle plutôt d'un "ouvrier".

12. *The Gazette* du 8 mars 1928, à la page 1, dit que M. Bouchard "se lève d'un bond pour demander un vote par appel nominal". Comme il faut cinq membres pour demander un vote, selon *La Tribune* du 8 mars 1928, à la page 3, le premier ministre Taschereau et plusieurs députés ministériels se levèrent.

13. *L'Événement* du 8 mars 1928, à la page 8, rapporte que lorsque M. Sauvé se lève pour donner sa voix au ministre, la droite l'applaudit. *Le Devoir* du 8 mars 1928, à la page 1, rapporte que le premier ministre lance un merci au chef de l'opposition.

14. *L'Événement* du 8 mars 1928, à la page 8, rapporte que M. Authier étant au fauteuil, on commence à étudier la loi clause par clause, mais, cinq minutes plus tard, on ajourne cette étude.

15. *Le Devoir* du 8 mars 1928, à la page 1, dit ceci, après cette question de Duplessis: "On rit: nos lecteurs savent que le gouvernement a un projet de loi pour offrir une pension à M. L.-B. Cordeau, président de la Commission des liqueurs."

16. Sous la présidence de M. Gustave Delisle (Chicoutimi).

17. Dans *The Montreal Daily Star* du 8 mars 1928, à la page 8, on parle du lieutenant-gouverneur en conseil.

18. *L'Action catholique* du 8 mars 1928, à la page 9, indique 11 h 10.

## Séance du jeudi 8 mars 1928

## Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Laurentide Power Company Ltd.

**M. Grant (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Oliver), que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, demandant une loi pour définir le territoire régi par lesdits commissaires, de façon à y inclure la partie du lit de la rivière Saint-Maurice qui traverse ce territoire et fixer à \$5,000,000 l'évaluation des biens-fonds possédés par Laurentide Power Company Limited, dans les limites du territoire régi par lesdits commissaires; que cette pétition soit immédiatement lue et reçue et qu'il soit permis de présenter le bill 153 modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et l'évaluation des propriétés de Laurentide Power Company Limited.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Grant (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 153 modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et l'évaluation des propriétés de Laurentide Power Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième

rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 199 modifiant le Code civil relativement aux incapables.

Et, avec amendements, le bill 165 modifiant l'article 953a du Code civil.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Votre comité recommande de prolonger au 15 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Daniel (Montcalm):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rejeter le bill 180 modifiant l'article 228 du Code municipal.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 15 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

Appel à la  
Cour du banc du roi

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 198 modifiant le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1925, relativement à l'appel à la Cour du banc du roi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Route Tour du lac Saint-Jean**

**M. Tremblay (Maisonneuve):** 1. Combien ont coûté à date: *a.* la construction; *b.* les réparations ou reconstruction; *c.* l'entretien de la route Tour du lac Saint-Jean?

2. Quand ont été faites les réparations ou reconstruction et quel en a été le coût dans chaque cas?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. *a.* \$670,322.53; *b.* \$301,185.02; *c.* \$294,136.31; 2. Réfection: 1923-1924, \$62,953.08; 1924-1925, \$42,165.13; 1925-1926, \$57,818.51; 1926-1927, \$111,131.05; 1927-1928, \$27,117.25.

### **Département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 2 modifiant la loi du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. Nicol), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. La résolution est retirée.

### **Loi de la chasse**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: 1. Que le permis pour garder vivants, pendant la saison de prohibition, les animaux protégés par la loi de la chasse, excepté ceux pris en vertu de l'article 33 de ladite loi, soit annuel et doive être renouvelé à son expiration, sur paiement de

l'honoraire et en se conformant aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera.

Adopté.

2. Que les honoraires et les conditions du permis visé par l'article 37 de ladite loi de la chasse soient fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément à l'article 48 de la loi de la chasse, tel que modifié par la section 12 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, puisse faire, modifier et abroger des règlements pour les fins suivantes:

1. Créer certaines réserves de chasse et de pêche dans les limites desquelles il pourra défendre complètement ou partiellement la pêche et la chasse ainsi que le port d'armes, ou déterminer à quelles conditions la pêche pourra y être faite, ou le gibier pourra y être chassé, tué ou pris, lorsque cela sera permis;

2. Créer certaines réserves de chasse dans les limites desquelles les Indiens seuls pourront faire la chasse aux animaux à fourrure lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil le jugera à propos et aux conditions qu'il décidera.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 64 modifiant la loi de la chasse.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le but du projet est de protéger le gibier et le poisson contre les chasseurs trop ambitieux et les pêcheurs

qui veulent dépeupler nos rivières et nos lacs. On constatera que l'on veut créer des réserves en faveur des Indiens, où eux seuls pourront y chasser les animaux à fourrure. Depuis quelque temps, nous avons eu plusieurs délégations de sauvages et de missionnaires.

Il cite plusieurs exemples, notamment celui des Indiens en amont de la Saint-Maurice, qui ont demandé d'être protégés contre les chasseurs blancs qui envahissent les territoires où ils chassent depuis toujours. Nous avons reçu aussi d'autres plaintes semblables. La chasse des animaux à fourrure constitue leur seul moyen de subsistance. Cependant, au cours des dernières années, les chasseurs blancs abattent les animaux simplement pour le sport. Il est donc primordial que les Indiens, dont le commerce de la fourrure rapporte des revenus importants à la province, soient protégés dans ce domaine.

Il y a une quinzaine, quelques représentants d'une tribu indienne sont venus me rencontrer pour me demander les limites des territoires possédés par ces Indiens. On nous a représenté que les Blancs détruisent et empiètent sans cesse sur les terrains de chasse des sauvages et qu'il fallait nécessairement créer des réserves pour eux.

Nous proposons donc deux choses: 1. créer certaines réserves de chasse et de pêche dans les limites desquelles on pourra défendre complètement ou partiellement la pêche et la chasse ainsi que le port d'armes, ou déterminer à quelles conditions la pêche pourra être faite, ou le gibier pourra y être chassé, tué ou pris, lorsque cela sera permis; 2. créer certaines réserves de chasse dans les limites desquelles les Indiens seuls pourront faire la chasse aux animaux à fourrure lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil le jugera à propos et aux conditions qu'il décidera.

On étudie actuellement des projets de réserves de chasse pour les Indiens sur la Côte-Nord, dans les environs du Grand lac Victoria et dans la région de la baie James. Quant aux autres réserves, le département de la Chasse et la Pêche, dont M. J.-A. Belisle est le chef vigilant, veut établir certaines réserves où la chasse et la pêche pourraient être prohibées pour certaines périodes. Elles ne pourront être faites qu'aux conditions imposées par la province, et la clause stipule que le permis de garder vivants, pendant la saison prohibée, les animaux protégés par la loi sera annuel et renouvelable à son expiration, contre paiement d'un coût que fixera le lieutenant-gouverneur en conseil.

Cette mesure a pour objet de protéger le gibier et le poisson. Dans certaines parties de la

province, il y a encore beaucoup de chasse et de pêche; dans d'autres endroits, il n'y en a plus. De plus, nous voulons tout particulièrement, par notre loi, empêcher la chasse au chevreuil, avec des chiens, pendant un certain temps de l'année et en certains endroits où elle cause des dommages, quitte à permettre ces moyens de chasse après une limite de temps, afin d'empêcher une destruction trop rapide de ce gibier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce l'intention du ministre de permettre la chasse où il y a des clubs et de la prohiber dans d'autres parties? Nos cultivateurs et nos habitants des villages aiment aussi la chasse<sup>2</sup>. Il (M. Sauvé) cite Saint-Colomban, dans son comté, comme un endroit où, l'automne, des cultivateurs et des villageois se rendent un jour ou deux pour exercer leurs habiletés et leur goût sur un chevreuil sans faire de dommage. Le gouvernement ne devrait pas leur enlever ce plaisir.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je dois dire à l'honorable chef de l'opposition que le gouvernement n'a nullement l'intention de prohiber la chasse aux cultivateurs et aux citoyens des villages. Quant à ceux qui aiment et qui se livrent au sport de la chasse, ils pourront encore le pratiquer dans l'avenir. Ils ne tombent pas sous le coup de cette loi, et ils pourront agir comme dans le passé, selon les dispositions de la loi. Il (l'honorable M. Perrault) veut laisser certains endroits où le gibier pourra jouir de toute liberté et ne pas tomber sous les coups des chasseurs.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 8 de l'article 7, qui se lit comme suit:

"8. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au colon ou cultivateur qui fait la chasse lui-même sur sa propriété, pourvu que ledit colon ou cultivateur soit domicilié dans la province de Québec et soit sujet britannique et qu'il vende ses fourrures à une personne domiciliée dans cette province. S'il désire vendre en dehors de la province, il est tenu de se conformer aux dispositions se rapportant aux commerçants de fourrures. Il est loisible au ministre d'émettre des permis gratuits en faveur des sauvages qui résident dans la province et qui désirent y faire la chasse aux animaux à fourrure."

Ce paragraphe est amendé et les mots suivants sont retranchés: "lui-même".

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 31, le suivant:

"31a. Tout porteur de permis, pour faire le commerce de fourrures, doit tenir un livre, fourni par le département, dans lequel il doit entrer séparément, à la date de chaque transaction, les achats et ventes de toute peau ou fourrure provenant d'animaux tués sur le territoire de la province ou en dehors de la province. Dans ce livre doivent être entrés également les nom, prénom et adresse du vendeur ou de l'acheteur de ces peaux. Ce livre pourra être inspecté et vérifié en tout temps par un officier autorisé par le ministre. Tout porteur de permis qui enfreint quelque disposition du présent article est passible de l'amende prévue à l'article 31."

Cet article est amendé et les mots "ou" sont remplacés par "et".

L'amendement est adopté.

L'article 8, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 9 à 14 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Renvois à la Cour du banc du roi**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 56 modifiant la loi des renvois à la Cour du banc du roi.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En vertu de la loi de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil n'a le droit de soumettre ses causes qu'à la Cour d'appel du Canada pour faire décider de sa constitutionnalité. Par le bill que l'on présente, l'on veut avoir le privilège et faire

autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à référer toute loi à la Cour suprême et au Conseil privé. Dans le passé, le gouvernement pouvait soumettre ces questions à la Cour du banc du roi, juridiction d'appel. Il pourra maintenant aller devant des tribunaux supérieurs.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Droits sur les successions**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 23 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>3</sup>:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

1. Que, nonobstant toute disposition de la loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1925, chapitre 29), lorsque le bien est transmis par décès à une des personnes indiquées au paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 3 de ladite loi et que le défunt laisse plus de cinq enfants vivants ou représentés, l'exception au montant de quinze mille dollars, en valeur, établie par la section I de ladite loi des droits sur les successions soit augmentée de mille dollars, en valeur, par enfant après le cinquième.

Le premier amendement a pour but de modifier les montants des successions taxées. Cet amendement a pour objet de protéger les familles nombreuses. Dans le passé, tout légataire laissant moins de \$15,000 ne payait pas de droit. Celui qui laissait davantage payait les droits.

D'après la nouvelle loi, nous voulons qu'il y ait une exemption additionnelle de droits sur les successions de \$1,000 en valeur par enfant, après le cinquième enfant, c'est-à-dire jusqu'à \$20,000 au lieu de \$15,000 comme maintenant. Maintenant, le père de famille qui laissera plus de cinq enfants sera exempté de payer des droits sur \$1,000, autant de fois que le nombre de ses enfants en plus des cinq premiers. C'est-à-dire qu'une famille de cinq enfants ne paiera de taxes que si la succession est évaluée à plus de \$20,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement accepte aujourd'hui une suggestion de M. Tellier<sup>4</sup>, lorsqu'il était chef de l'opposition. Pour encourager les familles nombreuses, le gouvernement va à pas de tortue. Il reproche au gouvernement d'avoir apporté un peu tard cette modification à la loi.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** (Souriant)  
Il y a un autre moyen d'encourager les familles nombreuses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>5</sup>:** (Souriant)  
Je sais que l'honorable trésorier (M. Nicol) est un expert dans les moyens.

**M. Renaud (Laval):** Faut se marier d'abord.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je trouve cependant que le gouvernement n'est pas assez large.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Nous avons dit qu'à mesure que les revenus de la province le permettraient, nous abaisserions cet impôt sur les successions. C'est ce que nous faisons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette mesure apporte une amélioration à l'ancienne loi. Vous pourriez être plus généreux. Je félicite l'honorable trésorier de ce qu'il fait, mais mes félicitations seraient plus chaleureuses s'il faisait davantage. Je voudrais, dit-il, que l'exemption de droits porte sur la part attribuée à chaque enfant, au lieu de porter sur la somme globale de la succession. On devrait exempter sur un montant plus élevé, plutôt que de fixer cette exemption d'après le nombre des enfants.

**M. Guertin (Hull):** Il me semble que l'on devrait exempter de la taxe les assurances mutuelles.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Nous ne pourrions pas ajouter cette exemption aujourd'hui.

Les compagnies d'assurances nous ont déjà fait des représentations pour qu'un certain montant d'assurances soit exempté. Je ne dis pas que nous ne ferons pas quelque chose dans l'avenir, mais pour le moment ce n'est pas possible.

**M. Guertin (Hull):** Le gouvernement ne perdrait pas grand-chose en ne taxant pas les polices d'assurance de \$1,000 des sociétés mutuelles, et ces sociétés y trouveraient un grand avantage, l'ouvrier aussi.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
2. Que, pour les fins de la section I de la loi des droits sur les successions lorsqu'il y aura disposition de la propriété, de l'usufruit ou de la jouissance d'un bien sujet à l'imposition des droits sur les successions, la période de temps fixée par l'article 6 de ladite loi soit de cinq années au lieu de trois, sujet aux restrictions contenues dans ledit article 6.

Nous proposons encore que, pour qu'une donation échappe à la taxe, elle ait été faite cinq ans avant le décès du donateur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un moyen indirect d'augmenter la taxe.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** C'est un moyen de rendre tout le monde égal devant la loi.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Pourquoi dire cinq ans au lieu de trois?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Parce que l'expérience nous a démontré qu'il serait plus juste de fixer le délai à cinq ans.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Alors, le donateur sera condamné à payer la taxe.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Ce n'est pas le donateur qui paie.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Quand la nouvelle loi entre-t-elle en vigueur?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Mon intention est de demander à la Chambre que la loi entre en vigueur le jour où les résolutions ont été déposées, le 2 mars.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je vois dans les résolutions que le bill n'affectera pas les donations entre vifs faites avant l'entrée en vigueur de la loi.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** C'est cela. Les donations entre vifs faites avant le 2 mars ne seront pas affectées. La loi n'aura pas d'effet rétroactif non plus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi fixer au 2 mars l'entrée en vigueur de la loi?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Parce que dès que le projet de loi a été connu, les donations entre vifs ont pu être faites, afin d'éviter la loi.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
3. Que, pour les fins de la section I de ladite loi des droits sur les successions, la propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un bien soit censé transmis par décès lorsque la disposition aura pris effet plus de cinq années avant le décès du disposant, et lorsque le disposant se sera réservé, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien, ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès.

Adopté.

4. Que l'article 6a de la loi des droits sur les successions, édicté par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, s'applique aussi lorsque le disposant se sera réservé, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien, ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès, dans chacun des cas suivants:

a. Lorsque la réserve sera faite sous forme de charge en faveur du disposant, soit seul, soit conjointement avec une autre personne;

b. Lorsque la réserve sera faite ou le contrôle s'exercera au moyen du dépôt de titres, de valeurs mobilières, de sommes d'argent ou d'objets de valeur dans un réceptacle de sûreté ou entre les mains d'un intermédiaire;

c. Lorsque le contrôle s'exercera ou l'administration aura lieu par l'entremise d'un fiduciaire ou d'une autre personne interposée;

d. Lorsque la disposition aura la forme d'un titre onéreux, mais comportera une libéralité faite à raison du décès du disposant, pourvu que, dans ce

cas, la valeur de cette libéralité soit seule sujette à l'imposition des droits.

Adopté.

5. Que ledit article 6a ne s'applique pas à une donation entre vifs dans laquelle le donateur se réservera, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance du bien donné, ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès:

a. Lorsque cette donation entre vifs sera faite dans un contrat de mariage; ou

b. Lorsque cette donation entre vifs sera faite en faveur du même donataire d'un ou de plusieurs biens mobiliers ou immobiliers n'excédant pas en tout mille dollars; ou

c. Lorsque cette donation entre vifs en sera une de biens agricoles faite par un cultivateur à un autre cultivateur et que la valeur de ces biens agricoles n'excédera pas dix mille dollars; et, que, si cette valeur excède dix mille dollars, cet excédent sera seul sujet à l'imposition des droits.

Adopté.

6. Que la validité d'une disposition tombant sous le coup dudit article 6a et des transports ou transmissions subséquents du bien qui en fera l'objet, ne soit pas affectée par le non-paiement des droits prescrits par la section première de la loi des droits sur les successions.

Adopté.

7. Que tout donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 6a de la loi des droits sur les successions, édicté par la section 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, soit personnellement responsable des droits dus pour sa part dans la succession et rien de plus.

Adopté.

8. Que tout donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 6a de ladite loi des droits sur les successions, tel qu'édicté par la section 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, doive, dans les trente jours qui suivront le décès du disposant, transmettre au percepteur du revenu de la province du district où le disposant est mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une copie dudit acte de donation.

Adopté.

9. Que tout donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 6a de la ladite loi des droits sur les successions, tel qu'édicté par la section 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, doive, dans les trois mois qui suivront le décès du disposant, transmettre au percepteur du revenu de la province du district où le disposant est



mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une déclaration sous serment suivant la forme indiquée au paragraphe 2 de l'article 14 de ladite loi des droits sur les successions.

Adopté.

10. Que, dans le cas de biens situés dans cette province et appartenant à des personnes mortes en dehors de la province, le document constatant une disposition mentionnée dans l'article 6a de ladite loi des droits sur les successions, édicté par la section 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, doit être déposé et les déclarations produites entre les mains du percepteur du revenu de la province dans l'un des districts dans lesquels ces biens seront situés.

Adopté.

11. Que, pour les fins de la section I de la loi des droits sur les successions, toute donation fiduciaire doit être dénoncée par le fiduciaire dans les soixante jours de celui où il apprendra le décès du constituant; que cette dénonciation soit faite par un avis au percepteur du revenu de la province, à Montréal, si la succession du constituant est ouverte dans le district du revenu de Montréal, ou au percepteur des droits sur les successions, à Québec, si la succession est ouverte ailleurs; que cet avis doit être en la forme établie par le percepteur des droits sur les successions à Québec; et que, si la donation fiduciaire n'est pas faite par acte notarié, la dénonciation doit être faite par la production d'une copie de l'acte de fiducie à l'un des percepteurs mentionnés dans la présente résolution.

Adopté.

12. Que toute personne qui enfreindra le paragraphe 7a de l'article 14 de ladite loi des droits sur les successions, édicté par la section 5 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, soit passible d'une amende égale au double du montant des droits, quand il y en aura d'exigibles, ou d'une amende d'au plus mille dollars quand il n'y en aura pas d'exigibles, et, que, à défaut du paiement de cette amende, dans l'un ou l'autre cas, le contrevenant - et, si ce dernier est une corporation, son gérant ou président - soit passible d'un emprisonnement n'excédant pas un mois, et que le montant de l'amende puisse être prélevé sur ses biens personnels.

Adopté.

13. Que le percepteur des droits sur les successions ou le percepteur du revenu de la province, selon le cas, ne puisse donner aucun renseignement ni fournir aucun document, obtenu relativement à l'administration de ladite loi des droits sur les successions, à moins que ce ne soit sur

ordonnance du tribunal, et que la présente résolution s'applique aussi à tout autre officier du revenu.

Adopté.

14. Que nonobstant toute disposition de ladite loi des droits sur les successions, lorsque la transmission du bien a lieu en faveur de l'une des personnes indiquées au paragraphe 1° de l'article 24 de ladite loi et que le défunt laissera plus de cinq enfants vivants ou représentés, l'exception au montant de quinze mille dollars, en valeur, établie par la section II de ladite loi soit augmentée de mille dollars, en valeur, par enfant après le cinquième.

Adopté.

15. Que, pour les fins de la section II de ladite loi des droits sur les successions, toute transmission dans la province, par une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province soit censée résulter du décès de cette personne et soit sujette à l'imposition des droits sur les successions, lorsqu'il y aura eu disposition de ces biens mobiliers, à titre gratuit, d'une manière quelconque, mais que la période de temps fixée par l'article 27 de ladite loi soit de cinq années au lieu de trois, sujet aux restrictions contenues dans ledit article 27.

Adopté.

16. Que, pour les fins de la section II de ladite loi des droits sur les successions, toute transmission, dans la province, par une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province, soit censée résulter du décès de cette personne lorsque la disposition aura pris effet plus de cinq années avant le décès du disposant et lorsque le disposant se sera réservé, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien, ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès.

Adopté.

17. Que l'article 27a de ladite loi des droits sur les successions, édicté par l'article 9 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, s'applique, lorsque le disposant se sera réservé, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance de ce bien, ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès, dans chacun des cas suivants:

a. Lorsque la réserve sera faite sous forme de charge en faveur du disposant, soit seul, soit conjointement avec une autre personne;

b. Lorsque la réserve sera faite ou le contrôle s'exercera au moyen du dépôt de titres, de valeurs mobilières, de sommes d'argent ou d'objets de valeur dans un réceptacle de sûreté ou entre les mains d'un intermédiaire;

c. Lorsque le contrôle s'exercera ou l'administration aura lieu par l'entremise d'un fiduciaire ou d'une personne interposée;

d. Lorsque la disposition aura la forme d'un titre onéreux, mais comportera une libéralité faite à raison du décès du disposant, pourvu que, dans ce cas, la valeur de cette libéralité soit seule sujette à l'imposition des droits.

Adopté.

18. Que ledit article 27*a* ne s'applique pas à une donation entre vifs dans laquelle le donateur se réservera, en tout ou en partie, le contrôle, l'administration, la propriété ou la jouissance du bien donné, ou de partie d'icelui, jusqu'à son décès ou jusqu'à une époque subséquente à son décès;

a. Lorsque cette donation entre vifs sera faite dans un contrat de mariage; ou

b. Lorsque cette donation entre vifs sera faite en faveur du même donataire d'un ou de plusieurs biens mobiliers ou immobiliers n'excédant pas en tout mille dollars; ou

c. Lorsque cette donation entre vifs en sera une de biens agricoles faite par un cultivateur à un autre cultivateur, et que la valeur de ces biens agricoles n'excédera pas dix mille dollars; et que, si cette valeur excède dix mille dollars, cet excédent sera seul sujet à l'imposition des droits.

Adopté.

19. Que la validité d'une disposition tombant sous le coup dudit article 27*a* et des transports ou transmissions subséquents du bien qui en fait l'objet ne soit pas affectée par le non-paiement des droits prescrits par la section II de ladite loi des droits sur les successions.

Adopté.

20. Que toute personne à qui sont transmis des biens mobiliers situés en dehors de la province comme donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 27*a* de ladite loi des droits sur les successions, édicté par la section 9 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, soit personnellement responsable des droits dus pour sa part dans la succession et rien de plus.

Adopté.

21. Que tout donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 27*a* de ladite loi des droits sur les successions, tel qu'édicté par la section 9 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, doive, dans les trente jours qui suivront le décès du disposant, transmettre au percepteur du revenu de la province du district où le disposant est mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une copie dudit acte de donation.

Adopté.

22. Que tout donataire en vertu d'une disposition mentionnée dans l'article 27*a* de ladite loi des droits sur les successions, tel qu'édicté par la section 9 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, doive, dans les trois mois qui suivront le décès du disposant, transmettre au percepteur du revenu de la province du district où le disposant est mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une déclaration sous serment suivant la forme indiquée au paragraphe 2 de l'article 33 de ladite loi des droits sur les successions.

Adopté.

23. Que, pour les fins de la section II de ladite loi des droits sur les successions, toute donation fiduciaire doive être dénoncée par le fiduciaire dans les soixante jours de celui où il apprendra le décès du constituant; que cette dénonciation soit faite par un avis au percepteur du revenu de la province, à Montréal, si la succession du constituant est ouverte dans le district du revenu de Montréal, ou au percepteur des droits sur les successions, à Québec, si la succession est ouverte ailleurs; que cet avis doive être en la forme établie par le percepteur des droits sur les successions, à Québec; et que, si la donation fiduciaire n'est pas faite par acte notarié, la dénonciation doive être faite par la production d'une copie certifiée de l'acte de fiducie à l'un des percepteurs mentionnés dans la présente résolution.

Adopté.

24. Que toute personne qui enfreindra le paragraphe 6*a* de l'article 33 de ladite loi des droits sur les successions, tel qu'édicté par la section 77 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, soit passible d'une amende égale au double du montant des droits, quand il y en aura d'exigibles ou d'une amende d'au plus mille dollars quand il n'y en aura pas d'exigibles, et, que, à défaut du paiement de cette amende, dans l'un ou l'autre cas, le contrevenant - et si ce dernier est une corporation, son gérant ou président - soit passible d'un emprisonnement n'excédant pas un mois, et que le montant de l'amende puisse être prélevé sur ses biens personnels.

Adopté.

25. Que la prolongation du délai de trois années à cinq années prescrite par les sections 2 et 8 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions n'affecte pas les donations entre vifs faites avant l'entrée en vigueur de ladite loi.

Adopté.

26. Que les sections 3, 4, 5, 9, 10 et 11 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne s'appliquent pas aux donations entre vifs faites avant

l'entrée en vigueur de ladite loi, et que les sections 1 et 7 de ladite loi ne soient applicables qu'aux successions ouvertes depuis son entrée en vigueur.

Adopté.

27. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions soit censée entrer en vigueur le 2 mars 1928.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 23 modifiant la loi des droits sur les successions.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

### En comité:

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit ainsi:

"[[6. L'article 22 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"22. Le percepteur des droits sur les successions ou le percepteur du revenu de la province, selon le cas, ne peut donner aucun renseignement ni fournir aucun document, obtenu relativement à l'administration de la présente loi, à moins que ce ne soit sur ordonnance du tribunal. Le présent article s'applique aussi à tout autre officier du revenu.]]"

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"[[6. L'article 22 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"22. Le percepteur des droits sur les successions ou le percepteur du revenu de la province, selon le cas, ne peut donner aucun renseignement ni fournir aucun document, obtenu

relativement à l'administration de la présente loi, à moins que ce ne soit sur ordonnance du tribunal. Le présent article s'applique aussi à tout autre officier du revenu.]]

"Ces fonctionnaires pourront néanmoins, sans une ordonnance, dire si un testament ou une déclaration a été ou non reçu à leur bureau, ou si un bien est ou non compris dans une déclaration."

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 7 à 12 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

"13. La présente loi entrera en vigueur le jour de (insérer ici la date du dépôt des résolutions qui ont servi de base à cette loi devant l'Assemblée législative)."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"13. La présente loi est censée entrer en vigueur le deuxième jour de mars mil neuf cent vingt-huit."

L'amendement est adopté.

L'article 13, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

### Saisine de certains bénéficiaires

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 modifiant la loi de la saisine de certains bénéficiaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de faire accorder la présente loi avec la loi des successions telle qu'amendée.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Dettes et emprunts des municipalités<sup>6</sup>**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 60 modifiant la loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Dans le passé, il y a 25 ou 30 cas dans lesquels des municipalités ont fait des travaux sans avoir voté les deniers pour ces travaux et ont fait des emprunts aux banques. Pour payer ensuite les dettes créées, ces municipalités ont voulu faire ratifier ces dettes illégales par des règlements d'emprunt approuvés par les contribuables. C'était une procédure illégale. Le gouvernement aura le droit de ratifier, pour le passé, ces règlements d'emprunt lorsque approuvés par les contribuables. Le but de cette loi est de faire prévenir la répétition de tels actes et de permettre le remboursement aux banques. Mais, dans l'avenir, les municipalités devront prendre garde de commettre de semblables erreurs. Toutes ces municipalités tomberont sous la loi des cités et villes qu'elles devront suivre.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Écoles techniques ou professionnelles**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolution relative au bill 36 modifiant la loi des écoles techniques ou professionnelles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, pour le bon fonctionnement de chacune des écoles d'arts et métiers qui seront créées en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, des directeurs et des professeurs, et de pourvoir à leur rémunération.

Il s'agit de créer une commission unique qui surveillerait les différentes écoles des arts et métiers dans la province de Québec. Autrefois, nous avions une commission des écoles techniques, une commission des hautes études commerciales et une commission des écoles des beaux-arts. C'est pourquoi nous avons voulu, par la loi que nous présentons, qu'il n'y eût qu'une seule commission pour toutes ces écoles, commission qui aura la surveillance de toutes les maisons d'éducation ci-haut nommées. Nous voulons que les écoles des arts et métiers soient mises sous le contrôle de la corporation des écoles techniques et professionnelles, qui s'occupe de toutes ces écoles professionnelles.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 36 modifiant la loi des écoles techniques ou professionnelles.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi des écoles techniques ou professionnelles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

**En comité<sup>7</sup>:**

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le fait le plus important du projet de loi, c'est que le Conseil des arts et métiers de la province, si longtemps présidé par M. Thomas Gauthier, récemment décédé, va disparaître et que les écoles d'arts et métiers de Québec et Montréal seront, comme les écoles de beaux-arts, sous le contrôle de la corporation des écoles techniques et professionnelles. À côté de la corporation, il pourra y avoir un conseil de perfectionnement chargé de la surveillance des écoles d'arts et métiers. Le secrétaire provincial, le directeur général de l'enseignement technique, le directeur de l'École des beaux-arts de Montréal et le surintendant de l'Instruction publique seront membres *ex officio* de ce conseil de perfectionnement qui aura trois autres membres, c'est-à-dire sept en tout.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 39*f* de la section III*a* introduit par l'article 3 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"39*f*. Le conseil de perfectionnement se compose de sept membres nommés pour trois ans. Le secrétaire de la province, le directeur général de l'enseignement technique, le directeur de l'École des beaux-arts de Montréal et le surintendant de l'Instruction publique en font partie d'office. Le quorum de ce conseil est de sept membres. Le secrétaire de la province est président d'office de ce conseil."

Cet article est amendé et le mot "sept" est remplacé par "quatre".

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 28 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres;
- bill 29 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55;
- bill 53 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 116 modifiant la charte des religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal;
- bill 169 concernant la consolidation et la disposition de certains revenus.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 91 modifiant la loi constituant en corporation la compagnie King Edward Park & Amusement Company;
- bill 98 modifiant la loi concernant le Bureau des écoles protestantes de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Trés-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier;
- bill 136 concernant l'Hôpital français et changeant son nom en celui de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc;
- bill 149 ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de ladite ville concernant le Manoir Drummond Limited;
- bill 151 concernant une propriété de l'hôpital Jeffery Hale de la cité de Québec.

**King Edward Park  
& Amusement Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 91 modifiant la loi constituant en corporation la compagnie King Edward Park & Amusement Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les

honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Écoles protestantes de Montréal et de ses environs**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 98 modifiant la loi concernant le Bureau des écoles protestantes de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Hôpital français devenant hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 concernant l'Hôpital français et changeant son nom en celui de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Manoir Drummond Ltd.**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 149 ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de ladite ville concernant le Manoir Drummond Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Hôpital Jeffery Hale de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 151 concernant une propriété de l'hôpital Jeffery Hale de la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité<sup>8</sup>:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)<sup>9</sup>:**  
C'est la même chose que l'an dernier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien y a-t-il de cercles dans la province?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):** 712.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce une diminution<sup>10</sup>?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**  
Il y a cinq ans, le nombre des cercles a diminué, mais le nombre des membres a augmenté considérablement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le travail de ces cercles ne fait pas beaucoup de bruit chez les cultivateurs. Le gouvernement devrait prendre d'autres moyens. Nous prêchons depuis assez longtemps des réformes qui s'imposent dans les cercles agricoles. Il faudrait varier les primes pour les adapter aux besoins des diverses régions.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**  
Nous encourageons les cultivateurs d'une foule de manières. Je ne crois pas que les réformes du chef de l'opposition aient leur raison d'être.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a quelques années, nous avons demandé d'encourager l'élevage de la chèvre dans les montagnes du nord. Dans Charlevoix, on devrait encourager l'élevage du mouton et du dindon et, dans d'autres parties, les pâturages.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

Si le nombre des cercles est moins grand aujourd'hui qu'autrefois, c'est que, dans le passé, plusieurs se sont formés pour faire bénéficier leurs membres de distributions de graines de trèfle maintenant abolies.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si les primes accordées aux cercles agricoles sont accordées avec méthode.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

Les cercles sont encouragés suivant les besoins des régions où ils sont situés.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Combien y a-t-il de sociétés d'agriculture?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

92.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** pose une question.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

Les membres des cercles agricoles sont au nombre de 38,709, soit une augmentation de 582 membres sur l'an dernier.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton) propose:**

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande de suspendre l'item.

La résolution est laissée en suspens.

**L'honorable M. Nicol (Compton) propose:**

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande de suspendre l'item.

La résolution est laissée en suspens.

**L'honorable M. Nicol (Compton) propose:**

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

Cette somme est affectée aux expositions provinciales seulement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton) propose:**

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, Statuts refondus, 1925, chapitres 63 et 64, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)**

donne des explications.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton) propose:**

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'industrie laitière de la province de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 61, et arrêté ministériel no 75 du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui a fondé cette industrie laitière?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

Je ne puis vous donner le nom du fondateur.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Est-ce que la

société rend de grands services?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

Certainement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton) propose:**

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École de laiterie de la province de Québec, Saint-Hyacinthe, Statuts refondus, 1925, chapitre 62, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Est-ce qu'on fait beaucoup de travail à ce laboratoire?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):** Oui. Si l'honorable député de Montréal-Dorion veut ouvrir le rapport de l'École de laiterie, il verra qu'on fait un grand nombre d'analyses à ce laboratoire, analyses de lait, de crème, etc.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Ces analyses sont gratuites?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):** Oui.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
9. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):** Il y a augmentation de \$10,000 pour les écoles d'Oka et de Sainte-Anne de la Pocatière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous allons suspendre cet item.

La résolution est laissée en suspens.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
10. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):** C'est pour les écoles ménagères.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui a fondé ces écoles?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):** La première subvention à ces écoles a été donnée en 1897. Je ne sais pas si ce sont les conservateurs ou les libéraux qui l'ont donnée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre devrait le savoir.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):** Ce n'est pas très important. Nous ne cherchons pas à nous attribuer injustement des mérites.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je tiens à signaler que, sous le régime conservateur, il y avait des initiatives et il s'opérait des réformes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La bourse était plutôt fermée. Ils donnaient \$3,000 et nous donnons \$12,500.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les revenus n'étaient pas les mêmes. Il y avait moins de taxes.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 45<sup>11</sup>

#### Commission des écoles catholiques de Montréal

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### The Hebrew Loan Syndicate

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 constituant en corporation The Hebrew Loan Syndicate soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.



### Charte de Québec

**M. Samson (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté.

#### En comité:

Les articles 1 à 10 sont adoptés.

**M. Samson (Québec-Centre)** propose les amendements qui se lisent comme suit:

"10. 1. Le dernier paragraphe de l'article 10 de la loi 15 George V, chapitre 91, est abrogé.

"2. L'article 6 de la loi 14 George V, chapitre 88, est abrogé et remplacé par le suivant:

"6. Chaque fois que, en vertu des dispositions de la présente loi, un règlement d'emprunt est soumis à l'approbation des électeurs propriétaires d'immeubles imposables, les procédures pour les fins de la votation sont celles ci-après indiquées:

"a. Le conseil fixe dans le règlement la date à laquelle est pris le vote des électeurs propriétaires dont les noms se trouvent inscrits sur le rôle de contribution foncière en vigueur, et il doit s'écouler un intervalle d'au moins quinze jours entre cette date et celle où le règlement a été adopté;

"b. Le bureau pour la votation sera établi à l'Hôtel de Ville;

"c. La votation ne doit pas durer moins de huit jours, de neuf heures du matin à cinq heures de l'après-midi. Le conseil peut, cependant, s'il le juge à propos, prolonger les heures de la votation, pourvu que la votation prenne fin le plus tard à onze heures du soir;

"d. Le greffier de la cité doit se servir, pour la votation, de l'original des rôles de contribution foncière;

"e. Chaque électeur propriétaire foncier ne peut voter qu'une fois, et aucune personne dont le nom n'est pas inscrit sur les rôles de contribution foncière en vigueur ou qui ne possède pas le cens électoral requis par la loi, n'a le droit de voter;

"f. Les compagnies ou corporations à fonds social ne peuvent voter que par l'entremise d'un représentant de la compagnie ou corporation, dûment autorisé à cet effet par une résolution du bureau de direction, dont copie, certifiée par le secrétaire, doit être déposée entre les mains du greffier de la cité, lors de la votation;

"g. Les copropriétaires ou usufruitiers d'un immeuble quelconque dans la cité ne peuvent voter que par l'entremise d'un représentant nommé par la majorité desdits copropriétaires ou usufruitiers. Une procuration doit être donnée à cet effet à la personne autorisée à voter en leur nom, et cette procuration doit être déposée entre les mains du greffier de la cité, lors de la votation. La personne ainsi autorisée à voter au nom des copropriétaires ou usufruitiers doit, de plus, déposer entre les mains du greffier de la cité une déclaration assermentée devant un juge de paix ou un commissaire de la Cour supérieure, attestant l'authenticité des signatures qui apparaissent sur ladite procuration;

"h. Tout vote qui aura été donné contrairement aux dispositions de la présente section sera mis de côté lors de l'addition des votes;

"i. Chaque électeur se présente à son tour et donne son vote par "oui" ou par "non"; le mot "oui" signifiant qu'il approuve le règlement, et le mot "non" qu'il le désapprouve;

"j. Le nom de l'électeur et le vote qu'il donne sont inscrits dans un livre spécial, appelé cahier de votation, que le greffier tient à cet effet;

"k. Une semaine au moins avant le jour fixé pour la votation, le greffier de la cité publie ou fait publier dans les journaux officiels du conseil, sous sa signature, un avis indiquant:

"1. La nature du règlement qui doit être soumis aux électeurs propriétaires fonciers d'après un résumé approuvé par le conseil;

"2. Les jours et les heures de la votation, ainsi que l'endroit où cette votation a lieu.

"l. Le greffier de la cité sera le président du bureau de votation de l'Hôtel de Ville et recevra les votes. En son absence, il pourra être remplacé par le député-greffier de la cité. Il devra aussi nommer un secrétaire d'élection;

"m. Le greffier de la cité peut, par commission signée de sa main, nommer le nombre de personnes qu'il juge à propos pour représenter, à l'endroit où aura lieu la votation, les citoyens qui sont intéressés à ce que le règlement soit adopté, et un nombre égal de personnes pour représenter ceux qui sont intéressés à ce que le règlement soit rejeté. Avant d'être ainsi nommées, ces personnes signent devant le greffier de la cité une déclaration à l'effet qu'elles sont intéressées à ce que le règlement soit adopté ou rejeté, suivant le cas;

"n. Durant le temps fixé pour la votation, aucune personne autre que les officiers, les commis et les personnes ou électeurs propriétaires fonciers, autorisés comme susdit à agir comme représentants, ne peut se tenir dans le bureau de votation;

"o. La manière de procéder dans le bureau de votation est la même, en autant que possible, qu'aux élections municipales tenues en vertu de la charte de la cité, et toutes les dispositions de la charte relatives aux élections, en autant qu'elles sont applicables et sauf dans le cas d'incompatibilité avec les dispositions de la présente section, s'appliquent *mutatis mutandis*;

"p. Tout électeur propriétaire foncier peut être nommé, par le greffier ou par toute autre personne autorisée en vertu du paragraphe *m* à agir comme représentant, de prêter serment ou de faire une déclaration dans les termes qui suivent, et, avant qu'il lui soit permis de voter, il doit répondre, sous serment ou par affirmation, dans l'affirmative aux questions numérotées 1, 2 et 3, et dans la négative aux questions numérotées 4 et 5:

"Vous jurez ou déclarez (selon le cas):

"1. Que vous avez vingt ans révolus et que vous êtes sujet britannique;

"2. Que vous avez, suivant la loi, droit de voter sur le règlement maintenant soumis au vote;

"3. Que vous êtes la personne désignée, ou que l'on entend désigner sur le rôle de contribution foncière qui vous est maintenant exhibé;

"4. Que vous n'avez rien reçu et que rien ne vous a été promis directement ou indirectement, soit pour vous engager à voter sur ce règlement, ou pour perte de temps, frais de voyage, louage de voitures ou autres services s'y rattachant, et que vous n'avez rien promis directement ou indirectement à quelque personne que ce soit pour l'engager à voter ou à s'abstenir de voter sur ce règlement;

"5. Que vous n'avez pas déjà voté sur ce règlement dans ce bureau de votation."

"Il ne doit être posé à un votant aucune question sur des faits autres que ceux spécifiés dans ce serment ou affirmation;

"q. Le greffier de la cité doit, lors de la votation, obtenir des électeurs propriétaires qui votent, tous les renseignements susceptibles d'établir la valeur de tous les immeubles que chacun d'eux possède dans les différents quartiers de la ville;

"r. À la clôture de la votation, le greffier de la cité, aidé du secrétaire d'élection et de toute autre personne qu'il croit devoir nommer à cette fin, procède à l'addition des "oui" et des "non", et, dans les huit jours suivants, il soumet au conseil le résultat de la votation, avec un état indiquant la valeur immobilière imposable de chacun des votants d'après les rôles de contribution foncière en vigueur.

"Le greffier doit indiquer également dans son rapport si la majorité par le nombre et par la valeur

immobilière imposable approuve ou désapprouve le règlement;

"s. Si le conseil désire admirer les cahiers de votation et les rôles d'évaluation, ces documents doivent être produits sur-le-champ;

"t. Au cas de partage égal des voix, le greffier de la cité donne sa voix prépondérante.

Les amendements sont adoptés.

Le préambule est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Samson (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Loi des colporteurs

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 modifiant la loi des colporteurs.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Protection des édifices publics

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 concernant la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire les conditions auxquelles des licences prévues à l'article 21 de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront émises.

Adopté.

2. Qu'il lui soit également loisible de prescrire les conditions qu'il croira justes et raisonnables relativement à l'installation du système de chauffage dans un édifice public, de même que les conditions auxquelles les certificats prévus à l'article 7 de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront émis, leur durée et les honoraires exigibles.

Adopté.

3. Que les salaires des examinateurs et des inspecteurs et les dépenses encourues pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse établir un bureau d'examineurs composé de trois membres choisis parmi des électriciens compétents, âgés de pas moins de vingt-cinq ans et d'au moins cinq années d'expérience comme compagnons électriciens, et que les personnes ainsi nommées doivent, en outre, parler et écrire correctement les langues française et anglaise.

Adopté.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse nommer parmi les trois membres de ce bureau un examinateur en chef dont le salaire ne devra pas excéder la somme de quatre mille cinq cents dollars par année, un deuxième examinateur dont le salaire ne devra pas excéder la somme de trois mille dollars par année, et déterminer le salaire du troisième examinateur.

Adopté.

6. Que le bureau des examinateurs puisse, sujet à l'approbation du ministre, faire une sous-classification des licences prévues à l'article 21 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, s'il le juge à propos dans l'intérêt général du service, et que les honoraires qui seront exigés en rapport avec cette sous-classification ainsi que les honoraires d'inspection soient ceux fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.

Adopté.

7. Que les honoraires des licences émises en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient les suivants:

1. L'honoraire pour chacune des licences "A" et "B" sera de vingt-cinq dollars par année;

2. L'honoraire d'émission d'une licence temporaire, tel que prévu à l'article 23 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera de cinquante dollars;

3. Pour l'émission d'une licence "C", l'honoraire sera de cinq dollars, et l'honoraire des renouvellements annuels subséquents sera de deux dollars chacune;

4. Pour l'émission d'une des licences "D", "E" et "F", l'honoraire sera de trois dollars chacune, et l'honoraire des renouvellements annuels subséquents sera de un dollar chacune;

5. Le bureau des examinateurs aura, seul, le droit de percevoir les honoraires fixés pour l'approbation des plans et l'inspection des installations électriques de cette province.

Adopté.

8. Que l'honoraire pour l'examen de tout compagnon électricien qui désirera obtenir un diplôme lui permettant de faire l'inspection des installations électriques et de tout ce qui se rapportera aux appareils dans cette branche de l'industrie, soit pour le compte d'un patron, soit d'une compagnie, soit d'un service municipal, soit de vingt-cinq dollars, et de cinq dollars pour tout renouvellement de la licence.

Adopté.

9. Que le taux pour honoraires en ce qui concerne l'examen des plans des installations mentionnées dans l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions soit basé sur le pourcentage de la valeur de l'installation électrique, soit une demie de un pour cent, avec minimum de dix dollars et maximum de deux cents dollars; et que le taux pour honoraires en ce qui concerne l'examen des plans des installations électriques mentionnées à l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, lorsque ces installations électriques seront faites par des entrepreneurs non résidents, détenteurs de la licence mentionnée à l'article 23 et au paragraphe 2 de l'article 26 de ladite loi, soit de un pour cent de la valeur de telle installation électrique avec un minimum de cinquante dollars.

Adopté.

10. Que l'honoraire pour l'inspection de tout système de chauffage dans les édifices visés à l'article 13 de la loi qui accompagne les présentes résolutions soit de cinq dollars, sauf les églises, chapelles, couvents, collèges, écoles, hospices, orphelinats, asiles d'aliénés, palais de justice et prisons, où cette inspection doit être faite gratuitement.

Adopté.

11. Que les inspecteurs visés par l'article 41 de la loi qui accompagne les présentes résolutions reçoivent un salaire n'excédant pas, pour chacun d'eux, mille huit cents dollars par année.

Adopté.

12. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse nommer parmi les inspecteurs dûment qualifiés comme compagnons électriciens ci-dessus mentionnés, un inspecteur en chef dont le salaire ne devra pas excéder la somme de deux mille cinq cents dollars par année et dont les devoirs seront de diriger, sous le contrôle des examinateurs, les agissements des inspecteurs.

Adopté.

13. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse nommer un secrétaire pour le bureau des examinateurs, dont le salaire ne devra pas excéder la somme de deux mille dollars par année et dont les devoirs consisteront dans la direction des travaux de cléricature et de comptabilité ainsi que les autres détails des divers services du bureau des examinateurs, sous le contrôle et la direction des examinateurs.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 20 concernant la protection des édifices publics contre les incendies.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Bien que les compagnies d'assurances fassent l'inspection des édifices pour ce qui est des installations électriques

et autres, le gouvernement ne croit pas que ces compagnies ont un intérêt suffisant en la matière, du moins, pas dans le sens que le gouvernement doit protéger les édifices publics et la vie de leurs occupants. À cause de cela, le gouvernement fera ses propres travaux d'inspection. Le bill est volumineux - il contient 46 clauses - et le ministre en a modifié la rédaction, ici et là, afin de le rendre plus facile à comprendre. À la suggestion de ce dernier, le bill stipule qu'il ne sera mis en vigueur que le 1<sup>er</sup> juin, ce qui laissera le temps pour mettre en application les arrêtés ministériels, qui devront être nombreux.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose une question.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

À ma connaissance, il n'y a pas eu de plaintes de la part des entrepreneurs ou des mécaniciens concernés. La plupart des compagnies observent les règlements et ne voient aucune raison qui laisserait croire qu'il y aurait des objections à un contrôle plus sévère dans l'intérêt de la sécurité publique.

Le comité étudie l'article 1.

Le comité étudie le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 2 du chapitre 178 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"1<sup>o</sup> Les mots "édifices publics" signifient et comprennent les églises et chapelles, ou les édifices qui servent d'églises ou de chapelles, les séminaires, les collèges, les couvents, les monastères, les maisons d'écoles, les hôpitaux publics ou privés, les orphelinats, les asiles, les crèches et ouvroirs, les hôtels, les maisons de pension pouvant recevoir quinze pensionnaires ou plus, les théâtres, les salles de réunions publiques, de conférences ou d'amusements publics, les bâtiments où se tiennent des expositions, les estrades sur les champs de courses ou d'amusements, les édifices dans les parcs, les patinoires, les salles de cinématographie, les bâtiments de trois étages ou plus de rez-de-chaussée occupés comme bureaux, les magasins employant dix commis ou plus, les palais de justice, les prisons, les conciergeries et les garages."

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"1<sup>o</sup> Les mots "édifices publics" signifient et comprennent les églises et chapelles, ou les édifices qui servent d'églises ou de chapelles, les séminaires, les collèges, les couvents, les monastères, les

maisons d'écoles, les hôpitaux publics ou privés, les orphelinats, les asiles, les crèches et ouvriers, les hôtels, les maisons de pension pouvant recevoir quinze pensionnaires ou plus, les théâtres, les salles de réunions publiques, de conférences ou d'amusements publics, les bâtiments où se tiennent des expositions, les estrades sur les champs de courses ou d'amusements, les édifices dans les parcs, les patinoires, les salles de cinématographie, les bâtiments de trois étages ou plus de rez-de-chaussée occupés comme bureaux, les magasins employant dix commis ou plus, les palais de justice, les prisons, les conciergeries, les garages et musées."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 1<sup>o</sup> ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 2 du chapitre 178 remplacé par l'article 2 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"3<sup>o</sup> Les mots "installations électriques" et "chauffage" signifient et comprennent: *a.* toutes les installations pour l'éclairage, le chauffage ou la production de la force motrice dans tous les édifices ou constructions de la province, sans égard à leur nature ou à leur construction, sauf, les exceptions visées à l'article 11 de la présente loi; *b.* tous les appareils de chauffage à la vapeur, à basse et à haute pression ainsi que les chaudières à section à eau chaude. Lorsque le mot "installation" est utilisé sans qualificatif ou déterminatif, il s'applique aux deux, savoir "électrique" et de "chauffage"."

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"3<sup>o</sup> Les mots "installations électriques" et "chauffage" signifient et comprennent: *a.* toutes les installations pour l'éclairage, le chauffage ou la production de la force motrice dans tous les édifices ou constructions de la province, sans égard à leur nature ou à leur construction, sauf, les exceptions visées à l'article 11 de la présente loi; *b.* tous les appareils de chauffage à la vapeur, à basse et à haute pression, y compris les systèmes de chauffage à air chaud, ainsi que les chaudières à sections à eau chaude. Lorsque le mot "installation" est utilisé sans qualificatif ou déterminatif, il s'applique aux deux, savoir "électrique" et de "chauffage".

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 3<sup>o</sup> ainsi amendé est adopté.

L'article 2 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le titre de la section II du chapitre 178 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

## "Section II

"Des installations électriques et de celles des systèmes de chauffage."

Le titre est amendé et se lit désormais comme suit: "Des installations électriques et des systèmes de chauffage."

Le titre ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 4 du chapitre 178 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"4. À compter du premier juillet 1928, toute personne, compagnie, association ou corporation désirant faire des travaux d'installation électrique, tel que prévu par la présente loi, soit comme additions ou modifications à une installation électrique existante ou comme installation électrique nouvelle dans cette province, doit obtenir un permis du bureau des examinateurs."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

4. À compter du premier juillet 1928, toute personne, compagnie, association ou corporation désirant faire des travaux d'installation électrique, tel que prévu par la présente loi, soit comme additions ou modifications à une installation électrique existante ou comme installation électrique nouvelle dans cette province, doit, avant de commencer les travaux, obtenir un permis du bureau des examinateurs.

L'amendement est adopté.

L'article 4 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 17 du chapitre 178 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"17. Tout examinateur et tout inspecteur nommés en vertu de cette loi peuvent, pourvu que ce soit à une heure raisonnable, avoir accès, entrer ou traverser tout terrain, édifice ou lieu dans le but d'accomplir les devoirs qui lui sont conférés sous l'autorisation de la présente loi."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"17. Tout examinateur et tout inspecteur nommés en vertu de cette loi peuvent, pourvu que ce soit à une heure raisonnable, avoir accès à, entrer dans ou traverser tout terrain, édifice ou lieu dans le but d'accomplir les devoirs qui lui sont conférés sous l'autorisation de la présente loi."

L'amendement est adopté.

L'article 17 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 18 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"18. Rien dans la présente loi ou dans les règlements mis en vigueur sous son autorité ne doit être considéré comme rendant responsables, le bureau des examinateurs, les inspecteurs ou les autres fonctionnaires ou employés, pour aucun dommage ou perte causé à toute personne ou propriété par suite de déficiences dans le travail, les matériaux, les accessoires ou appareils mentionnés dans la présente loi ou par suite d'un règlement ou d'un ordre du bureau des examinateurs, nonobstant le fait qu'une inspection aurait été faite ou un certificat émis par le bureau des examinateurs, par un de ses inspecteurs ou par d'autres fonctionnaires ou employés."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"18. Rien dans la présente loi ou dans les règlements mis en vigueur sous son autorité ne doit être considéré comme rendant responsables, les examinateurs, les inspecteurs ou les autres fonctionnaires ou employés, pour aucun dommage ou perte causé à toute personne ou propriété par suite de déficiences dans le travail, les matériaux, les accessoires ou appareils mentionnés dans la présente loi ou par suite d'un règlement ou d'un ordre du bureau des examinateurs, nonobstant le fait qu'une inspection aurait été faite ou un certificat émis par le bureau des examinateurs, par un de ses inspecteurs ou par d'autres fonctionnaires ou employés."

L'amendement est adopté.

L'article 18 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé, est adopté.

Le comité ajoute le paragraphe 6° à l'article 20 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"6° Spécifier quels matériaux, appareils et accessoires peuvent être employés dans les travaux d'installation électrique, soit pour l'éclairage, la force motrice ou le chauffage."

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le dernier alinéa de l'article 20 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"[[Ils peuvent, sujet à l'approbation du ministre, faire une sous-classification des licences prévues à l'article 21 de la présente loi, s'ils le jugent à propos dans l'intérêt général du service, et les honoraires qui seront exigés en rapport avec cette sous-classification, ainsi que les honoraires d'inspection, seront ceux fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.]]"

Cet alinéa est amendé et se lit désormais comme suit:

"[[Ils peuvent, sujet à l'approbation du ministre, faire une sous-classification des licences prévues à l'article 21 de la présente loi, s'ils le jugent à propos dans l'intérêt général du service, et les honoraires qui seront exigés en rapport avec cette sous-classification, ainsi que les honoraires d'inspection et d'émission de permis, seront ceux fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.]]"

L'amendement est adopté.

L'article 20 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 5 de l'article 26 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"5. Tout honoraire exigé en rapport avec la sous-classification des licences, ainsi que les honoraires d'inspection, suivant le dernier alinéa de l'article 20, doit être payé tel que décrété;"

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"5. Tout honoraire exigé en rapport avec la sous-classification des licences, ainsi que les honoraires d'inspection et d'émission de permis, suivant le dernier de l'article 20, doit être payé tel que décrété;"

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 6 de l'article 26 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"6. Le bureau des examinateurs a, seul, le droit de percevoir les honoraires fixés pour l'approbation des plans et l'inspection des installations électriques de cette province."

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"6. Le bureau des examinateurs a, seul, le droit de percevoir les honoraires fixés pour l'approbation des plans et l'inspection des installations électriques et l'émission de permis dans cette province."

L'amendement est adopté.

L'article 26 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 30 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"30. Les honoraires pour émissions et renouvellements de licences, pour approbation de plans, les amendes prévues par la présente loi pour retard dans les renouvellements et les amendes imposées par la cour sont perçus par le bureau des examinateurs et payés au trésorier de la province."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"30. Les honoraires pour émissions et renouvellements de licences, pour approbation de plans, les amendes prévues par la présente loi pour retard dans les renouvellements et les honoraires d'inspection et d'émission de permis et les amendes imposées par la cour sont perçus par le bureau des examinateurs et payés au trésorier de la province."

L'amendement est adopté.

L'article 30 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 3 de l'article 34 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"3. Toute personne qui entrave, moleste ou dérange un inspecteur ou tout autre fonctionnaire ou employé ou qui intervient dans l'exécution de ses devoirs."

Ce paragraphe est amendé et le mot "modeste" est remplacé par "moleste".

L'amendement est adopté.

L'article 34 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 39 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"39. La preuve du fait qu'un entrepreneur, compagnie, corporation ou association emploie une personne non licenciée pour l'installation de l'électricité, ou que cette installation est faite contrairement aux règlements établis à cet effet, ou que la licence a été obtenue sous de fausses représentations, est considérée suffisante aux termes de l'article 38 de la présente loi pour la suspension ou la révocation de la licence de tel entrepreneur, compagnie, corporation ou association."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"39. S'il est démontré qu'un entrepreneur, compagnie, corporation ou association emploie une personne non licenciée pour l'installation de l'électricité, ou si cette installation est faite contrairement aux règlements établis à cet effet, ou si la licence a été obtenue sous de fausses représentations, cette licence de tel entrepreneur, compagnie, corporation ou association peut être suspendue ou révoquée."

L'amendement est adopté.

L'article 39 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 41 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"41. Dans le but d'assurer l'observation de la loi et des règlements en ce qui concerne les installations électriques ou de celles de chauffage, et en vue de constater si les personnes visées par la présente loi possèdent des licences et se conforment à la loi et aux règlements, il peut être ajouté un nombre d'inspecteurs dûment qualifiés comme compagnons électriciens ainsi que des inspecteurs de systèmes de chauffage dont le travail sera de faire des inspections dans tous les édifices de la province, faire connaître la loi aux intéressés et signaler aux examinateurs les contraventions qu'ils constatent. Les inspecteurs de systèmes de chauffage ont le devoir de faire l'inspection des systèmes de chauffage à la vapeur, à haute et à basse pression, ainsi que des chaudières à section à eau chaude.

"Ces inspecteurs recevront un salaire n'excédant pas, pour chacun d'eux, mille huit cents dollars par année."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"41. Dans le but d'assurer l'observation de la loi et des règlements en ce qui concerne les installations électriques ou de celles de chauffage, et en vue de constater si les personnes visées par la présente loi possèdent des licences et se conforment à la loi et aux règlements, il peut être ajouté un nombre d'inspecteurs dûment qualifiés comme compagnons électriciens ainsi que des inspecteurs de systèmes de chauffage dont le travail sera de faire des inspections dans tous les édifices de la province, faire connaître la loi aux intéressés et signaler aux examinateurs les contraventions qu'ils constatent. Les inspecteurs de systèmes de chauffage ont le devoir de faire l'inspection des systèmes de chauffage à la vapeur, à haute et à basse pression des chaudières à section à eau chaude, ainsi que des systèmes de chauffage à air chaud.

"Ces inspecteurs recevront un salaire n'excédant pas, pour chacun d'eux, mille huit cents dollars par année."

L'amendement est adopté.

L'article 41 du chapitre 178, remplacé par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé, est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. La présente loi entrera en vigueur le premier mai 1928.

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

## NOTES

1. Le vice-président M. Bouchard est au fauteuil.

2. Dans *La Patrie* du 9 mars 1928, à la page 3, on rapporte que ce n'est pas M. Sauvé qui aurait dit que les cultivateurs font la chasse à haute échelle. Toutefois, le journal ne dit pas quel député aurait fait cette affirmation.

3. Le vice-président M. Bouchard est au fauteuil. Selon *La Patrie* du 9 mars 1928, à la page 3, M. Sauvé, malade, n'était pas en Chambre au moment où la loi fut discutée.

4. Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), député conservateur, représentant de la circonscription de Joliette à l'Assemblée législative de 1892 à 1915 et chef de l'opposition de 1908 à 1915. Il sera ensuite juge en chef de la province de Québec de 1932 à 1942. Père de Maurice Tellier.

5. *L'Événement* du 9 mars 1928, à la page 1, souligne que M. Duplessis est un "célibataire irréductible".

6. *Le Devoir* du 9 mars 1928, à la page 2, fait remarquer que les bancs se vident graduellement depuis le commencement de la séance, au point qu'il y a maintenant à peine le quorum.

7. M. Gustave Delisle (Chicoutimi) est au fauteuil.

8. M. Gustave Delisle (Chicoutimi) est au fauteuil.

9. *L'Événement* du 9 mars 1928, à la page 1, signale que c'est M. Moreau qui pilote les subsides, en remplacement de M. Caron qui siège au Conseil législatif. M. J.-A. Grenier, c.r., vient s'asseoir au fauteuil voisin de l'honorable M. Moreau.

10. Selon *L'Événement* du 9 mars 1928, à la page 1, M. Sauvé demande si c'est une "augmentation".



---

11. *Le Devoir* du 9 mars 1928, à la page 2, indique plutôt 8 h 30.



Séance du vendredi 9 mars 1928

**Présidence de l'honorable H. Laferté**

La séance est ouverte à 3 h 10.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 47 modifiant le Code municipal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill 179 modifiant la loi des ingénieurs forestiers.

**M. Thériault (L'Islet):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 126 constituant en corporation The Quebec Labrador Railway Company.

**Droits seigneuriaux**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande la permission de présenter le bill 183 concernant les droits seigneuriaux dans cette province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Scrutin secret pour l'approbation de certains règlements municipaux**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 201 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Loi des droits sur les divertissements**

**M. Blain (Montréal-Dorion):** 1. Le gouvernement ou quelqu'un de ses membres a-t-il reçu des plaintes écrites ou verbales au sujet de l'application de l'article 4 de la loi des droits sur les divertissements, tel qu'amendé par 17 George V, chapitre 36, depuis ce dernier amendement?

2. Si oui, de qui dans chaque cas?

3. Sur quel point portaient la ou les plaintes?

4. Quelle solution a été apportée dans chaque cas?

5. Est-ce l'intention du gouvernement ou de quelqu'un de ses membres de modifier de nouveau cet article?

6. Si oui, de quelle manière?

7. À la demande de qui?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Non.

**Ferme de renards argentés**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** 1. Le gouvernement a-t-il fait l'acquisition d'une ferme expérimentale pour le renard argenté dans le comté de Charlevoix?

2. Dans la négative, le gouvernement subventionne-t-il une telle ferme de renards argentés: a. Dans le comté de Charlevoix? b. Ailleurs dans la province?

3. Le gouvernement a-t-il quelque intérêt financier dans la compagnie appelée La renardière expérimentale de Québec inc. Itée de Baie Saint-Paul, Charlevoix?

4. L'entreprise de La renardière expérimentale de Québec inc. Itée est-elle une ferme expérimentale du gouvernement?

5. Dans la négative, est-elle une entreprise privée?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Non.

2. Non.

3. Non.

4. Non.

5. Oui.

**Institut des prêtres  
de Sainte-Marie**

**M. Côté (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Thériault), que tous les droits payés pour le bill 89 constituant en corporation l'Institut des prêtres de Sainte-Marie soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, d'éducation et d'enseignement.

Adopté.

**The Quebec Baptist  
Church**

**M. Power (Québec-Ouest)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Piché), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 137 constituant en corporation The Quebec Baptist Church soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

**Hôpital Jeffery Hale  
de Québec**

**M. Power (Québec-Ouest)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Piché), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 151 concernant une propriété de l'hôpital Jeffery Hale de la cité de Québec soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

**Ordre du  
mérite scolaire**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 concernant l'Ordre du mérite scolaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 33 modifiant la loi de la prévention des incendies.

**Loi des cités et villes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 48 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Curateurs  
pour les incapables**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 modifiant le Code civil relativement aux incapables.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code civil,  
article 953a**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour étudier le bill 165 modifiant l'article 953a du Code civil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Abolition des ponts et chemins de péage**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 161 modifiant la loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage.

Adopté.

#### **Sécurité dans les édifices publics**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 modifiant la loi de la sécurité dans les édifices publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des terres et forêts**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 modifiant la loi des terres et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

La licence ou permis de coupe expire le 30 avril, mais la loi accorde jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre pour le renouvellement de la licence. Dans l'intervalle, il n'y a plus de licence mais cette dernière a toujours été considérée jusqu'ici comme existant encore. La présente loi a pour but de régulariser la situation.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

#### **En comité:**

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 70 de la loi des terres et forêts (Statuts refondus 1925, chapitre 44) est remplacé par le suivant:

"70. Nul permis n'est accordé pour une période de plus de douze mois; mais tout permis est sujet à renouvellement conformément aux règlements faits de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil, et, après tel renouvellement, il a son effet et est censé avoir existé sans interruption depuis la date fixée par ces règlements.

"Si, par suite de quelque inexactitude d'arpentage ou par suite de toute autre erreur ou cause quelconque, un permis se trouve comprendre des terrains déjà désignés dans un permis d'une date antérieure, le dernier permis en date devient nul et de nul effet, en autant qu'il peut déroger à celui qui a été accordé précédemment."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 70 de la loi des terres et forêts (Statuts refondus 1925, chapitre 44) est remplacé par le suivant:

"70. Nul permis n'est accordé pour une période de plus de douze mois; mais tout permis est sujet à renouvellement conformément aux règlements faits de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil, et, après tel renouvellement, il a son effet et est censé avoir existé sans interruption depuis la date fixée par ces règlements.

"Si, par suite de quelque inexactitude d'arpentage ou par suite de toute autre erreur ou cause quelconque, un permis se trouve comprendre des terrains déjà désignés dans un permis d'une date antérieure, le dernier permis en date devient nul et de

nul effet, en autant qu'il peut déroger à celui qui a été accordé précédemment."

"Le possesseur ou propriétaire du permis ainsi devenu nul et de nul effet, n'a aucun recours quelconque contre le gouvernement pour indemnité ou compensation à raison de cette annulation."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** appelle la troisième lecture du bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande de renvoyer cette question à la séance de mardi prochain.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous pouvons le discuter aujourd'hui et, s'il y a des amendements à apporter, le Conseil législatif en décidera. La session est fort avancée et il ne faut pas la retarder inutilement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mes électeurs m'ont envoyé en Chambre et non au Conseil législatif. Si nous retardons la fin de la session, j'en assume la responsabilité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** accepte de retarder la troisième lecture du bill à mardi prochain.

#### **Sécurité et ordre public**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 25 pour assurer la sécurité et l'ordre public.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que l'ordre soit révoqué. Adopté. Il est ordonné que le bill soit retiré.

#### **Loi des architectes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant la loi des architectes soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi oblige un élève de l'École des beaux-arts à faire ratifier son diplôme par l'Association des architectes. Nous demandons que cette ratification ne soit plus nécessaire.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Droits sur les successions**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Laurentide Power Company Ltd.**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et l'évaluation des propriétés de Laurentide Power Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Loi des licences**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 163 modifiant la loi des licences.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
1. Que toute personne résidant dans cette province, y ayant une place d'affaires et y faisant un commerce de courtier en actions, en bons, en obligations ou en actions-obligations, doive préalablement obtenir une licence annuelle à cet effet, sur paiement d'un droit de cinq cents dollars.

Adopté.

2. Que toute personne résidant dans cette province, n'y ayant aucune place d'affaires et y agissant comme courtier en actions, en bons, en obligations ou en actions-obligations, doive préalablement obtenir une licence annuelle à cet effet, sur paiement d'un droit de cinq dollars.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce une nouvelle taxe?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Pas du tout. Non, elle existait déjà. C'est simplement une modification. C'est une augmentation.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À combien s'élève la taxe actuellement?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** À l'heure actuelle, les courtiers doivent payer \$3 pour leur licence.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Quelle est l'augmentation?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Le droit de \$3 par année a été porté à \$500.  
(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant)  
Toute une modification! C'est une petite augmentation. Voilà un exemple du mouvement perpétuel des taxes.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** On nous a représenté que cette augmentation était nécessaire pour protéger le public. On nous a aussi demandé d'imposer une licence de \$5 aux agents de ces maisons.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Combien y a-t-il de maisons de courtiers qui seront affectées par cette loi, dans la province?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Environ 200. Les étrangers qui viennent faire des affaires dans la province seront mieux surveillés, car ils devront avant tout se rapporter au gouvernement.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Est-ce un contrôle que le gouvernement veut exercer?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Il s'agit de protéger le public.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel était le revenu de la taxe sur les courtiers?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** J'ai dit qu'il y avait 200 maisons. À \$3 chacune, cela faisait \$600.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Pourquoi cette augmentation si considérable?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Parce que cela est juste. Nous allons être obligés de faire une inspection des maisons et de surveiller l'application de la loi, afin de protéger le public.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 163 modifiant la loi des licences.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 modifiant la loi des licences soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi est une grosse augmentation indirecte des taxes. De \$600 qu'il était, le revenu va monter à \$100,000 répartis sur 250 personnes.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Cette loi s'impose. Des maisons de courtage ont représenté au gouvernement la nécessité de cette licence. Les maisons de courtiers ont fait des affaires considérables et elles paieront cette licence annuelle avec plaisir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comme le disait l'honorable trésorier provincial, en définitive, c'est le consommateur qui paiera. Les courtiers feront payer la licence en augmentant leur commission. Il reproche au gouvernement de toujours taxer.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3.

Le comité ajoute à l'article 3 le paragraphe 95e qui se lit comme suit:

"95e. Le procureur général de la province ou le trésorier de la province peut, en aucun temps, autoriser, par écrit, un ou quelques-uns des officiers de son département, à faire l'examen des livres et des documents relatifs au commerce de tout courtier en actions, obligations, actions-obligations ou bons, ou autres valeurs mobilières, afin de s'assurer que les transactions de ce courtier sont faites conformément à la présente loi, ou à la loi de la taxe sur les transferts d'actions (Statuts refondus, 1925, chapitre 27) ou à la loi de l'émission et de la vente de valeurs mobilières (Statuts refondus, 1925, chapitre 228).

"Et tout courtier qui néglige ou refuse de produire ses livres ou documents relatifs à son

commerce à cet officier ou à ces officiers, commet une infraction à la présente loi et est passible pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas mille dollars; à défaut de paiement de l'amende, la personne ou, dans le cas d'une compagnie ou corporation, les officiers ou les directeurs de la compagnie ou corporation qui, par leur vote, ont pu contribuer à la commission de l'infraction par la compagnie ou la corporation, sont passibles d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

L'article 4 est adopté<sup>3</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu une première fois, une deuxième fois et une troisième fois sur division, et adopté sur division.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Droits sur les divertissements

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 modifiant la loi des droits sur les divertissements soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but est d'obliger les associations d'amateurs, les sociétés ou les personnes qui organisent des représentations dans un but patriotique, agricole, charitable, etc., et qui désirent ne pas payer la taxe, à en demander l'autorisation avant leurs représentations. Actuellement, la loi dit qu'"elles aviseront". Nous voulons que la loi dise "elles devront au préalable obtenir l'exemption de la taxe sur les divertissements".

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.



### Subsides

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité<sup>4</sup>:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**  
C'est une augmentation de \$5,000.

La résolution est adoptée<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** pose une question.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**  
Depuis deux ans, la situation s'est améliorée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons eu une exposition avicole à Trois-Rivières, qui, toutes proportions gardées, était plus considérable que celles d'Ottawa et de Toronto. Est-ce que le ministre de l'Agriculture, après ce beau résultat, va aider nos aviculteurs plus qu'il ne l'a fait dans le passé?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**  
Je dois dire à mon honorable ami qu'une délégation est venue, hier, au ministère de l'Agriculture et a demandé plus d'encouragement pour Trois-Rivières. Sa demande a été prise en bonne considération.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'apiculture et industrie de sucre d'érable, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté<sup>6</sup>.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 45.

### NOTES

1. *Le Canada* du 10 mars 1928, à la page 1, rapporte ceci: Par moments, la Chambre siégea avec à peine le quorum nécessaire, et l'on put se demander si elle ne serait pas obligée d'ajourner prématurément, faute de membres. La plupart des députés, y compris un grand nombre de ceux de Montréal et de l'opposition, s'étaient éclipsés avant l'ouverture de la Chambre pour regagner leur foyer.

2. Dans *L'Action catholique* du 10 mars 1928, à la page 20, on dit que M. Galipeault propose un amendement à la loi de la sécurité dans les édifices publics, mais le bill ne comporte aucun amendement.

3. Dans *L'Événement* du 10 mars 1928, à la page 1, on dit que M. David propose un amendement à la loi des licences pour porter la licence des courtiers en bons-actions et obligations à \$500 annuellement.

4. M. Élysée Thériault est au fauteuil. Dans *L'Événement* du 10 mars 1928, à la page 1, on précise que M. J.-A. Grenier, sous-ministre de l'Agriculture, vient s'asseoir à côté de l'honorable M. Moreau.

5. Dans *L'Action catholique* du 10 mars 1928, à la page 20, on dit qu'un crédit de \$500 a été voté pour la Société de pomologie et de culture fruitière de la province de Québec.

6. Selon *L'Action catholique* du 10 mars 1928, à la page 20, tous les crédits furent votés, sauf un item de \$635,000 pour encouragement à l'agriculture en général.

Séance du mardi 13 mars 1928

**Présidence de l'honorable H. Laferté**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 13 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les districts judiciaires de Rimouski et Saguenay.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 146 constituant en corporation The Hebrew Loan Syndicate;

- bill 132 constituant en corporation les Rentiers de l'avenir.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 127 constituant en corporation le Comptoir mobilier franco-canadien ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

**Exemptions  
de taxes municipales**

**M. Bédard (Québec-Comté)** demande la permission de présenter le bill 202 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Exploitation forestière**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 192 modifiant la loi des terres et forêts relativement à l'exploitation forestière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Mesureurs de bois**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 193 modifiant la loi du département des Terres et Forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Enregistrements  
par certaines corporations**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 194 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Réglementation municipale  
des édifices publics**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 196 modifiant la loi de la réglementation municipale des édifices publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pont sur la rivière  
Saint-Maurice**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 157 validant le règlement no 261 de la cité de Grand'Mère relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Unités sanitaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 160 relatif à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des assurances**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** demande la permission de présenter le bill 159 modifiant la loi des assurances de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Dettes flottantes des municipalités scolaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 197 concernant la consolidation des dettes flottantes des municipalités scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des compagnies**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 191 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Travaux de la Chambre**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Est-ce que le gouvernement a encore des mesures importantes à présenter d'ici à la fin de la session?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Si nous avons d'autres mesures à présenter, elles ne seront pas très importantes.

### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du bibliothécaire de la Législature, 1927**

**M. l'Orateur** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec, janvier à décembre 1927. (Document de la session no 22)

### **Questions et réponses:**

#### **Employés du greffe de la couronne à Montréal**

**M. Blain (Montréal-Dorion)**: 1. Quels sont à date les noms des employés du greffe de la couronne à Montréal?

2. Quel est le salaire de chacun d'eux?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: 1 et 2. Voir *Comptes publics* pour les employés nommés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1927. Depuis cette date: Guy Ladouceur, avec un salaire annuel de \$1,200.

#### **Employés du greffe de la paix à Montréal**

**M. Blain (Montréal-Dorion)**: 1. Quels sont à date les noms des employés du greffe de la paix de Montréal?

2. Quel est le salaire de chacun d'eux?

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**:

1. et 2. Voir *Comptes publics* pour les employés nommés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1927. Depuis cette date: Elias Albert, avec un salaire annuel de \$800; Romulus Mayer, avec un salaire annuel de \$1,400; Ubald Crevier, avec un salaire annuel de \$1,500.

#### **Charles Touquet, concession minière**

**M. Guertin (Hull)**: 1. Un nommé Charles Touquet détient-il le claim T. 5783, bloc 12, canton Dasserat, comté Abitibi?

2. Ce claim est-il sur la frontière interprovinciale et dans le voisinage du village de Cheminis, province d'Ontario?

3. D'autres personnes détiennent-elles un droit de résidence ou autres sur le même terrain ou partie dudit terrain?

4. Dans l'affirmative, quels sont leurs noms et quel loyer chacune d'elles paie-t-elle à la couronne?

5. L'un de ces tenanciers a-t-il été trouvé coupable de vente illégale de boisson et condamné, au mois de décembre 1927, à Ville-Marie?

6. Des personnes ou des corps publics ont-ils fait des représentations au gouvernement, afin que ces tenanciers soient mis en demeure d'évacuer lesdits lieux?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**: 1. Oui, à titre de concession minière depuis le 5 janvier 1928.

2. Oui, à une distance approximative d'un demi-mille de Chiminis, Ontario.

3, 4, 5 et 6. Le gouvernement n'a accordé à personne de droits autres que ceux accordés à C. Touquet.

#### **Arbitrage de la Commission du Lac-Saint-Jean**

**M. Blain (Montréal-Dorion)**: 1. Combien de cultivateurs affectés par l'inondation des terres riveraines du lac Saint-Jean ont soumis leur cause à l'arbitrage de la Commission du Lac-Saint-Jean?

2. Quels sont leurs noms et adresses?

3. Quel montant d'indemnité a été réclamé par les intéressés et quel montant a été déterminé par la commission dans chaque cas?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1, 2 et 3. 137 cas soumis à la commission. Les cas suivants ont été réglés: David Claveau, Saint-Henri-de-Taillon, \$2,200, \$1,550; Henri & Ths-Ls Larouche, Saint-Henri-de-Taillon, \$250; Alphonse Lefebvre, Saint-Henri-de-Taillon, \$2,700; Vve Oscar Renaud et Adélarde Renaud, Saint-Henri-de-Taillon, \$3,000; Honoré Lefebvre, Saint-Henri-de-Taillon, \$8,500; Ernest Simard, Saint-Jérôme, \$15,000, \$8,800; Wilfrid Ouellet, Saint-Henri-de-Taillon, \$400; François Ouellet, Saint-Henri-de-Taillon, \$700; Marcellin Fortin, Saint-Henri-de-Taillon, \$250; Dame J.-Bte Gaumont, Saint-Prime, \$3,000, \$2,000; George Munger, Saint-Henri-de-Taillon, \$4,000, \$1,000; Ernest Bergeron, Saint-Henri-de-Taillon, \$500; Ernest Bergeron, Saint-Henri-de-Taillon, \$10,000, \$7,500; Henri Bergeron, Péribonka, \$1,500; Éloi Genest, Saint-Méthode, \$30,540; Henri Tremblay, Saint-Méthode, \$30,000, \$26,000; Wilfrid Boily, Saint-Méthode, \$2,000; Edmond Bouchard, Saint-Henri-de-Taillon, \$7,500, \$7,500; Alphège Tremblay, Saint-Méthode, \$13,000, \$13,000; Philippe Cauchon, Péribonka, \$20,000, \$17,500; Georges, Alphège et Vilmond Harvey, Saint-Henri-de-Taillon, \$35,000, \$30,000; Arsène Lalancette, Saint-Prime, \$2,500; Arsène Lalancette, Saint-Prime, \$1,000, \$1,000; Michel Lalancette, \$250; Michel Lalancette, Saint-Prime, \$3,000; Louis Lamontagne, Saint-Prime, \$15,000, \$12,500; Vve Xavier Gobeil, Saint-Méthode, \$6,000, \$6,000; Alexandre Hébert, Saint-Méthode, \$16,500; Johnny Martel, Saint-Méthode, \$6,000, \$5,500; Charles et Narcisse Dufour, Saint-Méthode, \$3,500; Gédéon Doucet, Saint-Méthode, \$8,000, \$8,000; Léon Lamontagne, Saint-Prime, \$7,000, \$6,000; Élie Girard, Roberval, \$600; Ernest Milot, Saint-Méthode, \$10,000, \$8,000; Albert Bernier, Roberval, \$200; Joseph Tremblay, Roberval, \$300, \$300; Stanislas Tremblay, Roberval, \$300, \$300; Louis Guay, Roberval, \$1,000, \$600; Pitre Girard, fils Ed., Roberval, \$1,500, \$1,000; Adélarde Fortin, Chambord, \$250; Jean Harvey, Saint-Joseph-d'Alma, \$500, \$400; Auguste Pelletier, Roberval, \$6,000, \$4,000; Vve Bill Girard et Johnny Girard, Roberval, \$800; Norbert Fortin, Chambord, \$6,000, \$4,500; Ferdinand Tremblay, Saint-Gédéon, \$13,500, \$13,500; Dollard Cloutier, Saint-Félicien, \$350; La succ. Théodore Guy, Saint-Prime, \$1,650, \$1,650; Jos. Euchère Otis, Roberval, \$750, \$750;

Causes pendantes: J.-Arthur Tremblay, Saint-Jérôme; Basile Néron, Saint-Jérôme; Arthur Lizotte, Roberval, \$300; Adolphe Asselin, Saint-Méthode; Antonio Hébert, Saint-Méthode; Dame Antonio Hébert, Roberval; Philéas Laliberté, Roberval; Wilfrid Girard, Saint-Jérôme; Georges Girard, Saint-Jérôme; Georges Lindsay, Saint-Gédéon; Edmond Dufour, Saint-Jérôme; Ferdinand Bédard, Québec; Alfred-E. Brassard, Roberval, \$6,000; Joseph Asselin, Saint-Félicien, \$8,000; François Girard, Roberval; Henri Lalancette, Saint-Méthode; Azarias Demeules, Chambord; Victor Demeules, Chambord; Joseph Demeules, Chambord; Thérèse Potvin, Péribonka; Michel Michaud, Péribonka; François Nil Bouchard, Péribonka; Joseph Dufour, fils Edmond, Péribonka; Jos Dufour, fils Edmond, Péribonka; Jos-W. Paradis, Péribonka; La Compagnie d'Aqueduc du Lac Saint-Jean, Montréal; Arthur Girard, Roberval; Auguste Gagnon, Roberval; Louis Levesque, Roberval; Moïse Laroche, Roberval; Joseph Maltais, Saint-Cœur-de-Marie; Adélarde Gagné, Saint-Cœur-de-Marie; Eugène Bergeron, Saint-Cœur-de-Marie; Edmond Bouchard, Saint-Félicien; Napoléon Goudreau, Saint-Méthode; Albert Roy, Saint-Méthode; Gaspard Saint-Germain, Saint-Méthode; Albert Milot, Saint-Méthode; Adélarde Simard, Saint-Méthode; Henri Frigon, Saint-Méthode; Édouard Maurice, Saint-Prime; Anthime Rivard, Saint-Prime;

Causes retirées de la commission ou réglées avec Duke-Price: Joseph Gagnon, Saint-Méthode; Antoine Fournier, Péribonka; Polycarpe Moreau, Roberval; Chs-Édouard Milot, Saint-Méthode; Henri Trottier, Roberval; Ludger Bergeron, Saint-Henri-de-Taillon, \$125; Onésime Tremblay, Saint-Joseph-d'Alma; Trefflé Simard, Saint-Méthode; Johnny Gilbert, Saint-Henri-de-Taillon; Luc Demeules, Chambord; Ovila Milot, Saint-Méthode; Albert Beaudoin, Saint-Méthode; Joseph Duguay, Saint-Méthode; Joseph Tanguay, Roberval; Édouard Couture, Roberval; Vve Isaïe Galarneau, Roberval; Vve Oscar Renaud, Saint-Henri-de-Taillon; Herménégilde Harvey, Roberval; Joseph-Adélarde Lessard, Saint-Gédéon; Adolphe Larouche, Saint-Gédéon; Hilaire Bérubé, Chambord; Joseph Hudon, Chambord; Téléphore Lavoie, Roberval; Henri Gagnon, Saint-Gédéon; Arthur Boily, Chambord; Joseph Bouchard, Saint-Méthode, \$20,000; David Tremblay, Saint-Henri-de-Taillon, \$6,000; Xavier Gaudreau, Saint-Jérôme; Ernest Gagnon, Roberval, \$500; Léopold Boivin, Péribonka; Amédée Fortin, Saint-Henri-de-Taillon; Honoré Croteau, Saint-Méthode; J.-C.-A. Ménard, Chambord; Élie Gagnon, Roberval; Henri Boivin, Roberval, \$4,000; Albert

Saint-Hilaire, Saint-Henri-de-Taillon; Camille Saint-Hilaire, Saint-Henri-de-Taillon; Honorine Trudel, Québec, \$9,000; Joseph Dufour, Saint-Méthode, \$12,000; Johnny Fleury, Saint-Méthode; Dame Johnny Fleury, Saint-Méthode; René Bélanger, Saint-Henri-de-Taillon, Herménégile Lapierre, Saint-Prime, \$2,000; J.-C.-A. Rinfret, Saint-Méthode; Delphis Bouchard, Saint-Henri-de-Taillon, \$6,000; Urbain Dupuis, Saint-Méthode, \$20,000; Joseph Guay, Saint-Méthode; Simon Lavoie, Saint-Méthode; Ernest Lépine, Jonquière;

Impossible de donner le montant réclamé dans chaque cas parce que rarement les réclamants l'ont fixé.

#### **Rapports de la Commission du Lac-Saint-Jean**

**M. Blain (Montréal-Dorion):** 1. La Commission du Lac-Saint-Jean a-t-elle fait rapport périodiquement de ses activités au gouvernement ou au ministère des Terres et Forêts?

2. Dans la négative, pourquoi?
3. La Commission du Lac-Saint-Jean a-t-elle au moins fait un rapport préliminaire?
4. Dans la négative, pourquoi?
5. Le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger ce rapport?
6. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de le demander?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La Commission n'a pas fait rapport et rien dans la loi ne l'oblige à en faire.

#### **Construction des chemins du département de la Voirie**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. M. Uldéric Paris, de Deschaillons, a-t-il déjà détenu des contrats de construction de chemins du département de la Voirie?

2. Ces contrats lui ont-ils été accordés par commission ou autrement?
3. En quelle année, et pour quels chemins?
4. Quels montants le département de la Voirie lui a-t-il payés pour ces contrats?
5. M. Paris a-t-il été à l'emploi du département de la Voirie comme surveillant de travaux ou autrement?
6. En quelle année et sur quels chemins a-t-il travaillé?
7. Combien a-t-il reçu comme tel?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. À prix unitaires.
3. *a.* En 1920, pour le chemin du Bord de l'Eau (route Lévis-Saint-Lambert) dans le village de Deschaillons; *b.* En 1922, pour la route Lévis-Saint-Lambert dans le village de Deschaillons et la paroisse de Sainte-Émélie; *c.* En 1923, pour la route Lévis-Saint-Lambert dans la paroisse de Sainte-Émélie; *d.* En 1922, pour la route Lévis-Saint-Lambert dans la paroisse de Sainte-Croix.
4. *a.* \$147,201.03; *b.* \$132,858.91; *c.* \$13,534.09; *d.* Rien.
5. Oui.
6. En 1924, sur la route Lévis-Saint-Lambert dans le village de Leclercville.
7. \$750.

#### **Entretien de la route Tour du Lac-Saint-Jean**

**M. Tremblay (Maisonnette):** Qui a le contrat pour l'entretien de la route Tour du Lac Saint-Jean?

2. Quelle somme lui a-t-il été payée à date?
3. A-t-il des associés dans ce contrat?
4. Dans l'affirmative, quels sont leurs noms et adresses?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. E. R. Truchon.

2. \$228,509.30.
3. Le gouvernement l'ignore.
4. Répondu à la question 3.

#### **Travaux d'amélioration des chemins dans des paroisses ou municipalités**

**M. Renaud (Laval):** 1. Quand les travaux d'amélioration ont-ils été faits dans les chemins des paroisses ou des municipalités suivantes: *a.* Sainte-Flavie; *b.* Grand-Métis; *c.* Sandy-Bay; *d.* Saint-Ulric; *e.* Matane paroisse; *f.* Petit-Matane; *g.* Mont-Joli; *h.* Saint-Jean-Baptiste; *i.* Saint-Joseph-de-Lepage; *j.* Sainte-Angèle paroisse; *k.* Sainte-Angèle village?

2. Quel a été, dans chaque cas, le mode de contribution du gouvernement?
3. Quel a été, dans chaque cas, la part: *a.* du gouvernement; *b.* des paroisses ou municipalités?
4. Quel a été le coût d'achat des terrains sur le littoral pour le redressement et l'élargissement de la route dans chacune des municipalités sur le littoral?

5. En quelle année les cantonniers sont-ils entrés en fonction dans chacune desdites municipalités aux frais de la voirie?

6. Dès que les cantonniers furent en fonction, est-ce que les municipalités ont fourni de l'argent?

7. Dans l'affirmative, quelle somme dans chaque cas, et pour quelles fins?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Sur les routes Rimouski-Matapédia et Rimouski-Sainte-Anne-des-Monts dans la paroisse de Sainte-Flavie-de-Lepage en 1925 et 1926; la paroisse de Saint-Octave-de-Métis en 1925 et 1926; le village de Métis-sur-Mer en 1924 et 1925; la paroisse de Notre-Dame-de-l'Assomption-de-McNider en 1925; la paroisse de Saint-Ulric-de-Matane en 1925; le village de Saint-Ulric en 1925; la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane en 1925 et 1926; le village de Saint-Jérôme-de-Matane en 1926; le village de Mont-Joli en 1922; la municipalité de Saint-Jean-Baptiste en 1925; la paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage en 1924; la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici en 1924 et 1925; le village de Sainte-Angèle-de-Mérici en 1924.

2. Pour les paroisses de Sainte-Flavie-de-Lepage, Saint-Octave-de-Métis, Notre-Dame-de-l'Assomption-de-McNider, Saint-Ulric-de-Matane, Saint-Jérôme-de-Matane et le village de Saint-Ulric, le gouvernement a exécuté les travaux et les municipalités ont fourni le bois requis pour les ponceaux et les garde-fous ainsi que tout le terrain nécessaire pour les élargissements et les redressements.

Pour les villages de Métis-sur-Mer et de Mont-Joli et la municipalité de Saint-Jean-Baptiste, le gouvernement a fourni l'argent à 2 %.

Pour les villages de Saint-Jérôme-de-Matane et de Sainte-Angèle-de-Mérici et la paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage, le gouvernement a fourni l'argent à 50 %.

Pour la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici, l'argent a été fourni à 50 % en 1924, et à 2 % en 1925.

3. Paroisse de Sainte-Flavie-de-Lepage: *a.* \$7,512.03; *b.* bois et terrain; paroisse de Saint-Octave-de-Métis: *a.* \$13,982.17; *b.* bois et terrains; village de Métis-sur-Métis: *a.* \$19,550.65; *b.* \$1,033.37; paroisse de Notre-Dame-de-l'Assomption-de-McNider: *a.* \$18,276.91; *b.* bois et terrains; paroisse de Saint-Ulric-de-Matane: *a.* \$8,828.94; *b.* bois et terrains; village de Saint-Ulric: *a.* \$1,451.32; *b.* bois et terrains; paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane: *a.* \$29,500.43; *b.* bois et terrains; village de

Saint-Jérôme-de-Matane: *a.* \$4,710.35; *b.* \$4,710.35; village de Mont-Joli: *a.* \$4197.29; *b.* \$466.76; Saint-Jean-Baptiste: *a.* \$3,480.91; *b.* \$139.24; paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage: *a.* \$4,644.24; *b.* \$4,644.24; paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici: *a.* \$21,821.09; *b.* \$6,088.76; village de Sainte-Angèle-de-Mérici: *a.* \$1,061.64; *b.* \$1,061.64.

4. Le gouvernement l'ignore.

5. En 1925, dans la paroisse et le village de Sainte-Angèle-de-Mérici et la paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage; en 1926, dans les paroisses de Sainte-Flavie-de-Lepage, de Saint-Octave-de-Métis, de Notre-Dame-de-l'Assomption-de-McNider et de Saint-Ulric-de-Matane, les villages de Métis-sur-Mer, de Saint-Ulric et de Mont-Joli et la municipalité de Saint-Jean-Baptiste; en 1927, dans la paroisse et le village de Saint-Jérôme-de-Matane.

6. Non.

7. Répondu à la question 6.

#### **Loi de la Législature et loi de l'Exécutif**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 66 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'Exécutif.

Adopté.

#### **Unités sanitaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 160 relatif à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales.

Adopté.

#### **Loi des assurances**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 159 modifiant la loi des assurances de Québec.

Adopté.

### **Rapatriement des Canadiens**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. Nicol), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 195 concernant le rapatriement des Canadiens dans la province de Québec.

Adopté.

### **Pont sur la rivière Saint-Maurice**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 157 validant le règlement no 261 de la cité de Grand'Mère relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin.

Adopté.

### **Vues animées**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 3 modifiant la loi des vues animées.

Adopté.

### **Appel à la Cour du banc du roi**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 modifiant le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1925, relativement à l'appel à la Cour du banc du roi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Loi des ingénieurs forestiers**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 179 modifiant la loi des ingénieurs forestiers.

Adopté.

### **En comité<sup>2</sup>:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'est-ce que c'est ce bill-là<sup>3</sup>?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** appelle le député de L'Islet (M. Thériault).

**M. Thériault (L'Islet)** rentre dans la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** invite le député de L'Islet (M. Thériault) à donner quelques mots d'explication.

**M. Thériault (L'Islet):** Les ingénieurs forestiers se sont incorporés il y a quelques années. Les ingénieurs forestiers n'ont pas le droit ni les pouvoirs nécessaires, d'après leur charte, pour empêcher certains étrangers, qui ne sont pas ingénieurs, de faire des travaux et de s'arroger certains privilèges réservés aux ingénieurs forestiers.

Ils demandent à être protégés, afin que les étrangers ne puissent venir exercer la profession d'ingénieur forestier dans notre province s'ils ne font pas partie de l'association. C'est pour cela qu'ils demandent de nouveaux pouvoirs. Les ingénieurs civils ont été consultés et n'ont aucune objection au bill.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 modifiant la loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.



Je tiens à donner quelques mots d'explication. La population de la métropole est d'un million d'habitants et plus. Personne n'ignore la situation scolaire particulière qui est faite à Montréal. Nous avons à Montréal près de 200 écoles fréquentées, où environ 85,000 enfants<sup>4</sup>, des fils d'ouvriers pour la plupart, une classe vraiment intéressante par conséquent, vont recevoir leur éducation.

Les propriétaires sont ceux qui, dans la plus large mesure, doivent rencontrer les dépenses occasionnées par la Commission scolaire. Mais nous pouvons dire qu'en général toutes les classes sont affectées par ce système. Je crois que nous devons assurer aux propriétaires la stabilité financière et, à tous les enfants, la stabilité pédagogique, la plus importante, à mon avis, puisque c'est l'avenir que nous préparons.

Tous les ans depuis un grand nombre d'années, la Commission scolaire de Montréal doit venir faire un pèlerinage à Québec, devant la Législature, pour exposer ses besoins et demander des pouvoirs. Ces pèlerinages doivent cesser. Nous devons donner à la Commission son autonomie. En février 1926, le gouvernement a nommé une commission pour enquêter sur la situation scolaire à Montréal. Un ordre en conseil<sup>5</sup> a été passé par la suite. Une commission composée de plusieurs membres, et présidée par Sir Lomer Gouin, fut chargée de tenir cette enquête. La commission d'enquête a siégé d'avril 1926 à décembre 1927. Cette commission a tenu 66 séances, reçu 207 témoignages et déposé au dossier 263 documents. La commission a bien fait son devoir et elle mérite toutes nos félicitations. Son rapport fut envoyé au gouvernement le 1<sup>er</sup> décembre 1927.

Nous avons maintenant à agir conformément aux suggestions et selon les vœux qui ont été formulés. C'est après cette enquête que nous proposons d'amender la loi de la commission. Le présent projet de loi est basé sur ce rapport. Si nous n'avons pas adopté toutes les recommandations du rapport, si nous ne le suivons pas à la lettre, je crois que notre loi a été rédigée selon l'esprit de ce rapport. Le grand principe de la loi actuelle en est un de centralisation plus effective et plus efficace, au point de vue de l'administration ainsi qu'au point de vue pédagogique, comme en fait mention le rapport de l'enquête.

L'école n'a pas seulement pour but d'instruire l'enfant, mais elle doit aussi être un moyen d'orientation et lui donner l'occasion de parfaire ses études, selon sa mentalité et son intelligence. C'est pour cela que le gouvernement a

amalgamé dans le conseil de la commission pédagogique les chefs des écoles professionnelles, afin qu'il n'y ait pas d'abîme entre l'école primaire et l'école technique.

La loi prévoit donc que les écoles seront sous la direction de deux commissions: une commission administrative et une commission pédagogique. La commission administrative est composée de 14 membres: un représentant de l'archevêque de Montréal; cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil; cinq membres nommés par le comité exécutif de Montréal; quatre membres nommés par l'Université de Montréal. La commission administrative n'aura qu'un siège social où elle centralisera tous ses bureaux.

Il y aura en outre une commission pédagogique composée de 15 membres: les quatre représentants de l'Université de Montréal; deux représentants de l'archevêque de Montréal; trois membres de langue anglaise; la directrice de l'Institut pédagogique; le directeur de l'École polytechnique; le directeur de l'École des hautes études de Montréal; l'École des beaux-arts; le directeur de l'école normale Jacques-Cartier; un président général. Les membres de la corporation seront nommés pour cinq ans.

Il y aura plusieurs comités. Un comité des finances et un comité des travaux seront constitués par la commission administrative. À sa première réunion, le 1<sup>er</sup> juillet 1928, la commission nommera son président général, qui sera secrétaire des deux commissions et de tous les comités, et un directeur des travaux, un secrétaire et un trésorier.

Il (l'honorable M. David) félicite en passant le secrétaire-trésorier actuel de la commission scolaire, M. Aimé Lafontaine. Il le félicite de son dévouement, il vante sa compétence et ses aptitudes, mais il ajoute qu'il ne faut pas surcharger un homme. Les fonctions seront divisées, car elles sont devenues trop lourdes pour un seul homme. Il ne pourra accepter les deux positions. C'est pour cela que le gouvernement a décidé de faire une scission entre les deux charges. À l'avenir, dans la nouvelle commission, il y aura un secrétaire et un trésorier.

Les membres des deux commissions, administrative et pédagogique, recevront, sauf le président général, un traitement annuel de \$1,000 chacun. Le président de la commission pédagogique, le président du comité des finances et celui des bourses toucheront en plus une indemnité de \$200<sup>6</sup>, et celui des travaux touchera en plus une indemnité de \$200. Une somme de \$20 sera soustraite de l'indemnité des commissaires pour toute séance de la

commission dont ils font partie et à laquelle ils n'auront pas assisté; cette soustraction sera de \$15 pour chaque absence aux séances des comités.

La commission pédagogique devra nommer, le 1<sup>er</sup> juillet 1928, son président, un directeur laïque des études, et quatre assistants laïques de langue française, pour les écoles où l'instruction est donnée dans la langue française, et un assistant directeur laïque de langue anglaise, pour les écoles où l'instruction est donnée dans la langue anglaise, et aussi, avec l'approbation de l'archevêque de Montréal, cinq visiteurs religieux, dont l'un de langue anglaise.

La loi prévoit que le président général de la nouvelle commission scolaire de Montréal doit donner tout son temps à la commission et à ses nouvelles fonctions. Il est choisi parmi les cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et il est le directeur général des écoles et le représentant officiel et permanent de la corporation. Il est la tête dirigeante des chefs de service et de tout le personnel.

Il doit avoir une formation pédagogique et être compétent au point de vue financier<sup>7</sup> et administratif pour organiser les divers services, les diriger et assurer à tout l'organisme sa pleine efficacité. Il connaît les devoirs des membres des commissions et, avec l'aide de ses chefs de service, il met tout en œuvre pour faciliter leur tâche et les renseigner pleinement sur les questions, demandes ou réclamations dont ils sont appelés à décider. Son traitement annuel sera de \$12,000 et il sera nommé pour cinq ans.

Pour établir la liaison entre la Commission actuelle des écoles catholiques de Montréal et l'organisme nouvellement créé, nous demandons aussi à la Chambre qu'entre la sanction de la loi et le 1<sup>er</sup> juillet, le lieutenant-gouverneur en conseil ait le pouvoir de nommer un directeur général intérimaire des écoles pour prévenir des ennuis, afin de préparer l'organisme et le bon fonctionnement de cette commission et ne placer personne dans le désarroi, aux premiers jours de juillet. Ce directeur intérimaire devra être nommé dans les 10 jours<sup>8</sup> qui suivront la sanction de la présente loi.

D'ici au 1<sup>er</sup> juillet 1928, le directeur général intérimaire des écoles verra à recueillir tous les renseignements nécessaires à la préparation du budget pour l'année scolaire 1928-1929. À cet effet, il visitera, sans tarder, les écoles de la corporation et recueillera les statistiques requises pour assurer l'application des prescriptions de la loi nouvelle. Dans les derniers jours de juin 1928, le directeur

intérimaire des écoles convoquera par écrit une assemblée plénière des membres de la corporation pour les premiers jours de juillet. Ses fonctions cesseront à cette assemblée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Plusieurs personnes influentes de Montréal se sont opposées à une centralisation des écoles comme celle que propose le député de Terrebonne (l'honorable M. David). Je donnerai, dit-il, une attention toute spéciale aux diverses clauses du bill en comité plénier, en temps et lieu. Je demande si c'est bien le rapport de la commission Gouin qui a servi de base à la loi. Je ne m'oppose pas au principe du bill, mais la Chambre pourrait proposer des amendements, s'il y a lieu, en comité plénier. Tout en laissant voter la deuxième lecture, j'espère que l'on ne dira pas, comme pour la loi des accidents du travail, que le bill est adopté.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

#### En comité<sup>9</sup>:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 4 de ladite loi, tel que remplacé par la loi 11 George V, chapitre 49, section 4, est de nouveau remplacé par le suivant:

"4. La corporation se compose des personnes mentionnées dans l'article 5. Elle comprend une commission administrative et une commission pédagogique. Elle est gouvernée et administrée par la commission administrative; le président de la corporation est le président de la commission administrative. Les deux commissions possèdent les attributions que leur confère la présente loi.

"La corporation n'a qu'un siège social situé dans la cité de Montréal et où se tiennent les assemblées plénières et les réunions des deux commissions et des comités. Toute l'administration y est concentrée; le président général, le directeur des études, le directeur des travaux, le secrétaire et le trésorier y ont leurs bureaux ainsi que tout le personnel."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Blain (Montréal-Dorion)** posent une question.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La centralisation des affaires scolaires a été demandée à l'unanimité par les commissaires, dans leur rapport.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** s'objecte.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Sans l'ombre d'un doute, cette centralisation marquera un grand pas vers le progrès. La commission aura des pouvoirs suffisants pour exercer son action au double point de vue administratif et pédagogique. Il explique les attributions et les pouvoirs des comités. Les deux commissions, administrative et pédagogique, possèdent les attributions qui leur sont conférées par la loi. Les comités ont les pouvoirs et attributions que leur confère la commission administrative par règlements, pour ce qui concerne le comité des travaux publics et des finances. Les comités de perfectionnement ont les pouvoirs et les attributions que leur confère la commission pédagogique par règlements. Dans leur première réunion, chacun des comités choisit son président. Les comités étudient les questions que leur réfère la commission dont ils relèvent, et lui font un rapport de leurs délibérations et décisions respectives à son assemblée régulière ou à une assemblée spécialement convoquée à cet effet.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie les articles 4, 5 et 6 qui se lisent comme suit:

"4. L'article 5 de ladite loi, tel que modifié par les lois 11 George V, chapitre 49, section 5, et remplacé par la loi 15 George V, chapitre 44, section 1, est de nouveau remplacé par le suivant:

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil, l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal et le comité exécutif de la cité de Montréal nomment chacun cinq membres, dont un de langue anglaise. La commission des études de l'Université de Montréal en nomme quatre, dont deux religieux, l'un de ceux-ci devant appartenir à un ordre religieux enseignant.

"Des cinq membres que le lieutenant-gouverneur en conseil, l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal et le comité exécutif de la cité de Montréal sont appelés à nommer respectivement, quatre doivent répondre aux conditions suivantes: un

doit résider dans le territoire formant le district centre; un autre, dans le territoire formant le district est; un autre, dans le territoire formant le district nord; un autre, dans le territoire formant le district ouest. Il n'est pas nécessaire que les trois membres de langue anglaise, non plus que les quatre représentants de l'université, soient choisis dans un district particulier.

"La commission administrative est composée de quatorze membres. Elle comprend les cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil; les cinq membres nommés par le comité exécutif de la cité de Montréal; trois des cinq membres nommés par l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal, dont un de langue anglaise et les deux autres désignés par lui; un des quatre membres nommés par l'Université de Montréal, à être désigné par elle.

"La commission pédagogique est composée de quinze membres. Elle comprend le président général, les quatre membres nommés par l'Université de Montréal; les deux membres nommés par l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal qui ne font pas partie de la commission administrative; les trois membres de langue anglaise; la directrice de l'Institut pédagogique de Montréal; le directeur de l'École des hautes études commerciales de Montréal; le directeur de l'École polytechnique de Montréal; le directeur de l'école normale Jacques-Cartier et le directeur de l'École des beaux-arts de Montréal.

"Le quorum de chacune de ces commissions est de sept membres."

"5. L'article 6 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "fins", dans la première ligne du premier alinéa, les mots "des nominations en vertu".

"6. L'article 7 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "Carmine", dans la neuvième ligne, les mots "Sainte-Marguerite-Marie, Saint-Michel-Archange (Ruthènes), Saint-Sauveur".

**M. Blain (Montréal-Dorion)** demande que les articles 4, 5, 6, qui donnent les détails de la composition de la commission, soient suspendus.

L'étude des articles 4, 5 et 6 est suspendue.

Les articles 7 à 12 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

"13. L'article 14 de ladite loi, tel que remplacé par la loi 15 George V, chapitre 44, section 3, est de nouveau remplacé par le suivant:

"14. Les membres de la corporation choisis suivant l'article 5 doivent l'être avant le premier juin de l'année dans laquelle une nomination est nécessaire."

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Pourquoi cinq ans?

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dit qu'il serait heureux de garder des compétences de cinq ans, plutôt que de quatre, comme dans l'ancienne loi. Simplement, lui-même considère cette question comme une simple question de détail.

L'article 13 est adopté.

Les articles 14 à 17 sont adoptés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au député de Terrebonne (l'honorable M. David) s'il a devant lui le rapport présenté par M. F.-B. Mathys.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** répond qu'il l'attend de jour en jour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je puis vous le passer, si vous le voulez.

Le comité étudie l'article 18 qui se lit comme suit:

"18. L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"21. Les premières nominations suivant l'article 5 doivent être faites dans les dix jours qui suivront le (insérer ici la date de la sanction de la présente loi).

"Si les nominations mentionnées dans le présent article n'ont pas été faites dans ce délai, elles peuvent être faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément à l'article 18."

Cet article est amendé et le mot "dix" est remplacé par "trente". Cet article se lit désormais comme suit:

"18. L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"21. Les premières nominations suivant l'article 5 doivent être faites dans les trente jours qui suivront le (insérer ici la date de la sanction de la présente loi).

"Si les nominations mentionnées dans le présent article n'ont pas été faites dans ce délai, elles peuvent être faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément à l'article 18."

L'amendement est adopté.

L'article 18, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 22, remplacé par l'article 19 du présent projet de loi, et qui se lit comme suit:

"19. L'article 22 de ladite loi est remplacé par les suivants:

"22. Les membres des deux commissions, sauf le président général, reçoivent une indemnité de mille dollars par année chacun. Chaque membre subira sur cette indemnité une retenue de vingt dollars chaque fois qu'il s'absentera d'une séance de la commission dont il fait partie, et une retenue de quinze dollars pour chaque absence aux séances des comités.

"Le président de la commission pédagogique, le président du comité des finances et le président du comité des travaux touchent une indemnité supplémentaire annuelle de deux cents dollars."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** trouve exorbitant qu'un commissaire perde une partie de son indemnité s'il est empêché de se rendre, par cas de force majeure. Il demande de fixer une limite dite d'absence, afin qu'un membre de la commission qui s'absente une fois ne soit pas dans le même cas qu'un autre qui assiste peu souvent aux réunions.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il n'est que juste que celui qui n'assiste pas à toutes les séances ne retire pas la même indemnité que l'autre qui a été présent à toutes.

Je me rendrai, dit-il, à la demande du député de Trois-Rivières et je vais amender le projet de façon à permettre aux commissaires de manquer un certain nombre de séances sans perdre leur indemnité. Il suspend l'étude de cette clause pour le moment.

L'étude de l'article 22, remplacé par l'article 19 du présent projet de loi, est suspendue.

Le comité étudie l'article 22a, remplacé par l'article 19 du présent projet de loi, et qui se lit comme suit:

"22a. Aucun membre de la commission n'a le droit de s'engager sous forme de contrat ou autrement vis-à-vis de la Commission des écoles catholiques de Montréal."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut que l'on ajoute, après les mots "contrat ou autrement", les mots "directement ou indirectement".

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"22a. Aucun membre de la commission n'a le droit de s'engager directement ou indirectement sous forme de contrat vis-à-vis de la Commission des écoles catholiques de Montréal."

L'amendement est adopté.

L'article 22a, remplacé par l'article 19 du présent projet de loi et ainsi amendé, est adopté.

L'étude de l'article 19 est suspendue<sup>10</sup>.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Nous essayons de donner à la Commission scolaire le régime qui lui convient. Je ne dis pas que c'est la perfection sous tous les rapports, mais c'est un énorme pas de fait sur les mesures prises précédemment. Il y aura lieu de l'amender si la chose devient nécessaire.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siéger de nouveau au cours de la présente séance.

#### Accidents du travail

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 38 relatif aux accidents du travail.

#### En comité<sup>11</sup>:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que la loi de 1926 est abrogée par cette loi?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui. L'article 3, avant-dernière clause du projet, le dit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) si la Chambre est maintenant appelée à considérer le bill de 1909 ou si cette loi doit être considérée comme disparue des

Statuts et remplacée par la loi de 1926 ou 1928. La loi de 1926, qui devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1928 et qui a reçu la sanction du lieutenant-gouverneur en conseil, est encore dans les Statuts, et elle a force de loi tant qu'elle ne sera pas abrogée. La loi de 1909<sup>12</sup> a-t-elle été abrogée?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Non. Pas du tout. C'est celle qui nous régit, et la loi créée en 1926 a été tout simplement suspendue. Elle n'a jamais été mise en opération, et c'est celle de 1909 qui s'applique encore à l'heure actuelle.

L'indemnisation des ouvriers est depuis longtemps en notre province consacrée. Elle a été consacrée par la Législature en 1909. Depuis 1909, des indemnités sont payées aux victimes des accidents du travail.

Je ne vois rien de compliqué, dit-il, dans la question qui m'est soumise. La Chambre étudie présentement un nouveau projet de loi. La loi de 1909 et celle de 1926 sont remplacées par la loi que le gouvernement soumet actuellement à l'approbation de la députation.

Le principe que cette loi-là consacre surtout, ce n'est pas que nous accordons une indemnité, mais de créer une commission des accidents du travail, qui sera chargée d'administrer la loi, et de l'assurance obligatoire par des compagnies. Ce qui est peut-être plus compliqué, c'est la déclaration faite aux journaux par le chef de l'opposition, pour expliquer son attitude au sujet de la nouvelle loi. C'est son droit. Je n'ai pas à m'occuper de cette affaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai expliqué mon vote en faveur du bill, en Chambre, la semaine dernière et j'ai voulu qu'il soit bien compris que j'ai appuyé le principe du bill. J'ai consulté des auteurs et je maintiens ce que j'ai dit dans les journaux, à savoir que le principe du bill en discussion, c'est l'indemnisation des ouvriers accidentés. Et c'est pourquoi, comme je l'ai dit, nous avons voté pour. À cet effet, je suis heureux de pouvoir citer à l'honorable ministre, à l'appui de cette prétention, l'opinion de M. Arthur Beauchesne<sup>13</sup>, greffier de la Chambre des communes à Ottawa. Je suis allé à Ottawa le consulter.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est l'honorable chef de l'opposition qui a consulté M. Beauchesne pour expliquer son vote.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, et voici son opinion. M. Beauchesne ne m'a jamais trompé,

pas plus que le greffier de l'Assemblée législative. C'est une autorité en la matière. Il lit l'opinion suivante de M. Beauchesne:

"Vous me demandez si, après avoir voté pour la deuxième lecture du bill 38 intitulé "Loi des accidents de travail, 1928", vous en avez accepté le principe.

"Un examen sérieux de celui-ci démontre qu'il a pour but principal d'établir une échelle d'indemnités payables aux victimes d'accidents survenus par le fait du travail. L'article 3 est celui qui, dans mon opinion, contient tout le principe du bill, et vous l'avez approuvé en votant pour la deuxième lecture. Tous les autres articles découlent de ce principe et établissent les conditions, les modalités et la procédure auxquelles l'indemnité sera sujette. Vous ne pourriez pas proposer en comité plénier des amendements contraires au principe énoncé dans cet article, mais vous avez le droit de modifier toutes les propositions secondaires que contient le bill.

"Le précédent qui nous régit en l'espèce est le "Parliamentary Elections and Corrupt Practices Bill", référé au comité plénier de la Chambre de la Grande-Bretagne, le 16 mars 1880. Ce bill déclarait légales les dépenses faites pour transporter les électeurs au poll, et l'un des députés, M. Dillwyn, de Swansea, proposa que toute personne qui aurait payé de telles dépenses fût justiciable des tribunaux sommaires et passible d'une amende de cinq louis sur chaque accusation. Le vice-président de la Chambre ne permit pas l'amendement, et voici comment sa décision est rapportée dans le "Hansard" (3ème série, no 251, page 1134):

"Il devait dire qu'il avait étudié avec beaucoup de soin la question soumise au comité plénier par cet amendement et, d'après lui, l'effet de l'amendement du député de Swansea, s'il était adopté, ne serait pas seulement d'annuler le bill, mais que, pratiquement, le résultat final serait l'adoption d'une proposition inverse. Lorsque la Chambre renvoie un bill à un comité dans le but spécial d'en faire étudier les articles, renverser l'objet de ce bill et rapporter à la Chambre une mesure exactement contraire serait irrégulier. Le député de Swansea aurait l'occasion de soulever la question qu'il veut traiter lorsque le bill serait rapporté, parce qu'elle serait alors examinée par la Chambre elle-même et la Chambre est maîtresse de ses propres actions. Il lui semblait certain que le comité était requis par la Chambre d'étudier chaque bill en conformité de l'objet pour lequel il lui était renvoyé. Les membres du comité ont le droit de

modifier les propositions d'un bill ou de les annuler, mais ils n'ont pas le droit d'introduire un amendement décrétant une chose dans un sens entièrement opposé à l'objet du bill qui leur a été renvoyé.

"Cette doctrine, que vous trouverez énoncée dans la 13<sup>e</sup> édition de May, page 405, et dans la 4<sup>e</sup> édition de Bourinot, page 525, est celle qui nous régit à la Chambre des communes.

"Votre vote en faveur de la deuxième lecture ne vous engage point à accepter même les indemnités déterminées par la section 2. Vous avez certainement le droit d'en changer le chiffre. Quels qu'en soient les montants, elles seraient toujours les "indemnités ci-après déterminées" prévues dans la dernière ligne de l'article 3. C'est précisément pour les déterminer que le comité examine le bill et ce sont là des détails qui ne pouvaient être régis en deuxième lecture. Ce ne serait pas contraire au principe du bill que de décider, par exemple, que la victime d'une incapacité absolue aura droit à 75 %, au lieu de 66 % de son salaire annuel.

"Que l'article 21 soit adopté ou rejeté, cela n'est point opposé au principe adopté en deuxième lecture. Cet article n'est pas même obligatoire; il est facultatif en ce sens qu'il déclare que le débiteur "peut" se libérer en versant à une compagnie d'assurances le capital des rentes qu'il est tenu de payer à la victime. Rien ne vous empêche de substituer une banque, une compagnie fiduciaire ou même l'État à une compagnie d'assurances. C'est exactement pour examiner toutes les propositions de ce genre que vous siégerez en comité."

#### **L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**

n'est pas d'accord avec cette déclaration, puisque le principe d'indemniser les ouvriers accidentés a été adopté en 1909 et qu'il est encore en vigueur. Le bill à l'étude contient un nouveau principe, celui de gérer le paiement de ces indemnités par une assurance obligatoire et par un comité spécial créé dans ce but.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je regrette de différer d'opinion avec l'honorable chef de l'opposition. Il est allé trop loin pour essayer de définir ce qu'est le principe du bill. Dans mon opinion, j'ai toujours cru que le principe de l'indemnité était adopté depuis un grand nombre d'années, que notre province avait été la première à l'adopter. Le principe d'indemnisation des ouvriers a été consacré et adopté en 1909. En 1926, nous avons voté en faveur d'un nouveau principe. En 1927, la Chambre s'est prononcée sur un nouveau principe et

elle a remplacé le montant fixe de l'indemnité à accorder aux ouvriers accidentés par une rente. Le principe du bill n'est donc pas tout simplement celui de l'indemnité ouvrière; ce principe a été adopté en 1909.

Il (M. Bouchard) n'a pas voté pour ce principe parce qu'il est d'opinion que la nouvelle loi, dans ce qu'elle déroge aux lois actuelles, c'est-à-dire dans son principe, n'est pas admissible. Il est d'accord avec le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) qui dit que le point litigieux est la façon de gérer ces indemnités.

J'ai toujours compris que le principe d'une nouvelle loi, c'est ce qu'il y a de nouveau dedans, c'est tout ce qui déroge aux droits existants précédemment. J'ai voté contre la deuxième lecture du bill parce qu'on changeait l'indemnité en une rente, parce que, dans mon opinion, on dérogeait à des droits existants. M. Beauchesne dit que le principe du bill est dans l'article 3. Mais l'article 3 dit simplement que les lois de 1926 et 1927 sont abrogées. Je crois donc que l'honorable chef de l'opposition est dans l'erreur.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Je considère cette discussion un peu comme un hors-d'œuvre. Je me demande pourquoi l'honorable chef de l'opposition a senti le besoin de venir expliquer son vote sur la deuxième lecture de ce bill devant la Chambre et citer des autorités. Personne ne le lui a reproché. Pourquoi mon honorable ami est-il allé si loin pour chercher une opinion? Le greffier de l'Assemblée législative, qui ne l'a jamais trompé, il l'a dit, lui aurait donné son avis. M. Beauchesne n'a peut-être jamais lu notre bill.

Il fait remarquer que, aussi grand que soit le prestige dont jouit à juste titre l'employé de la Chambre des communes en tant qu'autorité en matière de procédure parlementaire, ses opinions n'ont pas l'autorité d'une décision du président de l'Assemblée législative. Il fait aussi remarquer que M. Beauchesne ne peut guère avoir eu une connaissance approfondie du bill ou être au courant que, contrairement à la procédure habituelle, non seulement son principe mais même ses dispositions détaillées ont été discutées par l'opposition avant la deuxième lecture. Le chef de l'opposition doit être logique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** offre de soumettre la question en litige à M. Geoffrion. Je suis prêt à accepter l'opinion du greffier de l'Assemblée législative.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Non, je ne crains pas de prendre mes responsabilités de législateur. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que le véritable principe de ce bill est non pas l'indemnisation des ouvriers, qui est consacrée depuis 1909, mais la Commission des accidents de travail et l'assurance obligatoire dans des compagnies privées. Ceux qui ont voté contre le bill n'ont pas voulu dire que tout est mauvais dans la nouvelle loi, loin de là. Seulement, on ne s'entend pas encore sur ce qu'est le principe du bill. C'est pour cela que l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) et l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) ont voté contre la deuxième lecture du bill, parce qu'ils voulaient l'assurance d'État.

Et, en votant contre la deuxième lecture du bill, ils ne pensaient pas de voter contre l'augmentation des indemnités. L'honorable député de Trois-Rivières, pour moi, a voté d'une façon logique. Si la théorie du chef de l'opposition devait être maintenue, ceux qui ont voté contre le bill à la deuxième lecture auraient voté contre tout le bill. Je répète que la discussion est un peu un hors-d'œuvre et, si j'ai exprimé mon opinion, c'est uniquement parce que l'honorable chef de l'opposition me l'a demandée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remercie le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) qui vient de dire qu'il a agi avec logique en votant contre le bill. Je ne crois pas cependant, dit-il, aux bonnes intentions du même ministre en lui faisant ce compliment. Pour moi, je respecte l'opinion de ceux qui ont voté selon leur conscience.

J'ai compris, dit-il, que le grand et véritable principe du bill, pour moi, n'est pas l'indemnisation des ouvriers, le principe de l'indemnité a été adopté en 1909, celui de la rente l'a été en 1926, mais dans la garantie des indemnités par une assurance privée, garantie que je considère suffisante<sup>14</sup>. Il ne pouvait s'agir de la commission, dans le principe, car nous avions un bill spécial à l'effet de créer cette commission. J'ai considéré, dit-il, les garanties offertes par le gouvernement comme insuffisantes. Cela explique pourquoi j'ai voté contre le bill en seconde lecture, dit-il.

Le comité étudie l'article 1.

L'article 1 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

L'étude de l'article 2 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est suspendue.

Le comité étudie le paragraphe 4 de l'article 3 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"4° Les exploitations forestières, y compris le flottage du bois."

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose un amendement.

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"4° Les exploitations forestières, y compris le service de protection et le flottage du bois."

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 7° de l'article 3 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"7° Les entreprises de construction, de répartition et d'entretien des voies publiques, chemins de fer, tramways, aqueducs, égouts, canaux, digues, quais, docks, élévateurs, ponts et travaux similaires;"

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose un amendement.

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"7° Les entreprises de construction, de répartition et d'entretien des voies publiques, chemins de fer, tramways, téléphones et télégraphes, aqueducs, égouts, canaux, digues, quais, docks, élévateurs, ponts et travaux similaires;"

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 10° de l'article 3 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"10° Les établissements commerciaux, seulement si l'accident, survenu dans un tel établissement, est causé à ceux qui y sont proposés, par un ascenseur ou par quelque machine mue par une force motrice autre que celle des hommes ou des animaux, ou est survenu dans un atelier faisant partie de l'établissement."

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Nous voulons protéger les gens qui travaillent pour une maison de commerce à laquelle est attaché un département où il y a des machines. Le gouvernement souhaite protéger le plus d'ouvriers possibles et il n'est que juste que la loi s'applique aux ouvriers de tels établissements commerciaux. Par exemple, chez Eaton. C'est un établissement commercial, mais on me signale qu'il y a dans cet établissement des ateliers où des machines sont en opération.

Nous voulons protéger les ouvriers qui travaillent dans de pareils ateliers. Il n'a pas voulu atteindre les petits industriels comme les propriétaires de beurrieres ou de fromageries et le petit cordonnier, et les forcer à payer un minimum de \$176 de prime annuelle d'assurance, quand ils n'ont qu'un ou deux employés. Le gouvernement a pris toutes les mesures pour protéger la petite industrie en laissant ceux qui se livrent à ce travail libres de tomber sous le coup de la loi des compensations.

**M. Samson (Québec-Centre):** Mais il faut les protéger.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Les propriétaires de ces industries pourront profiter de la loi et s'assurer, pourvu qu'ils en donnent avis à la commission.

Il (l'honorable M. Galipeault) propose un amendement.

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"10° Les établissements commerciaux, seulement si l'accident, survenu dans un tel établissement, est causé par un ascenseur à ceux qui y sont proposés, ou est survenu dans un atelier faisant partie de l'établissement et est causé à ceux qui y sont préposés par une machine mue par une force motrice autre que celle de l'homme ou des animaux."

L'amendement est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux<sup>15</sup>.



**Reprise de la séance à 8 h 30****Accidents du travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour adopté précédemment, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 38 relatif aux accidents du travail.

**En comité:**

Le comité reprend l'étude de l'article 2 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui avait été suspendue précédemment.

Le comité étudie le paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 2 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"3<sup>o</sup> Le mot "assureur" désigne toute compagnie d'assurances à prime fixe ou mutuelle engagée dans l'assurance des risques ouvriers sous l'empire de la présente loi, et aussi tout employeur, chef d'entreprise ou propriétaire d'industrie qui se constitue son propre assureur suivant l'article 25."

**M. Tremblay (Maisonnette)** propose de remplacer la définition du mot "assureur", dans le paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 2, par le suivant:

"Tout système d'assurance collective obligatoire organisé, appliqué et administré par la Commission des accidents de travail."

L'amendement est mis au vote et rejeté<sup>16</sup>.

L'article 2 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité poursuit l'étude de l'article 3 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi.

Le comité étudie le paragraphe 9<sup>o</sup> de l'article 3 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"9<sup>o</sup> Les exploitations industrielles et chantiers, dans lesquels sont fabriquées, gardées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans lesquels il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, mais seulement si l'accident est causé par cette machine ou par l'explosion de ces matières;"

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose de retrancher les mots suivants, au paragraphe 9<sup>o</sup>: "mais

seulement si l'accident est causé par cette machine ou l'explosion de ces matières"<sup>17</sup>.

L'amendement est mis au vote et rejeté.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose un amendement prévoyant que les établissements commerciaux seront responsables des accidents, si ces accidents sont causés par des machines<sup>18</sup> dont on fait usage dans l'établissement commercial.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les lois des autres provinces excluent tous les établissements commerciaux.

L'amendement est mis au vote et rejeté.

**M. Guertin (Hull)** propose d'ajouter à la loi un amendement concernant les maladies industrielles survenues à l'occasion du travail, c'est-à-dire contractées par un employé travaillant depuis longtemps dans une atmosphère qui ruine sa santé, comme dans les manufactures où beaucoup d'acides sont employés et où les employés s'empoisonnent à force de respirer les odeurs.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** appuie la proposition du député de Hull (M. Guertin).

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** La nouvelle loi comporte déjà un fardeau assez lourd pour les patrons. Cette loi n'est pas intangible et elle pourra, dans l'avenir, s'infliger aux maladies industrielles.

L'amendement est mis au vote et rejeté<sup>19</sup>.

L'article 3 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 4 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"4. 1. L'ouvrier qui travaille seul d'ordinaire n'est pas sujet aux responsabilités établies par la présente loi par le fait de la collaboration occasionnelle d'un ou de plusieurs autres ouvriers ou de la collaboration habituelle des membres de sa famille vivant sous son toit.

"2. Le patron ou l'employeur de moins de quatre ouvriers, même de façon permanente, n'est assujéti aux dispositions de la présente loi que s'il a donné à la commission en la forme déterminée par les règles spéciales, avis qu'il entend s'y soumettre."

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Comme je l'ai expliqué cet après-midi, cet amendement a pour but de protéger la petite industrie et tout particulièrement la petite industrie de campagne. Si le patron veut s'assurer, il sera libre de le faire, pourvu qu'il donne un avis à la commission. Mais rien ne l'y oblige.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose à ce point. Celui qui n'a pas la chance de travailler pour une firme importante doit avoir la même protection que les autres.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Ce serait ruiner ces patrons que de les forcer à se mettre sous la protection de la loi.

**M. Tremblay (Maisonneuve) et M. Duplessis (Trois-Rivières)** font remarquer au ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) qu'il ne protège pas l'ouvrier employé par un patron qui n'a qu'une petite industrie, alors que l'autre est protégé. Tous ceux qui travaillent, que ce soit pour un gros patron ou pour un petit, ont besoin de protection.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

La loi d'Ontario est ainsi rédigée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) ne se sert de la loi d'Ontario que lorsque cela fait son affaire.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Cette exemption doit se lire: pour les employeurs qui ont moins de 10 employés, au lieu de: ceux qui en ont moins de quatre. Il (M. Blain) en fait un amendement.

L'amendement est rejeté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Est-ce qu'il est nécessaire de changer le bill relatif à la Commission des accidents du travail?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande d'insérer une autre clause à l'effet de donner aux patrons entière liberté de se placer sous la tutelle de la loi des accidents du travail.

L'amendement est rejeté.

L'article 4 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"5. La présente loi ne s'applique ni à l'industrie agricole, ni à la navigation à voile, ni aux services domestiques."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"5. La présente loi ne s'applique ni à l'industrie agricole, ni à la navigation à voile même lorsque le bâtiment est muni d'un moteur auxiliaire, ni aux services domestiques."

L'amendement est adopté.

L'article 5 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 6 du chapitre 274 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"6. Le gouvernement de la province de Québec et les corporations publiques et privées sont, au même titre que les particuliers, soumis aux présentes dispositions, quand ils exploitent une entreprise assujettie à la présente loi."

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "publiques et privées". Cet article se lit désormais comme suit:

"6. Le gouvernement de la province de Québec et les corporations sont, au même titre que les particuliers, soumis aux présentes dispositions, quand ils exploitent une entreprise assujettie à la présente loi."

L'amendement est adopté.

L'article 6 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 7 et 8 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"9. Le mineur âgé de quatorze ans victime d'un accident de travail peut procéder seul au recouvrement des indemnités qui lui sont dues en vertu de la présente loi."

Cet article est amendé et les mots "procéder seul au recouvrement des" sont remplacés par "recouvrer seul les". Cet article se lit désormais comme suit:

"9. Le mineur âgé de quatorze ans victime d'un accident de travail peut recouvrer seul les indemnités qui lui sont dues en vertu de la présente loi."

L'amendement est adopté.

L'article 9 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 10 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"10. Les accidents subis intentionnellement par la victime, ou survenus alors que la victime est manifestement en état d'ivresse, ne donnent droit à aucun recours en vertu de la présente loi."

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Nous avons décidé de supprimer cette clause grâce à certaines représentations qu'on nous a faites.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pour quelle raison?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** On a soulevé plusieurs objections. Une de ces objections, c'est que l'état d'ivresse est difficile à prouver.

L'article 10 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est retiré.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose alors que le paragraphe 10 soit remplacé par le suivant:

"10. Les indemnités peuvent être augmentées si l'accident est dû à la faute inexcusable du patron et diminuées si l'accident est dû à la faute inexcusable de l'ouvrier<sup>20</sup>. Il soutient qu'on devrait agir ainsi."

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Cet amendement détruirait toute l'économie de la loi. L'amendement est mis au vote et rejeté<sup>21</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la prochaine séance.

#### **Don de S.-D. Joubert à ses enfants**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 129 annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose à ce que ce bill soit sanctionné par la Législature parce qu'on viole le Code civil qui protège les mineurs et les faibles.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** parle dans le même sens.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** défend son bill.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que J.-L. Fortin, marchand, c.r. White-head, président Wayagamack P.&P. Co. Ltd. et président Wabasso Cotton Co. Ltd., R. F. Grant, président Harbour Commission et président gérant Canadian International Paper Company, C. W. Walker, gérant de Moulin Canadian International Paper Company, John T. Tebbutt, président The Tebbutt Leather Co., J.-A. Trudel, N.P., W. J. Langston, gérant Canada Iron Foundries Ltd., François Lajoie, avocat, J.-B. Loranger, échevin, J.-A. Tessier, président de la Commission des eaux courantes de Québec, Frank I. Ritchie, gérant Wayagamack P. & P. Co. Ltd., W. G. E. Aird, gérant The Wabasso Cotton Co. Ltd., L.-P. Mercier, N.P.,

A.-I. Gravel, échevin, J.-N. Godin, épicier en gros, A. M. Creighton, assistant trésorier St. Lawrence Paper Mills Ltd., Normand Labelle, marchand de fer, Dr L.-P. Normand, M.D., A.-D. Provencher, avocat et protonotaire, tous contribuables de la cité de Trois-Rivières, ont représenté, par leur pétition, qu'il est dans l'intérêt public et pour le bon fonctionnement de son administration que la charte de la cité de Trois-Rivières soit modifiée, pour les fins suivantes: diviser la ville pour les fins électorales municipales; changer le mode de préparation de la liste des électeurs; décréter quelles sont les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales; changer le terme d'office du maire et des échevins; fixer la date des prochaines élections générales ainsi que le mode des élections pour l'avenir; modifier le système de taxation;

"Attendu que les pétitionnaires ont demandé l'adoption d'une loi à l'effet ci-dessus et qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre la séparation de la commission scolaire d'avec le conseil municipal, parce que le bill ne dit pas comment serait composée la nouvelle organisation et parce qu'il trouve inopportun de changer ainsi d'un coup de plume un système fonctionnant depuis une soixantaine d'années avec satisfaction.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Trois-Rivières est la seule ville où tous les électeurs, protestants et autres, contribuent à donner aux catholiques des commissaires d'écoles. Je trouve bonnes, dit-il, les raisons des promoteurs du bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** souligne que s'il ne trouve pas de représentants de la classe ouvrière parmi les promoteurs du bill, c'est parce qu'il a pour but de défranchiser une partie de ceux-ci. Ce sont des compagnies exemptes de taxes qui demandent à la Législature de se substituer à l'autorité de l'électorat et de supprimer les représentants que le peuple s'est choisis en juillet 1927. Il rappelle ensuite le programme des candidats du maire Bettez<sup>22</sup> aux élections de juillet; division de la ville par quartiers avec deux échevins, élection tous les deux ans alternativement, abolition de la taxe de locataire, séparation de la commission scolaire d'avec le conseil municipal, etc. C'est le même programme en somme que contenait le bill. Sa

Grandeur Mgr François-Xavier Cloutier<sup>23</sup> avait approuvé par télégramme le principe de la séparation de la commission scolaire.

**M. Grant (Champlain)** appuie le bill. Ce sont les propriétaires de la ville de Trois-Rivières qui demandent de sauver la situation, en modifiant le mode de l'administration. Le projet de loi pourvoit à la nomination d'un contrôleur par le lieutenant-gouverneur en conseil. D'ici à 1930, les choses demeureront dans le *statu quo*. Il parle contre l'administration des affaires municipales de Trois-Rivières au cours des dernières années.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** dit qu'il votera en faveur du préambule parce que le maire Bettez a accepté le principe du contrôleur. Il se prononcera ensuite sur ses différentes clauses.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** dénonce l'habitude de venir s'adresser à la Législature pour régler des questions municipales. En se faisant le parrain d'un bill semblable, le représentant de Champlain (M. Grant) ne veut pas les intérêts de la cité, à moins qu'il ne veuille atteindre son neveu et exercer une vendetta en cette Chambre. C'est les compagnies ne payant pas de taxes qui veulent obtenir de la Législature le changement d'un gouvernement municipal qui ne leur plaît pas. Il appuie son collègue le député de Trois-Rivières (M. Duplessis).

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais en lisant la liste des promoteurs du bill, je trouve, en plus des noms de citoyens qui ont fait honneur à leur ville comme officiers d'importantes compagnies, les noms de citoyens très en vue, très estimables.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Oui, il y a M. Mercier<sup>24</sup>, l'ancien député de Trois-Rivières, qui voudrait bien prendre sa revanche.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle contre la séparation de la commission scolaire. Le régime actuel fonctionne depuis pratiquement toujours et il a bien fonctionné. Comme tout ce qui est humain, il peut être susceptible de perfectionnement, mais, tel qu'il est, il présente des avantages, même organisation, mêmes fonctionnaires pour les deux, et le bill ne prévoit pas comment serait organisée la nouvelle administration. Il est bien tard pour commencer un tel débat. Il conseille d'attendre, afin de permettre l'étude de la question avec les autorités

compétentes, puis, l'an prochain, les intéressés pourraient revenir devant la Législature. Mais il serait dangereux de procéder actuellement à la séparation sans savoir ce que sera la réorganisation.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** parle dans le même sens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose en amendement de modifier le bill et, lors de sa troisième lecture, de le renvoyer de nouveau au comité plénier avec instructions de le modifier en en remplaçant l'article 14 par les suivants:

"14. Dans les trente jours de sa sanction, la présente loi sera soumise à l'approbation des électeurs municipaux de la cité de Trois-Rivières dans un référendum au scrutin secret tenu "*mutatis mutandis*", suivant les dispositions de la loi de l'avance de l'heure (Statuts refondus, 1925, chapitre 132).

"15. L'article 14 de la présente loi entrera en vigueur le jour de la sanction de celle-ci, et les autres dispositions de la présente loi entreront en vigueur le trentième jour qui suivra la date à laquelle le référendum mentionné en l'article 14 aura eu lieu, mais dans le cas seulement où elles y auront été approuvées par la majorité des votants."

Il (M. Duplessis) s'élève contre l'intervention de la Législature dans les affaires de Trois-Rivières. C'est là un précédent dangereux qui ouvre la porte à toutes sortes de réclamations pour l'avenir. Le gouvernement a plusieurs fois professé son grand respect pour l'autonomie municipale et je lui donne, dit-il, une belle occasion de prouver sa sincérité en lui proposant de soumettre le bill au grand tribunal de l'électorat. C'est le temps de mettre en pratique ce principe.

Je m'oppose énergiquement au passage de ce bill et, au nom de l'autonomie de la cité et de la population que je respecte et que je défends, je demande que le bill soit rejeté. Je propose, dit-il, que tous les changements prévus par le bill ne soient mis en application que s'ils sont approuvés par la majorité au cours d'un référendum.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le député de Trois-Rivières a défendu avec beaucoup de talent ce qu'il pense être bon au sujet du bill en question. Le bill soumis à la Chambre n'est pas celui qui a été présenté d'abord. Au comité des bills privés, il fut décidé qu'un gérant serait nommé jusqu'en 1930, alors que les changements prévus

quant aux quartiers seront en vigueur. Les changements sont demandés par des citoyens responsables. Le bill actuel est le résultat d'une entente entre les intéressés, excepté sur le point de la division de la commission scolaire d'avec le conseil municipal.

Mais un télégramme de Sa Grandeur monseigneur Cloutier, évêque de Trois-Rivières, approuvant le principe de la séparation de l'administration municipale, semble une raison favorable. À Trois-Rivières, les échevins sont commissaires d'écoles. Lorsqu'ils sont élus par toute la population où il y a des gens de toute religion, c'est une situation unique et il est juste que la commission scolaire catholique soit séparée de l'administration municipale.

Je n'ai qu'un désir, dit-il, celui de sortir Trois-Rivières du chaos où elle se trouve actuellement. Il se prononce contre l'amendement du député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Je propose de soumettre le bill à l'approbation des électeurs par voie de référendum qui dira que la Législature a bien fait ou qu'elle a mal fait. Ou nous avons tort, dit-il, ou nous avons raison. Si la majorité approuve l'acte de la Législature, ça ne changera rien; si elle se prononce en sens contraire, le chaos continuera dans la ville, et c'est ce chaos que l'on veut faire disparaître.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste.

L'amendement est rejeté.

Les articles 1 à 14, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

La séance est levée un peu avant minuit.

## NOTES

1. *L'Événement* du 14 mars 1928, à la page 3, rapporte que dans les corridors du parlement, aujourd'hui, on saluait chapeau bas M. Maurice Dupré, c.r., avocat, qui était venu plaider devant des

comités et que des journaux avaient lancé comme le futur chef du Parti conservateur provincial. Un reporter voulut interviewer M. Dupré qui se sauva au comité des bills privés du Conseil législatif. Un ami du nouveau "leader" rassura le journaliste en lui disant qu'il pouvait être certain que dans la serviette que M. Dupré portait sous son bras, il n'y avait pas de bombe pour faire sauter le gouvernement.

2. Le vice-président Bouchard (Saint-Hyacinthe) est au fauteuil.

3. *L'Événement* du 14 mars 1928, à la page 3, dit que M. Sauvè n'était pas présent à l'étude du bill au comité.

4. *La Patrie* du 14 mars 1928, à la page 11, et *Le Canada* du 14 mars 1928, à la page 1: 285,000 enfants. *The Herald* du 14 mars, à la page 3: près de 200,000.

5. *Le Canada* du 14 mars 1928, à la page 1, parle d'un "arrêté ministériel".

6. Bien que *Le Devoir* du 14 mars 1928, à la page 8, donne comme chiffre \$800, il s'agit de \$200.

7. Dans *La Patrie* du 14 mars 1928, à la page 11, et *Le Canada* du 14 mars 1928, à la page 1, on dit "et jouir d'une assez bonne condition financière".

8. Bien que *Le Devoir* du 14 mars 1928, à la page 8, parle de huit jours, il s'agit de dix.

9. Le vice-président Bouchard (Saint-Hyacinthe) est au fauteuil.

10. L'étude de l'article 19 sera reprise en comité plénier lors de la séance du 15 mars.

11. M. Delisle (Chicoutimi) est au fauteuil.

12. *L'Action catholique* du 14 mars 1928, à la page 10, écrit "1907", mais il s'agit de la loi de 1909.

13. Arthur Beauchesne (1879-1959).

14. Dans *Le Devoir* du 14 mars 1928, à la page 8, le journaliste émet ce commentaire: "Or, il n'est pas en faveur de l'assurance privée, mais de l'assurance collective."

15. *La Presse* du 14 mars 1928, à la page 15, rapporte ceci: "Une manifestation toute spontanée a

eu lieu à l'issue de la séance l'après-midi, à l'Assemblée législative, alors que tous les députés se sont réunis, dans la salle du restaurant dans l'Hôtel du gouvernement, pour présenter à l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, en même temps que leurs hommages, un souvenir tangible de son soixante et unième anniversaire, qu'il a célébré, à la fin de la semaine dernière. C'est le Dr Hormisdas Pilon, whip du Parti libéral et doyen de la Chambre, qui, au nom de ses collègues, a présenté au premier ministre les vœux d'usage. On a présenté au premier ministre un superbe service à thé en argent solide. Les organisateurs de cette fête étaient M. Hormisdas Pilon, député de Verchères; le Dr Joseph-Arthur Bergeron, député de Matane; le Dr Joseph-Pierre-Cyrénus Lemieux, député de Wolfe." *Le Devoir* précise que le premier ministre a répondu brièvement à l'adresse de M. Pilon.

16. Dans *Le Soleil* du 14 mars 1928, à la page 18, on rapporte que sept membres de l'opposition ont voté en faveur de cet amendement qui est rejeté par une forte majorité.

17. *La Patrie* du 14 mars 1928, à la page 11, parle d'une "explosion de ces machines".

18. *Le Soleil* du 14 mars 1928, à la page 18, parle d'un ascenseur.

19. Dans *The Chronicle Telegraph* du 14 mars 1928, à la page 10, on dit que, en plus de M. Bouchard, 10 membres de l'opposition ont voté pour l'amendement.

20. *La Patrie* du 14 mars 1928, à la page 11, donne cette version: Les indemnités peuvent être augmentées si l'accident est attribuable à la faute du patron et diminuées si l'accident est attribuable à la faute de l'employé.

21. Selon *La Patrie* du 14 mars 1928, à la page 11, le comité s'en est tenu à la section I de l'étude des clauses.

22. Arthur Bettez (1871-1931), comptable, maire de Trois-Rivières de 1923-1931. Député libéral à la Chambre des communes, élu en 1925, réélu en 1926 et en 1930.

23. François-Xavier Cloutier (1848-1934), évêque de Trois-Rivières, de 1899 à 1934.

24. Louis-Philippe Mercier (1877-1961), élu sans opposition député libéral dans Trois-Rivières à

---

l'élection partielle du 15 décembre 1921. Réélu en 1923. Défait en 1927.





Séance du mercredi 14 mars 1928

### Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 30.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 153 modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et l'évaluation des propriétés de Laurentide Power Company Limited.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 107, autorisant la cité de Trois-Rivières à emprunter une somme de six cent soixante-cinq mille piastres, afin de consolider sa dette flottante, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 198 modifiant le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1925, relativement à l'appel à la Cour du banc du roi.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 65 modifiant l'article 72a du Code de procédure civile.

### Questions et réponses:

#### Établissements industriels et produits de la ferme

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel est, dans la province de Québec, le nombre des

établissements industriels qui s'approvisionnent des produits de la ferme pour leur matière première?

2. Le gouvernement accorde-t-il des octrois à quelques-uns de ces établissements?

3. Dans l'affirmative, quels sont ces établissements?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1, 2 et 3. Les seules statistiques industrielles recueillies par le Bureau des statistiques de Québec se rattachent à la fabrication du beurre et du fromage. L'inspection de ces fabriques, la Société de l'industrie laitière et l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe ont absorbé, en 1926-1927, une somme globale de \$214,000. Le gouvernement ne recueille pas de statistiques sur les autres industries de la province.

#### Académies commerciales

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel est le montant total qui a été dépensé pour la construction d'académies commerciales dans la province depuis 1920?

2. Quelle a été la part payée: a. Par le gouvernement? b. Par d'autres corps?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Impossible de répondre à ces questions telles que posées.

#### Amiésite dans les chemins

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien de tonnes d'amiésite ont été employées dans les chemins de la province en 1927?

2. Combien de milles de chemins ont été faits avec cette quantité?

3. Quelle était la largeur moyenne de ces chemins?

4. Combien de verges carrées ont été ainsi faites?

5. Quel a été le coût à la verge carrée?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Pavage: 53,269.28 tonnes; réparations: 7,318.05 tonnes.

2. 40,495 milles ont été pavés.

3. Largeur moyenne du pavage: 16¾ pieds.

4. 397,976 verges carrées ont été pavées.

5. Coût moyen du pavage la verge carrée: \$1.55.

**Demandes de documents:****Imperial Oil  
et Évariste Berthiaume**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et des citoyens de Sainte-Flore, comté de Champlain, au sujet de l'Imperial Oil et de M. Évariste Berthiaume, depuis 1926.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le cas qui se présente à Sainte-Flore est identique à celui que j'ai soumis à cette Chambre, il y a quelque temps<sup>1</sup>. Il s'agit de défendre des ouvriers qui ont travaillé à la construction d'un chemin de fer et qui attendent encore le paiement dû à leurs travaux. Comment se fait-il que l'Imperial Oil obtienne toujours le contrat et qu'elle le transporte ensuite à M. Leduc, toujours le même M. Leduc, qui lui-même le transporte à son tour à M. Berthiaume, et que c'est toujours le même M. Berthiaume qui fait banqueroute?

Comme conséquence, ce sont toujours les ouvriers, qui ont fait les travaux, qui ne sont pas payés, qui ont perdu et qui ont à se plaindre. Je demande ces documents, afin de savoir si ces ouvriers seront payés en tout ou en partie d'après le contrat passé entre la compagnie et le gouvernement, et je veux savoir si, en définitive, l'Imperial Oil a payé tous ses employés qui ont travaillé à la réfection du chemin. L'Imperial Oil a-t-elle donc une si grande compétence en matière de construction de chemins?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il ne s'agit pas d'une organisation comme semble le laisser entendre mon honorable ami. En vertu du contrat qui a été passé, l'Imperial Oil n'avait pas le droit de transporter son contrat sans l'assentiment de la voirie. Cette permission n'a pas été accordée. L'Imperial Oil a transporté son contrat pour huiler le chemin de Sainte-Flore à d'autres personnes hors de la connaissance du gouvernement et du ministère de la Voirie. Par conséquent, elle est responsable des plaintes des employés, vu qu'elle a agi sans le consentement de ceux qui lui avaient donné le contrat.

De plus, la compagnie a été amplement dédommagée de son travail, et elle peut, en conséquence, payer les gages promis à ses employés. Elle reste responsable des salaires. Elle est obligée de payer et le ministère de la Voirie, dans ce cas comme dans tous les cas, a protégé les ouvriers en retenant,

sur le montant du contrat, un montant plus que suffisant pour payer leurs salaires.

On s'occupe actuellement des réclamations pour salaires qui ont été présentées et, si nous prenons du temps, c'est qu'il faut établir la réclamation de chacun. Ceux qui prouveront qu'ils ont travaillé sans être payés seront amplement dédommagés de leur peine aussitôt que possible, quand les réclamations seront définitivement réglées. Les ouvriers ne perdront rien. Le gouvernement a retenu assez d'argent pour indemniser tous ceux dont les réclamations seront bien fondées.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Plusieurs ouvriers qui n'ont pas été payés étaient dans un grand besoin de leur salaire et demandent au gouvernement de faire diligence. Le gouvernement devrait voir lui-même à ce que les ouvriers soient payés et que ce soin ne soit pas laissé à la discrétion des sous-contracteurs qui peuvent faire faillite, car cette question est entre les mains de ceux qui règlent la faillite de M. Berthiaume. Ces ouvriers sont dans un grand besoin et il se peut que l'on retarde encore plus à payer ces hommes. J'insiste, dit-il, pour que l'on expédie les causes pendantes et qu'un soin particulier soit apporté, afin qu'une telle situation ne se reproduise plus.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le gouvernement ne peut faire plus qu'il a fait et, dans les circonstances, il a fait tout ce qu'il était possible de faire. Il avait donné le contrat à une compagnie responsable avec défense de le passer à une autre. Mais l'Imperial Oil a agi autrement; elle n'a pas demandé la permission de transporter son contrat à M. Berthiaume qui a fait faillite. Le gouvernement s'occupe du cas des ouvriers lésés.

La motion est adoptée<sup>2</sup>.

**Pouvoirs spéciaux  
de certaines corporations**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 67 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

**En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** D'après cette loi, les compagnies de chemins de fer à

charte provinciale auraient le droit d'enregistrer leurs hypothèques entre les mains du secrétaire de la province, au lieu de les enregistrer au bureau du protonotaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose à l'adoption de cette loi parce qu'elle est contre le principe de notre Code civil. Les hypothèques de ces chemins de fer ne reposent sur rien du tout et cela est dangereux. Il est important de ne pas accorder de pouvoirs spéciaux à des compagnies qui n'offrent pas toutes les garanties possibles de protection.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose un amendement pour faire concorder la loi provinciale avec la loi fédérale au sujet des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Le comité interrompt ses travaux.

#### **Anniversaire du trésorier**

**Une voix** fait remarquer que le trésorier provincial célèbre le 52<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je vois l'honorable trésorier provincial (M. Nicol) arriver à son siège. Je viens d'apprendre par les journaux que l'honorable trésorier célèbre aujourd'hui le 52<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance. Je tiens à le féliciter chaleureusement, et je profite de l'occasion pour offrir à notre estimable collègue les meilleurs vœux de tous les députés, en ce beau jour. J'espère que l'honorable trésorier vivra longtemps et que, sans trop augmenter les taxes sur la gasoline, il servira bien sa province. Il taquine le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) au sujet du prolongement de la limite de temps pendant lequel l'impôt sur les successions est imposable.

(Rires et applaudissements)

**L'honorable M. Nicol (Compton)** fait un salut très amical au député de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Un discours!

**L'honorable M. Nicol (Compton)** se lève. (Applaudissements) Je ne m'attendais pas et je regrette que les journaux aient commis l'indiscrétion de faire connaître mon âge. (Souriant) Je ne voulais pas le dire, pour des raisons que mon honorable ami

de Trois-Rivières (M. Duplessis) connaît bien. Mais, puisque la nouvelle est rendue publique. Je veux remercier l'honorable député de Trois-Rivières pour ses bons souhaits et toute la Chambre pour la façon aimable dont elle les a soulignés. Si les souhaits de mon honorable ami (M. Duplessis) se réalisent, j'espère que je pourrai continuer à servir ma province qui est heureusement si prospère en ce moment. Encore une fois, je remercie l'honorable député de Trois-Rivières et tous mes collègues. Il (M. Duplessis) a fait allusion aux changements que nous avons faits. Grâce à celui qui est à la tête du gouvernement depuis quelques années, je dois lui dire que la province est en état de supporter ces changements.

(Applaudissements)

#### **Pouvoirs spéciaux de certaines corporations**

Le comité reprend ses travaux.

#### **En comité:**

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Contrats entre la Murray Bay Paper Company Limited et Saint-Étienne de La Malbaie**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Piché), que l'ordre de la Chambre en date du vendredi 3 février dernier, portant sur la troisième lecture du bill 123 ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la Murray Bay Paper Company Limited et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie, soit rescindé et que le bill soit inscrit sur le *Feuilleton* pour nouvelle étude en comité plénier.

**Des voix:** Explications.

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Il s'agit d'un bill qui a été mis en mon nom par M. André Taschereau que quelques heures avant qu'il ne soit adopté en comité. La portée de ce bill est d'exempter des taxes municipales et scolaires le nouveau moulin à papier de la Compagnie Murray Bay Paper. Ce moulin, qui apparemment a une grande valeur, jouirait, d'après le bill en question, d'une commutation de taxes pour 10 ans.

Il ne paierait que \$250 la première année et \$1,000 par année, pour les 10 années suivantes. Le bill a été passé alors que j'étais absent de la Chambre. Je n'ai, dit-il, pas pris connaissance de ce bill.

La motion que je fais actuellement a pour but de rescinder la troisième lecture et de remettre le bill de nouveau devant le comité plénier, pour y être étudié. Je présente cette motion parce que j'ai un amendement à proposer au bill.

Je crois avoir le privilège de demander à mes collègues de rescinder la troisième lecture, car je suis le parrain du bill, et il y a des précédents où un député a fait rescinder la troisième lecture. Des décisions précédentes ont été rendues, accordant des motions semblables, dit-il, à celle que je présente.

C'est à la demande des citoyens de La Malbaie que je propose la reconsidération de ce projet de loi, afin de demander à la Chambre de l'amender.

J'ai été informé que la majorité de La Malbaie n'a pas ratifié la commutation de taxes. L'exemption de taxes est trop considérable dans les circonstances où il ne s'agit pas d'une nouvelle industrie.

On ne devrait pas exempter de taxes une compagnie établie depuis longtemps et qui n'a pas besoin de l'encouragement accordé d'ordinaire aux nouvelles compagnies, au moyen d'une exemption de taxes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** soulève le point d'ordre que la motion est irrégulière, parce que la Chambre est actuellement dessaisie du bill 123 et parce que la motion ne demande pas la révocation de l'ordre qui, aux termes de l'article 473 du Règlement, est censé avoir été adopté.

Mon honorable ami était au comité des bills privés<sup>4</sup> lorsque ce projet-ci a été étudié et adopté. Le député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) ne s'est pas opposé à sa passation. Personne ne s'y est opposé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il s'y est opposé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il a été aussi adopté en troisième lecture et envoyé au Conseil. Mon collègue (M. Rochette) a déposé sa motion après que l'on eut donné ordre au greffier de le transmettre au Conseil législatif.

Du moment qu'un bill est adopté en troisième lecture, le bill n'est plus son bill, parce qu'il est envoyé tout de suite au Conseil législatif pour considération.

M. l'Orateur, j'attire votre attention sur le fait que le bill ayant été envoyé au Conseil législatif, la Chambre ne peut le rappeler.

Je crois que la Chambre est dessaisie du bill et je sou mets la question de procédure à l'Orateur.

Il (l'honorable M. Taschereau) suggère au député de Charlevoix-Saguenay de prendre d'autres moyens pour obtenir la reconsidération du bill.

Si mon honorable ami de Charlevoix veut amender son projet, s'il a des objections à faire au bill, il aura toute la latitude possible pour proposer son amendement devant le Conseil législatif.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'article 209 du Règlement, cité par le député de Charlevoix-Saguenay, est clair et le député de Charlevoix-Saguenay peut demander la reconsidération du bill.

Il (M. Duplessis) se dit heureux de constater que les idées de l'opposition font leur petit bonhomme de chemin; l'opposition s'est opposée à l'adoption de ce bill devant le comité des bills publics, et les électeurs de Charlevoix-Saguenay ont eu les mêmes opinions que l'opposition, puisqu'ils ont demandé à leur député de demander la reconsidération du bill.

Nous sommes heureux d'avoir ainsi respecté le désir des électeurs de l'honorable député de Charlevoix-Saguenay. Ce bill accorde une exemption de taxes à la Murray Bay Paper Company. Pour cette raison, j'approuve de tout cœur la motion de l'honorable député de Charlevoix.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Pour révoquer un ordre, il faut le mentionner dans la motion. Je vous fais cette nouvelle observation, M. l'Orateur.

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** D'après les règles parlementaires, il est toujours permis de rescinder n'importe quel ordre de la Chambre et d'annuler la troisième lecture d'un bill, surtout si ce bill n'a pas été transmis au Conseil législatif et que cette demande d'annulation est faite par le parrain du projet de loi.

Je m'oppose à ce que ce projet soit adopté tel qu'il est actuellement et à mon nom, car il accorde une exemption de taxes à la Murray Bay Paper Company pour l'agrandissement de ses moulins. Je ne suis pas en principe, dit-il, contre les exemptions de taxes, mais, dans le cas actuel, comme ce n'est pas une nouvelle industrie qui veut s'établir à La Malbaie, mais une vieille industrie qui demande de nouveaux pouvoirs, je ne peux consentir à ce que d'autres exemptions de taxes lui soient accordées.

Il maintient sa demande. Il croit être de son devoir de faire une telle procédure dans l'intérêt de ses électeurs qui n'ont pas le moyen d'accorder une exemption de taxes aussi importante. La Malbaie a besoin de percevoir des taxes et je m'oppose à cette exemption. Le bill a été rapporté et lu une troisième fois, mais il n'apparaît pas aux procès-verbaux que la Chambre haute soit saisie du projet de loi objet du litige. La Chambre basse n'est pas encore dessaisie et peut l'étudier de nouveau.

**M. l'Orateur:** Je vais examiner la question et je rendrai ma décision tout à l'heure, à la prochaine séance.

### **Loi des liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

#### **En comité<sup>5</sup>:**

Le comité étudie le paragraphe *a* de l'article 1, qui se lit comme suit:

"*a*. En remplaçant le mot "dix", dans la sixième ligne du paragraphe 3, par le mot "onze"."

**L'honorable M. Nicol (Compton)** dit qu'il a décidé de retirer le paragraphe *a* du bill qui se lit comme suit: *a*. En remplaçant le mot "dix", dans la sixième ligne du paragraphe 3, par le mot "onze". Présentement, la loi actuelle permet l'ouverture des tavernes jusqu'à 10 heures (heure solaire), de sorte

que, pendant l'été, lorsque l'heure est avancée, les tavernes ferment leurs portes à 11 heures du soir au lieu de 10 heures. Par l'amendement que nous présentons, l'heure de la fermeture des tavernes aurait été uniforme. Elle aurait été 11 heures le soir, en tout temps de l'année, et non à minuit l'été comme nous l'ont fait dire des journaux. Il a été question de leur permettre d'ouvrir jusqu'à minuit durant les mois d'été, dans les endroits où l'heure d'été s'applique. On nous a fait des observations et certaines protestations. J'ai décidé de retirer le premier amendement du nouveau bill et de laisser la loi telle qu'elle est actuellement, vu que les changements proposés n'ont pas été bien compris.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande la cause de ce retrait. Ce sont les autorités religieuses qui vous ont fait ces représentations?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Si ce sont les autorités religieuses, l'honorable chef de l'opposition sait que nous prenons toujours leurs observations en bonne part. Nous avons donc décidé de retirer cet amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons reçu nombre de demandes et de représentations très sérieuses de gens de la ville de Montréal à l'effet de décréter l'ouverture des tavernes jusqu'à 11 heures du soir, hiver comme été. Nous avons proposé ces amendements parce qu'ils pouvaient être utiles à Montréal. On nous représenta que bien des gens voulaient prendre un verre de bière le soir et que la fermeture à 10 heures, même en hiver, avait un grave inconvénient.

En laissant les tavernes ouvertes jusqu'à 11 heures, les gens qui sortent du théâtre à 10 heures et qui veulent un verre de bière, nous disait-on, seraient moins exposés à aller dans les "blind pigs"<sup>6</sup>. On pourrait probablement diminuer le nombre des "blind pigs" où des gens cherchent à boire. Les autorités policières de la métropole, qui font la lutte au commerce clandestin, s'étaient prononcées en faveur de l'amendement et nous avaient représenté qu'il ferait disparaître les "blind pigs" qui auraient attiré moins de clients.

Seulement, on nous a dit que nous ne pouvions pas faire d'exception pour la ville de Montréal, et nous avons considéré que nous ne pouvions faire une législation spéciale à ce sujet pour Montréal. Cependant, après que ce projet de loi fut annoncé dans les journaux, on nous représenta que ce qui pourrait être une amélioration pour la métropole, la fermeture à

11 heures du soir, entraînerait peut-être de graves abus et désordres dans les autres villes moins peuplées. Cette législation devait s'étendre à toute la province. On n'était pas favorable à la prolongation des heures dans les autres parties de la province. On a jugé que la loi générale pourrait difficilement être adaptée aux conditions locales. Nous avons l'expérience du passé et notre système fonctionne bien. Aussi, nous en sommes venus à la conclusion qu'il était mieux pour le bien général de la province de conserver le système que nous avons présentement. Dans les circonstances, nous ne pouvons donc rien changer sous le prétexte que ce serait utile à Montréal.

Le paragraphe *a* de l'article 1 est retiré.

Le comité étudie le paragraphe *b* de l'article 1, qui se lit comme suit:

"*b*. En y ajoutant après le mot "élection", dans la quatrième ligne du sous-paragraphe *d* du paragraphe 5, les mots suivants: "Néanmoins, ce jour n'est plus considéré comme jour de fête après la fermeture des bureaux de votation"."

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Nous voulions aussi permettre l'ouverture des tavernes les soirs d'élections, après la fermeture des polls. On nous a représenté que cela n'était pas avisé. Nous avons décidé de ne pas présenter cet amendement. Notre loi est bonne et nous ne voulons pas l'exposer à des abus.

Le paragraphe *b* est retiré.

Le paragraphe *c* est retiré

L'article 1 est retiré.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 56 de ladite loi, tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 21, section 6, est de nouveau modifié:

"*a*. En y ajoutant, après le paragraphe 21°, le suivant:

"22° Sans excuse légitime, est trouvé dans un établissement où l'on vend des liqueurs alcooliques sans permis; ou;

"*b*. En remplaçant le nombre "22", dans la première ligne du vingt-deuxième paragraphe, par le nombre "23°"."

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En retirant nos amendements, nous proposons, pour

empêcher le commerce clandestin et pour aider à la cité de Montréal à lutter contre les "blind pigs", d'imposer une amende à ceux qui fréquentent les "blind pigs". Nous demandons à la Chambre de statuer que toute personne trouvée, sans excuse légitime, dans un établissement où l'on vend des liqueurs alcooliques sans permission, commet une infraction à la loi.

Une personne qui sera prise dans un "blind pig" sera passible de pénalité tout comme le propriétaire de l'établissement. L'amende n'excédera pas \$100. Autrefois, les propriétaires seuls étaient appréhendés, mais, avec la loi que l'on propose, toute personne qui se trouvera dans un de ces endroits pourra être arrêtée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y en a beaucoup de "blind pigs" à Montréal?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** On le dit. Il paraît qu'il y en a pas mal.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À quoi attribuez-vous cela? Pourquoi y a-t-il eu tant de "blind pigs"?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon Dieu, on dit que c'est la faiblesse humaine. On ne connaît pas ça évidemment de l'autre côté de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre est-il en faveur des tavernes?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai aucune hésitation à dire que, personnellement, je suis contre les tavernes. Je l'ai déjà dit et je le répète, je n'ai jamais été en faveur des tavernes en général. Pour ma part, je ne suis pas partisan des tavernes, mais je suis conscient que, dans les grandes villes, ce ne serait pas une bonne idée de les fermer. On nous dit souvent que la taverne est le "poor man's club", le club des pauvres gens où l'ouvrier rencontre ses compagnons, et que c'est l'endroit où il peut se recréer. C'est possible.

Personnellement, je suis d'opinion que, si la taverne disparaissait et si la population pouvait s'en passer, ce serait tant mieux. Mais la population est-elle prête, surtout dans les grandes villes, à s'en passer? Pouvons-nous les faire disparaître? Je ne suis pas prêt à dire que le peuple de cette province est disposé à accepter la disparition des tavernes. J'aimerais mieux voir, dit-il, toutes les tavernes fermées, si la chose était possible, mais, comme cela semble impossible, nous les contrôlons le mieux que nous pouvons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait une remarque sur la Commission des liqueurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ajoute que les tavernes sont bien surveillées par la Commission des liqueurs. La loi est bien administrée. Nous avons une bonne loi de tempérance qui a déjà donné des résultats, et nous en avons reçu de précieux témoignages. Toutes les autres provinces nous imitent à ce sujet et s'en trouvent bien. Il fait l'éloge du système québécois des liqueurs, adopté par la majorité des provinces canadiennes.

Mais nous ne pouvons pas réprimer tous les abus. Il y a peu de désordre aujourd'hui et la menace d'enlever les permis à ceux qui ne se conforment pas à la loi a rendu beaucoup plus prudents les propriétaires de ces établissements. En attendant, la Commission des liqueurs, par un contrôle de plus en plus efficace, tend à établir des tavernes dans les meilleures conditions possibles.

**M. Fortier (Beauce):** Est-ce que l'honorable chef de l'opposition est en faveur de l'abolition des tavernes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas à répondre. Je n'ai pas la responsabilité de l'administration des affaires de la province.

(Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Alors, nous ne pouvons pas vous voler cet article de votre programme.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Comme nous avons retiré deux amendements, le projet se résume à l'imposition d'une amende à toute personne qui sera arrêtée dans un débit clandestin.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Accidents du travail

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 38 relatif aux accidents du travail.

### En comité<sup>7</sup>:

L'article 11 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 2<sup>o</sup>, alinéa 3, de l'article 12 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"Pour ceux qui ne sont pas prévus dans ladite cédule, le degré d'incapacité est déterminé par la nature de la lésion corporelle (injury) en tenant compte des cas similaires prévus dans la cédule ainsi que de la capacité de la victime de continuer le même genre de travail que celui qu'elle faisait avant l'accident ou de se livrer à une occupation d'un autre genre."

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** suggère de remplacer, dans le paragraphe 2<sup>o</sup> de la section II intitulée "Des indemnités", les mots "en tenant compte des cas similaires prévus par la cédule" par les mots "en tenant compte de l'incapacité mentionnée dans la cédule pour les cas qui y sont énumérés".

**L'opposition** demande la suspension de tout le paragraphe, pour lui permettre d'apporter des amendements.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose quelques modifications au bill afin de l'améliorer.

**M. Guertin (Hull)** s'objecte aux amendements en disant qu'il a préparé une argumentation au sujet du bill tel que soumis. Je ne comprends pas que l'honorable ministre ait le droit d'amender son projet de cette façon-là. Notre argumentation était préparée pour le bill tel qu'il est.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je regrette que nos amendements dérangent le discours de mon honorable ami de Hull. Si ces amendements rendent le projet meilleur, c'est un mal

moins grand que de nous priver de discours<sup>8</sup>. La Chambre se consolera en pensant que les amendements ont pour objet de rendre meilleure la loi.

L'étude du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 12 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est suspendue.

Le comité étudie l'article 13 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"13. 1. Dans tous les cas d'incapacité permanente, l'indemnité est payable sous forme de rente mensuelle, à compter de la date à laquelle la permanence de l'incapacité a été établie jusqu'à concurrence du montant total accordé par la présente loi."

"2. Dans tous les cas d'incapacité permanente, le décès de la victime met fin au paiement de la rente."

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Blain (Montréal-Dorion)** font remarquer au ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) que le gouvernement aurait dû mieux étudier et mûrir sa loi, depuis deux ans qu'il l'a entre ses mains pour la considérer<sup>9</sup>!

**M. Blain (Montréal-Dorion)** se demande si c'est la compagnie d'assurances qui bénéficiera de la prime et du capital versé entre ses mains.

L'article 13 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est amendé et se lit désormais comme suit:

"13. 1. Dans tous les cas d'incapacité permanente, l'indemnité est payable sous forme de rente mensuelle, à compter de la fin de la période d'indemnité pour incapacité temporaire suivant les dispositions de la présente loi jusqu'à concurrence du montant total accordé par la présente loi.

"2. Dans tous les cas d'incapacité permanente, le décès de la victime met fin au paiement de la rente.

L'amendement est adopté.

L'article 13 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 14 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"14. Dans les cas d'incapacité permanente ou d'incapacité absolue temporaire, l'indemnité payable à la victime ne doit pas excéder vingt dollars par semaine ou l'équivalent sur une base mensuelle, et cette indemnité ne doit pas être inférieure à six dollars par semaine, sauf si le salaire de l'ouvrier est inférieur à ce montant ou à l'équivalent sur une base mensuelle auquel cas l'indemnité sera égale au salaire que recevait alors l'ouvrier."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"14. Dans les cas d'incapacité permanente ou d'incapacité absolue temporaire, l'indemnité payable à la victime ne doit pas excéder vingt dollars par semaine ou l'équivalent sur une base mensuelle, et cette indemnité ne doit pas être inférieure à six dollars par semaine ou à l'équivalent sur une base mensuelle, sauf si le salaire de l'ouvrier est inférieur à ce montant ou à l'équivalent sur une base mensuelle, auquel cas l'indemnité sera égale au salaire que recevait alors l'ouvrier.

"Dans le cas d'incapacité permanente, si l'accidenté est âgé de moins de vingt et un ans, l'indemnité ne doit pas être inférieure à six dollars par semaine ou à l'équivalent sur une base mensuelle."

L'amendement est adopté.

L'article 14 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le premier alinéa du sous-paragraphe *a.* du paragraphe 1 de l'article 15 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"*a.* Au conjoint survivant non divorcé, ni séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté avant l'accident, une rente égale à trente pour cent (30 %) du salaire annuel de la victime. Si la victime a laissé des enfants issus du conjoint survivants, légitimes ou légitimés, âgés de moins de seize ans, la rente du conjoint est augmentée dans les proportions suivantes:

Cet alinéa est amendé et se lit désormais comme suit:

"*a.* Au conjoint survivant non divorcé, ni séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté avant l'accident, une rente égale à trente pour cent (30 %) du salaire annuel de la victime payable jusqu'à son décès ou remariage. Si la victime a laissé des enfants, légitimes ou légitimés, âgés de moins de seize ans, la rente du conjoint est



augmentée dans les proportions suivantes jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de seize ans révolus ou meurent avant d'avoir atteint cet âge."

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le cinquième alinéa du sous-paragraphe *a.* du paragraphe 1 de l'article 15 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"La rente est réduite proportionnellement à mesure que les enfants de la victime atteignent l'âge de seize ans révolus."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La loi ne donne pas des avantages suffisants à la femme ou aux enfants d'un ouvrier accidenté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande de retrancher: "La rente est réduite proportionnellement à mesure que les enfants de la victime atteignent l'âge de seize ans révolus."

L'amendement est adopté.  
Cet alinéa est retiré.

Le comité étudie le sixième alinéa du sous-paragraphe *a.* du paragraphe 1 de l'article 15 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"En cas de remariage, le conjoint perd droit à sa quote-part de la rente, mais il continue de toucher celle afférente aux enfants. La veuve rentière qui contracte un nouveau mariage reçoit une allocation finale, égale à douze mois de rente;"

Ce sous-paragraphe est amendé et les mots "de rente" sont remplacés par "de sa quote-part de la rente" et se lit désormais ainsi:

"En cas de remariage, le conjoint perd droit à sa quote-part de la rente, mais il continue de toucher celle afférente aux enfants. La veuve rentière qui contracte un nouveau mariage reçoit une allocation finale, égale à douze mois de sa quote-part de la rente;"

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le sous-paragraphe *b.* du paragraphe 1 de l'article 15 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"*b.* À chaque enfant âgé de moins de seize ans, s'il est orphelin de père et de mère, une rente

égale à vingt pour cent (20 %) du salaire annuel de la victime, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de seize ans révolus, l'ensemble de ces rentes ne devant pas dépasser soixante pour cent du salaire annuel. Cette rente est payable au tuteur. S'il y a plus de trois enfants, le total maximum des rentes est divisé également entre ceux qui y ont droit."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceci est de nature à encourager les patrons à ne pas employer les pères de famille nombreuse.

**M. Guertin (Hull)** tente de faire voir que la clause 14 est la plus importante de tout le bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** s'opposent à l'adoption de cette clause parce qu'elle ne protège pas assez la veuve et les enfants. Dans la province d'Ontario, il n'y a pas de restriction au sujet du paiement de la rente ou pension alimentaire à la veuve. Dans la province voisine, on paie \$40 par mois à la veuve et \$10 par mois par enfant, et \$15 par enfant, si la veuve est décédée. Ici, la veuve a droit à 30 % du salaire annuel de la victime, plus 10 % par enfant jusqu'au troisième enfant. Ils trouvent la loi d'Ontario plus raisonnable.

**L'opposition** fait objection à l'article qui fixe les indemnités en cas de mort suivant le nombre d'enfants laissés par la victime. Elle prétend que c'est un danger pour les familles nombreuses.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Sous la loi de 1909, les célibataires qui n'étaient pas soutien de famille ne retiraient rien du patron en vertu de la loi. Et cependant, on n'a jamais entendu dire que les patrons aient fait le triage de leurs employés.

Avec la nouvelle loi, si le père de famille a plus d'enfants, il reçoit plus. C'est donc un encouragement aux familles.

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"*b.* À chaque enfant âgé de moins de seize ans, s'il est orphelin de père et de mère, une rente égale à vingt pour cent (20 %) du salaire annuel de la victime, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de seize ans révolus ou meure avant d'avoir atteint cet âge; l'ensemble de ces rentes ne devant pas dépasser soixante pour cent du salaire annuel. Cette rente est payable au tuteur. S'il y a plus de trois enfants, le

total maximum des rentes est divisé également entre ceux qui y ont droit tant que chacun y a droit."

Les amendements sont adoptés.

Le comité étudie le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 15 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"*c.* À défaut de conjoint survivant ou d'enfants habiles à recueillir en vertu des sous-paragraphe *a* et *b* du présent paragraphe 1 chacun des ascendants et descendants, dont la victime était le principal soutien, reçoit, sujet au paragraphe 2 du présent article, une rente, viagère ou jusqu'au paiement du maximum fixé par ledit paragraphe 2, selon le cas, pour les ascendants, et jusqu'à l'âge de seize ans pour les descendants, égale à dix pour cent du salaire annuel; le montant total des rentes ainsi allouées ne devant pas dépasser trente pour cent (30 %) du salaire annuel, ledit total étant, le cas échéant, partagé également entre ceux qui y ont droit."

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"*c.* À défaut de conjoint survivant ou d'enfants habiles à recueillir en vertu des sous-paragraphe *a* et *b* du présent paragraphe 1, chacun des ascendants et descendants, dont la victime était le principal soutien, reçoit, sujet au paragraphe 2 du présent article, une rente, viagère, ou jusqu'au paiement du maximum fixé par ledit paragraphe 2, selon le cas, pour les ascendants, et jusqu'à l'âge de seize ans pour les descendants s'ils atteignent cet âge, égale à dix pour cent du salaire annuel; le montant total des rentes ainsi allouées ne devant pas dépasser trente pour cent (30 %) du salaire annuel, ledit total étant, le cas échéant, partagé également entre ceux qui y ont droit tant que chacun y a droit."

Les amendements sont adoptés.

L'article 15 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** invite M. Pratte à venir s'asseoir à côté de lui<sup>10</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Est-ce un nouveau ministre du Travail que nous avons?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** C'est mon aviseur. Il rend publiquement hommage à son jeune et brillant confrère du Barreau, qui l'a bien secondé dans la préparation de sa loi<sup>11</sup>!

Le comité étudie l'article 16 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"16. Les accidents visés par la présente loi donnent, en outre, droit au profit de la victime ou de ses ayants droit, selon le cas:

"1° À tous les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, d'après un tarif approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi qu'aux frais de transport de la victime à l'hôpital le plus proche. Partout où il se trouve plus d'un hôpital ou d'un médecin, la victime peut désigner celui de son choix;

"2° À la fourniture et au renouvellement normal, pendant une période de douze mois, des appareils de prothèse et d'orthopédie dont l'usage sera reconnu nécessaire; et

"3° En cas de décès, au coût réel des frais funéraires, mais jusqu'à concurrence de cent vingt-cinq dollars seulement."

**M. McDonald (Pontiac)** demande que l'article 16 soit suspendu.

L'étude de l'article 16 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est suspendue.

Le comité étudie l'article 17 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"17. L'employeur doit procurer à la victime de langue française ou de langue anglaise, les services d'un médecin et, s'il y a lieu, de gardes-malades parlant sa langue. À défaut de ce faire, la victime peut se pourvoir elle-même aux frais de l'employeur. Les médecins, gardes-malades et établissements hospitaliers qui ont pris soin de la victime peuvent recouvrer, devant la commission et suivant les règles spéciales établies par celle-ci, de l'employeur, mais à défaut de conventions contraires, jusqu'à concurrence seulement des sommes déterminées par le tarif."

**M. Lemieux (Gaspé)** propose un amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** suggère au député de Gaspé (M. Lemieux) d'attendre l'étude de l'article 15 pour proposer son amendement.

L'étude de l'article 16 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est suspendue.

Les articles 18 à 20 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** rappelle que toute la presse de la province, sauf des rares exceptions, et les ouvriers eux-mêmes ont déclaré que la nouvelle loi comporte de précieuses améliorations sur la loi de 1909.

**M. Guertin (Hull)** fait allusion à la loi de l'assistance publique. C'est une bonne loi qui prend bien soin des vieillards et des malades indigents<sup>12</sup>.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 30

#### The Hebrew Loan Syndicate

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 constituant en corporation The Hebrew Loan Syndicate.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Trois-Rivières

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une troisième fois<sup>13</sup>.

**M. Crépeau (Sherbrooke)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que la motion en

discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

Tout d'abord, ce bill n'a pas été présenté d'une façon normale. Dans le cas actuel, ce sont des citoyens qui se sont formés en association et qui sont venus prétendre que le conseil de Trois-Rivières ne représentait pas la majorité des contribuables, en demandant à la Législature de remédier à la situation. Comme question de fait, le conseil actuel n'est élu que depuis six mois, et il n'est pas en force depuis assez longtemps pour avoir eu le temps de remédier aux maux existant depuis plusieurs années. Le conseil affirme qu'il est capable de trouver la solution à l'état de choses existant. Dans les circonstances, je crois qu'il est du devoir de la Chambre de ne pas intervenir, et c'est pourquoi je demande le renvoi du bill à six mois par l'amendement que je remets au greffier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons déjà discuté ce bill et je n'ai pas l'intention de répéter mes arguments. Mais je veux dire que je m'oppose au bill, ou plutôt au projet de loi pour plusieurs raisons. La première, c'est que les promoteurs du bill ne représentent pas les différentes classes de notre société trifluvienne. La population ouvrière, qui est la plus nombreuse et qui est très importante, n'a pas un seul représentant. On me dira peut-être qu'il y a parmi les promoteurs un ou deux échevins de la minorité.

Mais ce n'est pas ce qu'on est convenu d'appeler des représentants de la classe ouvrière. Nous avons à Trois-Rivières plusieurs corporations ouvrières, mais aucun de leurs représentants n'est parmi les promoteurs du projet, ce qui indique bien qu'il ne rencontre pas l'approbation de la classe ouvrière.

Secondement, le bill est présenté par des compagnies qui jouissent de privilèges extraordinaires, mais qui ne veulent pas assumer les obligations qui leur incombent. Et, alors que ces compagnies sont exemptées, ce sont les ouvriers qui paient. Je sais que le bill ne rencontre pas l'assentiment de la population ouvrière de Trois-Rivières, car on n'aime pas que les contribuables paient des taxes, tandis que les grandes compagnies en sont exemptées. Même plus, ce bill n'est supporté par aucun chef industriel. En acquittant ainsi la part d'impôt qui devrait normalement être supportée par les compagnies, les ouvriers voient leurs salaires diminués d'autant, et c'est là un principe qui contient les germes de troubles sociaux sérieux.

C'est un principe mauvais et dangereux que d'amender une charte municipale à la demande d'un groupe de citoyens, quand c'est le conseil élu par le vote populaire qui est investi de l'autorité nécessaire pour un geste semblable. Si nous prenons la responsabilité d'une pareille mesure, cela voudra dire qu'à l'avenir n'importe quel groupe de mécontents pourra s'adresser à la Législature pour lui demander de substituer son autorité à celle du peuple, n'importe qui pourrait venir demander à la Législature d'amender la charte d'une ville. C'est un précédent qui ouvre la porte à des abus considérables et subversifs.

Je me demande même ce que feraient les députés de cette Chambre si le même projet était soumis ici par une ville de leur comté. En acceptant ce principe, nous donnerions une prime aux candidats battus, qui pourraient venir demander à la Législature de défaire le désir de l'opinion publique librement exprimé. Si le conseil ne fait pas son devoir, il y a un remède: que le peuple chasse le maire et les échevins. Et, s'il se commet des illégalités, nous avons un organisme créé pour y pourvoir, les tribunaux.

Le projet actuel fait disparaître l'autorité des représentants du peuple. En place du conseil élu depuis six mois, le gouvernement veut nommer un contrôleur qui sera en définitive un dictateur. Il est inutile au peuple de se choisir des représentants qui n'auront aucun pouvoir, puisque toutes leurs décisions seront sujettes au veto du contrôleur. C'est un empiétement dangereux et un autre accroc sur l'autonomie municipale.

Je sais bien, M. l'Orateur, que M. le premier ministre dira que le principe a été accepté par le maire et par les deux partis. Mais ce n'est qu'en dernier ressort, devant l'ultimatum du premier ministre que le maire a consenti à accepter un contrôleur, afin de ramener la paix et l'harmonie. Mais, le lendemain de la suggestion du premier ministre, on a continué, à la séance du comité des bills privés, en procédant à la division de la ville par quartiers, à la séparation de la commission scolaire. Gardons le système actuel et, si le conseil et le maire ne font pas leur devoir, le peuple les rappellera ou, à défaut, les tribunaux. Mon mandat m'oblige à faire entendre dans cette Chambre la voix des revendications populaires que l'on veut fouler aux pieds.

Les directeurs de la ville de Trois-Rivières sont capables de gouverner les affaires qui leur ont été confiées, et c'est une insulte pour eux de considérer ce projet de loi. On impose aux

contribuables un nouveau mode d'administration, malgré leur volonté, et ils demandent de respecter leurs droits. Cette mesure est condamnable et ne devrait pas trouver place dans nos Statuts.

C'est pourquoi je demande le renvoi de ce bill. Je demande à une Législature qui s'intitule et se prétend libérale de respecter la liberté du peuple et de ne pas accepter une loi aussi antidémocratique et aussi liberticide. L'électorat de Trois-Rivières est parfaitement qualifié pour exprimer sa volonté, et je dis que c'est une insulte à l'intelligence des électeurs de Trois-Rivières que de vouloir en défranchiser une partie, puis leur imposer un dictateur, les mettre en tutelle.

**M. Grant (Champlain):** (Riant) Le bill ne défranchise personne et le peuple a préconisé l'administration nouvelle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Champlain a disposé lui-même de ses interruptions en leur répondant par le rire. Il les a jugées à ce qu'elles valent, et il me dispense d'y répondre.

Il (M. Duplessis) passe à la séparation de la commission scolaire protestant contre le fait de faire disparaître d'un trait de plume une organisation de 60 ou 75 ans, et sans s'occuper de celle qui la remplacera. C'est également contraire à l'autonomie municipale. Ce bill est condamnable et dangereux et ne devrait pas trouver place dans nos Statuts. Il devrait recevoir de l'opposition de tous ceux qui sont encore attachés aux institutions populaires.

De plus, en m'opposant à ce bill, je respecte l'engagement que j'ai pris envers l'électorat, lors des dernières élections, en mettant sur mon programme, comme article d'importance, le respect et la sauvegarde de l'autonomie municipale qui est présentement foulée aux pieds par l'ingérence de la Législature.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Certaines demandes des promoteurs du bill pouvaient être justes, mais elles auraient dû ou devraient être soumises aux contribuables intéressés lors des élections. C'est le conseil municipal qui est l'autorité constituée et c'est lui qui doit demander, s'il y a lieu, des amendements à la loi. Tout le mal actuel a commencé avec le système des pouvoirs d'emprunt. Je m'oppose moi aussi, dit-il, à ce que l'on nomme un dictateur pour voir aux destinées de Trois-Rivières. D'ailleurs, ce dictateur a un père, et ce père, c'est le premier ministre de la province de Québec qui l'a lui-même proposé. C'est lui qui, en

comité, est arrivé au milieu du débat des parties intéressées en suggérant l'idée d'un gérant. Cette mesure proposée par le premier ministre est contraire à nos mœurs parlementaires. Trop souvent, le premier ministre s'est déjà immiscé dans la législation privée. Son intervention au comité des bills privés paraît de plus en plus arbitraire et vexatoire. Son attitude sur le bill de Montréal et sur le bill de Trois-Rivières en est une preuve évidente.

Je comprends qu'en certaines circonstances, alors que des intérêts publics sont évidemment et injustement compromis par un bill privé, les ministres peuvent se servir de leur influence pour s'y opposer, mais ne doivent-ils pas alors agir avec réserve et respect pour des pouvoirs administratifs importants? N'est-on pas en train de bouleverser notre organisme municipal qui est pourtant nécessaire à nos grandes institutions paroissiales?

Il est évident que le gouvernement tient à contrôler toutes les affaires de la province. Ils sont trop nombreux les cas où maintenant le lieutenant-gouverneur en conseil se charge de contrôler les affaires municipales, de faire des nominations qui sont du ressort d'un conseil municipal. À quel spectacle n'assistons-nous pas trop souvent au comité des bills privés?

Voici que s'engage la discussion sur un bill, le comité adopte une clause, deux clauses relatives à des réformes importantes, lorsque, après, le premier ministre intervient, émet une opinion, conseille aux parties intéressées de se rencontrer pour discuter la proposition qu'il fait lui-même et d'aller le voir le lendemain à son bureau. On s'incline devant sa volonté et, le lendemain, on revient devant le comité pour dire que, puisque c'est le désir du premier ministre de faire telles modifications, on s'incline, quoique à regret.

Et l'on a vu parfois les clauses principales, adoptées la veille, être biffées le lendemain pour être remplacées par toutes autres choses qui n'étaient demandées ni par les promoteurs ni par les opposants, mais qui allaient jusqu'à donner au gouvernement le pouvoir de nommer lui-même un contrôleur pour l'administration d'une ville comme Trois-Rivières. C'est un procédé contre lequel je proteste de toutes mes forces. C'est contre cet abus que je veux m'élever. Il faut que ceux qui viennent devant le comité soient entendus, sans subir l'influence d'un ministre, ni surtout d'un premier ministre. On est rendu à un point où, sur un bill privé, on craint d'exposer une question à l'opposition, de peur que le gouvernement le sache et s'en offusque.

Le droit constitutionnel anglais doit continuer à faire autorité en cette Chambre. Or, en Angleterre, les ministres évitent autant que possible d'agir ainsi. Sir Robert Peel<sup>14</sup> disait à l'égard du Rye Harbour Bill: "Je ne puis que décliner toute intervention dans un bill privé; instruit dans l'expérience de chaque jour, je pense que le principe en vertu duquel les ministres s'abstiennent d'intervenir en ces matières est extrêmement salulaire."

Le chancelier de l'Échiquier, en 1840, M. Baring, expose aussi qu'il est contraire à la pratique que les ministres de la couronne expriment une opinion sur un bill privé. Et, en 1872, dit Todd, la proposition de placer entre les mains d'un ministre ou des ministres de la couronne le pouvoir de mettre un veto à la législation privée fut désapprouvée par la Chambre et le gouvernement. J'aime mieux cette ligne de conduite que celle du gouvernement.

**Des voix:** Adopté.

**Des voix:** Rejeté.

**M. l'Orateur** demande d'appeler les députés<sup>15</sup>.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Cantin, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Sauvé, Tremblay, 8.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bédard, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Dansereau, Delisle, Dufour, Dugas, Fortier, Francoeur, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Grant, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Nicol, Pineau, Perrault, Phaneuf, Piché, Pilon, Power, Samson, Taschereau, Thériault, Thurber, Vautrin, 40.

L'amendement est ainsi rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "Ce bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier, avec instruction de le modifier en en remplaçant l'article 14 par les suivants:

"14. Dans les trente jours de sa sanction, la présente loi sera soumise à l'approbation des électeurs municipaux de la cité de Trois-Rivières dans un référendum au scrutin secret tenu, *mutatis mutandis*, suivant les dispositions de la loi de l'avance de l'heure (Statuts refondus, 1925, chapitre 132).

"15. L'article 14 de la présente loi entrera en vigueur le jour de la sanction de celle-ci, et les autres dispositions de la présente loi entreront en vigueur le trentième jour qui suivra la date à laquelle le référendum mentionné en l'article 14 aura lieu, mais dans le cas seulement où elles y auront été approuvées par la majorité des votants."

Le but de l'amendement est de soumettre toute la question au peuple, et non de se prononcer sur le principe même. Les promoteurs du bill ne sont qu'une minorité de la population et ils n'ont pas l'appui du conseil municipal qui est, d'après la loi, la saine autorité désignée pour procéder à la présentation d'une semblable mesure. Nous voulons que les électeurs aient l'opportunité de se prononcer et dire, eux qui constituent le tribunal suprême, ce qu'ils en pensent. Nous voulons en même temps donner à cette Chambre l'occasion de prouver jusqu'à quel point elle est attachée aux institutions populaires, à l'organisme de nos démocratiques (sic). Soumettons la chose au grand juge qui s'appelle le peuple.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Power, Sauvé, Tremblay, 8.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bédard, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Cantin, Dansereau, Dufour, Dugas, Fortier, Francoeur, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Grant, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapière, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Papineau, Perrault, Phaneuf, Piché, Pilon, Samson, Taschereau, Thériault, Thurber, Vautrin, 40.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi des véhicules automobiles

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 27 de la loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1925, chapitre 35), tel que modifié par les lois 16 George V, chapitre 19, section 6, et 17 George V, chapitre 20, section 4, est de nouveau modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

"4. Les lanternes à l'avant d'un véhicule automobile ne doivent pas être à feu rouge."

**L'honorable M. Nicol (Compton):** La loi a pour but de prohiber le port des lanternes rouges à l'avant d'un véhicule automobile.

**M. Fortier (Beauce)** suggère que, lorsqu'une automobile rencontre une voiture à traction animale, la vitesse doit être réduite à 10 milles.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** La loi est déjà sévère, puisqu'elle dit qu'une automobile doit s'arrêter si un conducteur de véhicule à traction animale lui fait signe d'arrêter.

**M. Crépeau (Sherbrooke)** demande si le gouvernement a l'intention de changer la couleur des feux arrière des véhicules. D'après ce qu'on lui a dit, des compagnies de chemins de fer se plaindraient du fait qu'aux endroits où la voie ferrée et la route deviennent parallèles, les feux des véhicules se mélangent à ceux des panneaux indicateurs, entraînant ainsi des complications dans les opérations ferroviaires. Il veut savoir si le gouvernement a eu vent de telles plaintes.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** n'a eu aucune indication en ce sens. Il répond qu'il n'a aucune information à ce sujet.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 61 de ladite loi est modifié en y ajoutant les paragraphes suivants:

"4° Prohiber, restreindre ou autrement réglementer le stationnement des véhicules dans les chemins publics de la municipalité et leur fonctionnement près des écoles et des hôpitaux;

"5° Prendre les mesures nécessaires pour prévenir la congestion du trafic ou y remédier;

"6° Établir des zones de traverses et des zones de refuge pour les piétons, et en prescrire et réglementer l'usage;

"7° Prohiber l'éclaboussement et prendre les mesures nécessaires pour y remédier;

"8° Faire des règlements relatifs à la direction, au croisement, au dépassement et aux arrêts des véhicules sur les chemins publics dans la municipalité, pourvu que ces règlements ne soient pas dérogoires aux dispositions des articles 36, 37, 38 et 39 de la présente loi.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** La nouvelle loi dit que les conseils municipaux pourront à l'avenir passer certains règlements concernant le trafic.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare qu'il semble impossible de faire quoi que ce soit aujourd'hui dans la province de Québec, sans en avertir le gouvernement ou obtenir sa permission. Même les accidents entrent dans cette catégorie.

**M. Samson (Québec-Centre):** Pourront-ils passer des règlements concernant la vitesse? Dans des endroits comme Québec, où les rues sont étroites, il est impératif que les autorités municipales aient le pouvoir de réglementer la circulation selon qu'elles le jugent nécessaire, sans égard à savoir si les véhicules respectent ou non la limite de vitesse.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Non. Si nous adoptions une pareille loi, nous reviendrions à l'ancien régime. Il n'appartient pas aux municipalités de réglementer la vitesse des automobiles. Il n'est pas pratique d'accorder aux villes le pouvoir de réglementer la vitesse des véhicules automobiles. Si nous faisons cela, nous serions obligés de l'accorder aussi à toutes les municipalités de la province, et il surgirait de nombreuses difficultés dans la circulation qui est maintenant pratiquement uniforme. Nous ne pouvons pas modifier l'article de cette loi. La loi actuelle va plus loin que de fixer un maximum de vitesse, vu qu'elle spécifie que, dans tous les cas, l'automobiliste doit limiter sa vitesse

aux circonstances et aux endroits, de façon à ne jamais mettre en danger la vie de qui que ce soit. Partout et en tout temps, la limite de vitesse est fixée de sorte à assurer effectivement la sécurité publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi on ne prend pas en considération une suggestion qui a déjà été faite en ce que les municipalités retireraient quelque chose de la taxe pour les automobilistes? La portion des revenus provenant des permis de véhicules-moteurs ainsi que de la taxe sur la gasoline devrait être remise aux grandes municipalités, telles que la sienne, afin de compenser pour ce qu'il en coûte de maintenir une police de la circulation sur l'artère principale qui traverse la ville. Il fait savoir au trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) qu'un tel geste de sa part constituerait un agréable souvenir de son 52<sup>e</sup> anniversaire.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** répond.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Ce n'est pas les municipalités qui ont à payer les frais d'entretien des routes. Si on veut continuer le raisonnement du député de Trois-Rivières, l'on pourrait aussi suggérer au trésorier provincial de faire dans Québec ce qui se fait dans les autres provinces et dans tous les États-Unis, c'est-à-dire obliger les villes à contribuer au coût d'entretien des chemins dans un rayon de 20 à 50 milles de chacune d'elles en dehors de leurs limites.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** La province de Québec est celle où le gouvernement intervient le moins quant à la circulation des automobiles. Dans les États-Unis où la circulation automobile est considérable, on a fait des règlements très sévères à ce sujet, et la population ne récrimine pas.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 65 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"65. 1. Les personnes suivantes doivent faire au bureau du revenu à Québec, un rapport de chaque accident causé ou subi par un véhicule automobile, dans les huit jours de la date de l'accident ou de l'information ou de l'avis qui en est reçu, à savoir:

"a. Le propriétaire, le chauffeur ou le conducteur du véhicule automobile;

"b. Le chef de police, le constable ou l'officier de circulation qui a eu connaissance de l'accident ou qui en a été informé;

"c. L'assureur qui a été avisé de l'accident;

"d. Le garagiste qui répare l'automobile;

"e. La compagnie de tramways ou de chemins de fer, au cas de collision avec une de leurs voitures.

"2. Toute personne, assureur ou autre, qui paie des dommages à la personne ou à la propriété, causés par un véhicule automobile, doit en faire rapport au bureau, à Québec, dans les huit jours de la date de ce paiement et doit fournir la preuve, si requise par le bureau.

"3. Ces rapports doivent donner les détails requis par le bureau."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Bien que l'intention du gouvernement de faire enquête sur les accidents, d'établir l'accusation et d'annuler la licence des contrevenants soit louable, le système s'en trouverait amélioré si on n'émettait pas aussi facilement les licences. Je suggère, dit-il, la mise sur pied de commissions locales de licences ayant pleine autorité, comme c'était le cas du temps du régime des liqueurs.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Nous voulons avoir tous les détails sur les accidents ainsi que sur leurs causes. Nous voulons savoir quels types d'accidents surviennent et ce qui les provoque.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** demande au trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) s'il a envisagé l'assurance obligatoire.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Le gouvernement tranchera quant à la nécessité de rendre ou non l'assurance obligatoire pour les véhicules-moteurs une fois qu'il aura rassemblé tous les détails concernant le nombre d'accidents ainsi que leurs causes.

**M. Crépeau (Sherbrooke):** Celui qui écrase un con doit-il faire rapport?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Si c'est un député, il devrait faire rapport à son électeur. Le but de cette mesure est de fournir des statistiques. Ces statistiques nous permettront en certains cas d'enlever les licences, quand la répétition des

accidents nous donnera la preuve de l'incompétence de celui qui en est le détenteur.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Des accidents peuvent être faits dans le but d'éviter des accidents plus graves?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Les statistiques en tiendront compte. Au sujet de l'inspection des freins, la loi doit nécessairement devenir de plus en plus sévère. La présente loi sera amendée pour permettre aux conducteurs d'autobus d'admettre plusieurs personnes debout dans leurs machines.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Il y a une clause dans la loi qui dit que les autobus seront sous la loi des véhicules-moteurs. D'après ce changement, on pourrait entasser les gens dans les autobus à Montréal, ce qui est défendu par la loi actuelle. Le service d'autobus de la Compagnie des tramways devient de plus en plus populaire et les citoyens de Montréal en sont satisfaits. Ils considèrent cependant qu'il n'y a pas assez d'autobus en circulation. D'après les règlements actuellement en vigueur, pas plus de quatre personnes debout peuvent être tolérées dans ces véhicules, lorsque tous les sièges sont remplis, mais, d'après l'amendement suggéré par le trésorier provincial, les autobus deviendront comme les tramways, bondés de gens et dans des conditions sanitaires déplorables. Il y aura plus de personnes debout qu'assises.

Le système des autobus est bon. Il nous faudrait cependant plus de ces voitures à Montréal. Je ne peux pas comprendre comment il se fait que le gouvernement favorise toujours la compagnie des tramways et semble vouloir les exempter d'acheter d'autres voitures automobiles quand on en a tellement besoin.

Les autobus sont surtout populaires chez les femmes, parce qu'elles sont assurées d'y trouver un siège. Si on adopte l'amendement, elles seront encore dans le même cas qu'auparavant, dans les tramways ou des autobus bondés, peut-être sujettes à des promiscuités déplorables. Je considère que la méthode actuelle du tramway est de se procurer le plus de dividendes possibles en employant le moins de tramways ou d'autobus possible, le moins possible d'employés, et en entassant les gens les uns sur les autres dans ses voitures comme des animaux. Il y a là un danger moral et physique. Des plaintes nombreuses ont été formulées au sujet de cet encombrement des tramways. Les animaux sont



mieux traités que les gens, puisqu'on leur assigne une place pour chacun dans les wagons qui les transportent. Pourtant, le public montréalais doit se plier aux exigences de ce dieu puissant: le tramway.

Je désire donc protester au nom de 100,000 ou 200,000 personnes qui prennent chaque jour les tramways ou les autobus de Montréal, et je ne peux pas approuver l'amendement du trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) qui accorde de tels privilèges à la Compagnie des tramways, alors que tout le monde se plaint de l'encombrement de ses voitures.

L'article 5 est amendé et le paragraphe *d* est retranché. Cet article se lit désormais comme suit:

"5. L'article 65 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"65. 1. Les personnes suivantes doivent faire au bureau du revenu à Québec, un rapport de chaque accident causé ou subi par un véhicule automobile, dans les huit jours de la date de l'accident ou de l'information ou de l'avis qui en est reçu, à savoir:

"a. Le propriétaire, le chauffeur ou le conducteur du véhicule automobile;

"b. Le chef de police, le constable ou l'officier de circulation qui a eu connaissance de l'accident ou qui en a été informé;

"c. L'assureur qui a été avisé de l'accident;

"d. La compagnie de tramways ou de chemins de fer, au cas de collision avec une de leurs voitures.

"2. Toute personne, assureur ou autre, qui paie des dommages à la personne ou à la propriété, causés par un véhicule automobile, doit en faire rapport au bureau, à Québec, dans les huit jours de la date de ce paiement et doit fournir la preuve, si requise par le bureau.

"3. Ces rapports doivent donner les détails requis par le bureau."

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Accidents du travail

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 38 relatif aux accidents du travail.

### En comité<sup>16</sup>:

L'article 21 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 22 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"22. Les rentes, allocations et indemnités établies par la présente loi sont à la charge de l'employeur immédiat de la victime; mais le chef de l'entreprise et le propriétaire de l'industrie dont relève cet employeur immédiat comme entrepreneur, sous-entrepreneur ou autrement, est aussi considéré comme employeur, et à ce titre, responsable conjointement et solidairement avec l'employeur immédiat, envers la victime ou ses ayants droit, du paiement des rentes, allocations et indemnités.

"Le chef d'entreprise ou propriétaire de l'industrie qui a ainsi payé peut exercer son recours, s'il y a lieu, contre la partie responsable."

**M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Guertin (Hull), M. Tremblay (Maisonnette) et M. Blain (Montréal-Dorion)** protestent contre la clause.

L'article 22 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

L'article 23 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 24 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"24. 1. Sauf la couronne, les corporations publiques et les chemins de fer sous le contrôle du Parlement du Canada, nul ne peut se livrer aux entreprises assujetties à la présente loi sans avoir, au préalable, obtenu d'une compagnie d'assurances, à prime fixe ou mutuelle, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du Surintendant des assurances, une police d'assurance à la satisfaction de la commission par laquelle

l'assureur prend l'engagement d'exécuter les obligations imposées à l'assuré à raison des accidents dont ses ouvriers, employés ou apprentis pourraient être victimes par le fait ou à l'occasion de leur travail, et transmis à la commission une copie de ladite police d'assurance certifiée par l'assureur.

"2. L'assurance doit être maintenue en vigueur par l'assuré tant et aussi longtemps qu'il continue de se livrer aux entreprises assujetties.

"3. Un certificat de renouvellement de ladite police d'assurance doit être fourni à la commission au moins dix jours avant l'expiration d'icelle, à la satisfaction de la commission.

"4. L'assurance ne peut être annulée ou résiliée par l'assureur qu'après un avis de dix jours donné à la commission."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** renouvelle son opposition à cette clause qui, selon lui, est la plus importante de tout le bill, et enregistre son opposition à l'assurance privée.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** ajoute un amendement par lequel, outre la couronne, les corporations municipales, les commissions scolaires, les corporations ecclésiastiques et gouvernementales peuvent se livrer aux entreprises assujetties à la loi sans avoir, au préalable, obtenu une assurance.

Cet article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"24. 1. Sauf la couronne, les corporations municipales, scolaires, ecclésiastiques et gouvernementales et les chemins de fer sous le contrôle du Parlement du Canada, toutes entreprises assujetties à la présente loi doivent, sous peine des pénalités, obligations et responsabilités prévues par elle, obtenir au préalable d'une compagnie d'assurances, à prime fixe ou mutuelle, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du Surintendant des assurances, une police d'assurance à la satisfaction de la commission par laquelle l'assureur prend l'engagement d'exécuter les obligations imposées en vertu de la présente loi à l'assuré à raison des accidents dont ses ouvriers, employés ou apprentis pourraient être victimes par le fait ou à l'occasion de leur travail, et transmis à la commission une copie de ladite police d'assurance certifiée par l'assureur ou un certificat d'assurance en la forme approuvée par la commission selon que la commission l'exigera.

"2. L'assurance doit être maintenue en vigueur par l'assuré tant et aussi longtemps qu'il continue de se livrer aux entreprises assujetties.

"3. Un certificat de renouvellement de ladite police d'assurance doit être fourni à la commission au moins dix jours avant l'expiration d'icelle, à la satisfaction de la commission.

"4. L'assurance ne peut être annulée ou résiliée par l'assureur qu'après un avis de dix jours donné à la commission."

Les amendements sont adoptés.

L'article 24 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 25 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"25. Tout employeur, chef d'entreprise ou propriétaire d'industrie peut être exempté de prendre l'assurance mentionnée à l'article 24 en obtenant de la commission un permis de se constituer son propre assureur aux fins de la présente loi. Outre la discrétion que la commission peut exercer en cette matière, le permis ne peut être accordé qu'aux conditions suivantes:

"1. La demande de permis adressée à la commission doit être accompagnée de:

"a. Un état des salaires payés pendant l'année précédente, avec le nombre des employés;

"b. Un estimé du montant total des salaires et du nombre des employés pour l'année à venir;

"c. Un état des sommes dues à titre d'indemnités pour accidents du travail survenus dans le passé;

"d. Un certificat du dépôt ou une copie authentique du contrat de cautionnement ou de la police de garantie exigé en pareil cas par la présente loi. Les états ci-dessus accompagnant la demande doivent être attestés sous serment.

"2. Cette demande de permis doit être faite en les manière, forme et teneur prescrites par les règles spéciales.

**M. Guertin (Hull)** ne veut pas que cette clause soit adoptée. Elle aura pour effet de décourager les patrons et de les empêcher d'employer les pères de famille nombreuse. Puisque les patrons devront fournir à la commission administrant la loi des informations concernant leurs listes de paie ainsi que le nombre d'employés qu'ils ont, cela signifie que les ouvriers auront à remplir des formulaires, fournir des renseignements à leur sujet et faire état de tous les enfants qui auront peu de chance d'obtenir un emploi, par rapport à un célibataire, et ce, au détriment des familles nombreuses de la province.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"25. Tout employeur, chef d'entreprise ou propriétaire d'industrie peut être, à la discrétion de la commission, exempté de prendre l'assurance mentionnée à l'article 24 en obtenant de la commission un permis de se constituer son propre assureur aux fins de la présente loi. Ce permis ne peut être accordé qu'aux conditions suivantes:

"1. La demande de permis adressée à la commission doit être accompagnée de:

"a. Un état des salaires payés pendant l'année précédente, avec le nombre des employés;

"b. Un estimé du montant total des salaires et du nombre des employés pour l'année à venir;

"c. Un état des sommes dues à titre d'indemnités pour accidents du travail survenus dans le passé;

"d. Un certificat du dépôt ou une copie authentique du contrat de cautionnement ou de la police de garantie exigé en pareil cas par la présente loi. Les états ci-dessus accompagnant la demande doivent être attestés sous serment.

"2. Cette demande de permis doit être faite en les manière, forme et teneur prescrites par les règles spéciales.

L'amendement est adopté.

L'article 25 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 26 à 28 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés<sup>17</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 22 modifiant la loi de la sécurité dans les édifices publics;

- bill 23 modifiant la loi des droits sur les successions;

- bill 41 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriété;

- bill 48 modifiant la loi des cités et villes;

- bill 50 concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval;

- bill 56 modifiant la loi des renvois à la Cour du banc du roi;

- bill 60 modifiant la loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales;

- bill 61 modifiant la loi concernant certains travaux municipaux;

- bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec;

- bill 162 modifiant la loi de la saisine de certains bénéficiaires;

- bill 199 modifiant le Code civil relativement aux incapables.

#### Explications sur des faits publiés:

##### Droits sur les successions

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au sujet d'une certaine clause de la loi des successions, dit-il, mes vues ont été mal interprétées dans certains journaux, et contrairement à ce qui a été dit, je demandais que l'exemption de taxes de succession soit basée sur la part de chaque héritier, au lieu d'être basée sur le montant global de la succession.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Dans *Le Devoir* du 15 mars 1928, à la page 2, on dit qu'il s'agit du cas de la construction de chemins à Saint-Eustache. C'est le même entrepreneur qui est en jeu.

2. Dans *L'Action catholique* du 15 mars 1928, à la page 1, et *La Presse* du 15 mars 1928, à la page 5, on situe l'arrivée de M. Nicol en Chambre et les vœux formulés par M. Duplessis pour l'anniversaire du trésorier, lors de la discussion de l'Imperial Oil, mais les journaux en général situent l'événement lors de l'étude du bill 167.

3. La copie officielle du projet de loi indique qu'il s'agit d'un amendement à la version anglaise du projet de loi. Toutefois, les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet.

4. Bien que *L'Événement* du 15 mars 1928, à la page 1, rapporte qu'il s'agit du comité des bills publics, il s'agit du comité des bills privés.

5. Le vice-président Bouchard (Saint-Hyacinthe) est au fauteuil.

6. Il s'agit d'un débit de boissons clandestin. Dans *The Chronicle Telegraph* du 15 mars 1928, à la page 12, on parle également de "Speakeasies".

7. M. Hugues Fortier (Beauce) est au fauteuil.

8. *L'Événement* du 15 mars 1928, à la page 7, rapporte ceci: "Depuis que la loi des accidents du travail est à l'étude, à la Chambre, on remarquait dans l'entrebâillement de la porte qui donne sur le bureau du président Laferté la silhouette d'un jeune avocat bien connu de Québec, M. Garon Pratte. De temps à autre, l'honorable M. Galipeault allait consulter M. Pratte, qui, on le sait, est l'associé professionnel de M. Louis Demers, c.r., que le gouvernement a chargé de faire une enquête avec l'honorable M. Walter Mitchell sur les lois ouvrières. Il disait que M. Garon Pratte avait fait le gros de la besogne dans la préparation de la loi."

9. Le *Devoir* du 15 mars 1928, à la page 2, dit qu'il se passe bien cinq minutes avant que l'on puisse comprendre quelque chose à cet article.

10. *L'Événement* du 15 mars 1928, à la page 7, rapporte que c'est au fauteuil de M. David que M. Pratte s'assoit et que l'événement fait presque sensation.

11. Nous ignorons à quel moment de l'étude du bill cette discussion a lieu. *L'Événement* du 15 mars 1928, à la page 7, rapporte ceci: "Comme nous sommes certains que nous reverrons M. Garon Pratte à la Chambre un jour (et avec un mandat), présentons-le brièvement aux députés qui ne le connaissent pas. Nous allons être obligés pour cela de répéter des choses que nous avons dites, mais, comme elles ne sont pas désagréables, allons-y! M. Garon Pratte était étudiant en droit quand nous l'avons connu, vers 1920. Un an après, le Parti libéral arrivait au pouvoir à Ottawa et l'honorable

M. Ernest Lapointe devenait ministre. M. Pratte est le beau-frère de l'honorable M. Lapointe, et ce dernier, qui connaissait les qualités du jeune étudiant, lui proposa d'être son secrétaire particulier. M. Pratte refusa (combien d'étudiants auraient dit oui!), mais consentit à servir pendant quelques semaines comme secrétaire de ministre. Cependant, dès que l'honorable M. Lapointe eut fait le choix de son secrétaire particulier, il retourna à ses études, termina brillamment son cours de droit et entra au Barreau où il exerça sa profession avec M. J.-A. Nadeau, c.r., puis avec ses associés d'aujourd'hui. M. Louis Demers, c.r. et M. Albert Demers, c.r. Les succès qu'il a déjà connus récompensent M. Pratte d'être resté fidèle à sa profession et l'incident de cet après-midi montre jusqu'à quel point il a su gagner la confiance d'un de ses maîtres au Barreau, l'honorable M. Galipeault."

12. Nous ne savons pas où se situe exactement cette courte intervention.

13. Dans *L'Événement* du 15 mars 1928, à la page 7, on dit qu'on étudie la charte en comité.

14. Robert Peel (1788-1850), homme politique anglais, entre aux Communes en 1809 comme député tory. Secrétaire d'État pour l'Irlande (1812-1818) et ministre de l'Intérieur sous Liverpool et Wellington (1834-1835 et 1841-1846).

15. Selon *Le Nouvelliste* du 15 mars 1928, à la page 3, le whip libéral part à la recherche des membres; ils font peu à peu leur entrée, et des applaudissements éclatent.

16. Sous la présidence de M. Lucien Dugas (Joliette).

17. Dans *Le Devoir* du 15 mars 1928, à la page 10, on dit que le comité s'arrête à la section V.

## Première séance du jeudi 15 mars 1928

## Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence des députés de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

## Sanction royale

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 4 modifiant la loi des jurés;
- bill 6 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'avance de l'heure;
- bill 7 modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn;
- bill 8 modifiant la loi 17 George V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie;
- bill 9 modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi;
- bill 10 modifiant la loi des musées de la province;
- bill 11 modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits;
- bill 14 modifiant la loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles;
- bill 15 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe;
- bill 16 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse;
- bill 17 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny;
- bill 21 modifiant la loi des privilèges des juges de paix et des magistrats;

- bill 24 modifiant la loi des établissements industriels;

- bill 26 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières;

- bill 27 autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi;

- bill 28 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres;

- bill 29 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55;

- bill 30 modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil;

- bill 32 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies;

- bill 33 modifiant la loi de la prévention des incendies;

- bill 37 modifiant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac;

- bill 39 concernant le palais de justice du district de Québec;

- bill 42 modifiant l'article 598 du Code de procédure civile;

- bill 44 modifiant la loi de la voirie;

- bill 46 concernant une certaine subvention aux écoles ménagères provinciales;

- bill 51 modifiant l'article 44 du Code civil;

- bill 53 modifiant la loi des mines de Québec;

- bill 59 modifiant la loi de la gazoline;

- bill 65 modifiant l'article 72a du Code de procédure civile;

- bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen;

- bill 77 nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuteur testamentaire;

- bill 78 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit;

- bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examen;

- bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 81 concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier;

- bill 82 changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup;
- bill 83 modifiant la charte de la ville d'Iberville;
- bill 84 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Leo Silverstone au nombre de ses membres, après examen;
- bill 85 modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec;
- bill 86 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examen;
- bill 89 constituant en corporation l'Institut des prêtres de Sainte-Marie;
- bill 90 constituant en corporation la Congregation Tifereth Israel;
- bill 91 modifiant la loi constituant en corporation la compagnie King Edward Park & Amusement Company;
- bill 92 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E. Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen;
- bill 93 concernant The Engineers' Club of Montreal;
- bill 94 ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915;
- bill 95 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis;
- bill 96 validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque;
- bill 97 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 98 modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestantes de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier;
- bill 101 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 102 modifiant la charte de "Le séminaire de Saint-Joseph de Trois-Rivières";
- bill 103 modifiant la charte de The Shawinigan Water and Power Company;
- bill 104 modifiant la charte de The North Shore Power Company;
- bill 105 changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal";
- bill 109 modifiant la charte du Crédit général du Canada;
- bill 110 changeant le nom de "la Société d'administration générale";
- bill 111 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;
- bill 112 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme;
- bill 113 confirmant le règlement no 89 du village de Thurso;
- bill 115 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine, pour accorder une commutation de taxes à la compagnie Canadian International Paper Company;
- bill 116 modifiant la charte de "Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal";
- bill 119 modifiant la charte de The Yukon Loan & Trust Company;
- bill 120 exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois;
- bill 121 ratifiant le règlement no 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à The Arthabaska Clothing Company;
- bill 122 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen;
- bill 124 ratifiant le titre de St. Lawrence Paper Mills Limited, à certaine propriété et certain droit;
- bill 125 constituant en corporation la Congregation Knases Bnai Israel;
- bill 134 ratifiant le règlement numéro 44 de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz;
- bill 135 permettant à Mario-Emile Lattoni, B.A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec;
- bill 136 concernant l'Hôpital français et changeant son nom en celui de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc;
- bill 137 constituant en corporation The Quebec Baptist Church;
- bill 139 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie;

- bill 140 autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante;

- bill 143 concernant la succession de feu Omer Lorrain;

- bill 144 modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité Montréal et de ses environs;

- bill 147 constituant en corporation The Bell Telephone Pension Fund Corporation;

- bill 149 ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de ladite ville concernant le Manoir Drummond Limited;

- bill 151 concernant une propriété de l'hôpital de Jeffery Hale de la cité de Québec;

- bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec;

- bill 169 concernant la consolidation et la disposition de certains revenus.

**Le Greffier du Conseil législatif** prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances<sup>1</sup>.

#### **Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à cette honorable Chambre que le bill 106 concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated a été retiré.

#### **Code municipal, article 423**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 204 modifiant l'article 423 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Pensions données à titre d'aliments**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 203 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Travaux de la Chambre:**

#### **Horaire des séances**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à partir de jeudi, le 15 mars courant, la Chambre tienne trois séances tous les jours excepté le dimanche: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième, de huit heures et demie à l'ajournement; et qu'à chaque séance l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions de l'article 111 du Règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

#### **Droits seigneuriaux**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 concernant les droits seigneuriaux dans cette province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Scrutin secret pour l'approbation de certains règlements municipaux**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Exemptions de taxes municipales**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 modifiant la loi des

exemptions de taxes municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Demandes de documents:**

##### **Chemin de voitures sur le pont de Québec**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance et de tout document échangés entre le gouvernement ou un de ses membres et le gouvernement du Canada, les autorités des chemins de l'État, la cité de Québec ou toute autre personne, relativement à l'établissement d'un chemin de voitures sur le pont de Québec pour relier les routes Québec-Montréal, Lévis-Saint-Lambert et autres.

C'était l'intention de la première compagnie du pont de Québec d'avoir un chemin de voitures. Il n'a pas seulement été question d'un chemin pour voitures, mais aussi de l'établissement d'une voie pour tramways. La motion qui est maintenant soumise a trait à une question qui n'est pas nouvelle. C'est un vieux sujet. Ce chemin est nécessaire. La Chambre a déjà approuvé unanimement le principe du projet d'une route carrossable sur le pont de Québec. La Législature a voté, l'an dernier, pendant la session de 1927, un projet de loi pour en assurer la réalisation par une commission qui peut émettre des obligations garanties par la province et la cité de Québec.

En 1909, pour aider le gouvernement fédéral dans la construction du pont, la ville de Québec a voté et garanti un montant de \$300,000 à la première compagnie du pont, dans le but de lui permettre d'ouvrir un chemin de voitures sur ce pont, à la condition qu'on y construise aussi un trottoir pour les piétons et une voie de tramways. Mais leurs espoirs ne se sont pas concrétisés. Comme le projet n'obtint pas réalisation en 1912, le gouvernement fédéral a ensuite remis à la cité de Québec ses \$300,000 ainsi que les intérêts. Mais la question fut de nouveau mise sur le tapis lors de la construction de la route Lévis-Saint-Lambert. Nous avons demandé un passage sur le pont pour les voitures.

C'est donc dire que bien avant que le gouvernement ait été saisi du projet, les autorités

municipales travaillaient à la réalisation de ce projet. Des résolutions à cet effet furent adoptées par la Chambre de commerce et les conseils municipaux de tous les comtés de la rive sud. Dans toutes ces divisions, on est anxieux de voir la réalisation de ce projet dans peu de temps. Des démarches ont été faites par tous les intéressés en faveur de ce projet. Inutile de rappeler que le projet a reçu de la Chambre une approbation non équivoque.

Mon seul but en ramenant cette question aujourd'hui devant la Chambre, c'est de faire disparaître certaines prétentions et certains préjugés erronés dans l'esprit des contribuables, de répondre à certaines objections qui ont été alléguées, et de démontrer de nouveau l'utilité de cette voie carrossable. Quel que soit le coût de l'entreprise<sup>2</sup>, elle doit être réalisée dans l'intérêt de l'agriculture d'abord. Le pont de Québec a coûté des millions et plusieurs centaines de vies, mais il n'est pas aussi utile qu'il pourrait l'être pour le district environnant. Une seule voie est utilisée. Il ne rend pas les services qu'il devrait rendre à la province; seuls une douzaine de trains par jour y passent. Il ne sert qu'aux chemins de fer.

On a dit que le projet d'une route carrossable n'était pas dans l'intérêt de Québec ou de Lévis et leur nuirait en déplaçant le centre des communications. Tel n'est pas le cas. Je prétends le contraire<sup>3</sup>. Les cités de Québec et de Lévis sont intéressées dans la réalisation de ce projet qui contribuera à leur progrès. Le chemin a été demandé par tous les conseils des comtés de la rive sud. C'est la ville de Québec qui est la plus intéressée à recevoir le plus grand nombre de touristes, à l'augmentation de sa population. Pour atteindre ce but, il lui faut multiplier les moyens de communication.

Tous les comtés ont contribué à l'amélioration de la voirie. Si nous voulons que nos chemins nous soient encore plus profitables qu'ils ne le sont à l'heure actuelle, il importe de relier toutes nos routes par le pont de Québec. Une grande ville comme Québec doit avoir les communications les plus faciles avec les campagnes qui l'avoisinent. C'est d'une importance primordiale. La population rurale des comtés avoisinant le pont est aussi intéressée, car elle a besoin de communications faciles entre les deux rives du Saint-Laurent.

Il (M. Francoeur) souligne l'importance d'avoir de tels nouveaux moyens de communication non seulement vers Québec et Lévis, mais aussi pour ceux qui utilisent la route Lévis-Saint-Lambert et la route de Lévis vers Jackman. Il est absolument nécessaire au progrès de la ville de Québec et à tous



les cultivateurs et touristes qui se rendent à Québec continuellement, surtout pendant la belle saison. Québec a tout intérêt à ce que les cultivateurs des comtés ruraux de la rive sud aient le plus rapidement possible un accès facile au marché de Québec pour y vendre leurs produits aux consommateurs. Nos électeurs de Lotbinière sont très enthousiastes à ce sujet.

On a laissé dire, en certains endroits, que j'étais intéressé dans la compagnie de la traverse de Lévis et que, tout en favorisant le projet d'une voie carrossable, apparemment, j'étais hostile au projet. Si j'ai eu quelque chose de commun avec la compagnie de la traverse, ç'a été pour contribuer aux revenus de cette compagnie en payant des droits de passage, pour moi et mon automobile, sur les bateaux de la compagnie. On a prétendu aussi que d'autres députés avaient des intérêts dans la traverse et s'opposaient à la route carrossable. Il est temps que ces préjugés disparaissent. Cela ne doit pas empêcher le projet d'être réalisé.

La Législature a autorisé, l'an dernier, la formation d'une commission qui émettrait des obligations pour assurer le paiement de l'entreprise, la construction d'une route sur le pont, la province et la ville de Québec devant garantir chacune \$200,000 de ces obligations. Les finances du gouvernement et de la cité ne seront pas mises en péril par cette entreprise. J'ajouterai que la route sur le pont de Québec sera très payante. Les revenus de cette route carrossable seront presque suffisants pour payer l'intérêt sur les obligations. Il (M. Francoeur) donne les statistiques de la circulation sur divers ponts de la province situés sur nos grandes routes ainsi que les recettes de ces ponts. Comme on le voit, l'augmentation du trafic a été constante depuis quelques années, et les recettes ont été suffisantes pour payer les charges fixes et le fonds d'amortissement, à tel point qu'avant longtemps, on pourra faire disparaître les droits de passage. Tout fait prévoir que le trafic sera très considérable sur le pont de Québec.

L'argent qui a été dépensé pour la construction des routes de la rive sud sera en partie gaspillé si ces routes ne sont pas reliées à la rive nord au moyen d'une route traversant le pont. De plus, les sommes d'argent investies soit par la province, soit par la municipalité ne seront pas perdues, puisque la preuve est faite que cette route se paiera presque certainement d'elle-même. Il affirme, en citant des chiffres, que la route carrossable sur le pont sera rapidement payée par les revenus apportés par les taux de péage. Le gouvernement et la cité n'auront

qu'à garantir le coût de la construction, mais n'auront rien à payer, sauf peut-être la première ou la deuxième année.

La route Lévis-Saint-Lambert, la route Lévis-Jackman et la route Lévis-Rimouski aboutiront à cette route carrossable et il n'y aura probablement pas de déficit à payer. Un projet de contrat a été soumis à Ottawa. L'automne dernier, l'honorable M. Dunning<sup>1</sup>, le ministre des Chemins de fer, a déclaré qu'il ne restait plus que des questions de détail à régler avant de réaliser le projet et nous a promis qu'il n'y aurait pas de retard. Notre population, de son côté, demande la réalisation de cette promesse dans le plus bref délai possible. Il n'y a pas de raison pour différer plus longtemps l'exécution de ce chemin.

Le gouvernement provincial a fait tout ce qui était possible pour faire réaliser ce projet, et l'administration municipale a aussi donné son appui au projet. Au simple point de vue du tourisme, il serait nécessaire que cette route fût construite. Actuellement, les touristes ne peuvent pas aller voir le pont de Québec parce qu'il n'y a pas de chemins praticables pour y conduire. Il y a des milliers de touristes américains qui l'utiliseraient, et ce serait un pont à péage jusqu'à ce qu'une partie des coûts soit payée.

Je dois rendre hommage à l'administration municipale dirigée par le Dr Martin, pour tout ce qu'elle a fait dans le but de hâter la construction de la voie carrossable. Elle s'est empressée de donner son adhésion à l'entreprise. J'espère que la nouvelle administration municipale de Québec continuera dans la bonne voie et partagera la même manière de voir. Malheureusement, nous avons rencontré des retards dans les départements à Ottawa, mais j'ai confiance qu'au printemps prochain les travaux seront commencés.

**M. Samson (Québec-Centre):** Je demande à la voirie de construire cette route. Je crois que le grand point dans cette affaire serait de construire un chemin de Québec au pont, jusqu'à Cap-Rouge. Je suis convaincu que la ville de Québec n'a aucun intérêt à avoir une route sur un pont à dix milles et demi<sup>2</sup> de la cité de Québec. Une telle route ne serait pas très avantageuse pour la Vieille Capitale. Pourquoi la ville de Québec paierait-elle pour la construction d'un pont qui est à plusieurs milles de ses limites? La cité de Québec n'a aucun intérêt et n'est pas justifiable de contribuer pour une somme aussi élevée que \$200,000 pour ce chemin carrossable sur le pont qui ne nous donnera rien. Tout d'abord, il faudrait construire des routes allant jusqu'au pont.

La construction de cette voie ne sera pas très avantageuse pour les résidents de Lotbinière et des paroisses environnantes, étant donné que les routes conduisant au pont ne sont pas en bon ordre. Si nous voulons avoir du trafic sur le pont, il n'y a qu'à s'entendre avec le C.N.R. qui a là une excellente voie dont on ne se sert pas. On pourrait avoir un chemin de fer électrique, sur cette voie. La route projetée pourrait être construite d'ici deux mois.

Qu'on demande au gouvernement de s'entendre pour utiliser la voie qui ne sert à rien. Si on la construit, je suggérerais au gouvernement de construire deux plates-formes chaque côté du pont où l'on pourrait établir des lignes de tramways entre Québec et Lévis. Une ligne de tramway qui traverserait le pont serait plus avantageuse. On pourrait transporter les voitures et les autos sur des plates-formes comme on les transporte sur des bateaux. Cela coûterait moins cher que de construire une route carrossable, et la route pourrait être ouverte dans un mois. Elle pourrait être en service n'importe quand.

Encore une fois, je prétends qu'il n'est pas dans l'intérêt de la ville de Québec de dépenser \$200,000 pour la voie carrossable sur le pont. Rien ne presse, en tous les cas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, je veux d'abord rendre hommage à l'honorable député de Lotbinière (M. Francoeur) pour les efforts qu'il a faits en vue de la réalisation de ce projet qui est cher à Québec et à une grande partie de la population. À Montréal, on a le pont Victoria. On a si bien compris l'importance d'un pont pour le développement de la ville, pour relier les deux rives, traverser le fleuve, qu'on est à en faire un deuxième qui coûtera très cher, et à la construction duquel le gouvernement provincial contribue largement.

Il y a, dans les Statuts de l'année dernière, une loi pourvoyant à la construction de cette route sur le pont. Lors de la Conférence interprovinciale, l'automne dernier, à Ottawa, nous avons jeté les bases d'un contrat en vertu duquel une compagnie privée de cinq membres entreprendrait la construction de cette route, prélèverait des taux et émettrait des obligations dont la ville et le gouvernement seraient conjointement responsables.

La Législature autorisa le gouvernement à garantir, avec la cité de Québec, une somme de \$400,000 pour la construction de cette route. Nous avons décidé de former une commission et nous avons fixé à \$200,000 la part que devraient défrayer le gouvernement de la province et la ville de Québec. Le gouvernement n'a pas changé d'idée. Le

gouvernement et la cité de Québec se rendraient responsables des déficits et du fonds d'amortissement les premières années, s'il y en a, et de l'entretien.

Nous nous entendons avec Ottawa à ce sujet. La seule chose qu'il reste à régler, c'est le fonds d'amortissement pour les obligations, mais je crois que d'ici à quelques jours, nous allons nous entendre sur ce point. Je crois que les obligations de la ville et du gouvernement ne tarderaient pas à se réduire à peu de chose. Il y a tout lieu de croire que le trafic serait très considérable et que les revenus seraient très élevés et ne manqueraient pas. Il est fort probable que les revenus du pont paieraient les intérêts, le fonds d'amortissement et l'entretien de la route.

Le gouvernement et la cité de Québec seraient vite dédommagés de leurs dépenses, et se partageraient ce montant qui leur serait remboursé par le prélèvement d'un taux de passage jusqu'à ce que la construction du pont soit payée. Au point de vue de Québec, de la rive sud, de tout le district et du tourisme, la route carrossable serait une chose énorme, un attrait considérable. Ce projet serait dans le plus grand intérêt de Québec et de toutes les villes environnantes. Nous devons avoir cette route. Les étrangers sont toujours surpris d'apprendre qu'on ne peut passer en voiture sur le pont de Québec. L'augmentation du tourisme nous assurera des revenus suffisants.

Certaines discussions techniques ont d'abord retardé la réalisation de ce projet et cela aurait coûté \$300,000 de plus. Les ingénieurs ne voulaient pas qu'il y eût de traverses à niveau, puis Ottawa a consenti finalement à accepter le projet d'une route à niveau sur le pont. Il y a tout lieu de croire que \$300,000 nous suffiront pour construire la route charretière. Ce détail a été réglé. Je ne vois pas pourquoi le pont ne serait pas construit au cours de l'été prochain, si nous pouvons nous entendre à Ottawa, comme je l'espère. La route fera partie du système national de voirie.

L'honorable député de Québec-Centre (M. Samson) nous a dit qu'il faudrait faire des chemins de terre pour se rendre au pont. Nous avons une excellente route qui aboutit tout près du pont et je puis assurer l'honorable député que le gouvernement provincial fera tous les chemins de terre qui pourraient être nécessaires pour relier le pont aux routes existantes sur les deux rives. Ainsi, en plus de garantir la somme de \$200,000, le gouvernement provincial est prêt à construire toutes les routes nécessaires pour relier à la route du pont les deux côtés du fleuve. Toutes ces routes seront entretenues par la province, à ses frais.

Encore une fois, je remercie et je veux rendre hommage à l'honorable député de Lotbinière pour le dévouement qu'il a apporté à cette entreprise et pour l'excellent travail qu'il a fait. Je crois que si nous devons donner un nom à ce pont, quand la route sera terminée, nous devrions l'appeler la "voie Francoeur"<sup>6</sup>.

(Applaudissements)

**M. Francoeur (Lotbinière):** Je remercie l'honorable premier ministre de ses bonnes paroles qui vont être bien accueillies par la cité de Québec et les populations des comtés avoisinants. Quant à sa suggestion au sujet du nom de cette route, si elle était adoptée, je crois qu'on pourrait y ajouter le nom de mon honorable ami de Québec-Centre (M. Samson).

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) J'ai peur et je crois que ce sera sans son (Samson) nom.

(Rires)

La motion est adoptée.

#### **Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que les honoraires et les amendes payés pour le bill 133 constituant en corporation la Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill n'a pas été adopté.

Adopté.

#### **Décisions de l'Orateur:**

##### **Contrats entre la Murray Bay Paper Company Ltd. et Saint-Étienne de La Malbaie**

**M. l'Orateur** rend sa décision au sujet du point d'ordre soulevé le mercredi 14 mars courant, par l'honorable M. Taschereau, à la motion de M. Rochette: Que l'ordre de la Chambre en date du vendredi 3 février dernier, portant la troisième lecture du bill 123 ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la Murray Bay Paper Company Limited et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie, soit rescindé et que le

bill soit inscrit sur le *Feuilleton* pour nouvelle étude en comité plénier, et s'exprime comme suit:

J'ai examiné la question avec le plus de soin et le plus d'attention possible, et voici à quelle conclusion j'en arrive. L'honorable député de Charlevoix-Saguenay a référé, au cours de ses remarques, aux *Journaux de l'Assemblée législative* de 1919 (séance du 20 février, page 101), où il est dit: "Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est "Ordonné que l'ordre donné par cette Chambre, le mardi 11 février courant, portant la troisième lecture du bill (no 14), intitulé: "Loi amendement les Statuts refondus, 1909, concernant les asiles d'aliénés", soit maintenant lu une troisième fois", et donnant instruction au greffier de porter ledit bill au Conseil législatif, soit révoqué.

"Ordonné que ledit bill soit réinscrit au *Feuilleton* pour troisième lecture à la prochaine séance."

Il a aussi référé aux mêmes *Journaux de l'Assemblée législative* (séance du 27 février, page 118), où il est dit: "Sur la motion de M. Lemieux<sup>7</sup>, secondé par M. Robillard<sup>8</sup>, il est ordonné que l'ordre: "Que le bill no 73 - Loi concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine, soit maintenant lu une troisième fois, lequel a été voté à la séance du 20 février courant, soit révoqué et que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité des chemins de fer et autres moyens de communication avec instructions de le réexaminer et de faire rapport."

"Ordonné que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité des chemins de fer et autres moyens de communication pour y être réexaminé."

J'ai examiné ces deux autorités, mais je dois constater que l'objection qui est maintenant faite à la motion de l'honorable député de Charlevoix-Saguenay n'a pas été soulevée dans chacun des deux cas plus haut mentionnés et que les motions en question ont été adoptées unanimement, la Chambre, d'après un principe bien reconnu, étant toujours maîtresse de ses décisions.

Du moment cependant que l'objection est soulevée par un membre, c'est le devoir de l'Orateur d'examiner la question attentivement et de la juger d'après les règlements et la jurisprudence parlementaire.

Je dois donc référer à nos règlements et à la jurisprudence qui s'y rapporte.

L'article 555 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative de Québec* dit: "À moins de dispositions contraires, les règles relatives aux bills publics s'appliquent aux bills privés."

Or, à la section 6, intitulée: "De l'adoption des bills publics et de leur transmission au Conseil législatif", je lis ce qui suit:

Article 472: "Quand un bill public a été lu une troisième fois, il est censé voté par la Chambre."

Article 473: "Quand un bill public qui a pris naissance dans cette Chambre est voté, l'ordre suivant est par là même censé adopté: "Que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter. Cet ordre n'est pas inséré au *Journal*."

Article 474: "Quand un bill public qui a pris naissance au Conseil législatif est voté par cette Chambre sans modifications, l'ordre suivant est par là même censé adopté: "Que le greffier reporte ce bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a voté ledit bill sans amendement. Cet ordre n'est pas inséré au *Journal*."

Article 475: "Quand un bill public qui a pris naissance au Conseil législatif est voté par cette Chambre après avoir été modifié, l'ordre suivant est par là même censé adopté: "Que le greffier reporte ce bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a voté ledit bill avec un amendement (ou plusieurs amendements) qu'elle les prie d'agréer. Cet ordre n'est pas inséré au *Journal*."

Article 476: "Dès qu'un bill public qui a pris naissance dans cette Chambre a été voté, le greffier doit en porter ou transmettre une copie imprimée au Conseil législatif, après avoir apposé au bas de cette copie le certificat suivant: "Voté par l'Assemblée législative le (date du vote)..." Quand un bill a été porté ou transmis au Conseil législatif par erreur ou qu'on découvre quelque erreur dans un bill qui a été transmis au Conseil législatif, la Chambre peut envoyer un message au Conseil en vue de se faire retourner le bill et de rectifier l'erreur qui s'y est glissée."

Ces divers articles me portent à conclure que du moment qu'un bill a subi sa troisième lecture, il doit être immédiatement porté au Conseil législatif et que cette Chambre en est dessaisie.

J'ai poussé plus loin mes recherches et j'ai examiné avec soin les différentes décisions qui ont été rendues par les Orateurs qui m'ont précédé.

Dans le recueil des décisions rendues par les honorables Jonathan Saxton Würtele<sup>9</sup>, Félix-Gabriel Marchand<sup>10</sup> et Pierre-Évariste Leblanc<sup>11</sup>, je n'ai pu trouver absolument rien qui puisse m'éclairer.

En feuilletant les "Décisions des Orateurs de l'Assemblée législative" de 1867 à 1901, par Louis-Georges Desjardins<sup>12</sup>, ancien greffier de cette Chambre, je trouve qu'à la séance du 25 février 1878, l'honorable Louis Beaubien<sup>13</sup> a décidé "qu'il est dangereux de référer de nouveau un bill à un comité devant lequel il a été déclaré que le préambule n'était pas prouvé, et que la Chambre ne peut

convenablement s'occuper de la mesure que si elle est présentée de nouveau" (page 80).

C'est là le sommaire de la décision que les *Journaux de l'Assemblée législative*, volume 11, page 176, donnent plus en détail de la manière suivante: "M. l'Orateur décide: "Que, dans son opinion, on a recours là à un procédé dangereux en référant de nouveau le bill au comité devant lequel il a été déclaré que le préambule n'était pas prouvé; que la Chambre ne peut convenablement s'occuper maintenant de la mesure que si elle est présentée de nouveau. Il déclare la motion hors d'ordre." (Page 82 du volume plus haut cité)."

J'admets que le cas n'est peut-être pas tout à fait identique à celui qui m'est présentement soumis, mais je le mentionne pour bien indiquer que le principe en jeu est à peu près le même.

J'ai poussé plus loin mes recherches et je vois, entre autres choses, dans "Sir T. Erskine May's<sup>14</sup> Parliamentary Practice", 11<sup>e</sup> édition, à la page 501, ce qui suit: "Verbal amendments only can be made to a bill on the third reading. When material amendments are desirable, the order for the third reading of the bill may be discharged, and the bill recommitted to introduce the amendments in committee. In such cases it has been customary to consider the bill as amended, and to read it a third time, immediately"<sup>15</sup>.

Le même auteur ajoute à la page 502: "In the Commons, in addition to the opportunities offered by the committee (see p. 491) and report (see p. 497) stages, amendments may be offered to the title on the third reading stage of a bill"<sup>16</sup>.

Comme on le constate par ce qui précède, il est toujours question de procédures avant ou lors de la troisième lecture, et non pas après comme dans le cas qui nous occupe.

Redlich<sup>17</sup> (voir "The Procedure of the House of Commons", volume III, page 98) n'est pas moins explicite: "Recommittal is, however, a rare exception. The usual course, after a bill has passed through the report stage, and has been accepted by the House in the committee's form, with or without amendment, is to take the third reading. When the motion is made that the bill be now read as third time, the same kind or formal amendments are permissible as on the second reading, i.e. amendments postponing it for three or six months. In the House of Lords, it is possible to move substantive amendments on third reading; but in the Commons, only grammatical and verbal amendments may be made. It is no longer in order to make material alterations. In case of urgent necessity the

order for third reading may be discharged and the bill recommitted. This may be done without interrupting the proceedings: the bill may be recommitted, amended in committee, reported, considered on report and read a third time at the one sitting by simple orders of the House. After third reading the title of the bill may, if necessary, be amended so as to make it conform to the contents of the bill"<sup>18</sup>.

Encore là, il est toujours question des procédures qui peuvent se présenter avant ou lors de la troisième lecture, mais non après.

"Bourinot's"<sup>19</sup> Parliamentary Procedure", 3e édition, à la page 673, dit ce qui suit: "On the 5th of April, 1877, in the Canadian Commons a member proposed to send a bill respecting insolvency back to committee, but the speaker ruled that such an amendment was inadmissible at that stage - the third reading having been agreed to. Any amendment to the title may now be made"<sup>20</sup>.

Et il ajoute: "When a bill has passed all its stages in one House, it is reprinted in proper form and communicated to the other House by one of the clerks at the table, who takes it up and presents it at the bar to the clerk"<sup>21</sup>.

Je le répète, je suis d'opinion que lorsqu'un bill a été discuté au comité auquel il a été référé, de même qu'au comité plénier de la Chambre, et qu'il a subi régulièrement ses trois lectures, cette Chambre en est dessaisie.

S'il en était autrement, cela équivaldrait à dire que chaque fois qu'un député ne serait pas satisfait de la décision rendue, il pourrait faire une motion du genre de celle-ci et rouvrir toute la discussion, et en poussant le principe à ses dernières conséquences, ceci aurait pour effet de s'appliquer non seulement à un, mais à plusieurs projets de loi, avec comme résultat que le travail de la Législature serait considérablement retardé.

Pour toutes ces raisons et après avoir bien pesé le pour et le contre, je crois qu'il vaut mieux trancher la question une fois pour toutes.

Je déclare donc la motion hors d'ordre.

L'honorable député de Charlevoix-Saguenay a demandé que la troisième lecture du bill de la Murray Bay Paper Company (ratifiant ses contrats avec la municipalité de La Malbaie) soit rescindée. Après avoir examiné les règlements de la Chambre et les décisions de mes prédécesseurs, de même que les décisions rendues à la Chambre des communes en Angleterre, j'en viens à la conclusion que lorsqu'un bill a été lu une troisième fois et envoyé au Conseil législatif, la Chambre en est dessaisie et ne peut le rappeler pour l'amender.

#### **M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

M. l'Orateur, je vous remercie du travail élaboré que vous vous êtes imposé pour rendre cette décision.

**Des voix:** À l'ordre<sup>22</sup>. (Murmures de protestation)

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** La décision que vous venez de rendre est très importante et a une portée très étendue. Mais, comme dans ce cas-ci un bill a été adopté en troisième lecture, en l'absence de son promoteur, et que c'est une question très grave, dans les circonstances, j'en appelle de votre décision et je demande le vote de la Chambre.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres.

Et appel de la décision de l'Orateur étant fait par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Blain, Bouchard, Bullock, Casgrain, Charbonneau, Côté, Daniel, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dufour, Fortier, Francoeur, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Gault, Gauthier, Grant, Guertin, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapiere, Leduc, Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Oliver, Papineau, Perrault, Philps, Piché, Pilon, Plante, Poulin, Power, Roy, Samson, Saurette, Sauvé, Taschereau, Thériault, Thurber, Tremblay, Vautrin, 56.

**Contre:** MM. Farand, Rochette, 2.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

#### **Demandes de documents:**

##### **Élevage domestique des animaux à fourrure**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Farand), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, requête, document, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou employés et toute personne, depuis 1925 inclusivement, concernant l'industrie de l'élevage domestique des animaux à fourrure, principalement du renard argenté.

M. l'Orateur, je crois pouvoir déclarer sans crainte que la motion que j'ai l'honneur de proposer ne soulèvera aucun point d'ordre. Je l'ai faite pour attirer l'attention du gouvernement sur une industrie nouvelle, celle des animaux à fourrure, qui intéresse toute la province et toute la Chambre, et qui est peut-être la plus ancienne au pays. Cette industrie remonte aux premiers temps de la colonisation, et les premiers découvreurs furent attirés par le commerce des fourrures.

La question de la fourrure au Canada a toujours été très importante. Le Nouveau Monde a fasciné d'abord la vieille Europe à cause de sa grande productivité en fourrures de toutes sortes. L'histoire de la période de la découverte de ce pays nous rapporte les faits et gestes de ces compagnies qui entreprirent la colonisation de ce continent, moyennant le droit de faire la traite des pelleteries avec les Indiens sur les bords du Saint-Laurent. On vit tour à tour la Compagnie de sieur de Monts, 1605, la Compagnie de Champlain, 1614, la Compagnie des sieurs de Caen, 1621, la Compagnie des Habitants, 1645, la Compagnie des Indes occidentales, 1664, pour ne mentionner que les principales et plus importantes.

Le roi de France octroyait à ces diverses compagnies les droits de la traite de la fourrure dans ses domaines du Nouveau Monde, moyennant l'obligation de fournir à la cour française de belles pelleteries et d'établir un certain nombre de colons dans ce pays nouveau. Les routes fluviales vers l'ouest, vers le sud, partout, furent découvertes et se développèrent grâce à la traite de la fourrure. On pénétrait partout et on explorait ce pays en tous sens, dans l'espoir de se procurer en quantités toujours plus grandes ces riches fourrures si appréciées et déjà de grande valeur.

La richesse de ce pays était alors uniquement basée sur des immenses ressources en fourrures de toutes sortes, et même la peau de castor était à ce moment l'unité monétaire de la colonie. En 1670<sup>23</sup>, Charles II d'Angleterre<sup>24</sup> octroyait au Prince Rupert<sup>25</sup> une charte royale créant la Compagnie de la baie d'Hudson, appelée "Gentlemen Adventurers of England Trading into Hudson Bay", compagnie qui existe encore aujourd'hui et qui possède dans le Nord de notre pays d'immenses et riches domaines. Toutes ces compagnies faisaient des profits énormes dans la traite de la pelleterie avec les Indiens, et c'est aussi ce qui causa principalement ces guerres sanglantes enregistrées par l'histoire et qui amena une très grande rivalité entre les Anglais et les Français.

Aujourd'hui, la richesse de notre faune a grandement diminué, mais, si notre pays a toujours été le plus grand producteur de fourrures d'animaux sauvages, à l'état sauvage, nous sommes heureux de constater qu'aujourd'hui nous sommes encore au premier rang, à cause de l'immense expansion qu'a prise chez nous l'industrie de l'élevage domestique des animaux à fourrure. Cette industrie est très importante tant au point de vue de son état actuel que de ses possibilités, et qu'au point de vue des profits énormes qu'en peut réaliser notre pays. Cette industrie intéresse tout spécialement cette province, parce qu'il est aujourd'hui prouvé que la nature nous a particulièrement favorisés en nous donnant des conditions favorables, tant au point de vue topographique qu'au point de vue hygrométrique et climatique.

Il (M. Rochette) passe ensuite en revue l'histoire de l'industrie des animaux à fourrure qui eut pour pionniers, en 1880, dans l'Île-du-Prince-Édouard, Sir Charles Dalton<sup>26</sup> et Robert T. Dalton. Ce dernier tenta l'élevage du renard argenté en 1894. M. Henri Menier<sup>27</sup>, en 1895, introduisait sur l'île d'Anticosti des renards de toutes variétés. Depuis 1920, l'industrie était établie sur une base commerciale. En 1926, il y avait au Canada 2,702 fermes<sup>28</sup> d'élevage d'animaux sauvages, dont 617 dans Québec, ainsi réparties: 2,517 de renards; 95 de visons; 57 de chats sauvages; 33 d'autres animaux. Le capital investi au Canada dans cette industrie est d'une valeur de \$14,888,705<sup>29</sup>. Dans Québec, les seules exportations de fourrure de renard argenté se sont chiffrées à \$1,434,686, représentant 5,590 renards.

Dans la province de Québec, il y avait, en 1926, 558 fermes<sup>30</sup> d'une valeur globale de \$2,198,672. En 1920, notre province ne comptait que 80 fermes d'animaux sauvages. Ces chiffres suffiront pour montrer éloquentement l'importance de cette industrie dans le dominion, dans la province de Québec en particulier, et surtout l'expansion extraordinaire qu'elle a prise surtout dans le Québec en quelques années seulement. Dans les autres provinces, les fermes sont comme suit: Île-du-Prince-Édouard, 575; Nouvelle-Écosse, 550; Nouveau-Brunswick, 520; Ontario, 558; Manitoba, 74; Saskatchewan, 53; Alberta, 130; Colombie-Britannique, 195; Yukon, 14.

On me permettra d'ajouter encore quelques statistiques, celles de mon comté Charlevoix-Saguenay, et de mentionner en passant que c'est chez nous, dans Charlevoix, que cette industrie a pris naissance en cette province et qu'elle y a fait des progrès remarquables. Il y a actuellement, dans Charlevoix-Saguenay, 250 fermes de renard argenté<sup>31</sup>

dont 82 dans le village de la Baie Saint-Paul seulement. Cette année, la vente du renard argenté en vie, à la Baie Saint-Paul, a rapporté \$350,000, tandis que la vente de peaux de renards abattus donnait \$60,000, soit un revenu global de \$410,000 que le renard argenté seul a procuré aux seuls éleveurs de la Baie Saint-Paul en 1927.

Il y a actuellement dans Charlevoix 1,650 couples de renards argentés dont 1,100 couples des sujets enregistrés. De plus, on estime que le capital investi pour cette industrie, dans Charlevoix seulement, s'élève à \$1,200,000. La province de Québec est celle qui possède le plus de fermes d'élevage. Le commerce est très bon et le marché n'est pas suffisamment fourni. Une grande campagne d'éducation est nécessaire parce qu'il y a danger que l'on se serve de cette province comme d'un "dumping ground" pour y introduire et vendre des sujets de qualité inférieure.

On admettra aisément que cette industrie est devenue chez nous très importante, suffisamment importante pour que le gouvernement s'y intéresse d'une façon directe. Au point de vue capital investi et revenus, elle est devenue un facteur important de notre situation économique. Le climat fait que chez nous, principalement, on peut avantageusement produire. En 1927, 3,100 peaux de renard vendues sur les marchés du monde. Elles furent bien loin de suffire à la demande. Nos renards argentés sont imitables. Aux enchères publiques de Londres, en 1927, la peau de renard argenté a augmenté de 50 %. À New York et à Montréal, les prix obtenus aux enchères constatèrent une augmentation de 15 % à 25 %.

2° Au point de vue économique, l'élevage domestique des animaux à fourrure est avantageux pour notre cultivateur comme entreprise secondaire. L'intérêt qu'il développe et les revenus qu'il procure retiendront nos jeunes gens sur les fermes. Le gouvernement, vu l'importance de cette industrie, doit non seulement l'encourager, mais la développer. Jusqu'à aujourd'hui, les éleveurs de renard du Québec ont été laissés à leurs seules ressources. Je demande au gouvernement de les aider, car cette industrie peut encourager les fils de cultivateurs à rester sur la terre. Souvent, l'éleveur ne peut pas même bénéficier des publications nombreuses qui s'occupent de cette industrie, parce que toutes, ou à peu près, sont rédigées en langue anglaise.

Le gouvernement aiderait au bien-être de notre classe agricole, développerait une nouvelle ressource nationale: 1° en créant un service spécial où quelques experts pourraient s'occuper de cette industrie nouvelle; 2° ce service ferait un inventaire

de l'actif de cette industrie, pour aviser aux moyens de l'aider; 3° un instructeur expérimenté devrait être mis à la disposition des éleveurs pour les aider par ses conseils, ses écrits, etc.

Pour pourvoir aux frais qu'occasionnerait ce nouveau département du ministère de la Colonisation, on pourrait imposer une taxe que les éleveurs paieraient avec plaisir à cause des avantages énormes qu'ils en retireraient. Cette taxe serait prélevée sur chaque ferme, graduée suivant le nombre des animaux. En agissant de la sorte, le gouvernement fera un bien énorme à notre province en perpétrant une ressource naturelle extrêmement précieuse, en assurant pour l'avenir des revenus considérables dont bénéficiera d'abord notre classe agricole, et en créant pour nos fourrures un marché mondial.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La question soulevée par l'honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) est intéressante et très importante. Le gouvernement donne une attention toute spéciale à l'industrie de l'élevage. Le député de Charlevoix demande au gouvernement d'établir un service du renard argenté. Nous avons déjà un service établi à cet effet. Nous avons 923 fermes d'élevage de renard<sup>32</sup> dans la province, et l'industrie des animaux à fourrure se développe rapidement. Nos gens se sont spécialement occupés de l'élevage du renard. Dans le comté de Charlevoix-Saguenay, les fermes sont très nombreuses.

Nous avons fait quelque chose pour les éleveurs et nous voulons faire davantage. Le département de la Chasse accorde des licences, et nous faisons distribuer de la littérature pour aider les éleveurs. Ceux qui se livrent à ce commerce doivent nous faire parvenir un rapport de leurs activités. Mon département est à étudier la possibilité d'établir une ferme d'ici à quelques semaines. J'ai devant moi le projet de la création d'une ferme modèle dans la province de Québec<sup>33</sup> qui serait tenue par des experts, où on élèverait des renards, des visons, des rats musqués, des chats sauvages...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Le castor<sup>34</sup> aussi. (Rires)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** (Souriant) Certainement, le castor aussi. Le castor est un animal très populaire. Dans la ferme modèle d'élevage que nous proposons d'établir, des experts étudieront les mœurs des animaux à fourrure et les meilleurs moyens de perfectionner l'élevage. Les experts feront des expériences dont les résultats rendront de

précieux services aux éleveurs. Tous les renseignements nécessaires seront fournis au public. Le département a déjà un inspecteur<sup>35</sup>, un expert qui a une ferme où il a réussi, et qui est prêt à parcourir les campagnes pour faire profiter les éleveurs de ses connaissances.

Les inspecteurs seront à la disposition des éleveurs pour donner les conseils nécessaires aux intéressés. Beaucoup font de l'élevage chez nous, mais réussissent plus ou moins dans leurs entreprises à cet effet parce qu'ils n'ont pas les notions nécessaires de cet élevage qui est assez difficile et qui demande beaucoup de précautions. L'établissement de cette ferme expérimentale rendrait donc des services aux éleveurs.

Il y a cependant une association fédérale, la Canadian Silver Fox Raising, dont font partie les éleveurs. Parmi les éleveurs, on est actuellement divisé au sujet de l'Association canadienne des éleveurs. Les uns voudraient une association provinciale distincte. Je ne suis pas de cet avis, dit-il, car cette organisation a de nombreuses ramifications et les éleveurs québécois pourraient mieux vendre par son entremise. Nous leur avons conseillé d'entrer dans l'association fédérale.

L'association fédérale, avec ses inspecteurs pour l'enregistrement des animaux à fourrure, est capable de rendre de grands services aux éleveurs. Cette association n'a qu'un inspecteur pour la province. On nous a représenté qu'un seul inspecteur ne suffisait pas, mais le gouvernement est en négociations avec Ottawa à ce sujet et le nombre des inspecteurs sera augmenté bientôt.

L'industrie de l'élevage commence, dans la province. Elle promet de grands avantages pour ceux qui s'y adonnent et le gouvernement entend, comme pour les autres domaines de l'activité provinciale, y donner toute son attention et sa plus grande coopération. Comme l'a dit l'honorable député de Charlevoix-Saguenay, cette industrie mérite d'être encouragée et c'est notre intention de l'aider le plus possible.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 72 modifiant la loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté.

#### **En comité:**

L'article 19, suspendu et amendé précédemment, est adopté.

Les articles 20 à 24 sont adoptés.

Le comité étudie le troisième alinéa du paragraphe 20 de l'article 28, remplacé par l'article 25 du présent projet de loi, et qui se lit comme suit:

"Nonobstant toute loi contraire, la Commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée à faire un recensement triennal des enfants en âge de scolarité, dans le territoire de la cité de Montréal. Dans ce recensement, elle doit faire la distinction entre les enfants de cinq à sept ans, et ceux de sept à quatorze ans, et ceux de quatorze à seize ans, et ceux de plus de seize ans, en indiquant le nombre de ceux qui, dans chacune de ces catégories, assistent à l'école. Ce recensement doit se faire dans le cours de l'année scolaire. Cette disposition prend effet depuis le premier janvier mil neuf cent vingt-huit."

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'âge de scolarité est de cinq ans.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"Nonobstant toute loi contraire, la Commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée à faire un recensement triennal des enfants en âge de scolarité, dans le territoire de la cité de Montréal. Dans ce recensement, elle doit faire la distinction entre les enfants de cinq à six et six à sept ans, et ceux de sept à quatorze ans, et ceux de quatorze à seize ans, et ceux de plus de seize ans, en indiquant le nombre de ceux qui, dans chacune de ces catégories, assistent à l'école. Ce recensement doit se faire dans le cours de l'année scolaire. Cette disposition prend effet depuis le premier janvier mil neuf cent vingt-huit."

L'amendement est adopté.

L'article 25, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 26 à 28 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 31a, introduit par l'article 29 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"31a. Le président général, qui doit consacrer tout son temps à la commission, est choisi



parmi les cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et il est le directeur général des écoles et le représentant officiel et permanent de la corporation.

"Il est la tête dirigeante des chefs de service et de tout le personnel. Il doit être versé en matière de pédagogie et avoir, au point de vue administratif et financier, la compétence requise pour organiser les divers services, les diriger et assurer à tout l'organisme sa pleine efficacité.

"Il connaît les devoirs des membres des commissions, et, avec l'aide de ses chefs de service, il met tout en œuvre pour faciliter leur tâche et les renseigner pleinement sur les questions, demandes ou réclamations dont ils sont appelés à décider.

"Il prend connaissance de toutes communications, les fait tenir aux commissions, comités ou chefs de service dont elles relèvent.

"Il assure la prompte exécution des décisions des deux commissions et de leurs comités et, à cet effet, les divers chefs de service sont tenus de faire toutes les démarches et de lui fournir tous les rapports et renseignements qu'il juge bon d'exiger d'eux.

"Dans le domaine de la finance, il a les mêmes pouvoirs que le contrôleur des finances de la cité de Montréal, *mutatis mutandis*.

"Il signe les bons, obligations, chèques, billets et autres effets émis par la commission.

"En son absence, le président du comité des finances ou un membre nommé par résolution de la commission administrative s'acquitte de cette tâche.

"Le président général est nommé pour cinq années. Son traitement annuel est de douze mille dollars."

**M. Blain (Montréal-Dorion)** se demande pourquoi le choix du président général est laissé aux cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le Parlement a tout intérêt à ce que la nouvelle administration scolaire dont il dote Montréal soit un succès.

Sans s'immiscer dans les affaires de la commission, les hommes nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pourront faire parmi eux le choix d'un président qui sera en même temps bon administrateur et bon pédagogue.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** demande que la clause soit suspendue.

L'étude de l'article 29 est suspendue.

Les articles 30 à 33 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 34, qui se lit comme suit:

"34. L'article 42 de ladite loi est remplacé par le titre et l'article suivants:

"Dispositions transitoires

"42. Pour établir la liaison entre la Commission des écoles catholiques de Montréal, telle que constituée par les lois en vigueur avant le (insérer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi), et l'organisme nouveau créé par la loi (insérer ici le no du chapitre de la présente loi), le lieutenant-gouverneur en conseil, dans les dix jours qui suivront cette date, nommera un directeur général intérimaire des écoles.

"Entre (insérer ici la date de la sanction de la présente loi) et le 1<sup>er</sup> juillet 1928, le directeur général intérimaire des écoles verra à recueillir tous renseignements nécessaires à la préparation du budget pour l'année scolaire 1928-1929. À cet effet, il visitera, sans tarder, les écoles de la corporation et recueillera les statistiques requises pour assurer l'application des prescriptions des paragraphes 8, 9 et 11 de l'article 28 de la présente loi.

"Dans les derniers jours de juin 1928, le directeur général intérimaire des écoles convoquera par écrit une assemblée plénière des membres de la corporation pour les premiers jours de juillet.

"Ses fonctions cessent dès cette assemblée."

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose d'ajouter les paragraphes *b* et *c*:

"*b*. Les membres du personnel enseignant laïque de la Commission des écoles catholiques de Montréal, en fonction à la date de la sanction de la présente loi ou qui pourraient être engagés de là au 1<sup>er</sup> juillet 1928, cesseront d'être en fonction à telle date; il en est de même des membres du personnel des bureaux des quatre commissions de districts.

"*c*. Entre le jour de la sanction de la présente loi et le 30 juin 1928, les quatre commissions de district ne doivent faire que des actes d'administration courante, le tout en conformité des règlements actuellement en vigueur et dans les limites des crédits accordés par le bureau central."

**M. Blain (Montréal-Dorion)** demande que l'amendement soit déposé sur la table et considéré à la prochaine séance.

Adopté.

L'étude de l'article 34 est suspendue.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 87 autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot numéro 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 99 constituant en corporation la ville de Racine;

- bill 108 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

#### **Charte de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Ville de Racine**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 constituant en corporation la ville de Racine. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Commission métropolitaine de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 108 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Dépôt de documents:**

#### **État des recettes et dépenses**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 7 mars 1928, pour l'état des recettes et dépenses du 1<sup>er</sup> juillet 1927 au 31 décembre 1927. (Document de la session no 53)

#### **Ouverture d'une route entre Sainte-Lucie et Sainte-Apolline, comté de Montmagny**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 22 février 1928, pour copie de toutes correspondances et de tous documents, contrats, etc., entre le ministère de la Voirie et toute personne au sujet de l'ouverture d'une route entre Sainte-Lucie et Sainte-Apolline, dans le comté de Montmagny. (Document de la session no 54)

#### **Pêche dans le lac des Deux Montagnes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 mars 1928, pour copie de toutes correspondances, requêtes, etc., depuis 1925, au sujet de la prohibition de la pêche avec filets, verveux, etc., ou autres engins destructeurs, dans le lac des Deux Montagnes, entre Carillon et Oka. (Document de la session no 55)

La séance est levée à 6 heures.

#### **Deuxième séance du 15 mars 1928**

#### **Présidence de l'honorable M. Laferté**

La séance est ouverte à 8 heures.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### **Exemptions de taxes pour certaines compagnies**

**M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 205 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales relativement aux compagnies d'utilité publique et de pulpe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Prévention des incendies**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 190 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des asiles d'aliénés**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 70 modifiant la loi des asiles d'aliénés.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

### **Sœurs hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que, vu que le bill 116 modifiant la charte de "Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal" a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et de charité, les honoraires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### **Congregation Tifereth Israel**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), que, vu que le bill 90 constituant en corporation la Congregation Tifereth Israel a pour objet l'expansion d'un culte religieux, les honoraires ordinaires payés par les promoteurs de ce bill leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### **Maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), que, vu que le bill 105 changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal" a pour objet le développement d'une entreprise publique et de charité, les honoraires ordinaires payés par les promoteurs dudit bill leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### **Congrégation Knases Bnai Israel**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), que, vu que le bill 125 constituant en corporation la Congrégation Knases Bnai Israel a pour objet l'expansion d'un culte religieux, les honoraires payés par les promoteurs de ce bill leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### **Charte de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif, mais avec l'amendement suivant: en retranchant le paragraphe 5 (page 2)<sup>36</sup>, ce qui a pour effet de faire rétablir la clause concernant la carte d'identification, clause qui avait été rejetée par le Conseil législatif.

**M. Crépeau (Sherbrooke)** se dit d'accord pour réinsérer la clause qui prévoit le système de carte d'identité.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il est trop tard, on ne devrait pas agir ainsi. Si le bill est renvoyé devant le Conseil, il court le risque d'être tué entre les deux Chambres, parce que la session tire à sa fin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Chambre a parfaitement le droit de refuser les amendements

apportés par le Conseil législatif. Autrement, on pourrait toujours apporter comme argument, dans le but de faire passer un projet de loi, qu'à cause de la fin de la session, ce projet court le risque de tomber à l'eau.

Il ne convient pas d'invoquer un tel prétexte, autrement nous serions exposés à tous les abus. Cette crainte de voir le bill annulé entre les deux Chambres est une ruse du parti ministériel. Il ne faut pas abandonner nos droits parce que le Conseil législatif a cru bon de prendre telle ou telle décision.

Le Conseil législatif a amendé cette clause contrairement à l'opinion du conseil de la ville de Montréal et de celle de tous les contribuables. Je trouve humiliant, dit-il, pour certains ministres et pour certains députés d'être obligés de juger et de se déjuger deux fois dans la même semaine. En n'acceptant pas l'amendement, la Chambre prend une attitude qui sera défavorablement commentée en divers milieux. Il fait un long plaidoyer en faveur de la carte d'identité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'échevin Alfred Desroches, un membre de l'exécutif de la ville, a prétendu que les contribuables et le conseil ne préféreraient pas voir l'adoption de cette clause. Il préfère, dit-il, que le bill suive son cours normal tel qu'amendé par le Conseil législatif plutôt que de risquer de le voir tomber à l'eau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce fut pourtant adopté par le conseil municipal de Montréal.

**L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri):** Les échevins eux-mêmes de la ville ne sont pas opposés à ce que cette clause fût biffée. Ils n'ont pas beaucoup insisté devant le comité des bills privés de l'Assemblée législative ou du Conseil législatif pour la carte d'identité. C'est donc un indice qu'ils n'y tenaient pas beaucoup. Le chef de l'opposition devrait en prendre son parti.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'opposition n'est pas obligée de suivre l'exemple des échevins de Montréal et de se déjuger.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Cette carte d'identité est nécessaire et désirée par toute la population de Montréal. Le peuple le sait et il la demande. Personne ne s'est opposé au comité ni en Chambre, au principe de la carte d'identité, et pourtant, le conseil, sans explication, biffe cette clause. C'est un mauvais principe que d'agir ainsi.

**M. Crépeau (Sherbrooke)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants: "en en retranchant le quatrième alinéa, de la page 8".

Le sous-amendement, dit-il, se rapporte au parc Martel. Si le parc Martel doit être payé par toute la ville, comme l'a décidé le conseil, la ville devrait aussi payer le parc Laurier.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Il ne serait pas juste de faire un passe-droit pour le parc Martel. Du moment que les coûts d'expropriation du parc Martel pour son agrandissement sont entièrement payés par la ville, les coûts d'expropriation du parc Laurier devraient aussi être entièrement payés par la ville. Il faut que tout le monde soit sur le même pied.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** parle en faveur de ce que le conseil a fait. S'il a fait, dit-il, une demande au sujet du parc Martel, c'est parce qu'il est préoccupé de prendre l'intérêt de ses électeurs. Si le député de Dorion (M. Blain) avait fait comme moi, il serait dans une meilleure position qu'il n'est aujourd'hui.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, le député de Maisonneuve (M. Tremblay) propose par voie de sous-amendement, appuyé par le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que la motion d'amendement en discussion soit amendée en y ajoutant ces mots: "3 en en retranchant le paragraphe 20" (page 5).

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Crépeau, Gault, Sauvé, Tremblay, 5.

**Contre:** MM. Baillargeon, Bédard, Casgrain, Charbonneau, Dansereau, David, Delisle, Dugas, Farand, Fortier, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Galipeault, Gauthier, Lafrenière, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreault (Rimouski), Papineau, Paquet, Perrault, Piché, Pilon, Plante, Poulin, Power, Roy, Samson, Saurette, Taschereau, Vautrin, 37.

Le sous-amendement est ainsi rejeté.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent.

Les amendements sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill du Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 72 modifiant la loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité reprend l'étude de l'article 4 suspendue précédemment et qui se lit comme suit:

"4. L'article 5 de ladite loi, tel que modifié par les lois 11 George V, chapitre 49, section 5, et remplacé par la loi 15 George V, chapitre 44, section 1, est de nouveau remplacé par le suivant:

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil, l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal et le comité exécutif de la cité de Montréal nomment chacun cinq membres, dont un de langue anglaise. La commission des études de l'Université de Montréal en nomme quatre, dont deux religieux, l'un de ceux-ci devant appartenir à un ordre religieux enseignant.

"Des cinq membres que le lieutenant-gouverneur en conseil, l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal et le comité exécutif de la cité de Montréal sont appelés à nommer respectivement, quatre doivent répondre aux conditions suivantes: un doit résider dans le territoire formant le district centre; un autre, dans le territoire formant le district est; un autre, dans le territoire formant le district nord; un autre, dans le territoire formant le district ouest. Il n'est pas nécessaire que les trois membres de langue anglaise, non plus que les quatre représentants de l'université, soient choisis dans un district particulier.

"La commission administrative est composée de quatorze membres. Elle comprend les cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil; les cinq membres nommés par le comité

exécutif de la cité de Montréal; trois des cinq membres nommés par l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal, dont un de langue anglaise et les deux autres désignés par lui; un des quatre membres nommés par l'Université de Montréal, à être désigné par elle.

"La commission pédagogique est composée de quinze membres. Elle comprend le président général, les quatre membres nommés par l'Université de Montréal; les deux membres nommés par l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal qui ne font pas partie de la commission administrative; les trois membres de langue anglaise; la directrice de l'Institut pédagogique de Montréal; le directeur de l'École des hautes études commerciales de Montréal; le directeur de l'École polytechnique de Montréal; le directeur de l'école normale de Jacques-Cartier et le directeur de l'École des beaux-arts de Montréal.

"Le quorum de chacune de ces commissions est de sept membres."

**M. Blain (Montréal-Dorion)** demande le pourquoi de ces nominations au sujet des visiteurs religieux.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Cela n'est pas nouveau. Ces visiteurs existent déjà et, s'il n'y en avait pas eu, je me serais empressé de faire insérer dans la loi une disposition à l'effet d'en nommer. Il (l'honorable M. David) félicite chacun des membres qui seront appelés, aux termes de la loi, à composer la commission pédagogique.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** se demande ce que les pères de famille ont à dire dans toutes ces nominations.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ils n'ont qu'à se choisir de bons échevins et de bons députés, puisque ce sont eux qui sont appelés à les représenter.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** demande s'il n'y aurait pas moyen de créer un organisme permettant aux pères de famille de se prononcer.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dit qu'il y a pensé, mais qu'il n'a pu trouver comment la chose pouvait être faite. Il a cru que le moyen suggéré dans sa loi sera le meilleur. Il ne croit pas en la vertu de ce moyen de faire élire le "cerveau" de la nation par le vote populaire. Il est convaincu que son système est bon et il se dit assuré que, l'an prochain,

deux villes au moins nous demanderont de calquer leur système scolaire sur celui que nous accordons à Montréal maintenant.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** se plaint de la centralisation. On avait adopté ce système en 1917. On est obligé de le changer maintenant. Il préconise le système scolaire paroissial.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 et 6, suspendus précédemment, sont adoptés.

Le comité reprend l'étude de l'article 34 et de l'amendement proposé, suspendue précédemment, et qui se lisent comme suit:

"34. L'article 42 de ladite loi est remplacé par le titre et l'article suivants:

**"Dispositions transitoires**

"42. Pour établir la liaison entre la Commission des écoles catholiques de Montréal, telle que constituée par les lois en vigueur avant le (insérer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi), et l'organisme nouveau créé par la loi (insérer ici le no du chapitre de la présente loi), le lieutenant-gouverneur en conseil, dans les dix jours qui suivront cette date, nommera un directeur général intérimaire des écoles.

"Entre (insérer ici la date de la sanction de la présente loi) et le 1<sup>er</sup> juillet 1928, le directeur général intérimaire des écoles verra à recueillir tous renseignements nécessaires à la préparation du budget pour l'année scolaire 1928-1929. À cet effet, il visitera, sans tarder, les écoles de la corporation et recueillera les statistiques requises pour assurer l'application des prescriptions des paragraphes 8, 9 et 11 de l'article 28 de la présente loi.

"Dans les derniers jours de juin 1928, le directeur général intérimaire des écoles convoquera par écrit une assemblée plénière des membres de la corporation pour les premiers jours de juillet.

"Ses fonctions cessent dès cette assemblée."

Et l'amendement proposé:

"b. Les membres du personnel enseignant laïque de la Commission des écoles catholiques de Montréal, en fonction à la date de la sanction de la présente loi ou qui pourraient être engagés de là au 1<sup>er</sup> juillet 1928, cesseront d'être en fonction à telle date; il en est de même des membres du personnel des bureaux des quatre commissions de district.

"c. Entre le jour de la sanction de la présente loi et le 30 juin 1928, les quatre commissions de district ne doivent faire que des actes d'administration courante, le tout en conformité des règlements actuellement en vigueur et dans les limites des crédits accordés par le bureau central."

**L'honorable M. David (Terrebonne)** veut que la commission ait table rase et carte blanche lorsqu'elle commencera son travail.

L'amendement est adopté.

L'article 34, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 35 à 38 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**Accidents du travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 38 relatif aux accidents du travail.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 29 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"29. Toute personne autre que le gouvernement de la province de Québec, responsable du paiement des rentes, allocations et indemnités accordées en vertu de la présente loi à raison d'un accident entraînant une incapacité de plus de sept (7) jours survenu dans une entreprise assujettie, doit, dans un délai de quinze jours après ledit accident, donner à la commission avis de cet accident en les forme et teneur et en la matière déterminées par les règles spéciales édictées par la commission sous l'autorité de la loi de la Commission des accidents du travail (chapitre 275); à défaut de quoi, elle encourt l'amende prévue pour infraction à la présente loi."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le patron devrait avertir la commission aussitôt après l'accident.

**Des députés de l'opposition** appuient la proposition.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** trouve que cela n'est pas nécessaire.

**M. Crépeau (Sherbrooke):** On a adopté, hier soir, une loi stipulant que tous les accidents d'autos devront être rapportés à la province. Pourquoi ne pas faire la même chose dans ce cas-ci?

L'article 29 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 30 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"30. Avis de tout accident doit être donné dans les dix jours de sa date à l'employeur par la victime ou ses représentants. À défaut de tels avis, la victime et ses représentants sont privés de leur droit à l'indemnité, à moins qu'ils ne prouvent, à la satisfaction de la commission, qu'ils ont été empêchés de donner cet avis par des raisons jugées par elles-mêmes bonnes et suffisantes."

**M. Blain (Montréal-Dorion)** pose certaines objections et trouve cette clause draconienne.

L'article 30 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté sur division.

Le comité étudie l'article 31 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"31. 1. Toute personne exploitant une entreprise assujettie, sans s'être conformée à l'obligation de s'assurer suivant les prescriptions de la présente loi, est passible d'une amende de pas moins de cinq cents dollars et de pas plus de mille dollars, payable à la couronne avec dépens; et à défaut de payer l'amende imposée et les dépens, la personne en défaut, et, dans le cas d'une corporation, son président et son gérant, sont passibles d'un emprisonnement de pas moins de huit jours et de pas plus de trente jours.

"2. La pénalité et l'emprisonnement peuvent être imposés de nouveau jusqu'à ce que la personne en défaut se soit conformée à la loi."

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose de réduire à \$100 le montant minimum, afin de ne pas imposer un trop lourd fardeau sur le petit

industriel. Le premier montant est trop élevé pour les petites compagnies. La commission exercera une surveillance sévère. Les ouvriers et les compagnies d'assurances aideront sans doute à cette surveillance, de sorte que très rares seront les industriels qui pourront ne pas se soumettre à l'assurance obligatoire.

Cet article est amendé et les mots "pas moins de cinq cents" sont remplacés par "pas moins de cent". Cet article se lit désormais comme suit:

"31. 1. Toute personne exploitant une entreprise assujettie, sans s'être conformée à l'obligation de s'assurer suivant les prescriptions de la présente loi, est passible d'une amende de pas moins de cent dollars et de pas plus de mille dollars, payable à la couronne avec dépens; et à défaut de payer l'amende imposée et les dépens, la personne en défaut, et, dans le cas d'une corporation, son président et son gérant, sont passibles d'un emprisonnement de pas moins de huit jours et de pas plus de trente jours.

"2. La pénalité et l'emprisonnement peuvent être imposés de nouveau jusqu'à ce que la personne en défaut se soit conformée à la loi."

L'amendement est adopté.

L'article 31 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 32 à 37 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité reprend l'étude de l'article 16 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"16. Les accidents visés par la présente loi donnent, en outre, droit au profit de la victime ou de ses ayants droit, selon le cas:

"1° À tous les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, d'après un tarif approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi qu'aux frais de transport de la victime à l'hôpital le plus proche. Partout où il se trouve plus d'un hôpital, la victime peut désigner celui de son choix;

"2° À la fourniture et au renouvellement normal, pendant une période de six mois, des appareils de prothèse et d'orthopédie dont l'usage sera reconnu nécessaire; et

"3° En cas de décès, au coût réel des frais funéraires, mais jusqu'à concurrence de cent vingt-cinq dollars seulement."

Cet article est amendé et les mots "plus d'un hôpital" sont remplacés par "plus d'un hôpital ou d'un médecin"; et les mots "six mois" sont remplacés par "douze mois". Cet article se lit désormais comme suit:

"16. Les accidents visés par la présente loi donnent, en outre, droit au profit de la victime ou de ses ayants droit, selon le cas:

"1° À tous les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, d'après un tarif approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi qu'aux frais de transport de la victime à l'hôpital ou d'un médecin le plus proche. Partout où il se trouve plus d'un hôpital, la victime peut désigner celui de son choix;

"2° À la fourniture et au renouvellement normal, pendant une période de douze mois, des appareils de prothèse et d'orthopédie dont l'usage sera reconnu nécessaire; et

"3° En cas de décès, au coût réel des frais funéraires, mais jusqu'à concurrence de cent vingt-cinq dollars seulement."

Les amendements sont adoptés.

L'article 16 du chapitre 274, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2, 3 et 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

#### **Commission métropolitaine de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Les Rentiers de l'avenir**

**M. Casgrain (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 constituant en corporation les Rentiers de l'avenir.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** s'oppose au bill.

Les articles 1 à 40 ainsi que le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Casgrain (Témiscouata)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Laurentide Power Company Ltd.**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et l'évaluation des propriétés de Laurentide Power Company Limited.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Grant (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Mesureurs de bois**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 modifiant la loi du département des Terres et Forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.



**En comité:**

Le comité étudie le premier alinéa de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi du département des Terres et Forêts (Statuts refondus, 1925, chapitre 43) est modifiée en y insérant, après l'article 14, le suivant:"

Cet alinéa est amendé et les mots "43" sont remplacés par "45". Cet alinéa se lit désormais comme suit:

"1. La loi du département des Terres et Forêts (Statuts refondus, 1925, chapitre 43) est modifiée en y insérant, après l'article 14, le suivant:"

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 11 heures.

---

**NOTES**

1. Selon *Le Nouvelliste* du 16 mars, à la page 1, il était 3 h 30.

2. Dans *L'Action catholique* du 16 mars, à la page 3, on met entre parenthèses le chiffre de \$600,000.

3. Selon *L'Événement* du 16 mars, à la page 1, il aurait dit: "Je soumets que non."

4. Charles Avery Dunning (1885-1958), élu député libéral à la Chambre des communes en 1926, est réélu deux autres fois en 1930 et en 1935.

Ministre des Chemins de fer et Canaux de 1926 à 1929, ministre des Chemins de fer et Canaux suppléant de fin novembre à fin décembre 1929, et ministre des Finances et Receveur général, de 1929 à 1939.

5. Seul *L'Événement* du 16 mars, à la page 1, rapporte seize milles et demi.

6. Dans *L'Événement* du 16 mars, à la page 1, on dit le "Pont Francoeur".

7. Gustave Lemieux (1864-1956), élu sans opposition député libéral dans Gaspé en 1912. Réélu en 1916 et sans opposition en 1919 et 1923. De nouveau élu en 1927. Ne s'est pas représenté en 1931. Orateur suppléant de l'Assemblée législative de 1922 à 1923. Nommé conseiller législatif de la division de Montarville en 1932.

8. Clément Robillard (1850-1926), élu député libéral dans Montréal no 2 à l'élection partielle du 12 novembre 1909. Réélu dans Montréal-Saint-Jacques en 1912 et 1916. Ne s'est pas représenté en 1919. Nommé conseiller législatif de la division de Lanaudière le 5 décembre 1919. Décédé en fonction à Montréal.

9. Jonathan Saxton Campbell Würtele (1828-1904), élu député libéral dans Yamaska en 1875. Élu sous la bannière conservatrice en 1878 et 1881. Son siège devint vacant lors de sa nomination au poste de trésorier et fut réélu à l'élection partielle du 6 février 1882. Trésorier provincial dans les cabinets Chapleau et Mousseau du 27 janvier 1882 au 23 janvier 1884. Orateur de l'Assemblée législative du 27 mars 1884 au 28 juin 1886.

10. Bien que dans le procès-verbal on écrive "Philippe", il s'agit de Félix-Gabriel Marchand (1832-1900), premier ministre (libéral) du Québec de 1897 à 1900, fut trésorier de la province de mai 1897 à septembre 1900.

11. Pierre-Évariste Leblanc (1853-1918), élu député conservateur dans Laval à l'élection partielle du 30 octobre 1882 qui fut annulée le 25 mai 1883. M. Leblanc fut défait à l'élection partielle du 13 juin 1883. Élu à l'élection partielle du 14 juillet 1884. Réélu en 1886, son élection fut annulée le 7 avril 1888. Réélu à l'élection partielle du 8 mai 1888, puis aux élections de 1890, et sans opposition à celles de 1892. Orateur de l'Assemblée législative du 26 avril

1892 au 23 novembre 1897. De nouveau élu en 1897, 1900 et 1904. Chef de l'opposition de 1905 à 1908. Défait aux élections générales de 1908 et à l'élection partielle du 28 décembre 1908. Lieutenant-gouverneur de la province de Québec du 12 février 1915 au 18 octobre 1918.

12. Louis-Georges Desjardins (1849-1928), est nommé greffier en 1892. On lui doit la publication des *Débats à l'Assemblée législative* des sessions du 26 avril 1892 au 24 juin 1892 et de celles du 12 janvier au 27 février 1893.

13. Louis Beaubien (1837-1915), propriétaire terrien et homme d'affaires. Rédacteur au journal *L'Ordre* (1858-1861), il fut élu député de Hochelaga à l'Assemblée législative (1867-1886) et, à la Chambre des communes, député dans le même comté (1872-1874). Nommé Orateur de l'Assemblée législative (1876-1878), il fut élu député conservateur dans Nicolet (1892-1897) et devint commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation dans les cabinets Boucher de Boucherville, Taillon et Flynn (1891-1897). Fondateur de la ville d'Outremont en 1875, il fut impliqué dans le développement de nombreux chemins de fer au tournant du siècle.

14. Thomas Erskine May (1815-1886), anglais, il débuta sa carrière à la Chambre des communes, en 1831, où il travailla jusqu'à ce qu'il décède. Son expérience et sa connaissance des procédures parlementaires lui ont permis de devenir greffier (1871-1886). Il écrivit *A Practical Treatise on the Law, Privileges, Proceedings, and Usage of Parliament*, connu également sous le nom de *Erskine May*.

15. *Traduction*: "Des amendements verbaux peuvent être apportés à un bill seulement à la troisième lecture. Quand des amendements essentiels sont souhaitables, l'ordre pour la troisième lecture du bill peut être rescindé et le bill renvoyé en commission pour présenter les amendements en comité. Dans de tels cas, c'est l'habitude de considérer le bill comme étant amendé et d'en faire immédiatement une troisième lecture." C'est ce qui a été décidé dans: "New Zealand Government Act Amendment Bill, 7th Aug., 1857, 112 C.J. 384; Stamp Duties Bill, 31st March, 1860, 115 *ib.* 174; 144 *ib.* 309, 381; 160 *ib.* 401."

16. *Traduction*: "Aux Communes, en plus des occasions offertes par le comité (voir page 491) et les étapes de report (voir page 497), des amendements

peuvent être apportés au titre à l'étape de la troisième lecture d'un bill."

17. Josef Redlich (1869-1936) a été membre du Parlement autrichien de 1907 à 1918. Il fut ministre des Finances d'octobre à novembre 1918 et en 1931. En 1907, il était également professeur à l'université de Vienne et, de 1926 à 1934, à l'université de Harvard à Cambridge.

18. *Traduction*: "Le renvoi en commission constitue cependant une rare exception. La procédure habituelle, après qu'un bill a passé à travers l'étape de sa présentation et a été accepté par la Chambre qui s'est constituée en comité, avec ou sans amendement, est d'en faire la troisième lecture. Quand la motion est proposée d'en faire la troisième lecture, la même sorte d'amendement qu'à la deuxième lecture y est permise ainsi que les amendements officiels, c'est-à-dire des amendements qui le reportent de trois ou six mois. À la Chambre des lords, il est possible de proposer des amendements importants à la troisième lecture, mais, aux Communes, seulement les amendements verbaux et grammaticaux peuvent être faits. On ne peut plus y faire des modifications importantes. Dans les cas d'absolue nécessité, l'ordre pour la troisième lecture peut être rescindé et le bill renvoyé en commission. On peut le faire sans interrompre les débats: le bill peut être renvoyé en commission, amendé en commission, présenté, pris en considération et lu une troisième fois au cours de la même séance par un simple ordre de la Chambre. Après la troisième lecture, le titre du bill peut, si nécessaire, être amendé afin de le rendre conforme au contenu du bill."

19. John George Bourinot (1836-1902), historien, journaliste, courriériste parlementaire et fonctionnaire du Sénat et de la Chambre des communes du Canada. Greffier de cette Chambre de 1880 à sa mort, il a écrit de nombreux ouvrages sur une foule de sujets dont le traité intitulé *Parliamentary Procedure and Practice*, ainsi que le recueil de règles de procédure, qui porte maintenant le titre de *Bourinot's Rules of Order* (en français *Règles de procédure*).

20. *Traduction*: "Le 5 avril 1877, aux Communes canadiennes, un député a proposé de renvoyer en commission un bill concernant l'insolvabilité, mais le président a statué qu'un tel amendement n'était pas recevable à cette étape, la troisième lecture ayant

été acceptée. N'importe quel amendement peut maintenant être apporté au titre."

21. *Traduction*: "Quand un bill a passé par toutes les étapes dans une Chambre, il est réimprimé dans la forme appropriée et transmis à l'autre Chambre par un des greffiers à la table qui le prend et le présente au greffier à la barre."

22. *L'Événement* du 16 mars, à la page 4, rapporte qu'"un député ne peut discuter une décision du président, mais il peut en appeler de cette décision. C'est ce que M. Rochette fait".

23. Bien que *L'Action catholique* du 16 mars, à la page 3, écrive "1679", il s'agit de 1670.

24. Charles II (1630-1685), roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande (1660-1685).

25. Robert de Bavière dit le Prince Rupert (1619-1682), général et amiral anglais qui combattit au cours de la guerre de Trente Ans, avant de servir son oncle Charles Ier. Après un exil, il revint avec Charles II et devint amiral.

26. Sir Charles Dalton (1850-1933), millionnaire grâce à son industrie de la fourrure du renard, vend son entreprise en 1914 et fut lieutenant-gouverneur de l'Île-du-Prince-Édouard, de 1930 à 1933.

27. Henri Menier, belge, riche industriel ayant fait fortune dans le chocolat, qui fait construire sur l'île d'Anticosti, dont il se fait l'acquéreur en 1895 pour la somme de \$125,000, un village avec son hôpital, ses magasins, son école et y amène des colons. Il introduisit notamment, dans l'île, le cerf de Virginie.

28. Chiffre de *L'Action catholique* du 16 mars, à la page 3. Chiffre du *Devoir* du 16 mars, à la page 2: 2,222.

29. Chiffre de *L'Action catholique* du 16 mars, à la page 3. Chiffre du *Devoir* du 16 mars, à la page 2: \$14,888,000.

30. Chiffre de *L'Action catholique* du 16 mars, à la page 3. Chiffre du *Soleil* du 16 mars, à la page 21: 617.

31. Dans *L'Action catholique* du 16 mars, à la page 3, on parle d'animaux à fourrure.

32. *La Patrie* du 16 mars, à la page 13, parle d'animaux à fourrure.

33. Dans *La Patrie* du 16 mars, à la page 13, ici, on parle uniquement d'élevage de renard.

34. M. Duplessis fait allusion à un groupe de dissidents conservateurs ultramontains, fondé en 1882, qui s'opposaient à Joseph-Adolphe Chapleau et à Joseph-Alfred Mousseau, premiers ministres conservateurs du Québec, qu'ils accusaient notamment de favoritisme envers Québec, aux dépens de Montréal.

35. Dans *L'Événement* du 16 mars, à la page 4, on dit plutôt ceci: "Nous aurons bientôt un inspecteur au département, un homme de grande expérience."

36. *Le Devoir* du 16 mars, à la page 2, rapporte plutôt ceci: "Il propose, secondé par M. Tremblay, un amendement à la motion principale proposant l'adoption des amendements apportés au bill par le Conseil, que la motion d'amendement en discussion soit amendée en y ajoutant les mots: "3° En en retranchant le paragraphe 20".



## Première séance du vendredi 16 mars 1928

## Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 201 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs.

Le bill 174 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement au district judiciaire de Nicolet a été retiré.

Abus préjudiciables  
à l'agriculture

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 188 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Mégantic (l'honorable M. Lapierre), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 188 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture.

Adopté.

## Questions et réponses:

Évariste Berthiaume et  
la loi des faillites

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Quel est le total des réclamations produites dans l'affaire de M. Évariste Berthiaume, sous-entrepreneur pour l'entretien et la réfection de chemins et cédant autorisé en vertu de la loi des faillites?

2. Sur ce total, quelle somme a été payée à date?

3. Combien de journaliers et autres sont-ils créanciers dans cette faillite?

4. Recevront-ils le plein montant de leurs réclamations?

5. Dans l'affirmative, quand?

6. Dans la négative, quel pourcentage recevront-ils?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Le département de la Voirie a en main des réclamations pour \$7,829.12 environ.

2. Aucune par le département de la Voirie.

3. 442 environ.

4. Le département de la Voirie a en main un montant suffisant pour couvrir le total des réclamations justifiées.

5. Répondu à la question 4.

6. Répondu à la question 4.

Loi  
des assurances

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 159 modifiant la loi des assurances de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

## En comité:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

1. Que le surintendant des Assurances puisse, sur paiement d'un droit de vingt-cinq dollars, accorder à toute personne, société ou corporation qu'il jugera recommandable, en cette province, une licence l'autorisant à agir comme courtier spécial d'assurances, pour négocier, continuer ou renouveler des contrats d'assurance, sur des propriétés ou autres intérêts dans cette province, avec des assureurs non enregistrés pour transiger ce genre d'affaires dans cette province.

2. Que la licence mentionnée dans la résolution précédente puisse, à la discrétion du Surintendant des assurances, être ensuite renouvelée annuellement sur paiement d'un droit de vingt-cinq dollars pour chaque renouvellement.

Ce bill consiste à empêcher les associations d'assureurs de l'étranger d'opérer sur une trop grande échelle dans notre province. Suivant ce bill, ces compagnies étrangères ne pourront assurer ici, à moins qu'elles n'offrent des termes si avantageux que les assureurs de la province ne puissent en offrir de semblables. Ces compagnies ne constituent pas une source de revenus pour la province et nuisent aux assurances locales. Par conséquent, ces associations étrangères devraient donner des avantages tout à fait spéciaux pour que le gouvernement leur donne la liberté d'agir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre certaines clauses du bill qu'il considère comme une façon indirecte de taxer davantage les contribuables.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 159 modifiant la loi des assurances de Québec.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 8 de l'article 8 de la loi des assurances, remplacé par l'article 2 du présent projet de loi, et qui se lit comme suit:

"8. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux compagnies constituées en corporation avant le (insérer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi)."

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"8. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux compagnies constituées en corporation avant le jour de la sanction de la présente loi."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe *e* de l'article 4, qui se lit comme suit:

"*e*. Pour chaque compagnie d'assurances à laquelle il n'est pas autrement pourvu dans le présent article, dix mille dollars;"

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"*e*. Pour chaque compagnie d'assurances à laquelle il n'est pas autrement pourvu dans le présent article, dix mille dollars, et si c'est une compagnie à fonds social étrangère, vingt mille dollars;"

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 5 à 18, et le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Mario-Emile Lattoni

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que, vu que le bill 135 permettant à Mario-Emile Lattoni, B.A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec a été adressé par erreur à l'honorable secrétaire provincial, que

cette erreur a été cause que ce projet de loi est parvenu au greffier du comité des bills privés après l'expiration des délais prescrits par les articles 497 et 498 des règles qui régissent les bills privés, le montant additionnel de \$100 que les promoteurs de ce bill ont payé leur soit remboursé.

Adopté.

#### **Morgan Trust Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que, vu que le bill 131 constituant en corporation la Morgan Trust Company a été rejeté par le Conseil législatif, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Emprunt de Trois-Rivières**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Piché), que, vu que le bill 107 autorisant la cité de Trois-Rivières à emprunter une somme de six cent soixante-cinq mille piastres, afin de consolider sa dette flottante, a été retiré parce qu'une loi générale a été présentée, les droits ordinaires que les promoteurs dudit bill ont payés leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Corporation archiépiscopale de Québec et Montreal Light, Heat & Power Consolidated**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Piché), que, vu que le bill 106 concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated a été retiré à la suite d'un règlement entre les parties, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 modifiant la loi

constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** critique fortement le bill à cause de son principe de centralisation à outrance et de l'accroc qu'il fait à l'autonomie des paroisses en matière d'instruction primaire. La nouvelle loi donne trop de pouvoirs au directeur qu'elle permet de nommer et dont elle crée la fonction. Mon opinion est que ce bill tend à la création d'un ministère de l'Instruction publique.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Mon honorable ami agite inutilement un fantôme d'un ministère de l'Instruction, car ce projet est basé sur le rapport d'une commission royale d'enquête qui s'est penchée sur le sujet, afin de mettre fin à une situation qui a trop duré. C'est ainsi, dit-il, que je m'adresse à la Chambre, dans le cadre de la troisième lecture du bill adopté à la fin de la séance de ce matin. La centralisation est une nécessité et, si l'opposition trouve que le directeur général de la nouvelle Commission des écoles catholiques de Montréal se voit confier des pouvoirs considérables, alors tant pis. Tant pis également si le nouvel organisme est basé sur un principe commercial. Sa Grandeur Mgr Deschamps, auxiliaire à Montréal, faisait partie de la commission et a signé ce rapport. Va-t-on dire que l'autorité religieuse veut créer un ministère de l'Instruction publique comme le prétend l'opposition? Mgr Deschamps ne doit pas être partisan du ministère de l'Instruction publique. Aussi longtemps que nous aurons à la tête de cette province des hommes qui savent apprécier les progrès réalisés par le système actuel, il n'y aura pas de changement.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Avec ce nouveau projet, le gouvernement intervient trop dans les affaires de Montréal. L'idée maîtresse, c'est celle de centralisation, avec un directeur général qui disposera de pouvoirs étendus et deviendra à toutes fins pratiques un sous-ministre de l'Instruction, si tant est qu'un tel ministère existait. On sonne ainsi le glas de l'autorité paroissiale. De quel droit la province de Québec doit-elle administrer les écoles de Montréal? On se plaignait, sous l'ancien système, des empiétements sur l'autonomie des paroisses. Cela disparaît complètement avec le nouveau système.

La motion est adoptée sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Pensions données à titre d'aliments**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Exemptions de taxes pour certaines compagnies**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales relativement aux compagnies d'utilité publique et de pulpe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 1 heure.

## **Deuxième séance du 16 mars 1928**

### **Présidence de l'honorable M. Laferté**

La séance est ouverte à 3 h 15.

### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### **Droits sur les divertissements**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 modifiant la loi des droits sur les divertissements soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Scrutin secret pour l'approbation de certains règlements municipaux**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 201 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs.

Adopté.

### **En comité:**

Le comité étudie le premier alinéa de l'article 1 ainsi que les articles 410*a* et 410*b* introduit par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"1. La loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102) est modifiée en y ajoutant, après l'article 410, la division et les articles suivants:

#### *"IIIa. Approbation de certains règlements au scrutin secret*

"410*a*. 1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, le conseil peut, par le vote de la majorité de ses membres, par règlement, ordonner que la votation pour l'approbation des règlements par les électeurs, lorsque cette approbation est requise, se fasse au scrutin, au lieu d'être faite de vive voix.

"2. Le règlement ordonnant la votation au scrutin secret ne s'applique pas dans le cas d'un règlement qui doit être approuvé par la majorité en nombre et en valeur des électeurs propriétaires municipaux.

"410*b*. Lorsqu'un tel règlement est adopté par le conseil, les procédures de la votation indiquées aux articles 400, 401, 402, 403, 404, 406, 409 et 410 doivent être suivies."

Cet alinéa et ces articles sont amendés et se lisent désormais comme suit:

"1. L'article 399 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102) est remplacé par le suivant:

399. Lorsqu'un règlement du conseil doit être approuvé par la majorité en nombre et en valeur des électeurs propriétaires fonciers, les procédures de votation sont celles ci-après indiquées.

"Dans tous les autres cas où un règlement requiert l'approbation des électeurs, la votation a lieu suivant les dispositions des articles 410*a* à 410*k*.

"2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 410, la division et les articles suivants:

"410*a*. Nonobstant toutes lois générales ou spéciales, tout règlement ou résolution qui, en vertu de la loi, doit être approuvé par les électeurs, sauf l'exception prévue au premier alinéa de l'article 399,



doit l'être suivant le mode et la procédure ci-après indiqués.

"410b. La votation des électeurs pour l'approbation ou la désapprobation de tout tel règlement ou résolution a lieu au scrutin secret et la procédure ci-après prescrite, de même que celle indiquée aux articles 400, 401, 402, 403, 404, 406, 409 et 410, doivent être suivies."

Les amendements sont adoptés.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code municipal, article 423**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 modifiant l'article 423 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **The Quebec Labrador Railway Company**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 constituant en corporation The Quebec Labrador Railway Company.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**M. Thériault (L'Islet)<sup>2</sup>:** La compagnie veut construire un chemin de fer qui circulera entre Saint-Félicien, Lac-Saint-Jean, sur la route Québec-Chibougamau et Cap Saint-Charles, sur la côte du Labrador. Ce chemin de fer aura pour effet de relier le nord-est de la province au centre.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ce projet incorpore une compagnie qui veut bâtir un chemin de fer reliant le nord-est de la province au centre<sup>3</sup>. Le gouvernement provincial n'a pas l'intention d'accorder des subsides à la Quebec Labrador Railway pour la construction éventuelle d'un chemin de fer partant de Saint-Félicien, Lac-Saint-Jean, jusqu'à la côte du Labrador.

#### **L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**

prend la parole.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Devant le comité des chemins de fer, les promoteurs<sup>4</sup> du bill ont demandé de réduire le capital autorisé de la Compagnie de \$150,000,000 à \$1,000,000. La différence est énorme. Ce n'est pas là une preuve que les promoteurs du projet sont des gens sérieux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On ne veut pas dire qui sont les véritables promoteurs du projet. Ceux qui sont nommés dans le préambule du bill sont peut-être des gens de bonne foi, mais je voudrais savoir qui ils cachent. Le gouvernement semble en connaître plus long qu'il ne veut en dire sur le sujet. On en sait peu à propos des promoteurs. J'exprime, dit-il, des doutes sur le caractère sérieux de la compagnie et appréhende dans celle-ci un obstacle à une entreprise du même genre par une autre compagnie. Si ces gens-là ne sont pas disposés à réaliser leur projet, la charte que nous leur accordons pourrait nuire à d'autres initiatives.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

ne voit aucun péril. Si les promoteurs sont des gens sérieux, tant mieux. S'ils ne le sont pas, tant pis. La loi restera simplement dans les Statuts et personne n'en souffrira. On ne peut pourtant pas refuser à des gens qui la demandent une charte provinciale pour la construction d'un chemin de fer, car autrement, ils s'adresseraient à Ottawa, et la province n'en serait pas mieux, loin de là. Le fait d'accorder la charte n'implique aucune dépense.

Si la voie est construite, tant mieux; sinon, la province, en adoptant la loi, n'en sera pas affectée. Aucune demande de subside n'a été formulée. Nous avons tout lieu de croire que les promoteurs sont sérieux, et le présent projet de loi ne saurait empêcher d'autres initiatives. Cela n'engage à rien et, si la compagnie actuelle ne fait rien, il serait le premier, même dans un an ou deux, à voter une charte à toute autre compagnie qui désirerait faire la même chose.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste pour avoir des explications.

**Des députés de l'opposition et M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demandent si cette voie sera construite dans l'intérêt de la classe agricole de cette région ou simplement pour des intérêts privés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement n'a pas l'intention de demander à la Législature d'accorder des subsides en terres à la compagnie de chemin de fer. La compagnie dispose d'un capital de \$1,000,000 et a la possibilité de le porter à \$1,500,000.

Les promoteurs ont cinq ans pour débiter la construction, période qui pourra être prolongée à 10 ans si les travaux n'ont pas été entrepris pendant la période initialement prévue.

**M. Samson (Québec-Centre):** La question du chemin de fer du Labrador n'est pas nouvelle. Ce chemin de fer serait très avantageux. Il traverserait une région très riche en forêts et en mines. La construction de cette voie ferrée est nécessaire parce qu'on la prolongera jusqu'à Cap Saint-Charles sur la côte du Labrador.

Il se souvient du projet Forget. Lorsque ce chemin de fer sera construit, une nouvelle ligne de navigation transatlantique sera établie. Si les transatlantiques pouvaient prendre leurs passagers au Cap Saint-Charles, la traversée de l'Amérique en Europe se ferait en 66 heures. Ce serait la traversée la moins longue. Ce sont des compagnies maritimes qui m'ont fait part de cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle compagnie de bateaux pourrait faire cette traversée?

**M. Samson (Québec-Centre):** N'importe laquelle.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Il y aura certainement des bateaux, car le bill dit que la compagnie pourra, pour les fins de son entreprise, construire, acquérir, nolisier et faire naviguer des bateaux à vapeur et autres vaisseaux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est arrivé souvent que des pouvoirs ont été accordés pour la construction du chemin de fer dans cette région, mais nous n'en avons jamais entendu parler dans la suite. Je proteste énergiquement, dit-il, contre la passation de ce bill.

**M. Blain (Montréal-Dorion)<sup>5</sup>:** Le député de Québec-Centre a-t-il d'autres détails à nous donner au sujet des bateaux?

**M. Samson (Québec-Centre):** Pas pour le présent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est un bateau qu'il vous a monté.

Les articles 1 à 28 ainsi que le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Questions et réponses:

##### Académies commerciales

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel montant a été octroyé par le gouvernement, depuis 1920 à date, pour la construction d'académies commerciales dans la province?

2. Combien d'académies commerciales ont reçu ces octrois et quelle somme a été octroyée à chacune d'elles?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. et 2. Depuis 1920-1921, le gouvernement a payé pour aider à la construction d'écoles pour garçons: 1920-1921, \$32,000; 1921-1922, \$57,500; 1922-1923, \$30,750; 1923-1924, \$45,000; 1924-1925, \$54,000; 1925-1926, \$35,000; 1926-1927, \$45,000; 1927-1928, \$72,500.

#### Demandes de documents:

##### Monument à Jean de Brébeuf, à Hull

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents, correspondance, etc., entre le

gouvernement, l'un de ses membres, ou la Commission des monuments historiques et toute personne ou comité, au sujet de l'érection d'un monument au bienheureux Jean de Brébeuf<sup>6</sup>, au deuxième portage des Chaudières, dans la cité de Hull.

**M. Guertin (Hull)** se lève. (Applaudissements) J'entends, dit-il, créer un incident politique à propos du monument érigé à ce martyr des premiers temps de la colonie. Pour exposer le but de ma motion, j'ai choisi à dessein cette journée parce qu'elle marque l'anniversaire de la mort héroïque du glorieux apôtre qui en fait l'objet; c'est le 16 mars 1649<sup>7</sup> que les Iroquois envahissaient les bourgades Saint-Ignace et Saint-Louis, au pays des Hurons, y mettaient tout à feu et à sang, et qu'en haine de la foi, ils firent endurer le martyre aux pères Jean de Brébeuf et Gabriel Lalemant<sup>8</sup> avec un tel raffinement de cruauté que, stupéfiés devant tant de calme, d'endurance et de sérénité dans les supplices, ils se partagèrent le cœur de leurs victimes avec l'espoir secret d'hériter de leur force, de leur courage, de leur grandeur d'âme et de leur magnanimité.

Qu'il me soit permis, M. l'Orateur, de demander aux honorables membres de cette Chambre de s'élever en ce moment au-dessus même de leurs devoirs et de leurs préoccupations de législateurs pour rendre leur hommage de Canadiens et de croyants aux pionniers de la religion et de la civilisation sur cette terre d'Amérique et particulièrement au bienheureux Jean de Brébeuf, premier apôtre des Hurons, l'un de nos glorieux martyrs canadiens.

Mais il ne faut pas que notre hommage soit stérile, et je croirai avoir fait œuvre de bon citoyen si je réussis à convaincre cette Chambre du bien-fondé de la demande que je vais lui faire, et à déterminer le gouvernement à agir.

Depuis mon entrée en cette Chambre, j'ai eu l'occasion de vous entretenir à différentes reprises de nombreux griefs dont souffre le comté que j'ai l'honneur de représenter. Si je ne les ai pas encore tous exposés d'une façon détaillée, c'est qu'à chaque jour suffit sa peine. Aujourd'hui, il y a une plainte que je voudrais faire entendre. C'est une blessure profonde, cette fois, qui a fait saigner notre cœur de patriotes lors du dévoilement du modeste monument érigé par les citoyens de Hull au bienheureux Jean de Brébeuf, alors que le 25 septembre<sup>9</sup> 1926 nous commémorions le 300<sup>e</sup> anniversaire du passage et du séjour de ce saint martyr au deuxième portage des Chaudières.

Il y a exactement trois siècles que ces lieux, c'est-à-dire les rives de l'Ottawa à la hauteur de la ville, furent pour la première fois foulés par les pieds de l'un de nos martyrs, le père de Brébeuf. C'est en effet au mois d'août 1626, sur l'ordre du père Lalemant, qu'il monta au pays des Hurons avec un autre jésuite, le père de la Noue, et un récollet, le père de La Roche<sup>10</sup>.

Le père de Brébeuf fut le fondateur et l'organisateur des missions huronnes. C'est lui qui traça la voie aux apôtres de l'Évangile. C'est à lui principalement que revient l'honneur d'avoir fait d'une nation barbare un peuple de chrétiens.

De hauts personnages réclamaient la préservation de ce site: personnages de toutes les classes, de toutes les croyances et de toutes les races. Après feu Mgr l'archevêque d'Ottawa, Mgr Emard<sup>11</sup>, de regrettable mémoire, son honneur le juge Latchford, juge en chef de la Cour suprême d'Ontario, quoique de race et de religion différentes, insistait particulièrement dans une lettre qu'il adressait à l'honorable Adélard Turgeon<sup>12</sup>, président de la Commission des sites historiques, le 20 juin 1926, sur le devoir d'honneur qui s'imposait à cette province de voir à la conservation d'un endroit si illustre. La population de la cité de Hull, sous cette pression, réalisa qu'il lui fallait déclencher le mouvement, avec le résultat que je viens de vous citer.

Une foule nombreuse s'était réunie sur la grève pour l'imposante cérémonie, qui devait être présidée par Mgr Emard, archevêque d'Ottawa. Il y avait là des citoyens de toutes les classes de la société, des citoyens éminents, tels l'honorable juge Fortier, de la Cour supérieure de Québec, et l'honorable juge Latchford, de la Cour suprême de l'Ontario, en plus d'un nombreux clergé. Mais nous avons cherché en vain le représentant du gouvernement de notre province. Le gouvernement de "la seule Législature catholique de l'Amérique du Nord" n'avait pas cru bon de se faire représenter à cet événement historique, véritable manifestation de notre foi en même temps que de notre admiration pour ces nobles évangélistes, les premiers saints canadiens. Le monument élevé à Hull, à la mémoire du bienheureux Jean de Brébeuf, a été dévoilé en présence de représentants du clergé et des autorités civiles, mais, à notre grand regret, le gouvernement de la province de Québec n'était pas représenté.

Cependant, M. l'Orateur, la circonstance était mémorable, autant par la noblesse et la grandeur de celui dont on voulait commémorer le souvenir que par les importants faits historiques qui sont attachés à

sa mémoire. Et puis, nous n'avions pas chez nous, la troisième ville de cette province, un seul monument, lorsque, dans les villes de Québec, de Montréal, et j'ajouterai dans presque tous les endroits de quelque importance, notre province a dépensé des millions de dollars pour ériger des monuments, tantôt à nos grands hommes d'État, tantôt aux fondateurs de la nation, tantôt aux héros de notre histoire, qui ont accompli de si beaux faits d'armes à l'honneur et à la gloire de notre race. Je considère que c'est un manque d'égard à la cité de Hull, la troisième ville de la province.

Peut-être la ville de Hull est-elle trop éloignée. Peut-être ne mérite-t-elle pas un lopin de terre aussi historique, une terre aussi sainte qu'est le deuxième portage des Chaudières. Est-ce que la mémoire de ces missionnaires martyrs ne vaut pas la peine d'être commémorée là où ils furent obligés d'endurer les fatigues du portage, là où ils séjournèrent pour se refaire des écrasantes fatigues du voyage qu'ils s'imposaient dans leur zèle pour la conversion de ces pauvres enfants des bois et pour la diffusion de l'influence française?

Si vous doutez encore du droit du bienheureux Brébeuf à un monument ou du devoir de notre race à la reconnaissance qu'il mérite, je me permettrai de vous citer les paroles de Mgr Emard qui disait: "Ceux-là, de Brébeuf et des héros qui lui ressemblent, ceux-là ont droit à l'hommage d'une vénération nationale." D'ailleurs, ses mérites ont été reconnus il y a longtemps, puisqu'on lui a érigé déjà deux monuments ici dans la ville de Québec.

Et, si vous doutez de la justification du site pour un tel monument, je me permettrai là-dessus de vous rappeler les paroles du père Arthur Guertin<sup>13</sup>, oblat, lors de cet événement: "Le sol que nous foulons est une terre doublement sainte." Et plus loin: "Ah! Si j'étais le premier ministre de la province de Québec, la seule province catholique de la Confédération canadienne, lors même que je n'aurais à ma disposition qu'un modeste surplus, je n'aurais qu'une ambition - ce serait peut-être du socialisme d'État, mais il y a pour nous justifier dans nos traditions administratives de copieux et respectables précédents - au nom de la race, je me porterais acquéreur de cette bande de terre qui va de la Pointe-aux-Pins jusqu'à l'entrée de la ville de Hull, et dont les propriétaires ne demanderaient pas mieux que de se débarrasser aujourd'hui; j'en ferais un parc, une promenade publique, une véritable voie appienne, bordée non pas seulement de gazon et de fleurs, mais de tous les ouvriers de ce pays qui ont un jour franchi ce portage."

Comme par une permission divine, quand presque tous les autres endroits qui ont marqué le passage de ces géants de notre histoire, de ces coureurs des bois, de ces colonisateurs d'il y a trois cents ans, au temps où le canot d'écorce et la raquette étaient les seuls moyens de transport entre l'est et l'ouest, ont dû faire place à l'industrie et surtout au développement hydraulique, le deuxième portage des Chaudières, à quelques trois cents pas en haut de la chute, tel qu'il est décrit dans les relations de Champlain, a gardé toutes ses caractéristiques originales et s'est conservé en son entier. Il faut s'y rendre pour voir l'endroit exact au pied du rapide où les voyageurs mettaient pied à terre.

Si le gouvernement nous avait envoyé un représentant, si un ministre était venu à Hull pour assister au dévoilement du monument dont je parle, celui-ci aurait pu franchir et escalader les mêmes rochers, suivre le même sentier le long des tumultueux rapides Remic, mettre ses pieds dans l'empreinte de ceux des martyrs. Il aurait pu faire un pèlerinage à l'endroit historique que le père de Brébeuf a foulé de ses pieds, qui a gardé tout son cachet sauvage d'autrefois.

Ce pèlerinage lui aurait valu une juste appréciation de cette relique des premiers jours de la colonie, restée si intacte et si sauvage, et lui eût valu une meilleure réalisation de tout le charme et la valeur d'un tel site. C'est toute la vie des martyrs des premiers temps de la colonie que nous pouvons vivre à Hull. Dans ce pèlerinage, il aurait, comme ceux qui l'ont fait, ressenti au fond de son âme tout le sublime de l'endroit et, dans sa conscience, aurait surgi comme un remords cette belle devise de la province de Québec: "Je me souviens."

La cité de Hull se souvient. Nous de Hull, nous avons besoin de nous retremper, de nous inspirer de notre histoire et de la vie de ces héros. Pour cela, je vous le demande, y a-t-il moyen plus efficace que celui des monuments et des plaquettes avec leurs inscriptions? Nous aussi là-bas, nous voudrions inculquer à nos enfants et à la postérité des leçons d'histoire vivante! Nous voudrions, en justice pour nous-mêmes et pour ceux qui l'on rendu si glorieux, garder intact ce lieu sacré pour l'administration et l'édification des générations futures.

D'ailleurs, remarquez-le bien, il n'y a pas que Jean de Brébeuf qui y ait laissé les traces de son passage; avant lui et après lui sont passés les éclaireurs de la civilisation française et de l'apostolat catholique, les Duvillon, les Étienne Brûlé<sup>14</sup>, les Champlain<sup>15</sup>, les Nicolas Perrot<sup>16</sup>, les Duluth<sup>17</sup>, les

de la Vérandrye<sup>18</sup>, les d'Iberville<sup>19</sup> et combien d'autres, sans oublier six des missionnaires canadiens qui ont été élevés à la dignité de nos autels le 21 juin 1925.

Six des Bienheureux canadiens, en effet, ont franchi ce portage et nous ont honorés de leur séjour: Daniel<sup>20</sup>, Garnier<sup>21</sup>, Jogues<sup>22</sup>, Chabanel<sup>23</sup>, Lalemant, et ce géant Jean de Brébeuf. Non seulement ils l'ont arrosé de leurs larmes, de leurs sueurs et de leurs prières, mais ils l'ont parfois teint de leur sang. C'est leur martyre que nous voulions, à Hull, commémorer d'une façon digne de leur dévouement. Vous êtes-vous déjà figuré, M. l'Orateur, la grandeur d'âme de ces hommes, abandonnant leur famille, leurs parents et leurs amis dans leur soif pour les âmes, bravant la forêt mystérieuse, affrontant les dangers du voyage, s'exposant aux misères et aux privations de toutes sortes pour partager avec ces pauvres sauvages païens une nourriture rudimentaire, ne sachant jamais quand le tomahawk des Iroquois ou le poteau de torture allait être leur sort? Ce sont ces dévouements, ces braves cœurs, ces admirables figures de notre histoire qui nous ont acquis le respect des autres nations et qui nous font tant aimer notre patrie, avec ces débuts modestes mais glorieux.

Pour bien commémorer les services rendus à la patrie par cette lignée de héros et d'apôtres, un modeste monument comme celui qui s'élève actuellement sur la grève de l'Outaouais ne suffit pas; il en faudrait au moins un à chacun de ces missionnaires apôtres qui ont fait de si sublimes sacrifices pour leur foi et pour leur race. L'endroit s'y prête si bien par son site pittoresque, dominant le Parlement fédéral de ce pays et, pour ainsi dire, toutes les décisions graves qu'ont à prendre nos législateurs d'Ottawa. C'est toute une galerie nationale que nous devrions y ériger, pour inspirer les chefs de la nation et inculquer à tout citoyen canadien les sentiments d'une patriotique fierté.

Ne serait-ce pas avec orgueil que notre province indiquerait à la province-sœur ce coin de terre héroïque, conservé et restauré par le souvenir, et qu'elle inviterait les milliers d'étrangers visitant Ottawa chaque année à se rendre chez nous pour lire dans ces pages immortelles de notre histoire la noblesse de nos origines, la valeur de nos aïeux, la sainteté de nos missionnaires, toutes les gloires du passé?

Déjà un grand nombre de maisons enseignantes, autant de notre ville que des environs, sont allées en groupe suivre l'étroit sentier qu'ont parcouru ces évangélistes et ces héros, et fouler la terre que ces saints ont foulée de leurs pieds meurtris.

Je ne puis croire, M. l'Orateur, que l'honorable premier ministre de cette province va se contenter de la généreuse contribution personnelle qu'il a faite et envoyée aux organisateurs, mais qu'il fera indemniser ces vaillants patriotes qui ont érigé ce monument de leurs propres mains. Je l'espère en ce jour de l'anniversaire de la mort de nos Bienheureux martyrs. Je ne puis croire qu'il laissera aux citoyens de cette petite paroisse où a été érigé le monument le soin d'en défrayer elle-même les frais. Si les membres du gouvernement et de toute cette Chambre avaient assisté comme moi au travail de ces bonnes gens qui, pendant plusieurs mois, après leur journée de travail, sous la conduite de leur dévoué curé, l'abbé Lombard, la pelle ou le pic à la main, passaient là de longues heures, pendant que d'autres y transportaient les cailloux des champs voisins, pour édifier la modeste pyramide qu'on y a érigée, ils n'hésiteraient pas à engager la province dans cette entreprise nationale.

C'est la province entière qui doit voir à la conservation d'un endroit si glorieux, et c'est pourquoi j'ai voulu aujourd'hui, anniversaire du massacre des bourgades de Saint-Ignace et de Saint-Louis et du martyre de ce valeureux soldat du Christ, attirer l'attention de cette honorable députation et prier le gouvernement de bien vouloir accorder à la grande organisation qui est actuellement en formation dans la cité de Hull toute son aide morale et son appui financier.

La motion est adoptée.

### **Rapatriement des Canadiens**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 195 concernant le rapatriement des Canadiens dans la province de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur

en conseil d'affecter annuellement un montant de cinquante mille dollars au rapatriement des Canadiens émigrés ou établis à l'étranger, et que ce montant soit payé à même le fonds consolidé du revenu, suivant le mode et les conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

C'est pour faire suite à ce que j'ai annoncé déjà. Le gouvernement fédéral a demandé au gouvernement de la province de se charger du rapatriement des nôtres. Le présent bill a pour but d'autoriser le gouverneur en conseil à affecter annuellement \$50,000 au rapatriement. Ce montant sera payé à même ce fonds consolidé. Le gouvernement fédéral, à la suite d'une entente avec celui de Québec, nous donne \$50,000 pour le rapatriement, à condition que nous donnions une somme égale<sup>24</sup> dans le même but. C'est la province de Québec qui aura la direction de cette campagne de rapatriement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'est-ce que le gouvernement va faire?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je l'ai déjà dit lorsque nous avons étudié le budget de la colonisation. Je le répète. L'argent d'Ottawa servira à aider les Canadiens à payer leurs dépenses pour revenir au pays. Nous croyons pouvoir rapatrier 200 familles pendant la prochaine année. Le gouvernement se propose de dépenser le \$50,000 du gouvernement fédéral pour le maintien d'un bureau de recrutement aux États-Unis, dans la Nouvelle-Angleterre, pour les frais de voyage de ceux qui nous reviendront et pour des conférences par des missionnaires. Le \$50,000 voté par la Législature sera affecté à l'installation de ces rapatriés sur des fermes et des terres dans les centres de colonisation.

Le gouvernement provincial est prêt à les aider de toutes les façons possibles. Bien que l'on ne s'attende pas à ce que les Canadiens installés actuellement aux États-Unis soient tentés de venir s'établir sur les terres neuves de la province, nous avons bon espoir d'obtenir quelques résultats de ce travail de rapatriement dans les régions du Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi.

Ainsi, nous avons l'intention de les diriger vers le Lac-Saint-Jean, l'Abitibi et surtout vers le Témiscamingue, car il y a là des lots qui se prêtent très bien à l'établissement de ces familles. Il faut procéder lentement sur cette question et je crois ce montant suffisant. C'est une première tentative que l'on fait et l'on attend d'heureux résultats.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'idée est louable, mais je considère que le montant de \$100,000 souscrit par les deux gouvernements est insuffisant si on veut faire du travail sérieux et si l'on veut obtenir des résultats. Si on commence par mesquiner, on court à un fiasco<sup>25</sup>. L'honorable ministre (M. Perrault) nous dit que les rapatriés devront s'établir dans la province de Québec seulement. Si le gouvernement les traite mal, ne leur donne pas tous les avantages possibles, la politique de l'honorable ministre ne sera pas un succès. Or, pour bien traiter les Canadiens qui reviennent généreusement, il faut de l'argent, il faut plus que la somme que l'on nous propose de voter. En arrivant ici, les Franco-Américains ont besoin de garanties et il faut leur offrir de réels avantages.

Ce sont ceux qui seront de retour et se trouveront satisfaits de leur sort qui nous feront la meilleure réclame. D'abord, il ne s'agit pas seulement de faire revenir les nôtres, mais de les garder ici. En supposant que nous ne pourrions pas leur offrir dans la province de Québec ce dont ils ont besoin, si ceux qui nous reviennent, pour une raison ou pour une autre, ne réussissent pas dans Québec, et que l'Ouest leur procurerait ces avantages, on devrait les encourager à se diriger vers l'Ouest du pays. Mieux vaut cela que de les voir retourner aux États-Unis où ils seront perdus pour nous. Le gouvernement provincial ne pourrait-il pas faire en sorte de les garder au moins au pays, sinon dans la province de Québec...

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle dans le même sens. Il demande de présenter ce bill plus tard. La question est très importante, et je regrette qu'elle soit discutée quand les quatre cinquièmes<sup>26</sup> des députés ont émigré. Le problème de l'émigration est très complexe. Certes, le gouvernement a fait un beau geste, il faut l'encourager à faire mieux encore. Il faut encourager le rapatriement autant que possible.

Je trouve que le montant que l'on affecte au rapatriement n'est réellement pas suffisant. Le gouvernement devrait dépenser plus de \$50,000. Le capital le plus productif est le capital humain. Pendant des années, la province de Québec a subi le contrecoup d'une hémorragie qui nous a saignés à blanc par le départ des siens au profit des Américains. Le gouvernement doit faire maintenant la part large pour favoriser cette politique essentielle du rapatriement. Le gouvernement pense un peu tard à ceux qui sont partis. Il aurait dû, par l'éducation, faire aimer la terre aux jeunes.

Le gouvernement nous a dit qu'avec sa politique d'industrialisation, il était capable de faire revenir les nôtres des États-Unis. J'ai constaté avec peine, lors de la discussion du bill de Racine au cours de cette session, que des députés de la droite ont dit que la création de cette ville aurait pour effet d'attirer chez nous des étrangers. Le gouvernement ne fait rien pour établir des Canadiens dans les villes nouvelles, comme Racine, qui sont remplies d'étrangers à tel point que les avocats de la compagnie, qui sont des amis du gouvernement, ont demandé une charte avant d'avoir une population. La population d'étrangers qui s'établira là n'est souvent pas désirable. L'établissement d'industries attire chez nous une foule d'étrangers qui n'offrent pas les garanties voulues pour choisir eux-mêmes les hommes qui doivent organiser les nouvelles municipalités établies près des nouvelles industries.

Des efforts doivent être déployés pour garder les gens au pays. Il doute que le fait de confier à de grandes compagnies la construction des nouvelles municipalités soit un moyen concluant d'embaucher des jeunes de la région. Il craint en effet que, dans la plupart des cas, on ne fasse qu'embaucher des étrangers pour quelques années et que, par la suite, les municipalités disparaissent. Voilà ce qui nous a été révélé au comité des bills privés. Voilà une situation grave qui doit préoccuper le gouvernement. Ne devrait-on pas attirer les nôtres au lieu d'attirer ces étrangers? Nous sommes bien disposés envers les étrangers, mais nous croyons qu'il importe avant de faire revenir les nôtres.

**M. Authier (Abitibi):** Il n'y a pas de doute que le montant de \$100,000 ne suffirait pas à soutenir un grand mouvement de rapatriement, mais il permettra au gouvernement de commencer une campagne. C'est le point de départ d'un mouvement nouveau. C'est une expérience que l'on veut faire. La somme de \$100,000 suffira pour faire l'expérience. Si celle-ci réussit, la province serait sans doute heureuse, plus tard, de voter une somme plus considérable. L'attitude du gouvernement fédéral est une marque de confiance dans le gouvernement provincial. Si tant de Canadiens ont émigré, cela est dû pour une partie à ce qu'on n'a pas assez parlé de l'amour de la terre dans les écoles rurales. Il y a des Canadiens qui ne sont pas satisfaits de leur sort aux États-Unis et l'heure sera bien choisie pour revenir. Un certain nombre de familles émigrées reviendront dans notre province sur nos terres neuves. J'ai confiance que le projet aura de bons résultats.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Un défaut dans l'éducation a contribué à déraciner bien des nôtres, mais un mouvement se fait maintenant pour rendre le programme des écoles rurales plus conforme aux besoins de l'agriculture. Il espère que le secrétaire provincial (l'honorable M. David) et le Conseil de l'instruction publique accéléreront le mouvement dans ce sens.

J'admets et il n'y a aucun doute que le montant n'est pas élevé ni considérable, mais, comme l'a dit l'honorable député de l'Abitibi (M. Authier), c'est une expérience que nous voulons faire. Cela semble suffisant, vu les hasards de l'entreprise. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il s'agit d'aller chercher dans des centres industriels des familles pour les établir sur des terres. Il ne faut pas non plus se faire des illusions sur ce travail de rapatriement. La tâche est loin de commencer et loin d'être facile. Ce sera une tâche difficile et lourde.

Je crois qu'il est sage de commencer par un montant de \$100,000, pour les raisons mêmes alléguées par le chef de l'opposition. L'honorable chef de l'opposition semble vouloir un grand mouvement de rapatriement. Est-ce bien le temps? Je crois que non. Le gouvernement serait-il en mesure de traiter convenablement un très grand nombre de rapatriés? Il ne serait pas sage de commencer par un grand mouvement. Il faut que ces gens-là ne regrettent pas d'être venus.

Avec les \$100,000 qui sont à notre disposition, je le répète, nous espérons rapatrier et aider convenablement 200 familles au cours de l'année et nous les installerons de notre mieux. Bien que les plans n'aient pas été finalisés, le gouvernement a l'intention cette année d'entamer un programme intensif de conférences dans les États de la Nouvelle-Angleterre.

Le département devra diriger ces familles vers des centres déjà ouverts, veiller à leur établissement. C'est déjà un beau commencement. Il vaudrait mieux que les familles qui veulent quitter notre province se dirigent vers l'Ouest plutôt que vers les États-Unis, mais je ne crois pas, dit-il, qu'il appartienne à la province de Québec de dépenser pour peupler l'Ouest.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 195 concernant le rapatriement des Canadiens dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Vues animées

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 3 modifiant la loi des vues animées.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>27</sup>:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir et d'organiser, sous le contrôle et la direction du bureau de censure des vues animées, un système de censure des affiches, panneaux-réclame ou autres modes servant à annoncer une représentation théâtrale ou de vues fixes ou animées; d'adopter des règlements à cette fin; de prescrire les honoraires payables pour l'examen d'iceux, par ledit bureau de censure, de nommer le personnel nécessaire et de pourvoir à sa rémunération.

Nous demandons tout simplement le droit pour le lieutenant gouverneur en conseil d'autoriser un bureau de censure de cinéma à censurer les panneaux-réclame et les affiches de cinéma<sup>28</sup> pour toute la province. Actuellement, il existe des bureaux locaux de censure des panneaux dans plusieurs municipalités. Ces panneaux-réclame sont soumis à la censure dans

certaines villes, tandis qu'ils ne le sont pas dans d'autres. Bien qu'un certain nombre de municipalités et de villages aient leur propre système de censure, on court toujours le risque de voir des affiches indésirables se retrouver dans des comtés ruraux, où aucune censure n'est appliquée. Désormais, dès que le bureau de censure de la province approuve une affiche, celle-ci pourra être exhibée partout dans la province, rendant ainsi nulle et non avenue la censure locale.

Il (l'honorable M. Taschereau) veut tous les placer sur un pied d'égalité en les faisant censurer, comme la chose se fait pour les pellicules cinématographiques. Si le bureau les rejette, les panneaux-réclame ne pourront être placés à la porte des cinémas. C'est l'abolition des censures locales pour les affiches de cinéma comme nous en avons à Québec. On nous a représenté qu'il vaudrait mieux n'avoir qu'un bureau central de censure pour toute la province. Avec la nouvelle loi, tous les panneaux-réclame prohibés par le bureau de censure provincial ne pourront être exhibés en aucun endroit de la province. La loi ne s'applique cependant qu'aux affiches et le bureau de la censure est basé à Montréal, comme avant.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 3 modifiant la loi des vues animées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 3 modifiant la loi des vues animées.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** suggère d'ajourner le débat.

Adopté.

#### Loi de l'instruction publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de changements sans importance pour deux ou trois articles de la loi.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.



**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Enregistrements par certaines corporations**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Abolition des ponts et chemins de péage**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 161 modifiant la loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Que le délai pour effectuer le paiement suivant l'article 3 de la loi de l'abolition des ponts et chemins de péage (Statuts refondus, 1925, chapitre 242) soit étendu à vingt ans<sup>29</sup>;

2. Que la disposition de la résolution précédente soit censée avoir eu son application depuis le 3 avril 1927.

Le délai pour l'abolition des ponts de péage est expiré et nous demandons un délai de cinq ans en changeant dans la loi le mot "quinze" par le mot "vingt".

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le but?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Si nous n'amendons pas la loi, tous les péages devront être abolis. Le gouvernement est anxieux d'abolir tous les péages, mais il est impossible de réaliser cela maintenant, car nous avons construit des ponts dans des municipalités qui ne pouvaient pas les payer, des ponts très coûteux et pour lesquels nous sommes obligés d'exiger un taux de péage. Nous croyons que, lorsqu'il s'agit de la construction d'un pont considérable, il vaut encore mieux avoir recours au système de péage. La province peut se rembourser d'une partie du coût des travaux et nous construire nombre de ponts.

**L'opposition** s'étonne de voir qu'un aussi long délai soit accordé à la dépense d'une aussi petite somme.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Les travaux doivent être menés de façon régulière et, une fois que l'argent dont on dispose sera complètement dépensé, ce sera alors le temps de demander à la Chambre de voter d'autres crédits à cet effet.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 161 modifiant la loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant la loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pont sur la rivière Saint-Maurice**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 157 validant le règlement no 261 de la cité de Grand'Mère relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à signer, pour et au nom du gouvernement de cette province, avec la corporation de la cité de Grand'Mère un contrat suivant les termes et conditions et pour les objets mentionnés dans le projet de contrat reproduit comme cédule "B" de la loi qui accompagne la présente résolution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je désirerais un mot d'explication.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** La ville de Grand'Mère a décidé de construire un pont à l'endroit appelé traverse. Le pont va coûter \$400,000. Le gouvernement garantira la moitié des obligations qui seront émises, paiera la moitié du déficit et retirera la moitié des revenus du péage. La ville de Grand'Mère garantira l'autre moitié et paiera sa part. Les contribuables ont approuvé cette construction dans un référendum.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** C'est un pont de péage.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** La ville de Grand'Mère ne peut se lancer dans une entreprise comme celle-ci, sans exiger un taux de péage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui a obtenu le contrat de la construction?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il n'est pas donné, je crois. On a parlé de le donner à M. Dufresne, mais la soumission n'a pas été acceptée et il est question de donner le contrat à Fraser Grace, de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** trouve étrange que ce pont doive être encore un pont de péage quand le gouvernement a décidé de ne plus en établir de ce genre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il faut absolument qu'il en soit ainsi pour le financement du pont, pour le bénéfice de la ville de Grand'Mère, qui a à payer une partie du montant de la construction. Pour un pont qui exige une dépense aussi importante, il est nécessaire d'instaurer un système de péage, pour l'instant du moins.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Champlain (M. Grant) est absent<sup>30</sup>.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 157 validant le règlement no 261 de la cité de Grand'Mère relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 validant le règlement no 261 de la cité de Grand'Mère relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

La séance est levée à 6 heures.

### **Troisième séance du 16 mars 1928**

#### **Présidence de l'honorable M. Laferté**

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Pont sur la rivière Saint-Maurice**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 validant le règlement no 261 de la cité de Grand'Mère relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Appel à la Cour du banc du roi**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 198 modifiant le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1925, relativement à l'appel à la Cour du banc du roi.

Adopté.

#### **En comité<sup>31</sup>:**

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 1227a du Code de procédure civile, tel qu'édicte par la loi 15 George V, chapitre 86, section 1, est abrogé."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. L'article 1227a du Code de procédure civile, tel qu'édicte par la loi 15 George V, chapitre 86, section 1, est abrogé.

"4a. L'article 20 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145) est remplacé par le suivant:

"20. La Cour du banc du roi siégeant en appel peut, cependant, siéger pour rendre des jugements n'importe quel jour juridique de l'année en dehors des termes fixés suivant l'article 18."

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 5 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Prévention des incendies**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Code municipal

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 47 modifiant le Code municipal.

Adopté.

#### En comité<sup>32</sup>:

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 155a de l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. Ledit code est modifié en y insérant, après l'article 155, les suivants:

"155a. Si le cautionnement est par nantissement ou par police de garantie, le secrétaire-trésorier doit transmettre, sans délai, au ministre des affaires municipales une copie certifiée du reçu du trésorier de la province ou la police de garantie, suivant le cas."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"7. Ledit code est modifié en y insérant, après l'article 155, les suivants:

"155a. Si le cautionnement est par nantissement, le trésorier de la province doit transmettre sans délai au ministre des affaires municipales un double du reçu destiné au secrétaire-trésorier, et si le cautionnement est par police de garantie, le secrétaire-trésorier doit transmettre sans délai au ministre des affaires municipales la police de garantie."

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 8 à 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. L'article 227 dudit code, tel que modifié par les lois 9 George V, chapitre 83, section 1, 10 George V, chapitre 82, section 1, 11 George V, chapitre 105, section 1, et 15 George V, chapitre 84, section 2, est de nouveau modifié en en remplaçant le paragraphe 13 par le suivant:

"13. Toute personne trouvée coupable de trahison ou d'un acte criminel punissable de deux années d'emprisonnement ou plus. Cette inhabilité subsiste durant cinq années après le terme

d'emprisonnement fixé par la sentence, et s'il y a condamnation à une amende seulement ou si la sentence est suspendue, durant cinq années de la date de cette condamnation.

Le paragraphe 13 de l'article 12 est amendé et les mots "trouvée coupable" sont remplacés par "qui a été ou qui sera trouvée coupable".

L'amendement est adopté.

L'article 12, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 13 à 25, et le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Pension du président de la Commission des liqueurs

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 5 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement à la pension du président de la commission.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

1. Qu'en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, les articles 236, 237, 238, 239 et 241 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145), concernant la pension des juges des sessions, s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires, au président de la Commission des liqueurs de Québec;

2. Que la pension dudit président soit payée par la Commission des liqueurs de Québec, et, au cas

de l'abolition de cette dernière, par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu de la province.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En principe, cette loi ne constitue rien de bien nouveau.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Les conditions qui prévalent ici sont similaires à celles qui s'appliquent dans la loi concernant les pensions des juges de la cour de session, soit: deux tiers du salaire après huit ans, en cas de maladie ou autre incapacité. Le président, L. B. Cordeau, est obligé de consacrer tout son temps à son travail, et il a dû pour cela quitter, il y a trois ans, son cabinet d'avocat. Ce n'est que justice que M. Cordeau reçoive une pension. Comme juge, il aurait eu droit à une pension. Il n'est que justice de lui accorder un statut comparable à celui d'un juge.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À l'époque où M. Cordeau a accepté le poste, aucune pension n'était prévue, et M. Cordeau le savait. D'autant plus que son salaire est de \$14,000 par année, ce qui est drôlement plus que ce que ne fait un juge. Le poste de M. Cordeau ne peut être comparé à celui d'un juge, puisqu'un juge gagne considérablement moins.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Lorsque M. L. B. Cordeau, l'actuel président de la Commission, a accepté le poste il y a trois ans, le gouvernement lui a promis qu'une loi serait adoptée pour lui assurer une pension.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut donc trois ans au gouvernement pour tenir sa promesse. Le gouvernement devait être convaincu qu'il allait demeurer en poste. Il devait être très sûr de garder le pouvoir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Et nous ne nous sommes pas trompés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai connu un temps, dit-il, où les libéraux dénonçaient ces pensions. C'est un scandale. Il trouve étrange que l'on verse une aussi grosse pension. Le président gagne assez cher pour faire des économies<sup>33</sup>.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Depuis l'entrée en vigueur de la loi, en 1921, la province de Québec a eu la chance d'avoir deux excellents

présidents à la Commission des liqueurs. Québec a été la première province canadienne à adopter un système de contrôle gouvernemental des ventes de liqueurs. Nous avons besoin d'hommes compétents, et nous les avons trouvés. En se basant sur notre système, l'Ontario a pu profiter énormément de l'expérience de la province de Québec. Le président de la Commission de Québec est encore moins bien traité que celui de l'Ontario qui reçoit un salaire annuel de \$20,000, tandis que celui de Québec n'a que \$14,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre, qui est également procureur général et ministre des Affaires municipales, ne reçoit qu'un salaire de \$12,000 et des indemnités de \$2,000 en sa qualité de membre de la Législature. Le trésorier ne prétendra certainement pas que l'on puisse de quelque façon que ce soit comparer ces deux postes. Le président de la Commission gagne plus cher que le premier ministre. Il (M. Duplessis) se prononce contre la pension. Il ne voit pas pourquoi on ne parle pas aussi d'une pension aux ministres du gouvernement lors de leur départ.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** reconnaît que les postes de premier ministre et de président de la Commission des liqueurs ne peuvent être comparés. Mais les hommes publics que sont le premier ministre et les députés de l'opposition ont l'habitude des sacrifices.

**M. Guertin (Hull)** ajoute quelques mots sur les pensions qui s'appliquent en Ontario. Il reproche au trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) de faire des comparaisons avec Ontario, tandis qu'il se l'est vu reprocher quand il fut question de la loi des accidents du travail.

**M. Tremblay (Maisonneuve) et M. Blain (Montréal-Dorion)** s'opposent au projet.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois" est mise aux voix.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** exige un vote nominal.

La Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Bédard, Bergeron, Bouchard, Delisle, Dugas, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Mercier fils, Nicol, Paquet, Perrault, Piché, Power, Roy, Samson, Savoie, Taschereau, Thériault, 20.

**Contre:** MM. Blain, Duplessis, Guertin, Sauvé, Tremblay, 5.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** demande la permission de présenter le bill 5 modifiant la loi des liqueurs alcooliques relativement à la pension du président de la Commission.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Réglementation municipale des édifices publics**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 modifiant la loi de la réglementation municipale des édifices publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas six millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929<sup>34</sup>.

**Des députés** demandent des explications.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** donne quelques explications.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### **Demandes de documents:**

#### **Industries greffées sur l'agriculture**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre

copie de toute correspondance, documents, etc., depuis 1923, au sujet des industries greffées sur l'agriculture dans la province de Québec.

Adopté.

#### **Plaintes relatives à la diffusion de l'enseignement commercial**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, etc., depuis 1925, entre le gouvernement et toute personne au sujet de plaintes relatives à la diffusion de l'enseignement commercial dans la province de Québec.

Adopté.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 10 h 45.

#### **NOTES**

1. Le vice-président M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) est au fauteuil.

2. Selon *Le Devoir* du 17 mars 1928, à la page 3, M. Thériault (L'Islet) parle en l'absence de M. Rochette, parrain du bill. M. Thériault est le président du comité des chemins de fer.

3. Dans *L'Événement* du 17 mars 1928, à la page 1, le courriériste parlementaire dit ceci: "Voilà un chemin de fer dont le plan a été conçu par Sir Rodolphe Forget, qui voulait prolonger la voie du Québec-Saguenay qu'il a bâtie entre Saint-Joachim et La Malbaie jusqu'au Cap Charles, et raccourcir ainsi la distance entre le Canada et l'Europe, car le Cap Charles est l'endroit le plus à l'est du Canada."

4. Selon *Le Soleil* du 17 mars 1928, à la page 21, et *La Presse* du 17 mars 1928, à la page 65, et le bill 126, les promoteurs du bill sont MM. Reginald Saunders Meredith, financier de Londres, Angleterre; Robert Peebles Kernan, capitaliste; J.-Eugène Tanguay, gérant; Oscar-A. Bériau, manufacturier de Québec, et Arthur Duquet, bijoutier, tous de Québec. Ils demandent à la Législature de les autoriser à construire un chemin de fer à partir d'un point dans ou près de Saint-Félicien, comté de Lac-Saint-Jean, et de là jusqu'à la frontière, à un point le plus rapproché du Cap Saint-Charles, sur la côte du Labrador, par la route la plus directe et la plus praticable.

5. Selon *La Patrie* du 17 mars 1928, à la page 15, lorsque la clause en question fut lue, M. Blain prit la parole.

6. Jean de Brébeuf (1593-1649), saint, un des sept martyrs canadiens, missionnaire chez les Hurons. Fait prisonnier et martyrisé par les Iroquois en 1649.

7. Bien que *L'Action catholique* du 17 mars 1928, à la page 8, rapporte 1640, il s'agit de 1649.

8. Gabriel Lalemant (1610-1649), saint, missionnaire jésuite; il rejoint le père Brébeuf en Huronie et est torturé et mis à mort par les Iroquois.

9. Dans *La Presse* du 17 mars 1928, à la page 65, on écrit le 26 septembre. Selon Rodolphe Fournier, auteur de l'ouvrage "Lieux et monuments historiques de l'ouest du Québec et de Ottawa", le monument aurait été érigé en octobre 1926 par le révérend M. J. A. Lombard. La statue fut érigée au sommet d'une pyramide de pierre. Elle est située à Hull, au bas de la rue Bégin.

10. Joseph de la Roche Daillon arrive en Nouvelle-France en 1625, premier missionnaire chez les Neutres et décéda à Paris en 1656.

11. Joseph-Médard Emard (1853-1927). Archevêque de 1922 à 1927.

12. Adélard Turgeon (1863-1930), député libéral de Bellechasse de 1890 à 1909. Son mandat fut interrompu par ses démissions de courte durée, étant réélu à chaque fois peu de temps après. Commissaire de la Colonisation et des Mines dans les cabinets Marchand et Parent de 1897 à 1901. Secrétaire et registraire en 1901-1902. Démissionne en 1905 avec

Lomer Gouin et William Alexander Weir pour protester contre le premier ministre Simon-Napoléon Parent. Dans le cabinet Gouin, ministre de l'Agriculture de 1902 à 1905, ministre des Terres, des Mines et des Pêcheries en 1905, ministre des Terres et Forêts de 1905 à 1909. Nommé conseiller législatif de la division de La Vallière et président du Conseil législatif de 1909 à sa mort.

13. Arthur Guertin (1868-1932), ordonné prêtre en 1892, nommé curé de la paroisse Notre-Dame de Hull en 1910, puis professeur à l'Université d'Ottawa de 1916 à 1932, il enseigne la littérature et l'histoire du Canada.

14. Étienne Brûlé (vers 1591-1633), aventurier, explorateur, arrive en Nouvelle-France en 1608 avec Champlain. Il vécut parmi les Amérindiens et servit d'interprète entre les deux nations. Il est le premier Blanc à avoir traversé les rapides de Lachine et il se rendit jusqu'aux lacs Huron et Supérieur. En 1629, il rejoint la Huronie et est assassiné, puis dévoré.

15. Samuel de Champlain (vers 1567-1635). Explorateur et colonisateur français. Fondateur de Québec en 1608 et lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-France en 1619.

16. Nicolas Perrot (vers 1643-1717), coureur des bois, arrive en Nouvelle-France en 1660 et apprend auprès des jésuites les langues amérindiennes. Il voyagea dans la région des Grands Lacs où il faisait la traite des fourrures en servant d'intermédiaire entre les Amérindiens et les gouverneurs de la Nouvelle-France. Il est l'auteur de *Mémoire sur les mœurs, coutumes et religion des sauvages de l'Amérique septentrionale*.

17. Daniel Greysolon Dulhut (1639-1710), explorateur et coureur des bois arrivé en Nouvelle-France en 1675. Il pratiqua le commerce des fourrures.

18. Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye (1685-1749), avec ses quatre fils, Jean-Baptiste de La Vérendrye (1713-1736), Pierre de La Vérendrye (1714-1755), François de La Vérendrye (1715-1794) et Louis-Joseph de La Vérendrye (1717-1761), est allé plus loin vers l'ouest que les autres explorateurs de leur époque et ils ont établi des forts, afin de permettre le commerce des fourrures jusqu'à la rivière Saskatchewan. Un grand centre de commerce a été établi à Kaministiquia (Fort William), afin de

ravitainer en provisions et en marchandises l'ensemble des postes de traite. Les La Vérendrye ont ouvert la route de l'Ouest; ils ont étendu la présence française jusqu'aux Rocheuses.

19. Pierre Lemoyne d'Iberville (1661-1706), soldat, marin et aventurier canadien. Iberville participa activement aux guerres des frontières contre la Nouvelle-Angleterre. Il accomplit de nombreux faits d'armes entre 1686 et 1697 contre les Anglais dans les postes commerciaux de fourrures et les ports sur la baie James et à Terre-Neuve. De 1698 à 1702, il mène des expéditions en Louisiane et construit quelques forts dans cette région et à Mobile (1701-1702), en Alabama. Jusqu'à son décès à La Havane en juillet 1706, il poursuit ses expéditions militaires contre les établissements anglais. Premier Canadien à recevoir, pour bravoure, la croix de Saint-Louis de la couronne française.

20. Antoine Daniel (1601-1648), saint, missionnaire jésuite arrivé en Nouvelle-France en 1632. Missionnaire chez les Hurons, il fut massacré en 1648 par des Iroquois.

21. Charles Garnier (1606-1649), saint, missionnaire jésuite arrivé en Nouvelle-France en 1636. Missionnaire chez les Hurons, il fut massacré par des Iroquois en 1649.

22. Isaac Jogues (1607-1646), saint, missionnaire jésuite, il vécut aussi auprès des Hurons et fut fait prisonnier au cours d'un raid iroquois en 1642. Mutilé, il fut libéré après un an de captivité. Après un court voyage en France, il revient au Québec et part en mission auprès des Iroquois, et c'est au cours d'une mission ultérieure qu'il est abattu d'un coup de hache.

23. Noël Chabanel (1613-1649), saint, missionnaire jésuite arrivé en Nouvelle-France en 1643. Il fut assassiné en 1649 par un Huron.

24. *Le Soleil* du 17 mars 1928, à la page 21, écrit "\$55,000", mais il s'agit de \$50,000.

25. Nous ne sommes pas certains que M. Sauvé ait dit cela. C'est peut-être l'opinion du journaliste.

26. *L'Action catholique* du 17 mars 1928, à la page 2, parle de la moitié de la Chambre.

27. Le vice-président Bouchard (Saint-Hyacinthe) est au fauteuil.



28. Dans *L'Action catholique* du 17 mars 1928, à la page 2, on utilise l'expression "des journaux-réclame et des vues animées".

29. Selon *Le Devoir* du 17 mars 1928, à la page 3: "La province avait quinze ans pour faire ce travail; elle a déjà dépensé les \$700,000 qu'elle avait droit de déboursier à cette fin, moins \$40,000 à \$50,000." Selon *Le Canada* du 17 mars 1928, à la page 1, un peu plus de \$650,000 ont été dépensés, mais les droits ne sont pas encore tous abolis et c'est pourquoi le gouvernement voulait faire étendre la période de cinq autres années.

30. Dans *La Patrie* du 17 mars 1928, à la page 15, et *The Montreal Daily Star* du 17 mars 1928, à la page 1, on dit que, comme M. Grant n'est pas présent, le comité plénier rapporte progrès.

31. Sous la présidence du vice-président M. Bouchard (Saint-Hyacinthe).

32. Sous la présidence du vice-président M. Bouchard (Saint-Hyacinthe).

33. Chiffre du *Devoir* du 16 mars 1928, à la page 3: \$14,000. Nous ne savons pas à quel moment exact M. Sauvé est intervenu.

34. *L'Événement* du 16 mars 1928, à la page 4, rapporte que l'honorable M. Joseph Perron n'a qu'un item dans le budget: \$6,000,000 pour l'entretien et les travaux de voirie. C'est l'honorable M. J.-E. Perrault qui pilote le budget et son collègue M. J.-L. Boulanger, sous-ministre de la Voirie, vient s'asseoir à côté et l'honorable M. Perrault pour renseigner la Chambre. Après avoir obtenu quelques explications, les députés votent tout de suite les six millions que réclamait l'honorable M. Perron." Dans *Le Soleil* du 16 mars 1928, à la page 34, on dit que l'opposition discute peu de cet item du budget.



## Première séance du lundi 19 mars 1928

## Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

**Loi de la voirie,  
article 75**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** demande la permission de présenter le bill 186 modifiant l'article 75 de la loi de la voirie.

Ce projet de loi se rapporte aux emprunts du département de la Voirie. Jusqu'à date, \$41,500,000 ont été dépensés pour la construction des chemins permanents et le trésorier provincial a le droit d'emprunter cette somme. Mais, grâce à des surplus, on n'a emprunté que \$30,000,000. Il (l'honorable M. Nicol) veut que la balance de \$11,500,000 soit chargée au compte capital au lieu de rester au fonds consolidé du revenu. Il veut que le nouveau gouvernement permette au département de la Voirie de bénéficier totalement de son pouvoir d'emprunt parce que, à cause des inondations de l'année dernière, il faudra faire des dépenses exceptionnelles pour réparer les routes cette saison.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pont à Caughnawaga**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 185 concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga.

Le projet pourvoit à la nomination d'une commission chargée d'étudier la possibilité d'établir une voie carrossable sur le pont du Pacifique Canadien entre Lachine et Caughnawaga, sur le Saint-Laurent. Depuis quelque temps, il y a une campagne pour avoir un pont avec route sur le Saint-Laurent équivalant à celui du C.P.R. qui part des hautes terres et se rend maintenant jusqu'à la jonction des Adirondack. Nous avons reçu des pétitions de diverses municipalités exposant la nécessité d'avoir une liaison à cet endroit et suggérant Caughnawaga et Ville Lasalle comme

étant les meilleurs terminus. À une certaine époque, on pensait demander au C.P.R. la permission d'ajouter une route sur le pont déjà existant. Ce projet semble cependant avoir échoué, et la nouvelle commission sera invitée à concevoir les différents moyens d'ériger une structure indépendante et de quelle façon elle sera payée. Pour le moment, le gouvernement ne s'est engagé à verser aucune subvention pour le pont, et ses actions subséquentes dépendront pour une large part des conclusions de cette commission dont les membres seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ils seront probablement choisis parmi les citoyens des municipalités concernées et bénéficieront de l'aide des conseillers techniques nécessaires.

La commission agira sous la gouverne du ministre des Travaux publics et fera rapport au lieutenant-gouverneur en conseil aussitôt que son travail sera terminé. Étant donné que les membres de cette commission seront nommés à titre bénévole et qu'ils proviendront des municipalités concernées, on s'attend à ce que les coûts relatifs à la commission ainsi qu'une bonne partie des dépenses relatives au pont soient uniquement des dépenses de bureau. Selon le rapport de la commission, le gouvernement décidera quelles actions il entend prendre à ce sujet.

La commission, étant nommée uniquement afin de ramener à une base pratique le financement du nouveau lien entre les rives nord et sud de la magnifique voie navigable canadienne dans la région de Montréal, n'a pas besoin de pouvoirs plus étendus de la Chambre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Régime des eaux courantes**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 189 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Frank Bond**

**M. Blain (Montréal-Dorion):** 1. Frank Bond, avant d'entrer à l'emploi du gouvernement à la prison de Bordeaux, était-il sergent de police à l'emploi de la cité de Montréal?

2. Avant d'entrer à l'emploi du gouvernement, avait-il perdu sa position de sergent de police à Montréal? Si oui, pourquoi?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
1 et 2. Le gouvernement l'ignore.

#### **Loi de la voirie, article 75**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 186 modifiant l'article 75 de la loi de la voirie.

Adopté.

#### **Régime des eaux courantes**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. Nicol), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 189 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Adopté.

#### **Anniversaire du député de Matane**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** félicite le député de Matane (M. Bergeron) qui célèbre aujourd'hui le 48<sup>e</sup> anniversaire<sup>2</sup> de sa naissance. Il lui souhaite longue vie.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant et très aimable) Mon honorable ami de Trois-Rivières (M. Duplessis) fait une spécialité de surveiller les anniversaires. Il (l'honorable M. Taschereau) présente au député de Matane les compliments et les souhaits de toute la députation. Le député de Matane est un des meilleurs députés de la Chambre. Il ajoute quelques mots pour lui souhaiter une longue vie remplie de succès, tant dans sa profession que dans les milieux parlementaires. Il lui souhaite de siéger longtemps au Parlement.

**M. Bergeron (Matane):** Je remercie l'honorable député de Trois-Rivières de ses compliments.

J'espère que je pourrai consacrer la longue vie qu'il m'a souhaitée au service de ma province<sup>3</sup>.

#### **Dettes flottantes des municipalités scolaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 concernant la consolidation des dettes flottantes des municipalités scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Racine**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 constituant en corporation la ville de Racine soient maintenant lus une deuxième fois.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans trois mois".

Je propose, dit-il, que les amendements ne soient lus que dans trois mois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais cela veut dire la mort du bill.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** C'est ce que nous voulons.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit<sup>4</sup>:

**Pour:** MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Lafleur, Sauvé, Tremblay, 6.

**Contre:** MM. Authier, Bédard, Bergeron, Bouchard, Casgrain, Delisle, Desmarais, Dugas, Frigon, Galipeault, Gault, Gauthier, Grant, Laperrière, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Nicol, Papineau, Piché, Pilon, Plante, Power, Roy, Samson, Taschereau, Thériault, Vautrin, 27.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les amendements sont lus une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Prêt agricole**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 relatif au prêt agricole.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité<sup>5</sup>:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à souscrire au capital-actions de la Commission du prêt agricole canadien, instituée sous l'autorité de la loi du prêt agricole canadien (Statuts révisés du Canada, 1927, chapitre 66), jusqu'à concurrence de 5 % de la totalité des prêts en circulation dans cette province à quelque époque que ce soit, effectués sous l'autorité de ladite loi du prêt agricole canadien;

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, sur demande de la commission du prêt agricole canadien ou du conseil provincial, créé par l'article 3 de la loi du prêt agricole de Québec, tel qu'édicte par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, accompagnée d'un état des

prêts consentis dans la province, autoriser le trésorier de la province à effectuer cette souscription à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Il (l'honorable Nicol) explique tout d'abord les principales clauses du bill qui dit qu'un conseil de quatre membres sera créé. Trois seront désignés par le lieutenant-gouverneur et le quatrième par les emprunteurs résidant dans la province. Il s'agit de la création d'un conseil qui s'occupera des prêts consentis directement aux cultivateurs par l'entremise des sociétés coopératives agricoles locales ou des sociétés de colonisation. La loi pourvoit à la création d'un capital qui sera payé aux cultivateurs. De plus, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à souscrire un capital-actions de la commission jusqu'à concurrence de 5 % de la totalité des prêts en circulation dans cette province à quelque époque que ce soit, effectués sous la loi du prêt agricole canadien. Le gouvernement fédéral ayant passé une loi créant le crédit rural, le gouvernement provincial veut faire bénéficier nos agriculteurs. Le gouvernement provincial souscrit 5 % au fonds de crédit agricole; le gouvernement fédéral donnera une somme égale. Le projet est connu et j'espère, dit-il, que la Chambre s'empressera de l'approuver.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La question de l'établissement d'un crédit agricole est discutée depuis longtemps. Depuis plusieurs années, c'est le projet de mon parti d'établir le crédit agricole. Le système en est un d'inspiration conservatrice. En 1922, j'ai demandé moi-même une enquête devant le comité de l'agriculture, à ce sujet, dans une motion proclamant l'opportunité d'étudier la question de l'établissement d'un crédit agricole, vu que les cultivateurs ne pouvaient pas emprunter aux taux de 6 % et 7 % demandés par les banques, quand l'agriculture ne rapportait à peine que 3 %.

**M. Thériault (L'Islet):** Après une enquête qui s'est tenue en novembre 1922, le comité s'est prononcé de façon unanime contre cette mesure, son rapport étant contre l'adoption d'un quelconque système de crédit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'enquête eut lieu en novembre 1922. C'est donc que la question n'est pas nouvelle. Des experts ont été entendus. La plupart des membres, alors, se sont prononcés contre le système gouvernemental du crédit agricole. Cependant, plusieurs autres se prononcèrent en

faveur d'un crédit agricole administré par des caisses populaires indépendantes du gouvernement dans l'octroi des prêts, le gouvernement n'ayant qu'à garantir un certain montant d'argent aux caisses populaires.

Je me demande si ce crédit gouvernemental que l'on veut créer va bien répondre aux besoins des cultivateurs dans les circonstances présentes. Le taux de 5 % que l'on exigera est déjà un taux élevé. Le succès de la loi que l'on présente dépendra de l'administration et de l'esprit de justice de ceux qui auront charge de son application. Je me suis aussi demandé si l'ouvrier agricole ne devrait pas bénéficier de la loi. Ce crédit agricole ne devrait-il pas être fait de façon à permettre à l'ouvrier agricole d'en profiter, de même que le cultivateur?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Qu'est-ce que l'honorable chef de l'opposition entend par "ouvrier agricole"?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est un homme qui s'engageait autrefois chez les cultivateurs pour cultiver la terre et pour lui aider dans son travail. Dans ce temps-là, cet ouvrier agricole s'achetait un arpent de terre et se construisait une maison et pouvait se livrer à quelques cultures. C'est cet homme qui manque aujourd'hui. Plusieurs cultivateurs très à l'aise ont dû vendre leurs terres, faute de main-d'œuvre.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** La province et l'emprunteur, bien qu'ils soient engagés jusqu'à concurrence de 5 % chacun seulement, doivent être responsables de tout le montant. Si le gouvernement désire venir au secours des cultivateurs, ne serait-il pas mieux de laisser la province le faire elle-même? Sûrement, le gouvernement ne doit pas souhaiter se voir dans l'obligation plus tard d'avoir des terres complètes sur les bras, de prendre les fermes par suite de l'impossibilité de payer où se trouveraient certains cultivateurs.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** répond en revenant sur les explications qu'il a déjà données auparavant. Cette mesure sera proposée en troisième lecture à une séance prochaine. Le Dr. Tory, de l'Université d'Alberta, a étudié la question à la demande du gouvernement fédéral. Sur son rapport, le gouvernement fédéral a jugé bon de légiférer dans ce sens. Québec n'a pas voulu rester en arrière, puisque la responsabilité est aussi peu considérable.

Après tout, cela signifie seulement que lorsque la province souscrirait \$50,000, Ottawa souscrirait la même somme et il en serait la même chose pour les emprunteurs. La balance, ou 85 %, serait rencontrée par une émission d'obligations garantie par le gouvernement fédéral.

**M. Thériault (L'Islet)** se déclare heureux de la mesure que le gouvernement présente. Comme l'a dit l'honorable chef de l'opposition, nous avons entendu plusieurs hommes d'affaires au comité de l'agriculture, à propos du crédit rural. Nous avons entendu, entre autres, M. J.-H. Fortier qui est à la tête d'un commerce où il est en contact avec la classe agricole. Tous les hommes d'affaires que nous avons entendus nous ont donné leur avis sur le crédit rural. Il (M. Thériault) partage l'opinion du chef de l'opposition sur le fait que cette question des caisses populaires a été étudiée depuis longtemps, et que la plupart des experts se sont prononcés contre le crédit gouvernemental.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) s'est déjà déclaré prêt à fournir de l'argent aux caisses populaires, à condition qu'elles permettent aux vérificateurs du gouvernement de vérifier leurs livres chaque année. Lors de cette enquête, les directeurs des caisses populaires se sont opposés à ce que leurs livres soient examinés par les vérificateurs de la province. Ils se sont déclarés opposés à l'intervention du gouvernement, ce qui était sûrement de nature à justifier les appréhensions du ministre de l'Agriculture. Il (M. Thériault) n'a pas une telle confiance dans ce système de crédit rural qui a fait faillite dans d'autres provinces. Il y a quelque temps, des caisses populaires étaient en mauvaises affaires, et la situation s'est améliorée depuis peu. Lors de cette enquête, personne n'a demandé l'établissement d'un crédit rural, mais je tiens à faire remarquer que, contrairement à ce qu'on peut en dire, cette mesure ne veut pas dire que la condition de nos cultivateurs n'est pas plus mauvaise, ni méchante, et ni inférieure à celle de la classe agricole des provinces voisines.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais je n'ai jamais dit ça!

**M. Thériault (L'Islet):** Avant de songer à ce crédit, le gouvernement a fait beaucoup pour les cultivateurs et pour les colons et pour encourager la colonisation et l'industrie agricole. Les plus grands avantages pour les cultivateurs, et particulièrement pour ceux nouvellement établis, ont été accordés

parce que le gouvernement, au cours des 10 dernières années au moins, leur a octroyé des primes dans le but d'encourager le défrichement, des primes de premier labour, des écoles, des bonis; il a pris à sa charge l'entretien des routes améliorées et a fait construire des bons chemins que les cultivateurs sont à même d'apprécier, autant d'octrois qui avaient donné un nouvel essor à l'industrie agricole de la province.

Il se déclare en faveur du bill, disant qu'il vaudrait des facilités nouvelles pour le cultivateur. Fils lui-même de la terre, il dit qu'il comprend la situation des cultivateurs, qu'il est difficile présentement pour ces derniers d'emprunter de l'argent quand ils le désirent. La situation faite au cultivateur est devenue plus pénible. Autrefois, il y a quelques années, le cultivateur pouvait emprunter de son voisin plus riche que lui les quelques mille dollars dont il avait besoin. Mais, aujourd'hui, les cultivateurs ne se prêtent plus entre eux. Ceci est aujourd'hui impossible. Les cultivateurs ne confient plus tout leur argent aux banques, mais ils achètent des obligations.

Le cultivateur place son argent dans des bons ou débiteurs pour du luxe que lui vendent des agents de villes. Conséquemment, il n'y a plus autant d'argent à la campagne. On lui reproche d'avoir des autos, mais elles lui sont devenues nécessaires, s'il veut réussir, à cause du progrès moderne. Le cultivateur de nos jours est obligé de changer ses méthodes de culture, de s'outiller de machinerie agricole s'il veut réussir. Pour cela, il lui faut de l'argent et cet organisme que l'on crée leur permettra d'en obtenir.

Je crois que les conditions économiques de la classe agricole ont changé depuis quelques années et qu'il est nécessaire d'assurer un crédit agricole sur nos cultivateurs. Non pas parce que les conditions rurales sont plus pénibles, mais parce que les conditions économiques se sont modifiées dans les districts. Quant au crédit rural, le cultivateur, pour bénéficier de la nouvelle loi, doit emprunter à bon marché. Or, c'est une condition qui ne relève pas du provincial mais du fédéral. Il me semble qu'on devrait conclure des arrangements pour que les cultivateurs n'empruntent pas à un taux excédant 5 % ou 5½ %.

**M. Authier (Abitibi):** Je dois ajouter que cette question m'intéresse en autant que j'avais promis à mes électeurs, lors de ma première élection, de m'occuper du problème et de travailler en faveur de la loi du crédit agricole. J'en ai parlé dès mon arrivée à la Chambre. La question était alors à

l'étude à Ottawa et les honorables ministres de l'Agriculture (M. Caron) et de la Colonisation (M. Perrault) m'ont demandé d'attendre. J'ai attendu avec impatience et voilà enfin le projet. Pour ma part, il me semble que l'on devrait adopter cette mesure sans retard. Il n'y a pas lieu de faire des reproches au gouvernement qui veut la réalisation de ce projet, parce que cette loi rendra des services très appréciables à nos cultivateurs. Étant donné leur situation, les cultivateurs désirent et ont besoin de pouvoir emprunter à long terme, surtout dans les régions nouvelles, lorsqu'ils ont besoin d'argent pour faire des améliorations sur leur ferme, et c'est précisément cet avantage qu'on leur procurerait en adoptant cette loi que l'on présente en ce moment.

Quant aux colons, on a suppléé à l'absence d'un crédit rural en leur donnant des primes de défrichement et des primes de labour qui leur aident précieusement. Mais le colon, quand il fait patenter son lot, par exemple, peut avoir besoin d'emprunter. Le jour où le colon est suffisamment avancé pour s'établir définitivement, il trouvera dans la nouvelle loi un concours précieux.

Le projet vient donc à son heure et je crois qu'il marquera un grand progrès et une nouvelle expansion agricole dans notre province. Trop souvent nos cultivateurs ont préféré placer leur argent dans de grandes entreprises industrielles ou autres, et c'est une des causes de la pénurie d'argent qui a sévi durant quelque temps dans nos campagnes.

Les banques canadiennes ont beaucoup aidé notre développement économique, le commerce et l'industrie, et maintenant on doit travailler à fournir aux cultivateurs l'argent dont ils ont besoin pour améliorer leur situation et perfectionner leurs méthodes de culture. Il (M. Authier) espère voir cette loi donner son plein rendement et que les cultivateurs en obtiendront tout ce dont ils sont en mesure d'en espérer. Je salue avec satisfaction l'adoption que je présume certaine du bill qui nous est soumis.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

Je suis heureux moi-même de saluer cette mesure qui devrait aider la classe agricole. Le moment est bien choisi pour établir un crédit rural. Une commission sera chargée de l'administrer, et j'espère qu'elle réussira et contribuera à la prospérité de nos cultivateurs. Il passe actuellement sur la province un vent de luxe qui a affecté la classe agricole. Le système de crédit rural n'a pas toujours bien fonctionné, mais il espère que cette lacune sera vite comblée avec une commission qui agira avec beaucoup de sagesse, à laquelle s'ajoutera de la prudence.

J'ai confiance que la commission travaillera à rétablir les bonnes vieilles traditions d'économie dans la province. Le crédit agricole rendra de précieux services aux cultivateurs. Sans doute, dans le passé, on a craint cette mesure. Mais, maintenant que le gouvernement fédéral l'a mise en application, le gouvernement provincial croit qu'il est bon d'en faire bénéficier nos agriculteurs. Ceux-ci ont besoin de prêts à long terme et la nouvelle loi leur donnera ce système de prêts.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** lit le projet de loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que la commission aura droit de se servir des caisses populaires pour faire les prêts?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** La loi fédérale dit que le bureau central d'Ottawa prêtera directement ou par l'entremise de sociétés coopératives et de sociétés de colonisation. Le bureau central devra décider si les caisses populaires sont des sociétés coopératives.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce qu'il ne serait pas mieux de décider cela avant d'adopter la loi?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Je crois que le bureau se servira des caisses populaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je voudrais que l'honorable trésorier nous dise tout ce qu'il sait.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** (Souriant) L'honorable chef de l'opposition est bien bon de croire que le trésorier sait quelque chose. Le bureau central d'Ottawa devra étudier et approuver le prêt qui lui sera soumis par la commission. L'argent sera remis à l'emprunteur directement ou par l'entremise de sociétés. Il est très probable que les caisses populaires seront comprises parmi ces sociétés.

**M. Delisle (Chicoutimi):** Je tiens à dire que je me réjouis beaucoup de la présentation de cette mesure qui est la continuation logique de la bonne politique du gouvernement pour la classe agricole. Il (M. Delisle) est heureux de donner son approbation à cette loi qui apporte aux cultivateurs, en outre des prêts à long terme, une sécurité qu'ils ne connaissaient pas et qu'ils n'ont pas eue dans le passé.

Le système de crédit rural n'avait pas toujours bien fonctionné, mais il espère que cette lacune sera vite comblée avec une commission qui agira avec beaucoup de sagesse, à laquelle s'ajoutera de la prudence. Dans son comté, cette loi rendra de précieux services, car l'industrie progresse très vite et l'agriculture doit progresser dans le sens.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** L'opposition réclame depuis longtemps ce crédit rural. Il y a longtemps que nous y avons pensé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Vous pensez et nous exécutons.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** (Souriant) Nous pensons et vous dépensez. Un ministre a parlé du luxe des cultivateurs. Le luxe n'est pas aussi considérable que cela. Les cultivateurs ont des automobiles, mais l'auto n'est pas un luxe, c'est une nécessité. Maintenant que nos chemins sont améliorés, les cultivateurs ont besoin d'automobiles pour aller à la messe, pour se reposer de leurs travaux. J'ai connu un cultivateur qui avait \$25,000 de machines...

**M. Thériault (L'Islet):** C'est un bon homme.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Grâce à ses machines aratoires, il n'est pas obligé d'augmenter son personnel. J'espère que le prêt agricole permettra aux cultivateurs de se procurer des machines, afin qu'ils puissent améliorer et augmenter leur production. Il faudrait fournir à nos cultivateurs les moyens d'améliorer leur situation tout en leur épargnant le coût trop élevé de la main-d'œuvre. Bien des cultivateurs doivent leur succès au fait que leur ferme est pourvue des améliorations modernes pouvant faire par ce moyen beaucoup de travail, sans avoir à employer un grand nombre d'aides, dans leurs travaux de la ferme.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'avantage de représenter un comté dont une partie est rurale. Je félicite en passant l'honorable député de l'Abitibi (M. Authier) de son bref mais très profond discours. Il a traité la question de haut. Je n'ai pas d'hésitation à dire que je corrobore les trois quarts de ce qu'il a dit. Le gouvernement a calqué sa loi sur la loi fédérale. Pourtant, sur cette affaire de crédit rural, on parlait de certains froissements entre le gouvernement libéral d'Ottawa et le gouvernement



soi-disant libéral de Québec. L'honorable premier ministre a eu, je crois, des froissements avec Ottawa...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Il n'y a eu aucun froissement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les deux classes qui ont le plus besoin de l'aide du gouvernement sont la classe ouvrière et la classe agricole. En tout cas, cette loi de crédit rural est un pas dans la bonne voie, mais, comme toujours, il s'y prend bien tard. Souvent l'exode des nôtres vers l'étranger peut être dû au mauvais état financier de certains cultivateurs qui partent. La politique du gouvernement a été imprévoyante; sa politique de voirie a ruiné bien des cultivateurs et il est responsable d'une large part de l'émigration des nôtres attribuée à toutes sortes d'autres causes.

La loi est bonne, mais elle est tardive. Cette loi n'apportera de bons résultats qu'en autant que les deux éléments principaux qu'elle renferme seront respectés. Le premier de ces éléments et souci des législateurs pour aider la classe agricole consiste à débarrasser cette loi de toute ingérence politique et d'excès dans les dépenses. Deuxième condition essentielle du succès de la loi: elle devra bénéficier uniquement aux cultivateurs. Il ne faudra pas que la loi soit administrée de telle façon que la classe agricole ne puisse en retirer tout le bénéfice possible. Est-ce que cette loi renferme ces deux conditions? Je ne saurais me prononcer, mais j'espère que l'on travaillera à faire respecter ces deux conditions élémentaires.

J'ajouterai que toute mesure agricole ne constitue pas une continuation logique de la politique du gouvernement, mais une réparation des mesures qui pèsent trop lourdement sur le cultivateur. Dans le passé, malheureusement, on a vu souvent l'administration de certaines lois édictées par cette Législature coûter trop cher. On avait trop d'employés. Une chose qui est arrivée trop souvent dans ces lois, c'est que, dans bien des cas, l'argent devant aller au peuple a servi à payer d'autres dépenses. Le peuple n'en a pas retiré tous les avantages qu'il était en droit d'en attendre.

Je demande au gouvernement, dit-il, de faire en sorte que le cultivateur retire le plus possible de la loi de crédit rural. Si on évite les écueils que j'ai signalés, la loi aidera la classe agricole, et je serai heureux chaque fois que le gouvernement présentera des mesures aussi nécessaires que celle qui nous est soumise aujourd'hui pour prévenir tout ceci. La loi

ne rendra pas tous les services que certaines personnes en attendent. Il faudra agir avec beaucoup de prudence. Le gouvernement a fait un pas dans la voie du progrès et j'espère qu'il continuera.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées. Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 45 relatif au prêt agricole.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>6</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se demande si on ne pourrait pas nommer, parmi un des quatre membres qui seront choisis, une personne appartenant à l'Union catholique des cultivateurs de la province de Québec. Cette association est tellement importante qu'elle mérite bien qu'on lui accorde un délégué au conseil.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** n'accepte pas la suggestion. La loi est calquée sur la loi fédérale et cette loi ne pourvoit pas à une telle nomination.

Le comité étudie l'article 15 du chapitre 51A introduit par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"15. L'hypothèque garantissant les prêts faits aux cultivateurs en vertu de la présente loi peut être consentie, au choix de l'emprunteur, ou par un acte devant notaire ou par un acte sous seing privé, en duplicata, en présence de deux témoins qui signent.

"La signature de l'emprunteur, dans l'acte sous seing privé, doit être prouvée par le serment de

l'un des témoins qui l'ont signé. Ce serment est reçu par le maire, un juge de paix ou toute autre personne autorisée à recevoir le serment.

"L'hypothèque ainsi consentie sous seing privé est valide dans ce cas, nonobstant l'article 2040 du Code civil."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"15. L'hypothèque garantissant les prêts faits aux cultivateurs en vertu de la présente loi peut être consentie, au choix de l'emprunteur, ou par un acte devant notaire ou par un acte sous seing privé là où il est permis, en duplicata, en présence de deux témoins qui signent.

"La signature de l'emprunteur, dans l'acte sous seing privé, doit être prouvée par le serment de l'un des témoins qui l'ont signé. Ce serment est reçu par le maire, un juge de paix ou toute autre personne autorisée à recevoir le serment."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté<sup>7</sup>.

#### **Anniversaire du député de Montréal-Mercier**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je tiens à féliciter l'honorable député de Montréal-Mercier<sup>8</sup>. Les médecins sont à l'honneur aujourd'hui. Tous mes collègues se joindront à moi pour présenter des bons souhaits à l'honorable député de Montréal-Mercier.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 36 modifiant la loi des écoles techniques ou professionnelles;
- bill 52 pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Deuxième séance du 19 mars 1928**

#### **Présidence de l'honorable H. Laferté**

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 20 concernant la protection des édifices publics contre les incendies;
- bill 69 concernant l'Ordre du mérite scolaire.

#### **Protection des édifices publics contre les incendies**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 20 concernant la protection des édifices publics contre les incendies. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Ordre du mérite scolaire**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 69 concernant l'Ordre du mérite scolaire. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Prêt agricole**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 relatif au prêt agricole soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Abus préjudiciables à l'agriculture**

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 188 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, nommer un inspecteur général et les autres officiers nécessaires à la mise à exécution de la section IV de la loi des abus préjudiciables à l'agriculture (Statuts refondus, 1925, chapitre 264) et pourvoir à leur rémunération.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 188 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie le paragraphe 3 de l'article 1, qui se lit comme suit:

"3. Toute corporation municipale peut et, sur demande écrite de cinq contribuables, doit nommer avant le premier mai de chaque année, un ou plusieurs inspecteurs chargés de l'application de la présente section dans les limites de la municipalité."

Cet article est amendé et les mots "cinq contribuables" sont remplacés par "cinq contribuables cultivateurs".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des édifices de la Législature et des départements, traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection, explorations, etc., (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929<sup>9</sup>.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas six cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** explique comment sont dépensés ces \$635,000. Cela comprend notamment les annonces dans la presse, des subventions aux municipalités, les initiatives privées, les fermes expérimentales, les fermes de démonstration, l'industrie laitière, les expositions de la province, l'organisation de concours, les bourses au cours d'études, des frais de transport, les services d'agronomes, etc.

**M. Blain (Montréal-Dorion)**: Est-ce que cela comprend les articles qui paraissent une fois par semaine dans les journaux sur l'agriculture?

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)**: Il se fait de l'annonce et de la publicité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait l'éloge des services rendus par les agronomes. Il fut un temps où

ils n'étaient pas libres. L'opposition a toujours recommandé au gouvernement de rendre ces excellents fonctionnaires indépendants de la politique, afin qu'ils puissent être véritablement utiles à tous les cultivateurs. L'opposition a réclamé leur liberté. Il (M. Sauvé) désire que l'agronome jouisse dans la province du plus grand prestige.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)**:

Il fut un temps où le chef de l'opposition dénonçait les agronomes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste. Mes paroles sont dénaturées par le ministre.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)**

est fort heureux de voir reconnaître par le chef de l'opposition que nos écoles rendent de très grands services à la province en formant des agronomes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Autrefois, les libéraux dénonçaient ces écoles, parce qu'elles avaient été fondées par des conservateurs.

**M. Francoeur (Lotbinière)**: Le comté de Lotbinière est dans une situation spéciale. Il s'y fait deux sortes de culture. L'agronome actuel, M. Roy, qui est un excellent agronome, avec la meilleure volonté du monde, ne peut aller partout où sa présence est réclamée. Des deux côtés de la Chambre, on admet que les agronomes rendent de précieux services. S'il n'y en a pas suffisamment dans un comté, c'est une grande lacune. J'ai cru bon de mettre une motion dans l'ordre du jour à ce sujet. Le comté de Lotbinière n'a pas assez d'un agronome, et il faut un assistant à ce dernier pour faire face à tout le travail. L'honorable ministre a déclaré que c'était l'intention du gouvernement de nommer de nouveaux agronomes. Je lui demanderais d'en nommer sans retard un second, ou un autre assistant pour mon comté.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)**

dit à l'honorable député de Lotbinière que le gouvernement s'occupe très sérieusement de sa demande, qui recevra bientôt une réponse favorable.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Le *Journal d'agriculture* pourrait faire beaucoup de bien si le gouvernement prenait des mesures pour le rendre plus complet. Il fait l'éloge de ce journal. Il est très bien rédigé. Voici un journal qui va tous les mois dans les foyers des cultivateurs et qui est censé

renseigner ces derniers sur toutes les méthodes agricoles modernes et sur toutes les questions. Il est évident que plus l'agriculture se développera, plus il appartient au gouvernement de prendre des mesures pour que ce journal puisse se mettre en état de suivre le progrès agricole et se développer à son tour.

Pourtant, le gouvernement s'est toujours contenté de n'accorder que le même contrat et au même prix. Est-ce bien là ce que doit faire le gouvernement?

Il suggère au gouvernement de modifier le contrat de façon à faire publier par ce journal plus de matière à lire et moins d'annonces, et, pour contrebalancer cette perte, d'augmenter le prix du contrat, afin de ne pas faire perdre d'argent à l'imprimeur. Je ne veux pas mépriser le journal. Au contraire, il publie tous les mois des choses fort intéressantes et fort bien présentées, mais je crois que ce journal devrait être plus complet.

Nous devrions y trouver tout ce qui concerne les questions agricoles, et le cultivateur devrait pouvoir le collectionner, faire relier les numéros et y référer toutes les fois qu'il aura besoin d'un renseignement. Je crois qu'il serait possible d'arriver à cela en y faisant publier un peu plus de matière à lire.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** se déclare enchanté d'entendre le chef de l'opposition de faire l'éloge du *Journal d'agriculture*. Je remercie le chef de l'opposition d'avoir reconnu la bonne rédaction du *Journal d'agriculture*, et je ne le blâme pas de vouloir rendre ce journal plus volumineux et plus considérable en y incluant plus de matière. J'espère moi-même que ce journal continuera de progresser.

Et même il le fait déjà, car je constate qu'il atteint une circulation de 63,000, soit plus 2,000 sur l'an dernier. Mais il y a aussi beaucoup d'autres brochures qui vont chez les cultivateurs et qui portent sur des sujets divers. Dans tous les cas, je ne blâme pas le chef de l'opposition de faire sa suggestion, il se peut que ce journal puisse être augmenté. Il serait possible d'améliorer encore cette publication.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je préférerais qu'il y ait plus de matière à lire et moins d'annonces, ou encore qu'il soit plus volumineux. Il faudrait qu'il y eût un plus grand nombre de bons conseils. Je comprends que les annonces sont laissées au propriétaire de l'imprimé et que ce n'est qu'ainsi qu'il peut faire un bénéfice, mais ne serait-il pas

possible de modifier le contrat en payant à ce journal tant la ligne pour la matière à lire, pour compenser le montant des annonces qui seraient remplacées par cette matière à lire. Ce serait, je crois, une grande amélioration.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):** Nous ne pouvons pas dire que le prix de contrat accordé à ce journal est exagéré. Cette compagnie est obligée, pour se refaire, de prendre des annonces; autrement, elle ne rencontrerait pas ses dépenses.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais ce n'est pas cela du tout que je désire, je demande justement le contraire. Je dis que, si le gouvernement voulait payer pour la matière à lire qui est publiée, peut-être l'imprimeur consentirait-il à mettre de côté certaines annonces, pourvu que son revenu fût aussi bon. Je ne parle pas du tout du prix du contrat.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille huit cent sept dollars et soixante-six centins soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille cinq cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut avoir des explications au sujet des dépenses contingentes. Malgré mon respect, dit-il, pour cette institution et ses membres, mon devoir m'oblige à demander des détails.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le seul moyen d'avoir des détails est d'envoyer un message à ce sujet au Conseil législatif.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ça fait deux ou trois ans que nous parlons de cela, sans jamais rien savoir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous en parlez, mais vous ne le demandez pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il doit y avoir des abus quelque part, vu que ce montant est toujours

le même tous les ans, bien qu'il n'y ait pas toujours le même nombre de conseillers législatifs. Certains refusent de renseigner la Chambre. Est-ce que les députés, qui sont les représentants du peuple, doivent voter ces montants sans les contrôler? Comment le Conseil législatif pourrait refuser de nous dire comment il a dépensé certains argents? Le premier ministre, s'il était chef de l'opposition, s'empresserait de dénoncer le Conseil législatif, ce dortoir de la Chambre, ce lieu de repos de vieillards malfaisants. On veut tout dépenser sans rendre compte. Est-ce là le programme libéral? Est-ce là ce que disait autrefois le premier ministre qui se proclamait un rouge de la vieille école?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il s'agit là d'un item particulier et, pour obtenir les renseignements voulus, il faut envoyer un message au Conseil législatif. Je suis sûr que si nous demandions ces détails, le Conseil se ferait un plaisir de nous les donner, mais seulement que le chef de l'opposition commence par les demander. L'an dernier, ne les avons-nous pas eus, d'ailleurs?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ils ont refusé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Non pas, ils nous ont demandé de suivre la procédure ordinaire. Si le chef de l'opposition veut absolument des détails, il les aura.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton) propose:**

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quatre mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quatre-vingt-huit mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** parle des salaires au palais de justice de Montréal. Il y a eu là-bas une assez forte agitation. Il veut savoir si l'échelle déjà arrêtée est définitive.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le gouvernement se base d'abord sur les rapports faits tous les ans par les chefs de service. En plus, le gouvernement a nommé une commission qui étudie la question depuis deux ans et dont faisaient partie

des fonctionnaires. C'est cette commission qui a fait la classification des employés. Ceux-ci sont engagés à un salaire minimum; ils sont augmentés au bout de trois ans et obtiennent leur salaire maximum au bout de la sixième année. Je sais que certains prétendent être mal classifiés et devoir être changés de classe. Au mois de juillet prochain, nous allons recevoir les rapports et, s'il y a eu des auteurs, elles seront considérées.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** attire aussi l'attention du premier ministre sur le jugement du Conseil privé touchant la cause du Labrador.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

dit avoir appris que Terre-Neuve est dans des difficultés financières, et il serait peut-être possible maintenant de régler le différend moyennant argent, mais de telles négociations sont loin d'être certaines. Terre-Neuve avait offert à la province la partie du Labrador en litige à condition que Québec payât toute la dette de Terre-Neuve, qui s'élevait à \$55,000,000. C'est pourquoi la province cessa toute négociation.

**M. Guertin (Hull)** attire l'attention de la Chambre sur l'état déplorable de la prison de Hull, alors que l'administration de la province coûte si cher à la province. Dans le district de Hull, elle rapporte des revenus, et pourtant, nous avons une prison qui est une disgrâce malgré les recommandations que font les grands jurés à chaque terme criminel.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je suis parfaitement au courant de la situation et je dois dire à mon honorable ami de Hull que nous avons décidé d'agrandir la prison dans un avenir très rapproché. Ce n'est pas qu'à Hull on soit plus mauvais qu'ailleurs, mais nous reconnaissons que l'édifice a besoin d'être restauré et agrandi. D'ailleurs, (souriant) nous savons que bon nombre de personnes des districts étrangers viennent commettre leurs mauvais coups à Hull.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton) propose:**

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** trouve cette désignation bien vague. Après avoir cherché dans les

*Comptes publics*, il constate que, dans ce montant, il y a une somme de \$18,040 pour le journal *La Presse* de Montréal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement fait publier par ce journal près d'une page par semaine dans le but d'annoncer tous les ministères, et surtout la Colonisation et l'Agriculture.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Le gouvernement est-il sûr que cela rapporte quelque chose? N'est-ce pas un placement à fonds rendu?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne le crois pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je croyais que les œuvres du gouvernement étaient tellement éloquentes qu'elles n'avaient pas besoin de publicité. C'est donc le contraire?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce n'est pas pour annoncer les œuvres du gouvernement, mais pour faire connaître nos richesses, tels nos pouvoirs d'eau, nos centres de colonisation, etc.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Est-ce que ces \$18,040 sont de nature à maintenir l'indépendance de ce journal?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cela ne nuit pas et cela ne fait pas de bien non plus. Le montant alloué à la publicité dans les journaux est bien dépensé, et cela ne signifie pas que le gouvernement utilise les fonds publics dans le but de se faire de la publicité, surtout qu'il n'a pas besoin de vanter ses bonnes œuvres, qui parlent d'elles-mêmes.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Si ce journal restait indépendant, ce serait bien. Mais les autres sont un peu moins bien traités. Il y a *L'Événement*, par exemple, qui ne reçoit que \$600. Est-il maltraité?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il est peut-être maltraité dans les crédits divers, mais il est beaucoup mieux traité dans d'autres. Il n'y a pas que *La Presse* qui a obtenu des contrats d'annonces. *Le Devoir* et *L'Action catholique* ont aussi reçu de la publicité payante du gouvernement provincial. Par contre, dans ce même cas où *La Presse* recevait \$18,040, *Le Soleil* de Québec, qui

passé pour le journal qui reçoit la plus considérable du gouvernement, ne se trouve à retirer que \$34.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je ne trouve pas ces noms.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est parce que vous avez lu trop vite.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Et *Le Soleil* qui n'est inscrit sous cet item que pour \$34, qu'est-ce à dire?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça ne vaut pas plus.  
(Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ça montre que nous n'avons pas de partisannerie.

**M. Tremblay (Maisonnette):** flaire un scandale concernant l'achat de fleurs pour Lady Byng et Lady Wellington. Est-ce que la province doit payer pour ces fleurs quand il y a une serre à Spencer Wood?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les fleurs ne provenaient pas de Spencer Wood.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Mais de McKenna, insiste-t-il d'une voix de stentor qui fait rire aux larmes l'auditoire de la Chambre ainsi que des galeries.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** McKenna, dans le cas qui nous occupe, est un fleuriste bien connu et non pas la châtelaine de Spencer Wood.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
13. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi en aide d'un service maritime sur la Côte-Nord et des Îles-de-la-Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le service entre les Îles-de-la-Madeleine et Pictou, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi à The Clark Steamship Company Limited, *re*: service hebdomadaire entre Montréal et la côte de Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La compagnie Clarke Steamship a fourni un excellent service sur la rive nord, et la subvention accordée par le gouvernement du Québec a été bien dépensée.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** prend la parole.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Un tel service n'existe pas et, s'il existait, il devrait se faire par avion. Il ne peut donner d'information quant à la date de la tenue de l'élection partielle aux Îles-de-la-Madeleine, dont le poste de représentant est devenu vacant à cause de la nomination de l'honorable M. Caron à la Chambre haute, mais il se dit certain qu'un libéral sera élu quelle que soit la date de la tenue de l'élection partielle.

La résolution est adoptée.

#### **L'honorable M. Nicol (Compton) propose:**

18. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi à la compagnie de navigation Rimouski-Saguenay, *re*: service entre Rimouski et la Côte-Nord, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### **Demandes de documents:**

##### **Division agronomique du comté de Lotbinière**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes correspondances, résolutions adressées au ministère de l'Agriculture de la province de Québec par les sociétés d'agriculture, cercles agricoles, cercles de l'U.C.C. et autres personnes du comté de Lotbinière, concernant la division dudit comté au point de vue agronomique et la nomination d'un second agronome.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

#### **NOTES**

1. *Le Devoir* du 20 mars 1928, à la page 1, rapporte que la Chambre est aux trois quarts vide.

2. *La Patrie* du 20 mars 1928, à la page 8, lui donne 56 ans et *La Presse* du 20 mars 1928, à la page 23, 42 ans. Il a bien 48 ans.

3. Le journaliste de *L'Événement* du 20 mars 1928, à la page 1, émet ce commentaire: "Ce qui veut dire que si jamais le gouvernement crée un portefeuille de l'hygiène, M. le Dr Bergeron ne le refusera pas... si on lui offre."

4. *L'Événement* du 20 mars 1928, à la page 1, rapporte que le vote est enregistré par M. Edgar Roy, N.P., greffier des procès-verbaux, qui remplace pour aujourd'hui M. le greffier adjoint Charles-A. Fournier.

5. Le Dr Anatole Plante (Montréal-Mercier) est au fauteuil.

6. Le Dr Anatole Plante est au fauteuil. Selon *L'Événement* du 20 mars 1928, à la page 4, il préside le comité plénier de la Chambre pour la première fois et s'acquitte de ses fonctions avec dignité.



7. Selon *L'Événement* du 20 mars 1928, à la page 4, le projet de loi est étudié clause par clause et adopté à l'unanimité, sauf pour la troisième lecture qui aura lieu à la séance du soir.

8. Il fête son 35<sup>e</sup> anniversaire.

9. Selon *Le Soleil* du 20 mars 1928, à la page 11, M. F.-A. Métayer, sous-ministre, assistait son ministre dans les explications qu'il donnait à la Chambre.



## Première séance du mardi 20 mars 1928

## Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Magistrats  
de district

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 184 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux magistrats de district.

Adopté.

## Unités sanitaires

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 160 relatif à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

## En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir sur la recommandation du directeur du service provincial d'hygiène, dans les comtés ou groupes de comtés, suivant le cas, qui en font la demande, des services d'hygiène publique désignés sous le nom d'"unités sanitaires de comtés" et destinés à promouvoir et à protéger la santé publique, et d'affecter à la création et au maintien desdites unités sanitaires les sommes représentant la moitié du budget annuel de chacune des unités sanitaires.

Adopté.

2. Que ces sommes soient prélevées sur le fonds consolidé du revenu sur demande écrite du directeur du service provincial d'hygiène, pour être versées au fonds spécial affecté à la création et au maintien des unités sanitaires, détenu en fidéicommis par le trésorier de la province.

Adopté.

3. Que la nomination de l'officier médical de chaque unité sanitaire soit approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui déterminera son traitement.

Adopté.

## Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 160 relatif à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La province de Québec est la seule où des comtés se sont taxés pour aider à la campagne d'hygiène publique. Je félicite ces comtés de leur généreuse initiative. Je salue, dit-il, chaleureusement le travail accompli à ce jour par l'organisation des unités sanitaires. Nulle part ailleurs, sur le continent nord-américain, l'on peut voir des conseils de comté se taxer eux-mêmes volontairement et de façon aussi importante. La province compte aujourd'hui six unités sanitaires, soutenues en majeure partie par l'institut Rockefeller. Je souhaite que tous les comtés de la province se dotent sous peu de telles unités. Je désire profiter de l'occasion pour exprimer mes remerciements ainsi que ceux de la province à l'institut Rockefeller pour son important soutien. L'occasion est bonne, selon lui, de reconnaître publiquement ce que cet institut a réalisé pour le compte de la province.

**M. Smart (Westmount)**, profitant de son statut d'indépendant, félicite le gouvernement pour son projet. Il dit n'avoir aucune intention de critiquer l'institut et il reconnaît le travail que celui-ci a

accompli. Mais, à son avis, le secrétaire provincial fait un pas dans la bonne direction en matière de santé publique, puisque la question concerne le gouvernement et les municipalités. Le gouvernement a bien fait d'intervenir à Montréal, l'été dernier, lors de l'épidémie de fièvre typhoïde, bien qu'il soit décevant qu'il ne soit pas intervenu plus tôt. La protection de la santé publique ne doit pas être laissée entre les mains de la fondation Rockefeller ou d'organismes de cette nature.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** remercie le député de Westmount (M. Smart) pour ses remarques et enchaîne sur les efforts déployés pour doter la province des meilleures mesures de santé publique. Il fait référence à ce qui a été réalisé à Thetford Mines. La compagnie d'assurances Métropolitaine y a installé un centre de soins de santé qu'elle a administré quelque temps, selon ses méthodes, pour ensuite le confier à la municipalité. Celle-ci ne disposait pas des fonds nécessaires, et le gouvernement était dans la même situation, la Législature n'ayant pas prévu d'argent à cette fin. C'est donc avec satisfaction qu'il a considéré l'intervention de l'institut Rockefeller à cet égard. L'an dernier, l'institut a contribué pour près de \$35,000 en matière de santé dans la province, afin d'appuyer des initiatives de santé publique.

Il salue sa générosité à l'endroit de l'Université McGill et le fait qu'une fois les laboratoires implantés, l'institut entend également étendre cette générosité aux autres universités. À Thetford Mines, le centre de soins de santé a réduit du tiers les cas de mortalité infantile, et de moitié, les cas de tuberculose. Il en coûtera \$6,000 par unité pour leur mise en opération. Il rappelle également que Québec est la seule province du dominion où les conseils de comté se taxent eux-mêmes à hauteur de un ou deux cents par \$100 pour la cause de la santé publique.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Anniversaire de M. Honoré Mercier fils**

**M. Grant (Champlain):** Il y a 53 ans aujourd'hui naissait dans la ville de Saint-Hyacinthe un enfant appelé à jouer un grand rôle, le fils de feu l'honorable M. Honoré Mercier.

Cet homme a marché sur les traces de son illustre père et je suis heureux, à titre de représentant du comté de Champlain, de lui présenter en mon nom, comme au nom de mes collègues, mes meilleurs souhaits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il arrive assez souvent que les députés de Champlain et de Trois-Rivières sont d'accord<sup>1</sup>. Aujourd'hui, cependant, je suis heureux de m'unir au député de Champlain pour offrir mes souhaits à l'honorable député de Châteauguay (M. Mercier fils). Le meilleur souhait que je puisse lui faire, c'est de marcher sur les traces de son vénéré père.

**M. Smart (Westmount)** ajoute quelques mots.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est une surprise pour moi d'entendre mes collègues me faire des souhaits à l'occasion de mon anniversaire. Je ne m'étais pas encore aperçu que j'avais 53 ans<sup>2</sup>. Je remercie tout particulièrement les députés de Champlain (M. Grant) et de Trois-Rivières (M. Duplessis) d'être enfin tous d'accord sur un point, et j'essaierai de mettre en pratique les bons conseils qu'ils m'ont donnés. Il remercie en anglais le député de Westmount (M. Smart).

**L'honorable M. David (Terrebonne)** offre des compliments à l'honorable député de Châteauguay (M. Mercier fils).

#### **Taxe sur les corporations**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 68 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

Il est ordonné que la résolution soit retirée.

**Rapports de comités:****L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 194 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements;

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 183 concernant les droits seigneuriaux dans cette province;

- bill 203 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments;

Les bills suivants ont été rapportés à la Chambre:

- bill 202 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales;

- bill 205 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales relativement aux compagnies d'utilité publique et de pulpe.

Le bill 173 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la nomination des vérificateurs des comptes pour certaines municipalités a été retiré.

Le bill 204 modifiant l'article 423 du Code municipal a été rejeté.

**Juridiction des tribunaux  
de Kamouraska, Rimouski et Saguenay**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 13 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les districts judiciaires de Rimouski et Saguenay.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi de la voirie,  
article 75**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 186 modifiant l'article 75 de la loi de la voirie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter les emprunts jugés nécessaires pour la mise à exécution de la section II, du paragraphe 2 de la section III, de la section VII et de la section VIII de la loi de la voirie (Statuts refondus, 1925, chapitre 91).

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une fois.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la résolution soit maintenant lue une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que cette Chambre adopte maintenant la résolution.

Adopté sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 186 modifiant l'article 75 de la loi de la voirie.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Régime des eaux courantes**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 189 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. Il est ordonné que la résolution soit retirée.

#### **Commission des accidents du travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que l'ordre de cette Chambre, en date du mercredi 7 mars courant, portant que le bill 49 concernant la Commission des accidents du travail soit lu une troisième fois à la prochaine séance, soit révoqué.

Adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 49 concernant la Commission des accidents du travail.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie de nouveau l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1928."

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose un amendement afin que la loi n'entre pas en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1928, mais sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. La présente loi entrera en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixera par proclamation."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les mots suivants:

"Ce bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de façon à conférer à la Commission des accidents du travail le pouvoir de nommer le personnel qui sera jugé nécessaire pour la plus impartiale et la plus sage administration de la loi des accidents du travail".

Je suis en faveur, dit-il, de la Commission non seulement parce que des avocats ont abusé de la position de certains ouvriers accidentés, mais aussi parce que certains juges se sont montrés incompetents, inhabiles à juger avec justice les causes d'accidents de travail. J'ai entendu moi-même un juge dire les pires choses sur une cause du genre, donner une signification fausse de l'esprit de la loi et s'exposer à se faire donner une leçon humiliante pour la justice par un avocat tout jeune, mais intelligent. Je me propose à la prochaine session de faire un débat sur l'administration de la justice par certains juges et d'exposer comment les justiciables ont été traités en certains cas et quel effet produisent chez le peuple certaines façons de traiter les justiciables. La Commission fonctionnera bien en autant qu'elle sera indépendante et au-dessus de toute ingérence politique. Le sera-t-elle indépendante, si son personnel est choisi parmi les créatures les plus serviles du gouvernement?

Il (M. Sauvé) cite le cas d'un recorder nommé par le conseil municipal d'une petite ville, non loin de Montréal, et qui fut refusé par le gouvernement, parce que l'ami d'un chef rouge et d'un ministre voulait avoir cette place. Finalement, le conseil fut obligé de céder devant l'autocratie du

gouvernement. Ce cas démontre ce que peut faire le gouvernement dans la nomination du personnel de la Commission. Un ouvrier désigné par les associations ouvrières devrait aussi faire partie de la Commission.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Il n'appartient pas au gouvernement de critiquer les juges, mais par exemple il va nommer des commissaires qui seront aussi bons que possible. Quant à la politique, il sera difficile de nommer des hommes qui n'appartiendront à aucun parti politique parce qu'il s'en trouve bien peu. Dans le passé, le gouvernement a nommé des commissions, et jamais on ne s'est plaint de partisanerie politique de la part des commissaires nommés. Les nominations seront faites avec le plus grand soin possible. Je crois, avec le chef de l'opposition, dit-il, que l'on ne pourrait y apporter trop de soin.

La loi vaudra en autant que la Commission sera bonne. Le gouvernement comprend cela et veut donner à la population la meilleure loi et la meilleure Commission. Aussi, comme dans le passé, le gouvernement exercera-t-il la plus grande discrétion dans le choix des commissaires. Le président de la Commission sera un juge ou un avocat, puisqu'il s'agit d'interpréter la loi. Mais le gouvernement n'a pas encore décidé quels seront les autres membres de la Commission. Plus tard, si le gouvernement constate que les commissaires ne sont pas compétents, ils seront changés.

D'autre part, rien ne permet de dire que les ouvriers ne seront pas représentés. Il serait possible de nommer dans la Commission des représentants d'ouvriers ou de patrons, mais ne serait-il pas préférable de nommer des hommes qui ne seraient affiliés ni aux industries ni aux associations ouvrières? De nommer des gens qui ne seraient nullement préjugés?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut des commissaires qui connaissent non seulement la loi, mais aussi les besoins des ouvriers. Pour cela, le gouvernement aura toujours la faculté de prendre des juges qui, par leur compétence, ont démontré qu'ils pouvaient appliquer une loi des accidents du travail. Il fait l'éloge de la Commission des services publics. Il félicite le gouvernement d'avoir nommé M. A. Beaudry président de la Commission des services publics. C'est une excellente nomination. Le gouvernement a été fort heureux dans le choix de ses nominations. Mais il ne veut pas que le gouvernement nomme le personnel de la nouvelle commission.

La façon dont les nominations sont faites comporte toujours un danger, parce que l'on ne tient pas tant compte des mérites de l'homme que de ses services politiques. Pourquoi ne suit-on pas l'exemple de l'Angleterre où l'on choisit le bon où on le trouve, à quelque parti auquel il appartienne? Il veut que le personnel de la Commission soit soustrait à l'influence politique, qu'il soit sous contrôle exclusif des commissaires.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** est en faveur de la loi proposée. Il ne croit pas qu'il y ait un danger appréciable à ce que le personnel soit nommé par le gouvernement au lieu de l'être par la Commission. Le fait de nommer le personnel de la Commission n'empêchera pas le gouvernement de faire de bonnes nominations. D'ailleurs, il va de soi que personne ne sera nommé sans que les commissaires aient été consultés d'abord et qu'ils aient donné leur approbation. Il s'oppose à l'amendement du chef de l'opposition.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé, Tremblay, 9.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bouchard, Bullock, Cantin, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Fortier, Gagnon (Kamouraska), Galipeault, Gauthier, Grant, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Nicol, Papineau, Perrault, Piché, Pilon, Plante, Poulin, Power, Rochette, Samson, Taschereau, Thériault, Vautrin, 43.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Hôpital français devenant  
hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. Lemieux), que, vu que le bill 136 concernant l'Hôpital français et changeant son nom en celui de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits

ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### Dépôt de documents:

##### **Imperial Oil et Évariste Berthiaume**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 mars 1928, pour copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et des citoyens de Sainte-Flore, comté de Champlain, au sujet de l'Imperial Oil et de M. Évariste Berthiaume, depuis 1926. (Document de la session no 56)

##### **Animaux à fourrure**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 15 mars 1928, pour copie de toute correspondance, requête, documents, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou employés et toute personne, depuis 1925 inclusivement, concernant l'industrie de l'élevage domestique des animaux à fourrure, principalement du renard argenté. (Document de la session no 57)

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 20 mars 1928**

##### **Présidence de l'honorable H. Laferté**

La séance est ouverte à 3 h 15.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 modifiant la loi des liqueurs alcooliques, relativement à la pension du président de la Commission;
- bill 43 modifiant la loi des droits sur les divertissements;
- bill 47 modifiant le Code municipal;
- bill 67 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations;
- bill 71 modifiant la loi de l'instruction publique;
- bill 118 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 157 validant le règlement no 261 de la cité de Grand'Mère, relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice, et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin;
- bill 161 modifiant la loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage;
- bill 167 modifiant la loi des véhicules automobiles;
- bill 190 modifiant la loi de la prévention des incendies;
- bill 195 concernant le rapatriement des Canadiens dans la province de Québec.

#### **Questions et réponses:**

##### **Éligibilité au Sénat**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Le gouvernement s'est-il fait représenter devant la Cour suprême dans le cas soumis par le procureur général du Canada concernant l'interprétation du mot "personne" en rapport avec l'éligibilité au Sénat?

2. Dans l'affirmative, par qui?

3. Qu'a coûté à la province cette représentation?

4. Quelle direction avait été donnée par le gouvernement à son représentant?

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Oui.

2. MM. Charles Lanctôt, c.r., et Aimé Geoffrion, c.r.

3. Rien, jusqu'à ce jour.

4. De soutenir, conjointement avec les représentants du gouvernement fédéral, l'inadmissibilité des femmes au Sénat.



### **Enregistrements par certaines corporations**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 194 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Pont à Caughnawaga**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Depuis les 20 dernières années au moins, les gens qui devaient faire le trajet de Lachine vers le territoire de Caughnawaga ont dû prendre le traversier. Il est dans l'intérêt des cités, villes et villages situés dans les comtés de Beauharnois, Châteauguay, Huntingdon et Napierville-Laprairie que ce pont soit construit vis-à-vis la réserve de Caughnawaga. Il y a donc 20 ans que la population de Caughnawaga et des municipalités intéressées réclament la construction d'un pont à Caughnawaga reliant les deux rives. Les citoyens avoisinant ce pont ont fait beaucoup de démarches à ce sujet. Un grand nombre de requêtes ont été présentées.

La région du district de Beauharnois comprend une population agricole. La situation actuelle présente des ennuis considérables, car les

cultivateurs de la région qui doivent aller au marché de Montréal et de Lachine sont obligés de suivre la rive sud du fleuve et doivent passer par le pont Victoria. Il faut faire alors 17 ou 18 milles, ce qui est trop considérable. Il y a un traversier à Lachine qui assure une liaison avec Caughnawaga, mais il ne règle pas le problème de la circulation. Je suis convaincu, dit-il, qu'au moins 50 % des véhicules doivent emprunter d'autres voies pour s'y rendre.

De plus, il y a un système de traversiers à Caughnawaga qui servirait à raccourcir cette distance, mais il n'est en opération que durant une certaine période très courte de l'année, pendant les mois d'été. La traverse de la rivière se fait en chaloupe. À certains jours, ce service est interrompu à cause des tempêtes qui s'élèvent en cette partie du fleuve. L'hiver, il n'y a pas de pont de glace dans ces parages, la glace ne prend pas et cette distance est une source de grands ennuis pour les cultivateurs qui souvent ont à partir la veille, lorsqu'ils veulent être sur les marchés le vendredi. Le nouveau pont leur rendra de précieux services. Il coûtera \$1,700,000.

Sur la construction de ce pont, deux moyens seulement pouvaient être adoptés. Le gouvernement ne pourrait réaliser seul une entreprise aussi considérable. C'est une grosse entreprise car le pont aura 3,000 pieds<sup>3</sup> de longueur, sans compter les approches. Aussi, il aurait fallu confier le projet à une compagnie privée qui seule pouvait entreprendre cette construction. Elle aurait exigé des taux de péage en permanence. Cela n'eût pas donné satisfaction. Mais le gouvernement a réussi à obtenir une autre solution. La nouvelle loi constitue cette nouvelle solution.

Après avoir examiné la question, j'en suis venu à la conclusion que le meilleur moyen de réaliser le projet était de créer une commission qui aurait le contrôle du pont, surveillerait la construction, l'entretien du pont et exigerait des taux de péage qui y seraient établis temporairement. Le trafic à Caughnawaga est très considérable. Le pont rapporterait suffisamment pour faire disparaître les taux de péage dans un temps relativement court. Les revenus annuels assureraient le maintien, l'exploitation et l'administration du pont. Pour cela, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux termes du bill, créer une commission de cinq membres qui s'occupera de voir les intéressés et d'arrêter les fondations du projet.

Cette nouvelle loi permet au gouvernement d'autoriser l'émission de lettres patentes sous le grand sceau de la province aux fins de constituer une corporation sous le nom de "La corporation du pont

du Lac Saint-Louis" ou sous tel autre nom qu'il lui plaira de lui donner dans les lettres patentes ou par lettres patentes supplémentaires. Le but de la présente loi est d'assurer la création de cette commission. Ce projet est soumis à la Chambre et j'espère que les députés de cette Chambre approuveront notre projet de loi.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de doute qu'il est nécessaire de construire des ponts. La construction des ponts doit être encouragée quand les besoins l'exigent. Le pont du député de Châteauguay est un pont hypothétique. Dans les circonstances présentes, je suis porté à croire que la création de cette commission est en grande partie de la stratégie électorale de la part du député de Châteauguay, plutôt que du désir de plaire aux résidents de cette division. Il est étrange que le gouvernement crée une commission qui contrôlera les affaires se rapportant à ce projet. Cette commission n'a pas d'autre but que de faire du capital politique.

Je veux cependant donner le bénéfice du doute à l'honorable ministre des Terres. Je souhaite que la création de cette commission atteigne le but qui est ici exposé, celui de la construction d'un pont. Je suis surpris, cependant, que le projet n'ait pas été soumis par l'honorable ministre des Travaux publics (M. Gaipeault). C'est ce qui m'incline à penser qu'il s'agit de stratégie électorale dans cette affaire. Ce projet consiste à faire payer par des municipalités des travaux qui sont plutôt dans l'intérêt de toute la province.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Si ce pont était construit entre deux municipalités, il serait plus facile de transiger.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** suggère de procéder de la même façon que l'on a faite, lors de la construction du pont de Montréal.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Dans ce cas, la situation était bien différente, car pour la construction dudit pont, il va falloir transiger avec 50 et 55 partis différents.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi l'honorable ministre des Terres n'a-t-il pas mis dans son projet des estimés? Le pont va être construit sur le Saint-Laurent. Est-ce que le gouvernement de Québec ne doit pas obtenir le consentement d'Ottawa

pour construire ce pont? Il n'y a rien dans le projet de loi au sujet des démarches faites auprès du gouvernement d'Ottawa. Nous sommes en faveur de la construction des ponts et, si je fais ces remarques, c'est pour tirer les choses au clair.

Aux prochaines élections, lorsque l'honorable ministre des Terres sera candidat dans Châteauguay, si le pont n'est pas construit, il pourra dire que c'est la faute de la commission. Il dira à ses électeurs: "Mes chers amis, vous n'avez pas encore votre pont, mais vous l'aurez, nous avons nommé une commission pour y voir." Le gouvernement n'a pas du tout le désir de construire un pont, mais il semble certainement désireux de se créer une popularité.

L'opposition est en faveur de la construction d'un pont, mais pas dans un cas comme celui-ci, "ce bloc enfariné", comme dirait le fabuliste, cette "commission de pont" ne me dit rien qui vaille. Lorsque l'honorable ministre des Travaux publics a proposé la construction d'un pont à Grand'Mère, il n'a pas présenté un projet de loi pour créer une commission.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

dit qu'il n'a jamais voulu faire de politique avec les constructions de ponts, et il ne l'a jamais fait. Ceux qui ont fait de la politique avec cette question ne sont pas du côté des libéraux. Si on a fait de la politique à ce sujet, ce sont les conservateurs qui ont voulu capter des votes en promettant ce pont.

Le pont a été réclamé par ces libéraux comme par les amis de mon honorable ami de Trois-Rivières. Depuis 20 ans, plusieurs campagnes électorales ont été faites avec succès pour le gouvernement. Nous n'avons pas eu besoin du pont de Châteauguay pour nous faire élire.

Puisque l'honorable député de Trois-Rivières me force à le dire, je rappellerai que ce pont a été promis par ses amis politiques d'Ottawa. L'honorable député ne devrait pas employer son intelligence à des mesquineries, comme il le fait.

Il admet comme nous la nécessité du pont. Il dit: "Vous avez oublié que vous allez être obligés de demander à Ottawa l'autorisation de construire ce pont." Nous ne l'avons pas oublié, nous y avons pensé. Il est facile de le lui prouver. Le projet de loi contient une clause à ce sujet. Il n'est que juste que les municipalités fassent leur part. Il y en a 40 à 45 d'intéressées. Le pont est nécessaire et se construit dans un district assez riche pour que chaque municipalité consente à payer sa part. Les deux gouvernements contribueront quand on leur aura démontré que les municipalités ont fait leur part.

Il nous faut un corps constitué avec les pouvoirs voulus pour assurer la construction du pont. Ce projet me tient au cœur, non pas au point de vue électoral. Il n'y a aucun intérêt politique dans ce bill. Aux prochaines élections, le pont de Caughnawaga bâti ou pas bâti, je suis persuadé que le député de Châteauguay sera élu de la même façon.

(Applaudissements à droite)

Un mot d'explication sur le pont en question. C'est dans une élection partielle, après l'arrivée des conservateurs au pouvoir, à Ottawa, que le pont de Caughnawaga fut promis. L'honorable M. Robert Rogers était en charge de l'organisation conservatrice et une des promesses électorales du gouvernement fut la construction de ce pont. Les journaux publièrent même un dessin représentant le pont qui unissait les deux rives. Les électeurs de Châteauguay voyaient déjà le projet réalisé et c'est sur ce pont que le candidat conservateur, M. James Morris<sup>4</sup>, passa et fut élu par un peu plus de 100 voix<sup>5</sup>.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** se demande si la construction de ce pont n'affectera pas le trafic sur le nouveau pont de la rive sud.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Cela pourra affecter le trafic sur le pont Victoria, mais aucunement sur le pont de Longueuil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement aurait dû s'entendre avec Ottawa relativement à cette construction avant de créer une commission, car Ottawa a quelque chose à dire au sujet de la construction des ponts au-dessus des rivières navigables.

Les articles 1 à 19 ainsi que le préambule sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Accidents du travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 38 relatif aux accidents du travail.

M. l'Orateur, je propose que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour corriger une date dans la loi des accidents du travail, le bill 38, avant d'en adopter la troisième lecture.

Adopté<sup>6</sup>.

#### **En comité:**

Le comité et étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1928."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. La section 3 de la présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, et les autres sections de la présente loi entreront en vigueur le premier septembre 1928."

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Avec cet amendement, il n'y aura plus de loi que celle actuelle qui sera appelée à remplacer celle de 1909.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je propose maintenant la troisième lecture de ce projet de loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Depuis la présentation de cette loi, j'ai reçu des lettres attaquant le premier ministre parce qu'il est directeur de la compagnie d'assurances Métropolitaine et administrateur de la Sun Life.

J'ai reçu aussi des lettres attaquant les ministres...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable chef de l'opposition est-il prêt à produire ces lettres?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non, je ne suis pas ministre et je ne suis pas obligé de produire mes lettres.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je le sais, mais je pensais que l'honorable chef de l'opposition aimerait à les produire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non. L'honorable premier ministre n'a pas besoin d'être nerveux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Oh! Je ne suis pas nerveux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne voudrais pas me servir de ces lettres...

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Les deux compagnies mentionnées ne font pas d'assurances patronales<sup>8</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'importance de la question sociale grandit chez nous en proportion du développement de notre pays et de l'application de la science dans la fabrication. Deux grandes classes de travailleurs se partagent le monde économique: celle des agriculteurs et celle de l'industrie. Nous sommes à légiférer pour la classe ouvrière, en vue de la protéger autant que possible contre les accidents de travail. Nous voulons une législation saine, une loi de compensation équitable avec une procédure de paix et de justice, qui puisse faire du patron et de l'ouvrier des collaborateurs dans la production nationale. Nous voulons protéger la vie humaine et la rendre supportable à tous dans le malheur de l'accident ou dans la maladie provenant de l'exercice d'un métier. Nous voulons, en un mot, protéger l'ouvrier, sans assiéger le patron, sans décourager les initiatives de l'industrie, sans nuire aux entreprises même du plus petit capitaliste et de la plus modeste industrie<sup>9</sup>.

Nous comprenons que le patron, comme l'ouvrier, a droit à la protection dont dépend la prospérité du pays. Le présent projet de loi répond-il aux besoins du temps? Répond-il à l'attente des ouvriers les plus raisonnables? S'il offre certaines améliorations sur la loi de 1909, n'est-il pas inférieur à la loi de 1926, avec l'assurance collective, administrée par une commission au-dessus de toute ingérence politique?

Le projet de loi qui nous est soumis est-il conforme au paragraphe du discours du trône qui annonce aux ouvriers une loi de compensation plus généreuse que celle qui les régit maintenant, celle de 1909? Le 10 janvier dernier, dès l'ouverture de la session, le discours du trône annonce "qu'à la suite d'une enquête prolongée et d'une étude approfondie,

le gouvernement a trouvé un système qui réunira ce que notre législation et ce que les législations étrangères renferment de meilleur". Et il conclut sur ce chapitre en proclamant que "l'idée maîtresse de la nouvelle loi est d'indemniser généreusement l'ouvrier sans nuire à l'industrie".

Le gouvernement énonçait donc le principe du présent projet de loi. Sur le principe de l'indemnisation auquel se rattachent la détermination des indemnités par une commission au lieu des tribunaux et une meilleure garantie par une assurance obligatoire, je n'en dirai pas davantage. Quant aux modalités, l'opposition préfère encore l'assurance collective, comme elle l'a demandé dans le passé.

Je n'ai pas voulu m'occuper des personnalités. Mais voyons si les ouvriers ont gagné quelque chose par cette loi. Le gouvernement a annoncé, aux dernières élections, qu'il modifierait sa loi de 1926. Les ouvriers ont cru alors qu'ils obtiendraient une commission et une assurance collective. La nouvelle loi leur donne une commission, mais pas d'assurance collective. Je n'ai aucun préjugé contre les compagnies d'assurances, qui rendent de grands services à la société, mais je dis que la loi les favorise trop au détriment du patron et de l'ouvrier.

J'ai reçu plusieurs lettres attaquant le premier ministre parce qu'il est administrateur de la Sun Life et directeur de la Métropolitaine, et parce que plusieurs ministres sont intéressés dans les assurances privées. Bien que je sois encore convaincu qu'un ministre de la couronne devrait refuser d'être directeur de toute entreprise pouvant être intéressée à la législation dont il a la direction, je ne m'arrêterai pas aujourd'hui à ce point de vue pour attaquer personnellement le chef du gouvernement. Je me placerai au-dessus de cette considération pour discuter le projet de loi. Je crois avec mes collègues que les compagnies d'assurances privées ont des avantages qui ne serviront pas toujours les intérêts des ouvriers accidentés ni ceux des patrons. Elles feront payer des taux assez élevés au patron et, en certains cas, leurs ajusteurs feront consentir l'ouvrier accidenté à ne recevoir par arrangement qu'une partie de l'indemnité, quand le patron aura payé pour le plein montant de l'indemnité. L'assureur en fera une question d'affaires. La compagnie d'assurances ne devrait pas avoir le droit de régler la compensation avant que la Commission ait le temps de considérer le cas de l'accidenté.

Une nouvelle loi des accidents du travail est demandée depuis 1923. La Commission nommée en 1923 par le gouvernement pour faire enquête, ainsi

que le dit le discours du trône, a fait son rapport en 1926. Le gouvernement a alors calqué une loi sur les considérants du rapport. Le gouvernement a fait adopter une loi dont il ne voulait pas évidemment. Il était alors fortement question des élections et il ne voulait pas faire face aux demandes des ouvriers. Il fit adopter sa loi, mais demanda d'en retarder la mise en vigueur jusqu'en 1927.

Les élections n'ayant pas eu lieu en 1926, le gouvernement demanda en 1927 de retarder l'application jusqu'en 1928. Et voici qu'à la première session, au lendemain des élections, il jette sa loi au panier et en présente une nouvelle qui n'offre pas les avantages de celle de 1926. Le gouvernement n'a pas été franc avec les ouvriers. Il les a trompés avant et durant les élections et, maintenant qu'il est assuré d'une forte majorité, il présente une loi à sa guise et se moque des demandes les plus importantes de l'ouvrier. Il n'agirait pas de cette façon arbitraire si la représentation de l'opposition était numériquement mieux proportionnée.

Il (M. Sauvé) compare ensuite les lois ouvrières de 1909 et de 1928 avec le système préconisé par le travail organisé, et il énumère les nombreux amendements proposés par l'opposition aux lois de 1926 et 1928.

La loi de 1909 était administrée par la Cour de circuit et la Cour supérieure. Les ouvriers réclamèrent une commission de cinq membres avec représentation ouvrière. La loi de 1926 devait être administrée par la Cour supérieure, la Cour de circuit et la Cour de magistrat. Les ouvriers réclamaient une commission de cinq membres. La loi de 1928 crée une commission que de trois membres, sans spécifier la représentation ouvrière. On se rappelle que, lors de la troisième lecture de la loi de 1926, toute l'opposition vota pour, et tous les députés du gouvernement votèrent contre l'amendement de M. Camillien Houde...

#### **Des députés ministériels manifestent.**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** ... demandant une commission des accidents du travail formée de cinq membres, dont l'un d'entre eux devait être un représentant des ouvriers.

Sous la loi de 1909, l'employeur est responsable des accidents individuellement. Depuis longtemps, les ouvriers réclament un système de responsabilité collective par un groupe d'industries, au moyen d'une assurance d'État obligatoire. La loi de 1926 ne modifia en rien la responsabilité

individuelle de l'employeur, mais elle ajouta pour celui-ci l'obligation de s'assurer pour les fins de la loi sous peine d'une amende de pas moins de \$500 et de pas plus de \$1,000 ou, à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement de pas moins de 8 jours et de pas plus de 30 jours.

Quand elle fut amendée en 1927, MM. Houde et Bray, appuyés par toute l'opposition, préconisèrent l'établissement d'une assurance collective obligatoire administrée par un bureau nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Tous les députés ministériels, sans en excepter un seul, votèrent contre cette proposition.

D'après la loi de 1928, l'employeur est responsable individuellement et a l'obligation de s'assurer pour les fins de la loi sous peine d'une amende de pas moins de \$100 et de pas plus de \$1,000 ou, à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement de pas moins de 8 jours et de pas plus de 30 jours. Au cours du débat, l'opposition a fait remarquer que la protection accordée à l'ouvrier par le fait de l'obligation pour l'employeur de s'assurer est illusoire, puisque celui-ci peut ne pas s'assurer en courant simplement le risque de payer l'amende. L'opposition a réclamé et réclame encore l'assurance collective obligatoire administrée par la Commission des accidents du travail.

Par qui sera payée la compensation? D'après la loi de 1909, par l'employeur; d'après le système du travail organisé, par la Commission à même la caisse d'accident; d'après la loi de 1926, par l'employeur avec faculté pour l'accidenté, s'il n'est pas satisfait, d'actionner directement la compagnie d'assurances, garante du débiteur; d'après la loi de 1928, par l'employeur ou l'assureur.

Les lois de 1909, 1926 et 1928 couvrent les seuls accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, tandis que le système préconisé par les ouvriers s'étend aussi aux accidents provenant d'événements fortuits, pourvu qu'ils seront survenus aux employés, ouvriers et apprentis occupés dans l'une des entreprises assujetties à la loi.

Les lois de 1909, de 1926 et de 1928 ne couvrent pas les maladies professionnelles. Les ouvriers et l'opposition ont demandé et demandent que la maladie professionnelle soit considérée comme un accident et l'indemnité payable de la même manière que pour un accident.

D'après la loi de 1909, le patron doit donner avis à l'inspecteur de manufacture dans les 48 heures. Le système préconisé par le travail organisé demande que le patron, dans les trois jours après l'accident, fasse à la Commission un rapport

contenant la nature, la cause, le temps et l'endroit de l'accident. La loi de 1926 exige que l'employeur donne un avis au ministre des Travaux publics et du Travail dans les 30 jours. Par la loi de 1928, l'avis doit être donné dans les 15 jours à la Commission.

Dans la loi de 1909, aucun avis n'est exigé de la part de l'accidenté ou de l'un de ses dépendants. D'après le système du travail organisé, avis par écrit doit être donné au patron par l'ouvrier ou par une autre personne en son nom ou, en cas de décès, par un dépendant. La loi de 1926 dit que l'avis doit être donné dans les 30 jours à l'employeur par la victime ou ses représentants et par le médecin qui lui a donné ses soins. La loi de 1928 exige un avis dans les 10 jours à l'employeur par la victime ou ses représentants.

La loi de 1909 fixait comme montant minimum de compensation \$1,500 et \$3,000 comme montant maximum. Le système du travail organisé réclame 75 % du salaire, mais pas moins de \$12.50 par semaine, à moins que le salaire ne soit moins de \$12.50 par semaine, et alors, le plein salaire sera payé. La loi de 1926 fixe à \$25 par semaine le montant maximum et à \$8 le montant minimum et accorde le plein salaire en bas de \$8. D'après la loi de 1928, le maximum est de \$20 par semaine, le minimum \$6 par semaine et, à moins de \$6, le plein salaire est accordé.

Quelle est la base de compensation? Voici pour le montant maximum du salaire pris comme base de compensation: loi de 1909, 50 % du salaire jusqu'à concurrence de \$1,000 par an et 25 % sur le surplus à \$1,000 jusqu'à \$1,500; système préconisé par le travail organisé, \$2,000; loi de 1926, \$2,000; loi de 1928, \$1,560. L'opposition a demandé et demande encore que la somme de \$2,000 soit le montant maximum du salaire pris comme base de compensation.

La loi de 1909 accorde pour incapacité totale permanente 50 % du salaire annuel jusqu'à \$1,000 et 25 % sur tout salaire au-dessus jusqu'à \$1,500, le maximum à être payé ne devant pas excéder \$3,000. Le système du travail organisé réclame 66 % du salaire annuel, payable la vie durant. La loi de 1926 accordait une rente viagère égale aux 66 % du salaire annuel. La loi de 1928 donne 66 % du salaire annuel, mais seulement jusqu'à concurrence de \$10,000.

Pour incapacité partielle permanente: loi de 1909, 50 % de la différence du salaire gagné avant l'accident et après, tant que le capital de \$3,000 n'aura pas été épuisé; système du travail organisé, 66 % de la différence du salaire gagné avant et après

l'accident, payable la vie durant; loi de 1926, rente viagère égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire annuel; loi de 1928, 66 % du salaire annuel pendant un temps déterminé à raison de 4 semaines par chaque 1 % d'incapacité jusqu'à concurrence de \$5,000.

La loi de 1909 accorde 50 % du salaire tant que dure l'incapacité totale temporaire, à compter du septième jour, et ne définit rien pour l'incapacité partielle temporaire. Le système du travail organisé réclame 66 % du salaire pendant tout le temps que dure l'incapacité totale temporaire et 66 % de la différence du salaire, pendant que dure l'incapacité partielle temporaire. Si l'incapacité dure moins de 10 jours, l'indemnité sera payée à partir du quatrième jour; si elle dure plus de 10 jours, à partir du premier jour. La loi de 1926 accorde l'assistance médicale pour l'incapacité temporaire qui a duré moins de sept jours et, pour l'incapacité temporaire qui a duré sept jours ou plus, une indemnité égale à la moitié du salaire journalier à partir du septième jour. La loi de 1928 accorde l'assistance médicale pour l'incapacité absolue temporaire qui a duré moins de sept jours; 66 % du salaire quotidien à compter du huitième jour, pour l'incapacité absolue temporaire qui a duré plus de sept jours et moins de six semaines; 66 % du salaire quotidien à partir du jour de l'accident, pour l'incapacité absolue temporaire qui a duré plus de 6 semaines.

En cas de mort, la loi de 1909 accorde 50 % pour frais funéraires et médicaux; le système du travail organisé, \$150 pour frais funéraires et médicaux; la loi de 1926, \$100 au plus pour frais funéraires; et la loi de 1928, \$125 au plus pour frais funéraires.

D'après la loi de 1909, le conjoint survivant a droit à une somme égale à quatre fois le salaire annuel du défunt, avec un minimum de \$1,500 et un maximum de \$3,000, qu'il y ait des enfants ou non. Le système du travail organisé accorde \$40 par mois la vie durant, en plus d'une somme de \$100 dans les 30 jours de la mort de la victime. Si la veuve se remarie, les paiements cessent, mais une somme globale équivalant à 24 paiements mensuels est donnée. En plus de son indemnité personnelle, le conjoint survivant toucherait \$10 par mois par enfant jusqu'à l'âge de 16 ans, mais cette indemnité pour la veuve et les enfants ne pourra dépasser 75 % du salaire du défunt. La loi de 1926 accorde au conjoint survivant une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel de la victime et 10 % pour un enfant, 20 % pour deux enfants, 30 % pour trois enfants, 40 % pour quatre enfants et plus, jusqu'à l'âge de 16 ans.

La loi de 1928 accorde au conjoint survivant une rente égale à 30 % du salaire annuel de la victime, payable jusqu'à son décès ou remariage, et 10 % pour un enfant, 20 % pour deux enfants, 30 % pour trois enfants et plus, jusqu'à l'âge de 16 ans.

Pour les orphelins de père et de mère, la loi de 1909 accorde une somme égale à quatre fois le salaire moyen du défunt, jusqu'à l'âge de 16 ans, avec minimum de \$1,500 et maximum de \$3,000; le système du travail organisé, \$15 par mois par enfant jusqu'à l'âge de 16 ans, le tout ne dépasse pas \$60 par mois; la loi de 1926 et celle de 1928, une rente égale à 20 % du salaire annuel jusqu'à l'âge de 16 ans, ne devant pas dépasser 60 % du salaire annuel.

Qu'il me soit permis de demander à la Chambre de reconsidérer les amendements présentés par l'opposition, en comité plénier, afin de rendre la loi plus acceptable. L'honorable ministre (M. Galipeault) nous a invités à proposer des amendements, afin de rendre la loi plus avantageuse pour les ouvriers. Nous avons essayé de proposer de tels amendements pour protéger les ouvriers et les patrons, surtout le petit patron. Le gouvernement a demandé à sa majorité de rejeter ces amendements.

Nous allons présenter des amendements qui s'appuient sur les demandes des ouvriers. Si le gouvernement continue à faire rejeter ces amendements et à refuser les suggestions de l'opposition, je voterai contre la loi. Nous serons obligés de dire que cette loi est trop incomplète et trop imparfaite et que nous ne pouvons pas l'approuver. C'est ce qui s'est produit en 1909. Nous n'avons pas fait d'opposition à la loi des accidents en deuxième lecture. L'opposition a proposé des amendements, mais le gouvernement ayant rejeté ces amendements, l'opposition a voté contre la loi en troisième lecture.

D'ailleurs, de pareils cas offrent plusieurs précédents aux Communes et dans les Législatures locales. C'est ce que nous ferons. Nous tenons à assurer aux travailleurs comme aux patrons la protection dont ils ont besoin et le système d'assurance qu'ils réclament.

(Applaudissements à gauche)

**M. Tremblay (Maisonnette):** Dès 1909, le gouvernement a adopté le principe de l'indemnité aux ouvriers et, depuis, plusieurs projets de lois d'indemnité ont été étudiés. Mais il a été reconnu que le principe de l'indemnité ne donnerait pas satisfaction tant que l'on n'aurait pas adopté le principe de l'assurance collective. J'ai dit que l'honorable ministre des Travaux publics n'était pas

sérieux<sup>10</sup> lorsqu'il a présenté sa loi, et je le maintiens. Mes affirmations étaient justes, et je le prouve.

La cause de l'échec subi, mise au compte de cette loi, c'est que le gouvernement a promis aux ouvriers de leur donner seulement une partie de leurs réclamations. Il est impossible de mettre la loi actuelle en vigueur d'une façon pratique, dans la province, même avec la commission d'État pour administrer une loi généreuse, sans donner aussi l'assurance collective. L'honorable ministre des Travaux publics nous a dit lui-même qu'il aurait voulu accorder une rente viagère pour les accidentés, mais que cela était impossible sans le système d'assurance collective par l'État.

Aussi, je déclare qu'il n'est pas impossible d'instituer l'assurance collective, et l'ouvrier l'a demandée afin de protéger l'industrie dans cette province. Il (M. Tremblay) produit alors des documents pour montrer que dans une seule industrie, celle des forgerons, l'assurance d'État a coûté trop cher. On a donné comme explication qu'il y avait moins d'industriels dans Québec que dans l'Ontario. Cela rendrait-il l'assurance collective impossible ici? Non. De son côté, l'ouvrier n'était pas obligé de demander l'assurance collective; il l'a fait parce qu'il voulait protéger les industries.

Il cite les chiffres comparatifs pour la Colombie-Britannique. Il affirme avec chiffres que le système de l'assurance collective offrira des tarifs moins élevés que ceux de l'assurance privée. De plus, le gouvernement a prouvé qu'il n'était pas sérieux quand il a dit aux ouvriers: Donnez-nous confiance.

Je n'ai pas parlé lors de la deuxième lecture de la loi parce que j'étais en faveur de l'indemnité pour l'ouvrier et d'une indemnité généreuse. Le gouvernement n'est pas sérieux quand il dit que la loi est généreuse<sup>11</sup>. La nouvelle loi est loin de donner autant et est moins généreuse que celle qui a été présentée en 1926. Le gouvernement n'a pas le droit d'enlever une part des compensations pour des intérêts qui ne sont pas ceux de l'ouvrier, pas plus que ceux de l'employeur. Je vois, dit-il, des obstacles créés par des intérêts absolument étrangers. L'employé et l'employeur veulent l'assurance collective, mais le gouvernement ne veut pas l'accorder, parce que certains intérêts ont fait pression sur lui.

J'ai déjà dit que le gouvernement, comme toujours, a mis la charrue devant les bœufs en présentant la loi des accidents avant celle de la Commission. Il semble évident que le gouvernement avait un but en agissant de cette façon. Si sa loi des

accidents avait été battue, il aurait dit que nous étions contre la commission. Le gouvernement aurait simplement retiré son projet de loi concernant la création de la commission. Je proteste contre cette façon déloyale de procéder. Le gouvernement n'aurait pas dû présenter deux projets, un pour la loi, un pour la commission. Le gouvernement aurait dû faire une seule loi. On aurait dû présenter la loi de la commission en même temps que celle de l'assurance collective, et c'est précisément ce que je désire que l'on donne en plus à l'ouvrier. La loi actuelle ne protégera pas suffisamment l'ouvrier, si elle ne comprend pas l'assurance collective. C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer l'amendement suivant:

Il (M. Tremblay) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "Que" par les suivants:

"Ce bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier de cette Chambre avec instruction de l'amender de façon à autoriser l'établissement d'une assurance collective obligatoire, administrée par la Commission des accidents du travail".

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** dit qu'il votera contre la troisième lecture du bill. Il tient à expliquer son attitude et à dire quelques mots pour motiver les différents votes qu'il aura à donner avant la fin du débat. Je n'ai pas changé d'opinion sur ce projet et je le trouve encore inopportun. Je suis convaincu que les ouvriers tiennent à l'assurance collective administrée par une commission d'État. Les patrons la désirent aussi. Ces derniers l'ont demandée au gouvernement. La grande majorité des patrons sont en faveur de l'assurance collective. C'est les grandes corporations qui appuient la loi actuelle.

Dans toutes les provinces de ce pays, les patrons demandent le système qui est en vigueur en Ontario et la Saskatchewan vient de le demander à sa dernière session. Il est vrai que les patrons, au début de 1926, étaient opposés à cette assurance collective et même à la Commission, mais ils ont changé d'idée depuis et ne veulent plus d'assurance collective. On a dit que les patrons ne sont pas tous favorables à la création d'un système d'assurance collective. Ce sont sans doute les gros industriels qui ont changé d'idée, car ils peuvent avoir l'assurance collective entre eux, la loi leur en donnant le droit. On a aussi prétendu que le Builders Exchange n'était pas favorable à ce système. Cependant, il (M. Bouchard) a une déclaration de M. J.-A.-A. Leclaire qui dit que les

patrons, au cours d'une assemblée très nombreuse, ont tous demandé l'assurance collective. Les manufacturiers eux-mêmes demandent cette assurance dans les autres provinces et au Québec. On dit maintenant qu'ils ont changé d'idée. Ce n'est pas si exact, puisque les constructeurs ont encore la même opinion.

La grande objection, c'est la diminution considérable des indemnités garanties par la loi de 1926. La loi actuelle est une amélioration sur celle de 1909, mais non sur celle de 1926. Pourquoi ne pas faire immédiatement tout ce qui doit être fait? Un jour, lorsque toutes les provinces auront adopté l'assurance collective, nous serons bien obligés de leur emboîter le pas. Les indemnités accordées par la loi de 1928, la loi actuelle, ne valent pas celles accordées par la loi de 1926, à cause de l'agencement de la loi. Aujourd'hui, nous n'avons plus l'assurance viagère<sup>12</sup>. Nous avons des rentes auxquelles on a mis une limite. Dans la province, les sommes de rentes additionnées ne doivent pas dépasser \$10,000. La loi de 1926 donnait \$20,000<sup>13</sup>. Mais on ne donne pas plus que 50 % de ce que l'ouvrier reçoit en Ontario. Je vais le prouver.

On a dit qu'en Ontario un homme qui perdait l'usage de l'ouïe recevait \$232, tandis qu'en vertu de la loi de 1909 l'indemnité serait de \$1,200. Je me suis enquis des faits, et je me suis rendu compte qu'en Ontario l'indemnité serait de \$600 à \$700 selon son âge ou son degré d'incapacité. En vertu de notre loi de 1928, ici, le maximum sera \$240; donc, ce ne serait même pas 50 % de ce que donne la loi d'Ontario. On ne paie pas de rente de 20 ou 50 sous par semaine dans l'Ontario, mais, dans le cas où l'indemnité est de moins de 9 % du salaire, l'on verse le capital de la rente. Dans le même cas, dans Québec, l'accidenté ne recevra que 7 % de son salaire pendant 28 semaines. En Ontario, un homme qui se ferait couper les deux doigts recevrait \$1,460 de capital. En vertu de notre loi, il recevrait \$532. Notre loi n'est pas conforme du tout aux conclusions de la conférence de Genève qui veut une rente viagère si l'indemnité est complète, pas plus qu'elle n'est en conformité avec la conférence du travail d'Ottawa, en 1921, qui a reconnu le principe d'une assurance exclusive administrée par l'État.

Avec le système que nous avons recommandé, nous plaçons les grands et les petits sur un même pied. Nous protégeons le petit employeur. La loi ne favorise pas le petit employeur. Les employeurs de Québec paieraient des taux d'assurance 100 % plus élevés ici qu'en Ontario, et les accidentés de l'Ontario recevraient des



indemnités 100 % plus fortes que ceux de la province de Québec. Les ouvriers retireront 100 % de moins qu'en Ontario. Les deux lois devraient être uniformes.

(Il se produit alors une panne d'électricité)

Je souhaite me tromper, mais je crains que la loi proposée ne soit pas la loi idéale dans les circonstances. Mon opinion est que l'ouvrier de Québec recevra beaucoup moins que son confrère d'Ontario. J'espère que les statistiques que nous fournira la commission démontreront que je me trompe et montreront quels sont ceux qui auront eu raison de ceux qui ont voté contre la loi actuelle ou de ceux qui ont voté pour son adoption. Si j'ai combattu ce projet, c'est que je croyais sincèrement qu'il ne serait pas avantageux pour l'ouvrier.

(Les lumières se rallument)

La loi actuelle est défavorable au chef d'une nombreuse famille parce que le patron aura tout intérêt à n'employer que des célibataires qui constitueront un risque d'assurances bien moins lourd pour lui. Une autre grande objection, c'est que dans le cas d'une catastrophe, la ruine du patron suivrait celle de la compagnie d'assurances. C'est pour toutes ces raisons que je voterai contre le projet en troisième lecture. L'assurance collective devrait être adoptée.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Après un débat qui a duré aussi longtemps, je ne répondrai pas à toutes les objections qui viennent d'être apportées ni sur tous ces arguments discutés lors de la seconde lecture, croyant y avoir répondu auparavant. Je ne veux pas répondre en détail à tous les députés qui ont parlé. Je crois avoir répondu dans la mesure du possible à tous les arguments. Ce que je trouve étrange, c'est que cette loi que l'on a votée en deuxième lecture, on demande maintenant en troisième lecture d'y apporter des amendements et dès l'ouverture de la session, qu'elle soit rejetée.

Il y a longtemps que notre loi est connue du public. Cette loi est à l'affiche depuis plus d'un mois. Toute la presse de la province et de tout le pays y a porté une attention toute spéciale, l'a commentée. Elle s'est montrée favorable à la loi actuelle. Elle a été unanime à vanter cette loi. Comme j'étais intéressé dans ce projet, j'ai suivi plus attentivement que jamais les journaux. Je n'en ai trouvé qu'un seul ici même, à Québec, *L'Action catholique*, qui ait publié des articles signés par un prétendu chef ouvrier disant que notre loi n'était pas bonne et qu'elle ne ferait pas l'affaire. Tous les autres journaux de la province ont trouvé que notre loi était généreuse et offrait beaucoup plus d'avantages aux

ouvriers. Quant aux patrons, ils nous ont dit qu'ils étaient prêts à payer les taux des compagnies d'assurances.

Qu'est-ce que disent les organes des ouvriers? Un journal qui a toujours fait les batailles de la classe ouvrière, qui a réclamé l'assurance collective, approuvait notre loi dans son dernier numéro: "C'est un grand pas fait dans la bonne voie", dit ce journal et il ajoute: "les indemnités sont augmentées et les ouvriers les toucheront sans délai. C'est ce que la Conférence du travail de Genève recommandait comme base." Le journal conclut en disant: "Le gouvernement a fait un effort sincère pour donner justice aux parties intéressées: le patron et l'ouvrier." Personne ne s'est inscrit en faux contre cette déclaration.

Il (l'honorable M. Galipeault) ne comprend pas pourquoi des députés viennent dire maintenant que l'ouvrier ne recevra pas assez et que l'industriel paiera trop. Pourtant, les députés qui critiquent ne se sont jamais occupés d'industrie. Il cite ensuite des chiffres pour répondre à ceux qui avaient été apportés par les députés de Maisonneuve (M. Tremblay) et de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Les industriels n'ont pas récriminé, ils savent ce qu'ils auront à payer en tarif d'assurance. On vient de dire que les patrons paieront 100 % plus cher que la loi actuelle de l'Ontario. Il est inexact que les taux payés dans la province de Québec sont supérieurs à ceux payés en Ontario.

Les patrons de cette province, représentés par l'Association des manufacturiers canadiens, se sont déclarés en faveur de la loi actuelle avec assurance privée, et les ouvriers ne sont pas si mécontents de la loi qu'on le prétend. On a dit que l'assurance collective serait plutôt nuisible à l'industrie de cette province. Ce n'est pas exact, selon moi, et je cite quelques chiffres à l'appui de mes dires. Il est impossible de faire des comparaisons entre Québec et Ontario sans tenir compte de tous les éléments de la comparaison. Les ouvriers eux-mêmes, lors de la délégation au Parlement, ont soumis un mémoire au gouvernement dans lequel ils affirment que la nouvelle loi comporte des améliorations considérables sur la loi de 1909. Il lit plusieurs extraits d'articles parus dans *Le Monde ouvrier*, de Montréal, au sujet de la nouvelle loi.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Par qui est signé l'article?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** C'est un nom de plume.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** L'auteur de cet article est-il un ouvrier ou un patron? Qui représente-t-il? Des patrons ou des ouvriers?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il représente plus que l'honorable député de Maisonneuve. S'il ne sait pas que *Le Monde ouvrier* est l'organe attitré des ouvriers, il ne s'y connaît pas en questions ouvrières. Cet article est publié par l'organe des ouvriers, *Le Monde ouvrier*, sous la signature de Socius<sup>14</sup>. Je crois qu'il est écrit par un homme qui s'y connaît en fait de législation ouvrière.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** veut poser une question.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** s'y refuse.

**Des voix de l'opposition** protestent.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Je comprends, le ministre ne veut pas, c'est trop dangereux.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** L'honorable chef de l'opposition a parlé de la Sun Life et de la Métropolitaine, et il a dit qu'un membre du gouvernement faisait partie de ces compagnies. Mais tout le monde sait que ces compagnies ne sont pas intéressées dans les risques d'accidents du travail. La Sun Life ne prend pas des risques d'assurances et ne prendra jamais de risques de ce genre.

On a voulu faire courir des histoires pour dénigrer ceux qui ont fait à la province une réputation qui ne sera jamais plus belle qu'aujourd'hui. Voilà encore une preuve de la légèreté avec laquelle on attaque ceux qui donnent à la province le meilleur d'eux-mêmes. L'honorable chef de l'opposition n'aurait pas dû parler de cela.

Notre loi favorise les compagnies d'assurances? Mais en quoi? L'honorable député de Berthier (M. Bastien) a cité des chiffres irréfutables. Si les autres compagnies d'assurances étaient si intéressées dans cette loi, est-ce que nous aurions dit: "Il faudra que les compagnies acceptent les risques, sans quoi elles s'exposent à perdre leur licence"? Pourquoi avons-nous inscrit une clause disant que, si les compagnies ne veulent pas assurer, on sera forcé de leur enlever leur licence?

Il ne faut pas, en plus, considérer que les patrons et les ouvriers. Il faut aussi songer à la Législature. Si nous donnons un système vicieux,

c'est nous qui en porterons la responsabilité. Il répète qu'il n'est pas certain que le système de la commission soit le meilleur. Il a confiance cependant que la commission donnera justice à tous les intéressés. Il cite une foule d'exemples pour démontrer que, sans être parfaite, la nouvelle loi procurera de grands avantages aux ouvriers aussi bien qu'aux patrons.

Quant à l'assurance collective, je doute encore plus de son inefficacité. Ce qui me fait m'insurger contre l'assurance collective, ce sont les paroles du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). L'honorable député s'écriait: "Avec l'assurance collective, le patron n'est plus intéressé à son ouvrier."

C'est le groupe qui paie et l'ouvrier devient un outil." Quand le patron ne s'intéresse plus à son ouvrier, il ne s'occupe plus de prévenir les accidents. Voilà ce que nous ne voulons pas. Nous voulons que le patron s'intéresse à ses ouvriers et prévienne les accidents qui peuvent survenir.

Il (l'honorable M. Galipeault) relève d'autres objectifs et les réfute. En Ontario, on a dépensé \$102,000 pour indemniser les patrons qui avaient pris des mesures pour prévenir les accidents. Un principe où le patron se désintéresse de l'ouvrier est inadmissible.

Pourquoi devrait-on payer tant dans la province de Québec et si peu en Ontario? Dans la province voisine, le patron paie \$277,000 pour les frais d'administration de la commission. C'est un montant considérable, et cela, sans tenir compte du 27 %.

Le chef de l'opposition a son opinion, mais le gouvernement a aussi la sienne et il entend la garder. L'honorable chef de l'opposition a changé d'avis. Il ne veut plus approuver le projet. L'honorable député de Saint-Hyacinthe dit qu'il garde son opinion. C'est son droit.

Mais nous aussi, nous gardons la nôtre. Nous sommes convaincus, de notre côté, que nous offrons à notre province une bonne législation, une loi généreuse. Nous ne regretterons pas le vote que nous allons donner.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit<sup>15</sup>:

**Pour:** MM. Bercovitch, Blain, Bouchard, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé, Tremblay, 11.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Cantin,

Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Gauthier, Grant, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapière, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Pilon, Plante, Power, Reed, Rochette, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, Vautrin, 57.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est de nouveau soumise à la Chambre.

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 h 10.

### Troisième séance du 20 mars 1928

#### Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 8 h 45.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 114 modifiant la charte de la cité de Lévis;

- bill 141 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat & Power Company;

- bill 142 ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon;

- bill 150 ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et Log Supply Company Limited et World Match Corporation Limited.

#### Charte de Lévis

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 modifiant la charte de la cité de Lévis. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### Beauharnois Light, Heat & Power Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat & Power Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### Log Supply Company Ltd. et World Match Corporation Ltd.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 150 ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et Log Supply Company Limited et World Match Corporation Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### Ville de Lauzon

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 142 ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### Droits seigneuriaux

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 concernant les droits seigneuriaux dans cette province.

Adopté.

### En comité:

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce bill oblige les seigneurs ou leurs ayants droit à transmettre au Bureau des statistiques un état du capital de leurs rentes seigneuriales.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit que cette question des rentes seigneuriales l'a toujours intéressé depuis 1910. Il a lui-même fait adopter une loi permettant aux municipalités de la province de racheter les rentes et de faire payer en conséquence à leurs censitaires locaux la rente seigneuriale et, en plus, un montant pour le fonds d'amortissement. En 1909, M. Gabriel Marchand, alors député de Saint-Jean, fit un débat en Chambre, mais le gouvernement refusa de s'occuper du rachat des rentes. Il (M. Sauvé) se dit favorable à tout mode qui pourrait assurer le règlement des rentes seigneuriales à l'avantage des censitaires.

**M. Ouellet (Dorchester)** approuve le bill. Il prie le gouvernement d'aider de toutes façons à l'application de ce projet qu'il juge excellent et de nature à aider à la population.

Le comité étudie l'article 58 de la Section VIII, introduit par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"58. Tout créancier de droits seigneuriaux ou de rentes constituées qui les représentent doit, le ou avant le premier septembre 1928, transmettre au Bureau des statistiques de Québec, constitué sous l'autorité de l'article 31 de la loi du secrétariat (chapitre 18), un état du montant qui représente le capital des rentes, droits ou rentes constituées dans chaque municipalité, ou localité, suivant le cas."

Cet article est amendé et le mot "septembre" est remplacé par "novembre". Cet article se lit désormais comme suit:

"58. Tout créancier de droits seigneuriaux ou de rentes constituées qui les représentent doit, le ou avant le premier novembre 1928, transmettre au

Bureau des statistiques de Québec, constitué sous l'autorité de l'article 31 de la loi du secrétariat (chapitre 18), un état du montant qui représente le capital des rentes, droits ou rentes constituées dans chaque municipalité, ou localité, suivant le cas."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Pensions données à titre d'aliments

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 203 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Accidents du travail

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 relatif aux accidents du travail soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Guertin (Hull):** Lors de la seconde lecture du bill, le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) avait promis que le bill subirait des modifications importantes avant la troisième lecture. Aucun de ces amendements n'a été fait. Le ministre des Travaux publics et du Travail a déclaré: "C'est la meilleure loi que je connaisse"<sup>16</sup>,

qu'on puisse désirer." On a eu la preuve du contraire. Quelle crânerie! Il n'y a rien de bien sérieux dans toute la loi, il est bien permis de rire.

L'honorable ministre des Travaux publics parle de démagogie. Il dit que les démagogues vont soulever le peuple contre la loi. Pourquoi se plaint-il d'avance? C'est donc qu'il connaît sa loi et qu'il sait combien elle est boiteuse. L'honorable ministre des Travaux publics attribue tout le mérite des législations ouvrières aux professionnels, aux chefs libéraux et aux intellectuels.

J'ai beaucoup de respect pour les professionnels et les intellectuels et même pour les chefs libéraux quand ils le méritent, mais je me garderai d'ignorer les luttes énergiques, opiniâtres et dignes des champions des revendications ouvrières, les Gideon Robertson<sup>17</sup>, les Pierre Beaulé<sup>18</sup>, les Maxime Fortin<sup>19</sup>, les Draper<sup>20</sup>, les Tom Moore<sup>21</sup>, Francq et les Camillien Houde.

**Des voix ministérielles** huent.

**Des députés de l'opposition** applaudissent.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** rit.

**M. Guertin (Hull)** fait allusion au rire "naïf" du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault).

**Des députés** chahutent.

**M. Guertin (Hull)** critique les députés ministériels qui obéissent au gouvernement comme ces petits que l'on voit courir "à la voix de son maître" sur leurs pas. (Rires)

L'attitude du gouvernement est une insulte gratuite à tous les chefs ouvriers. Les chefs libéraux se sont emparés de certaines réformes ouvrières quand ils ne pouvaient faire autrement, et ils en font le piédestal de leurs honneurs politiques. Et l'on parle de démagogues et de démagogie! Exemple: la Commission des accidents que le gouvernement ne voulait pas l'an dernier et qu'il accepte aujourd'hui. Est-ce lui qui l'a inventée ou voulue? Il n'a que cédé aux demandes des ouvriers.

Demain, l'honorable premier ministre et l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail diront que la loi de compensation est leur œuvre et qu'ils y ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Cependant, n'ont-ils pas fait tout ce qu'ils ont pu pour tuer le projet ou pour en retarder le plus

possible l'exécution? Le ministre des Travaux publics ne veut pas que l'on fasse de comparaison avec Ontario, mais, chaque fois qu'il croit la loi de la province-sœur inférieure à la nôtre, il s'empresse de faire une lecture comparée.

L'honorable ministre sans portefeuille de Mégantic (M. Lapierre) et le député de Joliette (M. Dugas) ont parlé de la conférence de Genève. On nous a dit que le projet de la loi était conforme aux recommandations de la conférence de Genève. Ont-ils même lu le rapport de cette conférence? À les entendre, on croirait plutôt qu'ils se sont laissés simplement convaincre par les affirmations et le discours éloquent de l'honorable ministre des Travaux publics. Il n'est pas toujours nécessaire d'être bien éloquent pour se faire suivre.

Si vous le voulez, nous allons étudier ensemble le projet de loi et voir s'il est réellement conforme aux recommandations de la conférence de Genève. Il (M. Guertin) lit des extraits de ce rapport et démontre que, contrairement aux prétentions de la droite, la présente loi n'est nullement conforme aux conclusions de la conférence de Genève. Il cite un article de Socius, publié dans *Le Monde ouvrier*, qui dit que le gouvernement devrait tenir compte des décisions de la conférence de Genève en présentant sa loi du travail. Pour rendre cette loi conforme aux recommandations de la conférence de Genève, il faudrait ajouter plusieurs amendements à la loi.

Il (M. Guertin) se plaint de l'ambiguïté du texte de la loi des accidents du travail. Pendant que les cours ne s'entendent pas, on laisse à trois hommes l'interprétation d'une loi ambiguë. D'ailleurs, on dirait que cette loi a été faite sur un coin de pupitre pendant la session, malgré que le gouvernement soit à la préparer depuis 1926. C'est pourquoi je m'étonnais, lors de l'étude en comité plénier, de voir tant de changements. On eût dit que tous les amendements avaient été faits intentionnellement, après l'impression du bill, afin d'embrouiller ceux qui voulaient faire la discussion.

Parlant de la hâte qui semble avoir présidé à la rédaction de cette loi, il (M. Guertin) donne l'opinion d'un député libéral de la Chambre des communes: "Nous avons une multitude de lois, les unes, le petit nombre, basées sur l'expérience des siècles et calquées sur les immortels monuments de législation de Rome et des vieux pays de l'Europe, les autres, hélas, parfois adoptées à toute vapeur et souvent amendées tant bien que mal, en attendant mieux." N'ai-je pas entendu de mes propres oreilles un certain ministre avouer, dans un moment de franchise: "Vous savez, on n'a pas le temps de

préparer les lois avec soin. Elles se font sur un coin de pupitre pendant la session. Ça s'est toujours fait comme ça."

L'honorable Adjudant Rivard<sup>22</sup>, ancien bâtonnier et aujourd'hui juge de la Cour d'appel, n'a-t-il pas lui-même écrit ce qui suit, dans la livraison de février 1922 du *Canada français*, organe de l'Université Laval: "Mal rédigées d'abord, nos lois sont ensuite amendées, et ceci est encore pire que cela. Ces additions et ces changements, insérés dans un article, contredisant parfois d'autres dispositions auxquelles on ne touche pas, en compliquent et obscurcissent tout le sens et peuvent même détruire toute la loi."

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Parlez de la loi des accidents du travail!

**L'honorable M. David (Terrebonne)** veut poser des questions.

**M. Guertin (Hull):** J'en parle, de la loi des accidents du travail, et je vais démontrer les contradictions qui sont dans la loi, précisément à cause de sa rédaction hâtive, faite sur un coin de pupitre comme je l'ai déjà dit. Il (M. Guertin) démontre que, dans l'article 15, il y a une contradiction flagrante puisque, d'après le paragraphe, le conjoint de l'accidenté recevra une rente égale à 30 % du salaire annuel de la victime, payable jusqu'à son décès ou remariage, et que, dans le paragraphe 2 du même article, il est dit que "dans aucun cas, le total des rentes accordées au conjoint et aux bénéficiaires en vertu du présent article ne doit excéder \$6,000". Il regrette que la loi n'inclue pas les maladies industrielles ou professionnelles comme demandent les ouvriers.

Le ministre des Travaux publics dit que le capital est augmenté de \$3,000 à \$10,000. Aucunement, puisque l'accidenté retirera les intérêts seulement. Capital de \$3,000 à \$10,000: un mirage! L'accidenté ne retirera pendant des semaines que l'intérêt du capital qui, de cette façon, ne sera jamais versé. Ensuite, l'ouvrier retombera dans la mendicité et sera exposé à être de 20 à 30 ans aux soins de l'assistance publique.

Il reproche au gouvernement de ne pas inclure dans le bill une clause qui stipulerait que même au cas où la compagnie d'assurances ferait faillite, l'ouvrier aurait l'assurance que son indemnité lui sera garantie. Il (M. Guertin) trouve les indemnités trop insuffisantes. Elles devraient être uniformes pour chaque province. Six provinces paient les indemnités la vie durant. Pourquoi pas la

province de Québec? L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Perrault) et d'autres prétendent que la loi de l'Ontario est inférieure à celle de Québec en ce qui concerne les indemnités payées, tandis que l'honorable ministre du Travail s'évertue à nous convaincre que, si les indemnités de Québec sont modernes, c'est parce que les conditions ne sont pas les mêmes et que les salaires sont plus élevés en Ontario. Qui croire? Les ministres devraient au moins accorder leurs violons!

M. Porter Williams, ancien commissaire de la Colombie anglaise, a déclaré "qu'il est regrettable que la loi des accidents de Québec ne soit pas conforme aux autres lois du travail du dominion". Il (M. Guertin) insiste auprès du gouvernement de façon à ce qu'il agisse de façon à donner à nos ouvriers une loi aussi généreuse que celle dont bénéficient les ouvriers des autres provinces. Si l'on n'agit pas ainsi, c'est qu'on ne veut pas mettre en vigueur une loi aussi généreuse que celles des autres provinces, de crainte de nuire à l'industrie et d'empêcher les capitalistes d'envahir notre province<sup>23</sup>.

L'honorable ministre des Travaux publics, quand il y a une mauvaise clause dans son bill et qu'il veut l'amender, dit: "Il y a erreur." Une preuve de plus que cette loi a été rédigée sur un coin de pupitre.

À l'aide de citations, il (M. Guertin) démontre que les ouvriers sont mécontents de cette loi, que les patrons le sont également. L'arrangement à l'amiable qui peut survenir est un mauvais principe qui est désapprouvé également par les patrons. Il souligne l'insuffisance de garanties pour les paiements d'indemnités en cas de compagnies d'assurances, de patrons insolubles, des défauts des polices d'assurance par lesquels les compagnies ne seraient pas responsables et du laps de temps entre l'obtention d'une police et le commencement des travaux, particulièrement en ce qui concerne un entrepreneur général.

Il fait voir aussi comment la loi de l'Ontario couvre plus généreusement l'accidenté durant son stage à l'apprentissage en permettant que l'indemnité d'un ouvrier de moins de 21 ans, lors de l'accident, puisse être augmentée sur la base du salaire qu'il gagnerait, son apprentissage terminé.

Il accuse le gouvernement de ne considérer ni l'ouvrier ni ses besoins dans la nouvelle loi. Il aborde en particulier le sujet de la cédule des divers degrés d'incapacité, annexée au bill, déclarant qu'on n'a pas tenu compte, dans sa mécanique, d'un besoin de

flexibilité quant au fait que chaque cas individuel doit être pleinement apprécié et évalué selon son mérite. La cédule pour déterminer le degré d'incapacité partielle permanente est un non-sens absolument injuste et impraticable. Pour exemple il compare le télégraphiste qui perdrait l'ouïe et qui, cependant, ne recevrait que le même pourcentage d'indemnité, 25 %, que le bûcheron qui souffrirait d'un accident analogue, malgré que le premier soit rendu incapable de continuer d'exercer sa profession pendant que le second n'est que légèrement affecté. Est-ce juste? On peut répondre tout de suite dans la négative.

Il reproche au gouvernement de ne pas avoir accordé à l'ouvrier l'assurance collective qu'il considère nécessaire à la mise en vigueur pratique de la loi. Il préconise l'assurance collective comme la seule façon possible de donner satisfaction aux intéressés. Il se plaint également du maximum de salaire qui n'est que de \$1,560, pendant qu'ailleurs au Canada, il est de \$2,000. Il fait voir également l'injustice de la loi en ne couvrant pas tous ceux qui dépendent directement de l'accident pour leur existence.

Il termine par un plaidoyer en faveur des ouvriers de sa province pour qui il voudrait un traitement au moins égal à celui que reçoivent les ouvriers des autres provinces. La province de Québec est en arrière de l'Ontario de 13 ans et elle va continuer à l'être, puisque cette mesure ne protège pas suffisamment les ouvriers. Afin qu'il n'y ait pas de mépris sur son compte, il va voter contre la loi telle que présentée, à moins que la Chambre n'adopte les amendements que l'opposition proposera, et ceci, pour bien démontrer que la nouvelle loi est de beaucoup inférieure à celle de 1926 qui devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril prochain.

Il (M. Guertin) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "Que" par les suivants:

"Ce bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier de cette Chambre avec instruction d'amender la cédule des différents degrés d'incapacité partielle et permanente de manière à ce que le témoignage des médecins et la faculté de l'accidenté de poursuivre son occupation habituelle soient pris en considération et que, dans tous les cas d'incapacité permanente, l'indemnité soit payable sous forme de rente mensuelle, la vie durant".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Bouchard, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Lafleur, Marchand, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, 12.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Gauthier, Grant, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapière, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Pilon, Plante, Power, Roy, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, Vautrin, 56.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Le ministre des Travaux publics a fait un joli plaidoyer *pro domo*, mais il n'a pas réussi à convaincre la Chambre de la valeur de sa loi. L'argument principal et convaincant du ministre des Travaux publics, c'est Socius, dans *Le Monde ouvrier*. C'est tout ce qu'il a trouvé. Nous lui avons demandé qui représentait Socius. Il a évité la réponse comme il en a évité bien d'autres que nous lui avons posées. Eh bien, je dirai à l'honorable ministre des Travaux publics que son ami Socius, en 1921, était en faveur d'une assurance d'État. Mais alors, dans ce temps-là, il représentait les ouvriers. Depuis cinq ans, il ne les représente plus. Il est devenu patron.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Les ouvriers n'approuveraient pas ce que vous dites là.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Certainement, ce sont eux qui l'ont mis à la porte de leur conseil.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** fait l'éloge de M. Gustave Francq (Socius).

**M. Blain (Montréal-Dorion)** lui demande si Gustave Francq est désigné pour faire partie de la mission.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il ferait un bon commissaire.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Ce bill soit envoyé au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de façon à retrancher dans le paragraphe 9, de l'article 3, les mots suivants:

"Mais seulement si l'accident est causé par cette machine ou l'explosion de ces matières".

"En retranchant dans le paragraphe 10, de l'article 3, tous les mots après le mot "commerciaux" et en les remplaçant par les suivants:

"Où il y a plus de trois ouvriers et où il est fait usage d'une machine mue par une force motrice autre que celle de l'homme et des animaux, mais seulement si l'accident est causé par ladite machine";

"En ajoutant le paragraphe suivant dans l'article 3, paragraphe 11:

"Les maladies industrielles ou professionnelles survenues à l'occasion du travail ou par le fait du travail".

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** se demande comment le député de Montréal-Dorion (M. Blain) va pouvoir voter contre la troisième lecture du bill, alors qu'il a voté pour l'adoption en deuxième lecture.

**Une voix:** À l'ordre.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Bouchard, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Lafleur, Marchand, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, 12.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bernard, Bissonnet, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Gauthier, Grant, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Pilon, Plante, Power, Roy, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, Vautrin, 54.

Ainsi, l'amendement est rejeté<sup>24</sup>.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart):

"Que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité plénier de cette Chambre avec instruction de

l'amender de façon à ce que le montant maximum du salaire pris comme base de compensation soit de \$2,000 au lieu de \$1,500".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Bouchard, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Lafleur, Marchand, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, 12.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bernard, Bissonnet, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Gauthier, Grant, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Pilon, Plante, Power, Roy, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, Vautrin, 55.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Puisque le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) veut continuer à mal faire, je propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité plénier de cette Chambre avec instruction de l'amender de manière à ce que:

1. Lorsque l'accident est suivi de mort, une rente égale aux deux tiers du salaire annuel de la victime soit payée mensuellement:

a. Au conjoint survivant, lorsqu'il n'y a pas ou qu'il ne survit pas d'enfant de la victime âgé de moins de 16 ans et tant que ce conjoint gardera viduité;

b. Aux enfants de la victime âgés de moins de 16 ans, jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge et lorsque l'accidenté décède veuf ou lorsque le conjoint survivant décède ou se remarie avant qu'aucun desdits enfants ait atteint l'âge de 16 ans;

c. Au conjoint survivant tant qu'il gardera viduité et aux enfants de la victime âgés de moins de 16 ans jusqu'à ce que ces enfants aient atteint l'âge de 16 ans, dans la proportion établie par la Commission;

d. Lorsque, à la mort de la victime, il n'y a ni conjoint, ni enfant survivant, aux ascendants en ligne directe de la victime et à ses descendants en ligne directe âgés de moins de 16 ans et jusqu'à ce qu'ils



aient atteint cet âge, mais seulement lorsque la victime en était le principal soutien, le tout dans la proportion établie par la Commission.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Bouchard, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Lafleur, Marchand, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, 12.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bernard, Bissonnet, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Gauthier, Grant, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Pilon, Plante, Power, Roy, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, Vautrin, 55.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Renaud (Laval)** se lève. (Longue et bruyante ovation)<sup>25</sup>

**M. Renaud (Laval):** (Souriant) Vos applaudissements ne m'embarrassent pas. Je suis toujours applaudi comme ça dans mon comté, cela en devient décourageant. Si je me lève, c'est dans un effort pour améliorer le sort de ce pauvre bill. Il n'est pas nécessaire de faire de grand discours après un aussi long débat. J'ai voté contre le bill parce que l'assurance collective n'y était pas attachée, et je voterai contre à la troisième lecture. L'amendement que je propose a pour but d'apporter une petite amélioration.

Je propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Ce bill soit envoyé au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de façon à ajouter l'article suivant:

"10. Les indemnités peuvent être augmentées si l'accident est dû à la faute inexcusable du patron, ou diminuées si l'accident est dû à la faute inexcusable de l'ouvrier."

**Des voix:** Explications!

**M. Renaud (Laval):** Vous êtes tannés de ça.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** regrette de ne pas voter avec un homme qui a toujours été contre le bill, mais l'amendement du député de Laval, dit-il, ne me semble pas améliorer le bill. Je ne considère pas que cela soit dans l'intérêt ni du bill, ni de l'ouvrier.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, 10.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bernard, Bissonnet, Bouchard, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Gauthier, Grant, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Pilon, Plante, Power, Roy, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, Vautrin, 57.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Crépeau (Sherbrooke)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois"<sup>26</sup>.

Il explique cet amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable chef de l'opposition a dit cet après-midi qu'il avait reçu des lettres. Je lui ai demandé de les produire, mais il a refusé. On disait dans ces lettres que le premier ministre est directeur d'une compagnie d'assurances. Le chef de l'opposition a ajouté: "Je ne fais aucune insinuation." Pourquoi le dire? Pourtant, il en a fait. J'ai le droit de ressentir ce qu'il a déclaré. Il y a deux mois, le président de la Sun Life, la plus grande compagnie d'assurances du Canada, m'a dit<sup>27</sup>: "Nous voudrions avoir un Canadien français dans notre bureau de direction." Combien de fois ne nous dit-on pas que les nôtres ne font pas assez partie de pareilles entreprises. On a souvent dit que les Anglais prenaient notre place. Ce monsieur, un Anglais, m'a offert une place; de plus, il emploie un grand nombre des nôtres. C'est une compagnie qui place des millions dans cette

province; elle a 1,500 employés, elle en aura bientôt 5,000, et je voudrais qu'il y ait des nôtres dans cette organisation.

Si je puis être utile à mes concitoyens de cette façon, je pardonnerai l'insinuation et la calomnie. Comment voulez-vous que le peuple, très souvent soupçonneux, ne croie pas que notre système d'assurance est dû à cela, après ce que le chef de l'opposition a déclaré en Chambre? Et si jamais je m'aperçois que, dans le public, on pense que c'est parce que je fais partie du bureau de direction de la Sun Life qui a amené l'assurance privée et que l'on n'a pas accordé l'assurance collective, je suis prêt à résigner la position que j'ai acceptée, croyant bien servir ma province. Je n'hésiterai pas à remettre cette position. La Sun Life ne prend pas et ne prendra jamais de risques d'assurance contre les accidents. J'aime mieux garder mon nom propre que d'être sur le bureau de direction de la plus belle compagnie d'assurances du Canada.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est du théâtre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Non, ce n'est pas du théâtre. Si le chef de l'opposition avait été dans une position analogue à la mienne et n'avait pas ressenti les paroles dont je me plains, il n'aurait eu ni cœur ni honneur. Je sais que le chef de l'opposition a du cœur et de l'honneur. Il aurait protesté encore plus vivement que je ne le fais. Que mon honorable ami fasse donc de la vraie politique.

Il accuse l'opposition d'illogisme. L'opposition a fait la guerre à la loi proposée en 1926, parce que les taux d'assurance annoncés auraient été cause de la ruine des petits industriels. De nouveau, l'opposition fait la guerre. Cette année, le gouvernement en propose une nouvelle et l'opposition veut tuer le bill pour revenir à la loi de 1909. Pourtant, tous les ouvriers constatent que cette loi apporte des améliorations à la loi de 1909. Cette loi nouvelle est beaucoup plus généreuse que celle de 1909, et l'opposition veut en priver l'ouvrier. Si on revient à la loi de 1926, l'opposition n'en veut pas. Elle serait d'ailleurs inapplicable parce que la petite industrie serait ruinée.

L'opposition a voté le principe de la nouvelle loi, et un des membres de l'opposition qui ont voté contre ce principe disait après le vote, en parlant évidemment de ses collègues qui avaient voté pour: "Quand on placote contre une loi, on ne parle pas pour"<sup>28</sup>. L'opposition a approuvé le principe de la loi

et les avantages qu'elle comporte pour les ouvriers; maintenant, elle propose le renvoi à six mois. Bel illogisme!

La nouvelle loi n'a pas été préparée sans difficultés. Ce qui fait dans une province ne convient pas nécessairement dans toutes les autres provinces. Dans Québec, on ne veut pas faire d'expérience à nos dépens. L'opposition a voté avec nous, et maintenant elle veut se dédire. Si vous votez contre le bill en troisième lecture, vous voterez contre une loi améliorée que vous avez adoptée en deuxième lecture, et vous prouverez votre illogisme.

Nous ne voulons pas de l'assurance collective pour le moment. Elle n'a pas encore fait ses preuves. Si le bill est imparfait, si dans un an ou deux nous constatons que la loi fonctionne mal, s'il faut un changement et que l'assurance collective est bonne, devient nécessaire et devrait être adoptée, nous l'adopterons tout de suite. Je le répète aux ouvriers: Soyez sans inquiétude. Le jour où nous croirons que c'est le meilleur système, nous vous le donnerons. Le jour où le gouvernement sera convaincu que l'assurance collective ne mettra pas en danger nos finances et notre situation économique, le gouvernement n'hésitera pas, pas plus qu'il n'a hésité à ne pas appliquer la loi de 1926, à dire que la loi de 1909 était finie. Il n'hésitera pas à amender la nouvelle loi. Nous n'aurons pas plus d'objections à l'adopter que nous n'en avons à dire que la loi de 1909 a fait son temps.

Nous n'avons pas de fausse honte quand il s'agit de protéger l'ouvrier. Nous avons cherché à donner aux ouvriers la meilleure loi possible, et tout ce que nous demandons, c'est qu'on fasse un loyal essai de la loi actuelle. Nous aidons l'ouvrier en paroles et en actes. Nos efforts ont été appréciés, et nous en avons eu la preuve lors des dernières élections. Le gouvernement est fier de la confiance que les ouvriers lui ont témoignée lors des dernières élections, ce qui démontre amplement qu'ils sont satisfaits de son programme.

L'ouvrier a déjà obtenu quelque chose de considérable: il a la Commission des accidents du travail, sans compter que toute l'indemnité ira à l'ouvrier et que tous les frais seront payés par le patron ou l'assurance. Les ouvriers eux-mêmes le reconnaissent. La nouvelle loi fait disparaître les frais judiciaires, elle augmente les frais médicaux et d'hospitalisation en faveur des ouvriers. Après les amendements que nous avons entendus, croit-on que l'ouvrier va être satisfait? Si on ruine le patron, nous servons mal les intérêts de l'ouvrier. Les ouvriers ont obtenu la Commission, je leur demande maintenant...

Et je suis sûr qu'ils comprendront qu'il ne faut pas cependant exiger de leur province "la livre de chair". Ouvriers de Québec, faites attention. Je leur demande encore: "Ne demandez pas plus que ce que votre province peut vous donner."

Il ne faut pas placer notre province dans une situation inférieure à celle des autres provinces. Si on place l'industrie du Québec dans une position inférieure, c'est l'ouvrier qui en souffrira. Il faut songer aussi à l'ouvrier du sol qui ne reçoit rien lorsqu'il tombe et, cependant, la population agricole est contente de donner sa part à la classe ouvrière. Dans tous les amendements présentés, on a fait des insinuations: Mais que fait-on du cultivateur? L'État ne lui paie rien. Rappelez-vous que, dans la province voisine, un jour, à la suite de ces idées, le mouvement fermier a tout balayé.

Nous avons dans Québec une grande majorité de cultivateurs et ils pourront peut-être vous dire un jour: "Messieurs les ouvriers, vous en avez trop. Nous voulons aussi avoir notre part." Je demande aux ouvriers de la province de Québec de ne pas exiger "la livre de chair", mais de garder à l'esprit que notre province est en grande partie agricole et que les cultivateurs ne reçoivent rien dans le cadre de la nouvelle loi, alors que les ouvriers en retirent beaucoup. Les cultivateurs n'ont rien et vous vous plaignez; craignez qu'ils ne se soulèvent comme les ouvriers pour réclamer à leur tour. L'ouvrier des champs pourrait à son tour venir demander des indemnités.

Il (l'honorable M. Taschereau) fait allusion à certaines remarques faites par le député de Laval au cours d'une conversation privée.

Le gouvernement veut donner aux ouvriers la meilleure loi, assuré que cette loi rendra de précieux services à la population ouvrière qui a déjà apprécié ses avantages. Mais ne demandez pas trop pour le moment. Par conséquent, donnez-nous la chance d'essayer la nouvelle loi. Si l'essai n'est pas fructueux et si, l'an prochain, il faut faire un pas de plus, toute la députation libérale sera heureuse de donner à l'ouvrier tout ce qui est nécessaire.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, ce n'était pas mon intention de prendre la parole à cette phase du débat, mais je tiens à relever l'allusion que le premier ministre a faite à des lettres que j'ai reçues. Le premier ministre me reproche de n'avoir pas voulu produire certaines lettres, il a souvent été dans le même cas. Il se scandalise, mais, chaque fois qu'il en a eu l'occasion, il ne s'est pas gêné pour

citer des lettres. Y a-t-il du mal à en citer gentiment dans cette Chambre?

(Rires)

Oui, gentiment. Et plus gentiment que ne l'a fait tout à l'heure le premier ministre. Il s'attarde, pour défendre sa loi, à des badinages de corridors. Il s'attarde sur un compte rendu de journal disant que la discussion s'est faite mollement, quand je sais que la principale discussion se fait sur la troisième lecture.

Le premier ministre a une longue expérience parlementaire et, de plus, il est avocat. Il dit qu'il trouve drôle que l'opposition ait voté pour le principe du bill à la deuxième lecture et qu'elle vote contre en troisième lecture. Le premier ministre sait mieux que cela. Il sait qu'en 1909 l'opposition, dirigée par M. Tellier, a voté pour la loi des accidents du travail en deuxième lecture et qu'elle a voté contre en troisième. La même chose s'est produite aux Communes, en 1926, alors que l'opposition libérale a voté pour un bill en deuxième lecture et contre en troisième. C'est la coutume d'adopter le principe d'une loi en deuxième lecture et d'avoir la liberté de voter contre la troisième lecture. Il voulait mettre les nouveaux membres de cette Chambre sous une fausse impression.

L'indignation du premier ministre n'avait pas sa raison d'être. Il se scandalise pour des riens. Le premier ministre n'a donc parlé que pour faire de l'effet, et il fait rejeter tous les amendements de l'opposition par parti pris. Le premier ministre a dit qu'il serait prêt à amender la loi dans deux ans. Pourquoi pas maintenant? L'honorable premier ministre nous a demandé de ne pas prolonger le débat en deuxième lecture et d'étudier la loi à fond et de faire nos suggestions en comité plénier. C'est ce que nous avons fait. Est-ce que nos suggestions ont été écoutées?

L'honorable premier ministre dit que les ouvriers sont satisfaits et favorables à la loi. A-t-il oublié ces délégations qui sont venues lui demander l'assurance collective? On a l'assurance collective, en Ontario, et elle fonctionne bien. Il a prétendu le contraire. Tout le monde sait pourtant qu'Ontario se trouve bien de sa loi. Le premier ministre dit que les ouvriers sont satisfaits. Où a-t-il pris cela? Qu'il cite donc des noms! Il ne peut soutenir que sa prétention est bien fondée. S'il citait l'opinion de véritables chefs ouvriers, il serait obligé de dire le contraire. Où est l'illogisme de l'opposition? Pas de ce côté de la Chambre, mais de l'autre. L'opposition n'a pas été illogique, mais le gouvernement l'a été en 1926 et lors de la deuxième lecture du bill, lorsqu'il a dit que nous pourrions amender la loi en troisième lecture.

Le gouvernement a été illogique en se contredisant sur un grand nombre de points, en contredisant même le discours du trône. Nous n'avons pas honte de notre conduite. Le premier ministre sait combien certaines élections de Montréal ont été faites, et il sait que le sentiment des ouvriers est en notre faveur. L'opposition n'aura pas honte de son vote.

**M. Smart (Westmount)** explique son vote. Il a voté pour la deuxième lecture du bill parce qu'il était favorable au principe du bill. Il dit qu'il a voté ce soir pour les amendements de l'opposition parce qu'ils étaient propres à améliorer la loi; pourtant, il dit qu'il votera contre l'amendement du représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), donc il ne votera pas pour le renvoi du bill à six mois parce que la loi actuelle vaut encore mieux que celle actuellement en vigueur et parce qu'il ne veut pas tuer le bill.

Il a l'intention de voter pour le bill en troisième lecture, bien qu'il soit en faveur de l'assurance collective, car il considère que le bill a été bonifié et que, faute de grives, on mange des merles.

Il se dit en faveur de l'assurance collective, parce que, selon lui, le système ontarien est l'un des meilleurs du continent. Il prédit cependant que d'ici deux ou trois ans, le gouvernement sera forcé d'amender sa loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche au premier ministre d'avoir violé des conversations privées tout à l'heure, lorsqu'il rapportait les paroles du député de Laval (M. Renaud) prononcées en conversation privée, au sujet de la loi<sup>29</sup>. Le premier ministre a tenu là des propos indignes de sa position et de la Législature qu'il représente, en violant des conversations privées, et la confraternité qui devrait exister entre tous les membres de la Chambre.

Le premier ministre a parlé de l'illogisme de l'opposition parce qu'elle a voté pour le bill en deuxième lecture et qu'elle votera contre en troisième, mais lui-même a fait la même chose, avant-hier, au sujet d'un petit bill qu'il a présenté. Il considère que la principale lacune de la loi, c'est qu'on établit des droits pour l'ouvrier, mais on a oublié de lui donner une sanction effective. On lui a donné une sanction pénale, mais que donnera-t-elle à l'ouvrier?

C'est là le vice fondamental de la loi. Il accuse le premier ministre de soulever les campagnes contre les villes, de favoriser par ses paroles les luttes de classes dans la province.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Bouchard, Crépeau, Duplessis, Guertin, Lafleur, Marchand, Renaud, Sauvé, Tremblay, 10<sup>30</sup>.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bernard, Bissonnet, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Daniel, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Pilon, Plante, Power, Roy, Samson, Saurette, Smart, Taschereau, Thériault, Vautrin, 50.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** félicite son collègue le ministre des Travaux Publics et du Travail et il demande à la Chambre de le supporter.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bernard, Bissonnet, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Daniel, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Pilon, Plante, Power, Roy, Samson, Saurette, Smart, Taschereau, Thériault, Vautrin, 50.

**Contre:** MM. Blain, Bouchard, Crépeau, Duplessis, Guertin, Lafleur, Marchand, Renaud, Sauvé, Tremblay, 10.

La motion principale est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois<sup>31</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à minuit.

## NOTES

1. M. William-Pierre Grant est l'oncle de M. Maurice Duplessis, son père Nérée Le Noblet Duplessis étant marié à Marie-Catherine-Camille-Berthe Genest, sœur de l'épouse de M. Grant, Laurentine Genest.
2. Selon *L'Événement* du 21 mars 1928, à la page 1, encore une surprise, car tout le monde pensait que le ministre des Terres n'avait même pas franchi le cap.
3. Chiffre de *L'Événement* du 21 mars 1928, à la page 1. Chiffre de *L'Action catholique* du 21 mars 1928, à la page 1: 2,000 pieds.
4. James Morris (1857-1931), candidat conservateur à la Chambre des communes, défait en 1911 dans la circonscription de Châteauguay. Élu député conservateur pour la même circonscription en 1913 et défait en 1917.
5. *L'Événement* du 21 mars 1928, à la page 1, rapporte que "l'honorable M. Honoré Mercier, qui prit part à cette élection, tient aujourd'hui la promesse de Bob Rogers".
6. M. Côté (Bonaventure) est au fauteuil. La Chambre modifie la loi pour qu'elle soit mise en vigueur (comme celle de la commission) sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.
7. Selon *L'Action catholique* du 21 mars 1928, à la page 3: "C'est dire que la loi de 1926 et le statut prolongeant au mois d'avril l'application de cette loi seront abrogés le jour de la sanction du bill. En attendant le 1<sup>er</sup> septembre, c'est la loi de 1909 qui continuera à s'appliquer."
8. Nous ne sommes pas certains que cette conversation a été échangée à ce moment.
9. Dans *The Gazette* du 21 mars 1928, à la page 10, on parle de "big employer".
10. *La Patrie* du 21 mars 1928, à la page 15, rapporte plutôt: "J'ai dit que le gouvernement n'était pas sérieux en présentant ce projet de loi."
11. Bien que *Le Canada* du 21 mars 1928, à la page 3, rapporte: "Le gouvernement n'est pas sérieux quand il dit que la loi n'est pas généreuse", M. Tremblay aurait plutôt dit le contraire.
12. *La Patrie* du 21 mars 1928, à la page 15, parle "d'assurances prospères".
13. Chiffre de *L'Action catholique* du 21 mars 1928, à la page 5. Chiffre de *La Patrie* du 21 mars 1928, à la page 15: \$30,000.
14. Il s'agit de Gustave Francq (1871-1952). C'est un personnage majeur du syndicalisme international au Québec dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Président et secrétaire-correspondant du Conseil des métiers et du travail de Montréal durant une dizaine d'années, vice-président du Congrès des métiers et du travail du Canada, membre fondateur de la Fédération provinciale du travail du Québec en 1937-1938 et premier secrétaire de la Fédération (l'ancêtre de la FTQ), Francq a fait partie des hautes sphères décisionnelles du mouvement syndical international pendant 40 ans. Intellectuel du mouvement ouvrier, il fait passer ses idées par la publication du journal *Le Monde ouvrier/The Labor World* qu'il possède et dirige durant 25 ans entre 1916 et 1941. Figure de proue du Parti ouvrier de Montréal de 1906 à 1916, il délaisse progressivement les rangs de cette organisation au lendemain de la Première Guerre mondiale pour appuyer le Parti libéral de Louis-Alexandre Taschereau et de Mackenzie King. Près des libéraux au pouvoir, il devient haut fonctionnaire en 1925 en accédant à la présidence de la Commission du salaire minimum des femmes. Il perdra son poste en 1937, après l'accession au pouvoir de Maurice Duplessis, mais il le retrouvera sous le gouvernement libéral d'Adélard Godbout en 1939.
15. Selon *L'Événement* du 21 mars 1928, à la page 13: "Le vote est enregistré par M. Elzéar Roy, N.P., greffier adjoint intérimaire, et avec une telle rapidité que la Chambre souligne l'habileté de M. Elzéar Roy par des applaudissements."
16. En fait, *L'Action catholique* du 21 mars 1928, à la page 5, rapporte ceci: "C'est la meilleure loi que je connaisse, disent l'honorable premier ministre des Travaux publics." Nous ne savons pas si on parle à la fois du premier ministre et du ministre des Travaux publics et du Travail, ou seulement de ce dernier.
17. Vice-président général de la Fraternité internationale des télégraphistes de chemins de fer durant de nombreuses années, Gideon Decker Robertson a occupé tour à tour les postes de ministre du Travail et de sénateur dans le gouvernement

d'Union de Robert Borden au moment de la Première Guerre mondiale. Il remplira de nouveau temporairement le poste de ministre du Travail en 1930, sous le gouvernement conservateur de Richard Bennett.

18. Machiniste de formation, Pierre Beaulé (1872-1957) travaille comme cordonnier dans la ville de Québec. Militant catholique et adepte du Cercle d'étude de Québec, il sera le premier président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) au moment de la formation de la centrale en 1921. En 1923, il est nommé représentant de la CTCC à la Commission d'étude sur la réparation des accidents du travail du Québec. Après avoir occupé la présidence de la CTCC durant une douzaine d'années, il démissionne le 3 août 1933 à la suite d'un schisme majeur au sein du Conseil central national du district de Québec et de Lévis.

19. L'abbé Maxime Fortin est un des principaux défenseurs de la création des syndicats catholiques dans la province de Québec. Initiateur de plusieurs cercles d'étude réservés aux seuls travailleurs, il sera nommé aumônier général de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), lors de la mise sur pied de la centrale en 1921. Personnage influent au sein des syndicats catholiques, il démissionne de son poste d'aumônier général au moment de la crise qui secoue le Conseil central national du district de Québec et de Lévis en 1933. Par la suite, il deviendra curé d'une paroisse de campagne.

20. Typographe de métier, P.-M. Draper a occupé durant plus de 35 ans le poste de secrétaire-trésorier du Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC). De 1935 à 1939, il a occupé la présidence du CMTC. Syndicaliste influent de la scène ouvrière canadienne, il avait été choisi à titre d'aviseur et de conseiller technique pour le premier ministre Robert Borden, lors de la Conférence de la paix de Paris, en 1918.

21. Membre de la section locale 713 de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique (FUCMA), Tom Moore occupe les fonctions d'organisateur général de la FUCMA pour l'Est du Canada de 1910 à 1918. En 1918, il accède au plus haut poste syndical au pays, alors qu'il devient président du Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC). Organisme regroupant les syndicats internationaux, le CMTC est le principal

porte-parole des syndiqués sur la scène canadienne. Il occupe ce poste jusqu'en 1934.

22. Adjutor Rivard (1868-1945), professeur et avocat. Pratiquant d'abord à Chicoutimi (1891-1895), il s'installe ensuite à Québec. Fondateur, avec Stanislas-Alfred Lortie, de la Société du parler français au Canada en février 1902, dont il publie le *Bulletin* (1902-1918). Il participe également à la fondation de *L'Action Sociale Catholique* en 1907, journal qui deviendra *L'Action catholique*. Il est le principal organisateur du Premier Congrès de la langue française au Canada, qui a lieu à Québec du 24 au 30 juin 1912. Nommé bâtonnier de la province de Québec en 1919, puis juge à la Cour d'appel en 1922, il exerce cette fonction jusqu'en 1942. Tout au long de sa vie, il publie de nombreux travaux sur la langue française au Canada. L'un de ses ouvrages, *Chez nos gens* (1918), lui vaut un prix de l'Académie française en 1920. Père du député et ministre unioniste Antoine Rivard (1898-1985).

23. Nous ne savons pas où se situe vraiment cette partie du discours de M. Guertin.

24. Selon *The Montreal Daily Star* du 21 mars 1928, à la page 5: "Après le troisième vote, la Chambre commença à prendre la chose à la blague. Des deux côtés de la Chambre on entend crier "au suivant" et les députés s'amusaient à miauler comme des chats et à échanger des répliques en attendant les diverses mises aux voix."

25. Dans *Le Devoir* du 21 mars 1928, à la page 2, on écrit que des députés applaudissent à outrance.

26. Dans *Le Devoir* du 21 mars 1928, à la page 2, on dit que "dans le courant de la soirée, lorsque les ministériels ont constaté que c'était l'intention évidente des députés de la gauche de proposer chacun un amendement à la loi, ils se sont mis à faire du chahut en guise de protestation. La loi fut étudiée au milieu des cris et du chahut innommable qu'ils ont fait.

"Des députés ont même été, entre la proposition d'un amendement et le vote, jusqu'à miauler comme des chats et jusqu'à hurler comme des animaux". Dans *Le Soleil* du 21 mars 1928, à la page 16, on rapporte que les membres de l'opposition ont présenté leur amendement en souriant. On dit aussi que "la procédure ainsi provoquée par l'opposition devint si ridicule à un certain moment que tous riaient à la Chambre".

27. Selon *Le Soleil* du 21 mars 1928, à la page 16, il lui aurait plutôt écrit.

28. *Le Devoir* du 21 mars 1928, à la page 2, rapporte plutôt ceci: Lorsqu'on placote contre un bill, on vote contre.

29. On fait référence à ce que M. Renaud aurait dit, selon le premier ministre, en parlant du vote de l'opposition lors de la seconde lecture du bill: Lorsqu'on placote contre un bill, on vote contre.

30. Selon *L'Action catholique* du 21 mars 1928, à la page 11, M. Gault n'était pas à son siège.

31. Selon *L'Événement* du 21 mars 1928, à la page 13, les députés entourent l'honorable M. Galipeault et ne lui ménagent pas leurs compliments.





## Première séance du mercredi 21 mars 1928

## Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Vente du poisson

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 206 concernant la vente du poisson dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 164 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 196 modifiant la loi de la réglementation municipale des édifices publics;
- bill 197 concernant la consolidation des dettes flottantes des municipalités scolaires.

## Demandes de documents:

Tuberculose  
bovine

**M. Lemieux (Wolfe)** propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Pilon), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance relativement à la tuberculose bovine.

M. l'Orateur, j'ai conscience, en me levant pour demander cette production de documents, d'inaugurer un débat dont devra bénéficier la population de cette province. On me permettra, au cours de cette discussion, de retenir l'attention de la Chambre, pendant quelques instants, sur deux sujets qui m'intéressent particulièrement à double titre et dont on m'a déjà parlé ici.

Comme représentant d'un comté rural, la question de la tuberculose bovine offre un grand intérêt pour moi, et la Législature doit y donner une grande attention, car plus que jamais cette question est devenue d'actualité. En effet, le développement considérable de l'industrie laitière en cette province, la place que nos produits laitiers ont acquise sur les marchés étrangers, la concurrence qu'ils y subissent, la nécessité de maintenir et d'améliorer la quantité de ces produits si on veut que les cultivateurs en obtiennent les prix auxquels ils ont droit de prétendre, toutes ces raisons font un devoir à ceux qui dirigent le progrès de la province, dans les divers domaines de ses activités, d'étudier cette question de la tuberculose bovine.

Dans les quelques remarques que je désire faire, il ne sera question que d'un aperçu sur les pertes que subissent nos cultivateurs par ce fléau qui détruit notre cheptel bovin et les dangers auxquels est exposé également notre capital humain. J'ai mentionné l'importance du développement de l'industrie laitière en cette province. *L'annuaire statistique* de la province donne à ce sujet des chiffres éloquentes que vous me permettrez de citer brièvement.

Durant l'année 1926, la production du beurre dans notre province s'est élevée à 50,822,389 livres, dont la valeur marchande totale fut de \$17,239,170. La production du fromage, durant cette même année, fut de 46,355,369<sup>1</sup> livres ayant une valeur totale de \$7,485,561<sup>2</sup>, et le capital dans les 1,576 fabriques atteignait le chiffre de \$8,446,041. Les salaires et les gages payés dans ces fabriques, en l'année 1926, furent évalués à la somme de \$1,550,000. Durant cette même année, la province de Québec comptait 1,064,470 vaches laitières. Ces quelques chiffres, M. l'Orateur, font voir le développement considérable accompli dans l'industrie laitière en cette province.

D'autre part, une réponse donnée récemment par l'honorable député de Lac-Saint-Jean (M. Moreau), en cette Chambre, à l'honorable député de Laval (M. Renaud), montre l'étendue de la tuberculose bovine et la gravité de la menace sur cette industrie laitière. En effet, au cours de l'année 1926-1927, les médecins vétérinaires ont fait subir l'épreuve de la tuberculose à 127,884 sujets bovins et, sur ce nombre, 4,118 furent reconnus contaminés. Dans certains cas, 632 bêtes à cornes sur 4,413 ont été condamnées par le même vétérinaire. Il est arrivé que des troupeaux entiers aient été porteurs de tubercules par le bacille de Koch.

En se basant sur l'*Annuaire statistique* de 1926, un simple petit calcul mathématique démontre que notre cheptel bovin, composé de 2,000,000 de sujets, dont la valeur totale est estimée à \$76,000,000, soit \$38 par tête, est affecté par la tuberculose. Si on prend la proportion des sujets contaminés sur le nombre des sujets examinés et qu'on l'applique à tout notre cheptel, on trouvera que sur 2,000,000 de sujets, 65,000 seraient contaminés. Au prix de \$38 par tête, ce serait une perte totale de \$2,700,000 environ pour nos cultivateurs. Songe-t-on assez à ces pertes considérables que subissent de ce fait nos propriétaires de troupeaux bovins? Ces dommages sont assurément de nature à refroidir les meilleures volontés, à ralentir la sélection et l'amélioration des troupeaux, et pour l'industrie laitière et pour la boucherie.

Mais, M. l'Orateur, on me demandera sans doute s'il y a des remèdes à ce mal. On rapporte généralement que l'importation des espèces bovines des provinces avoisinantes fut, est encore et sera longtemps, si nous n'appliquons pas le remède au mal, un grand facteur pour la contamination de notre cheptel bovin. C'est là qu'il faut nous protéger. On dira peut-être, en certains endroits, que l'importation des vaches laitières des provinces voisines ne peut être discontinuée sans causer un préjudice aux laitiers de nos villes. Cela peut arriver.

Mais il importe en premier lieu de protéger les troupeaux de chez nous. Le bien général doit passer en premier lieu. Et, M. l'Orateur, je soumets que tous les moyens de protection possibles doivent être adoptés. La lutte doit être préventive, elle doit s'attaquer directement au mal; elle doit être offensive. L'établissement d'une quarantaine à la frontière provinciale avec l'Ontario, pour examiner tous les animaux qui entrent au Québec par cette province, comme il en existe une en Colombie anglaise, offrirait une garantie indéniable à nos troupeaux.

Ce fut un geste louable, il me semble, de la part des membres du comité de l'agriculture de cette Chambre, d'avoir adopté unanimement la motion que, secondé par mon collègue de Frontenac (M. Baillargeon), je présentais dans le but de faire des instances auprès du ministère de l'Agriculture, pour que cette quarantaine soit établie à la frontière ontarienne.

Il y aurait dans cette quarantaine un moyen très efficace de protection. Ça ne fait plus de doute que l'épreuve par la tuberculine est le seul moyen de faire le triage des sujets sains et des sujets tuberculeux. On sait aussi qu'une première épreuve confère l'immunité pendant 30 à 60 jours, espace de temps suffisant pour donner avantage à la fraude de prendre place.

Des commerçants à conscience peu timorée, si l'on en croit certaines affirmations, ont beau jeu alors pour passer leur mauvaise marchandise. Un séjour à la quarantaine serait le plus grand remède contre les dangers qu'apportent à nos troupeaux les bovins malades qui parfois nous arrivent. Il n'y a pas à tergiverser, le fait existe. Soit par erreurs grossières, soit par fraude, je le répète, des animaux porteurs de tuberculose nous sont venus des provinces voisines, après qu'on leur eut enlevé le tag du fédéral<sup>3</sup>.

Voilà un grand facteur de la contamination de notre cheptel bovin. Et, dans le passé, ce commerce s'est pratiqué sur une assez grande échelle. On pourra dire que j'exagère. Ce que j'avance présentement peut être confirmé par des dossiers judiciaires conservés au palais de justice de Québec... et que la poussière n'a pas complètement recouverts. Certains malins affirment qu'un certain nombre de commerçants ont acquis l'habileté de soumettre à l'épreuve de la tuberculine les sujets qu'ils mettent en vente. Les 60 jours consécutifs pendant lesquels la tuberculine ne peut réagir positivement sont suffisants aux propriétaires pour passer leurs marchandises avariées dans notre province.

S'il faut regretter que l'établissement de la quarantaine désirée nous soit refusé par le ministère fédéral de l'Agriculture, il nous reste cependant de nombreux moyens que nous devons employer pour lutter contre le fléau de la peste blanche et protéger par là le capital humain, tout autant que le capital agricole investi dans les troupeaux laitiers et les troupeaux d'élevage. La formation de zones nombreuses, comme celles où l'on opère sur la rive sud du Saint-François, demeure un premier moyen de lutte efficace. Il y a encore mieux que cela, à mon sens. C'est l'élevage fait sur la ferme. La sélection des sujets bien faite dans les troupeaux, avec esprit de suite, l'assainissement et l'hygiène dans les étables mieux éclairées et mieux aérées, l'application des enseignements des agronomes, voilà autant de moyens pratiques de lutter contre le terrible fléau.

Ceux qui sont au courant des activités des agronomes savent la part considérable qu'ils assument dans les travaux de certaines campagnes d'éducation agricole. Ils ont rempli déjà une part appréciable dans l'œuvre de l'épuration de nos troupeaux laitiers dans les zones de Huntingdon, Châteauguay, Beauharnois et, tout récemment encore, dans toute la partie qui s'étend au sud de la rivière Richelieu jusqu'aux lignes internationales. Nos agronomes, ces apôtres agricoles, ont su gagner

la confiance du peuple. Ils ont fait comprendre à plusieurs qu'un sacrifice temporaire devait être fait et que la perte de certains sujets contaminés dans un troupeau avait pour objet de protéger les sujets sains et le public en général.

Ces précieux conseillers de nos cultivateurs remplissent aujourd'hui auprès des gens de nos compagnes un rôle fort utile qui croît de jour en jour en importance, à mesure que la classe rurale ambitionne, avec une fierté légitime, de monter dans sa profession, de se perfectionner et d'augmenter ses revenus. Quand on aura convaincu, par l'enseignement de l'agronomie, par les articles simples et clairs du journal, par les tracts et les conférences, par une campagne d'éducation à travers toute la province, les cultivateurs de l'importance de protéger le capital investi dans le troupeau de la ferme, quand notre population agricole aura compris la nécessité de la sélection rigoureuse des sujets bovins, de protéger les sujets sains de la contamination, quand la lutte aura groupé tous les efforts, la partie sera alors gagnée.

Il me semble, M. l'Orateur, que la saison de l'hiver est la plus avantageuse pour atteindre le but convoité. Durant cette saison, en effet, les agronomes et les vétérinaires attachés au service de l'agriculture provinciale pourraient constater de visu, et très facilement, les conditions de l'écurie de la ferme, ses défauts, les améliorations nécessaires. Un autre moyen de faire la lutte serait une seconde épreuve de la tuberculine sur les bêtes importées. Si le besoin de faire de l'importation empêche l'établissement d'une quarantaine, il importerait cependant de faire subir une deuxième épreuve aux sujets importés. Des épreuves particulières permettraient de déjouer la fraude dans bien des cas. M. l'Orateur, cette éducation populaire n'aurait pas comme résultat de protéger uniquement le capital agricole. Elle aiderait aussi puissamment à la protection du capital humain.

On a dit, en certains lieux, que la tuberculose bovine ne pouvait être, ou que très rarement, un facteur de la tuberculose chez l'être humain. C'est une opinion que je respecte et que je crois sincère; elle n'est pas la mienne. On me dira qu'au Japon il n'y a pas de vaches laitières et que c'est le pays par excellence pour la tuberculose. Au Japon, en effet, c'est la chèvre, animal réfractaire à cette maladie, qui fournit le lait à la population, et j'admets que la statistique japonaise fait un triste tableau de la mortalité par tuberculose en ce pays d'Asie orientale. Mais, M. l'Orateur, je ne prétends pas que la tuberculose bovine soit le seul facteur du grand fléau qui, tous les ans, fait subir des pertes si considérables à notre population.

Non. L'agglomération dans les demeures, les infractions aux plus simples lois hygiéniques sont des causes de la perte de nombreuses vies humaines. Le bacille de Koch guette sa proie où les moyens de défense préventive ne sont pas d'usage. En 1908, à Washington, se tenait une convention convoquée spécialement par des célèbres médecins hygiénistes pour étudier la question du facteur tuberculeux bovine en rapport avec la tuberculose sur les humains. Il fut admis que 27 % de la mortalité infantile par la tuberculose avait pour cause la contamination d'origine alimentaire où se reconnaissait le bacille de la tuberculose bovine. Le Dr Calmette, un grand hygiéniste, soutient que très souvent la tuberculose est la cause de la contamination ganglionnaire et intestinale chez l'homme.

Un autre hygiéniste de New York rapporte que, dans un certain nombre de familles, 28 enfants avaient consommé du lait de vaches tuberculeuses pendant deux ans et que, sur ce nombre, un des enfants présentait dans un ganglion du cou le bacille de la tuberculose bovine et le vrai bacille de Koch. Qu'il soit dit, entre parenthèses, qu'un procédé à la glycérine permet aux bactériologistes de reconnaître la petite différence entre ces deux bacilles. Je prétends, M. l'Orateur, avec tous ceux qui s'occupent de la question, que les précautions prises dans le choix des vaches laitières, dans le choix des viandes, porc, volaille et autres chez lesquels on reconnaît la présence du bacille tuberculeux, sauveraient beaucoup de vies humaines.

Et la Chambre me permettra, à ce moment, de lui citer à ce sujet les opinions du Dr Parke qui a consacré sa vie à l'étude de ce problème. Les résultats de ses recherches sont des preuves indéniables de la contamination de l'être humain par les voies digestives, preuves que les viandes, le lait provenant d'animaux tuberculeux sont des facteurs de la tuberculose chez l'enfant et même chez l'adulte.

Il fut donné en effet au Dr Parke d'observer le bacille bovin en même temps que le bacille de Koch à forme ordinaire qui, depuis si longtemps, ravage l'humanité. Et j'ai ici, devant moi, un tableau résultant de l'étude de 1,042 cas de tuberculose chez les enfants, dont quatre étaient atteints de deux variétés de bacille tuberculeux. Cette étude fut faite par le Dr Parke. Ces 1,042 enfants furent divisés en deux groupes: ceux âgés de moins de 5 ans et ceux âgés de 5 à 16 ans. Dans le premier groupe, l'étude du Dr Parke et ses observations lui ont permis de constater qu'il y avait 69 % des cas de la maladie attribuables à la tuberculose abdominale, 48 % des

cas de maladie causée par la tuberculose généralisée d'origine alimentaire, 72 % des cas attribuables à la méningite tuberculose secondaire de tuberculose d'origine alimentaire. Chez les enfants de 5 à 16 ans, les cas de tuberculose abdominale furent de 66 %<sup>4</sup>, ceux de tuberculose généralisée d'origine alimentaire furent de 66 %. Et le Dr Parke, dont le tableau précédent fait voir l'importance de la tuberculose bovine dans l'infection des enfants, à la suite des constatations qu'il avait faites, posait la question suivante: Pourquoi les gouvernements sont-ils intéressés dans l'éradication de la tuberculose bovine?

Il répondait ainsi à cette question: 1. Parce que la tuberculose bovine cause la maladie et la mort en infectant les humains; 2. Parce qu'elle diminue l'approvisionnement en lait et accroît son coût de revient, et, de ce fait, prédispose indirectement à la tuberculose et aux autres maladies; 3. Parce qu'elle diminue l'approvisionnement en viande, augmente son coût de revient, et par le même fait, augmente le coût de la vie; 4. Parce qu'elle diminue les profits du producteur du lait; 5. Parce que la relation qu'il y a entre le type de bacille bovin et humain amène les départements de santé et les gouvernements à cette opinion qu'il faut contrôler la tuberculose bovine, si l'on veut réussir dans la même voie pour les humains.

M. l'Orateur, pour mieux convaincre les critiques de mauvais aloi dans la campagne d'épuration qui se fait présentement à travers la province, pour l'avantage du capital agricole investi dans les troupeaux bovins et pour la conservation de notre capital humain, je terminerai mes citations par celle publiée le 10 mars courant, à la page 225 du *Hoards Dairyman*, une revue de l'État du Wisconsin. Le docteur Lohead de la clinique Mayo cite les paroles du docteur Mayo que l'on ne pourrait pas refuser de reconnaître comme une autorité indiscutablement admise et universellement considérée comme de haute valeur en matière médicale. Cet extrait nous vient d'une conférence faite à l'assemblée annuelle de l'association des animaux sains des États-Unis.

Et l'on dit: 1. Le docteur Mayo prétend que la tuberculose des vaches est une cause de la tuberculose humaine, non seulement en théorie mais en réalité. 2. On peut encore démontrer que la tuberculose bovine est la cause de la tuberculose pulmonaire et de la plupart des autres formes de tuberculose que l'on rencontre chez les adultes. 3. Que la pasteurisation du lait est un grand facteur de sûreté, mais que ce n'est qu'un facteur. 4. La

meilleure méthode de faire disparaître la tuberculose dans un troupeau, c'est l'épreuve à la tuberculine. 5. L'épreuve à la tuberculine pour le diagnostic de la tuberculose est plus près de la perfection que le Wasserman pour la syphilis, l'épreuve de Widal pour la typhoïde, le raclage de la gorge dans la diphtérie ou l'examen des crachats dans la tuberculose. 6. La tuberculose bovine est un problème de santé publique, ce n'est pas le problème du propriétaire bovin comme individu ni celui d'un groupe d'individus. 7. L'éradication de la tuberculose ne peut seulement être que relative. Nous qui attendons beaucoup du travail par zone, nous attendons aussi une police sanitaire qui devra durer toujours.

M. l'Orateur, je ne voudrais pas terminer ces remarques, malheureusement plus longues que je ne l'aurais voulu, sans rappeler qu'on a beaucoup fait dans cette province pour diminuer le taux de la mortalité par la tuberculose. À titre de médecin et de mandataire d'un comté rural, je tiens à féliciter le gouvernement pour l'essor considérable qu'il a donné à la lutte contre cette terrible maladie. Notre population accorde son entière reconnaissance au gouvernement pour l'établissement des sanatoriums, pour l'organisation des unités sanitaires de comtés, pour l'aide aux hôpitaux antituberculeux, pour la campagne efficace qu'il a entreprise. Le Dr Savard, inspecteur général du service provincial d'hygiène, affirme, dans son rapport annuel, qu'il croit que la mortalité due à la tuberculose diminue en cette province, depuis le début de la campagne entreprise il y a cinq ans.

Tous se réjouiront de cette constatation, mais la lutte contre la tuberculose est longue, elle sera de tous les jours, de tous les instants. À quoi nous sert cette belle natalité dont nous nous faisons tant de gloire si, au bout de l'année, par l'influence néfaste du bacille de Koch, nous sommes sur un pied d'égalité avec les autres pays? J'admets qu'il ne faut pas tomber dans l'exagération et dire que nous pouvons sauver de la mort tous nos tuberculeux. Hélas, l'humanité a pour destin de se renouveler constamment et chaque vie qui s'allume porte en soi un germe de mort qui, tôt ou tard, éteindra la vie. Mais la lutte est toujours nécessaire.

En terminant ces remarques, puis-je maintenant demander à mes collègues de cette Chambre, qui votent les crédits agricoles, s'il n'est pas urgent de faire plus pour assurer la plus grande protection contre la tuberculose bovine, un des facteurs des nombreuses pertes de vies humaines. Je l'ai déjà dit, cette lutte doit être non seulement défensive, elle doit être offensive et s'attaquer au

mal. Les \$75,000 dépensés pour faire l'épreuve à la tuberculine, à mon opinion, représentent un bien petit capital si on considère les statistiques de 1926. Le montant de \$75,000<sup>5</sup> compris dans les évaluations pour la prévention de cette maladie du bétail pourrait bien être doublé ou triplé, étant donné le capital investi dans les troupeaux de la province. La perte des 65,000 têtes, que l'on estime à environ \$2,700,000, demande une protection plus grande de la part de notre Législature, il me semble.

L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Caron) était dans la bonne voie lorsqu'il organisait le service de prévention dans lequel \$75,000 étaient dépensés. Et j'ai la conviction qu'il ferait mieux encore si nous, législateurs, nous lui en fournissons les moyens. Personne mieux que lui ne comprend l'importance de la protection agricole. Pour lui faciliter la tâche, donnons-lui la coopération d'un crédit plus élevé, un nombre plus grand de vétérinaires, pour lesquels le service de l'agriculture dépense des montants appréciables; donnons-lui la coopération d'une population bien disposée par l'éducation bien faite par les tracts, les conférences, les agronomes et la presse quotidienne. M. l'Orateur, je suis assuré que la Législature, en encourageant d'une façon spéciale cette lutte contre la tuberculose bovine, rendra de précieux services à la classe agricole et à toute la population de cette province.

**M. Renaud (Laval)**<sup>6</sup> s'accorde avec le député de Wolfé (M. Lemieux) sur l'opportunité de donner plus d'attention au problème de la tuberculose bovine, mais il ne croit pas que la loi soit bien appliquée. Il est favorable à une loi fédérale qui s'appliquerait à tous. Une législation fédérale est nécessaire pour régler la situation, étant donné le fait que la province de Québec importe une grande partie du bétail de l'Ontario. Il n'est pas en faveur de l'embargo sur les animaux d'Ontario. Il croit que les zones sont appelées à rendre de précieux services. Il voudrait une quarantaine instituée par Ottawa et applicable à tout le pays.

Il déplore que la province ne puisse s'approvisionner d'animaux elle-même, au lieu de se voir obligée d'aller chercher ses animaux laitiers dans l'Ontario ou dans l'Ouest. Il insiste sur la nécessité de bons troupeaux laitiers et défend les cultivateurs de l'île Jésus, affectés par l'épidémie de fièvre typhoïde à Montréal. Il (M. Renaud) critique l'éducation agricole. Il y a une campagne d'éducation à faire chez les cultivateurs, dans le propre intérêt de leur commerce d'élevage, car leurs méthodes ne sont pas toujours les meilleures.

**M. Pilon (Vaudreuil):** La tuberculose est une maladie contagieuse, inoculable, commune à toutes les espèces animales, et elle est due à la présence dans l'organisme d'un microbe particulier appelé bacille de Koch ou bacille tuberculeux. Cette maladie, celle des bovins en particulier, intéresse au plus haut point le médecin vétérinaire, le médecin, l'agriculteur et l'hygiéniste, tant au point de vue de l'économie rurale qu'au point de vue des dangers pour l'homme. Aussi, cette maladie a fait, depuis 1817, l'objet de multiples travaux. À l'heure actuelle, elle est constamment à l'ordre du jour des sociétés savantes médicales et vétérinaires du monde entier. La question a été particulièrement bien exposée récemment par les médecins vétérinaires G. Moussu, Vallée et Panisset.

L'unicité de la tuberculose humaine et de la tuberculose bovine est aujourd'hui un fait admis. Villemain, par ses expériences, nous permettait de conclure en ce sens et les travaux de Klebs, Bollinger et autres confirmèrent cette prétention. Plus tard, on établit que la tuberculose était *Une* dans sa nature. Lors de la découverte de l'agent spécifique par Koch, l'identité étiologique (cause) fut définitivement admise. Il est vrai que l'on peut voir des différences sur les cultures entre les types du bacille, mais, si ces bacilles sont injectés à une autre espèce animale, on voit tout de suite la maladie se développer, quoiqu'un type puisse être plus virulent pour telle espèce que pour une autre.

Comme premier et le meilleur moyen de lutter contre la tuberculose, c'est l'éducation du peuple, particulièrement le public agricole. Comme deuxième moyen de lutte, c'est la protection par le gouvernement de l'acheteur, et ceci peut être obtenu en plaçant les animaux reconnus tuberculeux hors du commerce, puis en interdisant l'entrée libre dans la province pour les bovins laitiers destinés à être vendus sur les marchés publics comme vaches laitières. Un autre bon moyen est le marquage permanent des bovins tuberculeux, ce que nous faisons avec un fer rouge qui porte les lettres UTB.

Un seul moyen de lutte contre la tuberculose paraît possible, c'est celui qui consiste à connaître les exploitations infectées et peu à peu, progressivement, en diminuer le nombre; s'acharner sur un certain nombre d'exploitations, les libérer, puis s'attaquer à d'autres; diminuer le nombre des étables tuberculeuses plutôt que de tenter de faire baisser d'une façon uniforme le taux des animaux tuberculeux dans l'ensemble. Il ne suffit pas cependant de se proposer de faire disparaître les étables infectées, il faut encore choisir des modes d'intervention adaptés aux conditions du milieu.

En effet, il faut tenir compte dans une exploitation donnée de la proportion de sujets tuberculeux. Quel que soit le système sanitaire adopté, on ne saurait appliquer la même mesure avec profit et économie dans un troupeau constitué exclusivement, ou presque, de sujets tuberculeux et dans un autre où la proportion des maladies n'excède pas 10 % à 15 %.

Tous les expérimentateurs sont d'accord pour reconnaître que, dans tous les cas de tuberculose miliaire aiguë, le suc musculaire est virulent. Il n'est pas sans intérêt non plus de faire remarquer que la tuberculose généralisée, même avec des lésions des ganglions intermusculaires, envisagée comme particulièrement dangereuse par les réglementations des différents pays, ne s'accompagne jamais de la virulence du suc musculaire, si ces lésions sont des nodules secs enkystés de tuberculose inactive.

L'appréciation de la virulence du muscle même ne résout pas entièrement la question du danger des viandes tuberculeuses. En définitive, on peut et on doit dire que les produits tuberculeux d'origine animale, qu'il s'agisse de la viande ou du lait, peuvent être tenus comme dangereux pour l'homme. Il est vrai que le danger résultant de la consommation de la viande est beaucoup moindre que celui de la consommation du lait. Alors que de nombreux faits démontrent l'infection de l'homme par le lait des animaux tuberculeux, aucune observation du même ordre n'a pu être consignée dans la littérature en ce qui concerne les viandes. *Re: Lait des animaux tuberculeux, dangers pour l'homme, transmission de la tuberculose par le lait.*

Depuis longtemps, il est établi que, sous certaines conditions, les vaches tuberculeuses fournissent un lait virulent, capable de transmettre la maladie, mais c'est surtout lors de localisation à la mamelle que le lait est virulent. Cependant, Bang, en 1884, constate le premier que le lait d'une vache tuberculeuse peut être virulent en l'absence de toute lésion mammaire. Hirschberger établit au contraire la fréquence du pouvoir pathogène du lait, même en l'absence de toute lésion, et 11 fois sur 20, il trouve le lait virulent. Les recherches les plus complètes sur cette question si controversée sont celles de Mohler qui démontre non seulement l'infectiosité du lait des animaux ayant réagi à la tuberculine, en l'absence de toute altération, visible à l'œil nu ou au microscope, de la mamelle, mais aussi le danger d'ingérer ce lait. À la suite de plusieurs auteurs, Moussu montre que le lait de bêtes tuberculeuses qui semblent avoir des mamelles absolument indemnes, et chez lesquelles à l'autopsie on ne trouve aucune modification du tissu glandulaire, peut cependant contenir des bacilles tuberculeux.

Une commission royale anglaise, chargée d'étudier les rapports de la tuberculose humaine et de la tuberculose bovine, a confirmé dans son troisième rapport, en 1909, la notion de la virulence du lait des vaches sans lésion mammaire et même sans signe clinique de tuberculose. Enfin, Coquot et Césari, dans leur étude sur le mode d'apparition des bacilles tuberculeux dans le lait, ont constaté l'évolution de lésions spécifiques dans la mamelle avant que le lait se soit montré infectieux.

Maintes fois démontrées, Herr et Beninde ont trouvé sur 444 observations 60 résultats positifs. Cornet a rassemblé 775 expériences avec 100 résultats positifs. D'après Schroeder, Cotton, Mohler, Washburn et Rogers, la vitalité du bacille tuberculeux dans le beurre n'est modifiée ni par la salaison ni par la conservation au "Gold Storage". Le beurre, souvent consommé cru plusieurs fois par jour, est, comme le lait, un aliment éminemment suspect. Préparé avec du lait infecté ou souillé par les bacilles tuberculeux, le beurre est toujours dangereux.

La présence des bacilles tuberculeux est signalée par Hormann et Morenroth dans trois échantillons sur 10 fromages prélevés dans un marché. D'après Mohler, Washburn et Doane, expérimentateurs américains, la virulence des bacilles tuberculeux existe encore après 220 jours; les lésions produites étaient minimales après 261 jours, sur des fromages faits avec du lait contenant des bacilles tuberculeux et conservés dans les conditions du commerce.

La tuberculose d'origine bovine est non seulement dangereuse pour les bovins, mais elle constitue un réel danger pour les humains, danger très considérable pour l'enfance, puisque chez plus de 25 %, plus exactement 27 %, des enfants jusqu'à 16 ans, l'infection, vraisemblablement, ne reconnaît pas d'autre cause. Le rôle du bacille bovin dans la contagion humaine est donc plus considérable que ne le traduisent les statistiques même les plus alarmantes. Les nombreux faits rassemblés sont suffisants pour devoir faire admettre le rôle important joué par le lait des animaux tuberculeux dans la cause de la tuberculose de l'enfance. Pourtant, beaucoup de médecins dénie toute influence à l'alimentation, ou ne lui accordent que peu d'attention, convaincus de l'importance primordiale ou même exclusive de la contagion inter-humaine.

On peut même objecter que, si le lait joue un rôle dans la transmission de la tuberculose chez les enfants, l'alimentation au lait pasteurisé ou au lait

stérilisé aurait dû faire baisser la fréquence de la maladie. Or, la tuberculose des jeunes enfants ne semble pas avoir cédé devant la pratique de la pasteurisation ou de la stérilisation du lait. Bien souvent, malheureusement, cette pratique est à moitié faite, le lait est mal pasteurisé ou stérilisé et, dans ces conditions, toutes les mesures préventives sont illusoires. De plus, la pasteurisation ne permet pas d'obtenir un lait stérile absolument en bacilles

tuberculeux. Celle-ci aussi bien que la stérilisation doit, pour être faite dans les conditions parfaites, être faite immédiatement après la traite, même pour les laits industriels. Comment peut-on espérer arriver à un résultat identique quand le lait a 24 à 36 heures d'âge et quelquefois plus? (Voir le tableau ci-dessous)

*Pourcentage des tuberculeux trouvés par les inspecteurs vétérinaires provinciaux:*

Jusqu'en 1924.....	52,970	animaux sains	2,323	tuberculeux	4.2 %
1924-1925 .....	58,078	animaux sains	1,808	tuberculeux	3.0 %
1925-1926 .....	60,970	animaux sains	1,965	tuberculeux	3.1 %

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)**<sup>7</sup> résume à trois points le discours du député de Wolfe (M. Lemieux). Le premier, dit-il, qui traite de l'existence d'un mal qui sévit avec assez de virulence chez nous comme par tout le Canada, aux États-Unis et ailleurs. Le second, qui concerne le commerce de vaches de provenance plus ou moins douteuse et la pratique honteuse à laquelle se livrent des trafiquants peu scrupuleux qui vendent des animaux saturés de tuberculine pour empêcher la réaction qui dévoile la maladie de se produire, et cela, notamment le long de la frontière interprovinciale, plus spécialement du côté de l'Ontario. Et enfin, le troisième point exposé comprend des suggestions en vue de circonscrire et d'enrayer dans une bonne mesure la propagation de cette maladie néfaste.

L'honorable député (M. Lemieux) en vient à la conclusion que le gouvernement provincial permette aux médecins vétérinaires d'abattre plus de bœufs dans ce domaine, qu'il s'établisse des postes de quarantaine pour mettre sous observation les troupeaux qui nous arrivent des autres provinces, et enfin, que les agronomes continuent, comme par le passé, leur propagande utile auprès de la classe rurale, afin de l'instruire sur les dangers de cette maladie.

En se basant sur des données assez plausibles, l'honorable député de Wolfe (M. Lemieux) relève le fait significatif que, sur deux millions de têtes de bétail que nous possédons dans la province, il se pourrait que 200,000 bêtes à cornes, soit 10 % du chiffre total, fussent atteintes de tuberculose à diverses catégories de croissance, 200,000 vaches d'une valeur globale de \$7,000,000 à \$7,500,000 seraient condamnées à disparaître de

notre cheptel pour épurer notre province de ce fléau redoutable.

Aussi se pose-t-il à nous un problème, un dilemme grave, difficile à résoudre. Si, d'un côté, nous admettons qu'en principe il faudrait en finir au plus vite avec un mal qui mine nos troupeaux et qui menace continuellement la santé publique, de l'autre, nous nous demandons bien s'il est possible, en pratique, de prendre des moyens radicaux pour atteindre le but qu'on se propose. Dès le début de cette campagne d'épuration, le gouvernement s'est rendu compte, il y a déjà quelques années, que le succès final de l'entreprise reposait de préférence sur une tactique modérée mais non dépourvue d'esprit, de suite et de vigueur, qu'il avait mieux préparé nos cultivateurs graduellement à la nécessité de faire leur part de sacrifices que nous imposaient les circonstances - les gagner à la bonne cause plutôt que de brusquer les choses.

C'est ainsi que dans 22 comtés ou parties de comtés de la province, qui sont actuellement sous le régime du système de la zone réservée, le gouvernement a été sollicité par une requête signée des deux tiers ou plus des cultivateurs avisés qui nous en font la demande, avec mission pour le ministère de l'Agriculture provincial de les appuyer auprès du gouvernement fédéral. Le gouvernement, M. l'Orateur, a cru bon de suivre le programme suivant, en lui fournissant tout l'appoint compatible avec nos moyens et les conditions économiques et autres qui nous régissent dans la province.

Premièrement, promouvoir l'intensification des travaux de cette nature dans les régions où la population bovine est la plus dense. C'est ainsi que, grâce à l'œuvre combinée des ministères fédéral et

provincial, la zone réservée actuellement comprise dans le territoire soumis à l'inspection vétérinaire fédérale est estimée représenter 25 % à 30 % de la population totale du cheptel bovin de la province. Deuxièmement, au point de vue préventif, le ministère, depuis quelques années, a entrepris une propagande active auprès des fabriques de la province pour que le petit-lait, qui est retourné aux cultivateurs et qui est destiné à l'alimentation des veaux, des porcs et de la volaille de nos fermes, subisse le procédé de la pasteurisation. Peut-être est-il temps de prendre des mesures pour que la pratique se généralise et devienne obligatoire par toute la province.

Le travail des zones réservées sous le contrôle de la division de la santé des animaux d'Ottawa a commencé au cours de 1925. On s'est attaqué au cours de cette année aux bovins des comtés de Beauharnois, Châteauguay et Huntingdon, où on a éprouvé à la première épreuve 4,246 troupeaux, soit 57,884 têtes, avec un pourcentage de 7.75 %. Depuis, cette zone réservée a été agrandie jusqu'à la rivière Richelieu, comprenant les comtés de Chambly, Verchères, une partie de Richelieu, Laprairie, Napierville et Saint-Jean. Dans ces derniers comtés, il nous est impossible de fournir aucun chiffre, attendu que le travail n'a été terminé que récemment.

Le succès remporté dans la zone existant présentement a poussé les autorités à l'agrandir encore davantage, et voilà que l'on projette de l'étendre cette année aux comtés de Vaudreuil, Soulanges, île de Montréal, balance de Richelieu, Saint-Hyacinthe, Rouville, Iberville, Missisquoi, Brome, Stanstead partie, Sherbrooke partie, Richmond partie, Drummond partie, Yamaska partie, Bagot et Shefford.

Cela veut dire que ce projet d'extension suivrait une ligne ayant comme point de départ l'embouchure de la rivière Richelieu, la rive est de cette même rivière jusqu'à la frontière, puis la frontière jusqu'à la rive ouest du lac Memphrémagog et la rivière Magog jusqu'à Saint-François, et la rive ouest de cette même rivière jusqu'au fleuve Saint-Laurent. De plus, elle comprendrait les comtés de Vaudreuil, Soulanges et l'île de Montréal.

Nous sommes informés que le travail est déjà commencé dans le comté d'Iberville et qu'il doit commencer sous peu dans les comtés de Brome et Missisquoi. Nous devons donner crédit au ministère de l'Agriculture fédéral pour la belle initiative qu'il a prise dans notre province de Québec et le louer de sa campagne d'éradication systématique de la

tuberculose bovine, qui compte pour un si haut pourcentage dans les causes de la tuberculose humaine.

Il est encore des régions où le système des zones réservées donnerait de bons résultats. Ces régions ont une situation géographique exceptionnelle qui en ferait un endroit idéal pour l'application d'un tel système, je veux parler du Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi. Dans la région du Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi, l'élevage se fait sur une grande échelle. La population bovine est assez dense et l'éducation du peuple en matière de tuberculose bovine est avancée pour permettre d'espérer la réussite d'un tel projet. Dans la région de l'Abitibi, c'est un endroit encore isolé du reste de la province, encore un endroit idéal pour l'érection d'une zone réservée. La population bovine n'y est pas encore dense, mais la réussite de ce projet serait facile et le travail d'épuration reviendrait relativement à bon marché.

Dans notre travail provincial, nous projetons une grande amélioration, et ce, tout prochainement. Nous allons à l'avenir entreprendre la surveillance d'un troupeau et la maintenir. De cette manière, nous allons découvrir les foyers d'infection et les faire disparaître, puis ensuite nous attaquer à de nouveaux, et ce, jusqu'à concurrence du crédit budgétaire mis à notre disposition. Il s'agira à l'avenir pour le cultivateur de ne remplir qu'une seule formule d'épreuve à la tuberculine faite au ministère de l'Agriculture. Une fois que le travail sera commencé, la surveillance se continuera selon les besoins, suivant qu'il y aura des tuberculeux, des additions nouvelles au troupeau, etc.

Il (l'honorable M. Moreau) réplique au député de Laval (M. Renaud) que l'éducation agricole est bonne. Mais il y a de mauvais éducateurs qui détruisent par leurs affirmations le bon travail accompli. Ceux-là, dit-il, nuisent à l'agriculture.

Il félicite le député de Wolfe (M. Lemieux) d'avoir provoqué ce débat. Comme le disait l'honorable député de Vaudreuil (M. Pilon), le moyen de combattre la tuberculose, c'est la tuberculine, mais le meilleur remède est encore l'éducation de notre peuple.

(Applaudissements)

**M. Ouellet (Dorchester):** Même si le danger de la tuberculose humaine n'existait pas, il faudrait faire la lutte à la tuberculose bovine. Cette maladie cause des pertes considérables dans les troupeaux laitiers et, en la combattant, on épargnera de fortes sommes que les cultivateurs conserveront. Le seul système efficace pour combattre la tuberculose bovine, c'est de créer des zones réservées, et c'est ce que le gouvernement fédéral a fait avec le concours



des autorités provinciales. Ces zones seront dans l'avenir des centres de distribution. De la sorte, les cultivateurs, qui ont fait des sacrifices au début, retireront de précieux revenus.

(Applaudissements)

Nous parlons depuis longtemps d'hygiène. Le gouvernement a pris l'heureuse initiative de créer des unités sanitaires. Mais l'unité sanitaire pour les animaux est peut-être plus urgente que l'autre.

La motion est adoptée.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il l'a prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 64 modifiant la loi de la chasse;

- bill 72 modifiant la loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 163 modifiant la loi des licences;

- bill 198 modifiant le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1925, relativement à l'appel à la Cour du banc du roi.

#### **Loi de la chasse**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 64 modifiant la loi de la chasse. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 72 modifiant la loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Loi des licences**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 163 modifiant la loi des licences. Lesdits amendements sont lus une première fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève un point d'ordre. Il prétend, en vertu des autorités qu'il cite, que le Conseil législatif ne peut amender un bill comportant des taxes ou autres choses du même genre.

**M. l'Orateur** réserve son opinion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** donne raison au chef de l'opposition.

#### **Appel à la Cour du banc du roi**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 198 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'appel à la Cour du banc du roi. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 21 mars 1928**

#### **Présidence de l'honorable H. Laferté**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 130 modifiant la charte de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company;
- bill 148 constituant en corporation The Quebec Northern Railway Company;
- bill 153 modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et l'évaluation des propriétés de Laurentide Power Company Limited;
- bill 170 modifiant la loi des seigneuries;
- bill 177 modifiant l'article 36 du Code municipal;
- bill 201 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs.

#### **Exemptions de taxes pour certaines compagnies**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 205 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales relativement aux compagnies d'utilité publique et de pulpe.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Thériault (L'Islet)** fait remarquer que son projet de loi est très important et, comme nous en sommes au dernier jour de la session, il attendra une meilleure occasion de le présenter. L'opinion publique n'est pas suffisamment informée pour accepter les avantages d'une telle législation. Je propose, dit-il, que le comité se lève.

Adopté. Le comité se lève sans faire rapport<sup>8</sup>.

#### **La loi des faillites**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Montréal-Dorion (M. Blain) dont elle a été saisie le mercredi 22 février dernier et qui se lit comme suit:

Que cette Chambre invite le gouvernement du Canada à étudier de nouveau la loi des faillites et à la faire modifier de façon à ce que l'hypothèque judiciaire en matière de faillites soit soumise aux lois civiles de la province de Québec; et que le greffier transmette cette résolution au premier ministre du Canada.

**M. Fortier (Beauce):** C'est l'honorable député de Lotbinière (M. Francoeur) qui avait proposé l'ajournement de ce débat, mais mon honorable ami m'a demandé de bien vouloir le continuer moi-même. M. l'Orateur, je concours dans les observations de l'honorable député de Dorion (M. Blain) sur l'hypothèque judiciaire (C.C. 2034) et le jugement du Conseil privé, dans l'affaire la Banque Royale du Canada et Larue-Trudel & Picher, syndics.

Je suis sûr que le discours de l'honorable député trouvera un écho sympathique des deux côtés de cette Chambre. La conservation de nos droits civils est au-dessus de toute divergence d'opinions politiques et elle doit rallier toutes les opinions. Elle fait partie de la devise du Canada français: Notre foi, notre langue et nos lois.

L'honorable procureur général (M. Taschereau) ne l'a pas oublié. Il est intervenu dans cette instance en appel et il a revendiqué jusqu'au Conseil privé l'intégrité et la restauration de nos lois civiles. Il convient que cette Chambre, après le jugement adverse du Conseil privé, revendique la restauration de nos lois, lesquelles nous ont été garanties par le traité de Paris, 1763.

En outre de notre Code civil, l'enregistrement d'un titre d'acquisition de droits réels dans ou sur les biens immobiliers d'une personne dans les 30 jours qui précèdent sa faillite est sans effet, sauf les cas où le délai accordé par la loi pour effectuer tel enregistrement n'est pas encore expiré; ceci s'applique à tous les droits réels, à toutes les hypothèques: conventionnelles, légales ou judiciaires (Langelier Cours droit civil, sous C.C. 2023, dernier alinéa). Du reste, l'article 2023 concerne toutes les hypothèques: légales, judiciaires et conventionnelles.

Parmi les nombreux inconvénients de la loi fédérale, le délai est trop long. On donne un délai de trois mois de la pétition de faillite ou de la cession de biens autorisés pour toute hypothèque, constitutions de droits réels dans les biens immobiliers.

Les notaires, les prêteurs craignent de prêter, de peur que l'emprunteur ne fasse faillite dans les trois mois. Sous notre droit civil: dans les 30 jours, l'on n'empruntera pas par hypothèque pour faire faillite dans le mois ou immédiatement si l'on est tant soit peu solvable et le prêteur se renseignera au préalable. L'emprunteur sachant qu'une hypothèque prise avant les 30 jours devra être colloquée en entier ne se souciera guère de céder ses biens, sachant qu'il n'en profitera pas, qu'il lui faudra payer ses dettes ou presque toutes en entier, qu'il ne lui reviendra rien ou presque.

L'emprunteur n'aura pas le temps de devenir insolvable dans le mois précédant la faillite. Les prêts hypothécaires étant plus sûrs, le crédit de l'emprunteur, du cultivateur surtout, deviendra meilleur. Il pourra trouver l'aide dont il aura besoin et l'argent ne désertera plus la campagne, le cultivateur demeurera davantage sur sa terre. Le crédit des cultivateurs est considérablement diminué. L'épargniste a recours aux débentures; il ne prête pas ou à peu près pas sur débentures de sa municipalité rurale, de sorte que l'argent s'en va dans les villes. La campagne se dépouille de ses capitaux au profit de la ville; la campagne s'appauvrit, la campagne se dépeuple au bénéfice de la ville; la campagne se diminue pour agrandir, accroître la ville, quand c'est le contraire qui serait nécessaire.

Souvent, le plus souvent, elle envoie son argent dans les provinces étrangères même dans les pays étrangers, pays qui seront demain nos ennemis. Il arrive aussi que le prêteur investit dans les obligations industrielles ou commerciales, voire dans des actions de compagnies industrielles ou commerciales des villes et de l'étranger, quand la campagne a tant besoin de créer des industries locales en vue de constituer des marchés locaux. Ne pourrait-on pas utiliser nos capitaux de cultivateurs et de ruraux pour établir chez nous des industries greffées sur l'agriculture?

Autrefois, l'argent restait dans nos campagnes. Le cultivateur qui avait besoin d'argent le trouvait chez son voisin. Il aidait la campagne, le cultivateur emprunteur pouvait accroître son exploitation<sup>9</sup>, payer ses dettes. Aujourd'hui, il ne trouve pas l'argent dont il a besoin. Il s'abandonne à la faillite, souvent incité par des agents de cette loi. Il ne peut payer parce qu'il ne peut obtenir crédit. Je veux féliciter en passant Sir Lomer Gouin qui a obtenu quelques modifications à la loi des faillites et pour les amendements de 1923 remplaçant les syndics par le séquestre.

La loi des faillites a fait surgir les revendications des protagonistes du crédit agricole. Nos vieux placements sur hypothèque étaient une excellente forme de crédit agricole. Peut-être le crédit agricole n'eût-il pas été nécessaire sous son régime. L'on prêtait à 6 %, même à 5 %, 4½ %, beaucoup sur billet alors. Maintenant, le crédit agricole sera une aide additionnelle si l'amendement s'effectue.

Amenant un appauvrissement de la campagne, la loi des faillites a provoqué l'émigration dans les villes, puis aux États-Unis. C'est assurément une des causes de l'émigration. Pourquoi ne pas

revenir à notre cession de biens dans notre province? Cela épargnerait les frais exorbitants sous la loi des faillites et serait plus conforme à notre mentalité. Qu'au moins seuls les commerçants fassent faillite. J'invite les associations agricoles à se prononcer au préalable là-dessus.

M. l'Orateur, je conclus. Restaurons nos lois civiles conformément à nos traditions, à notre mentalité. Les peuples comme les individus ont besoin de prospérer, de vivre leur vie propre, de ne pas être boutés hors de la voie que leurs goûts et leurs aptitudes leur ont dévolue. Non que nous voulions faire bande à part en marge du grand tout canadien, mais parce que nous voulons accroître sa force en le faisant bénéficier du plein exercice de toutes nos facultés.

(Applaudissements)

**M. Fortier (Beauce)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Thériault), que le premier aliéna de la motion en discussion soit amendé en remplaçant tous les mots après le mot "modifier", dans la deuxième ligne, par les suivants: "de façon que l'hypothèque judiciaire ainsi que le délai relatif à l'annulation de tout droit réel ou personnel mentionné dans l'article 31 de la loi des faillites soient soumis aux lois civiles de la province de Québec, lorsque cette hypothèque ou ce droit ont pris naissance dans ladite province".

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. l'Orateur, il s'agit non seulement d'une question nationale, mais d'une question de droit, et elle intéresse tous les grands avocats. La question soulevée par l'honorable député de Dorion (M. Blain) et reprise par l'honorable député de Beauce (M. Fortier) est d'une importance primordiale. Mes honorables amis ont bien fait. Le central a des privilèges, les Législatures provinciales en ont aussi, et il est bon de le rappeler chaque fois que nous en avons l'occasion. En 1922, la Chambre a déjà discuté cette loi des faillites.

Les Pères de la Confédération ont conféré des droits aux provinces. Nous ne voulons pas que, chaque année, le pouvoir central nous enlève des droits consentis en 1867. Malheureusement, c'est pourtant ce qui se produit: on constate que tous les ans le pouvoir central<sup>10</sup> est peu à peu en mesure d'enlever aux provinces des morceaux de droits qui nous appartiennent depuis plus de 60 ans, des pouvoirs garantis par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867. Si une loi attaque les droits des provinces, nous voulons protester. Nous ne voulons

pas que le pouvoir central empiète peu à peu sur les droits qui nous ont été garantis. Il n'y a pas de raison pour les professionnels de faire faillite.

D'après l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les articles 91 et 92 déterminent les pouvoirs fédéraux et provinciaux. Or, le Conseil privé vient de créer une jurisprudence par laquelle il décide que la loi fédérale, même si indirectement elle empiète sur les pouvoirs provinciaux, doit s'appliquer. Lorsque deux lois sont en conflit, c'est la loi fédérale qui prévaut. Aussi, c'est le devoir de la Législature de rappeler au pouvoir fédéral que les provinces ont des droits. Il était entendu qu'une loi fédérale ne devait pas être appliquée dans les cas où elle entraînerait en conflit avec une loi provinciale existante. On a mis de côté les dispositions du Code civil.

Il (l'honorable M. Perrault) souhaite joindre sa voix à celle des autres orateurs, afin de protéger les droits accordés par la Confédération. En vertu de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les droits juridiques de la province de Québec étaient préservés. Ce sont les décisions du Conseil privé qui ont créé cette jurisprudence et plusieurs jugements ont été rendus en ce sens.

Il explique une des dernières causes jugées par le Conseil privé. Il rappelle la cause de LaRue & Trudel et la Banque Royale, dans une faillite, où l'hypothèque judiciaire, reconnue par notre Code civil, était en jeu. Les tribunaux de la province de Québec ont reconnu les droits de notre Code civil, mais la Cour suprême, l'honorable juge Rinfret étant dissident, a renversé cette décision et a fait prévaloir la loi fédérale des faillites en ce qui concerne les hypothèques judiciaires.

Le pouvoir central a déjà amendé la loi des faillites, mais les dispositions de notre Code civil sont encore mises de côté. L'honorable député de Beauce (M. Fortier) a réclamé un amendement à la loi des faillites. Pour moi, je crois que, lorsque le pouvoir central<sup>11</sup> adopte une loi, il devrait toujours tenir compte des droits de notre province et faire ses lois de telle façon qu'elles n'affectent pas les droits des provinces, se référant à la position du Québec dans la Confédération et à la nécessité de préserver du mieux possible les lois françaises et tous les anciens idéaux.

La loi des faillites est préjudiciable et elle a ruiné le crédit des cultivateurs, parce qu'elle s'est éloignée du véritable principe d'une loi des faillites. La loi actuelle des faillites est une loi néfaste au point de vue des lois de la province de Québec et pour le pays, et j'aurais été prêt à demander au

pouvoir central d'enlever notre province sous l'effet de cette loi. Il demande au gouvernement d'Ottawa de nous laisser appliquer de nouveau la loi que nous avions en 1919 et qui faisait très bien notre affaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien, très bien.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Comme l'honorable député de Beauce (M. Fortier) l'a dit, nous ne voulons pas faire bande à part, mais la province de Québec a obtenu des privilèges judiciaires spéciaux par le pacte de 1867. Tout ce que nous voulons, c'est le respect de ces privilèges et nous entendons le réclamer.

(Applaudissements)

Depuis 25 ans, le pouvoir central nous enlève petit à petit nos privilèges. Je me demande pourquoi le Parlement fédéral n'a pas excepté la province de Québec pour sa loi des faillites. C'eût été reconnaître des droits que nous jugeons intangibles.

(Applaudissements)

**M. Blain (Montréal-Dorion)** se lève.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** réclame la parole pour dire qu'il appuie de tout cœur le bref mais éloquent discours de son collègue et ami, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault). M. l'Orateur, je félicite et je remercie bien sincèrement le député de Dorion (M. Blain).

Il a fait œuvre utile et même une bonne œuvre en attirant l'attention non seulement de la Chambre et de la province, mais de tout le pays sur une question aussi importante, la question des pouvoirs du gouvernement fédéral et des Législatures provinciales. Je félicite l'honorable député de Beauce (M. Fortier) de l'avoir si bien secondé. Ils ont fait œuvre utile.

On nous parle souvent de l'unité canadienne comme étant essentielle au progrès de ce pays. Mais il y a une condition primordiale à cette unité. La clef de voûte de cette unité, c'est le respect des lois de la province, des lois qui nous furent données lors de la cession, et des droits qui nous ont été transmis par nos ancêtres et que nous voulons conserver pour l'avenir. Ces droits nous ont été garantis lors de la signature du pacte de la Confédération. Pourtant, depuis quelques années, on a prêché l'uniformité des lois pour cette province et pour le reste du pays. En autant que nous sommes concernés, c'est une chimère.

Je suis certain que ceux qui ont jeté les bases et travaillé pour faire la Confédération auraient été les premiers à se prononcer contre l'uniformité des lois s'ils avaient pu la prévenir alors. Nous sommes pour l'unité canadienne, mais, si les nôtres avaient su qu'on voudrait uniformiser les lois, ils n'auraient pas accepté la Confédération. Les lois sont faites pour les peuples et non les peuples pour les lois, et je n'hésite pas à dire que ceux qui prêchent l'unité canadienne en prêchant l'uniformité des lois prêchent la désunion dans le pays.

C'est travailler contre l'unité canadienne que de vouloir l'unification de nos lois. L'uniformité des lois ne peut donner l'unité dans la nation. Nous ne voulons pas, dans Québec, une uniformité des lois qui ne serait pas en accord avec notre passé, nos traditions nationales, nos coutumes, notre mentalité, des lois qui ne répondent pas à nos aspirations nationales. Nous voulons garder les lois qui conviennent à nos coutumes. Le pouvoir central avait peut-être droit de nous imposer la loi des faillites, mais, si le pacte de 1867 le leur permet, nos ancêtres l'ignoraient en le préparant.

Avant la présente loi des faillites, nous avions notre loi de cession de biens calquée sur la loi française et qui nous donnait satisfaction. Un jour, le fédéral est intervenu pour nous imposer cette nouvelle loi des faillites, mais, s'il y a une loi qui bouleverse notre Code civil au point de vue des hypothèques, qui bat en brèche nos privilèges, c'est bien cette loi des faillites. Elle a été un désastre pour notre province.

C'est une loi désastreuse qui n'aurait jamais dû faire partie des Statuts du dominion. Elle a bouleversé toutes nos idées en fait de procédure civile. Je voudrais que l'on tînt compte de nos lois de Québec et que l'on comprenne que la présente loi des faillites ne répond pas à nos aspirations, à nos besoins, à nos traditions, aux désirs et aux vœux de la province de Québec. Je veux le respect de nos lois françaises, de notre Code civil. Je voudrais que la voix de la province de Québec à ce sujet soit entendue en tout lieu.

Que faire? La solution, c'est, si le fédéral désire passer des lois pour tout le Canada, très bien, qu'il le fasse, cela le concerne, mais au moins qu'il stipule dans ces lois comme celle actuelle qu'elles ne seront applicables à la province de Québec ou aux autres provinces de la Confédération que si elles veulent bien s'en prévaloir et le décident par un acte de Législature. Ottawa aurait dû laisser les provinces libres de l'accepter. Il y a un grand nombre de lois faites par le fédéral et où il est dit que les provinces

sont libres de les accepter. Qu'on nous laisse maîtres<sup>12</sup> chez nous et libres de suivre et de régler les choses suivant nos aspirations nationales, nos traditions et nos coutumes.

(Applaudissements)

Il n'y a pas que sur ce point qu'on empiète sur nos droits, poursuit-il. Ce n'est pas un reproche que j'adresse à Ottawa. Là-bas, on est nécessairement fédéraliste, et ici nous sommes nécessairement provincialistes. C'est le devoir d'Ottawa de maintenir ses positions comme il nous appartient de maintenir les nôtres. C'est aussi le devoir, le devoir sacré de cette Législature de défendre, de préserver tout ce qui fait partie de nos lois et de nos idéaux, de garder intactes les clauses du pacte de 1867, les droits qu'il nous concède et les lois de cette province et de ne jamais les céder d'un iota.

Nos différends constitutionnels sont venus souvent devant la Cour suprême. La loi des faillites est une loi fédérale et, si nous avons perdu des causes en vertu de cette loi devant la Cour suprême du Canada et le Conseil privé, ne pouvons-nous pas raisonnablement penser que la Cour suprême du Canada est un tribunal un peu imbu souvent de l'idée fédéraliste et que le Conseil privé doit prendre en considération les intérêts du Canada entier à l'opposé de ceux de la province de Québec avec ses traditions et ses lois françaises?

Et souvent<sup>13</sup> à la Cour suprême, pourtant, nous avons obtenu gain de cause. Devant le Conseil privé souvent<sup>14</sup> aussi, pas toujours, nous avons obtenu gain de cause. Mais souvent enfin, nous n'avons pas obtenu gain de cause. Le Conseil privé, sans s'en apercevoir, peut souvent, très souvent même, quand l'intérêt de huit provinces du Canada et la province de Québec sont en jeu, lorsqu'il considère le Canada comme un tout, entre le pot de terre et le pot de fer, est peut-être enclin à pencher pour le pot de fer.

Quant à nous, de la province de Québec, il est de notre devoir, je le répète, de ne jamais céder un iota de nos droits. Toujours et partout, tant que nous serons à la tête de cette province, nous les membres de ce gouvernement serons là pour défendre, garder intactes et faire prévaloir nos lois françaises, garder nos positions acquises et faire prévaloir nos droits. Ce n'est pas une question de parti, ni une question provinciale, ni une question fédérale, mais une question essentiellement nationale, et nous comptons sur le concours de tous pour nous appuyer dans cette politique.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis heureux de me joindre aux honorables premier ministre et au ministre de la Colonisation (M. Perrault) pour féliciter le député de Montréal-Dorion (M. Blain) et le député de Beauce (M. Fortier) pour demander le respect de nos lois civiles françaises. J'approuve, dit-il, tout ce qui a été dit auparavant.

La législation d'une province constitue son âme. Je suis convaincu que le patriotisme n'a pas de couleur et je serais disposé à combattre tout ce qui pourrait porter atteinte à nos prérogatives. Il se dit lui-même prêt à affronter n'importe quel gouvernement à Ottawa, indépendamment de sa tendance, qui voudrait imposer une législation au détriment de la prospérité du Québec.

L'honorable premier ministre disait, avec raison, que notre Code civil constituait le trésor de nos traditions. Je ne veux pas faire de reproche, mais je dis que si nous voulons le respect de notre Code civil, la Législature de Québec doit être la première à respecter notre Code civil. J'espère que le gouvernement s'unira toujours à l'opposition pour faire respecter nos droits et exprimer nos sentiments à Ottawa. Je demande à tous les membres de cette Chambre de s'unir au député de Montréal-Dorion (M. Blain) pour l'appuyer dans sa motion et pour faire respecter nos droits.

(Applaudissements)

**M. Samson (Québec-Centre):** Je suis certain que la loi des faillites cause de graves préjudices aux échanges commerciaux et au commerce autant qu'à l'agriculture. On établit aujourd'hui un crédit rural. Avec la loi des faillites actuelle, la loi de crédit rural aura peu de chances de succès. Le crédit diminue et je suis d'opinion, dit-il, que cette loi devrait être amendée pour protéger le commerce comme les autres classes de la société.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je félicite l'honorable député de Beauce (M. Fortier) de ses éloquentes paroles. Je félicite l'honorable ministre de la Colonisation qui a bien voulu que sa voix autorisée fût entendue à Ottawa. Je félicite enfin l'honorable premier ministre qui a prononcé des paroles que nous approuvons tous.

La loi des faillites a bouleversé nos lois. Grâce à cette nouvelle loi, deux syndics se sont associés, et la première faillite qu'ils ont eue a été celle d'un des deux associés qui a fait une cession de biens et a composé avec ses créanciers pour payer 50 sous dans la piastre pendant 10 ans, sans intérêt. Ottawa nous avait donné une loi des faillites anglaise

quand notre Code était français. Parce que nous voulons conserver cette magnifique institution qui est le Code civil, est-ce à dire que nous voulons faire bande à part? Nous ne voulons pas faire bande à part dans ce dominion en réclamant le maintien de notre Code civil.

Il cite l'exemple des États-Unis où l'unité n'empêche pas la diversité des lois et codes civils des divers États. Deux États de la fédération américaine ont le Code civil. Est-ce que la Californie et la Louisiane sont moins prospères pour tout cela?

Je remercie les ministres et ceux de mes collègues qui ont bien voulu prendre part à ce débat et qui ont appuyé la motion que je proposais. Je suis heureux de voir que, lorsqu'il s'agit de l'intérêt supérieur de la race, tous les membres de la Chambre s'unissent pour demander que les causes de menace disparaissent. Cette union rendra notre loi intangible. Ce n'est pas la première fois qu'une pareille question est soulevée en Chambre, et j'espère que ce ne sera pas la dernière fois.

(Applaudissements)

**M. l'Orateur:** La motion, telle qu'amendée, est adoptée.

L'amendement est mis aux voix, et la Chambre l'adopte.

La motion principale ainsi amendée est mise aux voix, et la Chambre l'adopte<sup>15</sup>.

### Exemptions de taxes municipales

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales.

Adopté.

### En comité<sup>16</sup>:

**M. Bédard (Québec-Comté):** Ce bill a pour but de permettre à toutes les municipalités de taxer les colporteurs. La loi ne donne actuellement ce privilège qu'aux villes de plus de 15,000 âmes. Cette Chambre a adopté un amendement à la loi des colporteurs et le projet qui est présenté aujourd'hui a pour but de placer les voyageurs sur le même pied d'égalité dans toutes les municipalités. Elle ne vise pas les véritables voyageurs de commerce qui sont intermédiaires entre le marchand de gros et le

marchand de détail, mais ceux qui vendent de porte en porte et font en réalité du colportage. Les colporteurs doivent être soumis aux mêmes taxes que les marchands des municipalités.

Le projet de loi n'impose pas de taxe, nous n'obligeons pas ces voyageurs à prendre de licences, mais nous autorisons les municipalités à en imposer une. L'Association des voyageurs de commerce, l'Association des marchands détaillants et plusieurs maisons et marchands de gros m'ont téléphoné. Ils ont exprimé leur satisfaction et m'ont félicité d'avoir apporté ce projet de loi. Je crois qu'il n'est que juste que l'étranger qui vient faire concurrence aux détaillants soit soumis à la même taxe que ces détaillants.

On nous dira que tous les détaillants n'ont pas toujours en magasin les effets demandés. C'est possible. Mais, dans ces cas, il est toujours loisible aux municipalités de ne pas imposer de licences. Ce qui importe, c'est de mettre fin au colportage ambulant, au colportage camouflé, qui fait un tort considérable au commerce. Le commerce est assez répandu dans la province pour qu'on ne fasse pas valoir l'argument que les colporteurs sont nécessaires.

**M. Côté (Bonaventure):** M. le président, le Code municipal dit qu'il est prohibé à toute municipalité de prélever une taxe sur un voyageur qui vend des marchandises sur échantillon. Devons-nous maintenant changer la loi? Le bill qui est devant nous et que nous sommes à étudier donne un diplôme de colporteur<sup>17</sup> à tous les commis voyageurs. Il constitue une injustice pour les marchands de gros et les commis voyageurs. En effet, le projet de loi de l'honorable député de Québec-Comté (M. Bédard) place les voyageurs sur le même pied que les colporteurs. Il ne fait aucune différence entre le colporteur et le voyageur de commerce ni entre le vrai et le faux commis voyageur, et je ne puis l'approuver.

Je crois que vous voulez appliquer un remède là où il n'y a pas de mal. L'honorable député de Québec-Comté dit que les voyageurs lui ont téléphoné. J'ai rencontré deux vice-présidents du Cercle<sup>18</sup> des voyageurs de commerce et ils m'ont déclaré qu'eux et leurs membres sont opposés à l'adoption de ce bill. Celui-ci aura pour effet de créer de nouveaux intermédiaires. Des voyageurs m'ont félicité d'avoir combattu le projet au comité des bills privés.

Un grand nombre de producteurs vendent directement aux consommateurs, mais le principe du bill n'est-il pas opposé au principe des coopératives?

Il (M. Côté) montre les inconvénients du projet du député de Québec-Comté (M. Bédard) qui va empêcher les voyageurs de commerce de vendre à une autre personne qu'un marchand local. Que dites-vous des communautés religieuses qui donnent des commandes plus fortes que celles de tous les marchands réunis d'une localité? Je connais une communauté religieuse qui a donné une commande de 20,000 livres de café à une maison de gros. Le voyageur ne pourra aller chercher cette commande et la communauté devra la donner à un marchand local, en vertu du projet de l'honorable député de Québec-Comté. Va-t-on empêcher les communautés religieuses d'acheter en gros? Va-t-on empêcher les hôteliers, les contracteurs, qui ont toujours de fortes commandes, généralement plus fortes que celles des marchands, d'acheter en gros? Il est vrai que le marchand local a besoin d'être protégé, mais cette protection, il l'a dans sa main.

Je veux protéger le petit marchand local, je veux empêcher les marchands de gros de vendre en détail, mais je crois qu'il est juste de m'opposer au bill, tel que rédigé. Serait-il d'intérêt général, pour protéger le petit marchand local, d'obliger des maisons comme les maisons P. T. Légaré ltée, International, les marchands de musique, qui ont des succursales dans un grand nombre d'endroits, mais vendent aussi par l'entreprise des voyageurs, à prendre des licences dans toutes les localités où ces maisons font affaire? Pouvons-nous les empêcher de vendre par l'entremise de leurs voyageurs? Dans mon opinion, je crois que ce projet va atteindre les voyageurs de commerce et leurs patrons, et j'espère que la Chambre le rejettera. Pour ces raisons, je ne puis appuyer le bill.

(Applaudissements)<sup>19</sup>

**M. Ouellet (Dorchester):** Je crois que le projet est prématuré et, dans mon opinion, l'honorable député de Québec-Comté ne devrait pas insister. Il propose de différer l'adoption du bill.

**M. Côté (Bonaventure):** Le bill aurait probablement pour effet d'encourager les commandes par malle aux maisons étrangères.

**M. Bédard (Québec-Comté):** Je veux d'abord répondre à l'honorable député de Bonaventure. Les municipalités ont le droit de taxer tous les commerces, sauf le commerce par voyageurs. Ce bill les oblige à les taxer, mais leur en donne le privilège. Il y a un grand nombre de voyageurs qui font du véritable colportage.

**M. Fortier (Beauce):** Est-ce que votre projet atteint les magasins Eaton et Simpson qui vendent sur catalogue?

**M. Bédard (Québec-Comté):** Non, car les commandes sont données à Toronto. Si je pouvais les atteindre, je serais heureux.

**M. Côté (Bonaventure):** Mon honorable ami ne craint-il pas que, si le voyageur est taxé, le marchand de gros ne l'envoie plus partout, et les commandes partiront pour Toronto?

**M. Bédard (Québec-Comté):** Pour remédier à un mal, il ne faut pas en suggérer un autre.

**M. Côté (Bonaventure):** Je ne suggère pas un mal, je montre un danger.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le projet de loi est très important, mais nous sommes aux dernières heures de la session, nous n'avons pas le temps de l'étudier. La Chambre n'est pas suffisamment informée sur ce projet. Je crois que l'honorable député de Dorchester (M. Ouellet) a parfaitement raison en demandant de différer l'adoption de ce projet de loi.

Pour ma part, je ne suis pas contre le bill, mais, si mon honorable ami insiste, je serai forcé de voter contre le projet, car je ne connais pas sa véritable portée, et je crains qu'il n'affecte en effet d'excellents citoyens de la province. Je ne veux pas prendre de risques. Mon honorable ami de Québec-Comté ne devrait pas insister, il me semble, et attendre que nous soyons suffisamment éclairés.

**M. Bédard (Québec-Comté):** (Souriant) Comme je tiens à obtenir un vote éclairé, je consens à attendre à plus tard. Je n'ai pas d'objection à retirer le bill.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Très bien. Alors, M. le député de Québec-Comté, voulez-vous proposer que le comité se lève?

**M. Bédard (Québec-Comté):** Je propose que le comité se lève.

Adopté. Le comité se lève sans faire rapport<sup>20</sup>.

### Loi de l'hygiène publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi de

l'hygiène publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>21</sup>:

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 28, le suivant:

"28a. Il est du devoir de toute municipalité dont la population atteint ou dépasse cinq mille âmes, de pourvoir à l'organisation d'un service d'hygiène dirigé par un médecin compétent, et ce médecin ne pourra être nommé officier médical de santé que par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du conseil municipal, ou, s'il s'agit d'un groupe de municipalités employant un seul médecin, des conseils municipaux intéressés. À défaut par la municipalité susdite de faire la nomination d'un tel officier médical de santé, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra le nommer lui-même et fixer son traitement, après un avis de trois mois, et la municipalité devra payer son traitement.

"Cet officier médical de santé ne peut être démis de ses fonctions, ni les conditions de son engagement changées, que par le lieutenant-gouverneur en conseil et sur un vote des deux tiers des membres dudit conseil municipal, ou desdits conseils municipaux, suivant le cas."

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nous voulons obliger les municipalités qui ont 5,000 âmes de population d'avoir un bureau de santé sous la direction d'un médecin compétent. Ce médecin sera nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du conseil municipal ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, si la municipalité refuse. Notre but est d'assurer un bon officier de santé à toutes les municipalités de plus de 5,000 âmes, un officier dont nous pourrions prendre la responsabilité. Nous espérons que la création de ces bureaux de santé préviendra les épidémies. Le



gouvernement a l'intention, par ce projet de loi, de mettre le bureau provincial d'hygiène au-dessus des services municipaux et de le rendre absolument indépendant de toute ingérence de la part des conseillers municipaux et de toute autre autorité dans les mesures à prendre pour prévenir les épidémies.

Nous voulons à tout prix mettre fin aux épidémies qui se produisent parfois. La campagne d'hygiène entreprise en cette province doit être poursuivie avec vigueur. La nouvelle loi a pour objet d'activer cette campagne en même temps que protéger les fonctionnaires qui auront été chargés de diriger cette campagne dans les municipalités. Il n'est pas agréable au gouvernement de forcer la main aux municipalités, mais nous croyons qu'il est nécessaire que l'officier médical chargé du service hygiénique ne soit pas exposé à se trouver en butte au mauvais vouloir d'un conseil municipal, comme cela s'est déjà vu.

Afin de ne pas mettre ce médecin à la merci du conseil municipal, nous ajoutons ceci à la loi: Cet officier médical de santé ne peut être démis de ses fonctions, ni les conditions de son engagement changées, que par le lieutenant-gouverneur en conseil et sur un vote des deux tiers des membres dudit conseil municipal, ou desdits conseils municipaux, suivant le cas. Ceci laisse cependant le contrôle de la situation au gouvernement et servira à empêcher le mauvais traitement des officiers médicaux par des conseils municipaux dont ils ne partagent pas les opinions dans la façon, par exemple, de traiter les épidémies. Voilà pourquoi nous voulons qu'il soit nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il (l'honorable M. David) cite le cas d'un médecin<sup>22</sup> compétent que le conseil municipal n'osa pas congédier directement, mais dont il réduisit le salaire de \$5,000 à \$50 par année, ce qui était une façon délicate de lui dire de s'en aller. Le projet de loi donnera à l'officier médical la protection qu'il a droit d'attendre dans l'exercice de ses fonctions et qui assurera l'accomplissement libre de ses devoirs.

Il est primordial que des unités de santé publique soient mises sur pied pour s'occuper de la vaccination, des inspections et des autres mesures préventives, de la santé dans les écoles, pour appliquer les règlements d'hygiène, pour gérer de façon efficace les débuts de maladies contagieuses qui peuvent survenir à l'intérieur des limites de la région administrée et, par-dessus tout, être vigilants à l'égard d'épidémies toujours possibles. La cause de l'épidémie de Montréal est tout probablement un porteur du germe de la typhoïde qui travaillait dans

une laiterie, qui s'ignore lui-même. La présente loi a pour but de prévenir la répétition d'un pareil état de choses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si nos municipalités sont malades, il ne faut pas les étouffer mais les soigner. Toutefois, il ne faut pas établir la santé publique sur le cadavre de l'autonomie municipale<sup>23</sup>, ni l'ériger aux dépens de l'autonomie de l'autorité municipale. Il ne trouve pas bon que l'on passe par-dessus la tête des conseils municipaux.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ce n'est pas l'objectif de ce bill, mais son but est d'avoir un contrôle plus complet sur tous les organismes d'hygiène publique. Nous les soignons par ce projet. Nous ne les tuons pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se déclare favorable au principe du projet de loi, mais il s'oppose à la passation de cette loi. L'article qui pourvoit à la nomination des médecins constitue une atteinte à l'autonomie municipale. On veut tout simplement étouffer l'autonomie municipale. Ce n'est pas en détruisant l'autonomie des conseils qu'on aidera l'hygiène publique. Bien qu'il apprécie la sollicitude du gouvernement à l'égard de la santé publique, il ne croit pas qu'il soit bien de gérer cette situation uniquement par le biais du gouvernement provincial.

Je sais, dit-il, que le gouvernement poursuit un bon but et qu'il est bien disposé, mais ses moyens ne sont pas bons. Il diffère d'opinion sur la méthode employée. Il admet qu'il existe un besoin de financement public plus important pour les fins de santé, mais il déplore le fait qu'on enlève leur autorité aux conseils municipaux.

Les représentants élus du peuple aux conseils municipaux sont, après tout, ceux qui détiennent l'autorité sur les questions de santé, sous réserve de règlements généraux et devraient constituer l'autorité finale. Ceux qui paient des taxes ont le droit de choisir ceux auxquels ils verseront un traitement. Il accuse le gouvernement de s'être servi trop souvent de l'autorité du lieutenant-gouverneur en conseil dans la législation gouvernementale en général à cette session-ci. La loi va créer sous ce rapport un mécontentement considérable. Il est assuré que la loi sera loin d'être bien vue partout.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La loi est nécessaire. L'épidémie de typhoïde à Montréal, l'année dernière, a coûté près de

\$20,000,000 à la province. Le gouvernement doit prévenir de pareilles catastrophes à tout prix. Une partie de ce montant représente, pour Montréal et la province en général, une perte d'un grand nombre de touristes qui seraient venus ici, mais qui ont changé d'idée à cause du début de typhoïde. On estime le montant ainsi perdu à plusieurs millions de dollars qui, additionnés au montant vraiment dépensé, atteignent le chiffre cité.

En cas de nécessité, je ne dis pas que le gouvernement doit violer l'autonomie municipale, mais je suis d'opinion qu'il doit rester en marge de cette autonomie. Lorsque l'honorable député de Trois-Rivières parle d'autonomie, c'est beau, c'est ronflant, cela attire des votes en temps d'élection, mais cela fait peu pour améliorer l'hygiène.

Tout à l'heure, on a été surpris quand j'ai rappelé ce qu'a coûté l'épidémie de typhoïde à Montréal. Mais, si nous avions eu un homme énergique qui aurait eu le courage de prendre en main la situation et de la dompter comme le service provincial d'hygiène l'a fait un mois plus tard, il nous aurait évité des sommes considérables, et les articles contre la province de Québec qui ont été publiés jusqu'aux États-Unis.

Notre plus beau capital n'est-il pas encore le capital humain? Ayons donc le courage de conserver notre capital humain. Quand des municipalités ne font pas leur devoir, faisons-le pour elles. Nous marchons vers le même but, mais l'honorable député de Trois-Rivières voudrait que l'on piétine encore sur place pendant 10 ans au lieu de courir tout droit. Il (l'honorable M. David) croit à la sagesse de cette législation.

**M. Smart (Westmount)** approuve la loi. La santé publique est une question d'importance primordiale, déclare-t-il, et ce bill permettra au gouvernement de savoir où les responsabilités résident. Le nombre de décès dus à la typhoïde dans tout le Canada pour les six premiers mois de l'année dernière est de 778 et, de ce nombre, 670 ou 86.1 % sont survenus dans la province de Québec. Il y a eu 507 décès à Montréal, ce qui représente 75 % des chiffres de la province et 65.2 % de ceux du Canada. Le conseil de la ville de Montréal a laissé cette épidémie se répandre pendant des mois, sans prendre aucune mesure pour la contrôler. On doit se rappeler que ce n'est pas seulement la ville qui subit les conséquences néfastes de cas de ce genre, mais toute la province, si le conseil municipal de Montréal a laissé l'épidémie de typhoïde durer pendant des mois, sans prendre aucune mesure pour l'enrayer.

Je suis entièrement d'accord avec le secrétaire provincial que ceci a coûté à la province près de \$20,000,000. Rappelons-nous que Montréal n'a pas été la seule ville de la province à souffrir de l'épidémie, mais toute la province en a ressenti les effets. S'il est vrai que l'épidémie à Montréal a coûté \$20,000,000 à la province, je ne vois pas pourquoi la province de Québec devrait subir les conséquences du fait que les échevins de Montréal ont été criminellement négligents en ce qui touchait à la santé publique.

Je suis heureux de constater que le gouvernement a l'intention de s'en charger et de pouvoir reconnaître qui portera la responsabilité des épidémies dans le futur. Si les directeurs médicaux des villes de cette province détenaient suffisamment de pouvoirs au lieu d'obéir aux caprices des échevins, les questions de santé seraient considérablement améliorées.

Je félicite, dit-il, le secrétaire provincial d'avoir soumis la loi. La question de l'autonomie municipale n'est pas à comparer, en importance, à celle de la protection de la santé publique. Si une loi telle que celle-ci avait été en vigueur le printemps dernier, des centaines de citoyens de Montréal, aujourd'hui dans la tombe, vivraient encore.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La province aidera de ses deniers les unités sanitaires de comté, pendant la première année, jusqu'à concurrence de \$75,000<sup>24</sup>.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"5. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 28, le suivant:

"28a. À partir du 1<sup>er</sup> juillet 1928, il est du devoir de toute municipalité dont la population atteint ou dépasse cinq mille âmes et qui ne fait pas partie d'une unité sanitaire de comté à laquelle elle contribue, de pourvoir à l'organisation et au maintien d'un service d'hygiène dirigé par un médecin licencié de la province de Québec, et ce médecin ne peut être nommé officier médical de santé que par le lieutenant-gouverneur en conseil, à la recommandation du conseil municipal, ou, s'il s'agit d'un groupe de municipalités employant un seul médecin, des conseils municipaux intéressés. À défaut par la municipalité, ou les municipalités susdites, de faire la nomination d'un tel officier médical de santé, le lieutenant-gouverneur en conseil peut le nommer lui-même et fixer son traitement, après un avis de trois mois, la municipalité, ou les municipalités intéressées, pourvoyant audit traitement.

"Cet officier médical de santé ne peut être démis de ses fonctions, ni les conditions de son engagement changées, que par le lieutenant-gouverneur en conseil et sur un vote des deux tiers des membres dudit conseil municipal, ou desdits conseils municipaux, suivant le cas."

L'amendement est adopté.

L'article 5 ainsi amendé est adopté.

Les articles 6 à 15, et le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des compagnies**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 191 modifiant la loi des compagnies de Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que l'ordre soit révoqué.

Adopté. Il est ordonné que le bill soit retiré.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 45 relatif au prêt agricole;
- bill 186 modifiant l'article 75 de la loi de la voirie;
- bill 194 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 126 constituant en corporation The Quebec Labrador Railway Company;
- bill 165 modifiant l'article 953a du Code civil;
- bill 178 concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer;
- bill 179 modifiant la loi des ingénieurs forestiers;
- bill 181 modifiant la loi des colporteurs.

#### **The Quebec Labrador Railway Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 constituant en corporation The Quebec Labrador Railway Company. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Code civil, article 953a**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 165 modifiant l'article 953a du Code civil. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Vente de billets par les compagnies de chemins de fer**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 178 concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Loi des ingénieurs forestiers**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 179 modifiant la loi des ingénieurs forestiers. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Loi des colporteurs**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 181 modifiant la loi des colporteurs. Lesdits amendements sont lus une première fois.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 21 mars 1928****Présidence de l'honorable H. Laferté**

La séance est ouverte à 8 h 45.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi  
des licences**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 163 modifiant la loi des licences.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. Il est ordonné que le bill soit retiré.

**The Quebec Labrador  
Railway Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 constituant en corporation The Quebec Labrador Railway Company. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Code civil,  
article 953a**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 165 modifiant l'article 953a du Code civil. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Vente de billets par  
les compagnies de chemins de fer**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 178 concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Loi  
des ingénieurs forestiers**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 179 modifiant la loi des ingénieurs forestiers. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Loi  
des colporteurs**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 181 modifiant la loi des colporteurs. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Vente  
du poisson**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 concernant la vente du poisson dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'objectif du bill est d'empêcher la vente de la truite. On m'a demandé de défendre la vente de la truite dans certains comtés voisins de Montréal. Plusieurs se sont demandé si cette défense ne relevait pas du pouvoir central, mais ce point a déjà été décidé par le Conseil privé. Le pouvoir central a droit de défendre la vente, d'une façon générale, mais, s'il s'agit d'un cas particulier, la province peut agir. S'il s'avère que le pouvoir provincial existe, s'il y a encore des abus dans la pêche à la truite rouge, il va faire en sorte qu'un arrêté ministériel soit adopté cet été pour interdire la vente de la truite pêchée dans le secteur nord de Montréal à partir du 15 août prochain, quand les poissons sont dans le lit des rivières, jusqu'à la fin de la saison, et cela, dans le but de protéger ce poisson dont on fait une trop grande consommation.

Les comtés de Terrebonne, de Joliette et de Montcalm seront principalement touchés. Si cela n'a pas de bons résultats, s'il s'avère que cet arrêté ne soit pas suffisant, il a l'intention de défendre entièrement la vente de la truite rouge l'année prochaine dans toute la province, pour toute la saison de la truite et sans date limite. Si cette prohibition ne suffit pas, elle pourrait être portée à trois ans.

Le gouvernement croit qu'il sera obligé avant longtemps de prohiber la vente commerciale de la truite. Dans certains endroits de la province, certaines personnes, pour alimenter les marchés et les grands hôtels, emploient la dynamite pour tuer les truites et ces massacres menacent de faire disparaître ce poisson. Cela a pour résultat que, dans certains comtés, spécialement autour de Montréal, la truite rouge est en train de disparaître.

Il propose d'amender la loi de façon à pouvoir imposer des amendes très sévères aux violateurs. L'amende imposée aux violateurs de la loi sera de \$25 à \$50 pour la première offense, à la discrétion du juge de paix, et de \$50 à \$100 pour une deuxième offense ou trois mois de prison pour défaut de payer.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Exploitation forestière**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant la loi des terres et forêts relativement à l'exploitation forestière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**M. Crépeau (Sherbrooke):** La présente mesure en est une de celles que demande l'opposition depuis des années. Le travail de préparation de l'inventaire sera fait par des ingénieurs forestiers, mais ces derniers devront travailler sous la supervision des ingénieurs du département.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 69 de la loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1925, chapitre 44) est modifié en y remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Pour obtenir cette autorisation, le concessionnaire doit, en faisant sa demande au ministre des Terres et Forêts, produire un plan d'aménagement basé d'après un inventaire approprié et fait suivant les instructions du ministère des Terres et Forêts par un membre en règle de l'Association des ingénieurs forestiers de la province de Québec."

L'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 69 de la loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1925, chapitre 44) est remplacé par le suivant:

"69. Dans toutes les forêts de la couronne, aucune coupe rase ni aucune exploitation faisant exception aux règlements en vigueur ne peuvent être faites sans une autorisation spéciale du lieutenant-gouverneur en conseil.

"Cette autorisation ne peut être accordée au concessionnaire que s'il en a fait la demande au ministre des Terres et Forêts et a produit en même temps un plan d'aménagement basé sur un inventaire approprié, et fait selon les instructions du ministre.

"L'autorisation de faire dans une forêt de la couronne des coupes extraordinaires à la suite de chablis, d'incendie, d'épidémie d'insectes ou de maladies cryptogamiques ne peut être accordée à un concessionnaire que s'il en fait la demande au ministre des Terres et Forêts et a produit un plan et un rapport indiquant les étendues affectées et le volume des bois en perdition."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 99, les suivants:

"99a. Toutes les concessions forestières qui sont affermées doivent être inventoriées dans un délai n'excédant pas vingt-quatre (24) mois après la date de l'affermage par un membre en règle de l'Association des ingénieurs forestiers de la province de Québec et aucune coupe ni exploitation forestière ne pourra être faite sur ces concessions tant qu'un plan d'aménagement, basé sur l'inventaire prescrit plus haut, n'aura pas été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"99b. Après le 1<sup>er</sup> mai 1930, tout concessionnaire devra limiter le chiffre de ses coupes annuelles à pas plus de 80 % du montant de bois dont la forêt s'accroît annuellement, afin de créer ainsi une réserve pour parer aux accidents. Exception pourra cependant être faite dans le cas des forêts caduques de même que dans le cas de force majeure (incendies, épidémie d'insectes, etc.). Mais le volume de ces coupes spéciales sera toujours déduit de la possibilité que le concessionnaire est autorisé d'exploiter chaque année."

L'article 2 est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 99, les suivants:

"99a. Toutes les concessions forestières non inventoriées qui seront affermées, après la passation de la présente loi, devront être inventoriées dans les délais fixés par les conditions d'affermage respectif, et ce, conformément aux dispositions de l'article 69, chapitre 44 des S.R.Q., 1925.

"Nul inventaire des forêts de la couronne destiné à la préparation d'un plan d'aménagement n'est valide, à moins qu'il n'ait été exécuté par un ingénieur forestier reconnu comme tel dans cette province par la loi et les règlements de l'Association

des ingénieurs forestiers de la province de Québec ou fait sous la surveillance immédiate et personnelle de tel ingénieur forestier."

L'amendement est adopté.

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 159 modifiant la loi des assurances de Québec;
- bill 166 modifiant la loi des terres et forêts;
- bill 188 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture;
- bill 193 modifiant la loi des mesureurs de bois.

### **Loi des assurances**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 159 modifiant la loi des assurances de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Loi des terres et forêts**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 166 modifiant la loi des terres et forêts. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Abus préjudiciables à l'agriculture**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 188 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Mesureurs de bois**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 193 modifiant la loi du département des terres et forêts. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Magistrats de district**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 184 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux magistrats de district.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Que dans les endroits où la multiplicité des affaires le justifie, le maximum du traitement annuel des magistrats mentionné au paragraphe 2 de l'article 272 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145) soit de cinq

mille cinq cents dollars, au lieu de quatre mille cinq cents dollars, tel que fixé dans ledit paragraphe.

La loi a pour but d'augmenter le traitement des magistrats de district de \$4,500 à \$5,500. Les pouvoirs des magistrats ont été étendus et c'est le pourquoi de la demande d'augmentation de traitement. Il y a actuellement 14 magistrats de district. Ils ont beaucoup de travail et rendent de précieux services à toute la province. Ils ont remplacé la Cour de circuit et occupent une position très responsable. La Législature doit reconnaître le bon travail qu'ils ont fait dans le passé et leur donner un encouragement pour l'avenir.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 184 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux magistrats de district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Régime des eaux courantes**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant la loi du régime des eaux courantes soit lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent soixante-quinze dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins trois cent vingt-cinq dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, \$29,000; transféré de l'éducation supérieure protestante aux écoles pauvres protestantes, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts: livres de récompense, reliure, etc., \$20,000; littérature, \$7,500; beaux-arts, \$7,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de



patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 186, article 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin (y compris \$500 pour inspection), pour Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit dollars et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la protection du public contre les maladies vénériennes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement des tuberculeux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et des taxes sur les corporations, etc., Statuts refondus, 1925, chapitres 25, 26, 29, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour régistrateurs: traitement et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** suggère de demander des prix pour le prochain contrat, vu que celui actuel doit expirer d'ici à trois ans, et d'accorder ce contrat au plus bas soumissionnaire.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nous allons prendre cela en très sérieuse considération.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

24. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour conservatoire Lasalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi au *Bulletin de la ferme*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** se plaint d'avoir été pris à partie par ce bulletin subventionné par le gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Un pareil journal devrait changer d'attitude.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce journal est bien fait et il rend de grands services à la classe agricole.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** proteste contre cet octroi de \$6,000 à une organisation qui fait de la politique, au lieu de s'occuper des intérêts de la classe agricole. Est-ce avec ces \$6,000 qu'ils font l'éloge du gouvernement? Le *Bulletin de la ferme* est véritablement l'organe de la Coopérative fédérée de Québec. On ne doit pas lui donner \$6,000 pour faire de la politique rouge ou bleue.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il arrive souvent que nous nous fassions complimenter pour des riens ou encore injurier pour des riens.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Dans son édition du 2 février dernier, le *Bulletin* avait un article en première page pour faire des éloges au premier ministre et, en deuxième page, il avait des articles attaquant l'opposition. C'est une attaque injuste et déloyale. Ce journal appartient à M. Henri Gagnon, administrateur du *Soleil*, et à M. François Fleury, le gérant. M. Gagnon me (M. Blain) reprochait de prendre la part des cultivateurs parce que je représente un comté de ville. Parce que je suis député d'un comté de Montréal, cela ne veut pas dire que je suis opposé à la classe agricole, à la politique agricole, à l'agriculture.

Je suis né sur une ferme, je connais les besoins de l'agriculture et je ferai toujours tout ce que je pourrai faire pour les cultivateurs, tandis que celui qui rédige ces articles fait de la politique et n'a jamais fait autre chose que cela. Le *Bulletin de la ferme* semble vouloir faire croire que l'opposition n'est pas favorable à la classe agricole parce que la majorité de ses membres représentent des comtés urbains. Tout le monde pourtant sait le contraire et connaît le dévouement du chef de l'opposition qui défend les intérêts des agriculteurs depuis 20 ans.

De quelle utilité peut être au point de vue agricole ce journal qui ne fait que de la politique? Le gouvernement ne devrait pas tolérer de telles choses. Ce journal n'a pas le droit de faire de la politique. Je ne vois pas de quel droit ce journal, qui est subventionné par l'argent des bleus et des rouges de la province, peut lancer des attaques injustes contre les conservateurs. Il devrait être au-dessus de la politique. Il a encore moins le droit de dire que nous sommes opposés aux cultivateurs parce que nous n'approuvons pas toutes les méthodes employées par la Coopérative fédérée de Québec.

Il tente de mettre des députés de la ville en opposition avec des gens de la campagne, ce qui est absolument faux. C'est payer beaucoup trop cher ce rédacteur pour nous parler de choses auxquelles il n'a pas le droit de se mêler, d'autant que le journal renseigne mal le cultivateur. Le premier ministre aurait dû être le dernier à se lever pour excuser ce journal, lui qui refusait à *L'Action catholique* le droit d'exprimer son opinion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas lu l'article dont vient de parler le député de Montréal-Dorion. Après les explications que le député de Dorion vient de donner, les choses vont rentrer dans l'ordre. Le *Bulletin* a été fondé pour la classe agricole, il a une grosse circulation et il défend les intérêts de la classe agricole. Le *Bulletin des*

*agriculteurs* est subventionné par l'opposition et fait des attaques contre le gouvernement. Le *Bulletin de la ferme* rend de réels services à la classe agricole. Ce n'est pas parce que ce journal reçoit un octroi qu'il devrait se taire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste contre les attaques injustes du *Bulletin* contre le député de Montréal-Dorion, et il reproche au premier ministre de défendre pareille conduite de la part d'un journal prétendu purement agricole. Lorsque le *Bulletin de la ferme* a été fondé, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a assuré à la Chambre qu'il ne ferait pas de politique comme le *Bulletin des agriculteurs* en faisait.

Lorsqu'il lui a fait remarquer plus tard que le bulletin faisait de la politique, le ministre de l'Agriculture lui a promis qu'il n'en ferait plus. Il a déjà dû cesser ses articles politiques à la suite de plaintes qui avaient été faites. Cette année, le *Bulletin de la ferme* recommence. Si le *Bulletin de la ferme* veut être véritablement l'organe de l'agriculture, il ne doit pas continuer à agir comme il le fait.

Le premier ministre s'est indigné tout à l'heure parce qu'on a critiqué le *Bulletin de la ferme*, mais il ne s'est pas gêné autrefois de parler contre *L'Action catholique* qui le critiquait. Il lui refusait ce droit sous prétexte que *L'Action catholique* est l'organe du clergé.

On ne devrait pas payer \$6,000 au *Bulletin de la ferme* pour faire l'éloge du gouvernement et pour dire des injures à la gauche. Le principal but de cet organe semble être de faire de la politique, de la propagande en faveur du gouvernement. Il (M. Sauvé) accuse aussi de mal renseigner les cultivateurs et de parler de politique au lieu de parler de questions agricoles.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose: 26. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la pépinière de Berthier, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Un député pose une question.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** On emploie autant de vieillards que l'on peut, les travaux étant faciles à faire, et on continuera la même politique.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### **The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company**

**M. Bullock (Shefford)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortier), que, vu que le bill 130 modifiant la charte de The Shefford Bagot and Missisquoi Railway Company a été déposé au bureau de poste le 26 décembre 1927, que par un retard quelconque ce projet de loi est parvenu au greffier du comité des bills privés quelques heures après l'expiration des délais prescrits par les articles 497 et 498 des règles qui régissent les bills privés, le montant additionnel de \$300 que les promoteurs de ce bill ont payé leur soit remboursé.

Adopté.

#### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** appelle l'article 8 du *Feuilleton*, loi modifiant la loi des vues animées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande de renvoyer cette question au lendemain.

La séance est levée un peu avant 11 heures.

### NOTES

1. Chiffre du *Soleil* du 22 mars 1928, à la page 3. Chiffre du *Montreal Daily Star* du 22 mars 1928, à la page 30: 46,355,360.

2. Chiffre du *Soleil* du 22 mars 1928, à la page 3. Chiffre du *Montreal Daily Star* du 22 mars 1928, à la page 30: \$7,845,561.

3. Dans *La Tribune* du 22 mars 1928, à la page 1, on dit plutôt "avec à l'oreille le tag conférant un

certificat de santé, nous sont venus des provinces voisines".

4. Chiffre du *Soleil* du 22 mars 1928, à la page 13. Selon *La Tribune* du 22 mars 1928, à la page 1, 6 %.

5. Bien que le *Chronicle Telegraph* du 22 mars 1928, à la page 3, donne comme chiffre \$65,000, il s'agit plutôt de \$75,000.

6. Dans *Le Soleil* du 22 mars 1928, à la page 13, on dit qu'il est commerçant d'animaux.

7. Il représente le ministre de l'Agriculture à la Chambre.

8. Selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

9. Dans *L'Événement* du 22 mars 1928, à la page 8, on dit "exportation".

10. *L'Événement* du 22 mars 1928, à la page 8, parle plutôt de "pouvoir fédéral".

11. *Le Devoir* du 22 mars 1928, à la page 2, utilise l'expression "le gouvernement fédéral".

12. Dans *L'Action catholique* du 22 mars 1928, à la page 3, on dit "libres" chez nous.

13. Dans *L'Événement* du 22 mars 1928, à la page 8, on parle de "quelquefois".

14. Dans *L'Événement* du 22 mars 1928, à la page 8, on parle de "quelquefois".

15. Selon *The Gazette* du 22 mars 1928, à la page 1: "Le greffier de la Chambre donna des instructions pour qu'on en envoie une copie au premier ministre à Ottawa."

16. Le vice-président Bouchard (Saint-Hyacinthe) est au fauteuil.

17. Dans *La Patrie* du 22 mars 1928, à la page 15, on dit "colportage".

18. Dans *L'Action catholique* du 22 mars 1928, à la page 3, on parle d'"association".

19. Selon *L'Événement* du 22 mars 1928, à la page 8, il a gagné la Chambre à sa cause. On le voit par les applaudissements qui ont souligné son discours.

20. Voir note 8.

21. Le vice-président Bouchard (Saint-Hyacinthe) est au fauteuil.

22. Selon *La Tribune* du 22 mars 1928, à la page 1, il s'agit du Dr O.-E. Desjardins, de Trois-Rivières.

23. Dans *L'Action catholique* du 22 mars 1928, à la page 3, on dit "la mort du conseil municipal".

24. Selon *L'Événement* du 22 mars 1928, à la page 8, la Chambre continue l'étude du projet et le Dr Alphonse Lessard, directeur de l'hygiène, vient s'asseoir à côté de M. David pour expliquer le bill à la députation.

## Première séance du jeudi 22 mars 1928

## Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 11 h 15.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi  
des licences

**L'honorable M. Nicol (Compton)** demande la permission de présenter le bill 207 modifiant la loi des licences.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Québec, 15 mars 1928

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative pour lui communiquer les renseignements suivants:

1. Le nombre des conseillers législatifs qui ont reçu l'indemnité entière en 1927 a été de 18;

2. Le nombre des conseillers législatifs qui ont reçu une indemnité partielle a été de 3;

3. Les noms des divisions alors vacantes pour lesquelles aucune indemnité de conseiller législatif n'a été payée en 1927 sont Kennebec, de Lanaudière et de Salaberry, et l'informe que le Conseil législatif est d'opinion que, dans l'intérêt de l'harmonie qui doit régner entre les deux Chambres, il vaudrait mieux laisser ces matières à la Chambre qui y est concernée.

Que ladite résolution soit communiquée à l'Assemblée législative par le greffier.

Loi  
des licences<sup>1</sup>

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 207 modifiant la loi des licences.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

## En comité:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

1. Que toute personne résidant dans cette province, y ayant une place d'affaires et y faisant un commerce de courtier en actions, en bons, en obligations ou en actions-obligations, doive préalablement obtenir une licence annuelle à cet effet, sur paiement d'un droit de trois cents dollars, et que si cette personne a plus d'une place d'affaires dans la province, ce droit soit augmenté de cent cinquante dollars par chaque place d'affaires en sus de la première.

Adopté.

2. Que toute personne résidant dans cette province, n'y ayant aucune place d'affaires et y agissant comme courtier en actions, en bons, en obligations ou en actions-obligations, doive préalablement obtenir une licence annuelle à cet effet, sur paiement d'un droit de dix dollars.

Adopté.

## Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 207 modifiant la loi des licences.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill 207 modifiant la loi des licences soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Il s'agit de porter la licence des maisons de courtage à \$300 avec \$150 pour chacune de leurs succursales.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est le Conseil législatif qui a modifié cette nouvelle taxe. Je proteste contre cette nouvelle violation et je suis surpris de voir sourire l'honorable trésorier.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Je souris parce que vous plaidez une cause que vous avez gagnée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste contre les empiétements du Conseil législatif et contre son mépris des prérogatives de l'assemblée des représentants du peuple. Il ne me suffit pas que le gouvernement trouve fondé le point d'ordre que j'ai soulevé hier, prétendant que le Conseil législatif n'avait pas le droit d'amender le bill des licences, d'en remanier l'assiette d'impôts et d'y faufiler une nouvelle taxe.

Tous les auteurs de notre droit constitutionnel soutiennent qu'en matière de subsides et d'impôts l'initiative législative appartient à cette Chambre et que les bills de cette nature ne doivent être modifiés ni amendés par le Conseil législatif (articles 668-669). En vertu de l'article 478 du Règlement, la Chambre n'accepte aucun amendement du Conseil législatif portant affectation de deniers publics ou imposition de charges sur le peuple, ou modifiant une disposition portant affectation de deniers publics ou imposition de charges sur le peuple.

Quand la Chambre désire affirmer ses privilèges au sujet d'un amendement du Conseil législatif, elle refuse d'accepter l'amendement et envoie un message exposant que l'amendement empiète sur les privilèges de la Chambre. Devant mon refus d'accepter les amendements du Conseil législatif, le gouvernement déclare tout bas qu'il retire le bill et qu'il va en présenter un autre. Il désire cacher autant que possible cette violation de la loi et ce mépris des représentants du peuple.

Pourquoi pas plutôt refuser carrément d'accepter les amendements du Conseil? Pourquoi ne pas proclamer nos droits et pourquoi ne pas protester contre l'empiétement du Conseil sur les privilèges de l'Assemblée législative? C'est que le gouvernement était complice dans cet attentat, deux ministres siégeant au Conseil, et il est à présumer que c'est à leur demande que les amendements ont été faits au Conseil. Si c'est le cas, le gouvernement est

complice dans la violation des privilèges de cette Chambre et il a tenté de commettre le pire des abus, un grand mépris de la Constitution, de notre régime parlementaire et des représentants du peuple. Par son nouveau bill, le gouvernement ratifie les amendements du Conseil, et c'est la preuve que le Conseil a agi sous la dictée du gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable chef de l'opposition fait une tempête dans un verre d'eau. Il est vrai que le Conseil législatif a apporté des amendements à la loi des licences. Ces amendements au bill ont été faits à notre demande par le lieutenant-gouverneur en conseil. La Chambre aurait pu les adopter, mais nous avons cru plus juste de retirer le premier bill et d'en présenter un autre. Voici les faits. Nous avons imposé une licence de \$500 aux maisons de courtiers en bons et en obligations. Le Conseil législatif a diminué cette licence, la taxe des courtiers, de \$500 à \$300, imposée par la Chambre. Sur cette question, le chef de l'opposition avait raison.

Mais le Conseil législatif a ajouté une licence de \$150 pour chacune des succursales de ces maisons. Les agents de ces maisons paieront \$10 au lieu de \$5 pour leur licence. Les auteurs parlementaires nous justifient d'avoir pris des mesures pour que tout soit dans l'ordre, et l'honorable chef de l'opposition, qui est un vieux procédurier, devrait le reconnaître. Les amendements apportés au bill par le Conseil n'étaient pas importants. De toute façon, la Chambre n'a pas voulu laisser créer un précédent et elle présente maintenant un nouveau bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La cause que le premier ministre vient de défendre est faible et il n'a pu trouver de raisons péremptoires pour l'expliquer. La Chambre doit être jalouse de ses droits et prérogatives; pourtant, le gouvernement était prêt à les violer en demandant lui-même au Conseil de toucher à son bill. La situation était fausse et dangereuse. Cette question est une des plus importantes soulevées en Chambre, car elle touche au fondement même de nos droits parlementaires.

Dans le premier bill soumis par le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), il s'agissait d'une taxe de \$500 par bureau de courtiers, tandis que le second bill spécifie que la licence sera de \$300 et de \$150 par bureau, de sorte qu'au lieu d'être de \$500 par bureau, cette taxe sera de sept huitièmes ou \$900, selon le nombre des bureaux d'un même courtier. Il s'agit donc là encore d'une imposition fabuleuse de nouvelles taxes.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** proteste contre la violation des droits de la Chambre par le Conseil. Il cite des autorités pour prouver que le Conseil législatif a empiété sur les droits de la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous ne contestons pas ça. C'est pour cela que nous avons tué le bill et que nous en présentons un autre.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** (Souriant) Votre cause est gagnée depuis longtemps. Vous allez la perdre si vous plaidez trop.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Oui, mais nous voulons insister et le répéter assez pour que le gouvernement ne soit pas tenté de sitôt de recommencer pareille histoire.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill 207 modifiant la loi des licences soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Vues animées

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant la loi des vues animées soit maintenant lu une deuxième fois.

Il m'est arrivé, au cours de cette session, de présenter plusieurs projets de loi, mais je n'en ai pas présenté qui m'ont causé beaucoup d'inquiétudes. Il fait de cette mesure une question personnelle, déclare-t-il. Je ne crois pas que le cinéma soit recommandable pour des enfants âgés de moins de 16 ans. Je tiens à déclarer dès le début, dit-il, que chacun des membres de la Chambre, sans égard à son allégeance politique, est libre de donner son opinion et de voter librement comme il l'entend, car je ne sais pas si le projet rencontrera l'approbation d'un grand nombre de citoyens de cette province. C'est une mesure sociale sur laquelle l'opinion est partagée. La population de cette province ne semble pas unanime au sujet de cette question difficile. Même ceux qui ont confiance au gouvernement sont libres de voter comme ils l'entendent. Sur cette question, certains députés divergeront sans doute d'opinion avec moi.

Si la majorité approuve cette mesure, personnellement je serai satisfait et heureux, car je crois que cette mesure est appelée à rendre de précieux services. Il prévient les députés de la Chambre de la responsabilité qui leur incombera si le bill est rejeté et s'il se produit une autre catastrophe comme celle qui a causé un si grand désarroi à Montréal.

Le cinéma est une institution qui date de plusieurs années et qui n'annonçait pas ces développements qu'il a pris. Il est devenu nécessaire de lui mettre des restrictions quant à l'admission des enfants et à la censure. Il rappelle ce que le gouvernement fait pour obtenir des vues censurées dans le Québec. Il parle du problème que le cinéma représente pour le gouvernement. Le bureau provincial de la censure doit examiner les films attentivement et il essuie constamment les critiques des producteurs américains.

Le cinéma dans Québec est censuré par un bureau considéré comme le plus sévère du continent américain, à tel point que les producteurs américains nous ont même menacés, il y a à peine un an, de ne plus nous envoyer de vues si nous ne changions pas de censure. Nous leur avons dit que nous n'en ferions rien. Le gouvernement n'a rien cédé et a refusé d'intervenir auprès des censeurs. Le bureau est toujours aussi sévère et ils ont continué à nous envoyer leurs productions. On continue de projeter des films américains. Je profite de l'occasion, dit-il, pour féliciter le bureau de la censure.

Permettez-moi maintenant de vous dire quelques mots des amendements que nous projetons au sujet des mineurs de moins de 16 ans. Le cinéma est censuré dans notre province, mais les enfants de moins de 16 ans ne peuvent y être admis sans être accompagnés de leurs parents, c'est la loi actuelle. Le projet que je présente a pour but de défendre l'admission des enfants d'en bas de 16 ans, même s'ils sont accompagnés de leurs parents.

On est porté à oublier vite. On se rappelle encore le désastre survenu dans le théâtre Laurier Palace<sup>2</sup>, à Montréal. J'ai devant moi les articles disant que, sur 78 enfants qui furent victimes, presque tous furent étouffés, seulement deux périrent dans l'incendie. J'ai encore les articles de journaux de Montréal disant qu'il est nécessaire de prendre des mesures plus sévères pour empêcher de telles catastrophes. Alors, nous avons ordonné une commission d'enquête présidée par l'honorable juge Boyer qui a fait un long rapport au gouvernement, une enquête exhaustive, particulièrement en ce qui concerne la présence des enfants aux représentations cinématographiques.

Quelles ont été les conclusions de l'honorable juge Boyer? Dans les conclusions de son rapport, il souligne les dangers du cinéma pour les enfants et dit que les enfants de moins de 16 ans, même accompagnés, doivent être exclus des salles de cinéma. C'est le désir que la majorité des citoyens de cette province ont exprimé au président de cette enquête. Le juge Boyer réfère aux témoignages des honorables juges Choquette et Lacroix. Les déclarations de l'honorable juge Lacroix, président du tribunal des jeunes délinquants de Montréal, sont particulièrement intéressantes. Le juge Lacroix, dans son témoignage devant le juge Boyer, déclare que son expérience de juge de la Cour juvénile à Montréal lui a montré que le cinéma est néfaste pour les enfants.

Il (l'honorable M. Taschereau) cite des extraits du témoignage du juge J.-O. Lacroix qui a dit que le nombre des jeunes délinquants a diminué de 33 % à 30 % après la tragédie du Laurier Palace et a éveillé l'attention des parents. Ils sont devenus plus sévères sur l'assistance de leurs enfants aux représentations cinématographiques. Il cite ensuite le témoignage du juge Choquette, de Québec, qui disait que 40 % des enfants qui viennent devant la Cour juvénile y sont amenés par le cinéma.

J'ai reçu, depuis quelques semaines, 12,000 lettres me demandant de permettre aux enfants accompagnés d'entrer au cinéma, de permettre aux ouvriers d'aller au théâtre le dimanche et de ne pas les fermer le dimanche. Les ouvriers m'ont demandé d'admettre les enfants, mais plus de 24,000 autres personnes ont écrit pour demander de prohiber l'entrée aux enfants. Des mères de famille m'ont prié d'exclure les enfants. Tous les clergés de cette province, catholique et protestant, ont réclamé à l'unanimité l'amendement que nous proposons aujourd'hui: que les enfants ne soient pas admis au théâtre. En face de cette situation, que devons-nous faire?

Songeons, avant tout, que la loi actuelle qui défend l'entrée des théâtres aux enfants âgés de moins de 16 ans, lorsqu'ils sont accompagnés de leurs parents, est absolument inapplicable<sup>3</sup>. Des parents ne savent pas que leurs enfants vont au cinéma. Il est très difficile d'exercer un contrôle pour se rendre compte si ce sont véritablement les parents qui accompagnent leurs enfants, ou bien difficile de dire si l'enfant est accompagné d'un tuteur ou d'un étranger. Il y a toujours des racoleurs et des racoleuses à la porte des théâtres, des cinémas, qui entraînent les enfants au théâtre, sans qu'il soit possible de contrôler cela, et c'est précisément ce

qu'il a été possible de constater au Laurier Palace. L'enquête du Laurier Palace a montré que la loi n'est pas applicable. Devant ces faits, il n'y a qu'une solution. Je crois qu'il n'y a qu'une seule loi qui soit applicable, soit celle de défendre l'admission des enfants de moins de 16 ans au théâtre.

Quand il a été question de cette loi, lorsque la session s'est ouverte l'été dernier, les propriétaires de théâtre de Montréal sont venus me trouver et m'ont demandé ce que nous allions faire au sujet des enfants. Je leur ai dit que nous allions exclure l'admission des enfants aux théâtres. Les propriétaires m'ont répondu: "Vous faites bien. Les enfants sont pour nous une cause d'embarras plutôt qu'autre chose." Les propriétaires de théâtre sont en faveur de l'exclusion des enfants. Quant à l'ouverture des théâtres le dimanche, nous avons devant nous une loi fédérale, et c'est mon intention de faire décider par les tribunaux si nous pouvons légiférer en la matière et si la loi fédérale permet aux théâtres d'être ouverts le dimanche.

Quant à l'admission des enfants, si jamais il survient un nouveau désastre comme celui du Laurier Palace, et qu'aucune mesure n'ait été prise, pour prévenir de nouvelles catastrophes, soit que le procureur général de la province n'ait rien fait pour le prévenir malgré les recommandations et avertissements, malgré les enquêtes, malgré les conclusions du rapport Boyer, malgré les représentations de toutes sortes qui lui ont été faites, dans quelle position nous trouverions-nous? Notre position serait pour le moins embarrassante.

Le procureur général aurait, et le gouvernement avec lui, une grande responsabilité. Je ne veux pas, comme procureur général, que l'on puisse dire que je n'ai pas pris toutes les précautions nécessaires pour l'éviter. Je veux que nous fassions notre part pour que plus tard on ne puisse pas nous rendre responsables d'une catastrophe semblable.

Il rappelle le désastre de l'hospice de Québec ainsi qu'un autre désastre récent survenu à Rome, encore dans un cinéma, où une trentaine d'enfants perdirent la vie. En face des désastres que nous avons vus, en face de l'opinion généralement admise que le cinéma n'est pas bon pour les enfants, n'est-il pas mieux de prendre la mesure la plus sage et de dire qu'à l'avenir les enfants, accompagnés ou non, ne seront pas admis dans les théâtres? Il est bien de les empêcher d'y aller accompagnés ou non.

On nous a dit: "Pourquoi ne fermez-vous pas les théâtres le dimanche?" De plus, depuis quelques semaines, j'ai reçu environ 12,000 lettres en faveur de la fermeture des théâtres le dimanche. D'autre



part, j'ai reçu le double de lettres dans le sens contraire, dans lesquelles on nous disait que ce serait pire si nous forçons les enfants à rester à la maison. Mais il y a eu tous les clergés qui, à l'unanimité, demandèrent l'exclusion des enfants. Je dois dire que les 12,000 lettres de protestation contre la fermeture des théâtres le dimanche ne m'ont fait aucune impression quelconque, car des centaines étaient écrites par la même main, mises à la poste le même jour, et on nous les a adressées sans même y apposer de timbre. La province a dû y suppléer. Plusieurs restèrent inouvertes. Finalement, on fait imprimer les requêtes. Il (l'honorable M. Taschereau) ne croit pas que l'on puisse défendre le cinéma aux ouvriers le dimanche. Il se fonde sur les témoignages reçus.

L'Association des théâtres, dans une entrevue avec lui, a dénoncé cette campagne dirigée contre le gouvernement et le premier ministre par les propriétaires de cinéma qui lui avaient alors promis de lui laisser faire une cause type. Depuis que la loi a été présentée, une campagne d'enfer a été lancée avec une mauvaise foi évidente, à Montréal, contre toute mesure tendant à fermer les théâtres le dimanche. Mais, puisque les propriétaires n'ont pas tenu parole, je me sens bien à l'aise pour discuter la question. Je tiens à protester contre cette campagne. L'Association des marchands détaillants, représentée par Moïse Lapointe, un des promoteurs de cette campagne, envoya des requêtes et entreprit une campagne qui dure encore dans les journaux. L'Association des marchands détaillants m'a dit et a dit, dans une lettre et des annonces, que si cette loi était adoptée, grâce au procureur général, tous les dépôts de journaux, de liqueurs douces, de tabac, tous les petits établissements de commerce allaient être fermés. Ainsi, j'ai reçu des protestations véhémentes de plusieurs associations de marchands détaillants, disant que M. Lapointe n'a aucune autorité pour parler pour eux.

Nous ne sommes pas responsables de la loi concernant la fermeture des théâtres le dimanche, et le gouvernement provincial n'a rien à voir. La loi fédérale n'entre en conflit ni avec la législation provinciale ni avec la législation municipale en ce qui a trait à l'observance du dimanche. C'est une loi fédérale et, depuis que cette loi fut adoptée par Ottawa, la province n'a rien à y voir. Je l'ai dit et je le répète, la province n'a plus le droit de légiférer en la matière. Je me souviens que lorsqu'elle a été présentée à Ottawa, la province de Québec a fait entendre de vives protestations, mais la loi fut adoptée. Un de ceux qui l'ont le plus combattue et en termes véhéments en Chambre, c'est M. Henri

Bourassa contre les *Blue Sundays*. Je crois qu'il représentait à cette époque le sentiment et l'opinion générale de la province de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À cette époque. Il ne la représente plus?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Oui, il en a bien perdu depuis, surtout depuis qu'il s'est assis justement à la place que l'honorable député de Trois-Rivières occupe maintenant. Il n'y a rien dans la loi actuelle qui vise à faire fermer les petits établissements de commerce le dimanche, tels que les débits de tabac, les dépôts de journaux, etc., et il n'y a aucune loi pour défendre la vente du tabac et des liqueurs douces le dimanche. La campagne de presse faite à Montréal depuis quelque temps par diverses associations était déloyale, injuste et absolument fausse. Il cite l'article 5 du chapitre 153 de la loi dominicale et explique que cet article respecte les lois provinciales au sujet du commerce le dimanche.

Tant que je serai directeur général de cette province, je n'essaierai pas de faire fermer ces petits établissements et jamais je ne défendrai aux petits commerces de faire des affaires le dimanche, il n'y a pas de danger pour cela. Il n'autorisera, dit-il, aucune poursuite contre les magasins ouverts le dimanche, parce que c'est conforme à nos lois et à nos coutumes. Je dois dire que la loi fédérale, en ce qui concerne le commerce, laisse les lois provinciales en application. La loi admet les habitudes de la province.

Quant aux théâtres, la question est différente. La loi fédérale est plus précise et ordonne leur fermeture le dimanche. Il n'y a pas longtemps, j'ai reçu des milliers de requêtes demandant de fermer les théâtres le dimanche. Des employés de théâtres ont demandé de fermer ceux-ci le dimanche, afin d'avoir une journée de congé. D'un autre côté, d'autres ont demandé de les laisser ouverts en disant qu'ils ont besoin de travailler sept jours par semaine pour faire vivre leur famille. Mettez-vous dans ma position, mes honorables collègues. Voilà la très grande majorité de la province qui demande la fermeture des théâtres, et le gouvernement a reçu en même temps une lettre collective<sup>4</sup> de tous les évêques de la province qui me demandent d'intervenir pour faire appliquer la loi fédérale qui défend l'ouverture des théâtres le dimanche. Tous les clergés sont en faveur de la fermeture des théâtres.

Aussi, devant cette expression d'opinion, le procureur général doit prendre une position précise.

Aux propriétaires de théâtre, je dis: Si vous voulez faire ouvrir les théâtres le dimanche, allez en obtenir le droit à Ottawa. S'il y en a qui croient qu'on peut sanctifier le dimanche et laisser les théâtres ouverts, qu'ils aillent à Ottawa pour amender la loi. Mais, en attendant, quant à moi en ma qualité de procureur général, mon devoir est tout tracé. Je ne peux ignorer la volonté des évêques, les requêtes des deux clergés et de la majorité de la population. Je dois poursuivre devant les tribunaux ceux qui violent la loi en ouvrant leur théâtre le dimanche.

Il déclare qu'il fera un "test case" à Montréal et à Québec. Le procureur général de la province prendra lui-même des actions contre un propriétaire de théâtre à Québec et contre un propriétaire de théâtre de Montréal. Ces actions ont pour objet de faire décider par la cour si une coutume établie depuis 20 ans prévaut contre la loi fédérale qui décrète la fermeture des théâtres. La province se conformera ensuite à la décision qui sera rendue par les tribunaux. Ainsi, le problème pourra être définitivement réglé. Nous ne pouvons pas intervenir autrement qu'en faisant appliquer la loi.

Personnellement, M. l'Orateur, je suis contre l'ouverture des théâtres le dimanche et je crois qu'ils devraient être fermés. Mais je ne peux, dit-il, prendre sur moi de faire fermer les théâtres le dimanche.

Dans tout le Canada, il n'y a que dans notre province qu'ils sont ouverts le dimanche. Ils sont fermés le dimanche dans les autres provinces et ils subsistent quand même. S'ils vivent ailleurs avec la fermeture le dimanche, ils vivront ici. Je sais que ce sera une perte considérable pour les propriétaires de théâtre.

J'admets que si l'on ferme les théâtres le dimanche, nos hôpitaux vont en souffrir, je le sais. Les pertes qui seront subies seront sérieuses pour les hôpitaux, car on a calculé que la taxe de l'assistance publique, le sou du pauvre, donne \$1,000 par dimanche, par théâtre. Ceux-ci fermés, ce serait une perte annuelle de près de \$300,000. Cependant, nous ne devons pas nous arrêter à ces considérations. Il n'y a pas à hésiter. Je ne crois pas que ce soit une raison suffisante pour permettre l'ouverture des théâtres le dimanche.

Mais, à la suite des plaintes reçues, pour moi comme procureur général, je ne puis pas fermer les yeux. Je ne crois pas qu'il soit possible de laisser continuer l'état de choses actuel et ignorer la violation de la loi du dimanche. Des propriétaires m'ont dit qu'ils allaient fermer leur théâtre le dimanche. Je le souhaite. J'espère que la loi du dimanche, qui a été malheureusement trop souvent

violée, dans notre province, non seulement dans les théâtres, mais dans les usines de pulpe et de papier et plusieurs autres industries, sera mieux respectée, et c'est mon devoir d'en assurer le respect en cette province.

Je serais heureux que cette opinion personnelle sur la question soit approuvée par la majorité de cette Chambre, d'autant plus que c'est une question sur laquelle tout le monde est libre. Les députés sont libres de voter comme ils l'entendent.

(Applaudissements)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne vous cacherai pas que je suis intéressé dans le cinéma et propriétaire de cinéma. Dès le début de mon discours, je crois devoir le dire. J'ai écouté avec attention les remarques du premier ministre. Attendu que cette question de la fermeture des théâtres le dimanche relève du pouvoir fédéral, je ne crois pas devoir attaquer cette loi. Mais je dois dire que nous avons obtenu un jugement du Conseil privé nous donnant le droit de faire du cinéma le dimanche. C'est à la suite de cette décision que les cinémas de Montréal sont restés ouverts le dimanche. C'est une question de principe et non l'intérêt financier qui le fait, dit-il, s'opposer à la mesure. Il trouve cependant raisonnable que la question soit soumise aux tribunaux.

La campagne qui se poursuit actuellement dans la province n'est pas contre les théâtres, mais contre les cinémas, et je ne crois pas que je doive ici prendre fait et cause pour l'un ou l'autre parti. Le mot "théâtre" dans la loi fédérale ne comprend pas le mot "cinéma"; cela a été décidé par le Conseil privé. À Saint-Hyacinthe, on a interprété la loi de telle sorte que l'on y fait du cinéma, mais non du théâtre.

Je suis venu rencontrer l'honorable premier ministre au début de la session, lorsque les représentants des cinémas<sup>5</sup> sont allés en délégation à Québec, mais je tiens à déclarer catégoriquement, au nom des propriétaires des salles de vues animées, que la campagne d'annonce qui s'est faite dans les journaux depuis quelque temps au sujet des théâtres n'a pas été faite ni approuvée par l'Association des théâtres et cinémas<sup>6</sup> de la province de Québec. Elle n'a rien eu à y voir.

La campagne faite à Montréal s'est poursuivie à l'encontre des instructions du bureau de direction de l'Association des théâtres et des cinémas. Ceci est attribuable à une petite association qui existe à Montréal exclusivement et dont le théâtre Gayety<sup>7</sup> fait partie. La campagne a été faite par la Theater Manager Association. Il existe une

autre association à Montréal à laquelle appartiennent des théâtres burlesques. Par conséquent, quant à moi, une campagne comme celle que je dénonce aujourd'hui ne m'étonne pas de la part de cette dernière association. Cela ne m'étonne pas que la campagne faite soit aussi disgracieuse, et j'approuve le premier ministre qui la désapprouve.

Nous, l'Association des propriétaires de cinéma, avons eu l'occasion de dire à l'honorable premier ministre que nous n'avions pas besoin pour notre part de faire signer des requêtes. On nous a informés, au Parlement, que les requêtes qu'a reçues le premier ministre étaient signées de la main de la même personne. Je ne vois aucune sérieuse considération des requêtes qui ont été envoyées au procureur général au sujet de l'admission des enfants au cinéma. Elles ont été signées par des personnes qui n'ont jamais été au cinéma, qui ne savent pas ce qu'est une pellicule.

Nous avons déclaré au premier ministre que nous avions, les propriétaires de théâtre et cinéma, des statistiques. Les recettes que le gouvernement perçoit pour les hôpitaux démontrent amplement que plus de 100,000 personnes vont volontairement au théâtre le dimanche, dans la province de Québec, des personnes qui ne sont pas obligées du tout d'y aller et qui s'y rendent pour se récréer.

Elles démontrent qu'elles sont opposées à la fermeture. Cette preuve n'est-elle pas plus éloquente que l'autre? Cela valait les meilleures requêtes qui se puissent signer. Je m'oppose, dit-il, à la fermeture des théâtres le dimanche, et je prétends que cela consisterait en une privation de libertés individuelles. Les ouvriers ont droit à une journée de divertissement par semaine. Je dis ceci pour bien établir que ce n'est pas l'Association des théâtres et cinémas de la province de Québec, à laquelle j'appartiens, qui est en dessous de cette campagne d'annonces. Nous avons dénoncé la campagne dont on a parlé.

On a dit que les vues étaient censurées. Je ne suis pas prêt à admettre que toutes les vues sont recommandables et à la portée des enfants au-dessous de 16 ans. Je ne suis pas prêt à admettre non plus qu'il n'y en a pas qui sont à la portée des enfants. Il (M. Bouchard) n'est pas prêt à agréer le principe de la loi actuelle qui voudra que le père de famille ne puisse pas amener son fils au-dessous de 16 ans voir un film basé sur le conte du "Petit Poucet". Il déplore cette chose. Il y a peut-être des films qui, même censurés, ne valent rien pour les enfants, mais rien n'empêche que l'on fasse venir ici des films éducationnels et moraux. Je ne vois pas pourquoi on n'aurait pas des vues spéciales

exclusivement pour les enfants dans la province, en vertu d'une loi de la province de Québec.

Il déplore le fait qu'il n'y ait pas plus de pellicule préparée dans la province de Québec, mais, dit-il, cela provient d'une cause importante. Depuis quelques années, des campagnes injustes ont été menées contre le cinéma par des personnes qui n'y sont jamais allées. Il y a des gens qui écrivent "Le cinéma corrupteur!" Ceux qui écrivent ces choses ne savent pas ce qu'est un théâtre ou un cinéma, n'y ont jamais mis les pieds et ne savent pas ce qui s'y montre.

En réalité, le cinéma a rendu de grands services à la population. Je suis propriétaire de cinéma à Saint-Hyacinthe et je crois avoir rendu des services. À Saint-Hyacinthe, nous avons investi \$100,000 dans un cinéma non pas dans l'intention d'en retirer des revenus, mais dans l'intention de remplacer des salles de vues animées<sup>8</sup> où il y avait pestilence morale, physique et hygiénique surtout. Aujourd'hui, ces boîtes ont disparu. Depuis, jamais une troupe burlesque n'est venue chez nous, et je prétends que j'ai travaillé dans l'intérêt de la population de Saint-Hyacinthe et en vue d'y assurer une meilleure morale. Depuis que j'ai fondé mon cinéma, dit-il, j'ai contribué à rehausser le niveau de la mentalité dans ma ville.

La campagne que l'on poursuit actuellement contre le cinéma dans la province est une campagne excessive et elle va trop loin, à mon sens. Je sais que l'on critique la censure de cette province, mais je sais qu'elle a toujours fait son devoir. Les propriétaires de cinéma approuvent le bureau de censure de la province et ils s'indignent de la campagne faite contre le cinéma. On dit que le cinéma est entre les mains des étrangers. Cela n'est pas surprenant. C'est dû aussi à cette campagne si, aujourd'hui, il n'y a pas plus de Canadiens français engagés dans cette industrie. On chasse les Canadiens français de cette industrie des théâtres. Croit-on que l'on pourra abolir le théâtre dans cette province? Ce qui importe, c'est d'épurer le théâtre. Si les villes suivaient l'exemple donné par Saint-Hyacinthe, on ne parlerait pas d'abolir les théâtres et les cinémas dans la province de Québec.

Nous n'avons pas besoin non plus de ces cinémas qui sont des succursales écoles et des maisons d'enseignement. Le théâtre devra être récréatif, non pas ennuyant. L'instruction se donne à l'école et non au cinéma. Voilà des dispositions qui ne sont pas aussi mauvaises qu'on veut le prétendre. Nous avons une loi, dans nos Statuts de la province de Québec, qui est excellente, qui est très satisfaisante. Elle permet au père de famille de se

rendre au théâtre accompagné de son enfant quand il juge que l'enfant peut assister au spectacle sans nuire à sa formation morale. Je ne vois pas, dit-il, pourquoi on défendrait cela.

Il s'oppose au bill, faisant remarquer qu'il n'est pas convenable que des parents soient empêchés de se présenter au cinéma accompagnés d'un enfant de 12 ou 13 ans. Il déclare également que si les vues sont nuisibles pour les enfants, elles le sont également pour les adultes.

J'ai entendu avec plaisir le premier ministre nous parler de ce qui se passait un peu dans la ville de Montréal. On a fait allusion au désastre du Laurier Palace. Ceux qui ont suivi l'enquête du Laurier Palace sont d'opinion que cette catastrophe a eu lieu parce que la loi n'a pas été observée. On a violé la loi qui existe dans les Statuts de notre province. Si la loi avait été appliquée, la tragédie du Laurier Palace ne se serait pas produite. Que l'on mette la responsabilité où l'on voudra.

Je puis dire en même temps que les cinémas ne seront peut-être pas financièrement affectés par cette loi, par l'exclusion des enfants. Comme propriétaires de cinéma, nous ne sommes pas intéressés financièrement à la nouvelle loi. Je tiens surtout à protester contre une chose. Si je n'approuve pas la loi nouvelle, c'est que l'on traite de ce fait avec mépris le droit le plus sacré du père de famille qui existe sur la terre, celui en vertu duquel un père peut élever son enfant comme il le veut et l'entend.

La loi qui est devant la Chambre est injuste car elle refuse à un père de permettre à son enfant d'aller au cinéma; elle nuit, ce faisant, à l'autorité parentale. En empêchant une mère d'amener son enfant au cinéma, dit-il, on empêche souvent par la même occasion la mère d'y aller, lorsqu'elle ne peut trouver quelqu'un pour veiller sur l'enfant. Quand un père croit qu'un programme est à la portée de son enfant, il doit avoir le droit de l'amener au théâtre. Il n'y a rien qui puisse empêcher un homme d'emmener son enfant au théâtre, lorsqu'il veut le récompenser pour son travail, tout comme le millionnaire qui veut faire plaisir au sien lui offrira une automobile.

Personnellement, j'ai élevé ma jeune fille de la façon que j'ai cru la meilleure. Je l'ai emmenée au théâtre, lorsque j'ai pensé qu'elle pouvait assister au spectacle qui y était montré. Je l'ai laissée fréquenter le cinéma quand je croyais que les films pouvaient lui être utiles, quand les programmes étaient à sa portée. Aujourd'hui qu'elle est parvenue à la majorité, je ne crains pas de la comparer, à ce sujet, à n'importe quelle autre jeune fille de la province qui a

pu être élevée autrement. Mon enfant n'est pas plus mauvaise que les autres.

Je ne blâme pas, dit-il, ceux qui ne pensent pas comme moi. Je revendique ce droit sacré au père de famille, ma liberté d'élever mon enfant comme je l'entends, le droit d'amener mon enfant au théâtre lorsque je crois que le film est moral, instructif, et je prétends que des gens qui vivent à 300 milles d'un cinéma et qui n'en connaissent rien ne peuvent venir dicter une ligne de conduite à ceux qui connaissent ce que c'est que le cinéma. Aussi, j'ajouterai que nombre de pères de famille n'ont pas les moyens de faire garder leurs enfants pour aller au cinéma. Je ne partage donc pas l'opinion de ceux qui veulent empêcher un père d'envoyer son enfant au théâtre quand il le jugera à propos. Je suis pour la liberté de tout le monde dans cette province.

Examinons la loi, si vous le voulez. Il y a une contradiction dans la loi, car on laisse aller au vaudeville et aux théâtres les enfants de tout âge, ce qui est beaucoup plus dangereux que le cinéma censuré sévèrement par le bureau provincial. Nous laissons toute liberté pour les théâtres burlesques qui sont souvent des antres du vice, et la loi ne prohibe pas l'entrée des enfants dans ces théâtres. Nous avons de ces théâtres, à Montréal, qui ne devraient pas être ouverts non seulement pour les enfants de moins de 16 ans, mais encore pour les personnes de 40 ans et de 60 ans. Pourquoi laisser ces théâtres ouverts aux enfants même non accompagnés de leurs parents? Pourquoi?

C'est parce que la campagne poursuivie au nom de la morale, dans cette province, contre le cinéma n'a pas été faite simplement au nom de la morale, mais au nom d'un préjugé qui ne devrait pas exister. La campagne contre les cinémas a été menée par des gens qui étaient imbus de préjugés. Elle a eu parmi ses principaux promoteurs des gens qui voulaient remplacer le cinéma actuel sur le film de l'ennui et de l'abrutissement. On ne peut songer à réformer le théâtre avec des films qui n'intéressent pas ceux qui vont les voir. La Catholic Art Association est venue s'implanter dans la province en essayant de passer des vues à prétendus sujets religieux, pour noyer les vues récréatives et morales. De nouveau, je répète que les théâtres et cinémas n'ont pas été institués pour remplacer les écoles et les maisons d'enseignement. Ils ont pour but de recréer les gens qui sont fatigués de leur labeur.

Personnellement, je n'ai pas d'objection à empêcher les enfants de venir au théâtre. Comme les représentants du cinéma l'ont dit au premier ministre, les enfants sont plutôt une nuisance dans les cinémas. Il trouve la loi actuelle incomplète parce

qu'elle oblige tout simplement le propriétaire de théâtre à refuser l'entrée du théâtre au père accompagné de son enfant, alors qu'elle n'enlève pas au père accompagné de son enfant le droit d'y entrer. Qu'est-ce qu'il faut penser de ce rôle de gendarme pour les gardiens de théâtres? Si on veut rendre la loi efficace, on devra défendre au père d'entrer au théâtre avec son enfant. On ne peut forcer les gérants de théâtres à remplir un rôle de gendarme.

Supposez qu'un père entre au théâtre avec son enfant et ne veut pas sortir. En vertu de quel statut la police le fera-t-elle sortir? Il n'y en a pas. Cet homme ne viole aucune loi. Est-ce que la femme qui vient au théâtre avec son poupon dans les bras, on la mettra à la porte, parce qu'elle porte dans ses bras l'espoir de la race? Cette loi est excessive parce qu'elle ne combat pas le mal dans sa source. Elle n'est pas juste non plus au point de vue de la liberté. Ceci est à l'encontre des libertés dont nous jouissons dans l'Empire britannique.

Il proclame le droit des parents d'élever leurs enfants, citant même la *Magna Carta* ainsi que d'autres déclarations historiques au sujet des libertés individuelles. Il fait un plaidoyer pour prouver que, d'après la constitution britannique, on n'a pas le droit de priver un père du droit d'amener son enfant au cinéma. Si la loi ne prive pas le citoyen d'un droit, celui-ci a le droit de l'exercer et personne ne peut le molester dans l'exercice de ce droit, en vertu de la vieille charte anglaise.

La loi manque son but et, en affectant les cinémas, elle fermera aussi les théâtres scolaires et autres, le dimanche, dans les séminaires et institutions religieuses. La mesure devait être étudiée au point de vue non seulement de celui qui administre la loi, mais aussi de celui qui tombe sous le poids<sup>9</sup> de la loi. Il cite enfin quelques articles de la loi britannique. Si je fais ces remarques, ce n'est pas comme représentant de l'Association des cinémas, comme propriétaire de théâtre, mais comme citoyen de cette province. La présente loi ne devrait pas être adoptée à cette époque dans notre province. Il s'objecte fortement à ce que la Législature vienne lui enlever directement ou indirectement le fardeau de ses droits de paternité.

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 22 mars 1928

### Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 2 h 15.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Vues animées

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du premier ministre dont elle a été saisie ce jour: Que le bill 3 modifiant la loi des vues animées soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Smart (Westmount)** déclare tout d'abord qu'il votera pour la seconde lecture du bill parce qu'il est en faveur du principe du projet de loi, parce qu'il croit que le principe en est bon, mais il enregistrera son opposition lors de la troisième lecture, à moins que le bill ne soit amendé. Je crois que la limite d'âge d'admission des enfants au cinéma devrait être réduite à 12 ans au lieu de 16 ans.

Il est assez extraordinaire et plutôt incohérent qu'une fille de 12 ans et un garçon de 14 ans puissent se marier légalement dans la province, tandis qu'ils ne peuvent aller au cinéma, selon la loi. Alors, comment leur refuserait-on l'entrée au cinéma? La loi devrait être amendée de telle sorte que la restriction s'applique à tous les théâtres aussi bien qu'aux cinémas. Il y a un grand nombre de théâtres à Montréal qui donnent des représentations qui ne sont pas à la portée des enfants. Certaines de ces représentations sont probablement souvent pires pour la jeunesse que les vues animées, que tout ce qui peut être montré dans les cinémas.

Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a parlé avec éloquence des droits des parents, et il a prétendu avoir le droit d'amener ses enfants au cinéma s'il le désire. Le député de Saint-Hyacinthe a peut-être la mémoire courte, ou alors il fait preuve d'incohérence, car, il n'y a pas longtemps, il réclamait haut et fort l'enseignement obligatoire dans la province de Québec. Je ne vois pas une différence remarquable entre l'enseignement obligatoire et la défense formelle de laisser entrer les enfants au théâtre ou au cinéma.

Si nous adoptons cette loi empêchant l'accès des enfants au cinéma, les droits individuels n'en seront donc pas affectés. Il cite à cet égard deux sections de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique concernant les droits individuels, expliquant que, dans chaque cas, tout était sujet aux lois existantes. Je suis convaincu, dit-il, pour en avoir discuté avec des éducateurs et des médecins, que les cinémas et les théâtres ne sont pas les meilleurs endroits que les jeunes enfants puissent fréquenter et sont désastreux et nuisibles à leur santé, particulièrement au point de vue physique, car ils sont souvent la cause de maladies nerveuses et de maladies des yeux chez eux.

Il (M. Smart) félicite le premier ministre de son attitude énergique au sujet des films étrangers, de ne pas s'être laissé influencer par les producteurs de films américains et d'avoir refusé de les écouter, eux qui, l'an dernier, ont menacé de ne plus distribuer leurs films dans la province de Québec, à moins d'un assouplissement de la censure. Le temps est venu pour Québec de fixer un quota, des mesures restrictives sur les films américains comme cela se fait actuellement en France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne et dans d'autres pays où l'on considère les films américains comme des moyens de propagande.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je reconnais que la question est épineuse et embarrassante pour la Législature. Plusieurs considérations se greffent à cette question. Pour moi, la morale doit encore prévaloir sur les exigences de la mondanité ou du commerce. On parle de coutume dans la province. Avant l'établissement des théâtres, il y avait d'excellentes coutumes et on les a mises de côté. La coutume ne fait pas la morale qui repose sur les enseignements de Dieu et sur des principes immuables. Le juge Lacroix dit que sur les films exhibés au public, 20 % sont inoffensifs, 80 % sont donc dangereux. Cette affirmation est alarmante, elle accuse le bureau de censure d'incompétence et cette accusation affecte le gouvernement. Il parle de la démonstration du juge Lacroix devant la commission royale car, de par sa source même, une telle démonstration mérite une attention sérieuse. Il est évident que les films nuisent beaucoup à la morale des enfants.

L'honorable premier ministre a dit, en décembre 1919, ce qui suit: "Dans les villes, il y a une plaie que mes fonctions m'ont mis à même de voir plus que toute autre. C'est le cinéma qui est la cause, et la grande cause, des désastres moraux que

nous constatons tous les jours." Si cette opinion repose sur la vérité, c'était le devoir du procureur général<sup>10</sup> de ne pas laisser contaminer notre population. A-t-il fait quelque chose depuis 1919? Il n'a rien fait depuis 1919.

Le secret de notre force est encore dans les bonnes mœurs de notre population et dans son esprit chrétien. Les étrangers reconnaissent que notre principale garantie d'ordre réside dans notre esprit religieux. Il faut conserver cet esprit. Le clergé, catholique ou protestant, est le gardien de la morale. Il ne suffit pas que son autorité soit respectée, il faut la soutenir. Il approuve le bill, mais ne croit pas qu'il aille assez loin, et il insiste pour que soit adoptée cette mesure des plus réclamées par les clergés catholique et protestant, sans oublier un grand nombre d'associations et de sociétés.

Quant à la loi du dimanche, le bill n'est qu'une demi-mesure, car il ne fait rien pour empêcher l'ouverture des cinémas le dimanche. Je crois que c'est au gouvernement de Québec à la faire appliquer dans notre province. Le premier ministre a annoncé qu'il porterait la question devant les tribunaux, afin d'empêcher les représentations du dimanche. Si, pour le savoir, le gouvernement a besoin d'un jugement de la Cour suprême, il a eu tort d'attendre aussi longtemps. Il y a des années que cela aurait dû être fait, car plus la situation actuelle perdure, plus elle s'aggrave.

Et il paraît aujourd'hui qu'il a référé la question à la Cour suprême, dans le but de gagner du temps et de se laver les mains d'une difficulté qui exige de lui un acte de franchise et de courage. Le gouvernement dit que c'est une question libre parce qu'il ne veut pas que sa force soit affectée par des dissidences libérales. Je voterai moi-même pour le bill du gouvernement que je considère comme un commencement de législation.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La question de la fermeture des cinémas le dimanche est du ressort du gouvernement fédéral. L'honorable chef de l'opposition nous a dit que référer la question aux tribunaux est une chose habile. Ce n'est pas exact. Tout ce que le procureur général peut faire, c'est de poursuivre les propriétaires de théâtre. Tout citoyen est autorisé à prendre des procédures pour poursuivre ceux qui violent la loi, en autant que la permission soit obtenue du procureur général. Des actions ont été prises déjà, et jamais le procureur général n'a refusé à ceux qui l'ont demandé son assentiment à ces poursuites. Les quatre cinquièmes des films que l'on montre dans les cinémas de la

province ne sont pas bons, sont néfastes pour les jeunes enfants. Ils sont dans la plupart des cas de nature à porter atteinte à la morale des jeunes filles et des jeunes gens. Les enfants seraient sûrement mieux s'ils n'assistaient pas à ces représentations.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) nous a dit que l'on a tort de prohiber le cinéma aux enfants parce que c'est un délassement. Mais ceux qui fréquentent le cinéma nous disent que ce n'est pas un délassement, mais un danger pour les enfants. L'honorable député de Saint-Hyacinthe a invoqué la liberté des individus, la liberté des parents au point de vue de l'éducation de leurs enfants, et il est remonté jusqu'à la charte britannique de 1209<sup>11</sup>. Il y a plusieurs lois dans nos Statuts qui imposent certaines restrictions aux parents.

La liberté individuelle est parfois restreinte pour le bien général. On doit respecter les droits des parents. Si les parents ne surveillent pas leurs enfants au point de vue moral, l'État a certainement toujours le droit et le devoir d'imposer des restrictions à la liberté individuelle, en autant que l'ordre public et la morale sont concernés et de veiller à la sécurité publique. C'est à l'État de prendre des mesures pour assurer la sécurité du peuple, à tous les points de vue. Je crois que pour assurer l'ordre public et la morale, il faut parfois enfreindre jusqu'à la liberté du père de famille.

Déjà, même sous la loi actuelle, les droits des parents sont limités parce qu'elle ne permet pas l'entrée aux salles de cinéma aux enfants de moins de 16 ans qui ne sont pas accompagnés de leurs parents. Comment cette loi pourrait-elle être praticable? Aujourd'hui, on nous propose de prohiber complètement le cinéma pour les enfants. Je crois que c'est là une mesure courageuse de la part de l'honorable premier ministre.

L'honorable chef de l'opposition dit que le procureur général aurait dû présenter ce projet plus tôt. Mais il fallait consulter avant de prendre une décision, et je félicite l'honorable premier ministre de la législation courageuse qu'il nous offre aujourd'hui. Il l'a présentée à temps, alors que le besoin s'en faisait vivement sentir.

Comment la loi actuelle fonctionne-t-elle dans les faits? La loi actuelle était devenue impraticable et les enquêtes récentes l'ont démontré. Ceux qui ont assisté à la démonstration devant la commission royale d'enquête sur l'incident du Laurier Palace savent que les jeunes enfants sont admis dans les théâtres. Il a été démontré par l'enquête tenue par le juge Boyer que la loi que nous avons actuellement dans les Statuts a été souvent

enfreinte ouvertement, relativement à cette question de théâtre. Dans le rapport du juge Boyer, il est prouvé que des enfants âgés de 8 ou 10 ans, non accompagnés se trouvaient au Laurier Palace et que le propriétaire ne s'était pas occupé de savoir s'ils y étaient légalement ou non. Plusieurs enfants se trouvaient dans ce théâtre sans l'autorisation et hors la connaissance de leurs parents.

C'est le devoir du gouvernement, alors, d'intervenir. Aussi, le procureur général fait-il son devoir en demandant d'exclure tous les enfants des cinémas. C'est le seul moyen de rendre la loi praticable. Je crois que le premier ministre aurait manqué à son devoir public en tant que procureur général s'il n'avait pas proposé son projet de loi. En sa qualité de procureur général, c'était le temps pour lui et son devoir d'intervenir pour protéger la vie morale et physique des enfants. On devrait produire beaucoup de pellicule exclusivement canadienne, au lieu d'accepter de la pellicule provenant de nos voisins d'outre frontières et qui embarrasse souvent les employés du bureau de censure.

**M. Lamoureux (Iberville):** J'appuie de tout cœur le projet de l'honorable premier ministre. Le cinéma fait du tort aux enfants et il est bien qu'on ne les y admette plus. Je serais aussi heureux, dit-il, de voir les théâtres et cinémas fermés le dimanche. Je suis heureux d'apprendre que l'ouverture des théâtres sera interdite le dimanche.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Je crois que nous avons devant nous une demi-mesure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En quoi est-ce une demi-mesure?

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Parce qu'elle ne prohibe pas le théâtre le dimanche.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) sait-il que le club ouvrier de Maisonneuve est contre la fermeture des théâtres le dimanche?

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Je serais bien surpris, car le travail est pour le respect de la loi. Au lieu de frapper les théâtres par coups, le gouvernement devrait les tuer tout de suite. Nous avons devant nous un projet qui est juste parce qu'il défend le cinéma aux enfants. Je crois avoir démontré que tout le monde demande la fermeture des théâtres. Qu'est-ce qu'on fait? On réfère la

question aux tribunaux. Personnellement, je suis opposé à la fermeture des théâtres le dimanche. J'ai des enfants et je ne leur permets pas d'aller au théâtre. Je n'y vais pas moi-même. Mais ne mettons pas de lois dans nos Statuts si nous ne voulons pas qu'elles soient respectées.

Il traite du rapport Boyer qui suivit ce qu'on a appelé l'accident regrettable du Laurier Palace. Le mot "regrettable" est à propos, mais pas le mot "accident". Car, bien qu'il (M. Tremblay) ne prétende pas que l'accident ait été voulu, les responsables ont fait en sorte que de tels accidents puissent se produire. Il tient responsables de cette catastrophe ceux qui auraient dû faire respecter les lois et qui ne l'ont pas fait. Les circonstances qui ont conduit au désastre du Laurier Palace étaient susceptibles de déboucher sur des ennuis, car il a été démontré qu'il y a eu sollicitation d'influence pour appliquer la loi concernant l'admission des enfants. Trop souvent, c'étaient des influences qui empêchaient l'observation de la loi.

Il parle ensuite de l'enquête sur la police à Montréal pour montrer comment certaines personnes se sont servies de leur influence auprès des inspecteurs qui essayaient de faire observer la loi. Depuis longtemps, le procureur général aurait dû prendre des mesures pour faire observer la loi du dimanche qui est respectée dans toutes les autres provinces du dominion, excepté la province catholique de Québec. Le fait que, pendant des années, la pratique ait été permise ne justifie pas qu'on ne doive pas y mettre un frein. Ce n'est pas une raison parce que la loi n'a pas été observée dans cette province depuis des années pour qu'on ne l'applique pas avec vigueur maintenant. Si je me mets à tuer un homme par jour pendant 20 jours, irai-je plaider au bout de cette période que c'était devenu une habitude? S'il y a eu une catastrophe et si le procureur général n'a pas rempli ses obligations, il en est responsable. Le peuple de la province de Québec et tous les travailleurs organisés veulent la fermeture des théâtres le dimanche. C'est là la volonté du travail organisé.

**M. Francoeur (Lotbinière)** n'est pas en faveur du principe démontré par le député de Maisonneuve. L'honorable député a déplacé la question. Pour ma part, je ne suis pas comme l'honorable député. Je vais au théâtre et les enfants que j'y conduis ont plus de 16 ans. (Rires)

Il (M. Francoeur) n'a jamais, dit-il, conduit d'enfants au-dessous de 16 ans au cinéma. Il a fréquenté les cinémas qu'il considère comme un

moyen de délassement. Le théâtre, de tout temps, a essayé d'être une école et tous tant que nous sommes, en rentrant au théâtre, nous devenons des enfants. Le cinéma actuel n'est pas fait pour les enfants. Nous n'avons pas pourtant dans la province de Québec le cinéma que nous devrions avoir. L'honorable ministre de la Colonisation (M. Perrault) a dit et démontré, avec raison, que le cinéma n'est pas une école pour les enfants qui sont âgés de moins de 16 ans. Il faut qu'il soit un moyen d'offrir une bonne éducation pour tous, jeunes et vieux.

Je ne cache pas que je vais au cinéma. Le cinéma peut être divisé en trois genres: nous y avons tout d'abord les faits nouveaux, la revue et les films d'actualité; ensuite, la comédie qui n'est pas coupée par la censure et est compréhensible; enfin, troisièmement, la pièce à thèse ou le drame. Pour ce qui est des deux premiers, il ne croit pas qu'ils posent problème aux censeurs. Les comédies sont compréhensibles, les films d'actualité aussi. Ils ne sont pas coupés par la censure et, par conséquent, sont intéressants. Quant aux films à thèse, je suis d'opinion que plusieurs devraient être absolument rejetés par le censeur au lieu de les rendre incompréhensibles, souvent immoraux, et d'en faire un jeu pour embêter ceux qui vont au cinéma. De plus, je tiens à démontrer que notre théâtre n'est pas convenable, et je suis d'avis que le bureau de censure devrait supprimer complètement la pellicule dont certaines parties ne sont pas conformes à la morale, plutôt que de la couper à tort et à travers et ne pas la rendre éducationnelle du tout.

On devrait préparer et je souhaiterais que l'on nous offre ici un plus grand nombre de films canadiens qui seraient une bonne école pour les Canadiens, parce qu'actuellement, mis à part les films américains, il semble que nous en ayons peu. Il reconnaît les difficultés des censeurs à cet égard, étant donné qu'il y a si peu de films canadiens. Nous n'avons que des films d'importation. Le bureau de censure est souvent embarrassé quand il a à examiner des films américains qui sont le plus souvent ineptes et non conformes à la mentalité canadienne, et qui s'adaptent très bien à la mentalité américaine.

Je suis en faveur du projet de loi actuel, mais je crois que son application sera très difficile. Nous demandons seulement d'exclure des théâtres les enfants en bas de 16 ans, qu'ils soient accompagnés de leurs parents ou non. Cependant, cette mesure pourrait donner lieu à beaucoup de discussions. Elle ne peut que créer des ennuis. Aujourd'hui, il est très difficile pour un gérant de théâtre de savoir si un



enfant a 16 ans ou plus. Pour les garçons, il sera peut-être facile de reconnaître leur âge; quant aux fillettes, la chose est différente. Pour les jeunes filles, avec les modes nouvelles, la mode des cheveux à la garçonne et des jupes écourtées, il sera bien difficile de dire si elles ont moins de 16 ans.

(Rires)

En effet, nous voyons à l'écran des fillettes de 14, 15 ou 16 ans qui semblent être des femmes de 30 à 40 ans, et des femmes d'âge mûr, des femmes de 50 ans, qui peuvent passer pour des fillettes de 16 ans.

La loi dit que les agents de police, quand ils découvriront un enfant de moins de 16 ans, devront l'expulser des théâtres. J'ai confiance et j'ai beaucoup de respect pour nos policiers. Je suppose que les agents de la police municipale et de la police provinciale sont d'excellents physionomistes, mais je trouve cependant que leur tâche est souvent difficile dans ces cas. Comment alors les hommes de la police pourront-ils procéder? Je ne vois pas bien comment ils pourront expulser des enfants des théâtres sans causer d'ennuis aux propriétaires de cinéma et aux parents. Si un agent entre dans un théâtre pour expulser un enfant, les parents interviendront et la mère, qui sait l'âge de son enfant, protestera peut-être.

Si l'enfant est accompagné de ses parents, nous verrons se répéter une chose qui est très commune dans les chemins de fer, alors qu'en diminuant l'âge de ses enfants un homme veut faire réduire le prix du passage ou ne pas le payer du tout. Faudra-t-il qu'une jeune fille traîne avec elle son certificat de naissance au cas où un policier lui demanderait une preuve de son âge? Le policier ira-t-il se disputer avec des parents qui prétendent que leur enfant a plus de 16 ans?

On devrait trouver un moyen, élaborer un système de contrôle d'admission pour les enfants, qui rende la loi applicable sans causer d'ennuis ni aux parents, ni aux propriétaires de cinéma. Je vois en ce sens que la chose sera pratiquement impossible, à moins qu'on n'oblige les parents à produire un certificat de naissance de leur enfant. Il y aura beaucoup d'ennuis.

L'honorable député de Maisonneuve a voulu déplacer la question. Je crois que la fermeture des théâtres le dimanche doit être laissée à l'autorité fédérale. Encore une fois, je suis en faveur du projet de loi tel, qu'il est présenté, mais je crois qu'il vaudrait mieux en rendre l'application plus facile, rapide et rationnelle.

(Applaudissements)

**M. Blain (Montréal-Dorion)** approuve le projet lui aussi. Il partage l'opinion du député de Lotbinière (M. Francoeur). Je n'ai pas l'intention, dit-il, de discuter cette question à fond. On a parlé du droit du père de famille, mais celui-ci doit élever son enfant en suivant les données du droit naturel.

La mesure à l'effet d'exclure des théâtres les enfants en bas de 16 ans lui plaît beaucoup, car il s'est malheureusement trouvé un jour, l'an dernier, qu'à la suite d'un incendie un grand nombre d'enfants ont perdu la vie. Il s'est trouvé beaucoup d'enfants dans un théâtre, contrairement à la loi. Je crois que si la loi avait été bien observée, le désastre aurait été évité, et nous aurions eu moins de pertes de vie à déplorer.

On dit souvent que le film est éducateur, mais je me demande quelles sont les opinions à ce sujet au sujet du film que nous avons ici dans la province de Québec. Pour moi, il est prouvé que les films actuels que nous avons excitent la nervosité des enfants. Des éducateurs, en donnant leur opinion à ce sujet, ont déclaré franchement qu'au lendemain d'une représentation cinématographique, leurs élèves étaient beaucoup plus excités qu'à l'ordinaire.

Un professeur de sociologie, un M. Dawson, a parlé dernièrement de l'augmentation du divorce au Canada en même temps que la fréquentation du cinéma augmentait. Le nombre de divorces est à la hausse non seulement aux États-Unis, mais également au Canada et en Grande-Bretagne. Les États-Unis sont en réalité la patrie du film. Ils sont aussi la patrie du divorce. New York, où l'on montre les primeurs de films américains et à partir d'où ils sont distribués, est la ville où il y a le plus de divorces. La Californie, un des endroits où les films sont produits, arrive en second lieu. Le divorce existe surtout et semble prendre de l'ampleur dans les pays où sont montrés et produits les films.

Y a-t-il relation de cause à effet? C'est une question que nous avons le droit de nous poser. Il est bien entendu que ceux qui vont demander un divorce à Reno, Nevada, ne disent pas qu'ils en sont venus là à cause d'un film. On allègue plutôt la cruauté. Cependant, je crois que la plupart des films qui viennent des États-Unis et qui sont présentés ici, tels qu'on nous les montre d'une façon générale, ne sont réellement pas convenables d'un point de vue moral et ne sont pas faits pour les enfants. Les adultes sont capables de comprendre qu'un film n'est que fiction. Le censeur fait ce qu'il peut. Je dois dire que j'ai vu un film aux États-Unis, coupé par les censeurs américains. Je l'ai revu à Montréal, coupé par les censeurs canadiens. Il était incompréhensible.

Certains d'entre eux ne devraient pas être autorisés, plutôt que d'être élagués au point d'en devenir difficiles à comprendre. Certains films deviennent ainsi incompréhensibles.

Je crois que, dans les circonstances, il est bon d'intervenir. Nous avons un devoir de législateur à remplir.

Nous serons responsables de l'avenir de cette province. Ce qui compte pour notre race, c'est de sauvegarder le moral de la nation et le moral de chacun des individus qui la composent. Pour cette raison, je me prononcerai toujours contre l'admission des enfants âgés de moins de 16 ans. On m'a demandé de voter contre le bill, mais je voterai pour.

**M. Samson (Québec-Centre):** On permet aux enfants de travailler dans les manufactures à 14 ans. Un garçon qui va à la manufacture pour travailler devrait avoir le droit d'aller au cinéma. Je suis en faveur du projet, mais je me demande si on ne devrait pas permettre aux enfants d'aller au théâtre avec leurs parents, du moment qu'ils vont à des représentations censurées. Pour ma part, je crois que les enfants de 14 ans, accompagnés de leurs parents, devraient être admis au cinéma. La nouvelle loi va-t-elle empêcher les représentations de boxe ou autres de ce genre?

Va-t-elle empêcher les représentations qui n'ont aucun effet moral? Bien d'autres représentations que celles des cinémas devraient être défendues aux enfants. Je veux bien cependant faire l'essai de ce projet. Je voterai pour la loi présentée par le premier ministre, avec l'espérance qu'elle sera amendée dans un avenir rapproché.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous me permettrez d'ajouter quelques mots à la suite des remarques faites par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). L'honorable député de Saint-Hyacinthe a plaidé sa cause avec vigueur et chaleur. Je crois que le député de Saint-Hyacinthe a fait mentir le principe qui dit qu'on n'est jamais bon avocat dans sa propre cause. Il a prétendu que c'était enfreindre les droits des pères de famille que de les empêcher d'amener leurs enfants de moins de 16 ans au théâtre. L'honorable député de Saint-Hyacinthe croit que le père de famille devrait avoir le droit de faire l'éducation de ses enfants comme il l'entend. Il n'est pas conséquent avec lui-même. Cela ne cadre pas bien, cependant, avec les grands discours que nous avons entendus, il y a quelques années, pour établir que l'instruction devait être gratuite et obligatoire, que le père de famille le veuille ou non. Ce n'était pas pour respecter les droits des parents.

En fait d'éducation, le père de famille a droit de déterminer le genre d'éducation qu'il veut donner à son enfant. Si nous défendons les théâtres aux enfants âgés de moins de 16 ans, ce n'est pas seulement au point de vue moral, mais aussi au point de vue physique. Laissons pour un instant le côté moral de la question, si vous le voulez, pour n'en considérer que le côté de l'hygiène physique. Le bill a été largement guidé par un désir de protéger la vie des enfants et de les prévenir contre les dangers physiques. C'est là les dangers que nous voulons combattre.

Si on laisse de côté le droit du père de famille, on peut considérer le point de vue de la protection contre les dangers que la panique peut créer. Les enfants sont incapables de se contrôler et pas assez en état de se protéger eux-mêmes, comme les grandes personnes, en cas de panique dans un cinéma, et cela a été prouvé lors de l'incendie du Laurier Palace. Dans toutes les situations dangereuses, les enfants ne sont pas protégés. C'est de protéger les enfants que de leur défendre d'entrer au cinéma.

La province a des lois spéciales pour protéger les jeunes enfants qui travaillent dans les manufactures. Nous défendons aux enfants en bas de 16 ans<sup>12</sup> d'y travailler, pour leur santé physique tout comme au point de vue de leur santé morale. N'attendons pas de nouveaux désastres pour agir. De plus, l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a dit que les propriétaires de salle de cinéma seraient obligés de faire les gendarmes, mais c'est ce qui se fait présentement.

L'honorable chef de l'opposition dit que nous avons attendu longtemps. Il y en a beaucoup qui ont attendu avec nous. C'est le désastre du Laurier Palace qui a éveillé l'opinion publique et qui nous a décidés de prendre cette décision. Je le répète, si un autre désastre semblable se produisait après les démarches que nous avons faites après la conclusion du rapport de l'enquête demandant de ne pas admettre les enfants en bas de 16 ans au cinéma, et que la Chambre n'aurait pas adopté un bill suivant les recommandations du commissaire qui a fait enquête, que dirait-on de la Législature de Québec si elle n'avait pas pris des mesures pour l'empêcher?

Ne dirait-on pas que le commissaire avait recommandé à la Législature de prendre action et que celle-ci a ignoré ses recommandations et toléré des conditions propices à ce que quelque 78 autres enfants périssent? On nous dirait: "Pourquoi n'êtes-vous pas intervenus?" On nous dira que nous sommes responsables, et que nous n'avons pas agi

conformément aux conclusions de l'enquête, et c'est précisément ce que nous voulons éviter. Le bill est surtout pour la protection des enfants. Il ne devra pas être dit plus tard que la Législature de Québec a refusé de prendre en considération le rapport du juge Boyer soumis par son commissaire-enquêteur qui a étudié la question à sa demande.

La Chambre aurait une forte responsabilité. Nous ne sommes pas prêts à prendre cette responsabilité. Personnellement, je refuse d'accepter la responsabilité de ne pas suivre les recommandations du commissaire. Il (l'honorable M. Taschereau) prie les députés de ne pas se rendre responsables d'avoir refusé une mesure visant la protection des enfants après que la commission royale eut recommandé une telle législation. Je me demande ce que pourront bien dire au peuple ceux qui voteront contre la loi. Leur position ne sera pas bien agréable. Que ceux qui sont contre la loi assument leur responsabilité au cas où il se produirait dans la province un nouveau désastre comme celui du Laurier Palace.

L'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) a voulu faire rapetisser cette question de l'observance du dimanche et il a fait de la politique. L'honorable député de Maisonneuve ne devrait pas rapetisser la question et faire de la politique avec une question comme celle-là. Je lui dirai que cette question ne concerne pas la politique, mais quelque chose bien au-dessus de la politique. C'est une question sociale avant tout. Le député de Maisonneuve dit que le procureur général aurait dû intervenir, que c'est sa faute, mais il sait bien que la loi du dimanche est une loi fédérale. C'est à Ottawa que l'on doit l'existence de cette loi.

Qu'on ne vienne donc pas à chaque occasion rendre le procureur général responsable. Pourquoi toujours reprocher au procureur général de refuser de mettre la loi en vigueur? J'ai toujours mis et je suis toujours prêt à mettre les avocats du département du procureur général à la disposition de ceux qui veulent prendre des poursuites contre ceux qui se rendent coupables d'infractions à la loi du dimanche. Je me suis toujours offert à faire payer les frais de ces poursuites par ce département et à mettre gratuitement mes aviseurs légaux. Tout le monde peut prendre des poursuites contre ceux qui violent la loi et demander devant les tribunaux la fermeture le dimanche. Je tiens à déclarer que j'ai autorisé des actions prises contre ceux qui n'observeraient pas la loi du dimanche, et je suis encore prêt à travailler pour qu'on ne rende pas la province responsable de toutes les infractions qui sont commises contre la loi

du dimanche. À Montréal, c'est la ville qui est chargée de l'application de la loi, et c'était aux autorités municipales à prendre action.

À Montréal, il y a deux ans, j'ai autorisé la métropole à prendre plus de 400 poursuites contre les violateurs pour des infractions à la loi du dimanche et j'ai offert les services des substituts du procureur général, mais pas un seul de ces puritains n'a voulu prendre la responsabilité de poursuivre un des violateurs. Le gouvernement subit sans cesse les condamnations de ceux qui prêchent pour la fermeture le dimanche. Eux-mêmes n'ont jamais pris de dispositions pour coopérer avec le gouvernement. La même situation vaut pour les autorités municipales. Nous voulons de la coopération et non pas que les gens viennent nous dire constamment que c'est la faute du gouvernement.

Je le répète, chaque fois que quelqu'un, soit un individu, soit une corporation, soit une association voudra prendre une action en vertu de la loi du dimanche, il pourra le faire. L'autorisation du procureur général est accordée. Il n'y a pas eu une seule action de prise, excepté à Montréal. Les conseils municipaux refusent de prendre leur action. Leur inactivité est peut-être due à la crainte, peut-être aussi à ce qu'ils savaient que l'opinion publique veut des représentations le dimanche. On a prêché le respect de la loi, mais on n'a pas osé prendre l'initiative des procédures et le procureur général le fera prochainement. Nous sommes prêts à agir. Puisqu'il en est ainsi, nous allons faire une cause à Montréal et une autre à Québec, et faire décider si les théâtres doivent rester ouverts le dimanche.

Moi, je ne reculerai pas devant mon devoir. Eh bien, M. l'Orateur, puisque c'est le désir des hautes autorités, le désir de tous les clergés de la province, je prendrai la responsabilité d'une initiative que personne n'a voulue mais que la bonne presse a prêchée, qui a pourtant parlé beaucoup de la question et qu'elle a défendue, mais pour laquelle elle n'a pas voulu se mettre au blanc<sup>13</sup>. Moi, messieurs, je n'hésiterai pas et je me mettrai au blanc<sup>14</sup>. Je ne me déroberai donc pas à la tâche et je prendrai l'initiative que les autres ont refusé d'accepter.

(Applaudissements longs)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** réclame le vote sur la deuxième lecture de ce bill.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Blain, Charbonneau, Côté, Daniel,

Dansereau, David, Delisle, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Francoeur, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Gauthier, Grant, Guertin, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapiere, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfé), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Nicol, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Philps, Piché, Pilon, Plante, Renaud, Rochette, Roy, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, Tremblay, Vautrin, 57.

**Contre:** MM. Bernard, Bouchard, Desmarais, Oliver, Power, 5.

La motion est ainsi adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>15</sup>:**

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des vues animées (Statuts refondus, 1925, chapitre 174) est remplacé par le suivant:

"2. Il est défendu à toute personne ou à toutes personnes en charge d'une salle où il est donné des spectacles au moyen de cinématographe, et, dans le cas d'une compagnie ou société, à tout gérant ou autre personne en charge de l'établissement, de recevoir, de quelque façon, à ces spectacles, des mineurs, âgés de moins de seize ans révolus, qu'ils soient accompagnés ou non."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des vues animées (Statuts refondus, 1925, chapitre 174) est remplacé par le suivant:

"2. Il est défendu à toute personne ou à toutes personnes en charge d'une salle où il est donné des spectacles au moyen de cinématographe, et, dans le cas d'une compagnie ou société, à tout gérant ou autre personne en charge de l'établissement, de recevoir, de quelque façon, à ces spectacles, des mineurs, âgés de moins de seize ans révolus, qu'ils soient accompagnés ou non.

"La présente disposition ne s'applique pas aux représentations cinématographiques données

gratuitement dans des collèges, couvents ou institutions éducationnelles."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 à 5 sont adoptés.

Le comité propose les nouveaux articles 6, et 7 qui se lisent comme suit:

"6. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 24, la section et l'article suivant

#### *"Section III*

##### *"De la censure des affiches*

"25. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir et d'organiser, sous le contrôle et la direction du Bureau de censure, un système de censure des affiches, panneaux-réclames ou autres modes servant à annoncer une représentation théâtrale ou des vues fixes ou animées; d'adopter des règlements à cette fin, de prescrire les honoraires payables pour l'examen de ces affiches, par le Bureau de censure, et de nommer le personnel nécessaire et de pourvoir à sa rémunération."

"7. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 25 édicté par la section VI de la présente loi, la section et l'article suivants:

#### *"Section IV*

##### *"De la mise à exécution de la loi*

"26. La mise à exécution de la présente loi et le contrôle des opérations faites en vertu de ses dispositions sont confiés au procureur général."

Les amendements sont adoptés.

Les articles 6 et 7, ainsi amendés, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"8. La section VI de la présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, et les autres sections

de la présente loi entreront en vigueur le jour de sa sanction."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

#### **Loi de la Législature et loi de l'Exécutif**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 66 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'Exécutif.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
1. Que l'Orateur du Conseil législatif reçoive un traitement annuel de quatre mille dollars sans préjudice de l'indemnité législative, au lieu de celui de trois mille dollars fixé par l'article 13 de la loi de la Législature (Statuts refondus, 1925, chapitre 3), et ce, à compter de l'ouverture de la présente session.

Adopté.

2. Que l'Orateur de l'Assemblée législative reçoive annuellement un traitement de quatre mille dollars et une allocation de logement de mille dollars, sans préjudice de l'indemnité législative, au lieu du traitement de trois mille dollars fixé par l'article 43 de ladite loi de la Législature, et ce, à compter de l'ouverture de la présente session.

Adopté.

3. Que l'Orateur suppléant de l'Assemblée législative reçoive annuellement un traitement de mille cinq cents dollars, sans préjudice de l'indemnité législative, au lieu du traitement de mille dollars fixé par l'article 43 de ladite loi de la

Législature, et, ce, à compter de l'ouverture de la présente session.

Adopté.

4. Que le traitement et l'allocation de logement de l'Orateur de l'Assemblée législative ne soient pas des causes d'incapacité au sens de l'article 65 de ladite loi de la Législature.

Adopté.

5. Que, pour chaque session de la Législature qui dure plus de trente jours, il soit accordé, à compter de l'ouverture de la présente session, à chaque conseiller législatif et à chaque député, présents à cette session, une indemnité de deux mille cinq cents dollars au lieu de celle de deux mille dollars fixée par l'article 81 de ladite loi de la Législature et rien de plus.

Adopté.

6. Que le chef de l'opposition dans l'Assemblée législative reçoive, sans préjudice de l'indemnité législative, et ce, à compter de l'ouverture de la présente session, une indemnité annuelle de cinq mille dollars au lieu de celle de quatre mille dollars accordée par l'article 86 de ladite loi de la Législature.

Adopté.

7. Que le premier ministre reçoive annuellement un traitement de quatorze mille dollars, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1928, au lieu de celui de douze mille dollars fixé par l'article 6 de la loi de l'Exécutif (Statuts refondus, 1925, chapitre 6), sans préjudice de son indemnité législative.

Adopté.

8. Que les ministres mentionnés à l'article 5 de ladite loi de l'Exécutif reçoivent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1928, un traitement annuel de huit mille dollars fixé par l'article 6 de ladite loi, sans préjudice de leur indemnité législative.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Bastien, Bédard, Bergeron, Bernard, Bouchard, Charbonneau, Côté, Daniel, Dansereau, David, Delisle, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Frigon, Gagnon

(Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Gauthier, Grant, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Nicol, Ouellet, Papineau, Paquet, Perrault, Piché, Pilon, Plante, Power, Rochette, Roy, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Vautrin, 51.

**Contre:** MM. Blain, Duplessis, Francoeur, Guertin, Renaud, Sauvé, Tremblay, 7.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Les sept péchés capitaux.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont lues une deuxième fois.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que cette Chambre adopte maintenant les résolutions. Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 66 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'Exécutif.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Cette augmentation de l'indemnité des députés est devenue nécessaire à cause de l'augmentation du coût de la vie. Il allègue pour argument les demandes sans cesse croissantes adressées aux hommes publics et le sacrifice qu'on leur impose de leurs affaires personnelles. L'électorat, il est certain, ne verra pas cette mesure d'un mauvais œil. Je profite de l'occasion, dit-il, pour féliciter le premier ministre et les ministres du travail qu'ils ont fait pour la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déclare qu'il ne peut approuver le projet. Le trésorier provincial déclare que les dépenses des législateurs augmentent, que leurs charges sont devenues très onéreuses. L'opposition se trouve dans une position délicate. Je ne voudrais pas paraître étroit, je veux simplement faire mon devoir. J'ai déjà voté en faveur d'une augmentation de \$800 à \$1,500, mais je crois qu'il n'est pas opportun de voter l'augmentation demandée à la fin d'une session où le gouvernement

a affirmé qu'il avait besoin d'augmenter le fardeau des taxes qui, suivant l'opposition, pèsent déjà trop lourdement sur le peuple.

L'opposition prétend encore que le peuple n'est pas aussi prospère que le dit le gouvernement et qu'il a besoin que ses obligations soient diminuées. Pour cela, il faut pratiquer l'économie dans l'administration de la province. Nous sommes à une époque d'économie. Cette mesure vient au lendemain des élections, alors que dans ses manifestes électoraux au peuple, le gouvernement n'en a pas dit mot. Je crois la mesure inopportune. Le dévouement et les services du soldat qui, sur-le-champ de bataille, risque sa vie à la défense de la patrie ne s'évaluent pas. Il en est ainsi du patriote qui donne honnêtement son temps, son énergie, sa santé au service de son pays, dans la vie publique qui est si souvent amère et ingrate.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Je ne connais pas un seul député qui ne soit pas ici au détriment de ses propres affaires. L'honorable chef de l'opposition n'a pas une tâche toujours agréable en cette Chambre, mais il a une mission à accomplir. Il est donc juste que les indemnités soient augmentées. Quant aux ministres - je parle pour mes collègues, non pour moi - je n'hésite pas à dire que la province a raison d'être fière de leurs bons services. Il fait un éloge de l'ardeur au travail du premier ministre qui connaît toutes les activités des ministères. Le chef du gouvernement mérite plus que l'augmentation qui lui est proposée.

L'honorable chef de l'opposition est contre la mesure. Je le regrette. Il a aussi une augmentation d'indemnité. Je vois que c'est juste car, je le répète, il a une mission à remplir. L'honorable chef de l'opposition est obligé de négliger ses affaires pour s'occuper des affaires de la province. En lui accordant une meilleure indemnité, nous ne lui payons pas ce que valent les bons services qu'il donne à la province. Un chef de l'opposition qui remplit sa tâche consciencieusement mérite l'augmentation qu'on veut lui voter.

J'approuve les raisons que donne le chef de l'opposition. Mais, si nous tenons compte des conditions qui existent ici, nous ne pouvons les comparer avec celles qui existent dans les autres provinces. Peu de députés sont riches et il en coûte cher aux représentants du peuple pour occuper leur position. Le député est souvent obligé de prendre une part active à l'administration. Il ne se construit pas un chemin, un pont, etc., sans qu'on aille consulter le député. Ce dernier doit venir à Québec pour rencontrer les ministres, et son indemnité ne suffit pas.

Je crois qu'une augmentation de \$500 est très raisonnable. Il (l'honorable M. Nicol) fait l'éloge des députés de cette province. Le peuple s'attend à ce que ses représentants soient payés. Il ajoute que, pour sa part, il lui est impossible de pratiquer sa profession et que la province peut se féliciter d'avoir des ministres qui ont fait leurs preuves avant d'entrer dans le ministère.

Je crois que les députés, un peu mieux payés, travailleront davantage pour leur comté. Pour ces différentes raisons, je crois que le peuple va approuver la mesure qui est devant nous.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je parle en mon nom personnel. Il n'y a pas de doute que, quand on veut avoir de bons services de quelqu'un, le meilleur moyen, il est vrai, c'est de bien le rémunérer. Il n'y a pas de doute non plus que le travail intellectuel ne peut pas s'évaluer en argent. La rémunération des députés n'est pas un salaire, mais une simple indemnité. Il ne veut pas discuter le mérite de la question, mais seulement son opportunité.

Est-il vraiment opportun d'augmenter l'indemnité des membres de l'Assemblée législative? Je crois, avec l'honorable trésorier, que les membres du cabinet travaillent beaucoup, mais n'aurait-il pas été préférable de proposer les augmentations avant les élections?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable député croit-il que nous devrions passer les lois et les soumettre au peuple ensuite?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Il est vrai que la Législature a le droit de le faire, car je crois qu'une augmentation d'indemnité est une question d'administration. Seulement, cette question vient juste au lendemain des élections. Il y a quelques mois à peine que les députés ont été élus et ils savaient, lorsqu'ils l'ont été, que leur indemnité n'était que de \$2,000.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Mon honorable ami ne pense-t-il pas que ce serait rapetisser le mandat du député que de faire de son indemnité une question électorale?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas ce que je veux faire. Je ne fais pas d'affirmation, je pose une simple question. Je crois que l'augmentation de l'indemnité n'est pas exagérée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il est toujours délicat de se voter pour soi-même une augmentation de traitement. Je remercie l'honorable trésorier des bonnes paroles qu'il a dites à mon égard. C'est probablement la vieille amitié qui nous lie qui l'a inspiré. Il a été mon clerc...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est clair.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il a suivi les bons conseils que je lui ai donnés et c'est sans doute pour cela que sa vie est exemplaire. Je suis désolé que l'opposition ne nous approuve pas, mais (souriant), si l'opposition s'y oppose, nous lui imposerons l'augmentation. Sous le régime actuel, la position de député-ministre est plus enviable que celle de ministre, et il n'est que juste que l'indemnité des ministres soit égale à celle des ministres de provinces voisines.

Il démontre que, sur des questions comme l'impôt sur le revenu et d'autres demandes, la situation des députés et des ministres ne sera pas vraiment meilleure qu'elle ne l'était à l'époque de la dernière augmentation, il y a de cela bien des années. Il souligne également le fait qu'à l'heure actuelle les députés sont relativement favorables à cela. La présente loi ne fait que mettre les choses au point. Je ne crois pas, dit-il, que la population nous reproche ce que nous faisons maintenant et je regrette seulement que le vote ne soit pas unanime.

**M. Lamoureux (Iberville)** déclare que ça lui coûte un peu d'approuver ce projet et il a quelque hésitation à voter pour la mesure. Savez-vous pourquoi? C'est parce que je trouve qu'on n'augmente pas assez les indemnités. On se plaint qu'il n'y a pas assez de cultivateurs à la Chambre. Ce n'est pas étonnant. S'il n'y en a pas autant qu'il faut, c'est qu'ils ne sont pas assez payés. Les députés ne font pas d'argent avec leur position. Les cultivateurs n'ont pas les moyens de venir représenter leur comté ici. On n'aurait pas dû porter l'indemnité à \$2,500, mais à \$3,000. Je crois que j'aurai un amendement à apporter l'an prochain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je considère que l'honorable chef de l'opposition, dont l'honorable trésorier a fait l'éloge, devrait être assimilé à un ministre de la couronne.

La motion est adoptée sur division. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** transmet à M. l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

N. Pérodeau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1928, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 14)

Hôtel du Gouvernement  
Québec, 20 mars 1928

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour prime, escompte et change (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille sept cent cinq dollars et soixante centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cent soixante-seize dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes, (gouvernement civil): bureau du lieutenant-gouverneur, \$9,000; département du Conseil exécutif, service d'inspection, de vérification et de comptabilité, \$2,000; département du procureur général, \$1,000; département des Affaires municipales, \$1,000; département du secrétaire provincial, \$25,000; département du Trésor: bureau de l'auditeur, \$1,000; ministres sans portefeuille, dépenses contingentes, etc., \$4,400; département des Travaux publics et du Travail, \$2,000; département de l'Instruction publique, \$5,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourds-muets et des aveugles: Montreal Association for the Blind, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.



12. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fonds des écoles élémentaires, écoles pauvres, etc., (en sus du montant autorisé en vertu des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, article 474, tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 43, section 1), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec; pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et loi des établissements industriels, Statuts refondus, 1925, chapitre 182, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice, Roberval, balance prix de vente de la propriété (2 George V, chapitre 6), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, district Montcalm, Mont-Laurier, mur d'enceinte (1 George V, chapitre 8), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École de laiterie de la province de Québec, Saint-Hyacinthe, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour apiculture et industrie du sucre d'érable, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-six mille six cent dix-sept dollars et quatre-vingt-cinq centins soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplane, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentage (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille soixante-six dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu, Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour régistateurs: salaires et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agent général de la province en Belgique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Strathcona Foundation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille sept cent soixante-huit dollars et cinquante-quatre centins soit ouvert à Sa Majesté pour cité de Québec: célébration de la Confédération, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives provinciales: impression, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille six cent vingt-deux dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réception à Leurs Altesses Royales le prince de Galles et le prince George, le premier ministre

Baldwin et madame Baldwin, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Bulletin de la ferme*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas mille deux cent soixante-quinze dollars et huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour conflagration, hospice Saint-Charles, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent huit dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dîner offert par la province à Son Éminence le cardinal Rouleau, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour monument Vauquelin: octroi au comité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1928.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Voies et moyens

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1928, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$2,485,539.07.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin

1929, il soit permis de tirer du fonds du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$17,851,268.46.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Compton)** demande la permission de présenter le bill 18 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1928 et le 30 juin 1929 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 160 relatif à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales;

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 13 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les districts judiciaires de Rimouski et Saguenay;

- bill 49 concernant la Commission des accidents du travail;

- bill 129 annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921;

- bill 183 concernant les droits seigneuriaux dans cette province;
- bill 184 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux magistrats de district;
- bill 185 concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga;
- bill 189 modifiant la loi du régime des eaux courantes;
- bill 203 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments;
- bill 206 concernant la vente du poisson dans la province.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi des vues animées;
- bill 58 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 207 modifiant la loi des licences.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 192 modifiant la loi des terres et forêts relativement à l'exploitation forestière.

#### **Exploitation forestière**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 192 modifiant la loi des terres et forêts relativement à l'exploitation forestière. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Demandes de documents:**

##### **Taux d'électricité**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortier), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute lettre, résolutions adressées au gouvernement concernant les taux de l'électricité pour fins d'éclairage et de forces motrices chargés

par les compagnies et les corporations municipales dans cette province et dans les autres parties du Canada.

Il annonce qu'il ne prononcera pas le discours qu'il a préparé sur cette motion et qu'il le fera imprimer dans le quotidien de Saint-Hyacinthe, qu'il dirige<sup>6</sup>.

(Applaudissements)<sup>17</sup>

La motion est adoptée.

#### **Congrès de colonisation à Amos**

**M. Authier (Abitibi)** propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tout rapport, document et correspondance reçus par le ministre de la Colonisation au sujet du congrès de colonisation tenu à Amos en l'année 1927<sup>18</sup>.

Adopté.

#### **Abitibi Southern Railway Co.**

**M. Authier (Abitibi)** propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, depuis 1925, au sujet du chemin de fer projeté de l'Abitibi Southern Railway Co.

Adopté.

#### **École technique de Hull**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous les documents et de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet de la répartition du coût d'entretien de l'École technique de Hull.

Adopté.

#### **Exposition provinciale de Québec inc.**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Farand), que, vu que le bill 145 constituant en corporation l'exposition provinciale de Québec inc., Provincial

Exhibition of Quebec Inc., a pour objet de former une association mutuelle ayant pour but l'intérêt public, et vu que ledit bill a été retiré devant le comité du Conseil législatif, les honoraires ordinaires payés par les promoteurs dudit bill leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 38 relatif aux accidents du travail;
- bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 123 ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la Murray Bay Paper Company Limited et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie;
- bill 132 constituant en corporation Les Rentiers de l'avenir;
- bill 146 constituant en corporation The Hebrew Loan Syndicate.

#### Les Rentiers de l'avenir

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 constituant en corporation Les Rentiers de l'avenir. Lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" est soumise à la Chambre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Francoeur), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant "dans six mois".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bernard, Blain, Bouchard, Charbonneau, Desmarais, Francoeur, Frigon, Lamoureux, Sauvé, Tremblay, 10.

**Contre:** MM. Authier, Bastien, Bédard, Bergeron, Côté, Daniel, Dansereau, David, Delisle, Dillon, Dufour, Dugas, Duplessis, Farand, Fortier, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Galipeault, Gauthier, Grant, Lahaie, Laperrière, Lapière, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Nicol, Oliver, Papineau, Paquet, Piché, Pilon, Plante, Power, Rochette, Roy, Samson, Saurette, Taschereau, Thériault, Vautrin, 44.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### Charte de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Les amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" est soumise à la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Duplessis, Guertin, Renaud, Sauvé, Tremblay, 6.

**Contre:** MM. Authier, Bastien, Bédard, Bergeron, Bernard, Bouchard, Charbonneau, Côté, Daniel, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Francoeur, Frigon,

Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Gauthier, Grant, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Nicol, Oliver, Papineau, Paquet, Perrault, Piché, Pilon, Plante, Power, Rochette, Roy, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Vautrin, 50.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas du vote précédent.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Accidents du travail**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 38 relatif aux accidents du travail. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Contrats entre la Murray Bay Paper Company Ltd. et Saint-Étienne de La Malbaie**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la Murray Bay Paper Company Limited et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les

honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **The Hebrew Loan Syndicate**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 constituant en corporation The Hebrew Loan Syndicate.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 66 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'Exécutif.

La séance est levée à 6 heures<sup>19</sup>.

#### **Troisième séance du jeudi 22 mars 1928**

#### **Présidence de l'honorable H. Laferté**

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 18 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1928 et le 30 juin 1929, et pour d'autres fins du service public.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence immédiate des députés de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

**Sanction royale**

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi des vues animées;
- bill 5 modifiant la loi des liqueurs alcooliques, relativement à la pension du président de la Commission;
- bill 13 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les districts judiciaires de Kamouraska, Rimouski et Saguenay;
- bill 20 concernant la protection des édifices publics contre les incendies;
- bill 22 modifiant la loi de la sécurité dans les édifices publics;
- bill 23 modifiant la loi des droits sur les successions;
- bill 36 modifiant la loi des écoles techniques ou professionnelles;
- bill 38 des accidents du travail;
- bill 41 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriété;
- bill 43 modifiant la loi des droits sur les divertissements;
- bill 45 relatif au prêt agricole;
- bill 47 modifiant le Code municipal;
- bill 48 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 49 concernant la Commission des accidents du travail;
- bill 50 concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval;
- bill 52 pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu;
- bill 56 modifiant la loi des renvois à la Cour du banc du roi;
- bill 58 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 60 modifiant la loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales;
- bill 61 modifiant la loi concernant certains travaux municipaux;

- bill 64 modifiant la loi de la chasse;
- bill 66 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'Exécutif;
- bill 67 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations;
- bill 69 concernant l'Ordre du mérite scolaire;
- bill 71 modifiant la loi de l'instruction publique;
- bill 72 modifiant la loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 87 autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot no 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges;
- bill 99 constituant en corporation la ville de Racine;
- bill 108 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal;
- bill 114 modifiant la charte de la cité de Lévis;
- bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 118 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 123 ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la Murray Bay Paper Company Limited, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie;
- bill 126 constituant en corporation The Quebec Labrador Railway Company;
- bill 129 annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921;
- bill 130 modifiant la charte de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company;
- bill 132 constituant en corporation Les Rentiers de l'avenir;
- bill 138 validant le règlement no 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau;
- bill 141 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat & Power Company;
- bill 142 ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon;
- bill 146 constituant en corporation The Hebrew Loan Syndicate;
- bill 148 constituant en corporation The Quebec Northern Railway Company;
- bill 150 ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et Log Supply Company Limited, et World Match Corporation Limited;

- bill 153 modifiant la loi 13 George V, chapitre 48, concernant le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère et l'évaluation des propriétés de Laurentide Power Company Limited;
- bill 157 validant le règlement no 261 de la cité de Grand'Mère, relativement à la construction d'un pont sur la rivière Saint-Maurice, et autorisant un contrat entre le gouvernement de cette province et ladite corporation à cette fin;
- bill 159 modifiant la loi des assurances de Québec;
- bill 160 relatif à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales;
- bill 161 modifiant la loi de l'abolition des ponts et des chemins de péage;
- bill 162 modifiant la loi de la saisine de certains bénéficiaires;
- bill 164 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 165 modifiant l'article 953*α* du Code civil;
- bill 166 modifiant la loi des terres et forêts;
- bill 167 modifiant la loi des véhicules automobiles;
- bill 170 modifiant la loi des seigneuries;
- bill 177 modifiant l'article 36 du Code municipal;
- bill 178 modifiant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer;
- bill 179 modifiant la loi des ingénieurs forestiers;
- bill 181 modifiant la loi des colporteurs;
- bill 183 modifiant les droits seigneuriaux dans cette province;
- bill 184 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux magistrats de district;
- bill 185 concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga;
- bill 186 modifiant l'article 75 de la loi de la voirie;
- bill 188 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture;
- bill 189 modifiant la loi du régime des eaux courantes;
- bill 190 modifiant la loi de la prévention des incendies;
- bill 192 modifiant la loi des terres et forêts relativement à l'exploitation forestière;
- bill 193 modifiant la loi des mesureurs de bois;
- bill 194 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements;

- bill 195 concernant le rapatriement des Canadiens dans la province de Québec;
- bill 196 modifiant la loi de la réglementation municipale des édifices publics;
- bill 197 concernant la consolidation des dettes flottantes des municipalités scolaires;
- bill 198 modifiant les Statuts refondus, 1925, et le Code de procédure civile relativement à l'appel à la Cour du banc du roi;
- bill 199 modifiant le Code civil relativement aux incapables;
- bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 201 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret, de certains règlements, par les électeurs;
- bill 203 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments;
- bill 206 concernant la vente du poisson dans la province;
- bill 207 modifiant la loi des licences.

**Le Greffier du Conseil législatif** prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 18 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1928 et le 30 juin 1929, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *bénévolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la première session de la dix-septième législature de la province de Québec par le discours suivant:

#### **Son Honneur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,



Il m'est particulièrement agréable de donner la sanction royale aux lois que vous avez adoptées au cours de cette première session.

Je forme des vœux pour que la loi des accidents du travail obtienne tous les bons résultats que vous en attendez.

Il est important que l'esprit d'assistance mutuelle qui a jusqu'ici régné entre les patrons et les ouvriers de notre province se continue et s'exerce de façon efficace.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir mis à la disposition de chacun de nos départements les crédits nécessaires à l'administration.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'incombe de vous remercier de tout le zèle que vous avez déployé dans l'accomplissement de vos devoirs. Je prie la Providence de rendre vos travaux parlementaires fructueux et de répandre ses bienfaits sur toute notre population<sup>20</sup>.

#### M. l'Orateur du Conseil législatif:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée; et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée vers 9 heures.

#### NOTES

1. Selon *Le Devoir* du 23 mars 1928, à la page 1, M. Sauvé ayant protesté hier contre certains amendements apportés au bill des licences par le Conseil législatif, le gouvernement a retiré son bill et en a présenté maintenant un autre contenant les amendements apportés à la loi par le Conseil.

2. L'incendie est survenu le dimanche 9 janvier 1927.

3. En fait, la loi actuelle permet aux enfants de moins de 16 ans d'entrer au cinéma lorsqu'ils sont accompagnés par leurs parents.

4. Dans *Le Devoir* du 23 mars 1928, à la page 1, on dit "lettre circulaire".

5. Dans *Le Devoir* du 23 mars 1928, à la page 8, on dit "les représentants de théâtres".

6. Dans *Le Devoir* du 23 mars 1928, à la page 8, on dit l'"Association des théâtres de cinéma".

7. Selon André G. Bourassa et Jean-Marc Larrue, auteurs de l'ouvrage *Les nuits de la "Main"*, à la page 268, "il y eut au moins trois salles portant le nom de "Gaiety" ou "Gayety" à Montréal. Celle-ci est la première; la dernière, le Théâtre du Nouveau-Monde actuel, fut inaugurée le 26 août 1912 (1650 places), au 305 Saint-Urbain, puis déplaça en 1920 son entrée principale à son emplacement actuel, le 84 (ex-54) Sainte-Catherine Ouest, en face du Théâtre Casino".

8. Dans *L'Action catholique* du 23 mars 1928, à la page 3, on parle de "deux anciennes boîtes", et dans *Le Canada* du 23 mars 1928, à la page 7, on parle de "théâtres disgracieux".

9. Dans *La Presse* du 23 mars 1928, à la page 26, on dit "le coup de la loi".

10. *L'Événement* du 23 mars 1928, à la page 13, dit le "gouvernement".

11. Dans *La Presse* du 23 mars 1928, à la page 26, on dit 1200.

12. Dans *Le Soleil* du 23 mars 1928, à la page 15, on dit 14 ans.

13. Selon *The Chronicle Telegraph* du 23 mars 1928, à la page 1, l'expression en anglais est "to be the bull's eye".

14. Dans *La Tribune* du 23 mars 1928, à la page 3, on rapporte plutôt: "Je consentirai à servir de cible."

15. Sous la présidence de M. Hugues Fortier (Beauce).

16. Le discours a été publié dans *Le Clairon* du 23 mars 1928, aux pages 1, 5 et 8, sous le titre "La régie publique et l'exploitation privée des forces hydroélectriques".

17. D'après *The Chronicle Telegraph* du 23 mars 1928, à la page 3, ce sont les membres de la galerie de la presse qui applaudissent.

18. Dans *La Presse* du 23 mars 1928, à la page 17, on dit que M. Authier sacrifie les deux discours qu'il avait également préparés sur le projet de l'Abitibi Southern Railway Co. et sur le dernier congrès de colonisation à Amos. Dans *The Chronicle Telegraph* du 23 mars 1928, à la page 3, on dit qu'il va imprimer ses discours dans le journal qu'il contrôle, soit *La Gazette du Nord*.

19. Dans *The Chronicle Telegraph* du 23 mars 1928, à la page 3, on dit que l'on présenta à M. Laferté "un joli service à vin en argent".

20. Selon *L'Événement* du 23 mars 1928, à la page 1: "Jamais nous n'avons entendu un plus court speech du trône".